RERS

REPÈRES RÉFÉRENCES & STATISTIQUES

sur les enseignements, la formation et la recherche

édition 2004

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche édition 2004

Directeur de la publication
Claudine PERETTI

Rédacteur en chef
Fabienne ROSENWALD

Secrétaire de rédaction
Marc SAILLARD

Maquette
Imprimerie nationale

Impression
Ovation

Auteurs

François Ancel
Christian Berreur
Rachid Bouhia
Amélie Briffaux
Chantal Brutel
Riwann Chevrollier
Philippe Clément
Laurence Dauphin
Catherine David
Florence Defresne
Paulette Deroubaix
Brigitte Dethare
Sébastien Durier
Laure Ferrait
Pauline Girardot
Carine Girieud
Isabelle Hatrisse-Bellec
Éric Hauet
Bernadette Hée
Catherine Importuna
Michèle Jacquot
Christophe Jaggers
Marie-Laurence Jaspar-Delacourt
Martine Jeljoul
Sylvie Kleinholt
Sylvie Lemaire
Annie Le Roux
Benoît Leseur
Alain Lopes
Isabelle Maetz
Claude Malègue
Françoise Martinez
Catherine Métalsi-Habri
Sabine Moutin
Emmanuelle Nauze-Fichet
Sophie O'Prey
Sylvaine Péan
Franck Petrucci
Pascale Poulet-Coulibando
Aurélie Procoppe
Danielle Prouteau
Fabienne Rosenwald
Bernadette Rousseau
Marc Saillard
Véronique Sandoval
Claire Teissier
Maël Theulière
Magda Tomasini
Catherine Valette
Annick Vialla

ISSN 1635 9089
ISBN 2-11-094345-9

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possibles des informations contenues dans ce document.
Toute reproduction **partielle** est donc autorisée sans demande préalable ; on veillera toutefois à ce que la source soit bien mentionnée.

Avant-propos

Repères et Références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche est une publication annuelle éditée depuis 1984. Elle fournit, en un seul volume, toute l'information statistique disponible sur le fonctionnement et les résultats du système éducatif. Elle comprend également un aperçu synthétique des principales données sur la recherche française.

Repères et Références statistiques est une œuvre collective qui s'appuie sur l'ensemble des travaux de la Direction de l'évaluation et de la prospective.

Organisée selon un mode de présentation unique où chaque thème est traité en une double page, son utilisation est particulièrement aisée. Une page de tableaux et graphiques est accompagnée d'une présentation synthétique et de rubriques permanentes : « Définitions » et « Pour en savoir plus », qui permettent au lecteur de bien interpréter les données et de compléter, s'il le souhaite, cette information en recourant aux autres produits de la Direction de l'évaluation et de la prospective, publications classiques ou électroniques.

Cet ouvrage propose, d'édition en édition, une information suivie et actualisée, sur tous les aspects structurels de l'éducation et de la recherche, et présente notamment des séries chronologiques longues.

Chaque édition fait l'objet de modifications et d'enrichissements et apporte des éclairages sur des thèmes nouveaux en fonction de l'actualité et de la disponibilité d'études spécifiques.

L'édition 2004 abordera ainsi des questions importantes et particulièrement actuelles :

- l'orientation en fin de seconde de détermination ;
- les sections européennes et internationales dans le second degré ;
- qui parvient en sixième sans redoubler ? ;
- le devenir des bacheliers 2002 ;
- le personnel d'encadrement.

Ce vingt et unième numéro de ***Repères et références statistiques*** est une contribution essentielle de la Direction de l'évaluation et de la prospective à l'information des décideurs comme des acteurs du système éducatif et du grand public ; elle participe ainsi à la richesse et à la pertinence du débat sur l'éducation.

Claudine PERETTI
Directrice de l'évaluation
et de la prospective

NB : Nous vous remercions d'adresser vos observations et critiques susceptibles d'améliorer la publication à : Repères et Références statistiques, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Direction de l'évaluation et de la prospective, bureau de l'édition (DEP A 4), 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves.

jean-claude.brenot@education.gouv.fr
marc.saillard@education.gouv.fr

Les clés du RERS

Des définitions claires

Titre et numéro du chapitre

Une présentation synthétique sur chaque thème

10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

La dépense intérieure d'éducation s'élève en 2002 à 103,6 milliards d'euros. Elle a plus que doublé depuis 1974 (évolution à prix constants), ce qui représente une évolution annuelle d'environ 2,5 %. Sur la même période, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 84 %, soit 2,2 % par an **1** **2** **3**.
En 1974, la dépense intérieure d'éducation représentait 6,3 % du PIB ; elle représente, en 2002, 6,9 % de cet agrégat. De 1986 à 1989, la dépense d'éducation a augmenté moins vite que le PIB. Cette tendance s'est inversée de 1990 à 1993. Depuis 1995, la dépense intérieure d'éducation et celle du PIB progressent de façon assez proche **1** si ce n'est entre 1998 et 2001 où le PIB a progressé très fortement en raison d'une activité économique très soutenue. En 2002, le PIB croît de 1,2 % pour une hausse de 1 % de la DIE **3**. De 1974 à 2002, la dépense d'éducation a connu un taux de croissance annuel moyen de 2,5 %, supérieur à celui du PIB, en hausse de 2,1 % par an sur la période. Le tableau **1** donne l'évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement. Entre 1974 et 2002, la part du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche diminue de 57,5 % à 55,0 %. Parmi les autres financeurs, les collectivités territoriales, suite aux lois de décentralisation, ont sensiblement accru leur part (15,7 % en 1974, 22,3 % en 2002). La part des activités d'enseignement dans la dépense d'éducation est prépondérante sur toute la période 1974-2002 (79,5 % en 1974, 82,3 % en 2002) **2**. Toutefois, parmi ces activités d'enseignement, on note une diminution de la part du premier degré (de 33,2 % à 27 %) et une augmentation du second degré (de 38,6 % à 40,9 %) et du supérieur (de 13,6 % à 16,3 %).

DÉFINITIONS

■ **Financeur final.** Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité territoriale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités territoriales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.
Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités territoriales et le financeur ménages. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

■ **Évaluation aux prix de 2002.** Estimations utilisées afin de corriger l'effet de l'inflation, permettant ainsi de comparer l'évolution « en volume » des dépenses d'éducation.

Avertissement : les données concernant la dépense intérieure d'éducation pour 2003 ne sont pas encore disponibles. Elles paraîtront dans une *Note d'Information* qui sera publiée en novembre 2004.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Le coût de l'éducation en 2002. Évaluation provisoire du compte », *Note d'Information*, 03.57, novembre 2003.

Voir aussi

Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51.
Le compte de l'éducation, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 8, octobre 1990 (Années 1974 à 1988) ; n° 13, octobre 1991 (Années 1985 à 1990) ; n° 19, novembre 1992 (Années 1987 à 1991) ; n° 34, janvier 1994 (Années 1988 à 1992) ; n° 49, décembre 1994 (Années 1989 à 1993) ; n° 60, décembre 1995 (Années 1990 à 1994) ; n° 76, décembre 1996 (Années 1992 à 1995) ; n° 93, octobre 1997 (Années 1993 à 1996) ; n° 105, décembre 1998 (Années 1994 à 1997) ; n° 113, décembre 1999 (Années 1995 à 1998) ; n° 118, décembre 2000 (Années 1996 à 1999) ; n° 125, novembre 2001 (Années 1997 à 2000) ; n° 140, décembre 2002 (Années 1998 à 2001) - MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
Le compte de l'éducation. Principes et méthodes, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 7, octobre 1990, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.

Des sources détaillées

Le renvoi à d'autres publications

Titre du thème

Numéro du chapitre

L'évolution de la dépense intérieure d'éducation

10 3

Numéro du thème

Un champ clairement défini

1 Évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement de 1974 à 2002 (1)

Dépenses totales par financeurs finals (Millions d'euros prix courants) (France métropolitaine)

	1974	1980	1986	1996	2000	2001	2002
Éducation nationale	7 166	16 194	29 485	48 059	54 048	55 397	56 971
Autres ministères	1 049	2 375	3 552	5 400	5 563	5 826	5 916
Collectivités territoriales	1 954	4 161	8 833	18 815	22 017	22 283	23 075
Autres administrations publiques	36	104	404	596	605	625	634
Entreprises	609	1 352	2 702	5 035	6 021	6 466	6 666
Ménages	1 640	3 375	6 190	9 549	9 994	10 129	10 333
Total général	**12 454**	**27 561**	**51 166**	**87 454**	**98 248**	**100 726**	**103 595**
% du PIB	6,3	6,4	6,6	7,3	7,0	6,9	6,9

(1) Évaluations provisoires à partir de 1997.

Des constats statistiques précis pour l'année qui vient de s'écouler

2 Évolution de la dépense intérieure d'éducation par activité de 1974 à 2002 (1)

(Millions d'euros prix courants) (France métropolitaine)

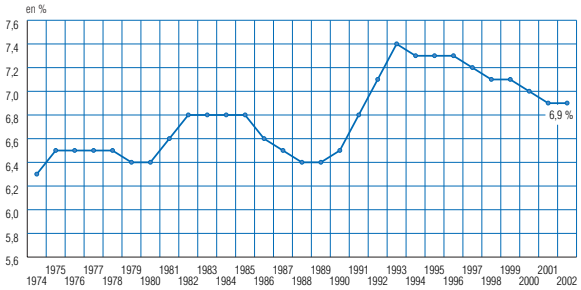
	1974	1980	1986	1996	2001	2002
Activités d'enseignement :						
Premier degré	3 292	7 206	12 213	18 790	22 312	23 071
Second degré	3 816	8 904	16 796	29 476	33 889	34 848
Apprentissage	78	215	396	1 156	1 456	1 481
Supérieur	1 342	2 847	5 581	11 847	13 545	13 946
Artistique	94	225	550	980	1 133	1 171
Non ventilé	51	124	410	-	-	-
Extra-scolaire	1 231	2 623	5 443	9 095	10 651	10 850
Total activités d'enseignement	**9 904**	**22 144**	**41 389**	**71 344**	**82 986**	**85 367**
Activités annexes :	**1 538**	**3 602**	**6 096**	**9 167**	**10 383**	**10 685**
Administration générale	249	569	986	1 384	1 657	1 731
Cantines internats	1 166	2 700	4 486	6 768	7 539	7 735
Autres activités	123	333	624	1 015	1 187	1 219
Biens et services connexes :	**773**	**1 486**	**3 141**	**5 043**	**5 503**	**5 632**
Transport scolaire	161	390	1 035	1 691	1 901	1 947
Fournitures, livres scolaires	407	732	1 504	2 545	2 737	2 800
Habillement, loisirs scolaires	205	364	602	807	865	885
Rémunérations des personnels d'éducation en formation	**238**	**330**	**537**	**1 899**	**1 854**	**1 911**
Total général	**12 453**	**27 562**	**51 163**	**87 453**	**100 726**	**103 595**

(1) Évaluations provisoires à partir de 1997.

Des éléments graphiques d'illustration

3 Évolution de la part de la dépense intérieure d'éducation dans le PIB de 1974 à 2002

(France métropolitaine)



Les publications du ministère réalisées par la DEP

Les publications du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche réalisées par la DEP présentent les données statistiques complètes résultant d'enquêtes systématiques, mais aussi des séries d'indicateurs analytiques, des articles méthodologiques ou de synthèse, des résultats d'études ou de recherches : elles permettront au lecteur, par-delà les données succinctes contenues dans le présent ouvrage, d'aborder de façon plus approfondie le système éducatif de notre pays.

Géographie de l'École
Les principales données du système éducatif présentées dans leurs **disparités géographiques**. Une analyse des caractéristiques par académie, région ou département, de notre système de formation, de la maternelle à l'enseignement supérieur.
20 €, Numéro 9, à paraître, mars 2005.

L'état de l'École
Les principales données du système éducatif **mises à jour annuellement**. Une **analyse synthétique** des coûts, des activités et des résultats de l'École qui couvre l'ensemble du système, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Des indicateurs internationaux pour mieux situer la France par rapport aux autres pays.
16 €, Édition n° 14, à paraître, octobre 2004.

Note d'Information, Note Recherche, Note Évaluation
Chaque note fait le point sur un des aspects du système éducatif et donne sous forme synthétique et claire l'essentiel des dernières exploitations d'enquêtes et d'études.
Prix à l'unité : 1 € (minimum de facturation 4 €). Abonnement 2004 : France + DOM-TOM 45 € – Étranger 48 €.

Éducation & Formations
Revue d'étude et d'information dont les articles traitent des grands enjeux de l'École. Une publication de la DEP qui s'ouvre à tous les acteurs du système éducatif.
Vente uniquement au numéro. 2003 et 2004 : 13 €. 2001 et 2002 : 12,20 €.

Les dossiers
Chaque dossier, consacré aux résultats d'une étude ou d'une évaluation sur un sujet donné, présente un **rapport complet et détaillé** sur un des aspects du système éducatif français. Une large part est faite aux aspects méthodologiques nécessaires à la compréhension des résultats.
Le numéro : 14,48 €. À partir de 2003 : 15 €.

Atlas régional – les effectifs d'étudiants
Cet Atlas présente les établissements et les filières de l'enseignement supérieur, leurs effectifs et leur évolution. Des tableaux et des cartes présentent les effectifs par site, pour la France entière, ainsi que diverses évolutions.
Atlas des effectifs 2001-2002 : 15 €.

Tableaux statistiques
Documents de travail présentant exclusivement et sans commentaire des tableaux rassemblant les résultats d'enquêtes à différents niveaux.
Prix 2003 : 5 € jusqu'à 50 pages, 10 € entre 51 et 100 pages, 15 € au-delà de 100 pages.
À partir de 2004 : publication exclusivement électronique.

Toutes les publications sont en vente par correspondance ou sur place au Bureau de l'édition
58, boulevard du Lycée – 92170 Vanves
☎: 01 55 55 72 04
Fax. : 01 55 55 72 29

Le lecteur pourra également se les procurer dans les librairies du réseau du **CNDP**, à la **Documentation française** (29, quai Voltaire, 75007 Paris) et au **centre INSEE Info Service** (Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75012 Paris).

Pour plus de renseignements sur les publications du MENESR, vous pouvez consulter le serveur **Internet** : http://www.education.gouv.fr/dep

Sommaire

Réf.	Titre	Page
1	**LE SYSTÈME ÉDUCATIF**	13
1.1	Principales filières de formations	14
1.2	Évolution de la population scolaire et du supérieur	16
1.3	Population scolaire et du supérieur par âge	18
1.4	Où se trouvaient les jeunes à 14, 15, 16 et 17 ans en 2002-2003 ?	20
1.5	La scolarisation des élèves handicapés	22
1.6	Éducation nationale : les personnels des secteurs public et privé sous contrat	24
1.7	La scolarisation des nouveaux arrivants non francophones en 2003-2004	26
2	**LES ÉTABLISSEMENTS**	29
2.1	Écoles et classes : évolution	30
2.2	Les classes du premier degré en 1999-2000	32
2.3	Collèges et lycées : évolution par type d'établissement	34
2.4	Collèges et lycées : évolution selon le cycle d'enseignement	36
2.5	Les classes et les divisions du second degré en 2003-2004	38
2.6	La taille des collèges et des lycées	40
2.7	L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré	42
2.8	L'enseignement privé sous contrat et hors contrat	44
2.9	Établissements et structures de l'enseignement supérieur	46
2.10	Les ensembles immobiliers du second degré public	48
2.11	Établissements des zones et réseaux d'éducation prioritaire	50
2.12	Les zones et les réseaux d'éducation prioritaire (ZEP et REP)	52
3	**LES ÉLÈVES DU PREMIER DEGRÉ**	55
3.1	Le premier degré en 2003-2004	56
3.2	Le premier degré : évolution	58
3.3	Le premier degré par département et académie	60
3.4	Le préélémentaire en 2003-2004 ; évolution	62
3.5	L'élémentaire par âge ; évolution	64
3.6	L'enseignement des langues vivantes dans le cycle III du premier degré	66
3.7	Les effectifs de CLIS	68
3.8	Les élèves de nationalité étrangère dans le premier degré	70
3.9	L'évaluation diagnostique en début de CE2	72
4	**LES ÉLÈVES DU SECOND DEGRÉ**	75
4.1	Le second degré : évolution	76
4.2	Second degré et classes post-bac par département et académie	78
4.3	Le second degré : évolution des taux d'accès au niveau V de formation	80
4.4	Le second degré : accès au niveau du baccalauréat	82
4.5	L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré	84
4.6	Le premier cycle par classe, par âge et par sexe, flux	86
4.7	Le second cycle professionnel : évolution	88
4.8	Le second cycle professionnel par classe et par sexe	90
4.9	Le second cycle professionnel par âge et par sexe	92
4.10	Le second cycle professionnel : flux	94
4.11	Les spécialités de formation dans le second cycle professionnel (CAP, BEP, bac professionnel)	96

4.12	Le second cycle général et technologique par section	98
4.13	Le second cycle général et technologique, flux	100
4.14	Les options de seconde générale et technologique	102
4.15	L'orientation en fin de seconde de détermination	104
4.16	Les options de première générale et technologique	106
4.17	Les options de terminale générale et technologique	108
4.18	L'étude des langues vivantes dans le second degré	110
4.19	Les sections européennes et internationales dans le second degré	112
4.20	L'étude du latin et du grec ancien dans le second degré	114
4.21	Les enseignements adaptés dans le second degré (1)	116
4.22	Les enseignements adaptés dans le second degré par sexe et âge (2)	118
4.23	Les élèves handicapés intégrés dans les établissements du second degré	120
4.24	Les élèves de nationalité étrangère dans le second degré	122
4.25	L'enseignement agricole	124
4.26	L'évaluation diagnostique en début de sixième	126
4.27	Devenir des élèves sept ans après leur entrée en sixième	128
4.28	Qui parvient en sixième sans avoir redoublé ?	130

5 LES APPRENTIS 133

5.1	Les effectifs des centres de formation d'apprentis ; évolution	134
5.2	Les apprentis par région et académie	136
5.3	Les origines scolaires des apprentis du second degré	138
5.4	Les apprentis par spécialité de formations et par sexe	140
5.5	L'apprentissage dans le supérieur	142
5.6	Poids des formations par apprentissage sur l'ensemble du second cycle professionnel	144
5.7	Les apprentis en 2003-2004 (résultats provisoires)	146
5.8	L'insertion des sortants d'apprentissage au 1er février 2003	148

6 LES ÉTUDIANTS 151

6.1	Les effectifs du supérieur : évolution	152
6.2	Les effectifs du supérieur par académie	154
6.3	Les étudiants des universités en 2003-2004	156
6.4	La population universitaire par université et académie	158
6.5	Les universités : disciplines, cycles, âge et sexe	160
6.6	Les IUT par spécialité ; diplômes, évolution	162
6.7	Les étudiants des filières d'ingénieurs	164
6.8	Les écoles de commerce, gestion et vente	166
6.9	Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	168
6.10	Les sections de techniciens supérieurs (STS)	170
6.11	Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	172
6.12	L'origine socioprofessionnelle des étudiants français	174
6.13(1)	Les étudiants étrangers dans les universités (1)	176
6.13(2)	Les étudiants étrangers dans les universités (2)	178
6.14	Les flux de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur	180
6.15	Provenance et devenir un an après des entrants en 1re année de 1er cycle universitaire	182
6.16	L'accès des bacheliers en deuxième cycle universitaire	184
6.17	Le devenir des bacheliers 2002	186

7 LA FORMATION CONTINUE 189

7.1 La formation continue : bilan global, évolution 190
7.2 La formation continue de l'Éducation nationale ; évolution 192
7.3 La formation continue de l'Éducation nationale par académie 194
7.4 La formation continue dans l'enseignement supérieur : bilan global 196

8 EXAMENS ET SORTIES 199

8.1 Le diplôme national du brevet 200
8.2 Le baccalauréat : nombre de bacheliers par série 202
8.3 La réussite au baccalauréat par sexe, âge, catégorie sociale 204
8.4 La proportion de bacheliers dans une génération 206
8.5 Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel 208
8.6 Les diplômes universitaires 210
8.7 La réussite (bacheliers et non-bacheliers) au DEUG et au DUT 212
8.8 Les diplômés des écoles d'ingénieurs et de commerce 214
8.9 Les sorties du système éducatif 216
8.10 L'emploi à la sortie du lycée au 1er février 2003 218
8.11 La situation professionnelle cinq ans après la fin de la formation initiale 220
8.12 La validation des acquis de l'expérience (enseignement professionnel et technologique) 222
8.13 La validation des acquis professionnels et de l'expérience (enseignement supérieur) 224

9 LES PERSONNELS 227

9.1 Éducation nationale : les personnels du secteur public 228
9.2 Structure par âge du personnel enseignant du secteur public 230
9.3 Les enseignants du premier degré public ; évolution 232
9.4 Les enseignants du premier degré public par département 234
9.5 Les enseignants du premier degré privé sous contrat 236
9.6 Enseignants du second degré public devant élèves : évolution 238
9.7 Enseignants du second degré public devant élèves par académie 240
9.8 Enseignants du second degré public devant élèves par corps 242
9.9 Enseignants du second degré public devant élèves par discipline 244
9.10 Le service des enseignants devant élèves dans le second degré public 246
9.11 Le temps de travail des enseignants du second degré public (en 2002) 248
9.12 Les enseignants du second degré privé sous contrat 250
9.13 Les enseignants du supérieur par discipline 252
9.14 Personnel administratif, technique, d'éducation, d'encadrement et de surveillance (2nd degré public) 254
9.15 Personnel administratif, technique, d'éducation et d'encadrement (supérieur et formation) 256
9.16 Personnel administratif, technique et d'encadrement 258
9.17 Les concours de recrutement d'enseignants (1) 260
9.18 Les concours de recrutement d'enseignants (2) 262
9.19 Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et CASU 264
9.20 Les concours de recrutement des personnels ATOSS 266
9.21 Les concours de recrutement des personnels ITRF 268

10 BUDGET, COÛTS ET FINANCEMENTS 271

10.1 Le financement de la dépense intérieure d'éducation 272
10.2 Le budget : analyse et évolution 274
10.3 L'évolution de la dépense intérieure d'éducation 276
10.4 Le financement des producteurs d'éducation 278
10.5 Les dépenses par élève et par étudiant 280
10.6 La taxe d'apprentissage 282
10.7 Les bourses nationales du second degré 284
10.8 L'aide aux étudiants 286
10.9 L'action sociale en faveur des étudiants 288

11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT 291

11.1 Recherche et développement : vision d'ensemble 292
11.2 Les travaux de recherche et développement menés par les entreprises 294
11.3 Le financement de la recherche et du développement dans les entreprises 296
11.4 Les acteurs de la R&D publique 298
11.5 Recherche et développement : les effectifs 300
11.6 La recherche et le développement dans les régions 302

12 LES DOM-TOM 305

12.1 La population scolaire et universitaire des DOM ; évolution 306
12.2 Le premier degré dans les DOM 308
12.3 Le second degré dans les DOM 310
12.4 Les flux d'élèves dans le second degré dans les DOM 312
12.5 L'accès au niveau du baccalauréat dans les DOM 314
12.6 Les spécialités de formation dans le second cycle professionnel dans les DOM (CAP, BEP, bac professionnel) 316
12.7 L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré dans les DOM 318
12.8 Les étudiants du supérieur dans les DOM-TOM 320
12.9 Les étudiants des universités dans les DOM-TOM 322
12.10 Les diplômes dans les DOM 324
12.11 Enseignants du second degré public devant élèves par corps dans les DOM 326
12.12 Les personnels dans les DOM 328
12.13 La population scolaire et universitaire des TOM 330

Table des sigles

Notes d'Information, Tableaux statistiques

Le centre de documentation de la DEP

Le centre de documentation de la Direction de l'évaluation et de la prospective permet d'obtenir des informations statistiques sur le système éducatif :
– par téléphone (tous les après-midi sauf le mardi) ;
– par courrier.

Il permet également de consulter les documents de la Direction de l'évaluation et de la prospective et des services qui l'ont précédée depuis la fin des années cinquante. Les informations sont accessibles sur papier, microfiches ou bases de données.

Le centre est ouvert, **sur rendez-vous uniquement,** à tous les publics (journalistes, étudiants chercheurs,…) intéressés par les statistiques du système éducatif.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Direction de l'évaluation et de la prospective
Centre de documentation
Pièces 313 et 314
58, boulevard du Lycée – 92170 VANVES

Tél. 01 55 55 73 58 et 01 55 55 73 61
dep.documentation@education.gouv.fr

NOTES DE LECTURE

Signes conventionnels utilisés

–	Pas d'effectif
ε	Résultat très petit mais non nul
ns	Résultat non significatif
…	Information non disponible
(blanc)	Aucun résultat ne peut être inscrit

Champ géographique

Lorsque aucune mention n'est indiquée, les tableaux, cartes et graphiques présentent des données concernant uniquement la **France métropolitaine.**

La mention **France métropolitaine + DOM** signifie que les données concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

La mention **France entière** précise que, outre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer, il est également tenu compte des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de statut particulier.

Sauf indication contraire, le champ géographique du **chapitre 11** est la France entière.

Départements d'outre-mer (DOM) : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion.

Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de statut particulier (TOM) : Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte.

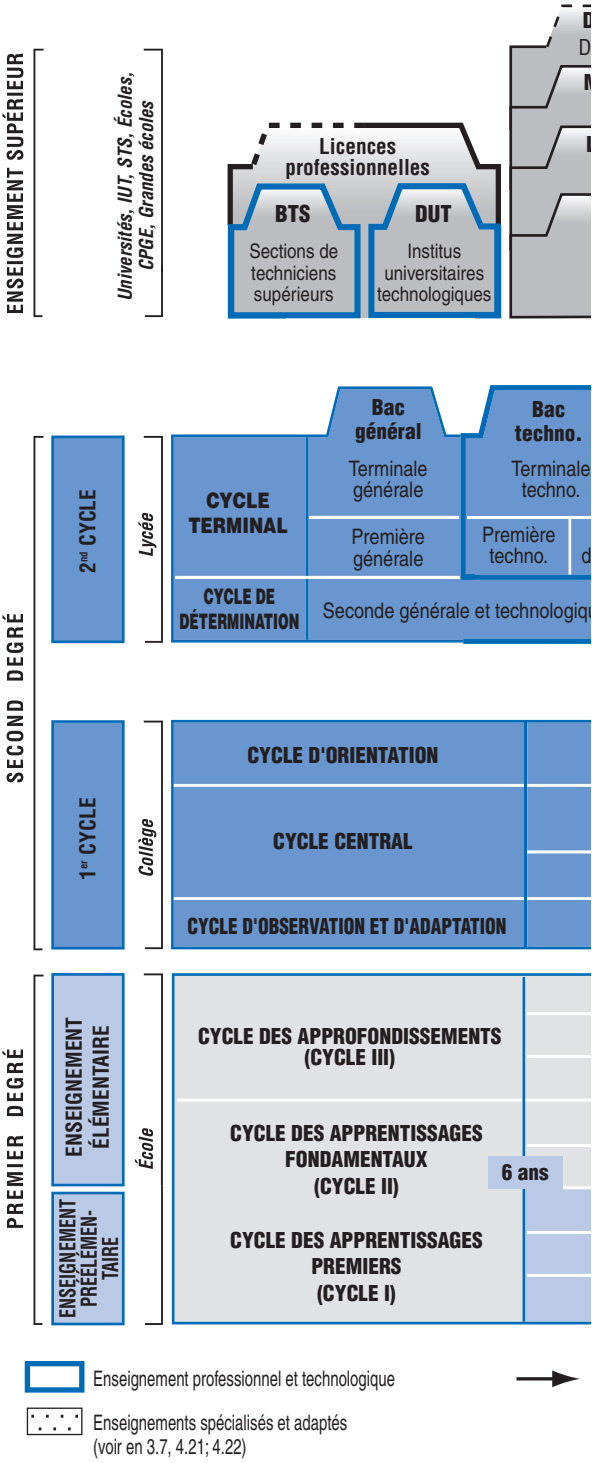
Le système éducatif

Réf.	Titre	Page
1.1	Principales filières de formations	14
1.2	Évolution de la population scolaire et du supérieur	16
1.3	Population scolaire et du supérieur par âge	18
1.4	Où se trouvaient les jeunes à 14, 15, 16 et 17 ans en 2002-2003 ?	20
1.5	La scolarisation des élèves handicapés	22
1.6	Éducation nationale : les personnels des secteurs public et privé sous contrat	24
1.7	La scolarisation des nouveaux arrivants non francophones en 2003-2004	26

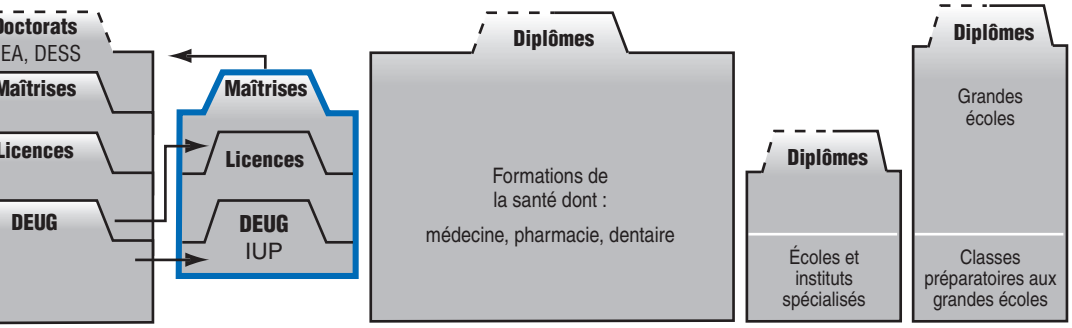
1 Le système éducatif

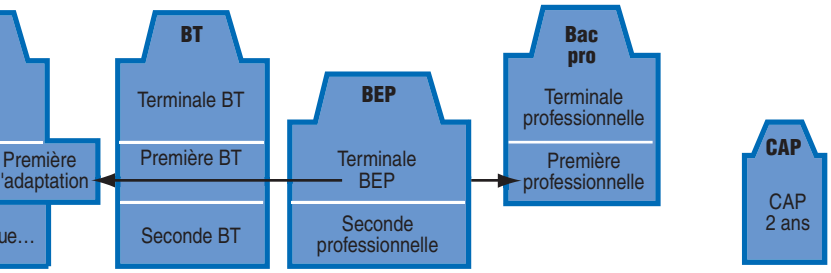
PRÉSENTATION

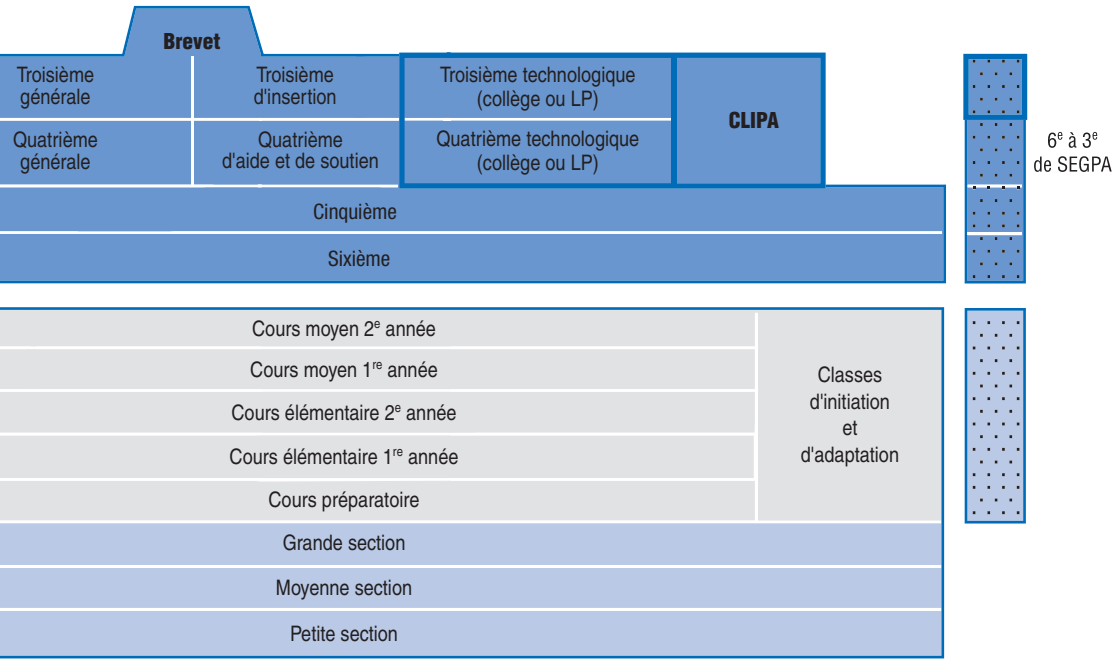
Le système éducatif sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche comprend trois niveaux partagés en cycles :
– le premier degré correspond aux enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles préélémentaires et élémentaires. Ces enseignements se déroulent en trois cycles : apprentissages premiers, apprentissages fondamentaux, approfondissements. L'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire dans le premier degré est en partie sous tutelle du ministère de la Santé et de la Protection sociale ;
– le second degré (enseignement secondaire) est dispensé dans les collèges (premier cycle) – de la sixième à la troisième – et les lycées (second cycle général et technologique, dans les lycées du même nom ; et second cycle professionnel dans les lycées professionnels) – de la seconde à la terminale. Depuis 1995-1996, la sixième constitue le cycle d'observation et d'adaptation à l'enseignement secondaire, la cinquième et la quatrième le cycle central, et la troisième le cycle d'orientation.
Les enseignements adaptés du second degré accueillent en partie les élèves issus de l'enseignement spécialisé du premier degré ;
– l'enseignement post-secondaire ou supérieur, dispensé dans les lycées (sections de techniciens supérieurs [STS], classes préparatoires aux grandes écoles [CPGE]), les grandes écoles, des écoles et instituts spécialisés, et dans les universités.
Quant à l'apprentissage, il permet désormais, après la troisième, d'accéder à toutes les formations.
La scolarité en France est obligatoire à partir de l'âge de six ans, et jusqu'à seize ans. La notion d'« âge théorique » utilisée dans certains cas fait référence à un cursus scolaire effectué sans redoublement, ni interruption, ni saut de classe.



Principales filières de formations







Passage d'une formation à une autre

BTS Examen terminal

Formations suivies par des personnes considérées comme étant dans la vie active

PRÉSENTATION

En 2003-2004 en France métropolitaine et dans les DOM, l'ensemble du secteur public et du secteur privé compte près de 15 millions d'élèves et d'étudiants. La hausse des effectifs en un an est de 0,4 % après + 0,3 % à la rentrée précédente.
La baisse des effectifs s'est arrêtée dans le premier degré : on y compte 23 000 élèves de plus (+ 0,4 %) ; l'élémentaire poursuit sa baisse, mais celle-ci s'atténue (- 0,2 %) alors que le préélementaire progresse de 1,3 %. Dans le second degré, l'effectif global diminue de près de 17 000 élèves mais cette baisse est centrée uniquement sur le premier cycle. Les effectifs de ce dernier sont en baisse pour la huitième année consécutive (- 24 500 élèves soit - 0,7 %) pour des raisons démographiques. Le second cycle général et technologique est stable (+ 0,1 %). Le second cycle professionnel, après quatre années de baisse de 1998 à 2001, confirme en 2003 (+ 1,2 %) la croissance constatée en 2002 grâce aux progressions soutenues du CAP en deux ans et du baccalauréat professionnel. Le nombre d'apprentis augmente ainsi que celui des élèves de l'agriculture. Les effectifs d'étudiants sont en hausse, comme en 2002, de 2,1 %, en raison essentiellement d'une forte augmentation à l'université (+ 2,8 %), en écoles de commerce et en formation d'ingénieurs et dans les écoles paramédicales et sociales. Les effectifs diminuent en IUT et STS.
En près de vingt ans, les effectifs du premier degré ont baissé de près de 11 %, ceux du second degré ont en revanche augmenté de 5 % avec une hausse de 34 % du second cycle général et technologique et une baisse de près de 12 % du second cycle professionnel. Les effectifs d'apprentis se sont accrus de 53 %. C'est l'enseignement supérieur qui a connu la plus forte hausse : près de 91 % de plus d'étudiants entre 1980 et 2003.

DÉFINITIONS

- **Population scolaire et du supérieur.** Ensemble des élèves des premier et second degrés (y compris enseignements spécialisé et adaptés), des apprentis, des étudiants en université et hors université, dans le secteur public et le secteur privé en France métropolitaine et DOM. Les élèves et étudiants sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de Affaires rurales sont comptabilisés. Il est à remarquer qu'en ce qui concerne les étudiants, ce sont les inscriptions qui sont comptées.

- **CFA.** Centres de formation d'apprentis. Les apprentis ne sont pas comptabilisés avec les élèves du second degré, car nombre d'entre eux relèvent de l'enseignement supérieur (voir ci-contre, « Présentation »).

- **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage.

- **CP, CM2.** Cours préparatoire, cours moyen deuxième année.

- **SES-GCA, SEGPA.** Sections d'éducation spécialisée (SES), groupes de classes-ateliers (GCA), sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA). Depuis la rentrée 1996-1997 (circulaire du 20 juin 1996), il n'existe plus que des SEGPA, rénovées ou non.

- **EREA.** Écoles régionales d'enseignement adapté.

- **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

- **STS.** Sections de techniciens supérieurs.

- **IUT.** Instituts universitaires de technologie.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Sources des chapitres correspondants pour chaque niveau dans la présente édition et dans les éditions précédentes (1984 à 2004) de *Repères et références statistiques.*
Tableaux de l'Éducation nationale, statistiques rétrospectives 1958-1968, édition 1969.
Tableaux des enseignements et de la formation, statistiques rétrospectives 1967-1968 - 1976-1977, édition 1978.
Base centrale de pilotage (BCP).

Évolution de la population scolaire et universitaire

1 Évolution des effectifs d'élèves et d'étudiants

(France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

(Milliers)

	1980 -1981	1990 -1991	1998 -1999	1999 -2000	2000 -2001	2001 -2002	2002 -2003	2003 -2004
Premier degré (1) :								
Préélémentaire	2 456,5	2 644,1	2 489,1	2 513,0	2 540,0	2 554,4	2 566,0	2 598,7
CP-CM2	4 810,0	4 218,0	4 054,4	3 998,8	3 953,0	3 924,1	3 908,9	3 900,0
Classes d'adaptation et d'initiation	30,6	22,1	13,1	11,9	59,0	56,5	54,3	53,3
Enseignement spécialisé	99,2	69,1	50,1	48,1				
Total premier degré	**7 396,3**	**6 953,3**	**6 606,8**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**	**6 529,2**	**6 552,0**
Second degré :								
1er cycle secondaire (niveau)	3 257,6	3 249,4	3 295,6	3 291,9	3 289,5	3 278,8	3 269,1	3 244,6
2nd cycle professionnel	798,8	726,2	741,8	731,0	700,2	695,0	698,5	706,9
2nd cycle général et technologique	1 124,4	1 607,4	1 524,9	1 513,0	1 501,4	1 504,1	1 509,6	1 511,0
Enseignements adaptés :	126,5	126,7	124,2	123,8	122,2	120,9	119,0	117,1
- SES-GCA (SEGPA)	114,9	114,6	112,4	112,3	111,0	109,9	108,3	106,4
- EREA	11,6	12,1	11,8	11,5	11,1	11,0	10,7	10,7
Total second degré	**5 307,4**	**5 709,7**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**	**5 596,1**	**5 579,5**
Second degré agriculture	117,1	116,2	153,6	154,4	151,3	149,3	149,4	151,1
CFA (2) :	244,1	226,7	362,8	369,9	376,1	373,2	373,5	374,8
- dont apprentis	225,4	220,3	353,6	360,2	365,9	362,9	363,5	366,3
- dont CPA (3)	18,7	6,4	9,2	9,6	10,2	10,3	10,1	8,5
TI' et préparations diverses	1,8	2,1	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Formations complémentaires		13,9	1,0	0,7	0,5	0,6	0,7	0,8
Spécial santé « scolarisés »	96,2	88,2	87,6	83,7	81,4	80,5	82,8	81,9
Enseignement supérieur :								
Préparations intégrées	2,8	4,0	2,6	2,9	3,6	3,5	3,3	3,3
CPGE	40,1	64,4	71,4	70,9	70,3	70,7	72,0	72,1
STS	67,9	199,3	236,3	238,8	238,9	236,9	235,5	234,2
IUT	53,7	74,3	114,6	117,4	119,2	118,1	115,5	113,7
Universités (sans IUT ni formations d'ingénieurs)	796,1	1 075,1	1 262,3	1 251,6	1 255,0	1 233,1	1 251,8	1 287,1
Formations d'ingénieurs (4)	37,0	57,7	87,8	91,2	95,2	98,2	102,4	104,9
dont universitaires	8,3	10,5	20,0	21,3	22,5	23,3	25,2	24,9
Écoles de commerce, gestion, comptabilité et vente	15,8	46,1	51,3	56,3	63,9	70,4	74,7	80,6
Écoles paramédicales et sociales	91,7	74,4	83,7	86,8	93,4	103,0	111,2	116,6
Autres établissements d'ens. supérieur (5)	76,0	128,5	226,5	231,5	232,7	242,4	255,5	256,4
dont formations d'ingénieurs		6,8	9,8	10,7	11,1	11,5	13,3	13,9
Total supérieur (6)	**1 181,1**	**1 717,1**	**2 126,8**	**2 136,6**	**2 161,1**	**2 164,7**	**2 208,5**	**2 254,9**
Total général	**14 344,0**	**14 827,3**	**15 025,7**	**14 977,3**	**14 936,1**	**14 902,5**	**14 940,8**	**14 995,6**

(1) En 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 : estimations pour l'ensemble du premier degré.
(2) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture depuis 1992-1993.
(3) CPA : classes préparatoires à l'apprentissage. Celles des collèges et LP sont comprises dans le premier cycle du second degré.
(4) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI).
(5) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, EHESS, autres écoles dépendant d'autres ministères, grands établissements, formations comptables non universitaires, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, INP, universités de technologie …), y compris les effectifs des IUFM à partir de 1991-1992.
(6) Sans double compte des formations d'ingénieurs en universités de technologie et INP.

1 Le système éducatif

PRÉSENTATION

Pendant l'année scolaire 2002-2003, 14 312 800 jeunes étaient scolarisés en France métropolitaine. Les élèves et étudiants représentaient alors 24 % de la population totale. Les plus jeunes restent fortement scolarisés avant l'âge de la scolarité obligatoire avec une moyenne de 83,5 % d'enfants de 2 à 5 ans scolarisés. Ensuite, et jusqu'à 14 ans, la totalité des jeunes sont scolarisés, même si leur répartition entre premier et second degrés continue de varier. En effet, le rajeunissement de l'âge d'entrée au collège se poursuit avec un léger progrès du taux de scolarisation dans le second degré à 11 ans (et dans une moindre mesure à 10 ans).

Le fait marquant de la rentrée 2002 est la reprise de la croissance des taux de 19 à 21 ans qui met un terme à six années de baisse consécutives, ainsi que la relative stabilité du taux à 18 ans. Cela concerne aussi bien les filles que les garçons et s'explique par un surcroît de scolarisation dans l'enseignement supérieur, notamment dans les formations de la santé. La scolarisation dans l'enseignement secondaire pour ces âges-là continue à l'inverse de chuter en raison du raccourcissement de la durée des parcours scolaires et malgré plus de poursuites à l'issue d'un BEP ou d'un CAP.

De 22 à 24 ans, la baisse qui avait commencé l'an passé se poursuit. Les choix plus fréquents faits, au milieu des années 90, en faveur d'un enseignement professionnel et des études plus courtes, continuent donc de faire baisser la durée de scolarisation pour cette tranche d'âge. Toutefois, le constat n'est pas exactement identique selon le genre. En effet, dans le cas des filles, les formations paramédicales et sociales, ainsi que la formation dans les IUFM permettent de compenser cette tendance structurelle.

Au-delà de 24 ans, la scolarisation continue de progresser très nettement, ce qui traduit l'attrait que continuent d'exercer les études supérieures de niveaux I et II sur une fraction des jeunes. Il s'agit cependant dans de nombreux cas d'étudiants étrangers qui sont venus en France afin d'y poursuivre des études supérieures.

Au final, l'espérance de scolarisation qui diminuait régulièrement depuis 1996 repart légèrement à la hausse en 2002.

DÉFINITIONS

■ **Population scolarisée.** Comprend les élèves en formation initiale dans les établissements sous tutelle de l'Éducation nationale, mais aussi ceux dépendant des autres ministères (Agriculture, Santé, etc.). Contrairement à d'autres chapitres, les effectifs du supérieur sont estimés en éliminant les doubles inscriptions. Par ailleurs, les effectifs du primaire sont souvent surestimés et ont donc fait l'objet d'un redressement afin de ne pas avoir des taux de scolarisation supérieurs à 100 %.

■ **Population.** Les effectifs par tranche d'âge ont été estimés par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) à partir des résultats du recensement de 1999.

■ **Âge.** L'âge d'un élève ou d'un étudiant est celui atteint au 1er janvier inclus dans l'année scolaire considérée.

■ **Premier degré.** Enseignement préélémentaire et élémentaire, y compris l'enseignement spécialisé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale (MEN).

■ **Enseignement spécialisé hors MEN.** Il s'agit d'un enseignement dispensé dans des établissements ne dépendant pas du MEN à des élèves en grande difficulté, enseignement que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.

■ **Second degré.** Collèges, lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels et enseignements adaptés du ministère de l'Éducation nationale.

■ **Autres formations du second degré.** Second degré agricole, enseignement spécial de la Santé, formations sociales et de la Santé de niveaux V et IV.

■ **Apprentis.** Tous niveaux, y compris classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) de centres de formation d'apprentis (CFA), apprentissage dans le supérieur et apprentissage agricole.

■ **Enseignement supérieur.** Les établissements universitaires, les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les sections de techniciens supérieurs (STS) et les autres établissements d'enseignement post-baccalauréat.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Note d'Information, 04.12.
DEP, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, et par le ministère de la Santé et de la Protection sociale.

Population scolaire et du supérieur par âge

1 Population scolaire et du supérieur en 2002-2003 par âge et taux de scolarisation

(France métropolitaine, Public + Privé)

		Effectifs		Taux de scolarisation (1)						
Année de naissance	Âge	Population	Population scolarisée	Taux de scolarisation (%)	1er degré MEN y compris spécialisé	Enseignement spécial hors MEN(2)	2nd degré MEN y compris adapté	Autres formations du 2nd degré	Apprentis	Enseignement supérieur
2001-2002	0-1 an	1 523 184	-							
2000	2 ans	770 051	246 647	32 (- 2,7)	32 (-2,7)					
1999	3 ans	734 528	734 528	100	100					
1998	4 ans	721 807	721 807	100	100					
1997	5 ans	717 780	717 780	100	100					
1996	6 ans	725 101	725 101	100	99,6	0,4				
1995	7 ans	719 896	719 896	100	99,6	0,4				
1994	8 ans	707 426	707 426	100	99,5	0,5				
1993	9 ans	703 848	703 848	100	99,3	0,6				
1992	10 ans	737 139	737 139	100	96,2 (- 0,1)	0,7	3,1 (+ 0,1)			
1991	11 ans	754 654	754 654	100	20,9 (-0,2)	0,8	78,3 (+ 0,2)			
1990	12 ans	762 748	762 748	100	1,3	0,9	97,7			
1989	13 ans	768 395	768 395	100	0,2	1	98,6	0,2		
1988	14 ans	772 544	772 544	100 (+ 0,2)		1	97,4 (+ 0,2)	1,4 (- 0,1)	0,2	
1987	15 ans	774 619	762 363	98,4		1,1 (+ 0,1)	92,8 (+ 0,1)	3,5 (- 0,2)	1,1	
1986	16 ans	785 215	763 914	97,3 (- 0,4)		1	82,7 (- 0,3)	4,3 (- 0,1)	9,3 (-0,1)	
1985	17 ans	774 065	717 802	92,7 (+ 0,9)		0,8	75,2 (+ 0,6)	4,1 (+ 0,1)	10,1	2,5 (+ 0,2)
1984	18 ans	769 260	616 371	80,1 (- 0,1)		0,6 (+ 0,1)	41,7 (- 0,4)	3,1 (+ 0,1)	7,9 (- 0,2)	26,9 (+ 0,3)
1983	19 ans	754 795	502 810	66,6 (+ 0,7)		0,4	19,4 (- 0,8)	1,8 (+ 0,1)	6 (+ 0,1)	39 (+ 1,3)
1982	20 ans	797 492	416 122	52,2 (+ 0,6)		0,3	6,4 (- 0,4)	0,9	4,4 (+ 0,1)	40,3 (+ 1)
1981	21 ans	805 485	327 899	40,7 (+ 0,3)			1,7 (- 0,1)	0,5 (+ 0,1)	3,2 (+ 0,1)	35,4 (+ 0,4)
1980	22 ans	803 054	260 462	32,4 (- 0,1)			0,5	0,3 (+ 0,1)	2,2	29,4 (- 0,1)
1979	23 ans	758 824	182 401	24 (- 0,5)			0,2		1,4 (- 0,1)	22,4 (- 0,5)
1978	24 ans	734 553	125 043	17 (+ 0,1)					0,8	16,1 (+ 0,1)
1977	25 ans	738 503	88 003	11,9 (+ 0,2)					0,7	11,1 (+ 0,2)
1976	26 ans	714 839	59 098	8,3 (+ 0,6)			0,1			8,1 (+ 0,6)
1975	27 ans	734 911	42 926	5,8 (+ 0,5)						5,8 (+ 0,5)
1974	28 ans	787 639	34 225	4,3 (+ 0,4)						4,3 (+ 0,4)
1973	29 ans	839 500	28 284	3,4 (+ 0,4)						3,4 (+ 0,4)
1972 et avant	30 et plus	36 942 468	181 164	0,5						0,5
Total		**59 634 323**	**14 312 833 (2)**	**24,0**	**6 257 822**	**80 937**	**5 372 966**	**155 871**	**367 070**	**2 078 167**

(1) Après chaque taux est indiquée entre parenthèses la variation en points par rapport à la rentrée 2001. Exemple : à 20 ans, 52,2 % des jeunes sont scolarisés, soit 0,6 point de plus qu'à la rentrée 2001-2002.

(2) L'effectif de 14 312 833 jeunes scolarisés est supérieur à la somme des effectifs de la colonne. En effet, pour certaines tranches d'âge, une surestimation des effectifs scolarisés dans le primaire est apparue au regard de la population totale du même âge estimée à partir du recensement. Nous avons donc dû ramener l'effectif scolarisé à celui de la population totale afin de ne pas avoir un taux de scolarisation supérieur à 100 %. Par ailleurs, les effectifs du supérieur étant ici estimés en éliminant les doubles inscriptions et une partie de la formation continue, la population scolarisée est moins importante que celle présentée dans d'autres chapitres.

2 Évolution de l'espérance de scolarisation de 15 à 29 ans

En années	1985-1986	1990-1991	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Ensemble des formations :	**4,71**	**5,61**	**6,45**	**6,36**	**6,32**	**6,35**
Filles	4,82	5,74	6,65	6,55	6,54	6,60
Garçons	4,60	5,48	6,27	6,18	6,09	6,11
Dans le secondaire :	**3,34**	**3,86**	**3,99**	**3,84**	**3,81**	**3,79**
Filles	3,36	3,85	3,91	3,79	3,76	3,75
Garçons	3,31	3,87	4,07	3,88	3,85	3,83
Dans le supérieur :	**1,33**	**1,70**	**2,41**	**2,48**	**2,47**	**2,52**
Filles	1,42	1,86	2,70	2,72	2,75	2,82
Garçons	1,23	1,56	2,14	2,25	2,20	2,23

Lecture - L'espérance de scolarisation de 15 à 29 ans est la somme des taux de scolarisation par âge. Elle représente la durée d'études d'une génération qui connaîtrait tout au long de sa vie scolaire les taux de scolarisation observés une année. Ainsi, les jeunes de 15 ans en 2002-2003 peuvent compter sur 6,35 années d'études.

PRÉSENTATION

En 2002-2003 en France métropolitaine, la répartition des jeunes de 14, 15, 16 et 17 ans dans le système éducatif national montre une nette différence entre les filles et les garçons, les premières se montrant plus précoces et s'orientant plus souvent vers les filières générales et technologiques.

À 14 ans, plus de 58 % des jeunes se trouvent au collège en classe de troisième contre 57 % l'an passé. Les étapes du 1er cycle du secondaire sont donc plus rapidement franchies pour les générations les plus jeunes. Toutefois, ces progrès ne remettent pas en cause la différence entre les sexes : les filles sont plus fréquemment en troisième que les garçons, qui à cet âge sont environ un tiers à être encore en quatrième. On remarque également que les garçons suivent plus fréquemment un enseignement adapté.

À 15 ans, l'écart entre filles et garçons se creuse un peu plus, puisque la moitié des filles sont déjà en seconde contre seulement un peu plus d'un tiers des garçons. Ceux-ci sont d'ailleurs encore massivement au collège ou en enseignement adapté.

À partir de 16 ans, la différence entre garçons et filles prend un nouveau visage et se manifeste désormais également au travers de l'orientation choisie : un enseignement général ou technologique pour les filles et un enseignement professionnel en lycée professionnel ou en apprentissage pour les garçons.

À 17 ans, les tendances précédentes se confirment. On constate par ailleurs qu'un nombre significatif de jeunes n'est plus scolarisé à cet âge, du moins dans les structures d'enseignement recensées, et les garçons sont plus fréquemment dans ce cas que les filles.

DÉFINITIONS

■ **Le champ couvert.** Ensemble des élèves des premier et second degrés (y compris enseignements spécialisé et adaptés), des apprentis, des étudiants en université et hors université, dans le secteur public et le secteur privé sous contrat et hors contrat en France métropolitaine. Les élèves et étudiants sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales ou d'autres ministères sont comptabilisés. Il est à remarquer qu'en ce qui concerne les étudiants, ce sont les inscriptions qui sont comptées.

■ **Population à 14, 15, 16 et 17 ans.** Elle comprend tous les enfants et les jeunes ayant 14, 15, 16 ou 17 ans révolus au 1er janvier 2002 en France métropolitaine. Cette population a été évaluée à partir du recensement de 1999.

■ **Prof. court sco.** Enseignement professionnel court dispensé dans les lycées professionnels (LP) ou polyvalents de l'Éducation nationale ou de l'Agriculture (LPA). Il s'agit des formations préparant aux CAP ou CAPA, BEP ou BEPA et mentions complémentaires de ce niveau.

■ **Prof. court appr.** Enseignement professionnel court dispensé dans les centres de formation d'apprentis (CFA). Il s'agit des formations préparant aux CAP ou CAPA, BEP ou BEPA et mentions complémentaires de ce niveau.

■ **Prof. long sco.** Enseignement professionnel long dispensé dans les lycées professionnels (LP) ou polyvalents de l'Éducation nationale ou de l'Agriculture (LPA). Il s'agit des formations préparant au baccalauréat professionnel.

■ **Prof. long appr.** Enseignement professionnel long dispensé dans les centres de formation d'apprentis (CFA). Il s'agit des formations préparant au baccalauréat professionnel et au brevet professionnel.

■ **Post-bac.** Enseignements post-baccalauréat des classes supérieures de lycées ou du premier cycle des universités ou encore des diverses écoles enseignant au même niveau.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Toutes les opérations statistiques qui permettent de recenser les élèves, les étudiants et les apprentis. Il s'agit des systèmes STAT 1 pour le premier degré, SCOLARITÉ pour les établissements du second degré de l'Éducation nationale, SISE pour les établissements universitaires, l'enquête 51 pour les CFA, etc. ; et les résultats des enquêtes réalisées par le ministère en charge de l'Agriculture et celui en charge de la Santé dans leurs établissements d'enseignement.

La population par âge est fournie par l'INSEE.

Où se trouvaient les jeunes à 14, 15, 16 et 17 ans en 2002-2003 ?

1 Répartition des jeunes de 14 à 17 ans par niveau de scolarisation et par sexe en 2002-2003

(France métropolitaine, Public + Privé)

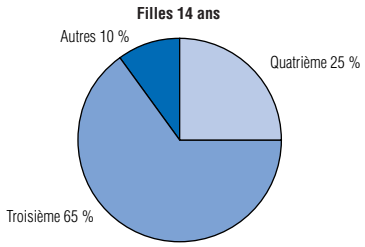
	14 ans			15 ans			16 ans			17 ans		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Enseignements adaptés	12 925	22 410	35 322	12 767	22 059	34 826	4 624	7 657	12 281	3 553	5 264	8 817
6e et 5e	13 060	22 316	35 364	1 054	1 389	2 443	244	310	554	101	112	213
4e (y compris techno.)	**95 185**	**131 026**	**226 168**	18 975	28 708	47 683	1 437	1 721	3 158	186	185	371
3e (y compris techno., CPA-CLIPA)	**243 585**	**208 669**	**452 318**	**110 225**	**146 591**	**256 816**	25 312	31 950	57 262	1 823	1 987	3 810
2nde générale et technologique	11 388	8 720	20 112	**191 898**	**147 606**	**339 504**	67 193	64 818	132 011	12 589	13 437	26 026
1re générale et technologique	182	217	399	10 487	7 809	18 296	**154 535**	**113 060**	**267 595**	70 928	68 300	139 228
Terminale générale et technologique	7	14	21	144	155	299	10 621	7 001	17 622	**138 004**	**94 457**	**232 461**
Prof. court sco. (1)	1 058	1 780	2 837	29 654	32 701	62 355	92 352	**107 630**	**199 982**	**86 570**	**100 316**	**186 886**
Prof. court appr. (1)	-	-	-	-	-	-	16 727	56 071	72 798	18 033	55 579	73 612
Prof. long sco. (1)	-	-	-	19	103	122	111	338	449	9 861	12 637	22 498
Prof. long appr. (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 143	3 466	4 609
Post-bac	2	1	3	11	8	19	86	116	202	11 566	7 705	19 271
Total	**377 393**	**395 151**	**772 544**	**375 234**	**387 129**	**762 363**	**373 242**	**390 672**	**763 914**	**354 357**	**363 445**	**717 802**
Différence (2)	-	-	-	3 820	8 436	12 256	11 057	10 244	21 301	24 450	31 813	56 263
Population	**377 393**	**395 151**	**772 544**	**379 054**	**395 565**	**774 619**	**384 299**	**400 916**	**785 215**	**378 807**	**395 258**	**774 065**

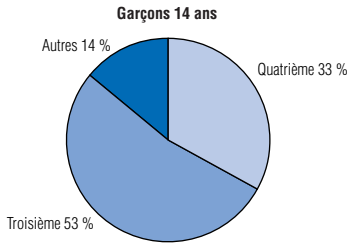
	14 ans			15 ans			16 ans			17 ans		
En % :	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Enseignement adapté	3,4	5,7	4,6	3,4	5,6	4,5	1,2	1,9	1,6	0,9	1,3	1,1
6e et 5e	3,5	5,6	4,6	0,3	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
4e (y compris techno.)	**25,2**	**33,2**	**29,3**	5,0	7,3	6,2	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0
3e (y compris techno., CPA-CLIPA)	**64,5**	**52,8**	**58,5**	**29,1**	**37,1**	**33,2**	6,6	8,0	7,3	0,5	0,5	0,5
2nde générale et technologique	3,0	2,2	2,6	**50,6**	**37,3**	**43,8**	17,5	16,2	16,8	3,3	3,4	3,4
1re générale et technologique	0,0	0,1	0,1	2,8	2,0	2,4	**40,2**	**28,2**	**34,1**	18,7	17,3	18,0
Terminale générale et technologique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	1,7	2,2	**36,4**	**23,9**	**30,0**
Enseignement professionnel court LP-LPA	0,3	0,5	0,4	7,8	8,3	8,0	**24,0**	**26,8**	**25,5**	**22,9**	**25,4**	**24,1**
Enseignement professionnel court CFA	-	-	-	-	-	-	4,4	14,0	9,3	4,8	14,1	9,5
Enseignement professionnel long LP-LPA	-	-	-	-	-	-	0,0	0,1	0,1	2,6	3,2	2,9
Enseignement professionnel long CFA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,9	0,6
Post-bac	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	3,1	1,9	2,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**99,0**	**97,9**	**98,4**	**97,1**	**97,4**	**97,3**	**93,5**	**92,0**	**92,7**
Différence	0,0	0,0	0,0	1,0	2,1	1,6	2,9	2,6	2,7	6,5	8,0	7,3
Population %	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

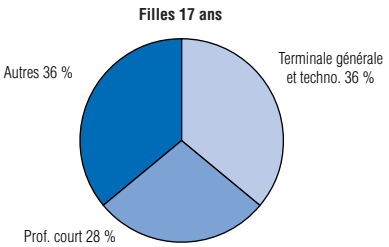
(1) Voir rubrique « Définitions ».

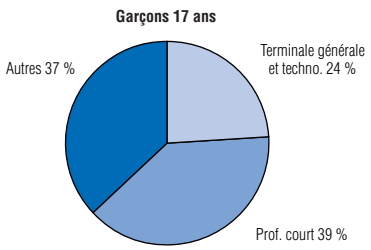
(2) Le contenu de cette ligne doit être analysé avec prudence. Les valeurs y apparaissant sont le résultat du rapprochement de deux sources différentes : les populations estimées par l'INSEE à partir du recensement de 1999 et le total des dénombrements d'élèves, d'étudiants et d'apprentis réalisés dans les établissements.

2 Répartition des garçons et des filles à 14 et 17 ans (France métropolitaine, Public + Privé)









PRÉSENTATION

À la rentrée 1999, environ 76 100 enfants en situation de handicap étaient scolarisés dans le premier degré dont 48 200 en intégration collective. La grande majorité d'entre eux fréquentent une CLIS, classe ayant vocation à accueillir des enfants ayant un handicap mental. 27 900 élèves atteints d'un handicap sont intégrés dans une classe ordinaire du premier degré (ayant fait l'objet d'une intégration individuelle). Plus de la moitié de cette population est atteinte d'une déficience intellectuelle **1** .

En 2003, 29 700 enfants ou adolescents en situation de handicap étaient scolarisés dans le second degré dont près de 65 % en intégration individuelle. En second cycle, ce pourcentage dépasse les 97 %. Les élèves en intégration collective suivent une scolarité en SEGPA ou en UPI. Plus de la moitié de cette population dans le premier degré était atteinte d'une déficience intellectuelle, la proportion étant de 13 % en collège et 8 % en lycée **2** .

Les établissements hospitaliers, médico-éducatifs et médico-sociaux accueillent 128 500 enfants et adolescents en 2003, près de 82 000 d'entre eux sont scolarisés pour toute l'année scolaire dans l'établissement. Près de 86 % des enfants sont scolarisés en établissement médico-éducatif, dont 68 % en institut médico-éducatif (IME) **3** .

Dans l'enseignement supérieur, on recense à la rentrée 2000 un peu plus de 7 000 étudiants en situation de handicap, dont la très grande majorité en université (73 %) et en classes préparatoires aux grandes écoles ou sections de techniciens supérieurs (22 %). Dans les universités, les personnes atteintes d'un handicap moteur représentent 27 % des étudiants en situation de handicap. Entre le 1er cycle et le 3e cycle, cette part variait de 25 à 40 %, alors que celle des étudiants déficients sensoriels était stable et que celle des étudiants ayant d'autres types de déficiences diminuait **4** .

DÉFINITIONS

■ **CLIS.** Classes d'intégration scolaire. Elles accueillent des élèves présentant un handicap mental, auditif, visuel ou moteur, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.
Les classes de perfectionnement créées par la loi du 15 avril 1909, et les classes intégrées ouvertes dans les écoles ordinaires, dont le fonctionnement a été précisé dans les circulaires des 29 mars 1982 et 1983, constituent désormais les classes d'intégration scolaire (circulaire du 18 novembre 1991).

■ **EREA.** Établissements régionaux d'enseignement adapté. Les EREA ont été créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954 pour accueillir les élèves qui ne pouvaient fréquenter utilement les classes ordinaires d'enseignement général ou professionnel. Ils scolarisaient des enfants déficients profonds ou atteints de handicaps graves. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré.

■ **SEGPA.** Sections d'enseignement général et professionnel adapté. Les SES/SEGPA (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes-ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966. Ils sont généralement intégrés dans des collèges et scolarisaient des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 concernant les collèges et donc les SES/SEGPA et GCA, il n'existe plus que des SEGPA rénovées ou non rénovées, et les élèves accueillis sont dans leur grande majorité des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

■ **UPI.** Unités pédagogiques d'intégration. Les UPI sont créées dans certains collèges pour accueillir des préadolescents ou des adolescents (de 11 à 16 ans) présentant différentes formes de handicap mental qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge et à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes n° 12 (année 2003), n° 19 (1999), enquête n° 32 (2003) et enseignement supérieur (2000).
Direction de l'évaluation et de la prospective et direction de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

La scolarisation des élèves handicapés

1 Les différents modes de scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap
(France métropolitaine + DOM)

	Établissements scolaires (1)			Établissements médico-sociaux (2) (3)		
Niveaux d'enseignement	Intégration individuelle	Intégration collective	EREA	Hospitaliers	Médico-éducatifs	sociaux
Premier degré	27 900	48 200	-	4 275	50 376	1 308
Second degré :	19 193	10 492 (2)	397	1 334	7 911	1 467
premier cycle	11 263	10 287	-	809	5 317	633
second cycle	7 930	205	-	525	2 594	834
Supérieur	7 000	-				
Indifférencié	-	-	-	662	14 225	359
Total	**54 093**	**58 692**	**397**	**6 271**	**72 512**	**3 134**

(1) Données 1999 pour le premier degré et données 2000 pour le supérieur.
(2) SEGPA, UPI.
(3) Enfants scolarisés toute l'année.

2 Répartition par type d'établissement et type de déficience des élèves en situation de handicap intégrés à temps plein en 1999 (%) (France métropolitaine + DOM sauf Guyane, Public + Privé)

		2nd degré				
		Collèges			Lycées	
Déficiences	1er degré	Classes ordinaires	SEGPA	EREA non spécialisés	LP	LEGT
Intellectuelle ou psychique	54	13	69	58	11	6
Du langage et de la parole (1)	-	4	2	0	4	3
Motrice	21	24	8	0	23	24
Viscérale métabolique	6	18	4	1	20	22
Auditive	13	23	8	3	22	21
Visuelle	6	9	2	33	12	12
Autre	-	9	7	5	8	12
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) Item absent de la nomenclature de l'enquête 19 (premier degré).

3 Répartition du nombre d'établissements et des effectifs par catégorie d'établissements en 2002 (France métropolitaine + DOM)

			Effectifs			
	Nombre	Capacité d'accueil	Accueillis	Scolarisés pour toute l'année	Scolarisés temporairement	Scolarisés hors établissement
Établissements hospitaliers	223	11 031	10 889	4 577	3 377	1 078
Établissements de lutte contre la tuberculose	4	196	157	58	58	41
Maisons d'enfants à caractère sanitaire	37	2 500	2 243	1 119	439	365
Établissements de réadaptation fonctionnelle	17	1 262	1 076	517	326	94
Total établissements hospitaliers	**281**	**14 989**	**14 365**	**6 271**	**4 200**	**1 578**
Instituts médico-éducatifs	1 106	68 849	69 623	49 481	322	1 876
Instituts de rééducation	330	16 283	15 923	11 495	278	3 009
Établissements pour enfants déficients moteurs	115	7 896	7 552	4 770	180	670
Établissements pour enfants polyhandicaoés	117	3 463	3 386	750	4	44
Instituts pour enfants déficients visuels	38	3 761	3 335	1 655	22	759
Instituts pour enfants déficients auditifs	67	6 770	6 120	3 548	66	2 161
Instituts pour enfants sourds-aveugles	10	1 528	1 441	813	41	552
Total établissements médico-éducatifs	**1 783**	**108 550**	**107 380**	**72 512**	**913**	**9 071**
Foyers de l'enfance	21	1 434	1 148	219	137	530
Maisons d'enfants à caractère social	121	6 569	5 647	2 915	151	2 197
Total établissements médico-sociaux	**142**	**8 003**	**6 795**	**3 134**	**288**	**2 727**
Total	**2 206**	**131 542**	**128 540**	**81 917**	**5 401**	**13 376**

4 Répartition des étudiants handicapés en université par handicap et par cycle en 2000 (%)
(France métropolitaine + DOM)

Cycles	Déficience visuelle	Déficience auditive	Déficience motrice	Troubles à dominante psychologique	Troubles de santé	Incapacités temporaires	Autres	Total (effectifs)
Premier	16,8	11,0	25,2	14,3	16,1	4,8	11,9	3 034
Deuxième	19,3	11,0	28,3	10,8	14,1	3,6	13,0	1 620
Troisième	18,2	13,8	39,2	7,2	8,6	1,6	11,4	429
Total	**17,7**	**11,2**	**27,3**	**12,6**	**14,8**	**4,2**	**12,2**	**5 083**

PRÉSENTATION

Avec un effectif total de 1 317 483 titulaires, stagiaires et non-titulaires au 31 janvier 2004, pour la France métropolitaine et les DOM, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche rémunère 868 342 enseignants dans les établissements du secteur public, 145 394 enseignants dans les établissements privés sous contrat et 303 747 agents qui assument dans le secteur public des fonctions administratives, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance **1**.
Plus de sept personnes sur dix (76,9 %) sont enseignantes dont 85,6 % dans le secteur public. La proportion d'enseignants rémunérés au titre du secteur privé sous contrat après de légères oscillations tout au long de la période, retrouve en 2004 la valeur de 1995 (14,3 %). L'augmentation des effectifs d'enseignants dans les établissements du supérieur est importante (+ 1,3 %) de 2003 à 2004. Elle progresse, les enseignants qui représentaient en 1995 6,4 % de l'ensemble du personnel en représentent 7,5 % en 2004.
Dans les établissements de formation, on note une nette régression des effectifs (- 3,9 %) de 2003 à 2004 essentiellement due à la baisse importante des enseignants stagiaires de deuxième année **2**.
Les personnels administratifs, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance représentent dans le secteur public plus d'un agent sur quatre (25,9 %). Leur proportion a légèrement diminué par rapport à l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère. En janvier 2004, aux personnels de surveillance sont associés 22 000 assistants d'éducation, 3 950 assistants de vie scolaire et 28 190 aides-éducateurs **3**.

DÉFINITIONS

■ **Les personnels du secteur public et les enseignants des établissements privés sous contrat.** Personnels titulaires, stagiaires et non-titulaires rémunérés au titre du secteur public et privé sous contrat du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, d'après les données des fichiers de paye des Trésoriers-Payeurs généraux. Ne sont pas pris en compte : les personnels de la Recherche.

■ **Les personnels administratifs, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance.** Quel que soit le corps d'origine, ces personnels exerçant dans le secteur public des fonctions d'inspection, de direction, d'orientation, d'éducation, de surveillance, et ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé). Ne sont pas pris en compte : les personnels « ATOSS » et les personnels d'encadrement des établissements privés sous contrat rémunérés sur forfait d'externat.

■ **Les établissements.** Le personnel des établissements de formation prend en compte les enseignants et les stagiaires des Écoles normales supérieures, de l'École nationale des chartes, de l'École nationale des bibliothécaires, des Instituts universitaires de formation des maîtres.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers de paye de 1995 à 2004.
Les effectifs des assistants d'éducation sont extraits des fichiers EPP, les assistants de vie scolaire sont recensés dans le fichier de paye et les aides-éducateurs sont connus grâce à l'application PEGASE.

Voir aussi

Éditions précédentes de *Repères et références statistiques.*

Éducation nationale : les personnels des secteurs public et privé sous contrat

1 Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Enseignants (1)			Administratifs, techniques, d'encadrement, surveillance	Total	Aides-éducateurs, assistants d'éducation	Part des enseignants
	Public	Privé	Total				
1995	807 135	134 940	942 075	297 750	**1 239 825**		76,0 %
1996	813 125	135 280	948 405	296 420	**1 244 825**		76,2 %
1997	817 110	136 980	954 090	295 320	**1 249 410**		76,4 %
1998	825 750	137 765	963 515	294 120	**1 257 635**		76,6 %
1999	826 720	138 735	965 455	293 720	**1 259 175**	59 350	76,7 %
2000	841 140	139 155	980 295	303 320	**1 283 615**	61 470	76,4 %
2001	849 600	140 290	989 890	306 150	**1 296 040**	62 320	76,4 %
2002	862 610	142 065	1 004 675	309 530	**1 314 205**	60 430	76,4 %
2003	870 515	144 169	1 014 684	311 425	**1 326 109**	55 770	76,5 %
2004	868 342	145 394	1 013 736	303 747	**1 317 483**	50 190	76,9 %

(1) Enseignants titulaires, stagiaires et non titulaires dans les établissements des premier et second degrés public et privé, dans les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de formation.
(2) 22 000 assistants d'éducation et 28 190 aides-éducateurs en 2004.

2 Évolution de la répartition des personnels enseignants par type d'affectation
(France métropolitaine + DOM)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Enseignants dans les écoles du 1er degré public	314 220	314 560	314 400	315 230	315 280	314 730	316 150	317 290	318 236	318 381
Enseignants dans les écoles du 1er degré privé	43 670	43 760	43 700	43 850	43 780	44 160	360	44 810	45 640	45 999
Enseignants dans les établissements du 2nd degré public	395 820	398 995	402 590	411 620	412 760	420 240	423 640	428 925	431 769	430 263
Enseignants dans les établissements du 2nd degré privé	91 270	91 520	93 280	93 915	94 955	94 995	95 930	97 255	98 529	99 395
Enseignants dans les établissements du supérieur	60 205	61 950	64 030	65 470	65 690	71 600	73 040	74 090	74 881	75 853
Enseignants et stagiaires des établissements de formation	36 890	37 620	36 090	33 430	32 990	34 570	36 770	42 295	45 629	43 845
Ensemble des enseignants titulaires, stagiaires et non titulaires	**942 075**	**948 405**	**954 090**	**963 515**	**965 455**	**980 295**	**989 890**	**1 004 665**	**1 014 684**	**1 013 736**

PRÉSENTATION

Durant l'année scolaire 2003-2004, plus de 39 100 nouveaux arrivants non francophones ont été accueillis dans les premier et second degrés : 18 400 en école primaire, près de 18 200 en collège, et environ 2 500 en lycée dont la plupart (61 %) en lycée professionnel. S'y ajoutent environ 4 000 élèves de plus de 16 ans qui, ne relevant plus de l'obligation scolaire, ont bénéficié d'actions spécifiques de formation dispensées par les missions générales à l'insertion de l'Éducation nationale (MGIEN) ou par les groupements d'établissements pour la formation continue (GRETA).
Globalement, 81 % des nouveaux arrivants recensés par l'enquête bénéficient d'une scolarité dans des classes spécifiques, ou d'un soutien ponctuel. Dans le premier degré, les élèves sont accueillis dans une classe d'initiation (CLIN), ou bénéficient de quelques heures de soutien par le biais de cours de rattrapage intégré (CRI) tout en fréquentant une classe ordinaire. Dans les collèges et lycées, les dispositifs sont identiques : classes d'accueil (CLA) ou modules d'accueil temporaire (MAT). Enfin, pour des questions de géographie (milieu rural notamment) ou de faibles effectifs, certains départements ont développé des dispositifs supplémentaires plus souples, en fonction des besoins : des enseignants spécialisés partagent leur service entre plusieurs établissements et apportent un soutien de quelques heures par semaine aux élèves non francophones qui y sont scolarisés dans des classes ordinaires.
Cependant, les dispositifs d'accueil ont été mis en place de manière très inégale par les académies : sept académies y scolarisent moins de deux tiers de leurs élèves non francophones, et cinq académies plus de 90 %, voire 100 % dans l'académie de Paris.

DÉFINITIONS

■ **On entend par « nouvel arrivant non francophone »** tout élève nouvellement arrivé en France (depuis moins d'un an), pour lequel la maîtrise insuffisante de la langue française ou des apprentissages scolaires ne lui permet pas d'intégrer immédiatement une classe du cursus ordinaire. L'obligation d'accueil dans les établissements scolaires s'applique de la même façon pour les élèves nouvellement arrivés en France que pour les autres élèves. Elle relève du droit commun et de l'obligation scolaire.
Dès les années soixante-dix, des mesures ont été prises pour accueillir et scolariser ces élèves. Elles se sont traduites par la création de structures d'accueil à l'école, au collège ou au lycée. Ces élèves qui arrivent tout au long de l'année sont scolarisés en partie ou entièrement dans ces dispositifs particuliers et bénéficient notamment d'un soutien linguistique, tout en étant inscrits dans un cursus ordinaire. L'objectif recherché est qu'ils s'insèrent progressivement et rapidement dans une classe ordinaire.

■ **CLIN.** Classes d'initiation, école primaire.

■ **CRI.** Cours de rattrapage intégré (à un cursus ordinaire), école primaire.

■ **CLA.** Classe d'accueil, second degré.

■ **MAT.** Modules d'accueil temporaire, second degré, mis en place par certaines académies.

Avertissement : Les effectifs présentés ici sont le résultat de la moyenne de trois campagnes d'observation (octobre, février, mai). La campagne de mai n'étant pas achevée, les données ont été estimées.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers issus de l'enquête sur les élèves non francophones nouvellement arrivés en France, 2003, DEP.

Voir aussi

Note d'Information, 01.57.

La scolarisation des nouveaux arrivants non francophones en 2003-2004

1 Nouveaux arrivants non francophones par académie en 2003-2004

	Premier degré		Second degré				Total premier et second degrés		
			Collèges		Lycées				
	Ensemble (effectifs)	dont bénéficiant d'un soutien (%)	Ensemble (effectifs)	dont bénéficiant d'un soutien (%)	Ensemble (effectifs)	dont bénéficiant d'un soutien (%)	Ensemble (effectifs)	dont bénéficiant d'un soutien Effectifs	dont bénéficiant d'un soutien %
Aix-Marseille	944	73,2	1 104	84,2	94	53,2	2 142	1 671	78,0
Amiens	322	81,4	550	95,1	73	90,4	945	851	90,1
Besançon	277	63,9	252	95,6	7	71,4	536	423	78,9
Bordeaux	520	82,9	388	92,8	41	95,1	949	830	87,5
Caen	300	48,3	211	87,7	43	62,8	554	357	64,4
Clermont-Ferrand	333	66,1	168	96,4	19	68,4	520	395	76,0
Corse	189	65,6	200	92,5	2		391	309	79,0
Créteil	1 218	99,8	2 058	72,1	296	78,7	3 572	2 933	82,1
Dijon	299	75,9	245	97,1	21	81,0	565	482	85,3
Grenoble	971	76,6	550	92,7	19	36,8	1 540	1 261	81,9
Lille	393	46,6	676	60,9	263	31,9	1 332	679	51,0
Limoges	254	40,2	348	96,6	57	86,0	659	487	73,9
Lyon	1 358	87,8	1 226	91,4	181	47,5	2 765	2 398	86,7
Montpellier	797	73,4	952	95,8	52	61,5	1 801	1 529	84,9
Nancy-Metz	376	37,0	360	84,4	44	63,6	780	471	60,4
Nantes	460	44,3	339	87,9	19	57,9	818	513	62,7
Nice	927	59,4	590	84,4	11	63,6	1 528	1 056	69,1
Orléans-Tours	750	56,9	410	85,9	62	53,2	1 222	812	66,4
Paris	759	100,0	1 881	100,0	596	100,0	3 236	3 236	100,0
Poitiers	361	34,9	259	84,6	25	56,0	645	359	55,7
Reims	289	87,2	360	95,0	59	76,3	708	639	90,3
Rennes	527	33,4	414	82,4	59	67,8	1 000	557	55,7
Rouen	268	78,7	347	99,1	36	72,2	651	581	89,2
Strasbourg	494	80,0	361	91,1	75	41,3	930	755	81,2
Toulouse	633	59,7	662	86,7	129	72,1	1 424	1 045	73,4
Versailles	1 966	93,1	2 191	98,4	203	94,6	4 360	4 179	95,8
Total France métropolitaine	**15 985**	**73,5**	**17 102**	**89,1**	**2 486**	**73,4**	**35 573**	**28 808**	**81,0**
Guadeloupe	262	93,9	177	96,6	-	-	439	417	95,0
Guyane	1 276	76,6	588	90,3	4	-	1 868	1 508	80,7
Martinique	114	42,1	146	32,9	-	-	260	96	36,9
La Réunion	795	82,0	164	57,3	27	100,0	986	773	78,4
Total DOM	**2 447**	**78,6**	**1 075**	**78,5**	**31**	**87,1**	**3 553**	**2 794**	**78,6**
Total France métro. + DOM	**18 432**	**74,2**	**18 177**	**88,5**	**2 517**	**73,5**	**39 126**	**31 602**	**80,8**

Source : DEP, ministère de l'Éducation nationale, Enquête sur les élèves non francophones, 2003-2004.
Champ : élèves de plus de 6 ans.

Les établissements

Réf.	Titre	Page
2.1	Écoles et classes : évolution	30
2.2	Les classes du premier degré en 1999-2000	32
2.3	Collèges et lycées : évolution par type d'établissement	34
2.4	Collèges et lycées : évolution selon le cycle d'enseignement	36
2.5	Les classes et les divisions du second degré en 2003-2004	38
2.6	La taille des collèges et des lycées	40
2.7	L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré	42
2.8	L'enseignement privé sous contrat et hors contrat	44
2.9	Établissements et structures de l'enseignement supérieur	46
2.10	Les ensembles immobiliers du second degré public	48
2.11	Établissements des zones et réseaux d'éducation prioritaire	50
2.12	Les zones et les réseaux d'éducation prioritaire (ZEP et REP)	52

PRÉSENTATION

L'enseignement du premier degré compte, en 2003-2004, près de 57 200 écoles contre près de 69 000 en 1980-1981, un peu plus de 64 000 en 1990-1991 et près de 57 800 en 2002-2003 (en France métropolitaine + DOM). La diminution est en 2003-2004 de 1 %. Elle touche toujours fortement les écoles maternelles du secteur privé (- 10,4 %) et beaucoup plus légèrement les écoles maternelles du secteur public (- 1,6 %) et les écoles élémentaires des secteurs public et privé (respectivement - 0,8 % et - 0,4 %).
Dans le secteur privé, les écoles maternelles ne représentent que 3,6 % de l'ensemble des écoles (34,7 % dans le secteur public) **1**.
Le nombre de classes connaît depuis 1980-1981 une légère diminution, à un rythme proche de 0,5 % par an à partir de 1990-1991 mais qui se limite à 0,1 % en 1994-1995 et 1998-1999. De 1994-1995 à 1997-1998, on constate une baisse de 0,5 % du nombre total de classes. En 1999-2000, la diminution continuait (- 0,4 %) **2**.
En 1999-2000, les effectifs moyens sont restés stables dans les écoles maternelles du secteur public. Dans les écoles maternelles du secteur privé, une légère augmentation du nombre moyen d'élèves par classe a été constatée. Les effectifs moyens par classe étaient en légère baisse dans les écoles élémentaires **3**.

DÉFINITIONS

Classe. Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie souvent au « cours » (cours préparatoire, cours élémentaire première ou deuxième année, cours moyen première ou deuxième année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ».
Une « classe unique » regroupe des élèves de niveaux différents, ou de tous les niveaux du premier degré, dans une même classe.

■ **L'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires.** Il est en partie sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dans les classes d'intégration scolaire (CLIS) et dans les établissements spécialisés (écoles de plein air, régionales de premier degré, autonomes de perfectionnement). Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a la tutelle des autres établissements : « socio-éducatifs », « médico-éducatifs » et « médicaux ».

■ **Écoles spéciales.** Le terme « écoles spéciales » regroupe les quatre types d'écoles suivantes :
– écoles maternelles spécialisées ;
– écoles de plein air ;
– écoles autonomes de perfectionnement ;
– écoles de niveau élémentaire spécialisées.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête dans les écoles maternelles et spéciales - 2003-2004 », *Tableaux statistiques, à paraître.*

Tableaux statistiques, n° 5510, 5530, 5968, 5970, 6073, 6074, 6164, 6165, 6234, 6236, 6325, 6326, 6422, 6423, 6523, 6524, 6584, 6586, 6623, 6625.1960-1961, *Tableaux de l'Éducation nationale*, édition 1969 ; 1970-1971, idem, édition 1972 ; 1980-1981, idem, édition 1982.

Notes d'Information, 92.05, 93.09.

Écoles et classes : évolution

1 Évolution du nombre d'écoles (France métropolitaine + DOM)

	1980-1981	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996 (2)	1996-1997 (2)	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 (2)	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Public :													
Écoles maternelles	15 996	18 829	19 071	19 062	...	...	18 880	18 773	18 702	...	18 448	18 238	**17 948**
Écoles élémentaires	45 664	39 009	36 741	36 385	...	...	35 457	35 211	34 804	...	34 279	33 981	**33 716**
dont à classe unique	11 449	7 667	6 530	6 381	...	...	6 042	5 883	5 616	...	...	...	...
Écoles spéciales (1)	133												
Total	**61 793**	**57 838**	**55 812**	**55 447**	**...**	**...**	**54 337**	**53 984**	**53 506**	**...**	**52 727**	**52 219**	**51 664**
Privé :													
Écoles maternelles	363	419	376	352	330	314	309	286	284	...	245	222	199
Écoles élémentaires	6 663	5 966	5 744	5 691	5 640	5 588	5 550	5 495	5 452	...	5 395	5 348	5 324
dont à classe unique	347	215	197	199	183	185	195	180	170	...	...	...	...
Écoles spéciales (1)	20												
Total	**7 046**	**6 385**	**6 120**	**6 043**	**5 970**	**5 902**	**5 859**	**5 781**	**5 736**	**...**	**5 640**	**5 570**	**5 523**
Total Public + Privé	**68 839**	**64 223**	**61 932**	**61 490**	**...**	**...**	**60 196**	**59 765**	**59 242**	**...**	**58 367**	**57 789**	**57 187**

(1) À partir de 1989-1990, les écoles spéciales sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.
(2) Pour ces années, les données pour les DOM ne sont pas disponibles.

2 Évolution du nombre de classes (1) (France métropolitaine + DOM)

	1980-1981	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Public :											
Écoles maternelles	59 758	70 538	71 058	71 368	71 683	71 871	...	...	71 128	70 936	71 087
Écoles élémentaires	194 113	179 177	177 476	175 781	174 391	174 085	...	...	173 872	173 985	172 906
dont classes uniques	11 449	7 667	7 185	6 756	6 530	6 381	...	...	6 024	5 883	5616
Écoles spéciales (2)	749										
Total Public	**254 620**	**249 715**	**248 534**	**247 149**	**246 074**	**245 956**	**...**	**...**	**245 000**	**244 921**	**243 993**
Privé :											
Écoles maternelles	1 081	1 380	1 384	1 366	1 286	1 216	1 148	1 096	1 065	987	973
Écoles élémentaires	37 141	37 037	36 934	36 805	36 671	36 616	36 563	36 395	36 286	36 306	36 202
dont classes uniques	347	215	206	203	197	199	183	185	195	180	-
Écoles spéciales (1)	60										
Total Privé	**38 282**	**38 417**	**38 318**	**38 171**	**37 957**	**37 832**	**37 711**	**37 491**	**37 351**	**37 293**	**37 175**
Total Public + Privé	**292 902**	**288 132**	**286 852**	**285 320**	**284 031**	**283 788**	**-**	**-**	**282 351**	**282 214**	**281 168**

(1) Données non disponibles pour les années 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.
(2) À partir de 1989-1990, ces écoles sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.

3 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe (1) (France métropolitaine + DOM)

	1980-1981	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Public :											
Public :											
Écoles maternelles	30,1	27,9	27,7	27,5	27,4	27,1	...	...	25,7	25,5	25,5
Écoles élémentaires	23,6	22,5	22,6	22,6	22,5	22,6	...	...	22,5	22,4	22,3
Écoles d'enseignement spécial (2)											
Privé :											
Écoles maternelles	29,9	27,1	27,4	27,3	26,9	26,6	26,2	25,7	25,7	25,5	25,9
Écoles élémentaires	26,2	24,5	24,5	24,4	24,3	24,2	24,1	24,1	24,1	24,0	23,9
Écoles spéciales (2)											

(1) Données non disponibles pour les années 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.
(2) À partir de 1989-1990, ces écoles sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.

PRÉSENTATION

En France métropolitaine, le nombre de classes de l'enseignement du premier degré était en légère diminution en 1999-2000 (- 0,4 % par rapport à 1998-1999). Les établissements publics regroupaient toujours 86,5 % de l'ensemble des classes **1**.
Un peu plus de 70 % des écoles maternelles publiques avaient moins de cinq classes (76,2 % dans le secteur privé). Et seulement 0,2 % des écoles maternelles publiques avaient plus de dix classes (0,4 % dans le secteur privé).
La majorité des écoles élémentaires et spéciales avait de six à dix classes (dans le secteur public comme dans le secteur privé). Dans l'enseignement public, seulement 8 % de ces écoles avaient plus de dix classes (contre 16,7 % dans le secteur privé).
Dans les départements d'outre-mer (DOM), la majorité des écoles maternelles, élémentaires et spéciales publiques comptait de six à dix classes. Dans l'enseignement privé, près de 91 % des écoles maternelles avaient moins de cinq classes et 82 % des écoles élémentaires et spéciales, plus de cinq classes **2**.

DÉFINITIONS

■ **Classe.** Le terme de « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie souvent au « cours » (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe ; on a alors une « classe à plusieurs cours ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

■ **Classes d'initiation.** Ces classes ont été créées pour recevoir des élèves de nationalité étrangère non francophones.

■ **Classes d'adaptation.** Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

■ **Classes d'intégration scolaire (CLIS).** Ces classes accueillent des élèves qui présentent un handicap physique, sensoriel ou mental mais qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, ainsi qu'à la nature et l'importance de leur handicap (circulaire du 18 novembre 1991).

Avertissement : les données pour les années scolaires 2000-2001 à 2003-2004 étant indisponibles, cette double page reprend les données (partielles) de l'année scolaire 1999-2000.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Voir l'édition 2001 de *Repères et références statistiques.*

Les classes du premier degré en 1999-2000

1 Nombre de classes en 1999-2000 (1)

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, France entière)

	Préélé-mentaire	CP-CM2	Classes à plusieurs cours	Initiation et adaptation	Classes d'intégration scolaire	Ensemble des classes
France métropolitaine :						
Public :						
Écoles maternelles	–	–	–	–	–	68 432
Écoles élémentaires et spéciales	–	–	–	–	–	165 154
dont écoles à classe unique	–	–	–	–	–	5 606
Total Public						**233 586**
Privé :						
Écoles maternelles	–	–	–	–	–	939
Écoles élémentaires et spéciales	–	–	–	–	–	35 442
dont écoles à classe unique	–	–	–	–	–	169
Total Privé						**36 381**
Total Public + Privé						**269 967**
France métropolitaine + DOM	–	–	–	–	–	**281 168**
France entière	–	–	–	–	–	**286 054**

(1) Le détail du nombre de classes n'est pas disponible pour l'année 1999-2000.

2 Nombre d'écoles selon le nombre de classes en 1999-2000 (France métropolitaine, DOM)

	France métropolitaine			DOM		
Nombre de classes	**Maternelles**	**Élémentaires et spéciales**	**Total**	**Maternelles**	**Élémentaires et spéciales**	**Total**
Public :						
1	1 697	5 606	7 303	8	10	18
2	2 874	5 493	8 367	19	21	40
3	4 505	4 210	8 715	35	37	72
4	3 783	3 352	7 135	45	49	94
5	2 653	3 424	6 077	62	47	109
6 à 10	2 731	9 201	11 932	216	264	480
11 à 15	42	2 461	2 503	32	247	279
15 et plus	–	278	278	–	104	104
Total Public	**18 285**	**34 025**	**52 310**	**417**	**779**	**1 196**
Privé :						
1	35	169	204	1	1	2
2	47	672	719	2	2	4
3	81	723	804	5	3	8
4	45	672	717	2	2	4
5	40	514	554	–	4	4
6 à 10	24	1 733	1 757	1	23	24
11 à 15	–	660	660	–	14	14
15 et plus	1	242	243	–	18	18
Total Privé	**273**	**5 385**	**5 658**	**11**	**67**	**78**

2 Les établissements

PRÉSENTATION

Le nombre d'établissements publics du second degré, après avoir connu entre 1960 et 1980 une forte augmentation affectant plus particulièrement les collèges et les lycées professionnels, est stable depuis 1990. En revanche, les établissements privés ont vu leur nombre baisser de façon importante sur la période 1960-1980, puis diminuer de façon modérée mais continue de 1985 à 2002. Cette rentrée 2003 stoppe le mouvement de baisse observé précédemment, avec une stabilité cette année du nombre des établissements privés **1**

Le nombre global de divisions dans les établissements publics et privés diminue à cette rentrée d'environ 1 500. Cette baisse fait suite à quatre années de légère hausse enregistrée de 1999 à 2002. Les fermetures de classes interviennent, cette année, principalement dans les collèges publics du fait d'une baisse des effectifs due à des raisons essentiellement démographiques. Les lycées des deux secteurs d'enseignement maintiennent leurs divisions au niveau atteint à la précédente rentrée **2**.

À la rentrée 2003, le nombre moyen d'élèves par classe connaît une certaine stabilité dans le secteur public et dans le secteur privé. Les collèges exceptés, cet indicateur reste nettement plus élevé dans le secteur public que dans le privé. Il souligne un écart moyen de 3,6 élèves par division dans les lycées d'enseignement général et de 1,3 dans les classes des lycées professionnels **3**

DÉFINITIONS

■ **La « division » ou la « classe ».** Le terme « division » est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule. Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformation composées d'élèves d'une même spécialité. Le calcul de la taille moyenne tient compte de ces pluriformations : dans l'exemple ci-dessus, la division pluriformations a 21 élèves et ne compte que pour une seule division.

■ **Nombre moyen d'élèves par type d'établissement.** Sont comptés tous les élèves de l'établissement quelle que soit la formation suivie.

■ **LEGT, LP.** Lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels. Les autres sigles dans le tableau **1** correspondent aux anciennes dénominations des établissements.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6260, 6261, 6368, 6369, 6431, 6432, 6490, 6491, 6555, 6556, 6636, 6637, 6705, 6706, 6765, 6766, 6820, 6821, 6876.

« Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public, Privé. France métropolitaine + DOM, 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Voir aussi

Note d'Information, 90.37.

Collèges et lycées : évolution par type d'établissement

1 Évolution du nombre d'établissements du second degré (France métropolitaine + DOM)

	1960-1961 (1)	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Public :														
Collèges (CES, CEG)	3 372	4 143	4 891	4 939	5 019	5 082	5 091	5 105	5 114	5 123	5 128	5 139	5 168	5 183
LP (LEP, CET)	906	1 150	1 353	1 397	1 362	1 177	1 160	1 145	1 131	1 120	1 108	1 096	1 083	1 072
Lycées (LEGT)	1 203	1 171	1 134	1 155	1 294	1 474	1 477	1 488	1 499	1 508	1 513	1 527	1 531	1 538
Total Public	**5 481**	**6 464**	**7 378**	**7 491**	**7 675**	**7 733**	**7 728**	**7 738**	**7 744**	**7 751**	**7 749**	**7 762**	**7 782**	**7 793**
Privé :														
Collèges (ESC, CC)	1 810	1 294	1 757	1 866	1 814	1 801	1 802	1 807	1 812	1 804	1 808	1 802	1 803	1 804
LP (LEP, ETC)	1 300	1 642	978	884	809	691	682	673	664	650	647	650	647	644
Lycées (EST, ET, ES)	1 899	1 676	1 194	1 206	1 290	1 222	1 190	1 164	1 138	1 116	1 102	1 094	1 077	1 082
Total Privé	**5 009**	**4 612**	**3 929**	**3 956**	**3 913**	**3 714**	**3 674**	**3 644**	**3 614**	**3 570**	**3 557**	**3 546**	**3 527**	**3 530**
Total Public + Privé	**10 490**	**11 076**	**11 307**	**11 447**	**11 588**	**11 447**	**11 402**	**11 382**	**11 358**	**11 321**	**11 306**	**11 308**	**11 309**	**11323**

(1) Données France métropolitaine (hors DOM).

2 Évolution du nombre de divisions par type d'établissement (France métropolitaine + DOM)

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2003-2004 divisions mono-formation	2003-2004 dont : divisions-pluri-formations
Public :												
Collèges	116 931	116 431	115 606	114 824	114 547	114 938	115 614	115 426	115 226	113 901	112 882	1 019
LP	25 003	24 041	23 849	23 768	23 601	23 371	23 011	22 896	22 886	22 766	20 612	2 154
Lycées (LEGT)	53 065	53 248	53 976	54 688	54 961	55 709	55 989	56 647	57 197	57 271	54 776	2 495
Total Public	**194 999**	**193 720**	**193 431**	**193 280**	**193 109**	**194 018**	**194 614**	**194 969**	**195 309**	**193 938**	**188 270**	**5 668**
Privé :												
Collèges	26 116	26 183	26 021	25 947	25 945	25 889	26 033	26 106	26 212	26 205	26 121	84
LP	6 350	6 105	6 174	6 290	6 267	6 364	6 427	6 486	6 516	6 440	5 875	565
Lycées (LEGT)	17 693	17 542	17 588	17 503	17 531	17 672	17 479	17 523	17 565	17 592	16 651	941
Total Privé	**50 159**	**49 830**	**49 783**	**49 740**	**49 743**	**49 925**	**49 939**	**50 115**	**50 293**	**50 237**	**48 647**	**1 590**
Total Public + Privé	**245 158**	**243 550**	**243 214**	**243 020**	**242 852**	**243 943**	**244 553**	**245 084**	**245 602**	**244 175**	**236 917**	**7 258**

3 Évolution du nombre moyen d'élèves par division selon le type d'établissement (France métropolitaine + DOM)

(nombre moyen d'élèves)

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Public :											
Collèges	23,6	23,7	23,7	23,6	23,5	23,5	23,5	23,3	23,3	23,2	23,3
LP	21,4	21,7	22,0	21,9	22,0	21,7	21,1	20,2	19,9	19,8	19,9
Lycées (LEGT)	28,8	28,6	28,6	28,4	28,3	28,2	27,7	27,4	27,2	27,1	27,1
Privé :											
Collèges	25,2	25,0	24,9	24,8	24,8	24,8	24,9	24,9	24,9	24,9	24,9
LP	20,1	20,6	20,8	20,7	20,5	20,0	19,2	18,7	18,3	18,3	18,6
Lycées (LEGT)	24,3	24,7	24,5	24,8	24,8	24,4	24,0	23,6	23,5	23,5	23,5
Public + Privé :											
Collèges	23,9	23,9	23,9	23,8	23,8	23,8	23,7	23,6	23,6	23,5	23,6
LP	21,2	21,5	21,8	21,7	21,7	21,3	20,7	19,8	19,6	19,4	19,6
Lycées (LEGT)	27,7	27,6	27,6	27,5	27,5	27,3	26,8	26,5	26,3	26,2	26,3

PRÉSENTATION

La quasi-totalité des collégiens du secteur public (96,1 %) suit un enseignement de premier cycle. Cette constatation se renforce dans le secteur privé, qui ne dispense pratiquement pas d'enseignement adapté. Une partie des élèves de lycée professionnel, 4,2 % dans le secteur public et 10,4 % dans le secteur privé, suit un enseignement de premier cycle, principalement en classe de troisième technologique. La part des élèves de lycée inscrits en second cycle professionnel est révélatrice de la présence des lycées polyvalents dans ce type d'établissement (8,3 % dans le public et 11,4 % dans le privé). 77,4 % des élèves des lycées publics, 73,3 % de ceux des lycées privés, sont scolarisés dans les classes de second cycle général et technologique. Les enseignements post-baccalauréat (STS ou CPGE) dispensés dans ces mêmes établissements concernent un élève sur sept dans le public et un sur huit dans le privé **1**.

Après la forte croissance enregistrée depuis 1970-1971 sur l'ensemble des cycles d'enseignement et des secteurs, le nombre de divisions connaît depuis le milieu des années 80 des évolutions variées. Le second cycle général et technologique se caractérise par une croissance soutenue de ses divisions jusqu'à la rentrée 1991 pour enregistrer comme pour les autres cycles une relative stabilité depuis une dizaine d'années. Les classes sont parfois constituées d'élèves suivant des formations différentes ; c'est le cas d'environ une division sur dix dans l'enseignement professionnel **2**.

Le nombre moyen d'élèves par division présente des évolutions relativement contrastées jusqu'en 1992, notamment avec la croissance de cet indicateur dans le second cycle général et technologique entre 1981 et 1988. Sur les dix dernières années, la taille des classes présente une relative stabilité, même si une légère amélioration a pu être notée aux rentrées scolaires 1999 et 2000 dans les formations du second cycle **3**.

DÉFINITIONS

- **La « division » ou la « classe ».** Le terme « division »est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule. Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformation composées d'élèves d'une même spécialité. Le calcul de la taille moyenne tient compte de ces pluriformations : dans l'exemple ci-dessus, la division pluriformations a 21 élèves et ne compte que pour une seule division.
- **Nombre moyen d'élèves par cycle d'enseignement.** Sont exclus de cette statistique les élèves des formations suivantes : enseignement adapté, préparations diverses, formations complémentaires ou classes de STS et CPGE.
- **STS.** Sections de techniciens supérieurs.
- **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.
- **CLIPA.** Classes d'initiation préprofessionnelle par alternance.
- **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage.
- **FC.** Formations complémentaires.
- **Enseignement adapté.** Il est assuré dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA). Voir 4.21 et 4.22.
- **SES.** Sections d'éducation spécialisée. Voir 4.21 et 4.22.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6260, 6261, 6368, 6369, 6431, 6432, 6490, 6491, 6555, 6556, 6636, 6637, 6705, 6706, 6765, 6766, 6820, 6821, 6876.

« Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public, Privé. France métropolitaine + DOM, 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Notes d'Information, 90.37, 01.01.

Collèges et lycées : évolution selon le cycle d'enseignement

1 Répartition (en %) des élèves par type d'établissement et par cycle d'enseignement en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	1er cycle	Enseignement adapté (SEGPA)	2nd cycle profes-sionnel	2nd cycle général et technologique	STS/ CPGE	Préparations diverses et FC	Ensemble	Nombre total d'élèves
Public :								
Collèges	96,1	3,9	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	2 651 735
LP	4,2	0,0	94,1	1,1	0,5	0,2	100,0	453 517
Lycées (LEGT)	0,4	0,0	8,3	77,4	13,8	0,1	100,0	1 551 835
Total Public	**55,3**	**2,2**	**11,9**	**25,9**	**4,6**	**0,1**	**100,0**	**4 657 087**
Privé :								
Collèges	99,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	653 530
LP	10,4	0,1	86,4	0,8	2,0	0,3	100,0	120 092
Lycées (LEGT)	2,2	0,0	11,4	73,3	12,7	0,4	100,0	413 667
Total Privé	**56,5**	**0,3**	**12,7**	**25,6**	**4,6**	**0,2**	**100,0**	**1 187 289**

Lecture : 96,1 % des effectifs des collèges publics sont scolarisés en 1er cycle. 55,3 % des effectifs du secteur public sont en 1er cycle.

2 Évolution du nombre de divisions par cycle d'enseignement (France métropolitaine + DOM)

	France métropolitaine					France métropolitaine + DOM						
											2003-2004 dont :	
	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	divisions mono-formation	divisions-pluri-formations
Public :												
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	105 692	110 445	108 757	108 703	108 533	107 290	106 443	847
2nd cycle professionnel	20 003	24 702	25 767	23 157	24 822	25 940	27 428	27 512	27 788	27 899	25 172	2 727
2nd cycle général et technologique	22 839	29 792	30 962	40 139	39 558	40 955	41 921	42 189	42 391	42 312	40 589	1 723
Total Public	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**170 072**	**177 340**	**178 106**	**178 404**	**178 712**	**177 501**	**172 204**	**5 297**
Privé :												
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 045	27 379	26 999	27 059	27 105	27 003	26 914	89
2nd cycle professionnel	8 199	8 202	8 192	7 574	7 010	7 121	7 867	7 922	7 993	7 983	7 270	713
2nd cycle général et technologique	7 801	10 892	11 424	12 764	12 382	12 517	12 332	12 328	12 328	12 370	11 689	681
Total Privé	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**46 437**	**47 017**	**47 198**	**47 309**	**47 426**	**47 356**	**45 873**	**1 483**
Total Public + Privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**216 509**	**224 357**	**225 304**	**225 713**	**226 138**	**224 857**	**218 077**	**6 780**

(1) Y compris CPA et CLIPA et non compris SES/SEGPA et classes-ateliers des collèges.

3 Évolution du nombre moyen d'élèves par division selon le cycle (France métropolitaine + DOM)

	France métropolitaine					France métropolitaine + DOM				
	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Public :										
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,5	24,5	24,1	24,0	23,9	24,0
2nd cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,8	21,9	20,1	19,9	19,8	19,9
2nd cycle général et technologique	28,6	28,5	29,9	31,0	29,5	29,5	28,6	28,5	28,5	28,5
Privé :										
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,7	24,7	24,8	24,8	24,8	24,8
2nd cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	21,2	21,2	18,9	18,6	18,6	18,9
2nd cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,5	25,5	24,5	24,5	24,5	24,6
Public + Privé :										
1er cycle (1)	26,2	23,5	24,5	24,3	24,6	24,6	24,2	24,2	24,1	24,2
2nd cycle professionnel	23,1	23,5	24,1	22,7	21,6	21,7	19,8	19,6	19,5	19,7
2nd cycle général et technologique	27,7	27,1	28,5	29,7	28,5	28,5	27,7	27,6	27,6	27,6

(1) Y compris CPA et CLIPA et non compris SES/SEGPA et classes-ateliers des collèges.

PRÉSENTATION

Dans le premier cycle, le nombre moyen d'élèves par division est de 24 pour le secteur public et de 24,8 pour le secteur privé **1**.

Malgré un nombre moyen d'élèves comparable, la répartition des divisions selon leur taille est très différente dans chacun des secteurs : les divisions peu chargées (18 élèves et moins) et assez chargées (29 élèves et plus) sont plus fréquentes dans le secteur privé. C'est le cas notamment de la classe de sixième où près de trois classes sur dix ont plus de 28 élèves. La grande majorité des classes de « soutien », quatrième aménagée et troisième d'insertion, est composée de classes de 18 élèves et moins, dans les établissements publics comme dans les établissements privés. Avec 28,5 élèves, la taille moyenne des divisions est plus élevée en second cycle général et technologique dans le secteur public que dans le secteur privé (24,6), et d'un écart assez comparable sur les trois niveaux d'enseignement. La classe de seconde reste néanmoins la plus chargée de ce cycle. Plus d'une classe sur trois regroupe au moins 34 élèves dans le secteur public et plus d'une sur cinq dans le secteur privé. Dans l'enseignement professionnel et pour les établissements des secteurs public et privé sous contrat, le nombre d'élèves par division est toujours plus élevé dans le domaine des services que dans celui de l'industrie (avec plus de quatre élèves d'écart). La taille la plus faible concerne les formations de CAP où près d'une classe sur trois compte moins de 11 élèves. À l'opposé, les BEP présentent les effectifs les plus élevés. 8,6 % des divisions accueillent plus de 30 élèves et environ 15 % si l'on ne considère que le domaine des services **2**.

DÉFINITIONS

- **La « division » ou la « classe ».** Le terme « division » est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule.
Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformation composées d'élèves d'une même spécialité. Le calcul de la taille moyenne tient compte de ces pluriformations : dans l'exemple ci-dessus, la division pluriformations a 21 élèves et ne compte que pour une seule division.

- **BEP.** Brevet d'études professionnelles.

- **BMA.** Brevet des métiers d'art.

- **CAP.** Certificat d'aptitude professionnelle.

- **CPA.** Classe préparatoire à l'apprentissage.

- **CLIPA.** Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance.

- **MC.** Mention complémentaire (aux BEP ou CAP).

- **Quatrième aménagée, troisième d'insertion.** Classes d'aide et de soutien aux élèves en difficulté. Leurs effectifs par division sont réduits (de l'ordre de 15 élèves en moyenne).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6820, 6821.

Système d'information SCOLARITÉ.

Les classes et les divisions du second degré en 2003-2004

1 Répartition (en %) des divisions monoformation selon leur taille et nombre moyen d'élèves par division en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

Premier cycle général et technologique		18 élèves et moins	19 et 20 élèves	21 et 22 élèves	23 et 24 élèves	25 et 26 élèves	27 et 28 élèves	29 élèves et plus	Total	Divisions mono-formation	Nombre moyen d'élèves/ division
Sixième	Public	4,4	6,5	15,3	26,1	27,6	16,3	3,8	100,0	27 211	24,0
	Privé	8,8	6,2	9,6	13,5	16,8	17,2	27,9	100,0	6 677	25,2
Cinquième	Public	3,2	5,8	13,2	25,3	28,2	19,0	5,4	100,0	26 001	24,4
	Privé	8,2	6,3	8,6	13,5	18,1	18,9	26,3	100,0	6 525	25,3
Quatrième	Public	3,4	5,7	13,0	23,9	27,3	19,3	7,5	100,0	25 617	24,6
(sauf 4e aménagée)	Privé	8,1	5,7	9,0	14,0	16,2	17,8	29,2	100,0	6 371	25,5
Quatrième aménagée	Public	85,8	9,3	3,6	0,9	0,3	0,1	0,0	100,0	667	14,8
	Privé	82,1	7,4	5,2	1,7	0,4	0,9	2,2	100,0	229	14,7
Total quatrième	Public	5,5	5,8	12,7	23,3	26,6	18,8	7,3	100,0	26 284	24,3
	Privé	10,7	5,7	8,9	13,6	15,6	17,2	28,3	100,0	6 600	25,2
Troisième	Public	5,0	7,4	15,2	24,2	24,9	17,0	6,3	100,0	23 979	24,1
(sauf 3e d'insertion)	Privé	11,9	8,5	11,0	14,4	16,2	15,6	22,4	100,0	6 108	24,5
Troisième d'insertion	Public	78,4	10,1	4,8	3,5	1,6	0,5	1,2	100,0	1 303	16,1
	Privé	81,6	5,0	6,1	2,8	1,7	1,1	1,7	100,0	179	14,7
Total 6e à 3e	**Public**	**5,4**	**6,4**	**14,0**	**24,5**	**26,6**	**17,5**	**5,6**	**100,0**	**104 778**	**24,1**
	Privé	**10,3**	**6,6**	**9,5**	**13,7**	**16,6**	**17,1**	**26,1**	**100,0**	**26 089**	**25,0**
Quatrième	Public	42,9	5,7	5,7	34,3	5,7	2,9	2,9	100,0	35	19,4
technologique	Privé	35,5	8,7	9,4	10,1	12,3	7,2	16,7	100,0	138	21,6
Troisième	Public	21,1	10,0	11,7	46,0	4,8	2,8	3,7	100,0	1 121	21,1
technologique	Privé	25,0	12,1	9,5	8,8	17,4	11,4	15,7	100,0	579	22,4
Total 4e et 3e	Public	21,7	9,9	11,5	45,7	4,8	2,8	3,6	100,0	1 156	21,1
technologiques	Privé	27,1	11,4	9,5	9,1	16,5	10,6	15,9	100,0	717	22,2
UPI (inter-classes)	Public	99,1	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	451	7,7
	Privé	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	71	9,0
CPA + CLIPA (1)	Public	70,7	10,3	5,2	3,4	3,4	6,9	0,0	100,0	58	15,6
	Privé	86,5	8,1	2,7	2,7	0,0	0,0	0,0	100,0	37	12,6
Total 1er cycle	**Public**	**6,0**	**6,4**	**13,9**	**24,6**	**26,2**	**17,3**	**5,6**	**100,0**	**106 443**	**24,0**
	Privé	**11,1**	**6,8**	**9,4**	**13,5**	**16,5**	**16,9**	**25,7**	**100,0**	**26 914**	**24,8**

(1) Regroupement 27 élèves et plus.

Second cycle général et technologique		15 élèves et moins	16 à 19 élèves	20 à 24 élèves	25 à 30 élèves	31 à 33 élèves	34 et 35 élèves	36 élèves et plus	Total	Divisions mono-formation	Nombre moyen d'élèves/ division
Seconde	Public	0,6	0,8	4,5	24,1	35,9	31,5	2,6	100,0	13 635	31,5
	Privé	5,2	4,3	14,7	27,8	25,1	15,8	7,1	100,0	3 662	28,5
Première	Public	5,6	6,7	21,5	27,8	21,3	14,9	2,3	100,0	13 169	27,1
	Privé	19,8	9,9	20,8	25,0	12,7	7,2	4,7	100,0	4 016	23,4
Terminale	Public	4,8	7,0	22,7	30,0	19,8	14,1	1,5	100,0	13 785	27,1
	Privé	21,3	10,9	23,3	25,9	11,6	4,7	2,3	100,0	4 011	22,6
Total 2nd cycle général et technologique	**Public**	**3,7**	**4,8**	**16,2**	**27,3**	**25,7**	**20,2**	**2,1**	**100,0**	**40 589**	**28,5**
	Privé	**15,7**	**8,5**	**19,7**	**26,2**	**16,2**	**9,1**	**4,6**	**100,0**	**11 689**	**24,6**

2 Répartition (en %) des divisions monoformation de l'enseignement professionnel selon la spécialité sectorielle en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Enseignement professionnel	Spécialité sectorielle	10 élèves et moins	11 à 15 élèves	16 à 20 élèves	21 à 25 élèves	26 à 30 élèves	31 à 35 élèves	36 élèves et plus	Total	Divisions mono-formation	Nombre moyen d'élèves/ division
CAP	Industrie	41,3	39,0	8,9	7,9	2,5	0,3	0,0	100,0	2 620	13,3
	Services	19,1	32,7	15,8	15,9	11,9	3,6	0,9	100,0	1 744	17,3
	Ensemble	**32,4**	**36,5**	**11,6**	**11,1**	**6,2**	**1,6**	**0,4**	**100,0**	**4 364**	**14,8**
BEP et MC	Industrie	10,2	20,1	18,6	34,0	15,7	1,1	0,3	100,0	8 732	19,7
	Services	4,9	9,7	13,0	29,1	28,4	13,8	1,1	100,0	10 152	23,8
	Ensemble	**7,4**	**14,5**	**15,6**	**31,4**	**22,5**	**7,9**	**0,7**	**100,0**	**18 884**	**21,9**
Bac pro et BMA	Industrie	24,5	33,0	17,0	19,5	5,7	0,2	0,0	100,0	3 747	16,2
	Services	10,4	22,9	21,7	25,5	14,7	4,5	0,2	100,0	4 585	20,0
	Ensemble	**16,8**	**27,4**	**19,6**	**22,8**	**10,7**	**2,6**	**0,1**	**100,0**	**8 332**	**18,2**
Total 2nd cycle professionnel	**Industrie**	**19,1**	**26,6**	**16,5**	**25,9**	**10,9**	**0,8**	**0,2**	**100,0**	**15 099**	**17,6**
	Services	**8,0**	**15,8**	**15,7**	**26,7**	**22,8**	**10,1**	**0,9**	**100,0**	**16 481**	**22,0**
	Ensemble	**13,3**	**21,0**	**16,1**	**26,3**	**17,1**	**5,6**	**0,5**	**100,0**	**31 580**	**19,8**

2 Les établissements

PRÉSENTATION

Les établissements scolaires de France métropolitaine et des DOM sont de tailles extrêmement variées, et leur répartition suivant le nombre d'élèves accueillis est très différente selon le secteur d'enseignement et le type d'établissement. La taille moyenne des établissements publics est toujours supérieure à celle du secteur privé, quel que soit le type d'établissement. C'est dans les collèges que l'écart entre les deux secteurs est le moins étendu. L'effectif moyen des collèges atteint 512 élèves dans le secteur public, et 362 dans le secteur privé **1**. L'accueil des élèves de SEGPA, plus spécifique au secteur public, n'explique qu'une faible partie de cette différence. Le secteur privé présente des petites unités d'enseignement ; près de 12 % de collèges ont moins de 100 élèves alors qu'on ne compte que quelques établissements équivalents dans le secteur public. De même, trois collèges privés sur quatre scolarisent moins de 500 élèves dans leurs murs ; c'est le cas d'un peu moins de la moitié des collèges publics (49,1 %). Les lycées professionnels montrent des différences de taille moyenne par secteur plus marquées que dans les collèges avec 423 élèves pour les établissements publics et 186 élèves pour le secteur privé **2** . Près de quatre lycées professionnels (LP) privés sur dix scolarisent moins de 100 élèves et la répartition des autres LP diminue avec l'augmentation de la taille de l'établissement. Dans le secteur public, la distribution des établissements est assez centrée autour du regroupement « 200 à 500 élèves » qui concerne un peu moins de 65 % d'entre eux. L'effectif moyen des lycées est de 1 009 élèves pour le secteur public et de 382 élèves pour le secteur privé **3**. Le poids des élèves des classes post-baccalauréat, comparable entre les deux secteurs, ne joue pas sur cet écart. Là aussi, la distribution des lycées privés est plus concentrée sur les petites tailles. Huit lycées privés sur dix scolarisent moins de 600 élèves et un établissement sur deux accueille moins de 300 élèves. Dans le secteur public, les établissements sont plus grands ; un peu plus de 40 % des lycées publics ont une taille comprise entre « 900 et 1 500 élèves » et encore un établissement sur sept accueille au moins 1 500 élèves.

DÉFINITIONS

■ **Taille des établissements scolaires.** Elle prend en compte l'intégralité des élèves scolarisés dans l'établissement (y compris l'enseignement spécial et post-baccalauréat) ou dans les annexes qui peuvent lui être rattachées.

■ **SEGPA.** Section d'enseignement général et professionnel adapté.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête second degré.

La taille des collèges et des lycées

1 Répartition des collèges et des collégiens selon la taille de l'établissement en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Public		Privé	
	% établissements	% élèves	% établissements	% élèves
Moins de 100 élèves	0,8	0,1	11,6	2,0
De 100 à 199 élèves	5,7	1,8	18,7	7,9
De 200 à 299 élèves	10,1	5,0	17,4	11,8
De 300 à 399 élèves	13,7	9,5	14,2	13,5
De 400 à 499 élèves	18,8	16,5	13,1	16,2
De 500 à 599 élèves	17,9	19,3	9,4	14,2
De 600 à 699 élèves	14,5	18,2	5,1	9,0
De 700 à 799 élèves	9,8	14,3	4,5	9,4
De 800 à 899 élèves	4,9	8,2	2,3	5,3
900 élèves et plus	3,6	7,2	3,6	10,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif de référence	**5 183**	**2 651 735**	**1 804**	**653 530**
Taille moyenne de l'établissement	512 élèves		362 élèves	

Lecture - 17,9 % des collèges publics ont une taille comprise entre 500 et 600 élèves. 19,3 % des collégiens du secteur public sont scolarisés dans un établissement comptant entre 500 et 600 élèves.

2 Répartition des lycées professionnels et lycéens professionnels selon la taille de l'établissement en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Public		Privé	
	% établissements	% élèves	% établissements	% élèves
Moins de 100 élèves	0,4	0,0	38,5	10,9
De 100 à 199 élèves	7,5	2,8	24,1	19,2
De 200 à 299 élèves	19,7	11,8	17,1	22,3
De 300 à 399 élèves	22,5	18,3	11,2	20,7
De 400 à 499 élèves	21,3	22,2	4,2	10,0
De 500 à 599 élèves	12,6	16,1	1,9	5,4
De 600 à 699 élèves	7,7	11,8	1,7	5,8
De 700 à 799 élèves	4,3	7,6	1,1	4,3
De 800 à 899 élèves	1,9	3,7	0,2	0,7
900 élèves et plus	2,2	5,6	0,2	0,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif de référence	**1 072**	**453 517**	**644**	**120 092**
Taille moyenne de l'établissement	423 élèves		186 élèves	

3 Répartition des lycées et lycéens selon la taille de l'établissement en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Public		Privé	
	% établissements	% élèves	% établissements	% élèves
Moins de 100 élèves	0,1	0,0	17,6	2,5
De 100 à 199 élèves	1,0	0,2	18,8	7,3
De 200 à 299 élèves	2,1	0,6	13,7	8,8
De 300 à 399 élèves	4,0	1,4	13,2	11,8
De 400 à 499 élèves	5,9	2,6	9,9	11,7
De 500 à 599 élèves	6,2	3,4	6,7	9,7
De 600 à 699 élèves	8,3	5,3	6,0	10,1
De 700 à 799 élèves	9,1	6,8	3,7	7,3
De 800 à 899 élèves	7,4	6,3	2,2	4,9
De 900 à 1 499 élèves	42,1	48,6	7,2	21,1
1 500 élèves et plus	13,8	24,9	1,0	4,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif de référence	**1 538**	**1 551 835**	**1 082**	**413 667**
Taille moyenne de l'établissement	1 009 élèves		382 élèves	

PRÉSENTATION

Dans le second degré, la part des demi-pensionnaires continue d'augmenter depuis 1997. Tous cycles confondus, elle atteint 58,9 % dans le secteur public, et 51 % dans le secteur privé **1** . En contrepartie, la part des externes diminue dans les mêmes proportions. Une seule exception : le second cycle professionnel du secteur privé où le nombre de demi-pensionnaires stagne. En 2003-2004, qu'ils soient demi-pensionnaires, internes ou internes « externés », plus de 2 931 000 élèves prennent leur repas de midi dans un établissement du secteur public et près de 675 700 dans un établissement du secteur privé.

La part des internes, quant à elle, reste relativement stable. Elle est très faible dans le premier cycle public hors enseignement spécial (0,4 % des élèves) et un peu plus importante dans les collèges du secteur privé (3,8 %). En 2003, plus de 242 000 élèves sont hébergés dans les internats publics ou privés, et près de 9 200 élèves, tout en ayant le statut d'internes, sont hébergés en foyer ou chez un correspondant extérieur **2** .

L'internat est plus développé dans les lycées (7 % des élèves), les lycées professionnels (12 %), et surtout dans les EREA (53 %). Ces établissements ont une densité plus faible que celle des collèges ou lycées ; ces facteurs concourent à expliquer une scolarisation éloignée du domicile familial plus fréquente.

DÉFINITIONS

■ **Les élèves externes** sont les élèves qui fréquentent les établissements uniquement pour y suivre les enseignements ; les externes surveillés restent à l'étude le soir.

■ **Les élèves demi-pensionnaires** prennent leur repas de midi dans les établissements.

■ **Les élèves internes** sont hébergés et nourris pour le repas de midi et du soir ; l'hébergement peut être assuré dans l'établissement où l'élève reçoit l'enseignement, en foyer ou chez un correspondant extérieur ; dans ces deux derniers cas, l'élève est appelé **interne « externé ».**

■ **Établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).** Les EREA ont été créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954. Ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes ordinaires d'enseignement général ou professionnel. Ils scolarisent des enfants déficients profonds ou atteints de handicaps graves. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré.

■ **L'enseignement spécial** du second degré comprend les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) et les unités pédagogiques d'intégration (UPI).

■ **CPGE, STS.** Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6924.

Voir aussi

Notes d'Information, 71.102, 76.16, 81.13, 86.36, 89.44, 90.43, 99.23.

1 Évolution de la répartition des élèves dans le second degré selon le statut et le cycle

(France métropolitaine + DOM)

		1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Public :											
1er cycle	Demi-pensionnaires	54,8%	54,3%	53,9%	54,5%	56,0%	56,9%	57,7%	58,7%	59,5%	59,8%
	Externes	44,6%	45,1%	45,5%	45,0%	43,5%	42,6%	41,9%	40,9%	40,1%	39,8%
	Internes	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
2nd cycle général et technologique	Demi-pensionnaires	58,5%	59,4%	59,1%	59,3%	59,8%	60,4%	60,8%	62,0%	63,0%	63,4%
	Externes	34,7%	34,0%	34,4%	34,4%	33,9%	33,4%	33,2%	32,0%	30,9%	30,5%
	Internes	6,8%	6,7%	6,5%	6,4%	6,3%	6,1%	6,0%	6,1%	6,1%	6,1%
2nd cycle professionnel	Demi-pensionnaires	47,9%	47,4%	46,7%	46,8%	47,2%	47,4%	47,6%	48,7%	49,5%	49,8%
	Externes	37,7%	38,4%	39,4%	39,5%	39,3%	39,5%	39,7%	38,6%	37,7%	37,6%
	Internes	14,4%	14,2%	13,9%	13,7%	13,4%	13,1%	12,8%	12,8%	12,8%	12,6%
2nd degré adapté	Demi-pensionnaires	51,7%	50,3%	51,0%	53,3%	56,7%	58,1%	59,1%	60,1%	60,6%	60,7%
	Externes	44,4%	46,0%	45,3%	43,4%	39,7%	38,4%	37,3%	36,3%	35,9%	35,7%
	Internes	3,9%	3,7%	3,6%	3,4%	3,6%	3,5%	3,5%	3,6%	3,5%	3,6%
Privé :											
1er cycle	Demi-pensionnaires	58,5%	58,5%	57,8%	57,6%	58,1%	58,7%	59,0%	59,7%	60,5%	61,7%
	Externes	36,3%	36,7%	37,6%	37,9%	37,5%	37,2%	37,0%	36,3%	35,6%	34,5%
	Internes	5,2%	4,8%	4,6%	4,5%	4,4%	4,1%	4,0%	4,0%	3,9%	3,8%
2nd cycle général et technologique	Demi-pensionnaires	42,5%	42,1%	41,6%	42,0%	41,4%	40,7%	40,3%	41,6%	42,3%	43,2%
	Externes	46,5%	47,1%	48,1%	47,9%	48,7%	49,8%	50,6%	49,4%	48,6%	47,7%
	Internes	11,1%	10,8%	10,3%	10,1%	10,0%	9,5%	9,1%	9,0%	9,1%	9,1%
2nd cycle professionnel	Demi-pensionnaires	33,2%	32,5%	32,4%	32,2%	32,1%	31,8%	31,8%	32,3%	33,8%	33,8%
	Externes	55,2%	56,1%	56,6%	57,1%	57,3%	58,1%	58,6%	58,2%	56,7%	57,1%
	Internes	11,6%	11,4%	11,0%	10,7%	10,7%	10,1%	9,6%	9,4%	9,5%	9,1%
2nd degré adapté	Demi-pensionnaires	69,3%	65,8%	67,0%	68,7%	67,9%	66,6%	66,0%	68,6%	68,8%	69,1%
	Externes	24,0%	26,4%	25,1%	24,0%	24,2%	24,5%	25,6%	22,8%	23,3%	23,0%
	Internes	6,7%	7,8%	7,9%	7,3%	7,9%	8,9%	8,4%	8,6%	7,9%	7,9%

2 Répartition des élèves du second degré et post-bac selon leur statut et le type d'établissement à la rentrée 2003

(France métropolitaine + DOM)

		Collèges	EREA	LEGT	LP	Total	%	dont CPGE, STS ou préparations diverses post-bac
Public :	Externes	1 049 396	295	506 536	169 224	1 725 451	37,0	94 631
	Externes surveillés	5 924	11	4 883	573	11 391	0,2	786
	Demi-pensionnaires	1 587 847	4 734	933 222	224 190	2 749 993	58,9	99 207
	Internes	7 912	5 703	101 951	59 248	174 814	3,7	17 630
	Internes externés	656	48	5 243	282	6 229	0,1	4 813
	Total Public	**2 651 735**	**10 791**	**1 551 835**	**453 517**	**4 667 878**	**100,0**	**217 067**
Privé :	Externes	198 109		205 555	68 193	471 857	39,7	46 120
	Externes surveillés	25 909		10 109	3 696	39 714	3,3	1 279
	Demi-pensionnaires	406 545		161 325	37 742	605 612	51,0	6 174
	Internes	22 139		35 096	9 922	67 157	5,7	2 680
	Internes externés	828		1 582	539	2 949	0,2	493
	Total Privé	**653 530**		**413 667**	**120 092**	**1 187 289**	**100,0**	**56 746**

PRÉSENTATION

Dans l'ensemble des établissements privés du premier degré et du second degré, la part des élèves scolarisés dans des établissements sous contrat a toujours été extrêmement importante.
Dans le premier degré, à la rentrée 1999, et depuis cette date, nous ne disposons (en raison d'une grève administrative des directeurs d'école) que du nombre d'élèves en fonction du contrat souscrit par l'établissement. Aucune information plus récente n'est disponible **1**.
Pour mémoire, sur ces 871 000 élèves scolarisés dans le premier degré privé à la rentrée 2003, 98,4 % le sont dans des établissements sous contrat (dont 60 % dans le secteur privé sous contrat d'association). Les élèves se trouvant dans des établissements hors contrat ne représentent que 1,6 % de l'ensemble des élèves du secteur privé.
Le second degré privé scolarise 1 130 500 élèves en 2003-2004, en France métropolitaine et dans les DOM. Parmi eux, 97,4 % sont scolarisés dans des classes sous contrat ; les pourcentages sont de 98,9 % pour le premier cycle, de 97,4 % pour le second cycle général et technologique et de 90,9 % pour le second cycle professionnel. C'est dans ce dernier cycle et pour les formations de CAP, que la part des élèves dans les établissements hors contrat est la plus importante (46,3 %). Ces pourcentages restent d'une très grande stabilité **2**.

DÉFINITIONS

■ **Contrat simple.** Le contrat simple entraîne la prise en charge par l'État de la rémunération des enseignants. Les enseignants sont alors maîtres agréés, et salariés de droit privé.
Le contrat simple n'existe que dans le premier degré (seuls 316 élèves du second degré se trouvent encore dans des classes sous contrat simple).

■ **Contrat d'association.** Le contrat d'association entraîne, comme pour le contrat simple, la prise en charge par l'État de la rémunération des enseignants ; ils sont majoritairement maîtres contractuels et bénéficient d'un contrat de droit public. Il entraîne également la prise en charge par l'État du financement des charges de fonctionnement d'externat (le « forfait d'externat »).
En plus des heures d'enseignement devant les divisions sous contrat, l'État rémunère depuis le 1er janvier 1993 des heures de décharge pour la fonction de directeur d'établissement du premier degré, ainsi que les documentalistes dans le second degré.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Second degré : Base centrale de pilotage (BCP).

1 Nombre d'élèves dans le premier degré privé en 1999-2000 selon le contrat d'établissement souscrit (France métropolitaine)

	Sous contrat				
	Association	Simple	Total	Hors contrat	Total premier degré privé
Classes préélémentaires (1)	175 209	125 175	300 384	5 171	**305 555**
Classes élémentaires (2)	338 394	213 842	552 236	8 581	**560 817**
Classes d'initiation	123	-	123	2	**125**
Classes d'adaptation	1043	815	1 858	64	**1 922**
Classes d'intégration scolaire	1 442	1 137	2 579	6	**2 585**
Total premier degré privé	**516 211**	**340 969**	**857 180**	**13 824**	**871 004**

(1) Les élèves de CP des classes préélémentaires d'écoles maternelles sont comptés avec les élèves de préélémentaire.
(2) Les élèves des sections préélémentaires d'écoles primaires sont comptés avec les élèves d'élémentaire.

Avertissement : en raison d'une grève administrative d'un certain nombre de directeurs d'école, les données relatives à l'enseignement privé par type de contrat ne sont pas disponibles. Le tableau ci-dessus propose le nombre d'élèves par niveau en fonction du contrat d'établissement.
Les données de la rentrée 1999 sont maintenues en raison de la grève administrative.

2 Répartition des élèves dans le second degré privé en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Sous contrat	Hors contrat	Total second degré privé
Premier cycle :			
Sixième	167 004	1 708	168 712
Cinquième	163 562	1 705	165 267
Quatrième et quatrième technologique	167 746	2 010	169 756
Troisième et troisième technologique	163 911	2 165	166 076
Total sixième à troisième	**662 223**	**7 588**	**669 811**
Autres (SEGPA, UPI, CR, CPA, CLIPA)	4 951	65	5 016
Total premier cycle	**667 174**	**7 653**	**674 827**
Second cycle professionnel :			
CAP en 3 ans	192	209	401
CAP en 2 ans	13 109	7 915	21 024
CAP en 1 an	516	3 788	4 304
BEP en 1 et 2 ans	84 914	1 393	86 307
Mentions complémentaires aux CAP et BEP	1 222	41	1 263
Bac professionnel et BMA en 1, 2 et 3 ans	37 282	453	37 735
Total second cycle professionnel	**137 235**	**13 799**	**151 034**
Second cycle général et technologique :			
Seconde	101 954	2 384	104 338
Première	99 194	2 739	101 933
Terminale	95 322	2 776	98 098
Total second cycle général et technologique	**296 470**	**7 899**	**304 369**
Total général	**1 100 879**	**29 351**	**1 130 230**
Préparations diverses et formations complémentaires :			
Préparations diverses pré-bac	35	20	55
Formations complémentaires	103	129	232
Total France métropolitaine + DOM	**1 101 017**	**29 500**	**1 130 517**

PRÉSENTATION

Le nombre d'établissements universitaires a augmenté au cours des années quatre-vingt-dix grâce au plan Universités 2000 qui a permis, à partir de 1991, outre la création d'universités nouvelles, la multiplication d'antennes d'universités et d'IUT ainsi que des écoles d'ingénieurs universitaires, localisées sur de nouveaux sites géographiques.
À la rentrée 2002, à la suite de fusions de plusieurs antennes universitaires sont apparues les deux premiers Centres universitaires de formation et de recherche (CUFR) à Albi et à Nîmes. De même, depuis la rentrée 2001, quatre écoles polytechniques universitaires, nées de la fusion de plusieurs écoles ou formations d'ingénieurs d'un même site, ont été rattachées aux universités d'Aix-Marseille 1, de Lille 1, de Tours et d'Orléans. Cette nouvelle tendance au regroupement des structures, après leur multiplication rapide durant les années 1990, correspond à une volonté de rationalisation de l'offre de formation sur le territoire et de création de structures visible sur le plan international dans le domaine universitaire.
Le nombre d'établissements ayant des classes de STS continue d'augmenter (+ 8,8 % entre 1996-1997 et 2003-2004), la hausse étant essentiellement due aux établissements publics (+ 12,7 %).
Après un pic en 1998, le nombre d'établissements ayant des CPGE diminue chaque année. La baisse est observée uniquement dans le secteur privé, pour lequel ce nombre a diminué de 15,4 % entre les rentrées 1998 et 2003.
Le nombre d'écoles d'ingénieurs a rapidement progressé de 1991 à 1997 (+ 18 %). Cette progression concernait exclusivement les écoles d'ingénieurs universitaires ou privées. Depuis la rentrée 1997, le nombre d'écoles d'ingénieurs est stable.
Le nombre d'écoles de commerce, gestion et comptabilité a fortement chuté au cours des années 1990. Entre les rentrées 1998 et 2001, la tendance s'est inversée. Depuis ce nombre reste stable.
Les académies d'Île-de-France concentrent toujours une grande partie des établissements du supérieur. En particulier, 22,0 % des universités, 25,0 % des CPGE, 24,2 % des écoles d'ingénieurs indépendantes des universités, et 24,6 % des écoles de commerce, mais moins de 16 % des STS et des IUT sont implantés en Île-de-France, tandis que les écoles d'ingénieurs universitaires sont massivement implantées en province (seulement 6 sur 66 sont en Île-de-France).

DÉFINITIONS

■ **Universités et assimilés.** Les universités, établissements publics d'enseignement, sont organisées en unités de formation et de recherche (UFR). Elles regroupent également des instituts et des écoles internes, notamment les instituts universitaires de technologie (IUT) et des écoles d'ingénieurs. Des établissements d'enseignement supérieur publics et privés peuvent leur être rattachés. On y a également assimilé les deux CUFR de Nîmes et Albi, appelés à devenir des universités.

■ **Grands établissements.** Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

■ **Écoles d'ingénieurs.** Établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur.

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** La loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 a créé un IUFM dans chaque académie. Établissements publics d'enseignement supérieur à caractère administratif, ils se sont substitués aux anciennes structures (écoles normales d'instituteurs, centres pédagogiques régionaux, écoles normales d'apprentissage, centres de formation des professeurs de l'enseignement technique).

■ **CPGE, STS.** Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs. Il s'agit des établissements du second degré et du supérieur ayant des classes CPGE et STS.

■ **Écoles paramédicales et sociales.** On ne retient que les écoles recrutant au niveau du baccalauréat et au-delà.

■ **Autres écoles.** Elles forment un groupe non homogène. On y trouve les écoles vétérinaires, de journalisme, d'autres écoles supérieures dépendant d'autres ministères, etc.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Établissements et structures de l'enseignement supérieur

1 Évolution du nombre d'établissements et de structures de l'enseignement supérieur

(France métropolitaine + DOM)

Type d'établissement ou de structure	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités et assimilés (1)	**80**	**80**	**80**	**80**	**80**	**80**	**82**	**82**
IUT	**94**	**100**	**103**	**103**	**104**	**112**	**112**	**113**
IUFM	**28**	**28**	**28**	**28**	**28**	**30**	**30**	**30**
Grands établissements	**7**	**7**	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**
STS (2)	**1 947**	**1 978**	**1 987**	**2 015**	**2040**	**2 068**	**2 100**	**2 118**
- dont publiques	1 158	1 182	1 203	1 228	1251	1 275	1 293	1 305
- dont privées	789	796	784	787	790	793	807	811
CPGE (2)	**490**	**477**	**503**	**502**	**493**	**490**	**485**	**484**
- dont publiques	333	324	334	337	336	338	338	341
- dont privées	157	153	169	165	157	152	147	143
Écoles d'ingénieurs	**245**	**245**	**246**	**245**	**241**	**243**	**243**	**244**
- dont publiques, dépendantes des universités	67	69	69	69	69	68	69	66
- dont publiques, dépendantes des INP	20	20	20	21	21	19	20	20
- dont publiques, dépendantes des UT	3	3	3	3	3	3	3	3
- dont publiques, indépendantes des universités	84	83	85	84	81	85	83	83
- dont privées	71	70	69	68	67	68	68	72
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	**233**	**227**	**217**	**224**	**230**	**234**	**225**	**228**
Établissements universitaires privés	**18**	**17**	**18**	**18**	**18**	**19**	**15**	**15**
Écoles normales supérieures	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**
Écoles d'architecture	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**23**	**23**	**23**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	**228**	**210**	**206**	**221**	**239**	**229**	**243**	**238**
Écoles paramédicales hors université	**462**	**466**	**445**	**431**	**420**	**420**	**409**	**409 (3)**
Écoles préparant aux fonctions sociales	**136**	**136**	**134**	**137**	**133**	**133**	**143**	**143 (3)**
Autres écoles de spécialités diverses	**156**	**180**	**189**	**202**	**197**	**212**	**219**	**221**
- dont écoles juridiques et administratives	44	42	42	50	60	64	64	61
- dont écoles de journalisme et écoles littéraires	11	11	11	16	18	23	24	25
- dont écoles vétérinaires	4	4	4	4	4	4	4	4

(1) Voir rubrique « Définitions ». (2) Établissements disposant de classes STS ou CPGE. Estimation en 1999-2000 pour les STS et CPGE agricoles. (3) Données 2002-2003.

2 Nombre d'établissements de l'enseignement supérieur par académie en 2003-2004

	Structures relevant des universités								
	Universités et assimilés	IUT	Écoles d'ingénieurs dépendantes des universités	IUFM	STS	CPGE	Écoles d'ingénieurs indépendantes des universités	Écoles de commerce, gestion, comptabilité	Autres établis-sements
Aix-Marseille	4	3	3	1	88	22	6	10	50
Amiens	1	3		1	67	13	3	4	24
Besançon	1	2	2	1	48	9	1	4	15
Bordeaux	5	6	6	1	90	15	4	20	48
Caen	1	3	2	1	53	11	2	3	20
Clermont-Ferrand	2	2	3	1	41	10	2	4	19
Corse	1	1		1	6	3	0	2	3
Dijon	1	3	3	1	59	12	2	5	26
Grenoble	4	5	4	1	108	20	9	6	37
Lille	6	8	3	1	123	31	12	13	70
Limoges	1	1	2	1	29	5	1	3	15
Lyon	3	6	2	1	112	22	12	15	81
Montpellier	5	3	2	1	96	14	5	7	44
Nancy-Metz	3	7	4	1	80	16	14	3	37
Nantes	3	6	2	1	139	27	18	12	57
Nice	2	2	3	1	51	11	4	9	28
Orléans-Tours	2	6	4	1	77	14	1	4	25
Poitiers	2	3	2	1	64	10	1	7	19
Reims	1	2	1	1	53	10	2	10	13
Rennes	4	8	4	1	122	28	17	7	53
Rouen	2	3	1	1	59	14	4	5	20
Strasbourg	4	5	7	1	58	17	2	3	26
Toulouse	4	5		1	96	19	13	12	45
Total province	**62**	**93**	**60**	**23**	**1 719**	**353**	**135**	**168**	**775**
Paris	4	8	2	1	109	24	15	3	50
Créteil	9	2	2	1	97	60	8	43	163
Versailles	5	8	2	1	128	37	20	10	58
Total Île-de-France	**18**	**18**	**6**	**3**	**334**	**121**	**43**	**56**	**271**
France métro.	**80**	**111**	**66**	**26**	**2 053**	**474**	**178**	**224**	**1 046**
Guadeloupe	1	1		1	18	4			3
Guyane				1	3			1	2
Martinique				1	14	3		1	5
La Réunion	1	1		1	30	3		2	5
France métro. + DOM	**82**	**113**	**66**	**30**	**2 118**	**484**	**178**	**228**	**1 061**

PRÉSENTATION

7 229 ensembles immobiliers ont été recensés dans le 2nd degré public en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM, hors EREA). 535 sont des cités scolaires regroupant 1 103 établissements du 2nd degré (+ 4 écoles du 1er degré). Ils occupent une surface cadastrale d'environ 161,2 millions de m², dont 40 millions de m² bâtis, soit un taux d'encombrement au sol de 24,8 %.

La surface développée hors œuvre totale approche 77 millions de m², dont 73,6 millions pour les bâtiments principaux et 0,6 pour les bâtiments démontables ; le reste étant constitué de constructions annexes fermées (couloir entre deux bâtiments, garage, chaufferie…) ou non (préau, garage à vélos…). La surface développée moyenne par élève, tous types de bâtiments inclus, est de 16,4 m² (de 13,6 m² dans les collèges à 28,4 m² dans les LP).

Les deux tiers de la surface développée des cités scolaires et près de la moitié de celle des LEGT ont été construites avant 1970. Les bâtiments des collèges sont plus récents : 36,5 % de leur surface construits dans les années 1970 et moins de 30 % avant. Après la décennie 1 980 où la construction scolaire reste à un niveau très bas, l'effort s'intensifie au cours des années 90, en particulier pour les LEGT, en liaison avec le transfert des compétences dans le domaine des constructions scolaires aux collectivités.

Globalement, les établissements publics du 2nd degré déclarent leur capacité d'enseignement occupée à environ 81,5 % (LP : 76,1 %, collèges : 80,5 %, LEGT : 85,1 %). Ce taux dépasse 90 % dans près de 35 % des établissements et même 100 % dans environ 13 %, qui travaillent donc en état de « suroccupation ».

La quasi-totalité des ensembles immobiliers est dotée d'au moins une salle informatique (94,7 %) et une grande partie d'entre eux d'au moins une salle dédiée aux enseignements artistiques, mais les laboratoires de langues restent rares (plus de 78 % des ensembles immobiliers déclarent ne pas en avoir).

En moyenne, on compte une place de CDI pour 13,7 élèves. Un peu plus de 22 % des ensembles immobiliers déclarent être dotés d'un internat ; la différence est forte entre collèges (moins de 5 %) et établissements du second cycle, voire de niveau post-baccalauréat (la moitié environ des LEGT et des LP disposent d'un internat, et les trois quarts des cités scolaires). Le taux d'occupation des internats reste aussi plus faible dans les collèges, environ 57 %, que dans les autres types d'ensembles immobiliers où il avoisine ou dépasse les 75 %. Quel que soit le type d'établissement, la part des lits destinés aux filles est inférieure à la moitié (en moyenne 42,3 %). Plus de 93 % des ensembles immobiliers sont dotés d'un service de restauration.

DÉFINITIONS

■ **Ensemble immobilier.** L'unité d'observation de l'enquête « Parc immobilier » n'est pas l'établissement mais l'ensemble immobilier. Cet ensemble peut être constitué des terrains et bâtiments d'un seul établissement ou de ceux de plusieurs établissements juridiquement autonomes utilisant certains locaux en commun. Il s'agit alors d'une cité scolaire. Théoriquement, toutes les annexes du ou des établissements constituant l'ensemble immobilier sont rattachées à celui-ci, mais certaines annexes « géographiques » situées dans une autre commune peuvent être considérées comme des ensembles immobiliers à part entière.

■ **Surface bâtie.** Surface au sol hors œuvre (murs compris) des différentes constructions constituant l'ensemble immobilier.

■ **Surface non bâtie.** Cours de récréation, parkings extérieurs, aires sportives découvertes et espaces verts.

■ **Surface développée hors œuvre (SDHO).** Dans le cas des bâtiments principaux, on somme les surfaces hors œuvre (murs compris) des différents niveaux du bâtiment. Pour obtenir la SDHO totale de l'ensemble immobilier, on y ajoute la surface bâtie hors œuvre des constructions annexes fermées ou non fermées et des bâtiments démontables.

■ **Capacité d'accueil pour l'enseignement.** Nombre maximum d'élèves que le chef d'établissement pense pouvoir accueillir en sauvegardant de bonnes conditions de fonctionnement. Pour estimer cette capacité, en partie bien sûr subjective, le chef d'établissement doit prendre en compte la diversité des formations proposées, les normes pédagogiques en vigueur, les normes de sécurité, etc. Cette capacité peut donc varier dans le temps sans que les locaux soient modifiés. Le nombre d'élèves effectivement scolarisés dans l'établissement à la rentrée est rapporté à cette capacité pour calculer le taux d'occupation.

■ **Internat.** Il s'agit des internats fonctionnant dans l'établissement sous la responsabilité du chef d'établissement. Un établissement sans internat peut néanmoins accueillir des internes, qui sont alors hébergés dans un autre établissement. De même un établissement doté d'un internat peut ne pas loger tous ses internes (par exemple, cas des internats non mixtes).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes sur le parc immobilier et les capacités d'accueil des établissements publics du second degré (EPI).

Les ensembles immobiliers du second degré public

1 Nombre d'ensembles immobiliers et surfaces en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Collèges	LEGT	LP	Cités scolaires	Ensemble
Nombre d'ensembles immobiliers	4 906	1 021	767	535	7 229
Nombre d'établissements en cité scolaire	281	517	305		1 103
Nombre total d'établissements	5 187	1 538	1 072		7 797
Surfaces en milliers de m² :					
Surface cadastrale :	**80 600,7**	**33 749,6**	**19 418,3**	**27 425,8**	**161 194,4**
Dont surfaces non bâties :	60 746,5	25 320,2	14 040,4	21 157,1	121 264,2
- cours de récréation	14 480,5	5 033,8	2 345,2	3 858,7	25 718,2
- parkings découverts	8 336,6	3 369,5	2 244,1	3 306,0	17 256,2
- aires sportives découvertes	5 658,8	2 573,9	1 094,8	2 709,0	12 036,5
- espaces verts	32 270,6	14 343,0	8 356,3	11 283,4	66 253,3
Dont surfaces bâties	19 854,2	8 429,4	5 377,9	6 268,7	39 930,2
Surfaces développées hors œuvre (SDHO) :	**34 500,8**	**18 815,7**	**9 453,9**	**14 163,3**	**76 933,7**
Dont :					
- SDHO des bâtiments principaux	32 528,4	18 172,7	9 114,3	13 784,1	73 599,5
- surface des bâtiments démontables	275,1	138,4	92,0	119,4	624,9
Taux d'encombrement (%) (surface bâtie/surface cadastrale)	24,6	25,0	27,7	22,9	24,8

2 Quelques indicateurs sur le parc immobilier du second degré public en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Collèges	LEGT	LP	Cités scolaires	Ensemble
Surface développée moyenne par élève (m²)	**13,6**	**17,5**	**28,4**	**18,7**	**16,4**
Ancienneté des bâtiments (en %) :					
- construits avant 1970	29,9	49,0	40,8	67,0	42,9
- construits de 1970 à 1980	36,5	12,6	25,4	16,4	25,6
- construits de 1980 à 1990	12,5	11,1	14,5	4,9	10,9
- construits de 1990 à 2000	16,1	25,0	15,4	9,6	16,9
- construits depuis 2000	5,0	2,3	3,9	2,1	3,7
Occupation des capacités d'accueil pour l'enseignement :					
- taux moyen d'occupation (en %)	80,5	85,1	76,1		81,5
- part des établissements occupés à plus de 90 % (en %)	34,4	42,4	23,9		34,6
Équipement des ensembles immobiliers					
Part des ensembles immobiliers dotés d'au moins (en %) :					
- une salle informatique	93,7	97,2	95,7	98,1	94,7
- une salle artistique (arts plastiques, musique...)	93,6	69,8	86,3	90,1	89,3
- un laboratoire de langues	11,5	56,1	22,5	46,6	21,3
Nombre d'élèves par place en CDI (1)	14,0	15,8	11,0	11,1	13,7
Internats et service de restauration :					
- part des ensembles dotés d'internat (en %)	4,9	49,3	53,4	74,9	22,3
- taux d'occupation des lits (en %)	57,1	78,8	74,6	75,2	75,4
- part des lits destinés aux filles (en %)	45,5	47,2	34,4	42,1	42,3
- part des ensembles dotés d'un service de restauration	92,9	95,9	90,7	99,3	93,6

(1) CDI : centre de documentation et d'information.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, en France métropolitaine et dans les DOM, l'éducation prioritaire compte 708 zones d'éducation prioritaire (ZEP) et 807 réseaux d'éducation prioritaire (REP). Elle concerne 8 449 écoles publiques ou établissements publics du second degré **1**. Néanmoins, trois départements n'ont aucun établissement en éducation prioritaire : le Cantal, la Haute-Loire, la Lozère. Huit départements fonctionnent sans réseaux.

Les académies de France métropolitaine offrent des situations contrastées. Ainsi, la part des écoles relevant de l'éducation prioritaire (EP) oscille entre 5,1 % dans l'académie de Caen à 32,7 % à Paris et 26,9 % dans celle de Créteil, voire 40,8 % en Corse. Pour les collèges, la distribution s'étend de 6,4 % des établissements de l'académie de Limoges à plus d'un établissement sur trois pour cinq académies : Aix-Marseille, Corse, Créteil, Lille et Rouen. Dans les DOM, 36,6 % des écoles ou établissements publics du second degré sont en EP et 24,1 % en ZEP, alors qu'en France métropolitaine ces proportions ne sont que de 13,6 % et 10,9 % respectivement. Seule la Guyane ne possède pas de réseau d'éducation prioritaire.

À la rentrée 2003, soit quatre ans après la redéfinition de la carte de l'éducation prioritaire, les mouvements d'entrées et sorties concernent environ 200 écoles ou établissements (pour mémoire, 2 300 environ en 1999). Cette année, la moitié des entrées s'effectuent au niveau des réseaux (hors ZEP) alors que les trois quarts des sorties concernent des écoles ou établissements appartenant à une ZEP **2**. 125 écoles sur 141 sortent de l'éducation prioritaire pour des raisons de fermeture.

La nette surreprésentation des établissements des communes de centre d'agglomération ou de banlieue perdure. En effet, huit établissements en EP sur dix sont implantés sur ces deux types de communes alors qu'elles n'accueillent guère plus d'un établissement sur deux **3**.

DÉFINITIONS

■ **L'éducation prioritaire (EP)** recouvre deux structures d'aide spécifiques : les réseaux d'éducation prioritaire (REP) et les zones d'éducation prioritaire (ZEP).

■ **La politique des zones d'éducation prioritaire (ZEP),** initiée en 1981, a pour objet de *« renforcer l'action éducative dans les zones où les conditions sociales sont telles qu'elles constituent un facteur de risque, voire un obstacle, pour la réussite scolaire des enfants et adolescents qui y vivent et donc, à terme, pour leur intégration sociale »*. L'objectif premier de cette politique est « d'obtenir une amélioration significative des résultats scolaires des élèves, notamment des plus défavorisés » (circulaire n° 90-028 parue au BO n° 3 de février 1990). Cette lutte contre l'échec scolaire, englobant les écoles, les collèges et les lycées, doit reposer sur un « projet de zone » cohérent, mis en œuvre par une équipe pédagogique constituée à cet effet, et chargée d'impulser les actions et d'en assurer le suivi. Elle suppose la mise en place d'un conseil de zone, et la nomination d'un responsable de la zone, assisté d'un coordonnateur. À la rentrée 1999, la carte de l'éducation prioritaire a été redéfinie et une nouvelle structure ajoutée : le réseau d'éducation prioritaire (REP). Les établissements qui y participent *« mutualisent leurs ressources pédagogiques et éducatives ainsi que leurs innovations au service de la réussite scolaire des élèves »* (circulaire n° 99-007, parue au BO n° 4 de janvier 1999).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier des ZEP/REP et informations de la Base centrale des établissements (BCE).

Voir aussi

Notes d'Information, 85.44, 90.44, 91.36, 95.25, 98.15, 98.16.

Études sur les établissements en zones d'éducation prioritaire en 1988-1989, Document de travail, n° 380, juin 1989.

L'évaluation des zones d'éducation prioritaire : description, typologie, fonctionnement, résultats, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 14, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, septembre 1992.

L'éducation prioritaire, Éducation & formations, n° 61, MEN-Direction de la programmation et du développement, octobre-décembre 2001.

Établissements des zones et réseaux d'éducation prioritaire

2

1 Nombre de ZEP et REP par académie - Nombre et proportion d'établissements en éducation prioritaire à la rentrée 2003 (Public)

			Établissements en éducation prioritaire (1)					Dont établissements en ZEP				
				dont écoles		dont collèges			dont écoles		dont collèges	
Académies	Nombre de ZEP	Nombre de REP	Total (2)	Nombre	%	Nombre	%	Total (2)	Nombre	%	Nombre	%
Aix-Marseille	40	48	500	409	21,7	66	33,3	384	311	16,5	53	26,8
Amiens	41	22	339	294	12,8	39	22,7	287	246	10,7	36	20,9
Besançon	19	24	139	111	7,6	26	22,2	114	93	6,3	21	17,9
Bordeaux	22	17	481	430	16,1	43	17,6	262	229	8,6	25	10,2
Caen	10	3	83	68	5,1	14	9,3	79	66	4,9	13	8,6
Clermont-Ferrand	6	7	107	83	6,3	22	15,6	68	60	4,5	7	5,0
Corse	6	6	125	111	40,8	14	50,0	58	52	19,1	6	21,4
Créteil	64	113	819	688	26,9	118	34,3	764	642	25,1	110	32,0
Dijon	21	22	259	222	10,4	32	19,6	226	191	9,0	31	19,0
Grenoble	27	24	298	245	8,6	44	18,3	248	210	7,4	33	13,8
Lille	97	112	873	762	23,3	111	33,5	799	702	21,5	97	29,3
Limoges	4	5	52	46	6,6	5	6,4	44	38	5,5	5	6,4
Lyon	35	40	393	320	15,3	50	24,0	317	258	12,3	39	18,8
Montpellier	23	23	225	195	9,9	27	14,1	205	178	9,1	24	12,6
Nancy-Metz	32	35	290	252	8,8	34	14,5	213	183	6,4	30	12,8
Nantes	26	29	240	210	10,0	30	12,6	183	161	7,7	22	9,2
Nice	12	10	125	106	9,4	16	11,9	110	95	8,4	15	11,1
Orléans-Tours	30	33	265	224	9,8	38	16,2	208	172	7,5	33	14,0
Paris	14	20	247	215	32,7	32	29,4	212	188	28,6	24	22,0
Poitiers	11	3	101	88	5,2	13	8,1	88	76	4,5	12	7,5
Reims	23	24	196	160	10,1	30	22,2	182	151	9,6	29	21,5
Rennes	8	12	153	133	7,4	20	9,5	57	48	2,7	9	4,3
Rouen	25	25	326	257	13,9	56	33,7	310	250	13,5	49	29,5
Strasbourg	17	17	123	103	6,1	19	13,2	122	103	6,1	19	13,2
Toulouse	12	13	273	242	9,1	27	11,9	117	102	3,8	14	6,2
Versailles	44	91	870	734	22,2	99	24,6	647	535	16,1	76	18,9
France métropolitaine	**669**	**778**	**7 902**	**6 708**	**13,3**	**1 025**	**20,5**	**6 304**	**5 340**	**10,6**	**832**	**16,6**
Guadeloupe	4	7	107	91	28,3	15	34,9	37	30	9,3	6	14,0
Guyane	7	-	75	63	46,3	11	47,8	75	63	46,3	11	47,8
Martinique	5	3	113	98	38,0	14	34,1	87	75	29,1	11	26,8
La Réunion	23	19	252	216	42,6	34	47,2	161	143	28,2	16	22,2
DOM	**39**	**29**	**547**	**468**	**38,3**	**74**	**41,3**	**360**	**311**	**25,5**	**44**	**24,6**
France métro. + DOM	**708**	**807**	**8 449**	**7 176**	**13,9**	**1 099**	**21,2**	**6 664**	**5 651**	**10,9**	**876**	**16,9**

(1) Établissements en ZEP et/ou en REP. (2) Le total inclut les lycées et les lycées professionnels de l'éducation prioritaire.
Remarque : les 9 annexes « autonomes » sont comptées comme des établissements.

2 Nombre d'établissements entrant ou sortant de l'éducation prioritaire à la rentrée 2003
(France métropolitaine + DOM, Public)

		Sorties de l'éducation prioritaire			Entrées dans l'éducation prioritaire		
	Variation nette 2003/2002	Total des sorties	dont en ZEP	dont en REP (hors ZEP)	Total des entrées	dont en ZEP	dont en REP (hors ZEP)
Écoles	- 87	141	108	33	54	29	25
Collèges	3	5	2	3	8	1	7
Lycées	-	-	-	-	-	-	-
Lycées professionnels	- 1	1	-	1	-	-	-
Total des écoles et établissements	**- 85**	**147**	**110**	**37**	**62**	**30**	**32**

3 Nombres et proportions d'établissements en éducation prioritaire selon le type de commune à la rentrée 2003
(France métropolitaine + DOM, Public)

	Tous les établissements		Établissements en éducation prioritaire		Dont les établissements en ZEP	
	Nombres	%	Nombres	%	Nombres	%
Commune rurale	22 403	37,7	935	11,1	368	5,5
Commune ville isolée	4 955	8,3	682	8,1	425	6,4
Commune centre agglomération	15 746	26,5	3 759	44,5	3 256	48,9
Commune de banlieue	16 380	27,5	3 073	36,4	2 615	39,2
Total des établissements	59 484	100,0	8 449	100,0	6 664	100,0

PRÉSENTATION

Suite à un mouvement de grève administrative des directeurs d'école à la rentrée 2003, le constat des élèves du premier degré est très partiel. Les données publiées sur le sujet ne concernent donc que les effectifs d'élèves du second degré.
Le champ est donc réduit aux 1 273 établissements du second degré concernés à cette rentrée, dont plus de 86 % (1 099) sont des collèges.
En France métropolitaine et dans les DOM, à la rentrée 2003, l'éducation prioritaire concerne un peu plus de 667 100 élèves scolarisés dans des établissements du second degré. Un collégien sur cinq en bénéficie et environ un lycéen sur vingt.
En France métropolitaine, les académies présentent des situations contrastées. La part des collégiens qui relèvent de l'éducation prioritaire va de 8 % dans les académies de Limoges et de Rennes à 31 % dans celle de Lille et 35 % dans celle de Créteil. Le pourcentage élevé de la Corse (58,7 %) s'explique par la création de huit réseaux d'éducation prioritaire au niveau des collèges, à la rentrée 2001.
Dans les DOM, les effectifs d'élèves concernés demeurent plus nombreux qu'en France métropolitaine (19 points d'écart). Seule l'académie de Guyane n'a pas mis de REP en place.
Comme les années antérieures, en France métropolitaine et dans les DOM, six académies n'ont pas de lycéens en éducation prioritaire. Il s'agit de la Corse, Lille, Nantes, Paris, Poitiers et Rennes.

DÉFINITIONS

■ **L'éducation prioritaire (EP)** recouvre deux structures d'aide spécifiques : les réseaux d'éducation prioritaire (REP) et les zones d'éducation prioritaire (ZEP).

■ **La politique des zones d'éducation prioritaire (ZEP),** iinitiée en1981, a pour objet de *« renforcer l'action éducative dans les zones où les conditions sociales sont telles qu'elles constituent un facteur de risque, voire un obstacle, pour la réussite scolaire des enfants et adolescents qui y vivent et donc, à terme, pour leur intégration sociale »*. L'objectif premier de cette politique est *« d'obtenir une amélioration significative des résultats scolaires des élèves, notamment des plus défavorisés »* (circulaire n° 90-028 parue au BO n° 3 de février 1990). Cette lutte contre l'échec scolaire, englobant les écoles, les collèges et les lycées, doit reposer sur un « projet de zone » cohérent, mis en œuvre par une équipe pédagogique constituée à cet effet, et chargée d'impulser les actions et d'en assurer le suivi. Elle suppose la mise en place d'un conseil de zone, et la nomination d'un responsable de la zone, assisté d'un coordonnateur. À la rentrée 1999, la carte de l'éducation prioritaire a été redéfinie et une nouvelle structure ajoutée : le réseau **d'éducation prioritaire (REP)**. Les établissements qui y participent « *mutualisent leurs ressources pédagogiques et éducatives ainsi que leurs innovations au service de la réussite scolaire des élèves* » (circulaire n° 99-007, parue au BO n° 4 de janvier 1999).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers thémes dans les établissements publics du second degré.

Voir aussi

Notes d'Information, 85.44, 90.44, 91.36, 95.25, 98.15, 98.16.
Études sur les établissements en zones d'éducation prioritaire en 1988-1989, Document de travail, n° 380, juin 1989.
L'évaluation des zones d'éducation prioritaire : description, typologie, fonctionnement, résultats, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 14, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, septembre 1992.
L'éducation prioritaire, Éducation et Formations, n° 61, MEN-Direction de la programmation et du développement, octobre-décembre 2001.

Les zones et les réseaux d'éducation prioritaire (ZEP et REP)

1 Nombre et proportions d'élèves (1) en éducation prioritaire par académie à la rentrée 2003

(France métropolitaine + DOM)

	Élèves en éducation prioritaire (2)					Dont élèves en ZEP				
		dont écoles (1)		dont collèges			dont écoles (1)		dont collèges	
Académies	**Total (3)**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Total (3)**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Aix-Marseille	51 588	…		37 248	30,3	41 631	…		29 790	24,2
Amiens	24 219	…		21 611	24,2	22 407	…		20 391	22,9
Besançon	12 156	…		11 505	23,1	8 771	…		8 771	17,6
Bordeaux	21 375	…		17 657	14,8	14 688	…		10 970	9,2
Caen	6 533	…		6 174	10,5	5 716	…		5 716	9,8
Clermont-Ferrand	11 148	…		10 207	22,0	3 052	…		2 650	5,7
Corse	7 558	…		7 558	58,7	2 854	…		2 854	22,2
Créteil	75 371	…		67 928	35,0	68 734	…		62 905	32,4
Dijon	16 471	…		14 578	20,5	15 520	…		14 038	19,7
Grenoble	26 081	…		22 327	17,3	20 038	…		17 405	13,5
Lille	52 941	…		52 941	31,0	46 247	…		46 247	27,1
Limoges	2 540	…		2 239	8,0	2 540	…		2 239	8,0
Lyon	35 989	…		26 758	23,3	27 881	…		21 095	18,4
Montpellier	17 848	…		16 082	15,1	16 157	…		14 391	13,5
Nancy-Metz	18 152	…		15 896	14,9	14 131	…		14 131	13,3
Nantes	11 490	…		11 490	11,2	7 489	…		7 489	7,3
Nice	12 956	…		9 509	10,5	8 785	…		8 785	9,7
Orléans-Tours	18 124	…		16 852	15,4	14 998	…		13 726	12,5
Paris	15 258	…		15 258	26,1	11 876	…		11 876	20,3
Poitiers	5 735	…		5 735	8,5	5 321	…		5 321	7,9
Reims	16 872	…		14 065	23,6	14 151	…		13 586	22,8
Rennes	7 059	…		7 059	8,0	4 030	…		4 030	4,6
Rouen	33 123	…		26 737	30,6	27 691	…		22 540	25,8
Strasbourg	11 066	…		10 769	13,2	10 769	…		10 769	13,2
Toulouse	10 645	…		9 527	9,1	5 850	…		5 579	5,3
Versailles	87 976	…		58 539	23,6	74 765	…		45 783	18,4
France métropolitaine	**610 274**	**…**		**516 249**	**20,5**	**496 092**	**…**		**423 077**	**16,8**
Guadeloupe	10 274	…		9 329	31,5	5 109	…		4 164	14,1
Guyane	8 054	…		7 065	46,8	8 054	…		7 065	46,8
Martinique	9 337	…		8 234	30,1	6 539	…		5 436	19,9
La Réunion	29 214	…		27 252	45,5	15 477	…		13 515	22,5
DOM	**56 879**	**…**		**51 880**	**39,3**	**35 179**	**…**		**30 180**	**22,9**
France métropolitaine + DOM	**667 153**	**…**		**568 129**	**21,4**	**531 271**	**…**		**453 257**	**17,1**

(1) Seules les données pour le second degré sont disponibles.
(2) Établissements en ZEP et/ou en REP.
(3) Le total inclut les lycées et les lycées professionnels de l'éducation prioritaire.

Les élèves du premier degré

3

Réf.	Titre	Page
3.1	Le premier degré en 2003-2004	56
3.2	Le premier degré : évolution	58
3.3	Le premier degré par département et académie	60
3.4	Le préélémentaire en 2003-2004 ; évolution	62
3.5	L'élémentaire par âge ; évolution	64
3.6	L'enseignement des langues vivantes dans le cycle III du premier degré	66
3.7	Les effectifs de CLIS	68
3.8	Les élèves de nationalité étrangère dans le premier degré	70
3.9	L'évaluation diagnostique en début de CE2	72

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

Les établissements du premier degré en France métropolitaine ont accueilli un peu moins de 6 300 000 élèves à la rentrée 2003.
En France métropolitaine + DOM, les établissements ont accueilli un peu plus de 6 550 000 élèves à la rentrée 2003 (soit + 0,4 % par rapport à la rentrée 2002).
Les filles restent légèrement minoritaires, dans les classes élémentaires des secteurs public et privé (respectivement 48,8 et 48,5 %) ainsi que dans les classes préélémentaires publiques (48,8 %). Dans les classes préélémentaires du secteur privé, leur nombre a tendance à augmenter légèrement (49,2 % du nombre d'élèves).

DÉFINITIONS

■ **Classes d'initiation.** Ces classes ont été créées pour recevoir des élèves de nationalité étrangère non francophones.

■ **Classes d'adaptation.** Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

■ **Classes d'intégration scolaire (CLIS).** Ces classes accueillent des élèves présentant un handicap physique, sensoriel, ou mental, mais qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.

■ **Cycles.** Le décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 définit les nouvelles modalités d'organisation et de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires. La scolarité est organisée en trois cycles pédagogiques : le cycle I des apprentissages premiers, le cycle II des apprentissages fondamentaux, et le cycle III des approfondissements (voir en 1.1). Les classes d'initiation ne sont pas enquêtées à ce sujet.

Avertissement : les données par classe ne sont pas disponibles pour l'année scolaire 2003-2004. Le tableau **1** propose des données par niveau, sexe et âge. il s'agit d'estimations.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête dans les écoles préélémentaires, élémentaires et spéciales, 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

1 Répartition des élèves du premier degré par niveau, sexe et âge en 2003-2004 (estimations) (France métropolitaine)

PUBLIC	Préélémentaire		Élémentaire		AIS (1)		
Âge	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total Public
2 ans	92 912	91 293	-	-	12	10	184 227
3 ans	349 404	332 602	-	-	33	44	682 083
4 ans	338 974	323 373	1	7	73	59	662 487
5 ans	329 986	312 809	2 526	4 175	126	81	649 703
6 ans	5 831	2 917	299 530	288 460	1 810	1 153	599 701
7 ans	257	225	314 528	301 757	2 364	1 619	620 750
8 ans	-	-	316 090	304 235	3 833	2 521	626 679
9 ans	-	-	313 978	302 119	5 542	3 716	625 355
10 ans	-	-	304 357	294 055	6 195	4 110	608 717
11 ans	-	-	73 281	54 184	6 293	4 063	137 821
12 ans	-	-	4 416	3 191	727	482	8 816
13 ans	-	-	189	138	349	261	937
France métro.	**1 117 364**	**1 063 219**	**1 628 896**	**1 552 321**	**27 357**	**18 119**	**5 407 276**
France métro. + DOM	**1 164 651**	**1 108 704**	**1 706 776**	**1 626 966**	**29 591**	**19 504**	**5 656 192**

PRIVÉ	Prélémentaire		Élémentaire		AIS (1)			Total
Âge	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total Privé	Public + Privé
2 ans	20 384	20 386	-	-	1	-	40 771	224 998
3 ans	47 028	45 648	-	-	10	9	92 695	774 778
4 ans	46 604	44 828	5	12	15	10	91 474	753 961
5 ans	46 966	44 806	1 155	1 605	15	18	94 565	744 268
6 ans	917	521	52 481	50 145	137	85	104 286	703 987
7 ans	46	51	54 611	51 705	248	191	106 852	727 602
8 ans	-	-	55 326	52 537	345	246	108 454	735 133
9 ans	-	-	55 698	52 578	466	276	109 018	734 373
10 ans	-	-	54 950	51 866	476	318	107 610	716 327
11 ans	-	-	10 263	6 684	440	298	17 685	155 506
12 ans	-	-	556	324	92	54	1 026	9 842
13 ans	-	-	50	22	112	69	253	1 190
France métro.	**161 945**	**156 240**	**285 095**	**267 478**	**2 357**	**1 574**	**874 689**	**6 281 965**
France métro. + DOM	**165 412**	**159 924**	**291 745**	**274 493**	**2 526**	**1 682**	**895 782**	**6 551 974**

(1) L'AIS (adaptation et intégration scolaires) regroupe les classes d'initiation, les classes d'adaptation, ainsi que les classes d'intégration scolaire.

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

Les établissements du premier degré publics et privés (en France métropolitaine et DOM) scolarisent 6 552 000 élèves en 2003-2004 contre 6 529 200 élèves en 2002-2003. Cette année, on constate une légère augmentation (+ 0,3 %), contrairement aux années précédentes.
Les évolutions sont variables suivant les niveaux. L'enseignement préélémentaire a vu ses effectifs presque doubler entre 1960-1961 et 1985-1986, en raison de la progression de la scolarisation des enfants de trois ans et, dans une moindre mesure, des enfants de deux ans. À partir de cette date, l'évolution démographique influence fortement le niveau des effectifs du préélémentaire, à la baisse depuis 1992-1993. Cependant, on constate que la légère augmentation des effectifs du préélémentaire, amorcée dans le secteur privé en 1998-1999, se poursuit et touche également le secteur public depuis 1999-2000. En 2003-2004, cette augmentation est de 2,4 % pour le secteur privé et de 1,1 % pour le secteur public.
L'enseignement élémentaire a perdu 16,6 % de ses effectifs entre 1960-1961 et 1985-1986, période où il enregistrait les effets de la baisse démographique ainsi que de la réduction des retards scolaires. Par la suite, la diminution des effectifs s'est poursuivie à un rythme moins élevé, dans le secteur public comme dans le secteur privé. En 2003-2004, les classes élémentaires du CP au CM2 voient leurs effectifs baisser plus faiblement dans le secteur public (-0,4 %) que dans le secteur privé (- 0,8%).
Les effectifs de l'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires, qui s'étaient stabilisés en 1998-1999, accusent une forte baisse (- 4 %) en 1999-2000.

DÉFINITIONS

■ **Le préélémentaire**. Les enfants sont accueillis dans les écoles maternelles, ou dans des écoles élémentaires comportant une classe ou une section maternelle « enfantine »au sein d'une classe à plusieurs niveaux, ou dans des écoles « spéciales ».

■ **Classes d'initiation.** Ces classes ont été créées pour recevoir des élèves de nationalité étrangère non francophones.

■ **Classes d'adaptation.** Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

■ **Classes d'intégration scolaire (CLIS).** Ces classes accueillent des élèves présentant un handicap physique, sensoriel, ou mental, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.

■ **Enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (AIS).** Il regroupe les effectifs scolarisés dans les classes d'initiation, d'adaptation et d'intégration scolaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales, secteur privé – 2002-2003 », *Tableaux statistiques,* à paraître.
Tableaux statistiques, n° 5510, 5530, 5766, 5774, 5859, 5918, 5970, 6073, 6074, 6164, 6165, 6234, 6236, 6325, 6326, 6423, 6523, 6524, 6584, 6586, 6623, 6625.
1960-1961, *Tableaux de l'Éducation nationale,* édition 1969.

Voir aussi

Note d'Information, 96.06.

Le premier degré : évolution

1 Évolution des effectifs du premier degré

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM à partir de 1990-1991)

(milliers)

	1980-1981	1990-1991	1994-1995	1997-1998	1998-1999	1999-2000 (1)	2000-2001 (2)	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Préélémentaire :										
Public	2 137,2	2 322,9	2 307,2	2 192,4	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2	2 248,4	2 273,4
Privé	319,2	321,3	320,6	307,4	308,3	312,7	315,1	316,2	317,6	325,3
Total	**2 456,4**	**2 644,2**	**2 627,8**	**2 499,8**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**	**2 566,0**	**2 598,7**
Part du Public (%)	87,0	87,8	87,8	87,7	87,6	87,6	87,6	87,6	87,6	87,5
CP-CM2 :										
Public	4 128,7	3 599,1	3 511,5	3 498,1	3 470,5	3 424,5	3 384,8	3 360,3	3 347,4	3 333,7
Privé	681,3	618,9	594,7	588,1	583,8	574,3	568,2	563,8	561,5	566,2
Total	**4 810,0**	**4 218,0**	**4 106,2**	**4 086,2**	**4 054,3**	**3 998,8**	**3 953,0**	**3 924,1**	**3 908,9**	**3 900,0**
Part du Public (%)	85,8	85,3	85,5	85,6	85,6	85,6	85,6	85,6	85,6	85,5
Initiation, adaptation :										
Public	28,5	20,5	15,1	11,8	11,1	9,8				
Privé	2,1	1,6	2,1	2,2	2,1	2,1				
Total	**30,6**	**22,1**	**17,2**	**14,0**	**13,2**	**11,9**				
Part du Public (%)	93,1	92,8	87,8	84,3	84,1	82,4				
Élémentaire :										
Public	4 157,2	3 619,6	3 526,6	3 509,9	3 481,6	3 434,3				
Privé	683,4	620,5	596,8	590,3	585,9	576,4				
Total	**4 840,6**	**4 240,1**	**4 123,4**	**4 100,2**	**4 067,5**	**4 010,7**				
Part du Public (%)	85,9	85,4	85,5	85,6	85,6	85,6				
CLIS :										
Public	93,8	65,1	48,4	47,3	47,5	45,4				
Privé	5,5	4,0	2,8	2,6	2,6	2,7				
Total	**95,5**	**69,1**	**51,2**	**49,9**	**50,1**	**48,1**				
Part du Public (%)	98,2	94,2	94,5	94,8	94,8	94,4				
Total premier degré :										
sans CLIS :										
Public	6 294,4	5 942,5	5 833,8	5 702,3	5 662,4	5 634,6				
Privé	1 002,6	941,8	917,4	897,7	894,2	889,1				
Total	**7 297,0**	**6 884,3**	**6 751,2**	**6 600,0**	**6 556,6**	**6 523,7**				
Part du Public (%)	86,0	86,3	86,4	86,4	86,4	86,4				
avec CLIS :										
Public	6 388,2	6 007,6	5 882,2	5 749,6	5 709,9	5 680,0	5 663,9	5 650,4	5 645,6	5 656,2
Privé	1 008,1	945,8	920,2	900,3	896,8	891,8	888,1	884,6	883,6	895,8
Total	**7 396,3**	**6 953,4**	**6 802,4**	**6 649,9**	**6 606,7**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**	**6 529,2**	**6 552,0**
Part du Public (%)	**86,4**	**86,4**	**86,5**	**86,5**	**86,4**	**86,4**	**86,4**	**86,5**	**86,5**	**86,3**

(1) Estimations réalisées pour les départements manquants du secteur public et du secteur privé à partir de 1999-2000.
(2) À partir de 2000-2001, les effectifs des CLIS ne peuvent être dissociés des effectifs des classes d'initiation et d'adaptation.

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

Le premier degré est, dans chaque département, placé sous la responsabilité d'un inspecteur d'académie, qui organise le recrutement et la gestion administrative et pédagogique des personnels enseignants de ce niveau.
Le département est divisé en circonscriptions, chacune étant placée sous la responsabilité d'un inspecteur de l'Éducation nationale (IEN). La circonscription comprend un certain nombre de secteurs scolaires.

DÉFINITIONS

■ **Population scolaire du premier degré.** . Elle se compose des élèves du préélémentaire, de l'élémentaire et de l'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires. L'enseignement préélémentaire est donné dans les écoles maternelles ou les sections enfantines des écoles élémentaires ; l'enseignement élémentaire en très grande partie dans les écoles élémentaires. L'enseignement dispensé par les écoles ou les établissements « spéciaux » est inclus ici.

■ **Écoles privées.** Elles sont soit sous contrat simple, dans ce cas, seul le personnel enseignant est payé par l'État ; soit sous contrat d'association, l'État prenant alors également en charge les dépenses de fonctionnement de l'externat ; soit hors contrat. Sont comptabilisés ici les effectifs de tout l'enseignement privé du premier degré.

■ **IEN.** Inspecteurs de l'Éducation nationale. Ce corps intègre depuis 1990 les inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale (IDEN), les inspecteurs de l'enseignement technique (IET) et les inspecteurs de l'information et de l'orientation (IIO).

Avertissement : en raison des grèves, nous ne disposons pas des effectifs d'élèves du secteur public pour de nombreux départements, et de ceux du secteur privé pour quelques départements.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales ; répartition des élèves et des classes par niveau. Public, Privé. 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Le premier degré par département et académie

1 Effectifs d'élèves du premier degré par département, TOM et académie en 2003-2004

Départements et académies	Public	Privé	Pu + Pr	% Public
Alpes-de-Haute-Provence	13 974	858	14 832	94,2
Hautes-Alpes	11 853	990	12 843	92,3
Bouches-du-Rhône	180 590	21 244	201 834	89,5
Vaucluse	50 184	6 043	56 227	89,3
Aix-Marseille	**256 601**	**29 135**	**285 736**	**89,8**
Aisne	54 729	4 561	59 290	92,3
Oise (1)	83 270	5 575	88 845	93,7
Somme	49 603	8 563	58 166	85,3
Amiens	**187 602**	**18 699**	**206 301**	**90,9**
Doubs (1)	48 717	4 175	52 892	92,1
Jura (1)	23 931	2 683	26 614	89,9
Haute-Saône	22 749	1 152	23 901	95,2
Territoire de Belfort	13 078	1 229	14 307	91,4
Besançon	**108 475**	**9 239**	**117 714**	**92,2**
Dordogne	31 462	1 916	33 378	94,3
Gironde	120 782	12 054	132 836	90,9
Landes	29 800	2 684	32 484	91,7
Lot-et-Garonne	25 678	3 086	28 764	89,3
Pyrénées-Atlantiques	46 613	11 855	58 468	79,7
Bordeaux	**254 335**	**31 595**	**285 930**	**89,0**
Calvados	59 726	10 138	69 864	85,5
Manche	40 643	9 644	50 287	80,8
Orne	23 334	6 236	29 570	78,9
Caen	**123 703**	**26 018**	**149 721**	**82,6**
Allier	27 339	2 656	29 995	91,1
Cantal	10 013	1 905	11 918	84,0
Haute-Loire	14 642	7 948	22 590	64,8
Puy-de-Dôme	48 499	7 271	55 770	87,0
Clermont-Ferrand	**100 493**	**19 780**	**120 273**	**83,6**
Corse-du-Sud	11 035	747	11 782	93,7
Haute-Corse	12 308	412	12 720	96,8
Corse	**23 343**	**1 159**	**24 502**	**95,3**
Seine-et-Marne	140 795	7 518	148 313	94,9
Seine-Saint-Denis	162 863	8 941	171 804	94,8
Val-de-Marne	126 947	10 805	137 752	92,2
Créteil	**430 605**	**27 264**	**457 869**	**94,0**
Côte-d'Or (1)	45 744	4 249	49 993	91,5
Nièvre	18 444	1 243	19 687	93,7
Saône-et-Loire	47 129	4 113	51 242	92,0
Yonne	31 015	2 479	33 494	92,6
Dijon	**142 332**	**12 084**	**154 416**	**92,2**
Ardèche	21 851	8 781	30 632	71,3
Drôme	42 464	6 789	49 253	86,2
Isère	111 647	11 646	123 293	90,6
Savoie	36 197	3 845	40 042	90,4
Haute-Savoie	64 615	10 212	74 827	86,4
Grenoble	**276 774**	**41 273**	**318 047**	**87,0**
Nord	240 186	67 197	307 383	78,1
Pas-de-Calais	145 769	22 012	167 781	86,9
Lille	**385 955**	**89 209**	**475 164**	**81,2**
Corrèze	18 118	1 377	19 495	92,9
Creuse	9 535	121	9 656	98,7
Haute-Vienne	27 892	1 836	29 728	93,8
Limoges	**55 545**	**3 334**	**58 879**	**94,3**
Ain	56 986	6 825	63 811	89,3
Loire	59 426	17 658	77 084	77,1
Rhône	148 473	32 084	180 557	82,2
Lyon	**264 885**	**56 567**	**321 452**	**82,4**
Aude	29 243	2 149	31 392	93,2
Gard (2)	59 934	8 883	68 817	87,1
Hérault	88 182	11 935	100 117	88,1
Lozère	4 501	2 419	6 920	65,0
Pyrénées-Orientales	36 738	3 668	40 406	90,9
Montpellier	**218 598**	**29 054**	**247 652**	**88,3**
Meurthe-et-Moselle (1)	66 754	4 584	71 338	93,6
Meuse	18 724	1 402	20 126	93,0
Moselle (1)	96 562	4 358	100 920	95,7
Vosges	35 974	3 046	39 020	92,2
Nancy-Metz	**218 014**	**13 390**	**231 404**	**94,2**
Loire-Atlantique (2)	84 801	45 926	130 727	64,9
Maine-et-Loire (2)	52 548	32 599	85 147	61,7
Mayenne (2)	22 226	11 471	33 697	66,0
Sarthe (2)	49 146	9 195	58 341	84,2
Vendée	28 556	30 756	59 312	48,1
Nantes (2)	**238 094**	**130 786**	**368 880**	**64,5**
Alpes-Maritimes	90 926	9 773	100 699	90,3
Var	89 063	5 745	94 808	93,9
Nice	**179 989**	**15 518**	**195 507**	**92,1**
Cher	27 493	1 899	29 392	93,5
Eure-et-Loir	40 180	4 400	44 580	90,1
Indre	18 980	1 371	20 351	93,3
Indre-et-Loire	48 861	6 109	54 970	88,9
Loir-et-Cher	28 244	3 562	31 806	88,8
Loiret	59 748	6 036	65 784	90,8
Orléans-Tours	**223 506**	**23 377**	**246 883**	**90,5**
Paris (1)	134 405	38 907	173 312	77,6
Paris (1)	**134 405**	**38 907**	**173 312**	**77,6**
Charente	28 862	2 942	31 804	90,7
Charente-Maritime	50 043	3 739	53 782	93,0
Deux-Sèvres	28 140	7 141	35 281	79,8
Vienne	33 356	4 668	38 024	87,7
Poitiers	**140 401**	**18 490**	**158 891**	**88,4**
Ardennes	29 488	2 256	31 744	92,9
Aube	27 596	2 663	30 259	91,2
Marne	51 336	6 477	57 813	88,8
Haute-Marne	18 204	957	19 161	95,0
Reims	**126 624**	**12 353**	**138 977**	**91,1**
Côtes-d'Armor	38 768	18 152	56 920	68,1
Finistère	57 020	32 990	90 010	63,3
Ille-et-Vilaine (1)	61 933	38 438	100 371	61,7
Morbihan	36 421	34 910	71 331	51,1
Rennes	**194 142**	**124 490**	**318 632**	**60,9**
Eure	57 095	4 719	61 814	92,4
Seine-Maritime	118 151	11 944	130 095	90,8
Rouen	**175 246**	**16 663**	**191 909**	**91,3**
Bas-Rhin	103 878	4 974	108 852	95,4
Haut-Rhin	70 578	4 739	75 317	93,7
Strasbourg	**174 456**	**9 713**	**184 169**	**94,7**
Ariège	11 969	1 116	13 085	91,5
Aveyron (2)	17 922	6 450	24 372	73,5
Haute-Garonne	103 063	9 944	113 007	91,2
Gers	13 742	1 940	15 682	87,6
Lot	13 098	1 416	14 514	90,2
Hautes-Pyrénées	17 017	2 669	19 686	86,4
Tarn	27 624	5 850	33 474	82,5
Tarn-et-Garonne	19 855	2 827	22 682	87,5
Toulouse	**224 290**	**32 212**	**256 502**	**87,4**
Yvelines	148 029	13 679	161 708	91,5
Essonne	129 626	7 063	136 689	94,8
Hauts-de-Seine	141 670	16 603	158 273	89,5
Val-d'Oise	129 538	7 035	136 573	94,8
Versailles	**548 863**	**44 380**	**593 243**	**92,5**
France métropolitaine	**5 407 276**	**874 689**	**6 281 965**	**86,1**
Guadeloupe	55 839	6 458	62 297	89,6
Guyane	33 203	2 502	35 705	93,0
Martinique	47 070	3 109	50 179	93,8
La Réunion	112 804	9 024	121 828	92,6
Total DOM	**248 916**	**21 093**	**270 009**	**92,2**
France métro. + DOM	**5 656 192**	**895 782**	**6 551 974**	**86,3**
TOM :				
Mayotte	40 341	-	40 341	100,0
Nouvelle-Calédonie	27 091	9 970	37 061	73,1
Polynésie française	33 035	6 870	39 905	82,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	368	395	763	48,2
Wallis-et-Futuna	-	2 773	2 773	0,0

(1) Ces effectifs résultent d'un constat détaillé (pour le secteur public).
(2) Ces effectifs sont des estimations réalisées par les inspections académiques.

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 2 498 768 enfants sont scolarisés dans l'enseignement préélémentaire, en France métropolitaine. Les effectifs de l'enseignement préélémentaire sont fortement en hausse dans le secteur public (+ 1,2 %) et encore plus dans le secteur privé (+ 2,5 %). On constate une forte baisse des élèves de 2 ans dans le secteur public (- 10,3 %) et une augmentation des élèves de 3 ans dans le secteur public comme dans le secteur privé (respectivement + 4,4 % et + 5 %) **2**.

En France métropolitaine, 83 % des enfants de 2 à 5 ans sont scolarisés **2** **3**.

DÉFINITIONS

■ **Âge.** L'âge est le nombre d'années révolues au 1er janvier 2004 pour l'année scolaire 2003-2004. Ainsi les enfants âgés de 2 ans en 2003-2004 sont nés en 2001.

■ **Préélémentaire.** Les enfants sont accueillis soit dans les écoles maternelles, soit dans des écoles élémentaires comportant une classe maternelle ou une section maternelle au sein d'une classe à plusieurs niveaux, soit dans des écoles spéciales.

■ **Population scolarisable.** Les effectifs en sont publiés chaque année par l'INSEE dans les *Bulletins mensuels de statistiques* (BMS) de janvier. La population scolarisable est évaluée au 1er janvier de chaque année en fonction des données de l'état civil et des évolutions constatées entre les deux derniers recensements.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales, Privé, 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Autres années : *Tableaux statistiques*, n° 5510, 5530, 5588, 5596, 5680, 5681, 5766, 5774, 5859, 5918, 5968, 5970, 6073, 6074, 6164, 6165, 6325, 6326, 6423, 6523, 6524, 6584, 6586, 6623, 6625.

Le préélémentaire en 2003-2004 ; évolution

1 Répartition des effectifs du préélémentaire par sexe et par type d'école en 1999-2000 (1)

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	France métro.	France métropolitaine + DOM Garçons	Filles	Total
Écoles maternelles :				
Public	1 743 699	927 539	884 387	1 811 926
Privé	24 249	12 696	12 209	24 905
Écoles élémentaires et spéciales :				
Public	367 470	199 658	188 693	388 351
Privé	281 306	146 819	140 942	287 761
Total préélémentaire :				
Public	**2 111 169**	**1 127 197**	**1 073 080**	**2 200 277**
Privé	**305 555**	**159 515**	**153 151**	**312 666**

(1) Données non disponibles pour 2000-2001 à 2003-2004.

2 Répartition des effectifs du préélémentaire par âge en 2003-2004 (estimations)

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	France métro.			France métro. + DOM		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
2 ans	184 205	40 770	224 975	189 270	41 090	230 360
%	8,4	12,8	9,0	8,3	12,6	8,9
3 ans	682 006	92 676	774 682	711 140	94 888	806 028
%	31,3	29,1	31,0	31,4	29,2	31,0
4 ans	662 347	91 432	753 779	691 688	93 761	785 449
%	30,4	28,7	30,2	30,4	28,8	30,2
5 ans	642 795	91 772	734 567	671 356	94 040	765 396
%	29,5	28,8	29,4	29,5	28,9	29,5
6 ans et plus	9 230	1 535	10 765	9 901	1 557	11 458
%	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4
Total	**2 180 583**	**318 185**	**2 498 768**	**2 273 355**	**325 336**	**2 598 691**
%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

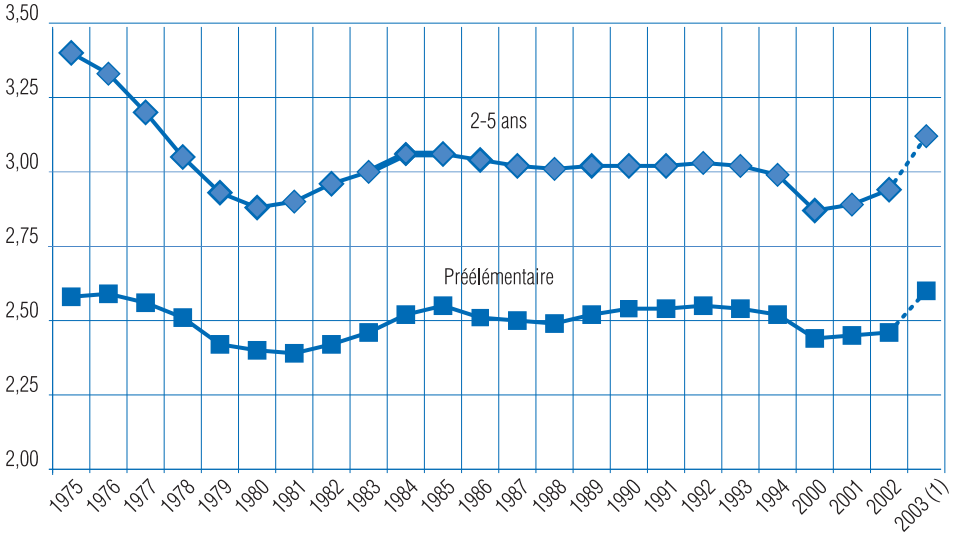
3 Évolution des pourcentages d'enfants scolarisés par âge (1) (2) (France métropolitaine, Public + Privé)

	1960-1961	1970-1971	1975-1976	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991 (3)	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
2 ans (4)	9,9	17,9	26,6	35,7	31,9	35,3	35,2	34,5	34,9	35,4	35,5	35,0	35,4	35,2	35,3	34,7	32,0	28,8
3 ans	36,0	61,1	80,4	89,9	93,3	97,2	98,2	99,1	99,4	99,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
4 ans	62,6	87,3	97,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
5 ans	91,4	100,0	100,0	100,0	99,7	99,5	99,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble																		
2-5 ans	**50,0**	**65,4**	**75,9**	**82,1**	**82,6**	**83,4**	**83,6**	**84,0**	**84,2**	**84,5**	**84,8**	**84,4**	**84,3**	**84,4**	**84,9**	**84,7**	**83,5**	**82,9**

(1) Y compris les effectifs des écoles spéciales à partir de 1985-1986.
(2) Les données du secteur public n'étant pas disponibles pour les années 1995-1996 et 1996-1997, les pourcentages ne peuvent être calculés.
(3) Les pourcentages d'enfants scolarisés ont été recalculés à partir de 1990, suite aux résultats du nouveau recensement de la population.
(4) Si l'on ne compte que les enfants ayant 2 ans révolus à la rentrée scolaire, 53 % des enfants nés entre le 1er janvier et le 31 août 1992 sont scolarisés en 1994.

4 Évolution de la population scolarisable et de la population scolarisée (1)

(France métropolitaine, Public + Privé) (millions d'élèves)



(1) Données pour France métropolitaine et DOM à partir de 2003.

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

En 1999-2000, en France métropolitaine + DOM, dans l'enseignement public, 7,7 % des élèves de CP et 20,3 % de ceux de CM2 avaient un an ou plus de retard contre, respectivement, 5,8 % et 16,2 % dans l'enseignement privé. Les élèves en avance représentaient 1,1 % des élèves de CP et 2,3 % de ceux de CM2 dans l'enseignement public (contre, respectivement, 2,6 % et 3,9 % dans l'enseignement privé) 1.

Les filles avaient moins souvent de retard que les garçons, dans l'enseignement public comme dans l'enseignement privé, et l'écart a augmenté avec le niveau : dans le secteur public, l'écart entre filles en retard et garçons en retard était de 2,6 points en CP et de 5,4 en CM2 ; dans le secteur privé, de 2,5 points en CP et de 6,6 points en CM2 1.

La répartition par âge était différente suivant le secteur ; en CP, les élèves étaient plus nombreux à être « en retard » dans le secteur public (7,7 %) que dans le secteur privé (5,8 %). Cet écart est passé à 3,9 points en CE1, à 4,3 points en CE2, 4,2 points en CM1 et 4,1 points en CM2 1 3.

Du fait de la diminution des proportions d'élèves en avance et en retard, les pourcentages d'élèves ayant respectivement 6 ans au CP et 10 ans au CM2 (âges théoriques normaux pour ces classes) ont fortement augmenté en trente ans. En 1999-2000, ils étaient de 91,3 % pour le CP et 77,8 % pour le CM2 2 3.

La structure par âge en CM2 a une influence directe sur la répartition par âge en sixième.

La proportion d'élèves scolarisés dans l'enseignement privé est passée de 13,5 % en CP à 15,3 % en CM2.

DÉFINITIONS

■ **Âge.** L'âge est le nombre d'années révolues au 1er janvier inclus dans l'année scolaire. Ainsi en 1999-2000, les enfants de 11 ans étaient nés en 1988.

■ **CP.** Cours préparatoire.

■ **CE1, CE2.** Cours élémentaire 1re année, cours élémentaire 2e année.

■ **CM1, CM2.** Cours moyen 1re année, cours moyen 2e année.

Avertissement :
– données non disponibles pour les années scolaires 2000-2001 à 2003-2004 ;
– des estimations ont été faites pour les établissements publics manquants des départements suivants : Loire, Seine-et-Marne ; des estimations ont été faites pour les établissements privés manquants des départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Pyrénées-Atlantiques, Sarthe.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6709.
« Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. 1999-2000 », *Tableaux statistiques.*

L'élémentaire par âge : évolution

1 Répartition des élèves du CP au CM2 par âge en 1999-2000 (France métropolitaine + DOM)

	Public				Privé			
	Garçons	Filles	Total	Total en %	Garçons	Filles	Total	Total en %
CP :								
5 ans et moins	2 749	4 616	7 365	1,1	1 150	1 649	2 799	2,6
6 ans	**315 605**	**302 798**	**618 403**	**91,3**	**49 523**	**47 388**	**96 911**	**91,5**
7 ans	29 202	19 522	48 724	7,2	3 590	2 160	5 750	5,4
8 ans et plus	1 875	1 308	3 183	0,5	231	166	397	0,4
Total	**349 431**	**328 244**	**677 675**	**100,0**	**54 494**	**51 363**	**105 857**	**100,0**
CE 1 :								
6 ans et moins	3 940	5 652	9 592	1,4	1 286	1 900	3 186	2,8
7 ans	**303 113**	**296 600**	**599 713**	**84,5**	**50 041**	**48 063**	**98 104**	**87,0**
8 ans	54 660	39 494	94 154	13,3	6 674	4 187	10 861	9,6
9 ans et plus	3 657	2 509	6 166	0,9	392	254	646	0,6
Total	**365 370**	**344 255**	**709 625**	**100,0**	**58 393**	**54 404**	**112 797**	**100,0**
CE 2 :								
7 ans et moins	5 230	6 939	12 169	1,8	1 575	2 148	3 723	3,2
8 ans	**277 544**	**287 957**	**565 501**	**82,8**	**49 166**	**47 811**	**96 977**	**84,4**
9 ans	60 849	44 384	105 233	15,4	8 022	5 252	13 274	11,5
10 ans et plus	5 239	3 656	8 895	1,3	594	359	953	0,8
Total	**348 862**	**333 936**	**682 798**	**100,0**	**59 357**	**55 570**	**114 927**	**100,0**
CM 1 :								
8 ans et moins	6 004	8 081	14 085	2,1	1 922	2 598	4 520	3,8
9 ans	**267 715**	**270 962**	**538 677**	**79,8**	**49 122**	**48 052**	**97 174**	**82,1**
10 ans	64 500	47 598	112 098	16,6	9 342	5 962	15 304	12,9
11 ans et plus	6 159	4 326	10 485	1,6	846	459	1 305	1,1
Total	**344 378**	**330 967**	**675 345**	**100,0**	**61 232**	**57 071**	**118 303**	**100,0**
CM 2 :								
9 ans et moins	6 873	8 709	15 582	2,3	2 091	2 635	4 726	3,9
10 ans	**259 159**	**266 253**	**525 412**	**77,4**	**48 832**	**48 985**	**97 817**	**79,9**
11 ans	74 627	55 230	129 857	19,1	11 478	7 178	18 656	15,2
12 ans et plus	4 873	3 387	8 260	1,2	802	429	1 231	1,0
Total	**345 502**	**333 579**	**679 081**	**100,0**	**63 203**	**59 227**	**122 430**	**100,0**

2 Évolution de la répartition des élèves de CP et de CM2 par âge (1)

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, Public + Privé) (%, milliers)

	France métropolitaine													
	1960-1961	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1997-1998	1998-1999	1999-2000	1999 2000(2)
Cours préparatoire :														
5 ans et moins	20,1	5,4	2,1	2,1	1,8	1,8	1,6	1,5	1,6	1,5	1,2	1,2	1,3	1,3
6 ans	57,8	73,9	82,2	85,8	87,4	88,3	89,8	91,4	91	91,1	91,4	91,5	91,6	91,3
7 ans	15,6	16	13,4	10,6	9,6	8,8	7,8	6,5	6,9	6,9	7,0	7,0	6,7	7,0
8 ans	4,1	3,2	1,8	1,2	0,9	0,9	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
9 ans et plus	2,4	1,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Total %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total milliers	**1 179,3**	**1 089,3**	**930,1**	**845,1**	**816,1**	**819,2**	**819,9**	**819,2**	**813,9**	**816,9**	**798,1**	**780,1**	**748,2**	**783,5**
Cours moyen 2e année :														
9 ans et moins	8,9	6,9	3,4	2,8	3	2,8	2,6	2,6	2,9	3,1	2,7	2,6	2,5	2,5
10 ans	39,1	47,7	59,3	60,7	69,3	71,8	72,7	74	74,5	76,3	77,3	77,8	78,0	78,0
11 ans	34	33,9	24,8	24,4	20,9	20	20,1	19,7	19,7	18,3	18,6	18,4	18,3	18,3
12 ans	14,1	8,7	9,7	9,7	6	4,8	4,2	3,4	2,7	2,1	1,3	1,1	1,1	1,1
13 ans et plus	3,9	2,8	2,8	2,4	0,8	0,6	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total milliers	**913,7**	**917,5**	**910,6**	**821,0**	**775,0**	**803,7**	**820,7**	**815,1**	**772,0**	**765,2**	**773,6**	**771,7**	**768,5**	**768,5**

(1) Les données du secteur public n'étant pas disponibles pour les années 1995-1996 et 1996-1997, la répartition par âge ne peut être calculée.
(2) France métropolitaine + DOM.

3 Évolution de la proportion (%) d'élèves en retard selon le niveau (France métropolitaine, Public + Privé)

	France métropolitaine									France métro. +
	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995 à1997 (1)	1997-1998	1998-1999	1999-2000	DOM (1999-2000)
CP	9,9	8,5	7,1	7,4	7,4	...	7,4	7,4	7,2	7,4
CE 1	16	14,1	13,4	12,9	13,4	...	13,2	13,3	13,3	13,6
CE 2	19,4	18,7	16,4	15,9	15,6	...	15,9	15,7	15,8	16,0
CM 1	23,1	21,5	20,4	18,1	17,8	...	17,4	17,5	17,2	17,5
CM 2	25,4	24,7	23,4	22,7	20,6	...	20,0	19,7	19,5	19,7

(1) Les données du secteur public n'étant pas disponibles pour les années 1995-1996 et 1996-1997, la proportion ne peut être calculée.

PRÉSENTATION

L'année scolaire 2003-2004 constitue une nouvelle étape de la généralisation progressive de l'enseignement des langues vivantes à l'école primaire, qui a été engagée depuis 1998. À la rentrée 2003, 89,6 % des classes du secteur public accueillant des élèves de cycle III (CE2, CM1 et CM2) bénéficient d'un enseignement de langues vivantes, dont 99,3 % des classes de cours moyen (contre 95,8 % en 2002-2003) et 70,6 % pour les CE2. S'agissant de l'enseignement privé sous contrat, ces pourcentages s'établissent à 89,8 % pour le cycle III (90,7 % pour les cours moyens et 73,8 % pour les CE2). L'effort s'est à nouveau essentiellement porté sur les classes de CE2 puisque leur taux de couverture était encore l'an dernier de 55,7 % dans le secteur public et de 59,9 % dans le secteur privé sous contrat. Ce développement s'accompagne d'un meilleur respect de l'horaire hebdomadaire prévu.

L'anglais est la langue la plus étudiée en cycle III, puisque 79,6 % des classes du secteur public bénéficient de l'enseignement de cette langue. Cette proportion dépasse 90 % dans soixante-deux départements et se situe au-dessous de 60 % dans six autres. Si l'allemand s'affaiblit de nouveau, l'espagnol connaît une nouvelle augmentation. La répartition des langues vivantes autres que l'anglais est généralement liée à la situation géographique de l'académie (l'allemand à Strasbourg et Nancy-Metz, l'espagnol à Toulouse, Bordeaux, Montpellier et en Martinique, l'italien en Corse, à Nice et à Grenoble, le portugais en Guyane) et à la zone d'influence d'une langue vivante régionale, l'étude de cette dernière étant souvent proposée en concomitance avec une langue vivante étrangère. Il convient enfin de noter que la part de l'anglais dans l'enseignement privé sous contrat s'établit à 89,1 %, supérieure de plus de dix points à celle enregistrée dans le secteur public.

DÉFINITIONS

■ **Champ de l'enquête.** Les données recueillies auprès des inspections académiques en 2003-2004, comme lors des trois années précédentes, ne concernent que l'enseignement des langues vivantes dans les classes de cycle III, tel qu'il est régi par les programmes de l'école primaire du 25 janvier 2002 qui donnent aux langues vivantes le statut de discipline à part entière avec un horaire et un programme précis. Tous les dispositifs préexistants (initiation, sensibilisation) sont exclus de cette enquête qui porte sur l'enseignement d'une langue vivante dispensé à raison d'une heure trente minutes minimum par semaine par des personnels dont les compétences linguistiques et pédagogiques ont été reconnues.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Direction de l'enseignement scolaire (DESCO A1) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

1 Pourcentages par académie de classes accueillant des élèves de cycle III et bénéficiant d'un enseignement de langues vivantes en 2003-2004

	Public			Privé sous contrat		
Académies	Cours moyen	CE2	Total cycle III	Cours moyen	CE2	Total cycle III
Aix-Marseille	97,9	66,0	88,0	75,4	43,5	65,2
Amiens	98,9	66,6	89,3	97,4	92	95,7
Besançon	99,9	80,4	93,9	92,5	87,2	91,1
Bordeaux	100,0	53,3	85,7	100,0	86,3	98,0
Caen	100,0	74,1	91,2	99,0	92,6	96,9
Clermont-Ferrand	100,0	74,7	92,0	80,4	74,5	78,7
Corse	93,3	76,7	88,6	100,0	50,0	83,3
Créteil	92,6	24,0	70,8	95,3	74,2	90,5
Dijon	99,2	98,2	98,9	95,2	94,4	94,9
Grenoble	98,3	81,3	93,5	92,5	72,2	86,7
Lille	99,2	63,7	87,9	100,0	76,8	100,0
Limoges	100	89,3	96,9	100,0	100	100,0
Lyon	100,0	55,9	91,8	ND	ND	ND
Montpellier	99,8	94,1	98,1	90,5	85,8	89,2
Nancy-Metz	98,8	85,0	94,4	95,3	92,2	94,3
Nantes	99,8	52,3	85,8	90,7	72,1	117,8
Nice	98,3	66,1	88,3	87,7	79,5	85,0
Orléans-Tours	99,7	65,9	89,8	100,9	94,6	99,1
Paris	100,0	46,0	81,6	ND	ND	ND
Poitiers	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Reims	99,2	83,9	94,7	84,8	77,8	82,7
Rennes	100,0	60,8	87,4	71,6	60,1	67,7
Rouen	99,9	99,4	99,8	100,0	98,0	99,0
Strasbourg	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Toulouse	97,2	69,7	89,4	97,7	70,9	90,1
Versailles	96,0	85,5	92,7	62,6	57,6	61,1
France métro.	**99,4**	**70,7**	**89,7**	**90,8**	**73,9**	**89,9**
Guadeloupe	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Guyane	88,7	80,1	86,0	ND	ND	ND
Martinique	99,8	79,0	93,3	67,6	22,2	52,7
La Réunion	99,0	78,4	92,2	100,0	100,0	100,0
France métro. + DOM	**99,3**	**70,6**	**89,6**	**90,7**	**73,8**	**89,8**
Rappel 2002-2003	**95,8**	**55,7**	**83,8**	**90,1**	**59,6**	**80,9**
Rappel 2001-2002	**94,0**	**24,7**	**71,9**	**82,3**	**22,8**	**62,2**
Rappel 2000-2001	**80,2**	**14,9**	**58,3**	**75,5**	**17,5**	**57,6**

Source : DESCO A1 - enquête effectuée auprès des inspections académiques.
ND : données non disponibles.

2 Proportions par académie des groupes d'élèves de cycle III selon la langue enseignée en 2003-2004 (Public) %

Académies	Allemand	Anglais	Arabe	Espagnol	Italien	Portugais	Autres	Langues régionales
Aix-Marseille	4,9	91,8		0,7	1,7			0,8
Amiens	13,1	85,6				0,2		0,7
Besançon	11,0	88,6		0,4				
Bordeaux	4,9	87,4		6,7				1,0
Caen	3,6	96,4						
Clermont-Ferrand	9,0	88,0		0,5	0,2	2,0		0,3
Corse	0,2	38,0		0,6	8,3			52,9
Créteil	13,0	83,3		0,7	2,1	0,7	0,1	
Dijon	8,4	91,6						
Grenoble	4,1	89,9		0,1	5,9			
Lille	10,0	86,7		0,7	0,1	0,3	2,1	
Limoges	3,3	96,7						
Lyon	12,4	81,5		1,9	3,3	0,9		
Montpellier	4,1	85,2	0,2	7,8	0,2			2,4
Nancy-Metz	40,3	58,5		0,1	1,0			0,1
Nantes	4,9	94,9		0,2				
Nice	6,6	82,0		3,3	7,8		0,0	0,3
Orléans-Tours	4,5	94,6	0,2	0,6		0,0		
Paris	18,8	69,8	0,3	3,7	6,2	1,0	0,2	
Poitiers	3,3	96,6		0,1				
Reims	6,7	93,3		0,0				
Rennes	6,1	92,5		1,0				0,4
Rouen	4,0	95,4						
Strasbourg	95,9	4,1				0,0		
Toulouse	2,5	76,7		19,1	0,1		0,5	1,1
Versailles	9,4	89,4		0,7	0,0	0,1		
France métro.	**15,6**	**79,2**	**0,2**	**2,2**	**1,1**	**0,2**	**0,2**	**1,3**
Guadeloupe		93,0		7,0				
Guyane		76,5		4,8		8,8	3,4	6,5
Martinique		87,9		12,1				
La Réunion	1,9	97,4		0,7				
France métro. + DOM	**15,1**	**79,6**	**0,02**	**2,4**	**1,0**	**0,2**	**0,2**	**1,3**
Rappel 2002-2003	**16,4**	**78,6**	**0,06**	**2,2**	**1,3**	**0,3**	**0,3**	**0,9**
Rappel 2001-2002	**18,6**	**76,4**	**0,05**	**2,0**	**1,1**	**0,2**	**0,2**	**1,5**
Rappel 2000-2001	**19,2**	**75,9**	**0,02**	**1,8**	**1,0**	**0,1**	**0,4**	**1,5**

Source : DESCO A1 - enquête effectuée auprès des inspections académiques.

3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

En 1999-2000, près de 45 000 élèves étaient scolarisés en classes d'intégration scolaire (France métropolitaine). Ils représentaient 0,7 % de l'ensemble des élèves du premier degré et 1,2 % des élèves de l'enseignement élémentaire public et privé. Ils étaient plus de 48 000 pour la France métropolitaine et les DOM **1** et près de 49 000 pour la France entière. 94,2 % d'entre eux étaient accueillis dans des établissements publics.

Les garçons représentaient près de 61 % de l'effectif global, sans changement par rapport à la rentrée 1998 **2**.

Après leur scolarisation dans les classes de l'enseignement spécialisé du premier degré (CLIS et établissements scolaires spécialisés), les élèves étaient, en principe, accueillis dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) et dans les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA). Depuis quelques années un faible pourcentage des élèves des CLIS se retrouvent dans ces structures de l'enseignement adapté du second degré (SEGPA et EREA) ou dans les unités pédagogiques d'intégration (UPI, créées en 1997).

À la rentrée 1999, parmi les élèves sortant des CLIS, un peu moins de 1 500 y étaient accueillis. On peut penser que les élèves scolarisés dans les CLIS poursuivent majoritairement leurs études dans d'autres structures comme par exemple celles du ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (notamment dans les établissements médico-éducatifs).

La répartition par académie de la part de l'enseignement spécialisé (CLIS) par rapport aux effectifs de l'enseignement élémentaire (du cours préparatoire au cours moyen 2e année), fait apparaître des différences notables : les taux les plus forts se rencontraient dans les académies de Caen et Rouen (1,7 %), Poitiers (1,6 %), Créteil (1,5 %), Clermont-Ferrand (1,4 %,) et Paris (1,3 %) ; les moins forts dans celles de Corse (1,1 %), Grenoble (0,9 %) et de Toulouse (0,7 %) **3**.

DÉFINITIONS

■ **Écoles spéciales.** Le terme « écoles spéciales » regroupe les quatre types d'écoles suivantes :
– écoles maternelles spécialisées ;
– écoles de plein air ;
– écoles autonomes de perfectionnement ;
– écoles de niveau élémentaire spécialisées.

■ **Classes d'intégration scolaire (CLIS).** Elles accueillent des élèves présentant un handicap mental, auditif, visuel ou moteur, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.

Les classes de perfectionnement créées par la loi du 15 avril 1909, et les classes intégrées ouvertes dans les écoles ordinaires, dont le fonctionnement a été précisé dans les circulaires des 29 mars 1982 et 1983, constituent désormais les classes d'intégration scolaire (circulaire du 18 novembre 1991).

■ **Unités pédagogiques d'intégration (UPI).** Les UPI sont créées dans certains collèges pour accueillir des préadolescents ou des adolescents (de 11 à 16 ans) présentant différentes formes de handicap mental qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge et à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap.

Avertissement : les données pour les années scolaires 2000-2001 à 2003-2004 étant indisponibles, cette double page reprend les données équivalentes de l'édition 2000.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur l'enseignement spécial dans les établissements publics et privés de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et dans les établissements médicaux, médico-éducatifs et sociaux », *Tableaux statistiques*.

Les effectifs de CLIS

1 Évolution des effectifs de l'enseignement spécialisé du premier degré

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, France entière)

	1980-1981	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998 (1)	1998-1999	1999-2000 (3)
Public (2) :											
Écoles ordinaires	84 306	58 979	56 716	52 689	46 866	43 596	…	…	42 411	42 631	40 296
Écoles spéciales	5 784	2 653	2 582	2 505	2 421	2 224	…	…	2 085	1 902	1 909
Total classes spéciales	**90 090**	**61 632**	**59 298**	**55 194**	**49 287**	**45 820**			**44 496**	**44 533**	**42 205**
Privé :											
Écoles ordinaires	5 009	3 693	3 451	2 996	2 644	2 329	2 136	2 333	2 295	2 283	2 383
Écoles spéciales	385	183	237	207	263	264	231	225	211	207	202
Total classes spéciales	**5 394**	**3 876**	**3 688**	**3 203**	**2 907**	**2 593**	**2 367**	**2 558**	**2 506**	**2 490**	**2 585**
Total France métro.	**95 484**	**65 508**	**62 986**	**58 397**	**52 194**	**48 413**			**47 002**	**47 023**	**44 790**
% du Public	94,4	94,1	94,1	94,5	94,4	94,6			94,7	94,7	94,2
France métro. + DOM	99 200	68 969	66 241	61 203	54 768	51 192			49 976	50 156	48 153
France entière	101 398	69 904	67 118	62 001	56 197	51 990			50 597	50 872	48 890

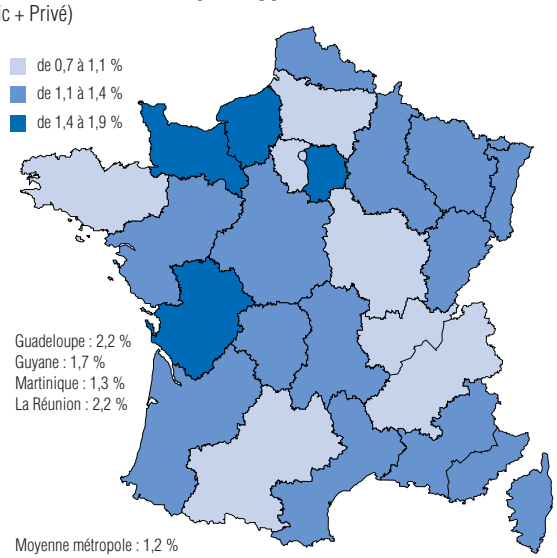
(1) En 1997-1998, les effectifs des établissements spécialisés ont été comptabilisés dans ceux des classes ordinaires.
(2) Secteur public : données non disponibles pour 1995-1996 et 1996-1997.
(3) Total : effectifs CLIS.

2 Répartition par sexe et par âge des effectifs de CLIS (%) (France métropolitaine, Public + Privé) (1)

	1984 1985	1990 1991	1991 1992	1992 1993	1993 1994	1994 1995	1995 1996 (1)	1996 1997 (1)	1997 1998	1998 1999	1999 2000
Garçons	59,3	60,1	60,2	60,5	60,4	60,3			60,8	60,6	60,6
Filles	40,7	39,9	39,8	39,5	39,6	39,7			39,2	39,4	39,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**			**100,0**	**100,0**	**100,0**
7 ans et moins	5,7	7,1	7,6	8,2	9,0	9,7			8,9	8,9	9,1
8 ans	11,7	14,0	13,2	13,3	13,7	14,2			14,0	14,1	13,9
9 ans	17,4	21,0	20,7	20,0	20,6	21,2			21,6	21,6	22,0
10 ans	23,1	24,8	25,0	25,3	23,9	24,8			25,3	25,7	25,7
11 ans	25,9	24,6	25,7	26,3	26,2	24,4			25,1	24,9	25,0
12 ans et plus	16,2	8,5	7,8	6,9	6,6	5,7			5,1	4,8	4,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**			**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Secteur public : données non disponibles pour 1995-1996 et 1996-1997.

3 Part des effectifs scolarisés en CLIS par rapport aux effectifs du niveau élémentaire en 1999-2000 (Public + Privé)



3 Les élèves du premier degré

PRÉSENTATION

En 1999-2000, le nombre d'élèves de nationalité étrangère des établissements publics et privés du premier degré, en France métropolitaine, était de 372 300 et représentait 5,9 % de l'ensemble des élèves **1**.
Il était en diminution de près de 23 000 par rapport à la rentrée 1998, soit une variation de - 5,8 %. Cette baisse a affecté le secteur public seulement, les effectifs d'élèves étrangers dans le secteur privé ayant augmenté de 138 élèves alors qu'ils étaient stables entre les deux précédentes rentrées scolaires.
Les populations les plus représentées étaient, comme l'année précédente, les Marocains (23,1 % de l'ensemble des élèves étrangers), les Algériens (14,5 %), les autres nationalités d'Afrique (12,9 %), les Turcs (12,9 %) et les Portugais (10,0 %) **2**.
La part des élèves étrangers a donc augmenté dans le secteur privé, où elle est de 1,6 % ; dans le secteur public, à l'inverse, elle a été en diminution, passant de 7,5 % à la rentrée 1997 à 7,0 % à la rentrée 1998 et à 6,6 % pour 1999. Sur l'ensemble des deux secteurs, elle a été de 5,5 % dans l'enseignement préélémentaire et de 6,1 % en élémentaire (du CP au CM2). Cette part était de 70,3 % en classe d'initiation, de 12,0 % en classe d'adaptation et de 10,7 % dans les classes d'intégration scolaire **3**.
La proportion d'élèves étrangers a varié fortement selon les académies : elle était respectivement de 18,7 %, 11,0 % et 9,9 % dans les académies de Paris, Créteil et Versailles. Les parts les plus faibles, qui par ailleurs sont restées identiques par rapport à la rentrée 1998, ont été observées dans les académies de Rennes (1,1 %), de Nantes (1,4 %) et de Caen (1,5 %) **4**.
Parmi les académies d'outre-mer, seule la Guyane avait une part très élevée d'élèves étrangers (plus de 30 %) en légère augmentation par rapport à la rentrée 1998. Ces élèves provenaient le plus souvent de Chine, d'Haïti, ou du Surinam.

DÉFINITIONS

■ **Élèves de nationalité étrangère.** L'enregistrement de la nationalité peut souffrir d'imprécision :
– les enfants dont la nationalité est acquise par naturalisation de façon récente peuvent être comptabilisés à tort parmi les enfants étrangers ;
– il peut y avoir également confusion entre la nationalité de l'enfant et celle du chef de famille.
Dans les instructions relatives au recensement des élèves de nationalité étrangère, il est cependant indiqué que c'est la nationalité de l'élève et non celle de ses parents qui doit être prise en compte.
Est français, par filiation, tout enfant dont l'un des parents au moins est français (ce qui revient à dire que les enfants des couples dits « mixtes » sont français). Est français, par la naissance en France, tout enfant né en France lorsque l'un au moins de ses parents y est né. Tous les résultats présentés font référence à la population des élèves recensés comme étrangers par les directeurs d'école : cette population est différente de la population des immigrés (des élèves étrangers peuvent être nés en France par exemple) et de la population d'origine étrangère.

■ **Classes d'initiation.** Ces classes ont été créées pour recevoir des élèves de nationalité étrangère non francophones.

■ **Classes d'adaptation.** Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

■ **Classes d'intégration scolaire.** Ces classes accueillent des élèves présentant un handicap physique, sensoriel, ou mental et qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap (circulaire du 18 novembre 1991).

Avertissement : les données pour 2000-2001 à 2003-2004 étant indisponibles, cette double page reprend les données équivalentes de l'édition 2000.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête de la Direction de l'évaluation et de la prospective.

Les élèves de nationalité étrangère dans le premier degré

1 Évolution du nombre d'élèves de nationalité étrangère dans le premier degré
(France métropolitaine, Public + Privé)

	1975-1976	1984-1985	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995 à 1997	1997-1998 (1)	1998-1999	1999-2000 (2)
Effectifs	562 994	710 335	643 928	627 734	594 157	574 250	551 849	…	424 798	395 049	372 268
% du nombre total d'élèves	**7,7**	**10,6**	**9,6**	**9,4**	**9,0**	**8,8**	**8,4**		**6,7**	**6,2**	**5,9**

(1) Une estimation a été faite pour les départements n'ayant pas répondu à l'enquête.
(2) Une estimation a été faite pour 402 écoles publiques et 569 écoles privées.

2 Répartition des élèves étrangers du premier degré par nationalité ou origine géographique en 1999-2000 (France métropolitaine)

	Public	Privé	Pu + Pr	% du nombre total d'élèves étrangers
Algériens	52 887	1 167	**54 054**	14,5
Marocains	84 712	1 156	**85 868**	23,1
Tunisiens	26 793	450	**27 243**	7,3
Autres nationalités d'Afrique	47 147	929	**48 076**	12,9
Espagnols	3 260	536	**3 796**	1,0
Portugais	35 300	1 781	**37 081**	10,0
Italiens	3 384	450	**3 834**	1,0
Autres nationalités de l'Union européenne	12 284	2 972	**15 256**	4,1
Turcs	47 487	613	**48 100**	12,9
Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens	11 336	469	**11 805**	3,2
Autres nationalités	34 096	3 059	**37 155**	10,0
Total	**358 686**	**13 582**	**372 268**	**100,0**
% du nombre total d'élèves	6,6	1,6	**5,9**	

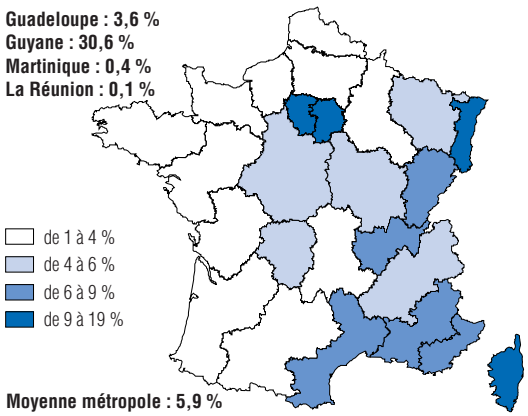
3 Répartition des élèves étrangers du premier degré par structure d'accueil et leur part dans les effectifs totaux en 1999-2000 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	Préélémentaire	CP-CM2	Initiation	Adaptation	CLIS	Total
Public :						
Effectifs	128 143	223 374	1 469	946	4 754	**358 686**
% du nombre total d'élèves	6,1	6,8	72,6	12,8	11,3	**6,6**
Privé :						
Effectifs	4 348	8 974	42	173	45	**13 582**
% du nombre total d'élèves	1,4	1,6	33,6	9,0	1,7	**1,6**
Total France métropolitaine :						
Effectifs	132 491	232 348	1 511	1 119	4 799	**372 268**
% du total d'élèves	5,5	6,1	70,3	12,0	10,7	**5,9**
France métropolitaine + DOM :						
Public	132 201	230 592	1 477	951	4 961	**370 182**
Privé	4 581	9 219	42	173	45	**14 060**
Total	**136 782**	**239 811**	**1 519**	**1 124**	**5 006**	**384 242**

4 Répartition des élèves de nationalité étrangère du premier degré par académie (Public + Privé)

Académies	% ensemble des effectifs
Aix-Marseille	6,3
Amiens	3,4
Besançon	6,3
Bordeaux	3,6
Caen	1,5
Clermont-Ferrand	3,7
Corse	14,9
Créteil	11,0
Dijon	4,5
Grenoble	5,9
Lille	2,9
Limoges	4,0
Lyon	8,7
Montpellier	6,3
Nancy-Metz	5,1
Nantes	1,4

Académies	% ensemble des effectifs
Nice	8,1
Orléans-Tours	5,6
Paris	18,7
Poitiers	1,2
Reims	3,8
Rennes	1,1
Rouen	3,8
Strasbourg	9,4
Toulouse	3,7
Versailles	9,9
Moyenne métropole	5,9
Guadeloupe	3,6
Martinique	0,4
Guyane	30,2
La Réunion	0,1



PRÉSENTATION

Les informations présentées ici ont été recueillies en septembre 2003 dans le cadre du dispositif d'évaluation mis en place par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) à l'entrée en cours élémentaire deuxième année (CE2).
En moyenne, les élèves ont répondu correctement à environ deux tiers des items proposés en mathématiques comme en français. On constate une hétérogénéité des résultats en mathématiques et en français : l'écart type est de 17,3 en français et de 15,4 en mathématiques.
Dans une perspective diagnostique, les exercices des protocoles accordent plus de place à des compétences en cours d'acquisition en fin de cycle 2. Ces exercices, souvent plus difficiles, ont des taux de réussite qui ne peuvent être comparés à des exercices mesurant des compétences supposées acquises.
En début de CE2, en français, la réussite moyenne dans les trois capacités varie de 63,9 % à 68,5 %. Elle est de 66,4 % dans le champ « Savoir lire » et de 64,7 % dans le champ « Savoir écrire ».
En mathématiques, la réussite moyenne d'un champ à l'autre varie de 56,4 % à 76,6 %. On constate une très grande dispersion entre les différentes capacités en mathématiques. Les élèves ne réussissent en moyenne qu'à 52,2 % des items correspondant à la capacité « Produire une réponse, la justifier », par contre ils réussissent à 80,3 % les items de la capacité « Utiliser directement une connaissance ».
L'âge et l'origine sociale des élèves sont les caractéristiques les plus liées aux taux de réussite. Un élève ayant un an de retard du point de vue scolaire enregistre, en moyenne, des performances en mathématiques et en français inférieures de 10 points à celle d'un élève « à l'heure ». Les enfants issus d'un milieu plutôt favorisé (cadres et professions libérales) obtiennent, en mathématiques et en français, des performances moyennes supérieures à celles des enfants de milieux moins favorisés. Les filles obtiennent, en moyenne, de meilleurs résultats que les garçons en français, alors qu'en mathématiques filles et garçons font jeu égal (la différence observée n'est pas significative).

DÉFINITIONS

■ **Le cadre de l'enquête.** Depuis la rentrée 1989, une évaluation des compétences en français et en mathématiques est proposée aux enseignants pour les aider à repérer les acquis et les éventuelles difficultés des élèves en début de CE2 (cycle des approfondissements) et à adapter ainsi leurs pratiques pédagogiques.

■ **Les items.** Ils ont été répartis en champs et en capacités. Les champs, ancrés dans les programmes, sont des regroupements d'items qui correspondent à un ensemble d'activités spécifiques. Les capacités sont des ensembles de savoir-faire acquis dans les apprentissages. Chacun des items du protocole est inclus dans un champ et dans une capacité.

■ **En français,** l'évaluation en début de CE2 vise à apprécier les compétences du savoir-lire et du savoir-écrire à travers trois capacités : compréhension, outils de la langue pour lire et écrire et production de textes.

■ **En mathématiques,** l'évaluation en début de CE2 vise à apprécier les objectifs de savoir, de savoir-faire et de résolution de problèmes à travers cinq champs d'application : travaux numériques, repérages et mesures, travaux géométriques, numérations écrite et orale, traitement des données et résolution de problèmes.

■ **L'échantillon.** Afin de continuer à fournir des références nationales à l'ensemble des acteurs du système éducatif, les résultats nationaux auraient dû être calculés sur un échantillon, tiré aléatoirement, de 3 000 élèves de CE2 scolarisés dans des écoles publiques ou privées sous contrat de France métropolitaine.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les réponses des élèves de CE2 à l'évaluation de septembre 2003 », *Note Évaluation,* 04.05, mai 2004.

L'évaluation diagnostique en début de CE2

1 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en CE2

(France métropolitaine, septembre 2003)

	Moyenne	Médiane	Écart type (1)
Français (sur 100)	65,8	68,4	17,3
Mathématiques (sur 100)	65,4	67,4	15,4

(1) L'écart type est un indicateur de dispersion autour de la moyenne.

2 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en CE2 Résultats par champ (France métropolitaine, septembre 2003)

Français		Mathématiques	
Savoir-lire	66,4	Travaux numériques	61,5
Savoir-écrire	64,7	Repérage, mesure	62,1
		Travaux géométriques	76,6
		Numérations écrite et orale	69,3
		Résolution de problèmes, traitements de données	56,4

3 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en CE2 Résultats par capacité (France métropolitaine, septembre 2003)

Français		Mathématiques	
Compréhension	66,9	Rechercher l'information, l'interpréter, la reformuler	73,6
Outils de la langue pour lire et écrire	63,9	Analyser une situation, organiser une démarche	54,2
Production de textes	68,5	Produire une réponse, la justifier	52,2
		Appliquer une technique	60,7
		Utiliser directement une connaissance	80,3

4 Disparités de résultats des élèves de CE2 selon l'origine sociale (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	Cadres, professions libérales	Professions intermédiaires	Agriculteurs exploitants	Employés	Artisans, commerçants	Ouvriers	Inactifs
Français	74,0	70,2	66,5	67,0	65,8	60,5	57,8
Mathématiques	72,0	69,1	67,1	65,2	65,8	60,8	58,7

5 Disparités de résultats des élèves de CE2 selon le sexe (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	Garçons	Filles
Français	62,7	69,0
Mathématiques	65,9	64,8

6 Disparités de résultats des élèves de CE2 selon l'âge (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	7 ans	8 ans	9 ans
Français	78,8	67,8	51,7
Mathématiques	73,5	66,9	55,2

Remarque : les élèves de 8 ans sont nés en 1995, ce qui est l'âge « normal » d'un élève de CE2. Ainsi, les élèves de 7 ans ont un an d'avance et ceux de 9 ans un an de retard.

Les élèves du second degré

Réf.	Titre	Page
4.1	Le second degré : évolution	76
4.2	Second degré et classes post-bac par département et académie	78
4.3	Le second degré : évolution des taux d'accès au niveau V de formation	80
4.4	Le second degré : accès au niveau du baccalauréat	82
4.5	L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré	84
4.6	Le premier cycle par classe, par âge et par sexe, flux	86
4.7	Le second cycle professionnel : évolution	88
4.8	Le second cycle professionnel par classe et par sexe	90
4.9	Le second cycle professionnel par âge et par sexe	92
4.10	Le second cycle professionnel : flux	94
4.11	Les spécialités de formation dans le second cycle professionnel (CAP, BEP, bac professionnel)	96
4.12	Le second cycle général et technologique par section	98
4.13	Le second cycle général et technologique, flux	100
4.14	Les options de seconde générale et technologique	102
4.15	L'orientation en fin de seconde de détermination	104
4.16	Les options de première générale et technologique	106
4.17	Les options de terminale générale et technologique	108
4.18	L'étude des langues vivantes dans le second degré	110
4.19	Les sections européennes et internationales dans le second degré	112
4.20	L'étude du latin et du grec ancien dans le second degré	114
4.21	Les enseignements adaptés dans le second degré (1)	116
4.22	Les enseignements adaptés dans le second degré par sexe et âge (2)	118
4.23	Les élèves handicapés intégrés dans les établissements du second degré	120
4.24	Les élèves de nationalité étrangère dans le second degré	122
4.25	L'enseignement agricole	124
4.26	L'évaluation diagnostique en début de sixième	126
4.27	Devenir des élèves sept ans après leur entrée en sixième	128
4.28	Qui parvient en sixième sans avoir redoublé ?	130

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, les établissements publics et privés du second degré accueillent 5 579 500 élèves dans la métropole et les DOM. La baisse de 0,3 % enregistrée cette année est dans la continuité de celles observées depuis la rentrée 1994. Les évolutions d'effectifs par secteur sont différentes : - 0,5 % dans le secteur public (- 20 300 élèves) et + 0,3 % dans le secteur privé (+ 3 800 élèves). Seuls les effectifs des classes du premier cycle sont en diminution lors de cette rentrée **1**.

Le second cycle professionnel a multiplié ses effectifs par 2,1 entre 1960 et 1985. Ensuite une baisse sensible s'est amorcée jusqu'en 1992. La très forte montée en puissance depuis 1985 des baccalauréats professionnels et l'intérêt confirmé pour les BEP compensaient nettement depuis la perte de vitesse des CAP post-cinquième. Une hausse des effectifs est observée entre 1993 et 1998, suivie d'une légère diminution en 1999 (- 1,5 %). Après une forte chute des effectifs en 2000 (- 4,2 %), la baisse s'est ralentie à la rentrée 2001 (- 0,7 %). Depuis la rentrée 2002, les effectifs du second cycle professionnel connaissent une augmentation, + 8 400 élèves à la rentrée 2003 (+ 1,2 %).

Le nombre d'élèves en second cycle général et technologique a progressé constamment de 1960 à 1991 du fait de l'allongement de la scolarité. Après une baisse sensible de 1992 à 1995, la tendance s'inverse faiblement les deux années suivantes en raison d'une démographie provisoirement plus favorable. De 1998 à 2000, les effectifs recommencent à diminuer : - 23 600 élèves (- 1,5 %) au cours de ces trois années. La tendance observée à la rentrée 2001 (+ 2 700 élèves, soit + 0,2 %) se poursuit lors de la rentrée 2002 par une augmentation plus marquée : + 5 500 élèves (+ 0,4 %). Lors de la rentrée 2003, les effectifs d'élèves du second cycle général et technologique sont quasiment stables (+ 0,1 %) **2**.

Pour l'ensemble du second degré, la part de l'enseignement public, proche de 80 %, reste assez stable.

DÉFINITIONS

■ **Second degré.** Enseignement secondaire, faisant suite à l'enseignement préélémentaire et élémentaire (premier degré), et dispensé dans les collèges (premier cycle) et dans les lycées (second cycle).

■ **Premier cycle.** De la sixième à la troisième. En 1997-1998, ont été créées des unités pédagogiques d'intégration (UPI) regroupant des adolescents présentant un handicap compatible avec une scolarisation en collège.

■ **Autres niveaux du premier cycle.** Il s'agit, outre des classes d'initiation préprofessionnelle par alternance (CLIPA, appelées anciennement CIPAL), des classes préparatoires à l'apprentissage (CPA), des anciennes classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et des classes-relais.

■ **Second cycle général et technologique.** Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien ou au brevet de technicien.

■ **Second cycle professionnel.** Classes préparant en un ou deux ans aux BEP et en un ou deux ans aux CAP, baccalauréats professionnels et aux brevets des métiers d'arts (BMA).

■ **Enseignements adaptés du second degré.** Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), groupes de classes-ateliers (GCA) et établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Avertissement : les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et les sections de techniciens supérieurs (STS) ne sont pas traitées ici.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux de l'Éducation nationale, éditions 1969 (1960-1961), 1972 (1970-1971), 1982 (1980-1981).
Notes d'Information, 886.04, 86.15, 91.04, 91.18, 93.13, 94.26, 95.18, 96.16, 97.13, 98.06, 99.15, 00.08, 01.01, 02.08, 02.57, 03.35
Tableaux statistiques, n° 5503, 5537, 5958, 5981, 6064, 6078, 6473, 6479, 6539, 6540, 6701, 6702, 6703, 6818, 6819, 6874.

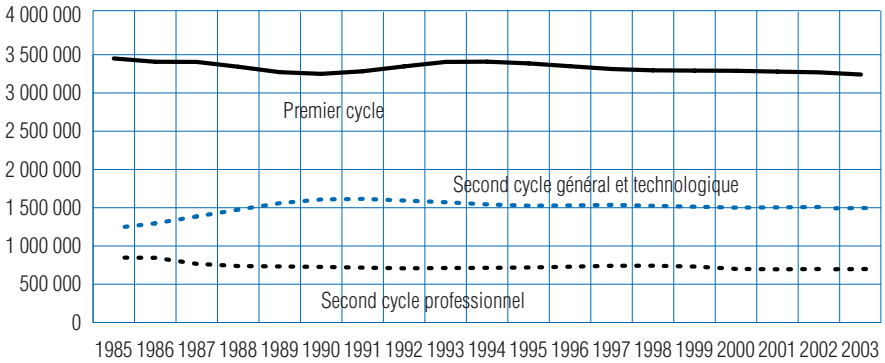
Le second degré : évolution

1 Évolution des effectifs d'élèves du second degré (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM à partir de 1990)

(milliers)

	France métropolitaine			France métropolitaine + DOM							
	1960	1980	1990	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Premier cycle :	**1 453,3**	**3 137,9**	**3 134,6**	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**	**3 269,1**	**3 244,6**
Public	1 090,7	2 532,5	2 485,2	2 592,4	2 709,1	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9	2 597,9	2 573,7
Privé	362,6	605,4	649,4	656,9	677,1	665,8	667,2	669,0	669,9	671,2	670,9
Part du Public (%)	75,0	80,7	79,3	79,8	80,0	79,8	79,7	79,7	79,6	79,5	79,3
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 078,4	3 186,3	3 378,4	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6	3 264,3	3 238,5
dont : 4e et 3e techno.			159,7	166,0	158,3	90,6	54,3	45,0	44,8	42,5	42,2
CPA, CLIPA, UPI et classes-relais		187,4	56,2	63,1	7,8	5,9	4,7	3,9	4,2	4,8	6,1
Second cycle professionnel :	**383,2**	**773,2**	**696,8**	**726,2**	**718,7**	**741,8**	**731,0**	**700,2**	**695,0**	**698,5**	**706,9**
Public	256,2	601,2	534,2	560,9	567,8	583,9	575,4	551,8	547,8	549,8	55,9
Privé	127,0	172,0	162,6	165,3	150,9	157,9	155,6	148,4	147,3	148,7	151,0
Part du Public (%)	66,9	77,8	76,7	77,2	79,0	78,7	78,7	78,8	78,8	78,7	78,6
Baccalauréat professionnel			93,7	96,4	162,4	174,5	177,3	175,1	173,3	173,1	177,6
Second cycle général et technologique :	**421,9**	**1 102,6**	**1 570,9**	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**	**1 509,6**	**1 511,0**
Public	326,3	850,0	1 243,5	1 276,7	1 206,6	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3	1 207,0	1 206,6
Privé	95,6	252,6	327,4	330,8	319,8	310,4	305,5	301,9	301,8	302,6	304,4
Part du Public (%)	77,3	77,1	79,2	79,4	79,1	79,6	79,8	79,9	79,9	80,0	79,9
Ensemble :	**2 258,4**	**5 013,7**	**5 402,3**	**5 583,0**	**5 631,3**	**5 562,4**	**5 535,9**	**5 491,1**	**5 477,9**	**5 477,1**	**5 462,5**
Public	1 673,2	3 983,7	4 262,9	4 430,0	4 483,5	4 428,2	4 407,6	4 371,7	4 358,9	4 354,7	4 336,2
Privé	585,2	1 030,0	1 139,4	1 153,0	1 147,8	1 134,2	1 128,3	1 119,4	1 119,0	1 122,5	1 126,3
Part du Public (%)	74,1	79,5	78,9	79,3	79,6	79,6	79,6	79,6	79,6	79,5	79,4
Enseignement adapté du second degré (SEGPA, GCA et EREA) :		**123,0**	**109,0**	**114,6**	**124,8**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**	**119,0**	**117,1**
Public		122,1	106,5	112,2	121,6	120,5	120,2	118,4	117,1	115,1	113,2
Privé		0,9	2,5	2,5	3,2	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9	3,9
Part du Public (%)		99,3	97,7	97,9	97,4	97,1	97,1	96,9	96,8	96,7	96,7
Ensemble (avec enseignement adapté) :	**2 258,4**	**5 136,7**	**5 511,3**	**5 697,6**	**5 756,0**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**	**5 596,1**	**5 579,5**
Public	1 673,2	4 105,8	4 381,5	4 554,3	4 605,0	4 548,7	4 527,8	4 490,1	4 476,0	4 469,7	4 449,3
Privé	585,2	1 030,9	1 141,9	1 155,4	1 151,0	1 137,7	1 131,9	1 123,1	1 122,8	1 126,4	1 130,2
Part du Public (%)	74,1	79,9	79,3	79,7	80,0	80,0	80,0	80,0	79,9	79,9	79,7

2 Évolution des effectifs du second degré (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)



4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

Le second degré est dans chaque département placé sous l'autorité d'un Inspecteur d'académie qui participe à la tutelle pédagogique et administrative des établissements, particulièrement des collèges, et intervient dans l'organisation de la vie scolaire. Les élèves relevant du premier cycle, domiciliés dans un même secteur, sont accueillis dans un collège. Les secteurs sont regroupés en districts scolaires, zones de rattachement d'un groupe d'établissements diversifiés de second cycle permettant l'orientation des élèves issus du premier cycle. Le découpage géographique en secteurs est utilisé pour la « carte scolaire », qui est un outil de gestion et de planification de la répartition des moyens d'éducation sur l'ensemble du territoire.

À la rentrée 2003, 5 855 200 élèves étaient scolarisés dans les établissements publics et privés du second degré (y compris classes post-baccalauréat, formations complémentaires, SEGPA et EREA) de France métropolitaine et des DOM. La baisse de 0,3 % (soit – 16 700 élèves) enregistrée cette année est dans la continuité de celles observées depuis 1994. La rentrée 2002 avait été marquée par une quasi-stabilité des effectifs (– 1 300 élèves par rapport à 2001).

En 2003, les évolutions d'effectifs par secteur sont différentes : ainsi le secteur public perd 0,4 % de ses effectifs tandis que le secteur privé en gagne 0,3 %. La répartition entre secteur public et secteur privé reste assez stable depuis 1996 en France métropolitaine, les établissements privés accueillant 20,8 % des élèves. Dans les DOM, ce pourcentage est de seulement 7,6 %. La part du secteur privé est très inégale d'une académie à l'autre, variant de 41,7 % pour l'académie de Rennes et 40,5 % pour l'académie de Nantes à 6 % pour la Réunion, 6,6 % pour la Corse et 10,5 % pour l'académie de Limoges.

DÉFINITIONS

■ **La population scolaire du second degré** comprend :
– le premier cycle : de la sixième à la troisième dans les collèges, les CPA dans les collèges et les lycées professionnels (LP), les unités pédagogiques d'intégration (UPI) regroupant des adolescents présentant un handicap compatible avec une scolarisation en collège, ainsi que les CLIPA ;
– le second cycle professionnel, principalement dans les lycées professionnels, y compris les formations en un an, mises en place à partir de 1994-1995 dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ;
– le second cycle général et technologique : seconde, première et terminale, surtout en lycée ;
– les classes post-baccalauréat : CPGE, STS et préparations diverses implantées dans les lycées et sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale ;
– les formations complémentaires aux CAP, BEP, baccalauréats et BTS ;
– les SEGPA annexées aux collèges, ou les classes-ateliers intégrées aux collèges ;
– les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) : 80 établissements accueillant 10 750 élèves.

■ **CLIPA (ex-CIPAL).** Classes d'initiation préprofessionnelle par alternance.

■ **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage (non compris les CPA des centres de formation d'apprentis).

■ **CPGE, STS.** Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs.

■ **SEGPA.** Sections d'enseignement général et professionnel adapté.

■ **UPI.** Unités pédagogiques d'intégration.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

1 Effectifs d'élèves des établissements du second degré (y compris EREA) à la rentrée 2003

(France métropolitaine + DOM)

Départements et académies		Effectifs (milliers) Public	Privé	Total	% Public /total
	Alpes-de-Haute-Provence				
04		12,7	0,7	13,4	94,7
05	Hautes-Alpes	11,3	0,9	12,2	92,5
13	Bouches-du-Rhône	143,1	41,3	184,4	77,6
84	Vaucluse	43,3	9,8	53,1	81,5
	Aix-Marseille	**210,4**	**52,7**	**263,1**	**80,0**
02	Aisne	47,0	6,7	53,7	87,5
60	Oise	67,5	10,3	77,7	86,8
80	Somme	42,0	11,9	53,9	77,8
	Amiens	**156,4**	**28,9**	**185,3**	**84,4**
25	Doubs	41,7	6,2	47,9	87,1
39	Jura	19,4	4,7	24,1	80,6
70	Haute-Saône	18,1	1,9	20,0	90,5
90	Territoire de Belfort	11,2	2,8	14,0	80,2
	Besançon	**90,5**	**15,5**	**106,1**	**85,4**
24	Dordogne	25,2	3,5	28,7	87,8
33	Gironde	98,8	20,2	119,0	83,0
40	Landes	24,0	2,8	26,8	89,6
47	Lot-et-Garonne	21,4	4,3	25,8	83,2
64	Pyrénées-Atlantiques	39,9	15,5	55,4	72,0
	Bordeaux	**209,4**	**46,3**	**255,7**	**81,9**
14	Calvados	48,9	14,3	63,2	77,4
50	Manche	34,5	10,0	44,5	77,5
61	Orne	19,2	6,0	25,2	76,2
	Caen	**102,6**	**30,3**	**132,9**	**77,2**
03	Allier	23,3	3,7	27,0	86,2
15	Cantal	8,5	2,7	11,2	76,1
43	Haute-Loire	10,1	8,5	18,6	54,2
63	Puy-de-Dôme	41,7	10,8	52,6	79,4
	Clermont-Ferrand	**83,7**	**25,8**	**109,4**	**76,4**
2A	Corse-du-Sud	10,6	0,8	11,5	92,6
2B	Haute-Corse	11,1	0,7	11,7	94,2
	Corse	**21,7**	**1,5**	**23,2**	**93,4**
77	Seine-et-Marne	118,6	16,0	134,6	88,1
93	Seine-Saint-Denis	123,7	16,9	140,6	88,0
94	Val-de-Marne	97,6	16,9	114,5	85,2
	Créteil	**339,9**	**49,8**	**389,7**	**87,2**
21	Côte-d'Or	38,5	9,0	47,5	81,1
58	Nièvre	16,0	2,7	18,7	85,5
71	Saône-et-Loire	41,9	5,7	47,6	88,0
89	Yonne	25,6	2,9	28,4	89,9
	Dijon	**122,0**	**20,3**	**142,3**	**85,7**
07	Ardèche	16,6	10,3	26,9	61,8
26	Drôme	34,1	10,1	44,2	77,1
38	Isère	90,5	18,4	108,9	83,1
73	Savoie	31,9	5,4	37,3	85,6
74	Haute-Savoie	48,2	15,9	64,2	75,2
	Grenoble	**221,4**	**60,1**	**281,5**	**78,6**
59	Nord	195,5	85,9	281,3	69,5
62	Pas-de-Calais	128,5	24,7	153,2	83,9
	Lille	**324,0**	**110,6**	**434,5**	**74,6**
19	Corrèze	16,2	2,8	19,0	85,0
23	Creuse	8,7	0,1	8,8	98,6
87	Haute-Vienne	25,7	2,9	28,6	89,7
	Limoges	**50,5**	**5,9**	**56,4**	**89,5**
01	Ain	41,6	7,2	48,8	85,3
42	Loire	48,1	20,0	68,1	70,6
69	Rhône	112,0	50,3	162,4	69,0
	Lyon	**201,7**	**77,5**	**279,2**	**72,3**
01	Aude	23,6	3,2	26,8	88,2
30	Gard	48,2	12,9	61,1	78,9
34	Hérault	74,4	13,6	88,0	84,6
48	Lozère	3,9	3,4	7,3	53,1
66	Pyrénées-Orientales	29,5	6,4	35,9	82,2
	Montpellier	**179,6**	**39,4**	**219,0**	**82,0**

Départements et académies		Effectifs (milliers) Public	Privé	Total	% Public /total
54	Meurthe-et-Moselle	57,6	12,4	70,0	82,3
55	Meuse	15,3	2,0	17,2	88,6
57	Moselle	87,6	14,2	101,7	86,1
88	Vosges	30,9	5,1	36,0	85,9
	Nancy-Metz	**191,3**	**33,6**	**224,9**	**85,1**
44	Loire-Atlantique	67,7	45,3	112,9	59,9
49	Maine-et-Loire	38,1	31,6	69,7	54,7
53	Mayenne	15,7	9,4	25,1	62,6
72	Sarthe	38,1	10,8	48,9	77,8
85	Vendée	22,9	27,4	50,2	45,5
	Nantes	**182,4**	**124,4**	**306,8**	**59,5**
06	Alpes-Maritimes	78,0	13,5	91,5	85,3
83	Var	73,5	9,9	83,4	88,1
	Nice	**151,5**	**23,4**	**174,9**	**86,6**
18	Cher	22,8	2,8	25,6	89,2
28	Eure-et-Loir	32,2	5,5	37,7	85,3
36	Indre	16,4	1,5	17,9	91,8
37	Indre-et-Loire	41,7	9,3	51,1	81,7
41	Loir-et-Cher	22,0	4,4	26,3	83,4
45	Loiret	52,8	8,9	61,7	85,5
	Orléans-Tours	**187,9**	**32,4**	**220,3**	**85,3**
75	Ville de Paris	129,9	61,4	191,3	67,9
	Paris	**129,9**	**61,4**	**191,3**	**67,9**
16	Charente	24,4	3,5	27,9	87,4
17	Charente-Maritime	42,9	4,7	47,6	90,1
79	Deux-Sèvres	22,5	6,6	29,0	77,3
86	Vienne	28,7	6,2	34,8	82,3
	Poitiers	**118,4**	**21,0**	**139,4**	**85,0**
08	Ardennes	25,7	2,4	28,1	91,5
10	Aube	22,6	4,4	27,1	83,7
51	Marne	44,0	10,9	54,9	80,1
52	Haute-Marne	15,8	2,7	18,5	85,5
	Reims	**108,2**	**20,4**	**128,6**	**84,1**
22	Côtes-d'Armor	31,8	17,7	49,4	64,3
29	Finistère	45,9	33,2	79,2	58,0
35	Ille-et-Vilaine	52,5	35,2	87,7	59,8
56	Morbihan	31,7	29,5	61,2	51,8
	Rennes	**161,9**	**115,6**	**277,5**	**58,3**
27	Eure	46,9	6,4	53,3	88,0
76	Seine-Maritime	106,1	22,7	128,8	82,4
	Rouen	**153,0**	**29,1**	**182,1**	**84,0**
67	Bas-Rhin	83,2	12,2	95,5	87,2
68	Haut-Rhin	56,4	10,3	66,7	84,6
	Strasbourg	**139,7**	**22,5**	**162,2**	**86,1**
09	Ariège	10,6	1,1	11,8	90,4
12	Aveyron	13,2	7,3	20,6	64,4
31	Haute-Garonne	83,1	14,8	97,9	84,9
32	Gers	11,8	1,7	13,5	87,4
46	Lot	10,6	2,2	12,7	83,0
65	Hautes-Pyrénées	16,2	3,3	19,5	83,2
81	Tarn	23,8	6,5	30,3	78,5
82	Tarn-et-Garonne	14,5	3,1	17,5	82,5
	Toulouse	**183,8**	**39,9**	**223,8**	**82,2**
78	Yvelines	117,3	23,5	140,8	83,3
91	Essonne	106,0	14,0	120,0	88,3
92	Hauts-de-Seine	97,7	28,5	126,2	77,4
95	Val-d'Oise	108,8	15,0	123,7	87,9
	Versailles	**429,7**	**81,0**	**510,7**	**84,1**
	France métropolitaine	**4 451,4**	**1 169,5**	**5 620,9**	**79,2**
971	Guadeloupe	49,6	5,6	55,2	89,9
973	Guyane	21,6	1,8	23,4	92,2
972	Martinique	46,8	4,1	51,0	91,9
974	La Réunion	98,4	6,3	104,7	94,0
	Total DOM	**216,5**	**17,8**	**234,3**	**92,4**
	France métro. + DOM	**4 667,9**	**1 187,3**	**5 855,2**	**79,7**

PRÉSENTATION

Aujourd'hui, la grande majorité des jeunes accèdent au niveau V de formation, c'est-à-dire atteignent au moins une seconde de détermination ou une année terminale de formation au CAP, au BEP ou à un diplôme professionnel équivalent.
Pour les générations nées après 1976, le taux d'accès a légèrement diminué avant de se stabiliser aux alentours de 78 % **1**. Pour les générations les plus récentes, nées après 1983, on ne dispose encore que d'informations partielles, l'accès au niveau V pouvant intervenir jusqu'à 20 ans. Ces informations suggèrent une remontée du taux d'accès à 79 % pour la génération 1985. L'indicateur conjoncturel d'évolution (taux d'accès transversal) dessine également une remontée récente de l'accès au niveau V. En 2003, l'indicateur se situe à 81,0 % : 56,2 % d'accès en seconde de détermination, 24,8 % d'accès par la voie professionnelle.
Par ailleurs, les accédants tendent à être plus jeunes d'année en année ; ceci résulte du fait qu'ils ont de moins en moins probablement connu le redoublement durant leur cursus scolaire.
Tous ces chiffres ne concernent que les seuls accès par les formations sous statut scolaire offertes par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR). Les autres voies de formation, par apprentissage ou hors MENESR, jouent également un rôle non négligeable dans l'accès au niveau V **2**. Depuis 1996, elles contribuent à hauteur de 12 à 13 points. Le taux d'accès toutes formations confondues, après un pic à 94,1 % en 1998, s'établit à 93,5 % en 2003 (selon l'indicateur transversal).
Les filles utilisent davantage la filière générale que les garçons : l'écart s'élève à 14 points **3**. Dans la filière professionnelle, elles sont un peu moins présentes que les garçons dans les formations scolaires du MENESR (3 points d'écart) et sensiblement moins si on considère toutes les voies de formation (11 points d'écart). Au total, les taux d'accès par sexe sont assez proches, à l'avantage des filles (95,2 % et 92,0 %).

DÉFINITIONS

■ **Niveau V de formation.** Il est atteint par l'inscription constatée en seconde de détermination ou en année terminale de formation au BEP, au CAP ou à un diplôme professionnel équivalent.

■ **Voies de formation.** Outre le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère en charge de l'Agriculture offre aussi des formations de type scolaire de niveau V. L'accès à ce niveau de formation est également possible par l'apprentissage.

■ **Taux d'accès.** Il rapporte les entrées dans les classes mentionnées ci-dessus à l'effectif des générations concernées.
L'accès au niveau V intervient en fait de 13 à 20 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1983 au moment de la rentrée 1999, à 16 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.

■ **Taux d'accès d'une génération.** Pour les jeunes nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau V enregistrés au cours des rentrées scolaires successives (analyse longitudinale).

■ **Taux d'accès annuel.** Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau V à des âges différents (analyse transversale).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Système d'information Scolarité – Enquête n° 16 (MENESR, Privé). Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

Le second degré : accès au niveau V de formation

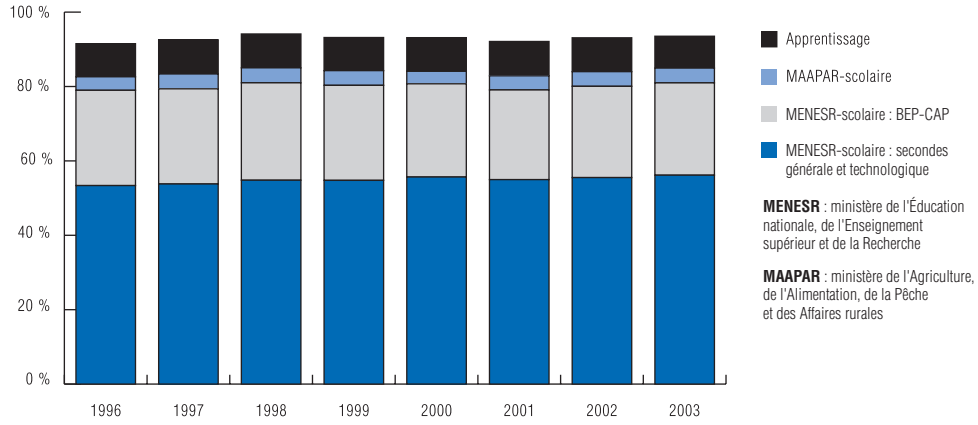
1 Calendrier d'accès au niveau V de formation par génération (en %)

(France métropolitaine, Public + Privé)

	Rentrées scolaires										
Générations	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**Total(1)**
1974	0,5										
1975	2,0	0,4									
1976	8,1	1,6	0,3								
1977	14,2	7,7	1,5	0,3							**78,5**
1978	15,1	14,4	7,2	1,3	0,3						**78,2**
1979	37,6	15,5	14,3	6,8	1,3	0,1					**78,1**
1980	2,4	37,9	15,2	14,5	6,7	1,0	0,1				**77,9**
1981	0,1	2,5	37,9	15,3	14,7	6,4	0,8	0,1			**77,8**
1982		0,0	2,5	38,5	15,7	14,7	5,8	0,6	0,1		**77,9**
1983			0,0	2,7	39,7	15,1	14,6	5,1	0,5	0,1	**77,8**
1984				0,0	2,7	40,2	15,1	14,2	4,9	0,5	**77,7 (1)**
1985					0,1	2,8	41,6	14,5	14,5	4,5	**78,6 (1)**
1986						0,1	2,8	41,9	14,6	14,9	
1987							0,1	2,6	42,9	14,5	
1988								0,1	2,6	43,9	
1989									0,1	2,5	
1990										0,1	
Taux d'accès (MENESR - scolaire)	**80,0**	**80,0**	**79,0**	**79,4**	**81,0**	**80,3**	**80,7**	**79,1**	**80,1**	**81,0**	
Taux d'accès (toutes formations)			**91,5**	**92,5**	**94,1**	**93,2**	**93,1**	**92,1**	**93,1**	**93,5**	

(1) Prévisions intégrant les informations partielles observées.

2 Évolution du taux d'accès au niveau V de formation par voie d'accès (1)



3 Taux d'accès au niveau V de formation par type et par sexe – Année scolaire 2003-2004

(France métropolitaine, Public + Privé)

	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche			Ensemble des voies de formations		
	Femmes	**Hommes**	**Ensemble**	**Femmes**	**Hommes**	**Ensemble**
Types de formation :						
Générale et technologique	63,6 %	49,0 %	56,2 %	64,3 %	50,1 %	57,0 %
Professionnelle	23,3 %	26,3 %	24,8 %	30,8 %	41,9 %	36,5 %
Ensemble	**86,9 %**	**75,3 %**	**81,0 %**	**95,2 %**	**92,0 %**	**93,5 %**

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

L'évolution au fil des générations de l'accès au niveau du baccalauréat est marquée par trois grandes phases **1**. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, l'accès progresse lentement, à un rythme qui tend à se ralentir : 10 % à la fin des années cinquante, 30 % au milieu des années soixante-dix, autour de 35 % au début des années quatre-vingt. À partir de 1984, l'accès augmente fortement, avec la création du baccalauréat professionnel, mais aussi avec l'afflux de jeunes de plus en plus nombreux en terminale générale. Ce dernier mouvement s'arrête en 1994 et tend même à s'inverser jusqu'en 1998, avant de se stabiliser ensuite. Jusqu'à cette date, l'accès au niveau du baccalauréat par les autres voies, technologique et professionnelle, se poursuit, sans pour autant suffire à inverser le mouvement global. Depuis 1998, il tend également à marquer le pas.
À la rentrée 2003, le taux d'accès au niveau du baccalauréat atteint ainsi 63,1 % **2**. Il dépasse légèrement celui estimé à la rentrée précédente (62,9 %), restant inférieur de plus de 4 points à celui de la rentrée 1994 (67,7 %).
Ces chiffres ne concernent toutefois que l'accès par les formations sous statut scolaire assurées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La prise en compte des autres voies (autres ministères et apprentissage) porte le taux à 69,3 %, de 2 points au-dessous de celui observé en 1994 (71,2 %). Le rajeunissement des accédants se poursuit ; il traduit une moindre pratique du redoublement dans l'ensemble du cursus scolaire.
Le taux d'accès des filles s'établit à 70,4 %, contre 56,1 % pour les garçons **3**. Cet écart provient bien plus des séries générales (13 points) que des séries technologiques (2 points). Les voies de formation autres que celles sous statut scolaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont nettement plus utilisées par les hommes que par les femmes. Pour l'ensemble des voies, les filles accèdent en moyenne plus jeunes que les garçons.

DÉFINITIONS

■ **Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation).** Il rapporte les entrées en classes de terminale générale, technologique ou professionnelle à l'effectif des générations concernées. Sont également pris en compte les entrants en année finale de formation de niveau baccalauréat, tel le brevet professionnel.
L'accès au niveau du baccalauréat peut intervenir de 16 à 21 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.

■ **Voies de formation.** Outre le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR), le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales offre aussi des formations de type scolaire de niveau IV. L'accès à ce niveau de formation est également possible par l'apprentissage.

■ **Générations.** La première colonne du tableau **2** donne l'année de naissance de la génération et, en dessous, entre parenthèses, le nombre de personnes dans cette génération à la première rentrée où la génération intervient de manière perceptible (lorsqu'elle atteint 16 ans). Ces chiffres n'interviennent dans le calcul des taux que pour la première case.

■ **Taux d'accès d'une génération.** Pour les enfants nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau IV enregistrés au cours de rentrées scolaires successives (analyse longitudinale).

■ **Taux d'accès annuel.** Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau IV à des âges différents (analyse transversale).

POUR EN SAVOIR PLUS

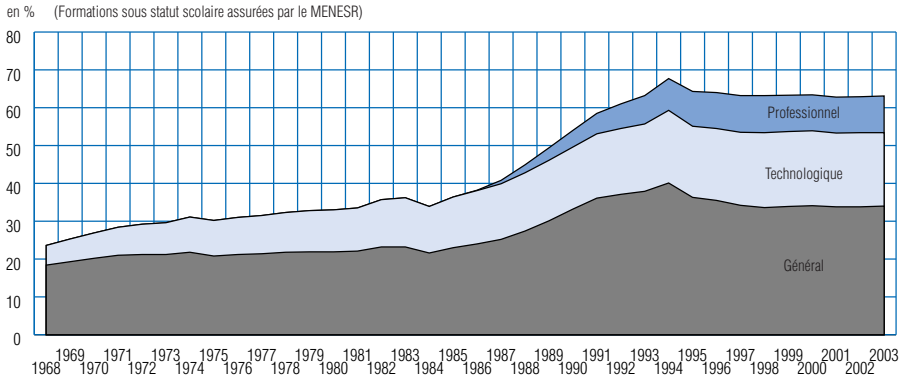
(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Système d'information SCOLARITÉ. Enquête n° 16 (MENESR, Privé). Enquête n° 51 (Apprentissage). Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales.

Le second degré : accès au niveau du baccalauréat

1 Évolution des taux annuels d'accès au niveau du baccalauréat (France métropolitaine, Public + Privé)



2 Calendrier d'accession au niveau du baccalauréat (France métropolitaine, Public + Privé)

Générations (effectifs à 16 ans)		1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Total entrants
1974 :	entrants	46 000	19 400									**486 900 (1)**
(808 540)	%	5,7	2,4									**60,4**
1975 :	entrants	89 800	38 300	17 000								**467 700 (1)**
(755 021)	%	11,9	5,1	2,3								**62,0**
1976 :	entrants	135 000	76 700	35 400	14 800							**459 000 (1)**
(731 493)	%	18,4	10,5	4,9	2,0							**62,7**
1977 :	entrants	204 000	130 500	78 700	35 700	13 800						**477 300 (1)**
(753 482)	%	27,0	17,3	10,5	4,8	1,9						**63,3**
1978 :	entrants	15 800	201 900	132 400	77 000	32 800	11 600					**471 500**
(747 854)	%	2,1	27,0	17,7	10,3	4,4	1,6					**63,1**
1979 :	entrants		15 200	206 400	135 500	79 400	31 100	10 800				**478 400**
(768 083)	%		2,0	26,8	17,6	10,3	4,1	1,4				**62,2**
1980 :	entrants			15 500	215 600	144 100	81 600	30 600	10 100			**497 500**
(810 608)	%			1,9	26,6	17,7	10,1	3,8	1,3			**61,3**
1981 :	entrants				15 300	217 500	146 100	78 500	29 100	9 100		**495 600**
(809 557)	%				1,9	26,8	18,0	9,7	3,6	1,1		**61,1**
1982 :	entrants					15 800	220 100	141 900	76 100	26 300	8 700	**488 900**
(797 939)	%					2,0	27,5	17,7	9,5	3,3	1,1	**61,1**
1983 :	entrants						16 000	215 700	130 900	69 900	23 900	**464 400 (2)**
(752 561)	%						2,1	28,6	17,3	9,3	3,2	**61,5**
1984 :	entrants							16 700	221 300	135 000	69 500	**473 900 (2)**
(765 730)	%							2,2	28,8	17,5	9,0	**61,7**
1985 :	entrants								17 700	227 700	138 900	
(771 572)	%								2,3	29,4	17,9	
1986 :	entrants									17 700	233 800	
(785 215)	%									2,3	29,7	
1987 :	entrants										16 900	
(777 016)	%										2,2	
		511 800 (3)	**482 000**	**485 400**	**493 900**	**503 400**	**506 500**	**494 200**	**485 200**	**485 700**	**491 700**	
		67,7	64,3	64,0	63,2	63,1	63,3	63,4	62,8	62,9	63,1	
		71,2	68,5	68,9	68,7	69,4	69,7	69,9	69,2	69,3	69,3	

(1) Total, compte tenu des jeunes de la génération qui ont accédé au niveau du bac avant la rentrée 1994. (2) Total estimé, compte tenu des jeunes de la génération susceptibles d'accéder au niveau du bac lors des prochaines rentrées. (3) Total, compte tenu des élèves nés avant 1974.

3 Taux d'accès au niveau du baccalauréat par type de formation et par sexe en 2003-2004 (France métropolitaine, Public + Privé)

	MENESR			Ensemble des voies de formation		
Type de diplôme préparé	**Femmes**	**Hommes**	**Ensemble**	**Femmes**	**Hommes**	**Ensemble**
Général	40,8 %	27,5 %	34,0 %	40,9 %	27,7 %	34,1 %
Technologique	20,6 %	18,3 %	19,4 %	22,2 %	19,5 %	20,8 %
Professionnel	9,1 %	10,3 %	9,7 %	12,3 %	16,4 %	14,4 %
Ensemble	**70,4 %**	**56,1 %**	**63,1 %**	**75,4 %**	**63,5 %**	**69,3 %**

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

Plus le niveau de formation s'élève, plus la proportion d'élèves dont la personne responsable est professeur ou exerce une profession libérale ou d'encadrement est importante. Les enfants d'ouvriers, de chômeurs ou de personnes sans activité sont en revanche proportionnellement plus nombreux dans les classes technologiques ou dans le second cycle professionnel.
Alors que, dans l'ensemble des établissements du second degré publics et privés sous contrat, plus d'un enfant sur trois est issu d'une famille dont la personne responsable de l'élève est ouvrier ou sans activité (35,6 %), cette proportion s'élève à sept enfants sur dix en enseignement adapté (SEGPA, 71 %).
Les élèves de première et terminale générale sont au moins deux fois plus souvent issus de familles socialement favorisées (professions libérales ou cadres) que ceux des classes de première et terminale technologiques (27,8 % et 12,3 % respectivement). Ces dernières formations rassemblent elles-mêmes des élèves provenant deux fois plus souvent de ces classes sociales que les élèves préparant le baccalauréat professionnel (5,9 %).
Les établissements privés sous contrat scolarisent davantage d'élèves appartenant aux catégories sociales favorisées. Pour les formations du second degré hors enseignement spécial, cette surreprésentation atteint 11 points. Si la structure sociale des établissements privés sous contrat est d'une façon générale tirée vers le haut, elle se démarque de celle des établissements publics avant tout sur l'accueil des enfants des catégories sociales extrêmes : surreprésentation des élèves d'origine sociale très favorisée (31 % de filles et fils de chefs d'entreprise, de cadres et professions intellectuelles supérieures, d'instituteurs, contre 19 % dans le public), sous-représentation des élèves issus des catégories sociales défavorisées (24 % d'enfants d'ouvriers, de chômeurs n'ayant jamais exercé, de personne sans activité, cette proportion s'élevant à 39 % dans les établissements publics).

DÉFINITIONS

■ **Les catégories socioprofessionnelles (CS)** sont celles de la personne responsable de l'élève :
– agriculteur : agriculteur exploitant ;
– artisan-commerçant : artisan, commerçant et assimilé, chef d'entreprise de dix salariés ou plus ;
– profession libérale, cadre : profession libérale, cadre de la fonction publique, professeur et assimilé, professions de l'information, des arts et du spectacle, cadre administratif et commercial d'entreprise, ingénieur et cadre technique d'entreprise ;
– profession intermédiaire : instituteur et assimilé, profession intermédiaire de la santé et du travail social, de la fonction publique, commerciale des entreprises, clergé, technicien, contremaître et agent de maîtrise ;
– employé : employé civil, agent de service de la fonction publique, policier et militaire, employé administratif d'entreprise, employé de commerce, personnel de services directs aux particuliers ;
– ouvrier : ouvrier qualifié, non qualifié, agricole ;
– retraité : retraité agriculteur exploitant, artisan, commerçant, chef d'entreprise, cadre, profession intermédiaire, employé ou ouvrier. Les différentes activités anciennement exercées par les retraités ne sont pas suffisamment détaillées pour pouvoir être regroupées avec les professions telles qu'elles sont décrites ci-dessus ;
– chômeur ou sans activité : chômeur n'ayant jamais travaillé, personne sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà travaillé sont regroupés avec les actifs selon leur ancienne occupation.
On notera que, les personnes responsables des élèves étant souvent les pères, les CS très féminisées sont peu visibles dans cette statistique : par exemple, la plupart des enfants dont la mère est enseignante ou employée apparaissent ici sous la catégorie sociale de leur père, qui est souvent différente (cadre, ouvrier,…).

■ **Regroupements des catégories socioprofessionnelles en quatre postes :**
– favorisée A : chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, instituteurs ;
– favorisée B : professions intermédiaires (sauf instituteurs), retraités cadres et des professions intermédiaires ;
– moyenne : agriculteurs exploitants, artisans et commerçants (et retraités correspondants), employés ;
– défavorisée : ouvriers, retraités ouvriers et employés, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources
Système d'information SCOLARITÉ.

L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré

1 Élèves du second degré selon la catégorie sociale de la personne responsable de l'élève en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

	Agriculteurs	Artisans, Commerçants	Prof. libérales, cadres (1)	Prof. interm. (2)	Professeurs et instituteurs	Employés
1er cycle général	2,5	9,1	15,8	14,8	3,4	16,9
1er cycle technologique et préprofessionnel	1,5	8,2	5,2	11,7	0,9	18,3
Total 1er cycle	**2,5**	**9,0**	**15,7**	**14,7**	**3,3**	**16,9**
Seconde générale et technologique	2,3	9,4	22,6	17,4	5,1	16,6
1re et terminale générales	2,5	8,9	27,8	17,7	7,0	15,1
1re et terminale technologiques	2,2	9,1	12,3	17,5	2,4	19,4
Total 2nd cycle général et technologique	**2,4**	**9,1**	**22,4**	**17,6**	**5,3**	**16,6**
CAP	1,5	6,2	4,3	9,8	0,9	16,0
BEP	1,6	7,7	5,6	12,4	1,0	18,4
Bac pro, BMA	2,0	8,0	5,9	12,8	1,1	18,2
MC et divers niveaux IV et V	2,6	7,7	6,0	13,6	1,5	17,8
Total 2nd cycle professionnel et assimilé (4)	**1,7**	**7,6**	**5,6**	**12,3**	**1,0**	**18,1**
SEGPA	1,4	4,4	1,6	6,0	0,3	13,1
EREA	1,5	4,9	3,3	7,4	0,6	14,8
Ensemble	**2,3**	**8,8**	**16,0**	**15,0**	**3,5**	**16,9**

(suite)	Ouvriers	Retraités	Sans activité, chômeurs n'ayant jamais travaillé	Total	Part des origines sociales connues en % (3)	Effectifs Pu + Pr sous contrat
1er cycle général	27,0	1,3	9,2	100,0	97,3	3 188 801
1er cycle technologique et préprofessionnel	38,3	2,3	13,7	100,0	93,7	48 126
Total 1er cycle	**27,2**	**1,3**	**9,3**	**100,0**	**97,2**	**3 236 927**
Seconde générale et technologique	18,8	1,8	5,9	100,0	97,7	531 298
1re et terminale générales	14,4	2,0	4,6	100,0	98,0	620 357
1re et terminale technologiques	26,3	2,9	7,9	100,0	97,0	351 427
Total 2nd cycle général et technologique	**18,7**	**2,1**	**5,8**	**100,0**	**97,6**	**1 503 082**
CAP	37,7	3,3	20,4	100,0	93,0	74 463
BEP	36,7	3,1	13,2	100,0	95,5	435 266
Bac pro, BMA	35,9	4,0	12,2	100,0	95,6	177 154
MC et divers niveaux IV et V	34,1	3,3	13,5	100,0	92,9	7 560
Total 2nd cycle professionnel et assimilé (4)	**36,6**	**3,4**	**13,7**	**100,0**	**95,3**	**694 443**
SEGPA	44,7	2,2	26,3	100,0	92,0	106 354
EREA	39,8	2,8	24,8	100,0	89,8	10 791
Ensemble	**26,4**	**1,8**	**9,2**	**100,0**	**97,0**	**5 551 597**

(1) Non compris professeurs.
(2) Non compris instituteurs.
(3) Le complément à 100 % de la part des PCS connues regroupe les élèves dont la PCS du responsable est non renseignée dans le système d'information SCOLARITÉ (3 % environ). On ne prend pas en compte les élèves des établissements privés hors contrat (4,5 % du privé) pour lesquels l'information n'est quasiment pas recueillie.
(4) Second cycle professionnel et assimilé : y compris divers niveaux IV et V (formations complémentaires et préparations diverses).

2 Répartition des élèves des établissements publics et privés sous contrat (hors EREA) selon l'origine sociale à la rentrée 2003 (1) (France métropolitaine + DOM)

	Secteur public					Secteur privé sous contrat					Surreprésentation des origines sociales favorisées dans le secteur privé sous contrat
Formations	Favorisée A (%)	Favorisée B (%)	Moyenne (%)	Défavorisée (%)	Total (%)	Favorisée A (%)	Favorisée B (%)	Moyenne (%)	Défavorisée (%)	Total (%)	
1er cycle	17,9	15,0	26,1	40,9	100,0	30,2	15,1	30,9	23,7	100,0	12,4 (2)
2nd cycle général et techno.	27,2	18,6	26,1	28,2	100,0	39,3	16,6	27,5	16,6	100,0	10,1
2nd cycle prof. et assimilé (2)	6,1	12,0	25,6	56,3	100,0	12,4	15,4	32,0	40,2	100,0	9,7
Ensemble 2nd degré hors SEGPA (3)	**19,0**	**15,6**	**26,1**	**39,3**	**100,0**	**30,5**	**15,5**	**30,1**	**23,8**	**100,0**	**11,4**
SEGPA	2,0	6,0	18,4	73,6	100,0	5,7	9,7	28,9	55,7	100,0	7,4

(1) Voir les regroupements définis page ci-contre.
(2) Lecture - Les établissements privés sous contrat scolarisent dans leurs classes du premier cycle davantage d'élèves issus d'origines sociales favorisées A ou B (12 points d'écart avec les établissements publics).
(3) Voir définition tableau 1 .

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, en France métropolitaine et dans les DOM, 3 244 600 élèves sont scolarisés dans le premier cycle d'enseignement secondaire **1**. Cet effectif est inférieur de 24 500 élèves à celui de la rentrée 2002 (- 0,7 %). En effet, comme c'est le cas depuis la rentrée 1995, les générations en âge d'entrer au collège, principalement cette année les jeunes nés en 1992, sont moins nombreuses que celles en âge de le quitter, notamment la génération 1988. Ainsi, les effectifs diminuent dans presque toutes les classes du cycle, avec notamment 16 100 élèves en moins en sixième (- 1,9 %).

Principale exception, la troisième technologique : ses effectifs augmentent de 2 300 élèves (+ 6,4 %). Cette hausse est liée au développement de la troisième préparatoire à la voie professionnelle. La part des élèves de troisième scolarisés dans une classe technologique reste néanmoins inférieure à 5 %, contre environ 8 % cinq ans auparavant. La réforme du premier cycle mise en place à partir de 1996 a sensiblement réduit la part de la filière technologique. Les quatrièmes technologiques sont en voie de fermeture (3 700 élèves cette année, soit moins de 0,5 % des élèves de quatrième) et les troisièmes technologiques ne sont pratiquement implantées qu'en lycée professionnel (cas d'environ 90 % des élèves de ces formations).

Pour toutes les classes du cycle, le taux de redoublement diminue **2**. Cette baisse poursuit une tendance observée depuis plusieurs années, conséquence attendue de la mise en place en 1996 des nouveaux cycles en collège. Ainsi, depuis 1997, le taux de redoublement a baissé de 3,8 points en sixième, de 5,5 points en cinquième et de 3,3 points en troisième générale. En quatrième générale, après avoir culminé à 8,9 % en 1999, il a baissé ensuite de 1,5 point. Du fait de cette tendance, qui s'ajoute à celle de la baisse des redoublements en primaire, la proportion des jeunes d'une génération qui sont « à l'heure » augmente régulièrement dans toutes les classes. Ainsi, en 2003, 62,2 % de l'ensemble des élèves de troisième ont 14 ans ou moins ; ils étaient 61,3 % à la rentrée 2002, 56,9 % à la rentrée 1998.

Parmi les élèves inscrits en troisième à la rentrée 2002, 57 % se sont orientés en second cycle général et technologique et 27 % en second cycle professionnel **2**. Parallèlement, 6 % des élèves ont redoublé et 10 % des élèves sont sortis du champ des formations scolaires relevant du ministère de l'Éducation nationale. Ce dernier chiffre englobe à la fois des sorties du système éducatif et des inscriptions dans des formations relevant d'autres ministères ou dans des formations par alternance. Cette répartition des orientations en fin de troisième est proche de celle observée un an auparavant.

En moyenne, les élèves sont plus jeunes dans le secteur privé que dans le secteur public. Quel que soit le secteur, les filles sont plus jeunes que les garçons dans chaque classe. Les garçons sont plus souvent orientés dans les classes technologiques : ils représentent 67 % des élèves de troisième technologique, contre 48 % des élèves de troisième générale **2**.

DÉFINITIONS

■ **Classes de quatrième et troisième.** La réforme du premier cycle a sensiblement modifié la répartition des élèves dans les différentes classes de quatrième (générale et technologique) et de troisième (générale, technologique et d'insertion). Pour cette raison, l'étude ci-contre porte sur *l'ensemble des classes de quatrième et troisième* et non uniquement sur les classes générales.

■ **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage. Elles peuvent être implantées en collège, en LP ou en CFA. Ces dernières ne sont pas incluses dans cette page (voir 5.1).

■ **CLIPA**. Classes d'initiation préprofessionelle par alternance.

■ **UPI.** Unités pédagogiques d'intégration.

■ **Taux de redoublement.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui redoublent cette classe l'année *n*.

■ **Taux de passage.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui passent dans une classe supérieure l'année *n*.

■ **Taux de sortie.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui ne se réinscrivent pas l'année *n* dans une classe du second degré dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les sortants incluent les élèves qui s'inscrivent dans un établissement du second degré relevant d'autres ministères, et notamment du ministère en charge de l'Agriculture, et ceux qui s'orientent vers une formation par alternance (apprentissage) s'ils ont 16 ans ou qui s'inscrivent dans une classe préparatoire à l'apprentissage dans un CFA.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6925, 6928.

Voir aussi

Note d'Information, 04.05.

Le premier cycle par classe, par âge et par sexe, flux

1 Répartition des élèves du premier cycle par âge et par sexe en 2003-2004

(France métropolitaine + DOM)

		Public (hors EREA)			Privé			Total	
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Effectifs	%
Sixième	10 ans et moins	7 731	8 514	16 245	3 998	3 850	7 848	24 093	2,9
	11 ans	**228 176**	**237 269**	**465 445**	**63 450**	**61 673**	**125 123**	**590 568**	**71,8**
	12 ans	86 491	62 646	149 137	18 838	11 376	30 214	179 351	21,8
	13 ans et plus	14 350	8 899	23 249	3 648	1 879	5 527	28 776	3,5
	Total	**336 748**	**317 328**	**654 076**	**89 934**	**78 778**	**168 712**	**822 788**	**100,0**
Cinquième	11 ans et moins	7 352	8 556	15 908	3 790	3 914	7 704	23 612	2,9
	12 ans	**206 214**	**226 925**	**433 139**	**58 699**	**59 782**	**118 481**	**551 620**	**68,8**
	13 ans	91 237	67 171	158 408	19 953	12 604	32 557	190 965	23,8
	14 ans et plus	17 741	11 033	28 774	4 299	2 226	6 525	35 299	4,4
	Total	**322 544**	**313 685**	**636 229**	**86 741**	**78 526**	**165 267**	**801 496**	**100,0**
Quatrième générale (hors aménagée)	12 ans et moins	7 018	8 626	15 644	3 701	4 021	7 722	23 366	2,9
	13 ans	**191 429**	**216 803**	**408 232**	**54 229**	**57 029**	**111 258**	**519 490**	**65,0**
	14 ans	99 267	76 154	175 421	22 143	14 922	37 065	212 486	26,6
	15 ans et plus	21 438	14 843	36 281	4 475	2 701	7 176	43 457	5,4
	Total	**319 152**	**316 426**	**635 578**	**84 548**	**78 673**	**163 221**	**798 799**	**100,0**
Quatrième aménagée	13 ans et moins	970	1 036	2 006	303	247	550	2 556	15,9
	14 ans	**4 581**	**3 523**	**8 104**	**1 404**	**741**	**2 145**	**10 249**	**63,6**
	15 ans	1 368	885	2 253	482	233	715	2 968	18,4
	16 ans et plus	105	105	210	55	83	138	348	2,2
	Total	**7 024**	**5 549**	**12 573**	**2 244**	**1 304**	**3 548**	**16 121**	**100,0**
Troisième générale	13 ans et moins	6 912	8 514	15 426	3 336	3 768	7 104	22 530	3,1
	14 ans	**166 200**	**201 021**	**367 221**	**46 299**	**52 461**	**98 760**	**465 981**	**63,6**
	15 ans	89 113	77 904	167 017	21 384	16 362	37 746	204 763	28,0
	16 ans et plus	17 362	15 410	32 772	3 765	2 753	6 518	39 290	5,4
	Total	**279 587**	**302 849**	**582 436**	**74 784**	**75 344**	**150 128**	**732 564**	**100,0**
Troisième d'insertion	14 ans et moins	728	546	1 274	124	66	190	1 464	6,0
	15 ans	**9 504**	**6 005**	**15 509**	**1 175**	**584**	**1 759**	**17 268**	**70,4**
	16 ans	2 620	1 930	4 550	412	241	653	5 203	21,2
	17 ans et plus	248	259	507	49	42	91	598	2,4
	Total	**13 100**	**8 740**	**21 840**	**1 760**	**933**	**2 693**	**24 533**	**100,0**
Quatrième technologique	13 ans et moins	30	5	35	241	77	318	353	9,6
	14 ans	**291**	**44**	**335**	**1 256**	**473**	**1 729**	**2 064**	**56,3**
	15 ans	147	54	201	576	256	832	1 033	28,2
	16 ans et plus	64	44	108	66	42	108	216	5,9
	Total	**532**	**147**	**679**	**2 139**	**848**	**2 987**	**3 666**	**100,0**
Troisième technologique	14 ans et moins	2 132	1 004	3 136	1 046	504	1 550	4 686	12,2
	15 ans	**11 391**	**4 960**	**16 351**	**5 241**	**2 565**	**7 806**	**24 157**	**62,7**
	16 ans	3 485	1 797	5 282	2 067	1 363	3 430	8 712	22,6
	17 ans et plus	312	200	512	257	212	469	981	2,5
	Total	**17 320**	**7 961**	**25 281**	**8 611**	**4 644**	**13 255**	**38 536**	**100,0**
CPA-CLIPA, UPI, classes-relais	14 ans et moins	2 061	1 350	3 411	355	185	540	3 951	65,0
	15 ans	759	412	1 171	280	62	342	1 513	24,9
	16 ans et plus	238	144	382	156	75	231	613	10,1
	Total	**3 058**	**1 906**	**4 964**	**791**	**322**	**1 113**	**6 077**	**100,0**
Total France métro. + DOM		**1 299 065**	**1 274 591**	**2 573 656**	**351 552**	**319 372**	**670 924**	**3 244 580**	

2 Évolution des taux de redoublement et de passage dans le premier cycle

(France métropolitaine + DOM, Public [hors EREA] + Privé)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Redoublements :	Sixième	10,2	10,1	12,1	10,6	10,1	9,4	9,1	8,7	**8,3**
	Cinquième	11,2	10,8	9,7	5,5	5,2	5,0	4,6	4,4	**4,2**
	Quatrième générale (y compris aménagée)	7,6	7,6	7,1	6,8	8,9	8,7	8,1	7,8	**7,4**
	Troisième générale	10,2	10,2	9,8	8,6	8,1	6,8	6,7	6,7	**6,4**
Passages :	Sixième - cinquième	89,0	89,0	86,8	88,4	89,1	90,0	90,5	91,1	**91,4**
	Cinquième - quatrième générale (y compris aménagée)	77,6	77,6	80,7	89,4	90,8	91,8	92,4	93,0	**93,5**
	Quatrième générale (y compris aménagée) - troisième générale	87,3	86,9	87,2	87,5	84,5	83,8	83,5	83,6	**83,8**
	Troisième générale - seconde	61,6	60,2	59,8	60,3	60,6	61,0	60,4	60,7	**61,2**
	Ensemble troisièmes - seconde	54,8	53,5	53,2	53,4	54,5	56,7	56,1	56,2	**56,6**
	Troisième générale - BEP/CAP2	22,1	21,9	22,4	22,9	23,2	23,2	23,9	23,7	**23,3**
	Ensemble troisièmes - BEP/CAP2	26,9	26,8	27,1	27,7	27,3	26,1	26,7	26,7	**26,5**

PRÉSENTATION

Après trois années de baisse (- 2,5 % entre 1990 et 1992), les effectifs d'élèves du second cycle professionnel de la France métropolitaine et des DOM connaissent une hausse de 1993 à 1998 (+ 4,2 %) suivie d'une légère diminution en 1999 (- 1,5 %). Après une forte chute des effectifs d'élèves en 2000 (- 4,2 %), la baisse s'est ralentie à la rentrée 2001 (- 0,7 %). La hausse des effectifs constatée à la rentrée 2002 (+ 0,5 %) est confirmée à la rentrée 2003 (+ 1,2 %). Les effectifs d'élèves du second cycle professionnel augmentent de 8 400 élèves 1 .

Contrairement à la situation du second cycle général et technologique, les filles sont minoritaires dans les formations professionnelles : moins nombreuses que les garçons en BEP et en baccalauréat professionnel (respectivement 44,4 % et 45,2 %). Seuls les CAP en 1 an et en 2 ans sont plus féminisés (73,1 % et 51,9 %) 1 .

On assiste à la disparition progressive des CAP en 3 ans, dont les effectifs sont passés de 400 000 à 800 élèves, accusant une nouvelle baisse de 800 élèves à la rentrée 2003 1 .

À la rentrée 2003, les préparations au CAP en 2 ans continuent de progresser, de 6 200 élèves, alors que les préparations au BEP en 2 ans diminuent de 2 700 élèves. Cette baisse ne touche que la seconde professionnelle, conséquence d'une diminution de l'orientation de troisième générale vers la seconde professionnelle.

Le baccalauréat professionnel a connu un essor spectaculaire depuis sa création en 1985. Sa progression est restée soutenue mais s'atténue quelque peu lors des rentrées 1998 et 1999. Cette hausse était due à la part de plus en plus importante d'élèves qui préparaient un baccalauréat professionnel après un CAP et surtout un BEP. Les rentrées 2000 et 2001 sont marquées par une diminution des effectifs : - 4 100 élèves en deux ans, soit - 2,3 %. Après une stabilisation à la rentrée 2002, les effectifs d'élèves préparant un baccalauréat professionnel sont en progression lors de cette rentrée (+ 4 400 élèves, soit + 2,6 %) 1 2 .

DÉFINITIONS

■ **Second cycle professionnel.** Les formations de second cycle professionnel sont dispensées dans les lycées professionnels (LP).

Le second cycle professionnel comprend les formations en deux et trois ans au CAP, le CAP en un an, les formations en deux ans au BEP, les préparations au baccalauréat professionnel (bac pro), ainsi que les formations mises en place depuis la rentrée 1994 dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle : CAP, BEP, bac pro, BMA en un an, bac pro et BMA en trois ans. Elles prévoient une formation professionnelle pour tout jeune quittant le système éducatif.

Le certificat d'études professionnelles (CEP) n'existe plus depuis 1992.

■ **Mentions complémentaires.** Années supplémentaires de spécialisation, sanctionnées par un diplôme.

■ **BMA.** Brevets des métiers d'art.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

Le second cycle professionnel : évolution

1 Évolution des effectifs du second cycle professionnel et proportion de filles

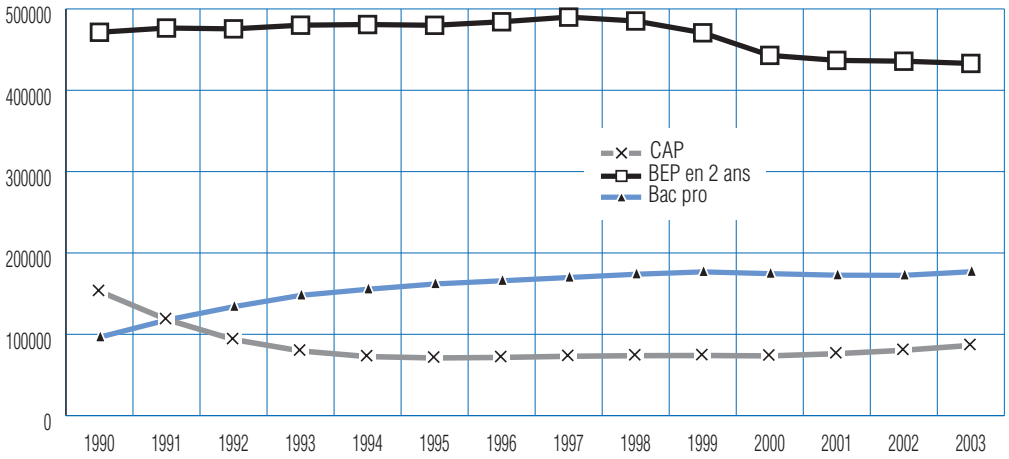
(France métropolitaine de 1970 à 1990, France métropolitaine + DOM à partir de 1990, Public + Privé)

	France métropolitaine			France métropolitaine + DOM					
	1970	**1980**	**1990**	**1990**	**1995**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**
CEP	4 812	8 381	541	614					
CAP 3 ans :									
Première année	182 922	164 257	32 628	34 850	8 350	1 861	1 000	-	
Deuxième année	151 238	136 186	37 798	39 920	8 298	2 255	947	803	98
Troisième année	141 368	128 867	40 722	42 824	8 505	2 896	1 473	785	713
Total CAP 3 ans	**475 528**	**429 310**	**111 148**	**117 594**	**25 153**	**7 012**	**3 420**	**1 588**	**811**
% filles	47,1	41,5	42,2	42,6	33,6	42,0	45,5	45,2	48,6
CAP 1 an	**-**	**-**	**3 102**	**3 102**	**3 655**	**4 866**	**5 211**	**5 655**	**6 236**
% filles	-	-	63	63,2	60,2	65,8	66,8	70,8	73,1
CAP 2 ans :									
Première année	17 836	14 527	14 774	15 311	22 675	33 913	37 419	40 655	43 943
Seconde année	18 030	14 079	16 370	16 824	19 432	27 659	30 112	32 502	35 385
Total CAP 2 ans	**35 866**	**28 606**	**31 144**	**32 135**	**42 107**	**61 572**	**67 531**	**73 157**	**79 328**
% filles	50,5	49,4	48,9	48,8	50,8	51,6	51,5	52,0	51,9
BEP 1 an	**-**	**-**	**-**	**-**	**611**	**2 034**	**2 536**	**3 258**	**3 661**
BEP 2 ans :									
Seconde professionnelle	80 606	168 534	232 639	242 588	245 389	224 703	227 033	225 736	222 795
Terminale BEP	53 834	138 373	219 559	228 720	234 490	218 202	209 707	209 995	210 203
Total BEP 2 ans	**134 440**	**306 907**	**452 198**	**471 308**	**479 879**	**442 905**	**436 740**	**435 731**	**432 998**
% filles	57,4	55,8	47,8	54,3	44,9	45,4	45,1	44,8	44,4
MC (y compris niveau IV)	**-**	**-**	**4898**	**5045**	**4 852**	**6 716**	**6 263**	**6 007**	**6 247**
Bac pro 1 an	**-**	**-**	**-**	**-**	**593**	**572**	**681**	**606**	**710**
Bac pro/BMA 2 et 3 ans :									
Première professionnelle (1)	-	-	53 942	55 529	85 673	92 092	90 808	91 705	94 799
Terminale professionnelle (2)	-	-	39774	40 897	76 178	82 476	81 848	80 790	82 098
Total BAC pro/BMA 2 et 3 ans	**-**	**-**	**93 716**	**96 426**	**161 851**	**174 568**	**172 656**	**172 495**	**176 897**
% filles	-	-	47,6	47,8	45,3	46,7	46,5	45,8	45,2
Ensemble	**650 646**	**773 204**	**696 747**	**726 224**	**718 701**	**700 245**	**695 038**	**698 497**	**706 888**
% filles	49,5	47,7	46,8	47,0	44,8	46,4	46,3	46,1	45,8

(1) Y compris 1re et 2e années de bac pro en 3 ans, 1re année de BMA en 2 ans,1re et 2e années de BMA en 3 ans.
(2) Y compris 3e année de bac pro et BMA en 3 ans, 2e année de BMA en 2 ans, BMA en 1 an.

2 Évolution des effectifs du second cycle professionnel par type de formation

(France métropolitaine + DOM, Public + Privé)



PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, 707 800 élèves sont inscrits dans une formation scolaire de second cycle professionnel dans un établissement sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (hors apprentissage et hors établissements relevants d'autres ministères). Par rapport à la rentrée 2002, cet effectif est en hausse de 8 500 élèves, soit + 1,2 %, mais toutes les formations du cycle ne sont pas affectées de la même façon. Ainsi, il ne reste que 800 élèves dans les formations préparant au CAP en trois ans, soit moitié moins que l'an dernier, du fait de la fermeture progressive du dispositif. En revanche, les formations au CAP en deux ans progressent de 6 200 élèves, soit + 8,4 %. Avec près de 433 000 élèves, les formations au BEP en deux ans sont en léger retrait : – 2 700 élèves, soit – 0,6 %. Enfin, 177 600 élèves suivent cette année une formation préparant au baccalauréat professionnel, un effectif en hausse de 4 500 élèves, soit + 2,6 % **1**.

À la rentrée 2003, 78,6 % des élèves sont scolarisés dans le secteur public, un pourcentage proche de celui des années précédentes. La part de ce secteur varie peu, également, d'une formation à l'autre : 73,5 % pour les préparations au CAP en deux ans, 80,2 % pour les préparations au BEP en deux ans et 78,8 % pour les préparations au baccalauréat professionnel **2**. Il n'y a que pour les préparations au CAP en un an que la part du secteur public devient minoritaire, au profit du secteur privé (69,0 %).

Dans l'ensemble, les garçons sont plus nombreux que les filles : 383 200 garçons, soit 54,1 %, pour 324 600 filles. Ils sont notamment surreprésentés dans les préparations au BEP en deux ans et dans les préparations au baccalauréat professionnel. Toutefois, la situation globale s'inverse dans le secteur privé, qui forme majoritairement à des métiers « tertiaires » (domaine des services).

Comme cela a été précisé, les chiffres mentionnés ci-dessus ne concernent que des élèves en formation scolaire dans des établissements sous tutelle du ministère en charge de l'Éducation nationale. Plus largement, le second cycle professionnel englobe également des élèves en apprentissage ou dans des établissements relevant d'autres ministères. Ainsi, dans les centres de formations d'apprentis (CFA) sous tutelle du ministère en charge de l'Éducation nationale, 42 500 jeunes préparent un BEP, 4 800 une mention complémentaire, 164 000 un CAP ou un autre diplôme professionnel de niveau V et 31 000 un baccalauréat professionnel. Également, dans des établissements scolaires agricoles, on compte 86 000 élèves suivant une formation scolaire de second cycle professionnel.

(Voir aussi : 4.25 et chapitre v).

DÉFINITIONS

■ **Second cycle professionnel.** Les formations du second cycle professionnel sont généralement dispensées dans les lycées professionnels (LP), même si certains collèges et lycées accueillent également des sections professionnelles. Elles concernent de nombreux secteurs d'activité (voir 4.11).

■ **Mention complémentaire (MC).** Il s'agit d'une année supplémentaire de spécialisation qui peut être préparée à la suite de certains CAP ou BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

■ **Formations complémentaires (FC).** Ce sont des compléments de formation initiale à finalité professionnelle, donnés pour au moins un tiers du temps en établissement et destinés à des diplômes de niveau IV ou V.

■ **Brevets des métiers d'art (BMA).** Ces formations sont comptabilisées avec les baccalauréats professionnels.

■ **Certificat d'aptitude professionnelle (CAP).** Diplôme de niveau V se préparant en deux ans après la troisième ou en un an dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle. Les formations professionnelles en trois ans sont en voie d'extinction.

■ **Brevet d'études professionnelles (BEP).** Diplôme sanctionnant un cycle de un ou deux ans après la troisième (seconde professionnelle et terminale BEP).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).
Annuaire statistique 2003-2004 de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.
« Les apprentis en 2003-2004 », *Note interne,* enquête n° 10, MEN-DEP B4.

Le second cycle professionnel par classe et par sexe

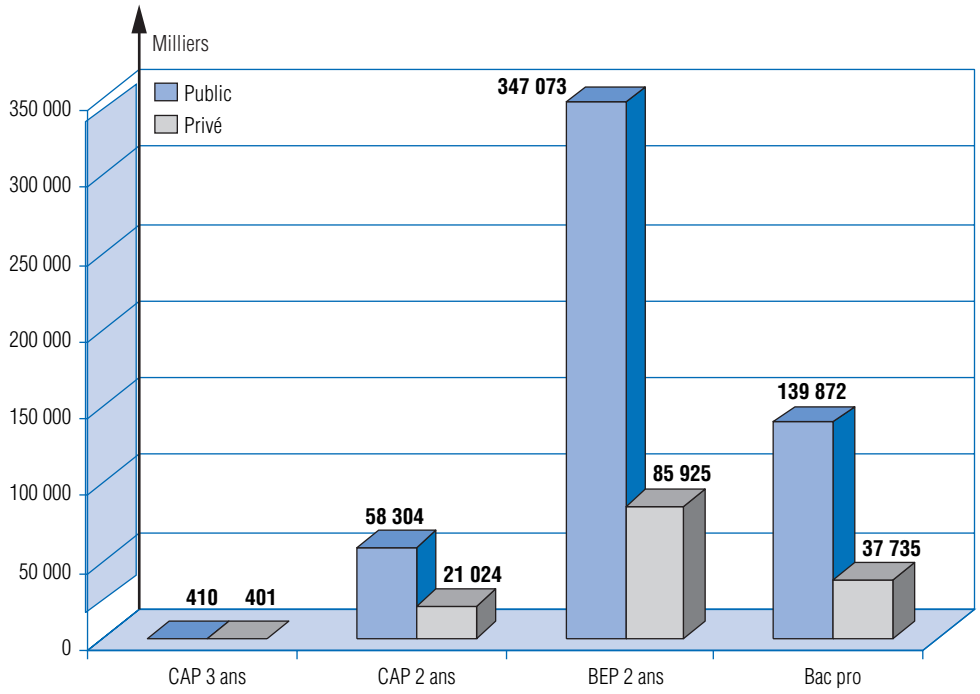
1 Répartition des élèves du second cycle professionnel (hors EREA) par sexe et par section à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM)

	Public			Privé			Public + Privé	
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Total	% filles
1re année CAP en 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
2e année CAP en 3 ans	42	56	98	-	-	-	98	57,1
3e année CAP en 3 ans	208	104	312	167	234	401	713	47,4
Total CAP en 3 ans	**250**	**160**	**410**	**167**	**234**	**401**	**811**	**48,6**
1re année CAP en 2 ans	17 832	14 494	32 326	3 673	7 944	11 617	43 943	51,1
2nde année CAP en 2 ans	13 947	12 031	25 978	2 740	6 667	9 407	35 385	52,8
Total CAP en 2 ans	**31 779**	**26 525**	**58 304**	**6 413**	**14 611**	**21 024**	**79 328**	**51,9**
CAP en 1 an	1 252	680	1 932	427	3 877	4 304	6 236	73,1
Seconde professionnelle	102 607	75 933	178 540	22 133	22 122	44 255	222 795	44,0
Terminale BEP	95 677	72 856	168 533	20 170	21 500	41 670	210 203	44,9
Total BEP en 2 ans	**198 284**	**148 789**	**347 073**	**42 303**	**43 622**	**85 925**	**432 998**	**44,4**
BEP en 1 an	1 723	1 556	3 279	170	212	382	3 661	48,3
Mentions complémentaires	2 523	2 461	4 984	402	861	1 263	6 247	53,2
Première professionnelle (1)	42 247	32 386	74 633	10 284	9 882	20 166	94 799	44,6
Terminale professionnelle (2)	36 096	29 143	65 239	8 711	8 858	17 569	82 808	45,9
Total baccalauréat professionnel	**78 343**	**61 529**	**139 872**	**18 995**	**18 740**	**37 735**	**177 607**	**45,2**
Total second cycle professionnel	**314 154**	**241 700**	**555 854**	**68 877**	**82 157**	**151 034**	**706 888**	**45,8**
Formations complémentaires (FC) post CAP-BEP	141	518	659	24	154	178	837	80,3
FC post BT-bac professionnel	20	8	28	9	45	54	82	64,6
Total second cycle professionnel y compris FC	**314 315**	**242 226**	**556 541**	**68 910**	**82 356**	**151 266**	**707 807**	**45,9**

(1) Y compris 1re et 2e années de bac professionnel en 3 ans, 1re année de BMA en 2 ans, 1re et 2e années de BMA en 3 ans.
(2) Y compris 3e année de bac professionnel et BMA en 3 ans, 2nde année de BMA en 2 ans, BMA en 1 an, bac professionnel en 1 an.

2 Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par secteur à la rentrée 2003

(France métropolitaine + DOM)



4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

Alors que la majorité des élèves de seconde générale et technologique sont « à l'heure », la plupart des élèves scolarisés en première année de CAP et BEP en 2 ans ont un an ou deux ans de retard.
Cependant, ces retards scolaires sont de moins en moins nombreux. En effet, la part des élèves de 15 ans et moins a augmenté, passant de 7 % en 1990 à 21,3 % en 2003, tandis que celle des élèves ayant 17 ans et plus est passée de 56,8 % à 27,1 % dans le même temps (France métropolitaine et départements d'outre-mer, secteurs public et privé).
Cette diminution des retards s'observe également en première année professionnelle. La part des élèves « à l'heure » (ceux qui ont 17 ans et moins) a progressé de 7,8 % à 24,8 % alors que la part des plus âgés (19 ans et plus) a régressé de 56,0 % à 30,2 % (sur la même période et pour le même champ).
Ce phénomène de rajeunissement peut être attribué à deux causes essentielles : d'une part, la baisse des redoublements en premier cycle et, d'autre part, le comportement différent dans l'orientation vers les formations en deux ans (CAP et BEP).
À tous les niveaux, les élèves sont presque toujours moins âgés dans les établissements publics que dans les établissements privés.
Dans les établissements publics plus nettement que dans les établissements privés, les garçons sont en général plus âgés que les filles dans la plupart des cas.

DÉFINITIONS

- **Âge.** L'âge indiqué est le nombre d'années révolues au 1er janvier 2004 ; ainsi, les élèves de 15 ans à la rentrée 2003 sont tous nés durant l'année 1988.

- **Âge théorique normal.** C'est l'âge de l'élève qui, entré au cours préparatoire à 6 ans, effectue sa scolarité sans redoublement ni saut de classe.

- **Mentions complémentaires (MC).** Années supplémentaires de spécialisation possibles à partir de certains CAP et BEP, et sanctionnées par un diplôme.

- **BMA.** Brevets des métiers d'art.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).
Pour l'année 1990, voir *Repères et références statistiques,* édition 1992, pp. 90-91.

Le second cycle professionnel par âge et par sexe

1 Répartition des élèves du second cycle professionnel par âge et par sexe à la rentrée 2003
(France métropolitaine + DOM)

		Public			Privé			Total
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Pu + Pr
1re année de CAP en 3 ans :								
	Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
2e année de CAP en 3 ans :								
	16 ans	4	6	10	-	-	-	10
	17 ans	23	33	56	-	-	-	56
	18 ans et plus	15	17	32	-	-	-	32
	Total	**42**	**56**	**98**	**-**	**-**	**-**	**98**
3e année de CAP en 3 ans :								
	16 ans et moins	4	13	17	43	23	66	83
	17 ans	38	21	59	65	77	142	201
	18 ans et plus	166	70	236	59	134	193	429
	Total	**208**	**104**	**312**	**167**	**234**	**401**	**713**
1re année de CAP en 2 ans et seconde BEP :								
	15 ans et moins	25 029	21 024	46 053	4 796	6 086	10 882	56 935
	16 ans	64 191	46 127	110 318	12 842	14 393	27 235	137 553
	17 ans et plus	31 219	23 276	54 495	8 168	9 587	17 755	72 250
	Total	**120 439**	**90 427**	**210 866**	**25 806**	**30 066**	**55 872**	**266 738**
2nde année de CAP en 2 ans et terminale BEP :								
	16 ans et moins	21 005	18 565	39 570	4 087	5 617	9 704	49 274
	17 ans	54 217	40 689	94 906	11 072	13 019	24 091	118 997
	18 ans et plus	34 402	25 633	60 035	7 751	9 531	17 282	77 317
	Total	**109 624**	**84 887**	**194 511**	**22 910**	**28 167**	**51 077**	**245 588**
Mentions complémentaires :								
	17 ans et moins	288	408	696	41	139	180	876
	18 ans	851	870	1 721	101	332	433	2 154
	19 ans et plus	1 384	1 183	2 567	260	390	650	3 217
	Total	**2 523**	**2 461**	**4 984**	**402**	**861**	**1 263**	**6 247**
CAP en 1 an :								
	17 ans et moins	203	102	305	79	369	448	753
	18 ans	463	174	637	80	682	762	1 399
	19 ans et plus	586	404	990	268	2 826	3 094	4 084
	Total	**1 252**	**680**	**1 932**	**427**	**3 877**	**4 304**	**6 236**
BEP en 1 an :								
	17 ans et moins	1 040	1 003	2 043	115	107	222	2 265
	18 ans	522	448	970	33	62	95	1 065
	19 ans et plus	161	105	266	22	43	65	331
	Total	**1 723**	**1 556**	**3 279**	**170**	**212**	**382**	**3 661**
Bac pro en 1 an :								
	18 ans et moins	49	27	76	3	9	12	88
	19 ans	95	84	179	11	19	30	209
	20 ans et plus	188	133	321	33	59	92	413
	Total	**332**	**244**	**576**	**47**	**87**	**134**	**710**
1re professionnelle (1) :								
	17 ans et moins	10 766	8 409	19 175	2 111	2 196	4 307	23 482
	18 ans	18 871	14 557	33 428	4 748	4 519	9 267	42 695
	19 ans et plus	12 610	9 420	22 030	3 425	3 167	6 592	28 622
	Total	**42 247**	**32 386**	**74 633**	**10 284**	**9 882**	**20 166**	**94 799**
Terminale professionnelle (2) :								
	18 ans et moins	8 074	6 768	14 842	1 626	1 799	3 425	18 267
	19 ans	15 221	12 503	27 724	3 985	3 757	7 742	35 466
	20 ans et plus	12 469	9 628	22 097	3 053	3 215	6 268	28 365
	Total	**35 764**	**28 899**	**64 663**	**8 664**	**8 771**	**17 435**	**82 098**
Total second cycle professionnel		**314 154**	**241 700**	**555 854**	**68 877**	**82 157**	**151 034**	**706 888**

(1) Y compris 1re et 2e années de bac pro et de BMA en 3 ans, 1re année de BMA en 2 ans.
(2) Y compris 3e années de bac pro et de BMA, 2e année de BMA en 2 ans, et BMA en 1 an.

PRÉSENTATION

L'orientation vers le second cycle professionnel se fait essentiellement vers un BEP ou un CAP en deux ans après une classe de troisième (générale, technologique ou d'insertion). À la rentrée 2003, près de 27 % des élèves de troisième ont intégré ces formations : 23,4 % en seconde professionnelle (première année de BEP en deux ans) et 3,2 % en première année de CAP en deux ans **1**. Les élèves entrant en seconde professionnelle viennent à 84 % d'une classe de troisième, et notamment à 70 % de troisième générale. Ces proportions sont beaucoup plus faibles pour les élèves intégrant un CAP en deux ans (respectivement 57 % et 35 %). Notamment, 14 % des élèves concernés sont issus d'une troisième d'insertion (contre seulement 2 % en BEP) et 24 % sont issus d'une troisième de SEGPA (contre moins de 1 % en BEP).

Au cours des années récentes, le flux d'entrée en second cycle professionnel a un peu diminué (d'un peu plus d'un point par rapport à 1998), en lien avec la fermeture des classes technologiques dans le premier cycle du second degré. En particulier, le taux de passage de troisième en seconde professionnelle a perdu un peu plus de 2 points. L'orientation en première année de CAP en 2 ans, même si elle reste très minoritaire, a toutefois régulièrement progressé, notamment par une orientation accentuée vers cette classe des élèves issus de troisième de SEGPA.

Les taux de redoublement sont faibles dans le second cycle professionnel : de 3 à 5 % en première année et de 7 à 8 % en année terminale. Ils ont par ailleurs eu tendance à diminuer en seconde professionnelle et en année terminale de BEP ou CAP en 2 ans **2**.

Les sorties en première année sont toutefois également fréquentes : plus d'un élève sur six en CAP et plus d'un sur neuf en BEP. Ces sorties incluent des arrêts d'études, des passages en apprentissage et dans des systèmes de formation relevant d'autres ministères. Ces flux ont eu tendance à croître en 1999 et 2000. Les mesures mises en place depuis ont légèrement inversé l'évolution : les taux de sorties constatés à la rentrée 2003 sont inférieurs à ceux de la rentrée 2000 ; ils restent toutefois supérieurs aux taux enregistrés au milieu des années quatre-vingt-dix.

Après la terminale BEP, 40 % des élèves choisissent de préparer un baccalauréat professionnel et intègrent une première professionnelle. Cette proportion n'a cessé d'augmenter, gagnant 7 points depuis 1995. Également, 9 % des élèves de deuxième année de CAP choisissent cette orientation. Le nombre d'élèves de terminale BEP qui s'orientent vers une première d'adaptation en lycée a eu par contre tendance à diminuer légèrement : ils sont 15 % à la rentrée 2003, contre 17 % en 1996.

DÉFINITIONS

- **Seconde professionnelle.** Première année de BEP en 2 ans.
- **Terminale BEP.** Seconde année de BEP en 2 ans.
- **Première professionnelle.** Première année de la préparation du baccalauréat professionnel en 2 ans.
- **Terminale pro.** Seconde année de la préparation du baccalauréat professionnel en 2 ans.
- **Taux de redoublement.** Pourcentage des élèves qui, inscrits l'année *n-1* dans une classe, redoublent cette classe l'année *n*.
- **Taux de passage.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe qui passent dans une classe supérieure l'année *n*.
- **Taux de sortie.** Pourcentage des élèves qui, inscrits l'année *n-1* dans une classe, ne se réinscrivent pas l'année *n* dans une classe du second degré dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- **Les sorties.** Les sortants incluent les élèves qui s'inscrivent dans un établissement du second degré relevant d'autres ministères, et notamment du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales ou de la Santé et de la Protection sociale, et ceux qui s'orientent vers une formation par alternance (apprentissage).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6928.

Le second cycle professionnel : flux

1 Évolution de l'origine des élèves de second cycle professionnel

(France métropolitaine + DOM, Public [hors EREA] + Privé)

	Taux de passage depuis la classe d'origine						% de l'effectif de la formation					
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CAP 2 ans 1re année :												
Troisième générale	1,4	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	34,4	33,6	34,4	35,1	35,2	35,0
Troisième technologique	4,7	5,5	7,6	7,8	9,1	10,1	12,7	10,9	7,7	6,8	7,8	8,3
Troisième d'insertion	20,1	21,9	21,3	21,5	23,0	24,3	12,4	13,4	13,9	14,1	14,2	13,9
Ensemble troisièmes	2,1	2,3	2,4	2,7	2,9	3,2	59,5	57,9	56,0	56,0	57,2	57,2
Seconde	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	3,8	3,7	3,4	3,6	3,5	3,5
Troisième de SEGPA	19,9	24,2	28,5	32,2	33,7	37,7	19,5	21,1	23,4	24,0	23,3	23,8
Autre							17,2	17,2	17,2	16,4	16,0	15,5
Seconde professionnelle :												
Troisième générale	21,5	21,7	21,6	22,1	21,8	21,2	61,6	64,3	69,8	71,5	70,6	70,1
Troisième technologique	65,4	64,4	67,4	67,4	67,3	67,7	20,4	16,9	10,4	9,7	10,3	11,0
Troisième d'insertion	19,1	18,9	22,6	22,4	21,6	21,4	1,4	1,5	2,2	2,4	2,4	2,4
Ensemble troisièmes	25,6	25,0	23,7	24,0	23,8	23,4	83,3	82,7	82,4	83,6	83,3	83,5
Seconde	3,0	3,1	3,0	3,1	3,1	3,1	6,4	6,8	6,8	7,0	7,3	7,3
Autre							10,2	10,5	10,7	9,3	9,4	9,2

Lecture – En 2003, 3,2 % des élèves de troisième sont passés en 1re année de CAP en 2 ans et représentent 57,2 % de l'effectif de la formation.

2 Évolution des effectifs et des redoublements, passages et sorties dans les préparations en 2 ans aux CAP, BEP et baccalauréats professionnels (1) (France métropolitaine + DOM, Public [hors EREA] + Privé)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CAP 2 ans première année :	**22 675**	**24 432**	**26 514**	**28 784**	**31 455**	**33 913**	**37 419**	**40 655**	**43 943**
Redoublement	3,6	3,5	3,2	3,1	3,9	4,0	3,4	3,0	3,5
Passage en seconde année	76,8	79,8	80,2	80,8	79,8	76,6	77,7	78,0	78,0
Passage vers BEP	3,1	2,6	2,8	2,6	3,0	3,1	3,0	2,7	2,6
Autres	4,6	1,2	0,6	0,6	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4
Sorties	12,0	12,9	13,2	12,9	13,0	15,9	15,7	16,1	15,5
CAP 2 ans seconde année :	**19 432**	**21 117**	**22 584**	**24 230**	**25 940**	**27 659**	**30 112**	**32 502**	**35 385**
Redoublement	9,1	9,9	9,0	8,3	8,1	7,3	7,7	7,1	6,7
Passage vers BEP	12,7	12,1	11,8	12,2	12,4	12,3	13,1	13,6	14,2
Passage en bac professionnel	7,2	8,0	8,2	8,2	8,4	8,4	8,6	8,9	8,7
Autres	8,2	8,1	7,6	7,4	7,2	6,9	6,4	6,3	6,6
Sorties	62,8	61,9	63,3	63,9	63,8	65,2	64,2	64,1	63,8
Seconde professionnelle :	**245 389**	**250 028**	**251 061**	**247 664**	**239 212**	**224 703**	**227 033**	**225 736**	**222 795**
Redoublement	6,0	6,0	5,7	5,4	5,5	5,4	4,9	5,0	4,5
Passage	83,9	83,9	84,9	84,5	83,6	82,4	83,4	83,5	84,1
Passage vers CAP	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7
Sorties	9,7	9,8	9,0	9,7	10,5	11,7	11,1	11,0	10,7
Terminale BEP	**234 490**	**234 178**	**238 871**	**237 505**	**231 429**	**218 202**	**209 707**	**209 995**	**210 203**
Redoublement	10,9	10,8	10,2	9,7	9,2	8,2	8,9	8,3	8,1
Bac professionnel	33,2	34,4	35,3	35,6	36,5	37,0	37,9	39,4	40,3
LEGT	16,6	17,0	16,9	16,5	16,1	15,6	15,3	14,9	14,7
Autres	1,9	3,3	3,3	3,4	3,5	3,3	3,1	3,0	3,1
Sorties	37,4	34,5	34,2	34,8	34,7	36,0	34,7	34,3	33,7
Première professionnelle (2) :	**84 910**	**87 342**	**89 537**	**91 749**	**93 654**	**92 072**	**90 763**	**91 678**	**93 288**
Redoublement	2,0	2,1	2,0	1,9	1,8	1,6	1,6	1,7	1,6
Passage	86,1	85,7	85,6	85,9	85,1	83,7	83,8	83,6	83,7
Autres	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4
Sorties	11,6	11,9	12,1	11,9	12,8	14,5	14,4	14,4	14,4
Terminale professionnelle (2) :	**76 166**	**77 266**	**79 043**	**81 523**	**82 881**	**82 467**	**81 833**	**80 778**	**82 083**
Redoublement	6,1	5,1	4,4	5,0	5,1	4,2	4,9	5,3	5,7
LEGT	0,5	0,5	0,5	1,0	0,8	0,4	0,8	0,6	0,5
Autres	1,2	1,5	1,8	1,8	2,1	2,0	2,3	2,5	2,4
Sorties	92,2	92,9	93,3	92,1	92,0	93,5	92,0	91,6	91,4

(1) Ces 3 formations représentent 97 % de l'effectif du second cycle professionnel.
(2) Y compris les élèves inscrits au BMA en 2 ans.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, les lycées de métropole et des DOM préparent 523 000 élèves à un CAP ou à un BEP. Les établissements publics forment quatre élèves sur cinq, à part presque égale dans les spécialités de la production et des services. Les établissements privés, de leur côté, ont une offre de formation beaucoup plus développée dans le secteur des services : près de trois élèves sur quatre y suivent un tel enseignement.

Cinq groupes de spécialités concentrent à eux seuls la moitié des élèves formés : quatre relèvent du secteur des services (commerce-vente, comptabilité-gestion, secrétariat-bureautique, spécialités sanitaires et sociales), un du secteur de la production (électricité-électronique).

Les filles constituent 46 % des effectifs accueillis en CAP ou BEP. Elles se forment beaucoup plus fréquemment que les garçons dans les métiers du secteur des services, où elles représentent 71 % des effectifs. Elles sont en général très peu présentes dans les spécialités de la production. Toutefois, dans le domaine « Matériaux souples » (textile-habillement), elles sont quasiment en situation d'exclusivité (94 %).

La préparation d'un baccalauréat professionnel s'inscrit dans la suite logique de la poursuite d'études après un CAP ou BEP. Aussi, l'analyse faite sur les CAP/BEP en terme de répartition par secteur d'enseignement (public, privé), par spécialités de formation (production, services), par sexe reste-t-elle valide dans les grandes lignes pour les baccalauréats professionnels. Quelques nuances peuvent cependant être apportées : concentration encore plus importante autour des spécialités repérées comme dominantes dans la préparation aux CAP/BEP, scolarisation encore moindre des filles dans les spécialités de la production, léger retrait de la part de l'enseignement privé dans la formation aux métiers des services.

L'ensemble de ces observations sont d'une remarquable constance d'une année sur l'autre.

DÉFINITIONS

■ **Les spécialités de formation.** Les spécialités utilisées pour classer les formations font référence à la nomenclature des spécialités de formation (NSF) approuvée par le décret interministériel n° 94-522 du 21 juin 1994. Cette nomenclature remplace depuis la rentrée 1995 celle en « 47 groupes » du ministère de l'Éducation nationale et a pour objectif de couvrir l'ensemble des formations, professionnelles ou non, de tout niveau. Elle définit un cadre général de classement avec trois niveaux d'agrégats possibles. Elle est utilisée ici dans son niveau d'agrégat le plus détaillé (groupes de formation). La partition entre spécialités de la production et des services fait référence à l'agrégat le plus haut.

À partir de ce cadre général de classement, chaque ministère formateur peut élaborer un niveau de description plus fin en fonction de ses besoins. Ainsi en est-il de la nomenclature des formations-diplômes par spécialités détaillées (plusieurs centaines) du ministère de l'Éducation nationale.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

1 Répartition des élèves préparant un diplôme professionnel selon la spécialité de formation à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé, hors EREA)

		CAP et BEP				Bac pro et BMA			
		Effectifs	%	Part du Privé (%)	Part des filles (%)	Effectifs	%	Part du Privé (%)	Part des filles (%)
200	Technologies industrielles fondamentales	626	.	12	8	2 116	1	13	5
200	Technologies industrielles fondamentales	626	.	12	8	2 116	1	13	5
201	Technologies de commandes des transformations industrielles	1 017	.	13	2	1 138	1	14	4
210	Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	124	.	7	19	-	-	-	-
211	Productions végétales, cultures spécialisées	277	.	-	58	69	.	-	64
212	Productions animales, élevage spécialisé	194	.	-	11	120	.	-	16
213	Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche	16	.	-	19	-	-	-	-
214	Aménagement paysager	365	.	-	17	76	.	-	21
220	Spécialités pluritechnologiques des transformations	1 040	.	17	44	776	.	-	23
221	Agroalimentaire, alimentation, cuisine	9 204	2	20	51	1 156	1	12	51
222	Transformations chimiques et apparentées	2 299	.	14	28	97	.	-	55
223	Métallurgie	877	.	14	47	527	.	6	43
224	Matériaux de construction, verre	479	.	7	64	144	.	11	85
225	Plasturgie, matériaux composites	1 746	.	4	10	949	1	2	7
226	Papier, carton	163	.	25	19	-	-	-	-
227	Énergie, génie climatique	8 904	2	11	1	3 708	2	13	1
230	Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	5 368	1	15	17	1 875	1	9	13
231	Mines et carrières, génie civil, topographie	3 499	1	12	7	648	.	7	1
232	Bâtiment : construction et couverture	5 108	1	3	2	818	.	5	3
233	Bâtiment : finitions	8 734	2	5	7	1 513	1	3	17
234	Travail du bois et de l'ameublement	17 114	3	13	5	4 103	2	13	6
240	Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	946	.	3	95	1 397	1	9	97
241	Textile	316	.	12	70	83	.	-	53
242	Habillement	15 817	3	8	95	2 508	1	12	96
243	Cuirs et peaux	237	.	-	61	-	-	-	-
250	Spécialités pluritechnologiques mécanique, électricité	21 109	4	15	2	12 856	7	17	2
251	Mécanique générale et de précision, usinage	22 337	4	12	3	6 023	3	13	4
252	Moteurs et mécanique auto	19 572	4	13	2	7 388	4	14	1
253	Mécanique aéronautique et spatiale	202	.	-	4	189	.	11	4
254	Structures métalliques	17 219	3	8	1	3 253	2	6	1
255	Électricité, électronique	62 980	12	17	3	19 647	11	19	2
	Total des spécialités de la production	**227 889**	**44**	**13**	**13**	**73 177**	**41**	**14**	**10**
300	Spécialités plurivalentes des services	32	.	-	59	-	-	-	-
310	Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion	244	.	-	61	-	-	-	-
311	Transport, manutention, magasinage	8 978	2	20	18	4 178	2	18	38
312	Commerce, Vente	62 047	12	26	62	27 520	15	32	61
314	Comptabilité, Gestion	59 571	11	25	55	25 924	15	27	63
320	Spécialités plurivalentes de la communication	58	.	-	64	-	-	-	-
321	Journalisme et communication	1 728	.	57	42	1 294	1	43	48
322	Techniques de l'imprimerie et de l'édition	3 167	1	17	38	1 228	1	10	37
323	Techniques de l'image, du son, spectacle	1 000	.	45	63	407	.	45	74
324	Secrétariat, bureautique	57 089	11	19	94	26 891	15	24	97
330	Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	41 252	8	38	95	8 161	5	27	88
331	Santé	1 016	.	35	50	-	-	-	-
332	Travail social	1 825	.	58	98	-	-	-	-
334	Accueil, hôtellerie, tourisme	26 908	5	17	50	7 632	4	20	41
335	Animation culturelle, sportive et de loisirs	157	.	100	1	-	-	-	-
336	Coiffure, esthétique et autres soins	18 613	4	73	97	-	-	-	-
340	Spécialités plurivalentes des services à la collectivité	96	.	42	56	-	-	-	-
343	Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	9 992	2	14	82	1 183	1	8	80
344	Sécurité des biens et des personnes	1 372	.	44	25	12	.	-	50
	Total des spécialités des services	**295 145**	**56**	**28**	**71**	**104 430**	**59**	**26**	**70**
	Ensemble des spécialités	**523 034**	**100**	**21**	**46**	**177 607**	**100**	**21**	**45**

Lecture : 56 % des élèves de CAP ou BEP sont inscrits dans une spécialité des services. Les établissements privés scolarisent 28 % d'entre eux. Les filles représentent 71 % des élèves formés dans ces spécialités.
L'utilisation du point (.) matérialise un pourcentage inférieur à 1, l'utilisation du tiret (-) rend compte d'une valeur nulle.

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

Le second cycle général et technologique compte 1 511 000 élèves à la rentrée 2003. Son effectif est pratiquement stable par rapport à la rentrée précédente (+ 0,1 %). Les sorties supplémentaires liées au taux de réussite record obtenu au baccalauréat général et technologique ont pratiquement annulé le double effet d'une orientation plus élevée en seconde générale et technologique après la troisième et d'une démographie légèrement favorable pour le cycle. Les séries générales accueillent un peu moins des deux tiers des élèves de terminale et les séries technologiques un peu plus du tiers. Depuis 1994, cette répartition a eu tendance à se modifier au profit de la voie technologique (+ 4 points), avec notamment le développement des séries tertiaires STT et SMS, parallèlement à l'érosion de la série littéraire L. En 2003, malgré tout, la répartition des élèves selon les séries diffère peu de celle de la rentrée précédente.

En particulier, la part de la série littéraire se maintient pour la deuxième année consécutive à 12 %. Cette stabilité est d'autant plus notable qu'elle succède à une période de baisse continue entre 1996 et 2001 (- 5 points en cinq ans). Parallèlement, la part de la série S se maintient à un peu moins d'un tiers (31 %), celle de la série ES à un cinquième (20 %). Enfin, 11 % des élèves de terminale du cycle sont scolarisés dans les séries technologiques industrielles (STI et STL), 25 % dans les séries technologiques tertiaires (essentiellement STT et SMS).

Pour l'ensemble du second cycle général et technologique, les filles, globalement majoritaires (55 %), se répartissent inégalement entre les séries : elles sont nettement majoritaires dans les séries littéraires (82 %) et tertiaires (61 % en terminale STT, 96 % en SMS). Elles sont toutefois de plus en plus nombreuses en terminale S (45 % cette année, contre 42 % à la rentrée 1997).

DÉFINITIONS

■ **Secondes générales et technologiques.** Les enseignements en classe de seconde comprennent :
– des enseignements communs à tous les élèves (« tronc commun ») ;
– des enseignements dits de « détermination » ou options. Depuis la rentrée 1999, les élèves n'ont plus de choix dans les enseignements communs.

Il existe également des classes de seconde préparant aux brevets de technicien et aux baccalauréats technologiques spécifiques (hôtellerie et techniques de la musique et de la danse), ainsi que des classes de seconde spéciale.

■ **Premières et terminales.** Depuis la rénovation pédagogique des lycées (mise en place à partir de 1992), les classes de première et terminale comportent les séries suivantes :
– L : Littéraire ;
– ES : Économique et sociale ;
– S : Scientifique ;
– STL : Sciences et technologies de laboratoire ;
– STI : Sciences et technologies industrielles ;
– SMS : Sciences médico-sociales ;
– STT : Sciences et technologies tertiaires ;
– TMD : Techniques de la musique et de la danse.

Aux rentrées 1997 en première et 1998 en terminale, la série Arts appliqués (AA) a été intégrée aux séries STI. Il existe en outre des classes de première et terminale préparant aux brevets de technicien (BT), au baccalauréat technologique agricole (série STAE) et au baccalauréat hôtellerie.

Les premières d'adaptation accueillent les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6925.

Le second cycle général et technologique par section

4

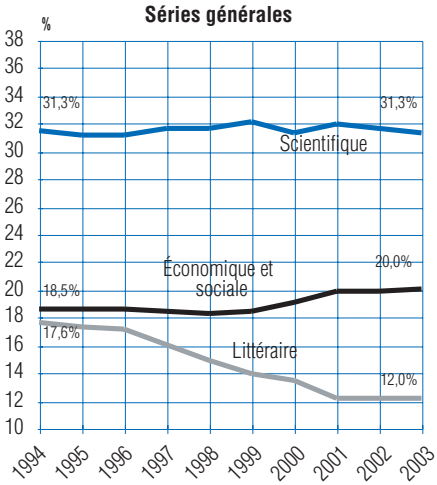
1 Répartition des élèves du second cycle général et technologique par sexe et par section en 2003-2004

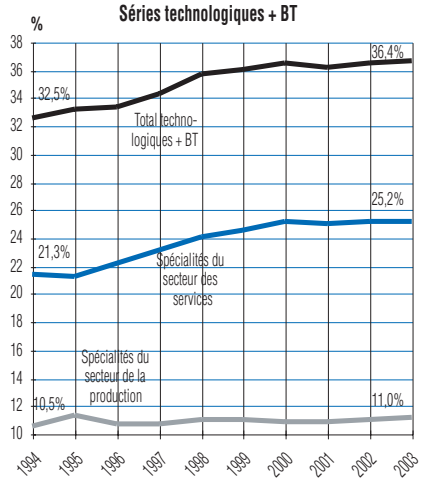
(France métropolitaine + DOM)

	Public (hors EREA)			Privé			Public + Privé	
Sections	**Garçons**	**Filles**	**Total**	**Garçons**	**Filles**	**Total**	**Total**	**% filles**
Secondes :								
gén. et techno. de détermination	191 004	235 804	426 808	47 893	55 854	103 747	530 555	55,0
secondes spéciales, BT, techno.	1 350	1 186	2 536	316	275	591	3 127	46,7
Total secondes	**192 354**	**236 990**	**429 344**	**48 209**	**56 129**	**104 338**	**533 682**	**54,9**
Premières :								
S	69 222	58 973	128 195	20 002	14 755	34 757	162 952	45,2
L	8 092	37 427	45 519	2 310	8 612	10 922	56 441	81,6
ES	25 304	47 713	73 017	8 995	13 133	22 128	95 145	64,0
STI (1)	31 550	2 717	34 267	4 574	656	5 230	39 497	8,5
STT	25 488	40 413	65 901	6 220	7 301	13 521	79 422	60,1
STL	2 647	3 552	6 199	752	954	1 706	7 905	57,0
SMS	420	9 176	9 596	316	5 687	6 003	15 599	95,3
autres séries technologiques (2)	920	808	1 728	233	147	380	2 108	45,3
d'adaptation	9 099	10 999	20 098	2 480	4 565	7 045	27 143	57,3
brevet de technicien	886	665	1 551	82	159	241	1 792	46,0
Total premières	**173 628**	**212 443**	**386 071**	**45 964**	**55 969**	**101 933**	**488 004**	**55,0**
Terminales :								
S	66 349	55 348	121 697	18 152	13 333	31 485	153 182	44,8
L	8 227	39 462	47 689	2 238	8 898	11 136	58 825	82,2
ES	26 534	49 557	76 091	8 654	13 268	21 922	98 013	64,1
STI (1)	37 214	3 057	40 271	5 549	591	6 140	46 411	7,9
STT	30 342	50 293	80 635	7 331	9 157	16 488	97 123	61,2
STL	2 520	3 534	6 054	669	894	1 563	7 617	58,1
SMS	497	13 874	14 371	416	8 239	8 655	23 026	96,0
autres séries technologiques (2)	1 286	1 126	2 412	281	204	485	2 897	45,9
brevet de technicien	1 193	784	1 977	89	135	224	2 201	41,8
Total terminales	**174 162**	**217 035**	**391 197**	**43 379**	**54 719**	**98 098**	**489 295**	**55,5**
Total France métro. DOM.	**540 144**	**666 468**	**1 206 612**	**137 552**	**166 817**	**304 369**	**1 510 981**	**55,1**

(1) Inclut la série STAE (Série technologique agriculture et environnement).
(2) Séries TMD et Hôtellerie.

2 Évolution de la répartition par série des élèves de terminale générale et technologique (hors EREA) (en % par rapport au total) (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)





4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

En moyenne, les élèves scolarisés dans le second cycle général et technologique (GT) sont de plus en plus jeunes chaque année. Ainsi, les parts des élèves âgés respectivement de 15 ans en seconde, de 16 ans en première et de 17 ans en terminale (âges « théoriques » correspondant à ceux d'élèves qui seraient entrés au CP à 6 ans et n'auraient jamais redoublé ensuite) ont fortement augmenté depuis la fin des années quatre-vingt, avec une reprise marquée sur la période récente **2**. Ces évolutions s'expliquent en premier lieu par la baisse générale des redoublements dans le primaire et au collège. Mais les taux de redoublement ont également diminué dans le second cycle GT, et notamment suite à la mise en place de la rénovation pédagogique en 1992 **3**. Dans la lignée de cette tendance, les redoublements ont à nouveau diminué à la rentrée 2003, et tout particulièrement en terminale, après le taux de réussite record obtenu au baccalauréat de la session précédente. C'est en classe de seconde que les redoublements restent les plus fréquents : 15 % contre 9 % en première et 12 % en terminale. Également, 4 % des élèves s'orientent à l'issue de cette classe vers le second cycle professionnel et encore 2 % sortent du système scolaire sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce chiffre englobant des arrêts d'études, mais également des inscriptions dans d'autres systèmes de formation (hors ministère ou en apprentissage) **3**.

Entre établissements publics et privés, les différences d'âges moyens des lycéens ont aujourd'hui quasiment disparu. Les élèves de première restent toutefois plus âgés dans le privé, où cette classe accueille une proportion plus élevée d'élèves originaires d'un BEP, lesquels ont en moyenne un an de plus que l'âge théorique.

Quel que soit le secteur d'enseignement, les filles sont par ailleurs plus jeunes que les garçons **1**. Cette différence d'âge augmente de la seconde à la terminale, dans le mesure où les filles sont moins nombreuses à redoubler au lycée.

DÉFINITIONS

■ **Âge.** L'âge indiqué est le nombre d'années révolues au 1er janvier de l'année scolaire considérée ; ainsi, les élèves de 15 ans en 2003-2004 sont nés durant l'année 1988.

■ **Âge théorique.** L'âge de l'élève qui, entré en CP à 6 ans, parcourt sa scolarité sans redoublement ni saut declasse : 15 ans en seconde, 16 ans en première et 17 ans en terminale.

■ **Taux de redoublement.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui redoublent cette classe l'année *n*.

■ **Taux de passage.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui passent dans une classe supérieure l'année *n*.

■ **Taux de sortie.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui ne se réinscrivent pas l'année *n* dans une classe du second degré dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Parmi les sortants de terminale se trouvent les élèves qui s'inscrivent dans le supérieur. Les sortants de seconde ou de première peuvent s'orienter vers l'apprentissage ou un établissement dépendant du ministère de l'Agriculture, del'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6925, 6928.

Le second cycle général et technologique, flux

4

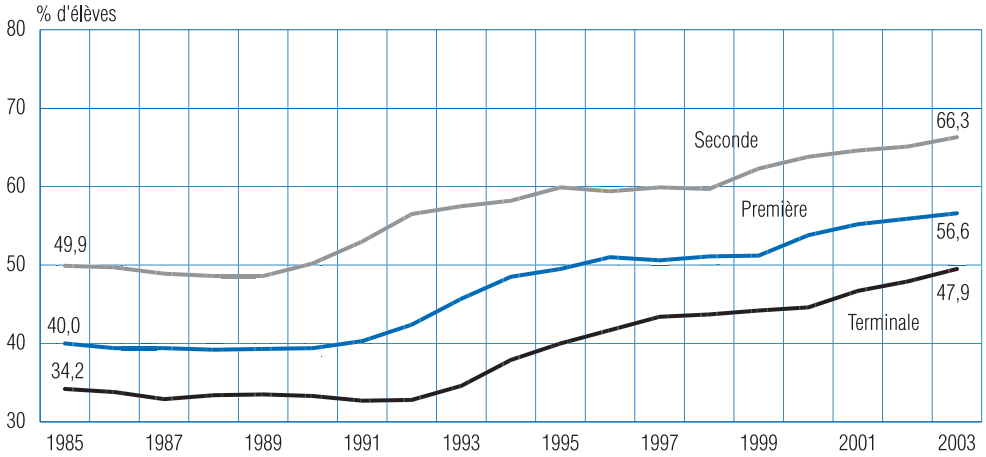
1 Second cycle général et technologique : répartition par âge selon le sexe en 2003-2004

(France métropolitaine + DOM)

	Public (hors EREA)			Privé			Public + Privé	
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Effectifs	%
Seconde :								
14 ans et moins	6 746	8 807	15 553	2 517	2 971	5 488	21 041	3,9
15 ans	**124 021**	**163 329**	**287 350**	**29 468**	**37 269**	**66 737**	**354 087**	**66,3**
16 ans	50 564	54 377	104 941	13 113	12 896	26 009	130 950	24,5
17 ans et plus	11 023	10 477	21 500	3 111	2 993	6 104	27 604	5,2
Total seconde	**192 354**	**236 990**	**429 344**	**48 209**	**56 129**	**104 338**	**533 682**	**100,0**
Première :								
15 ans et moins	5 925	8 301	14 226	2 140	2 817	4 957	19 183	3,9
16 ans	**93 660**	**129 720**	**223 380**	**22 531**	**30 222**	**52 753**	**276 133**	**56,6**
17 ans	53 712	55 117	108 829	14 460	15 308	29 768	138 597	28,4
18 ans et plus	20 331	19 305	39 636	6 833	7 622	14 455	54 091	11,1
Total première	**173 628**	**212 443**	**386 071**	**45 964**	**55 969**	**101 933**	**488 004**	**100,0**
Terminale :								
16 ans et moins	5 423	7 751	13 174	1 865	2 552	4 417	17 591	3,6
17 ans	**78 606**	**117 477**	**196 083**	**18 579**	**27 570**	**46 149**	**242 232**	**49,5**
18 ans	57 703	61 885	119 588	14 256	15 154	29 410	148 998	30,5
19 ans et plus	32 430	29 922	62 352	8 679	9 443	18 122	80 474	16,4
Total terminale	**174 162**	**217 035**	**391 197**	**43 379**	**54 719**	**98 098**	**489 295**	**100,0**
Total France métro. + DOM	**540 144**	**666 468**	**1 206 612**	**137 552**	**166 817**	**304 369**	**1 510 981**	

2 Évolution des pourcentages des élèves d'âge théorique normal de 1985 à 2003

(France métropolitaine + DOM, Public [hors EREA] + Privé)



3 Évolution des redoublements, passages, sorties en %

(France métropolitaine + DOM, Public [hors EREA] + Privé)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Redoublements :											
Seconde	15,8	16,9	16,7	17,2	16,8	16,2	15,5	15,4	16,0	15,9	**15,4**
Première	13,3	8,4	8,4	8,1	8,2	7,9	7,6	7,6	8,2	8,8	**8,5**
Terminale	19,9	17,7	17,2	16,1	15,5	13,9	14,3	13,3	13,9	13,5	**11,8**
Passages :											
Seconde vers second cycle professionnel	3,4	3,8	3,7	3,8	3,7	3,6	3,8	3,7	3,9	4,1	**4,2**
Seconde vers première	78,5	76,5	77,7	76,8	77,5	78,3	78,5	78,7	78,1	78,0	**78,3**
Première vers terminale	83,2	88,6	89,1	89,2	89,2	89,5	89,7	89,3	88,8	88,2	**88,5**
Sorties :											
Seconde	2,3	2,8	1,9	2,2	2,1	2,0	2,2	2,2	2,0	2,0	**2,1**
Première	3,0	2,6	2,1	2,2	2,2	2,2	2,3	2,6	2,6	2,5	**2,5**
Terminale	80,1	82,1	82,5	83,5	84,1	85,7	85,2	86,2	85,6	86,0	**87,7**

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

La mise en place de la nouvelle classe de seconde à la rentrée 1999 a constitué la première étape de la réforme des lycées, laquelle a vu son aboutissement avec le baccalauréat de la session 2002. La seconde générale et technologique (GT) est réaffirmée comme étant une classe de détermination permettant un choix ouvert de la série menant au baccalauréat. Au-delà des enseignements communs, elle comprend deux enseignements de détermination optionnels, auxquels peuvent s'ajouter deux enseignements facultatifs. Les enseignements de détermination concernent des matières générales (sciences économiques et sociales, langues vivantes ou anciennes, arts) et des matières technologiques (principalement, initiation aux sciences de l'ingénieur, informatique et systèmes de production, mesures physiques et informatique, informatique de gestion et de communication, physique et chimie de laboratoire, biologie de laboratoire et paramédicale et SMS). Une option « lourde » d'éducation physique et sportive est également offerte.

À la rentrée 2003, la classe de seconde accueille 533 700 élèves (métropole et DOM, secteurs public et privé). Ils sont quasiment tous inscrits en seconde GT. L'enseignement privé scolarise 20 % d'entre eux **1**.

La totalité des élèves ou presque poursuit l'apprentissage d'une deuxième langue vivante et près de la moitié a opté pour les sciences économiques et sociales **2**. De ce fait, le couple d'options « LV2-SES », auquel peut éventuellement s'ajouter un autre enseignement, concerne 45 % des élèves **3** **4**. C'est le choix dominant, le plus ouvert au regard de l'orientation en première. L'autre profil généraliste, basé sur les langues vivantes et les arts, attire 15 % des élèves, en majorité des lycéennes également.

Les autres élèves (40 %) suivent au moins un enseignement technologique. C'est le cas de 57 % des garçons contre seulement 27 % des jeunes filles. Parmi eux, 31 % retiennent même deux options, le couple privilégié étant « Initiation aux sciences de l'ingénieur + Informatique et systèmes de production » **5**. Les jeunes filles se distinguent néanmoins là encore en optant majoritairement pour « SMS + Biologie de laboratoire et paramédicale ». Par rapport à la rentrée 2002, le choix de l'option « Initiation aux sciences de l'ingénieur » associée à « Mesures physiques et informatique » progresse au détriment de son association avec « Informatique et systèmes de production ».

En sus des deux options obligatoires de détermination, 15 % des lycéens suivent au moins un enseignement facultatif (langues vivantes ou anciennes, matières artistiques, EPS). Très rares sont ceux qui en suivent deux (un millier environ).

DÉFINITIONS

Classes de seconde générale et technologique :
– GT : seconde générale et technologique ou seconde de détermination ;
– Hôtel. : seconde technologique, hôtellerie ;
– TMD : seconde technologique, techniques de la musique et de la danse.

Options.
Le terme d'option fait référence à tout enseignement qui, dans le programme de chaque classe, nécessite un choix de la part des élèves. Ces options peuvent faire partie des enseignements obligatoires (enseignements de détermination en seconde GT) ou facultatifs.
– LV2, LV3 : deuxième langue vivante, troisième langue vivante ;
– Latin/Grec : latin et/ou grec ancien ;
– SES : sciences économiques et sociales ;
– IGC : informatique de gestion et de communication ;
– Sc. Ing (ISI) : initiation aux sciences de l'ingénieur (en remplacement de Systèmes automatisés) ;
– Syst. Prod : informatique et systèmes de production (en remplacement de Productique) ;
– Ph Ch labo : physique et chimie de laboratoire ;
– SMS : sciences médico-sociales ;
– Bio labo : biologie de laboratoire et paramédicale ;
– MPI : mesures physiques et informatique (en remplacement de IESP) ;
– Arts : au choix, musique, arts plastiques, cinéma-audiovisuel, théâtre, histoire des arts, danse, et depuis la rentrée 2003, arts du cirque ;
– EPS de détermin. : EPS option de détermination (5 heures hebdomadaires) ;
– EPS : éducation physique et sportive, option facultative (3 heures hebdomadaires).

Profils d'options :
Les associations d'options retenues par les élèves étant multiples, elles ont été regroupées en grands profils :
– SES : SES associée à d'autres options générales ;
– langues et arts : choix d'options générales à l'exclusion de SES ;
– une option technologique : une option technologique associée à une ou plusieurs options générales ;
– deux options technologiques : deux options technologiques associées ou non à une ou plusieurs options générales ;
– EPS de détermination : EPS de détermination associée à des options générales. Profil à part quoique marginal.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 **2** Base centrale de pilotage (BCP). **3** **4** **5** Système d'information SCOLARITÉ.

Les options de seconde générale et technologique

4

1 Répartition des élèves de seconde (hors EREA) à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	2nde GT	Techno. hôtel.	Techno. TMD	Brevet techn.	Spéciale	Total
Public	426 808	1 580	297	607	52	429 344
Privé	103 747	309	7	182	93	104 338
Ensemble	**530 555**	**1 889**	**304**	**789**	**145**	**533 682**
dont France métropolitaine	***512 586***	***1 838***	***304***	***789***	***145***	***515 662***
Répartition (%)	99,4	0,4	0,1	0,1	ε	100,0
% de filles	55,0	43,4	61,5	50,1	41,4	54,9

2 Répartition des élèves de seconde générale et technologique (hors EREA) par option à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

Options de détermination ou facultatives					Options de détermination			
Latin	Grec ancien	LV2	LV3	Arts	SES	Création Désign	Culture Désign	Info de gestion
27 651	6 753	512 292	47 426	45 860	241 407	2 058	2 105	40 692
5,2 %	1,3 %	96,6 %	8,9 %	8,6 %	45,5 %	0,4 %	0,4 %	7,7 %

Options de détermination (suite)							Options facultatives		Effectifs de 2nde GT
Initiation aux Sc. Ing.	Info. et syst. de Prod.	MPI	Ph-Ch de labo	SMS	Bio de labo	EPS-5H	EPS	Atelier artistique	
77 202	27 524	65 920	12 349	14 222	15 691	2 619	12 563	578	530 355
14,6 %	5,2 %	12,4 %	2,3 %	2,7 %	3,0 %	0,5 %	2,4 %	0,1 %	(1)

(1) La somme des pourcentages est supérieure à 100 puisque chaque élève suit au moins deux options de détermination.

3 Principales combinaisons d'options choisies en seconde générale et technologique (hors EREA) à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Combinaisons d'options	Garçons + filles Effectifs	Garçons + filles %	Part des filles (%)
LV2-SES	213 220	40,4	60,4
LV2-MPI	49 770	9,4	42,1
LV2-ISI	42 047	8,0	21,0
LV2-IGC	38 397	7,3	56,8
LV2-LV3	32 174	6,1	77,1
LV2-Arts	20 444	3,9	74,4
LV2 + ISI + ISProd	16 771	3,2	6,1
LV2-Latin/Grec	13 438	2,5	63,6
LV2-SES + Arts	10 841	2,1	73,4
ISI + ISProd	8 509	1,6	3,5
LV2-SES + Latin/Grec	7 684	1,5	68,2
LV2-PhCh labo	6 935	1,3	54,0
LV2-SES + LV3	6 895	1,3	73,8
LV2 + ISI + MPI	5 417	1,0	10,6
LV2-SMS	4 785	0,9	94,4
SMS-Bio labo	4 490	0,8	94,3
LV2 + SMS + Bio labo	4 397	0,8	95,6
LV2 + MPI + Latin/Grec	4 152	0,8	54,0
LV2-Bio labo	3 425	0,6	76,8
LV2 + LV3 + Arts	3 069	0,6	83,7
LV2 + EPS de détermin.	2 401	0,5	36,4
Autres	29 063	5,5	57,2
Ensemble (%)		**100,0**	**55,0**
Ensemble (effectifs)	**528 324**		**290 769**
Privé hors contrat (1)	**2 231**		

(1) Les profils ou combinaisons d'options ne sont pas connus pour les élèves des établissements privés hors contrat (0,4 % des élèves de seconde GT).

4 Les profils d'options choisies (%) en seconde générale et technologique selon le secteur d'enseignement (hors EREA) à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Profils d'options	Garçons + filles Public	Garçons + filles Privé s.c.	Garçons + filles Pu + Pr	Part des Filles (%)
SES	44,9	47,4	45,4	74,2
Langues et arts	14,1	16,1	14,5	61,7
Une option techno.	30,9	29,3	30,6	43,7
Deux options techno.	9,7	6,7	9,1	30,5
EPS de détermin.	0,5	0,5	0,5	36,5
Ensemble (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**55,0**
Pu + Pr sous contrat	**426 808**	**101 516**	**528 324**	**290 769**
Privé hors contrat (1)		2 231		

(1) Id. tableau 3

5 Les enseignements de détermination en seconde générale et technologique (hors EREA) : couples d'options technologiques à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Couples d'options technologiques	Garçons + filles Effectifs	Garçons + filles %	Part des filles (%)
ISI + ISProd	25 676	53,4	5,4
SMS + Bio labo	9 014	18,8	94,9
ISI + MPI	6 479	13,5	9,8
PC labo + Bio labo	2 952	6,1	62,4
Créa-D + Culture-D	1 869	3,9	70,3
Ph Ch labo + MPI	1 440	3,0	44,7
Autres	616	1,3	41,1
Ensemble (%)		**100,0**	**30,4**
Pu + Pr sous contrat	**48 046**		**14 630**

PRÉSENTATION

La seconde générale et technologique (GT), ou classe de détermination, a pour objectif de permettre aux élèves d'affiner leur choix à travers une grande diversité d'options avant de s'orienter vers une des séries menant au baccalauréat général ou technologique.
Les lycées publics et privés sous contrat de métropole et des DOM ont accueilli 525 300 élèves en seconde de détermination à la rentrée 2002. En 2003, 510 000 élèves, soit plus de 97 %, poursuivent leurs études dans le même périmètre de scolarisation (les autres sont scolarisés dans d'autres systèmes de formation ou à l'étranger, ou bien ont quitté le système éducatif). Ils sont 56 % à avoir intégré une première générale, 24 % une première technologique, 16 % à redoubler et 4 % à s'être réorientés vers la voie professionnelle. Les flux vers ces différentes orientations varient selon les options suivies en seconde de détermination.
À partir de choix d'options générales uniquement (profils généralistes), un élève sur deux intègre une première scientifique ou une première économique et sociale. Les autres orientations concernent à part presque égale l'entrée en première littéraire, en Sciences et technologies tertiaires (STT) ou le redoublement. Les élèves des profils « SES » ou « Langues et Arts » se dirigent principalement vers la série cible (respectivement ES ou L) et secondairement vers la série S. Cette dernière série constitue toutefois un choix majeur pour ceux qui étudiaient les langues anciennes (plus de la moitié des élèves qui ont opté pour « LV2 + Latin/Grec »).
Les profils d'options technologiques génèrent des parcours plus disparates et plus complexes. Ils conduisent majoritairement vers la voie générale (plus de quatre élèves sur dix), essentiellement vers la série S (37 %). Cette proportion dépasse même 50 % pour les élèves qui ont suivi une des options « Mesures physiques et informatique », « Initiation aux sciences de l'ingénieur » et « Physique-chimie de laboratoire » en association avec des options générales. Les autres choix mènent en priorité vers la voie technologique. Certains choix, notoirement « Sciences médico-sociales » et « Création-design/Culture-design », sont même synonymes de préorientation vers les séries SMS ou STI spécialité Arts Appliqués. Quant aux élèves qui ne sont pas admis en première (19 %), ils se réorientent vers la voie professionnelle dans un cas sur quatre ; la poursuite d'études vers un CAP ou un BEP se révèle même comme une véritable alternative au redoublement pour les lycéens qui ont suivi une option « Informatique de gestion et de communication » ou « Informatique et systèmes de production ».

DÉFINITIONS

■ **Options.** Le terme d'option fait référence à tout enseignement qui, dans le programme de chaque classe, nécessite un choix de la part des élèves. Ces options peuvent faire partie des enseignements obligatoires (enseignements de détermination en seconde GT) ou facultatifs :
- LV2, LV3 : deuxième langue vivante, troisième langue vivante ;
- Latin/Grec : Latin et/ou Grec ancien ;
- Arts : Musique, arts plastiques, cinéma-audiovisuel, théâtre-expression dramatique, histoire des arts, danse ;
- SES : Sciences économiques et sociales ;
- IGC : Informatique de gestion et de communication ;
- MPI : Mesures physiques et informatique ;
- ISI : Initiation aux sciences de l'ingénieur ;
- ISProd : Informatique et systèmes de production ;
- PC. Labo : Physique et chimie de laboratoire ;
- Bio. LP : Biologie de laboratoire et paramédicale ;
- SMS : Sciences médico-sociales ;
- Créa-D : Création-design ;
- Cult-D : Culture-design ;
- EPS de détermination : éducation physique et sportive, option de détermination.

■ **Profils d'options.** Les associations d'options retenues par les élèves étant multiples, elles ont été regroupées en grands profils : profil « SES » : SES associée à d'autres options générales (langues et arts) ; profil « Langues et Arts » : choix d'options générales à l'exclusion de SES ; profils technologiques : une ou deux options technologiques associées à une ou plusieurs options générales ; profil « EPS de détermination » : EPS de détermination associée à des options générales ; profil à part quoique marginal (0,4 % des élèves).
Le système d'information SCOLARITÉ ne permet pas de disposer des options de seconde GT pour 4 % des lycéens (environ 19 500). L'analyse sur les orientations à partir des profils d'options ne porte donc que sur 96 % du champ des élèves concernés.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Système d'information SCOLARITÉ.

Voir aussi

4.14 : Les options de seconde générale et technologique.
F. Defresne, R. Degabriel, « La rénovation pédagogique des lycées », *Les dossiers d'Éducation et Formations,* n° 64, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, mars 1996.
F. Defresne, R. Degabriel, *La rénovation pédagogique des lycées,* DEP B3, juillet 1997.

1 Flux d'élèves après la seconde de détermination selon les choix d'options dans cette classe en 2002

Rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat [hors EREA])

	Situation à la rentrée 2003										Ensemble	
	Entrants en 1re générale			Entrant en 1re technologique								
Choix d'options en 2nd générale et technologique à le rentée 2002	S	L	ES	STI	STL	STT	SMS	Autres techno.	Orient vers pro.	Redoubl. 2nd GT	%	Effectif
Profils généralistes	**24 (1)**	**16**	**26**	**. (2)**	**.**	**13**	**.**	**.**	**3**	**17**	**100**	**293 942**
dont profil SES :	**23**	**8**	**31**	**.**	**.**	**15**	**.**	**.**	**4**	**18**	**100**	**222 402**
SES + LV2	22	8	31	.	.	15	.	.	4	18	100	199 135
SES + LV2 + Latin/Grec	41	14	34	.	.	2	.	.		8	100	7 339
SES + LV2 + LV3	.	16	39	.	.	8	.	.	1	13	100	6 063
SES + LV2 + Arts	23	15	31	.	.	10	.	.	2	17	100	9 865
dont profil Langues-Arts :	**27**	**39**	**8**	**.**	.	**8**	.	.	**3**	**14**	**100**	**71 540**
LV2 + LV3	21	39	9	.	.	11	.	.	3	15	100	30 781
LV2 + Arts	15	48	6	.	.	8	.	.	3	18	100	22 230
LV2 + Latin/Grec	53	29	8	.	.	2	.	.		8	100	18 529
Profils technologiques	**37**	**2**	**5**	**15**	**3**	**14**	**6**	**.**	**5**	**14**	**100**	**194 491**
IGC + opt. géné.	7	3	4	.	.	58	.	.	10	16	100	38 641
MPI + opt. géné.	71	2	7	3	1	4	.	.	1	11	100	48 699
MPI + ISProd (+ opt. géné.)	39	.	2	37	1	2	.	.	5	13	100	6 282
MPI + PCLabo (+ opt. géné.)	11	.	.	2	57	1	.	-	7	20	100	1 369
ISI + opt. géné.	52	1	6	16	.	4	.	.	3	15	100	43 262
ISProd + opt. géné.	17	.	2	52	.	4	.	.	8	15	100	1 651
ISI + ISProd (+opt. géné.)	11	.	1	60	.	3	.	1	8	14	100	26 205
BioLabo + opt. géné.	31	2	5	.	20	3	22	.	3	14	100	3 089
PCLabo + opt. géné.	60	2	7	.	12	3	.	.	2	14	100	6 760
PCLabo + BioLabo (+ opt. géné.)	5	.	.	.	68	2	.	.	4	17	100	2 880
SMS + opt. géné.	2	.	.	.	.	3	74	1	6	12	100	4 815
SMS + BioLabo (+ opt. géné.)	.	.	.	.	.	1	80	2	4	11	100	8 281
Créa-D + Cult-D (+ opt. géné.)	2	3	1	84	-	.	.	.	2	6	100	2 047
Autres couples techno	20	-	.	26	4	4	24	.	8	13	100	510
Profil EPS de détermin + opt. géné.	**32**	**6**	**20**	**2**	.	**17**	.	.	**4**	**18**	**100**	**2 059**
Total des profils connus (%)	**29**	**10**	**17**	**6**	**1**	**13**	**3**	**.**	**4**	**16**	**100**	
Effectifs	**142 485**	**49 964**	**84 424**	**31 349**	**6 184**	**65 807**	**12 848**	**1 445**	**19 346**	**76 640**		**490 492**
Profils inconnus	3 603	1 706	2 467	1 270	410	2 650	482	366	2 104	4 399		19 457
Ensemble (3)	**146 088**	**51 670**	**86 891**	**32 619**	**6 594**	**68 457**	**13 330**	**1 811**	**21 450**	**81 039**		**509 949**

(1) Lecture - Sur 100 élèves qui n'ont choisi que des options générales en seconde de détermination à la rentrée 2002, 24 se sont orientés vers la première scientifique à la rentrée 2003.

(2) L'utilisation du point (.) matérialise un pourcentage inférieur à 1, l'utilisation du tiret (-) rend compte d'une valeur nulle.

(3) Champ : élèves inscrits, à la rentrée 2002, en seconde de détermination, dans les lycées publics et privés sous contrat de métropole et des DOM, qui sont restés scolarisés dans ce périmètre à la rentrée suivante.

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 488 000 élèves sont scolarisés en première générale et technologique dans les établissements publics et privés (France métropolitaine et DOM) : 64 % en première générale (S, ES, L) et 36 % en première technologique, dont 29 % dans l'une des quatre séries issues de la rénovation pédagogique de 1992 (STT, STI, SMS, STL) 1.
Les programmes d'enseignement des différentes séries prévoient, en plus des enseignements de tronc commun imposés, des matières optionnelles soumises au choix des élèves. Dans les séries générales, les élèves sont tenus de suivre obligatoirement un enseignement optionnel, lequel pourra être poursuivi en terminale. Dans toutes les séries, les élèves peuvent par ailleurs compléter leur formation par des options facultatives 2.
En première scientifique (S), l'option obligatoire choisie par les élèves est à 89 % « Sciences de la vie et de la Terre » et à 11 % « Sciences de l'Ingénieur ». Le choix de l'option « Biologie-Écologie » est très marginal, cet enseignement étant assuré presque exclusivement dans des établissements relevant du ministère chargé de l'Agriculture et de la Pêche 3. Depuis la rentrée 2000, les « Sciences de l'ingénieur » ont remplacé avec succès la « Technologie Industrielle » qui, selon les années, attirait 7 à 8 % des élèves.
En première littéraire (L), le choix des élèves porte le plus souvent sur l'approfondissement de la première ou de la deuxième langue vivante (45 %), sinon sur un enseignement artistique (22 %), une troisième langue vivante (20 %), les mathématiques (10 %), ou encore plus rarement sur une langue ancienne (4 %). Le changement de statut de l'option « mathématiques » (option facultative avant la rentrée 2003, enseignement obligatoire au choix cette année) n'a pas eu d'incidence sur son attractivité.
En première économique et sociale (ES), les élèves continuent de préférer les Sciences économiques et sociales (36 %) et les mathématiques (34 %) plutôt que l'approfondissement d'une langue vivante. La prééminence des Sciences économiques et sociales sur les mathématiques, qui a vu le jour l'an dernier, se maintient donc à cette rentrée.
Les élèves de première générale sont par ailleurs autorisés à poursuivre une ou deux options facultatives parmi une douzaine proposée (arts, langues vivantes ou anciennes, éducation physique et sportive) 2. La part des élèves concernés varie beaucoup d'une série à l'autre (près d'un lycéen sur trois en série L, un sur six en série ES) et selon le secteur d'enseignement (un lycéen sur cinq environ dans le public, plus d'un sur quatre dans le privé) 4.
En première technologique, la poursuite d'une option facultative concerne en moyenne un peu plus d'un élève sur cinq. Elle est plus fréquente dans les séries STI, STL et SMS (un élève sur trois), où les élèves sont essentiellement intéressés par la poursuite d'une deuxième langue vivante. En série STT, où cet enseignement est imposé, un élève sur dix seulement suit une option facultative.

DÉFINITIONS

■ **La réforme des lycées,** initiée en seconde à la rentrée 1999, s'est étendue à la classe de première à la rentrée 2000. Les trois séries générales (S, L, ES) et les quatre séries technologiques (STT, STI, SMS, STL), issues de la rénovation pédagogique de 1992, sont maintenues. Les premières BT, Hôtellerie, TMD perdurent également, et, depuis la rentrée 1997, la première Arts appliqués est intégrée à la série STI. La réforme porte essentiellement sur le réaménagement des horaires et des options en série générale.

■ **Classes de première générale et technologique :**
– S : première scientifique ;
– L : première littéraire ;
– ES : première économique et sociale ;
– STT : première technologique, Sciences et technologies tertiaires ;
– STI : première technologique, Sciences et technologies industrielles (y compris arts appliqués) ;
– SMS : première technologique, Sciences médico-sociales ;
– STL : première technologique, Sciences et technologies de laboratoire ;
– Hôtel. : première technologique, Hôtellerie ;
– TMD : première technologique, Techniques de la musique et de la danse.

■ **Les premières d'adaptation** au bac technologique ou au brevet de technicien (BT) accueillent les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

■ **Options.** Le terme d'option fait référence à tout enseignement qui, dans le programme de chaque série, nécessite un choix de la part des élèves. Ces enseignements au choix peuvent faire partie des enseignements obligatoires ou des enseignements facultatifs.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 2 Base centrale de pilotage. 3 4 Système d'information SCOLARITÉ.

Les options de première générale et technologique

4

1 Répartition des élèves de première par série à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé, hors EREA)

	Premières générales			Premières techno. rénovées				Autres premières techno.				
	S	L	ES	STT	STI (1)	SMS	STL	Hôtel.	TMD	Adap-tation	Brevet techn.	Effectifs 1re GT
Public	128 195	45 519	73 017	65 901	34 267	9 596	6 199	1 444	284	20 098	1 551	386 071
Privé	34 757	10 922	22 128	13 521	5 230	6 003	1 706	375	5	7 045	241	101 933
Ensemble	**162 952**	**56 441**	**95 145**	**79 422**	**39 497**	**15 599**	**7 905**	**1 819**	**289**	**27 143**	**1 792**	**488 004**
dont France métro.	***158 557***	***54 332***	***92 196***	***75 944***	***38 407***	***15 099***	***7 718***	***1 795***	***289***	***26 064***	***1 792***	***472 193***
Répartition (%)	33,4	11,6	19,5	16,3	8,1	3,2	1,6	0,4	0,1	5,6	0,4	100,0
% de filles	45,2	81,6	64,0	60,1	8,5	95,3	57,0	43,5	56,4	57,3	46,0	55,0

(1) Y compris STI Arts appliqués et 35 élèves de première STAE (Sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement).

2 Choix d'options des élèves de première par série à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé, hors EREA)

		Enseignements obligatoires au choix et options facultatives														
	Séries	Latin	Grec ancien	LV2	LV3	LV renf.	Arts 5H en L	Sc. éco et sociales	Maths	Sc. vie et Terre	Sciences ingénieur	Biologie écologie	Art facult.	EPS (2)	Activité milieu pro	Effectifs 1re
Général	S	10 879	2 259	(1)	7 021			-	-	144 541	18 396	15	8 499	5 898	-	**162 952**
	L	5 055	1 460	56 349 (1)	15 125	25 131	12 154	-	5 575	-	-	-	8 356	802	-	**56 441**
	ES	2 226	417	(1)	4 095	28 371	-	34 541	32 109	-	-	-	5 043	3 071	-	**95 145**
Techno.	STT	-	-	(1)	200	-	-	-	-	-	-	-	2 055	2 284	4 503	**79 422**
	STI (3)	-	-	12 746	-	-	-	-	-	-	-	-	623	1 029	-	**39 497**
	SMS	-	-	4 967	-	-	-	-	-	-	-	-	283	116	-	**15 599**
	STL	-	-	2 380	-	-	-	-	-	-	-	-	76	127	-	**7 718**

(1) La deuxième langue vivante fait partie des enseignements obligatoires de tronc commun. En série L, le latin peut lui être substitué (cas d'une centaine d'élèves).
(2) Option facultative ou enseignement de complément.
(3) Y compris STI Arts appliqués et STAE.

3 Répartition des élèves de première générale selon l'enseignement obligatoire choisi à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat, hors EREA)

Série	Ensignement obligatoire choisi	Public	Privé sous contrat	Public + Privé	Part des filles
Scientifique	Sciences de la vie et de la Terre	86,9	95,3	88,7	49,5
	Sciences ingénieur	13,1	4,7	11,3	12,7
	Biologie-écologie				ns
	Total première S	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**45,3**
Littéraire	LV renforcée	42,6	53,5	44,6	80,3
	LV3	21,1	14,7	19,9	86,8
	Langues anciennes	3,8	4,4	3,9	81,0
	Arts	23,0	16,0	21,7	79,5
	Mathématiques	9,5	11,4	9,9	84,3
	Total première L	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**81,8**
Économique et sociale	LV renforcée	30,1	29,3	29,9	70,6
	Sciences économiques et sociales	38,4	29,3	36,3	60,5
	Mathématiques	31,5	41,4	33,8	62,3
	Total première ES	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**64,2**

4 Proportion (%) d'élèves de première qui suivent au moins une option facultative (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat, hors EREA)

Séries	Public	Privé sous contrat	Public + Privé
S	18	28	20
L	27	36	29
ES	14	21	15
Total séries générales	**18**	**27**	**20**
STT	11	14	11
STI	36	30	35
SMS	38	28	34
STL	35	21	32
Total séries technologiques	**22**	**21**	**22**
Total	**20**	**25**	**21**

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 489 000 élèves sont scolarisés en terminale générale et technologique (France métropolitaine et DOM, secteurs public et privé) : 63 % en terminale générale, 37 % en terminale technologique **1**.
Selon les séries, les programmes d'enseignement prévoient, en plus du tronc commun imposé, des options au choix des élèves. Dans certaines séries (générales et SMS), les élèves ont une option obligatoire à choisir. Dans toutes les séries, des options facultatives sont par ailleurs proposées **2**.
Dans les séries générales, les options obligatoires de première sont relayées par des enseignements de spécialité en terminale, un peu complexifiés en série S **3**. Dans cette série, seuls les élèves en dominante SVT (sciences de la vie et de la Terre) se voient imposer le choix d'une spécialité, laquelle revêt un caractère facultatif pour les élèves en dominante SI (sciences de l'ingénieur).
En terminale S, dans la continuité de la première, neuf élèves sur dix optent pour la dominante SVT. La majorité d'entre eux approfondissent cette discipline au titre de l'enseignement de spécialité, tandis que le choix des mathématiques ne cesse de reculer chaque année, au profit de la physique-chimie en 2003.
En terminale L, la répartition entre spécialités se maintient : langues vivantes pour trois élèves sur quatre, arts pour un élève sur cinq, langues anciennes pour une minorité.
Comme en 2002, les élèves de terminale ES optent majoritairement pour les sciences économiques et sociales (39 %), tandis que le repli des mathématiques au profit de cette option et de l'approfondissement des langues vivantes continue de se faire sentir.
Les élèves de terminale générale sont par ailleurs autorisés à suivre une ou deux options facultatives parmi une douzaine proposée (arts, langues vivantes ou anciennes, éducation physique et sportive [EPS]) **2**. La part des élèves concernés varie beaucoup d'une série à l'autre et selon le secteur de scolarisation **4**.
En terminale technologique, les options facultatives proposées varient selon les séries. Au choix commun à toutes les séries (arts et EPS), s'ajoutent des options spécifiques, telles la deuxième langue vivante en STI, STL et SMS, la bureautique ou d'autres matières en SMS et STT **2**. La part des élèves qui suit une option facultative dépend donc beaucoup de la diversité de l'offre d'options. Ainsi la part des élèves concernée par un apprentissage facultatif varie de 22 % en STL à 49 % en SMS, série où l'offre est la plus riche (options communes, options spécifiques dont la deuxième langue vivante) **4**.

DÉFINITIONS

■ **La réforme des lycées, i**nitiée en seconde à la rentrée 1999, s'est étendue à la classe de terminale à la rentrée 2001. Les trois séries générales (S, L, ES) et les quatre séries technologiques (STT, STI, SMS, STL), issues de la rénovation pédagogique de 1992, sont maintenues. Les terminales BT, Hôtellerie, TMD perdurent également, et, depuis la rentrée 1998, la terminale Arts appliqués est intégrée à la série STI. Comme en première, la réforme porte essentiellement sur le réaménagement des horaires et des options en série générale.
Le choix du futur baccalauréat débute dès la classe de seconde et se précise par le biais d'une option obligatoire en première, d'un enseignement de spécialité en terminale.

■ **Classes de terminale générale et technologique :**
– S : terminale scientifique ;
– L : terminale littéraire ;
– ES : terminale économique et sociale ;
– STT : terminale technologique, Sciences et technologies tertiaires ;
– STI : terminale technologique, Sciences et technologies industrielles (y compris arts appliqués) ;
– SMS : terminale technologique, Sciences médico-sociales ;
– STL : terminale technologique, Sciences et technologies de laboratoire ;
– Hôtel. : terminale technologique, Hôtellerie ;
– TMD : terminale technologique, Techniques de la musique et de la danse.

■ **Options.** Le terme d'option fait référence à tout enseignement qui, dans le programme de chaque série, nécessite un choix de la part des élèves. Ces enseignements au choix peuvent faire partie des enseignements obligatoires (dans lesquels sont inclus les enseignements de spécialité des séries générales) ou des enseignements facultatifs.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 **2** Base centrale de pilotage (BCP). **3** **4** Système d'information SCOLARITÉ.

Les options de terminale générale et technologique

4

1 Répartition des élèves de terminale générale et technologique (hors EREA) par série à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Terminales générales			Terminales techno rénovées				Autres terminales techno.			Effectifs terminale GT
	S	L	ES	STT	STI (1)	SMS	STL	Hôtel.	TMD	BT	
Public	121 697	47 689	76 091	80 635	40 242	14 371	6 083	2 135	277	1 977	391 197
Privé	31 485	11 136	21 922	16 488	6 140	8 655	1 563	478	7	224	98 098
Ensemble	**153 182**	**58 825**	**98 013**	**97 123**	**46 382**	**23 026**	**7 646**	**2 613**	**284**	**2 201**	**489 295**
dont France métropolitaine	*149 018*	*56 417*	*94 931*	*93 061*	*44 939*	*22 320*	*7 484*	*2 597*	*284*	*2 201*	*473 252*
Répartition (%)	31,3	12,0	20,0	19,8	9,5	4,7	1,6	0,5	0,1	0,4	100,0
Filles (%)	44,8	82,2	64,1	61,2	7,8	96,0	58,0	44,7	57,0	41,8	55,5

(1) Y compris STI Arts appliqués et 29 élèves de terminale STAE.

2 Choix d'options des élèves de terminale (hors EREA) par série à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Enseignements obligatoires au choix (y compris spécialisé) et options facultatives										
Terminales	Latin	Grec ancien	LV2	LV3	LV renforcée	Arts 5H en L	SES	Maths	Physique chimie	Sc. vie et Terre (2) dominante	Sc. vie et Terre (2) spécialité
S	9 118	1 618	(1)	5 168				42 736	46 680	137 174	54 263
L	4 901	1 323	58 729 (1)	15 816	30 986	12 160		4 684			
ES	1 729	292	(1)	3 534	28 023		38 415	31 571			
STT			96 469	196	609						
STI			9 718								
SMS			2 926								
STL			1 577								

(suite) Terminales	Sciences ingénieur	Biologie écologie	Art facult.	EPS (3)	Activités en milieu pro.	Prépa. concours sanitaire et social	Bureautique	Prise rapide parole	Gestion et informatique	Communication et organisation	Effectifs terminale GT
S	15 993	15	8 640	6 205							153 182
L			9 929	995							58 825
ES			5 258	3 622							98 013
STT			1 882	2 743	7 114			3 150	8 640	4 356	97 123
STI			579	1 179							46 382
SMS			274	278		13 958	17 289	875			23 026
STL			58	98							7 646

(1) La deuxième langue vivante fait partie des enseignements obligatoires de tronc commun. En série L, le latin peut lui être substitué (cas d'une centaine d'élèves).
(2) Cet enseignement peut être suivi comme dominante et/ou comme spécialité. Certains élèves sont donc comptés deux fois pour cette matière.
(3) Option facultative ou enseignement de complément.

3 Répartition des élèves de terminale générale (hors EREA) selon l'enseignement de spécialité choisi à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Série	Enseignement de spécialité	Pu	Pr sous contrat	Pu + Pr sous contrat	Part des filles
Scientifique	SVT - Maths (1)	24,1	29,1	25,1	*41,6*
	SVT - Physique chimie	28,3	31,5	29,0	*45,0*
	SVT - Sc. vie et Terre	35,6	34,6	35,4	*57,1*
	Sc. ingénieur (2)	11,9	4,7	10,5	*11,6*
	Agronomie (3)	e	e	e	*ns*
	Total terminale S	**100,0**	**100,0**	**100,0**	***44,9***
Littéraire	LV renforcée	49,9	64,8	52,6	*80,7*
	LV3	23,5	15,7	22,1	*87,9*
	Langues anciennes	4,5	4,2	4,5	*81,0*
	Arts	22,1	15,3	20,8	*80,9*
	Total terminale L	**100,0**	**100,0**	**100,0**	***82,4***
Économique et Sociale	LV renforcée	28,3	29,2	28,5	*69,8*
	Sc. éco et sociales	41,2	32,2	39,3	*61,5*
	Mathématiques	30,5	38,6	32,2	*63,0*
	Total terminale ES	**100,0**	**100,0**	**100,0**	***64,3***

4 Proportions (%) d'élèves de terminale (hors EREA) suivant au moins une option facultative (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat)

Série	Pu	Pr sous contrat	Pu + Pr sous contrat
S	22	27	23
L	33	41	34
ES	13	19	14
S/t gén.	**21**	**27**	**22**
STT	26	31	27
STI	25	21	24
SMS	51	46	49
STL	25	13	22
S/t techno.	**28**	**32**	**29**
Total	**24**	**29**	**25**

(1) Dominante « Sciences de la vie et de la Terre », enseignement de spécialité « Mathématiques ».
(2) Dans ce tableau, la dominante « Sciences de l'ingénieur » est assimilée à un enseignement de spécialité.
(3) Cet enseignement de spécialité est proposé aux élèves de la dominante « Biologie-écologie ».

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, comme chaque année, plus de 99 % des élèves de métropole et des DOM, scolarisés dans le second degré (hors enseignement spécial), apprennent une première langue vivante. L'anglais est étudié par 4 958 000 élèves, soit 91 % des effectifs de première langue. Il est davantage choisi dans les DOM (99 %) qu'en métropole (91 %), et nettement plus dans les établissements privés (94 %) que dans les établissements publics (90 %). Sa prédominance déjà importante a crû de 0,3 point en 2003 au détriment de l'allemand, qui est choisi par moins d'un élève sur dix. Les autres premières langues concernent un élève sur cent **1**.
La part des élèves qui suivent un enseignement de deuxième langue vivante augmente à nouveau cette année (78 %), après une stabilisation à la rentrée 2002. Cette croissance concerne le premier cycle et le second cycle professionnel. Comme les années antérieures, l'espagnol voit sa part, parmi les deuxièmes langues étudiées, augmenter et est désormais choisi par plus de deux élèves sur trois. Il est plus appris dans le secteur privé (70 %) que dans le secteur public (67 %), et davantage dans les DOM (88 %) qu'en métropole (67 %). L'allemand, étudié comme deuxième langue par moins d'un élève sur six, est davantage enseigné en second cycle général et technologique (18 %) qu'en premier cycle (12 %) ; il voit encore sa part diminuer (- 1 point à la rentrée 2003) **2**.
Parmi les 99 000 élèves du second cycle général et technologique qui suivent un enseignement de troisième langue vivante, environ quatre sur dix apprennent l'italien, un sur quatre l'espagnol. Viennent ensuite, par ordre décroissant, le russe qui pour la première fois supplante l'allemand, l'allemand, et le portugais avec des effectifs réduits (respectivement 6 200, 5 400 et 3 900 élèves). Depuis 1998, l'apprentissage de l'espagnol et de l'allemand comme troisième langue ne cesse de décliner au profit de l'italien et des langues orientales essentiellement.

DÉFINITIONS

■ **Étude des langues vivantes.** L'étude d'une première langue est obligatoire pour tous dès l'entrée dans l'enseignement du second degré. Les élèves des classes préparatoires à l'apprentissage sont dispensés de l'apprentissage des langues.
La deuxième langue vivante est un enseignement obligatoire en classe de quatrième, optionnel en troisième. Avec la réforme des lycées qui a débuté en classe de seconde à la rentrée 1999, la deuxième langue est proposée au titre des enseignements de détermination au choix, avec une partie des heures dédoublées. En première et en terminale générale, elle est devenue obligatoire pour les séries Scientifique et Économique et Sociale, au choix avec le latin en série Littéraire (choisie à près de 100 %). Dans les autres classes du second cycle général et technologique, elle continue de faire partie des enseignements optionnels (obligatoires ou facultatifs).
La troisième langue est également un enseignement optionnel offert aux élèves des classes de seconde, première et terminale.
L'étude d'une langue vivante ne concerne pas tous les élèves de second cycle professionnel : elle est obligatoire pour ceux des classes de baccalauréat professionnel, de BEP et de certains CAP (secteur tertiaire et hôtellerie-restauration).

■ **Pourcentage d'élèves étudiant une deuxième langue.** Cette part rapporte l'effectif des élèves apprenant une deuxième langue vivante (par exemple 802 874 élèves de quatrième) à l'effectif global (818 586).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

1 Répartition des élèves selon la première langue vivante étudiée à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, France métropolitaine, hors EREA)

	Allemand	Anglais	Espagnol	Italien	Autres	Total
Public + Privé :						
Sixième	62 880	750 352	6 747	547	1 127	821 653
Cinquième	63 592	730 041	5 805	594	1 052	801 084
Quatrième (1)	67 032	744 328	5 411	421	1 145	818 337
Troisième (1)	67 261	719 921	5 319	389	1 226	794 116
Total premier cycle	**260 765**	**2 944 642**	**23 282**	**1 951**	**4 550**	**3 235 190**
Seconde	50 907	478 215	3 114	261	992	533 489
Première	45 544	437 235	3 709	326	1 058	487 872
Terminale	46 966	435 843	4 590	404	1 308	489 111
Total second cycle général et technologique	**143 417**	**1 351 293**	**11 413**	**991**	**3 358**	**1 510 472**
Total second cycle professionnel	**19 248**	**661 646**	**13 472**	**906**	**180**	**695 452**
Total général France métropolitaine + DOM	**423 430**	**4 957 581**	**48 167**	**3 848**	**8 088**	**5 441 114**
Public :						
Total premier cycle	221 115	2 318 830	20 776	1 732	3 831	2 566 284
Total second cycle général et technologique	124 977	1 069 370	8 562	792	2 461	1 206 162
Total second cycle professionnel	16 348	522 120	11 241	832	163	550 704
Total général public France métropolitaine + DOM	**362 440**	**3 910 320**	**40 579**	**3 356**	**6 455**	**4 323 150**
Privé :						
Total premier cycle	39 650	625 812	2 506	219	719	668 906
Total second cycle général et technologique	18 440	281 923	2 851	199	897	304 310
Total second cycle professionnel	2 900	139 526	2 231	74	17	144 748
Total général privé France métropolitaine + DOM	**60 990**	**1 047 261**	**7 588**	**492**	**1 633**	**1 117 964**
France métropolitaine :						
Public	360 490	3 710 252	40 148	3 356	6 144	4 120 390
Privé	60 976	1 030 540	7 554	492	1 630	1 101 192
Total Public + Privé France métropolitaine	**421 466**	**4 740 792**	**47 702**	**3 848**	**7 774**	**5 221 582**

(1) Y compris les classes de 4e et 3e technologiques, de 4e d'aide et de soutien, de 3e d'insertion.

2 Répartition des élèves selon la deuxième langue étudiée à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, France métropolitaine, hors EREA)

	% élèves en 2e langue	Allemand	Anglais	Espagnol	Italien	Autres	Total
Public + Privé :							
Quatrième (1)	98,1	96 596	71 284	571 713	56 940	6 341	802 874
Troisième (1)	92,6	92 403	69 827	519 228	48 754	6 195	736 407
Total premier cycle	**95,4**	**188 999**	**141 111**	**1 090 941**	**105 694**	**12 536**	**1 539 281**
Seconde	96,4	83 541	53 866	342 975	29 062	4 886	514 330
Première	87,5	79 621	47 706	273 010	22 561	4 294	427 192
Terminale	86,4	85 375	50 089	261 025	21 796	4 481	422 766
Total second cycle général et technologique	**90,3**	**248 537**	**151 661**	**877 010**	**73 419**	**13 661**	**1 364 288**
Total second cycle professionnel	**11,0**	**9 263**	**5 259**	**58 988**	**3 249**	**828**	**77 587**
Total Public + Privé France métropolitaine + DOM	**77,8**	**446 799**	**298 031**	**2 026 939**	**182 362**	**27 025**	**2 981 156**
Public :							
Total premier cycle	95,8	139 357	120 615	862 037	93 843	9 269	1 225 121
Total second cycle général et technologique	90,6	189 702	130 922	697 805	64 792	9 956	1 093 177
Total second cycle professionnel	10,1	7 138	4 126	41 831	2 586	596	56 277
Total Public France métropolitaine + DOM	**78,1**	**336 197**	**255 663**	**1 601 673**	**161 221**	**19 821**	**2 374 575**
Privé :							
Total premier cycle	93,5	49 642	20 496	228 904	11 851	3 267	314 160
Total second cycle général et technologique	89,1	58 835	20 739	179 205	8 627	3 705	271 111
Total second cycle professionnel	14,1	2 125	1 133	17 157	663	232	21 310
Total Privé France métropolitaine + DOM	**76,7**	**110 602**	**42 368**	**425 266**	**21 141**	**7 204**	**606 581**
France métropolitaine :							
Public	78,2	328 171	254 103	1 508 537	161 178	17 366	2 269 355
Privé	76,7	109 746	42 303	417 281	21 139	7 062	597 531
Total Public + Privé France métropolitaine	**77,9**	**437 917**	**296 406**	**1 925 818**	**182 317**	**24 428**	**2 866 886**

(1) Y compris les classes de 4e et 3e technologiques, de 4e d'aide et de soutien, de 3e d'insertion.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 154 300 élèves sont scolarisés dans une section européenne ou internationale. Ils représentent à peine 3 % des élèves du second degré de la métropole et des DOM. Ces sections sont davantage développées dans les établissements publics et dans l'enseignement général, qu'il s'agisse du premier ou du second cycle **1**. Au sein des séries qui conduisent au baccalauréat général, des différences importantes s'observent : 5,3 % des scientifiques, 4,4 % des littéraires et 3,8 % des économistes sont inscrits dans de telles structures. Dans l'enseignement technologique ou professionnel, les sections sont marginales, même si elles tendent à se développer. Pour l'ensemble du second degré, les filles y sont surreprésentées.

Les sections européennes sont beaucoup plus répandues que les sections internationales (respectivement 93 % et 7 % des sections linguistiques), principalement en raison des critères d'ouverture plus simples à mettre en œuvre pour les premières **1**. Elles se différencient également par les langues qui y sont utilisées, une plus grande diversité s'observant dans les sections internationales **2**. Les sections de langues orientales et de langues d'Europe du Nord (danois, suédois, norvégien …), sont plus développées, de même que les sections d'espagnol, d'italien et de portugais. Les établissements privés, qui n'ont quasiment que des sections européennes, les concentrent sur l'anglais (78 % contre 56 % dans le public). Les filles, quant à elles, voient leur part renforcée dans les sections d'espagnol, et *a contrario* amoindrie dans les sections de langues orientales.

Dans les académies, le développement des sections européennes correspond à des politiques locales. La part des élèves du second degré accueillis dans ces structures varie de moins de 1 % en Martinique (sans parler de la Guadeloupe et de la Guyane où elles n'existent pas) à 4 % à Rennes, Clermont-Ferrand, Lille, Toulouse et la Réunion **3**. La diversité des langues est également un facteur de différenciation. L'anglais prédomine partout sauf en Corse et à Nice où il est supplanté par l'italien, et à Nancy-Metz où près de six élèves sur dix sont inscrits en sections d'allemand. Ces dernières sont plus répandues dans les académies de l'Est, celles d'espagnol dans les académies du Sud (Montpellier) et du Sud-Ouest (Bordeaux et Toulouse). Les sections de langues orientales sont avant tout développées dans l'académie de Paris où leurs effectifs devancent ceux des sections d'espagnol.

DÉFINITIONS

■ **Sections européennes.** Créées en 1992, les sections européennes proposent l'enseignement, dans la langue de la section, de disciplines non linguistiques fondamentales. La scolarité y est sanctionnée par une mention sur le diplôme du baccalauréat (mention « section européenne » ou « section de langue orientale ») pour les élèves ayant satisfait aux conditions d'attribution de cette mention. La scolarité débute en quatrième, exceptionnellement en sixième, avec pendant deux ans un renforcement horaire de la langue, suivi du passage à l'enseignement partiel d'une ou plusieurs disciplines non linguistiques dans la langue de la section. Les décisions d'ouverture de ces sections ont été confiées aux recteurs, et dans les établissements, ces sections font partie intégrante du projet d'établissement.

La notion de section européenne, qui intègre les sections de langues orientales, est ici étendue également aux sections franco-allemandes.

■ **Sections internationales.** Les sections internationales ont été conçues notamment pour accueillir des élèves étrangers (ils doivent représenter entre 25 % et 50 % de l'effectif de ces sections) et faciliter leur insertion dans le système scolaire français, ainsi que pour créer, à la faveur de leur présence, un cadre propice à l'apprentissage, par les élèves français, d'une langue vivante étrangère à haut niveau. L'enseignement commence à l'école primaire. Dans le second degré, l'enseignement de l'histoire-géographie se fait pour partie dans la langue de la section et sur la base d'un programme établi en commun avec les autorités du pays intéressé. S'y ajoute un programme de lettres étrangères dans la langue concernée. Le diplôme national du brevet ainsi que le baccalauréat peuvent porter la mention « option internationale ».

(source : Délégation aux relations internationales et à la coopération [DRIC]).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Système d'information SCOLARITÉ.

Les sections européennes et internationales dans le second degré 4

1 Répartition des élèves préparant un diplôme professionnel selon la spécialité de formation à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé, hors EREA)

	Scolarisation en section linguistique par cycle									
	1er cycle gén. et techno.		2nd cycle général		2nd cycle technologique		2nd cycle professionnel		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Public	79 247	3,1	42 863	4,7	1 141	0,4	4 078	0,7	127 329	2,9
Privé sous contrat	16 364	2,5	9 424	4,1	453	0,7	731	0,5	26 972	2,5
France métro. + DOM	**95 611**	**3,0**	**52 287**	**4,5**	**1 594**	**0,4**	**4 809**	**0,7**	**154 301**	**2,8**
France métropolitaine	**91 973**	**3,0**	**51 625**	**4,6**	**1 541**	**0,5**	**4 647**	**0,7**	**149 786**	**2,9**
Part des filles (cf. « Lecture »)	*57,4*	*49,1*	*63,7*	*56,5*	*50,4*	*50,9*	*55,4*	*45,1*	*59,4*	*50,3*

Lecture - Dans le premier cycle général et technologique (6e à 3e), 3 % des élèves sont inscrits dans une section européenne ou internationale (ils sont 95 611). Les filles représentent 57,4 % des effectifs de ces sections, alors qu'elles ne sont que 49,1 % à être scolarisées en premier cycle général et technologique.

2 Répartition des élèves du second degré inscrits dans une section linguistique selon la langue de la section – Rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé sous contrat , hors EREA)

	Langues des sections (%)							Ensemble	
	Anglais	Allemand	Espagnol	Italien	Portugais	Langues orientales	Autres	%	effectif
Public	55,9	21,3	14,9	5,9	0,5	1,0	0,4	100,0	127 329
Privé sous contrat	77,6	9,8	10,5	2,0	0,0	-	-	100,0	26 972
France métro. + DOM	**59,7**	**19,3**	**14,2**	**5,2**	**0,4**	**0,8**	**0,3**	**100,0**	**154 301**
France métropolitaine	**59,9**	**19,1**	**14,1**	**5,4**	**0,4**	**0,8**	**0,3**	**100,0**	**149 786**
Sections européennes	60,5	19,7	13,8	5,0	0,1	0,8	0,1	100,0	143 732
Sections internationales	49,1	14,0	19,2	8,1	4,2	1,5	3,9	100,0	10 569
Part des filles	*59,6*	*57,0*	*62,5*	*59,3*	*57,5*	*51,5*	*59,4*	*59,4*	*91 696*

3 Répartition par académie des élèves du second degré inscrits dans une section européenne selon la langue de la section – Rentrée 2003 (Public + Privé sous contrat, hors EREA)

	Langues des sections européennes (%)						Ensemble		Part des effectifs du 2nd degré
	Anglais	Allemand	Espagnol	Italien	Langues orientales	Autres (1)	%	Effectif	
Aix-Marseille	58,8	14,2	16,8	10,2	-	-	100,0	4 402	**1,8**
Amiens	67,0	28,7	2,0	2,0	-	0,3	100,0	5 947	**3,4**
Besançon	61,6	21,2	17,2	-	-	-	100,0	2 524	**2,5**
Bordeaux	54,4	12,2	25,8	4,2	1,5	1,8	100,0	4 058	**1,7**
Caen	77,7	12,1	8,3	1,9	-	-	100,0	4 165	**3,3**
Clermont-Ferrand	72,7	11,8	9,3	6,3	-	-	100,0	4 030	**4,0**
Corse	35,6	-	-	64,4	-	-	100,0	239	**1,1**
Dijon	59,9	31,8	4,9	3,4	-	-	100,0	2 815	**2,1**
Grenoble	47,9	6,5	8,8	36,8	-	-	100,0	5 846	**2,2**
Lille	73,5	15,3	8,2	2,2	0,2	0,7	100,0	16 953	**4,2**
Limoges	83,6	9,0	5,8	-	1,6	-	100,0	1 544	**3,0**
Lyon	63,9	23,6	8,8	3,7	-	-	100,0	5 987	**2,3**
Montpellier	62,0	10,6	26,3	1,2	-	-	100,0	6 049	**3,0**
Nancy-Metz	20,0	58,5	14,8	6,7	-	-	100,0	7 361	**3,5**
Nantes	75,3	10,8	11,0	2,9	-	-	100,0	6 186	**2,2**
Nice	10,5	12,8	15,5	61,2	-	-	100,0	2 929	**1,8**
Orléans-Tours	74,6	12,6	11,5	1,3	-	-	100,0	4 252	**2,1**
Poitiers	74,7	14,3	8,1	2,2	-	0,8	100,0	2 455	**1,9**
Reims	46,0	40,5	13,5	-	-	-	100,0	3 304	**2,8**
Rennes	68,2	13,3	17,4	1,1	-	-	100,0	10 178	**4,0**
Rouen	74,7	16,9	8,3	-	-	-	100,0	3 797	**2,2**
Strasbourg	51,8	44,4	3,5	0,2	-	-	100,0	4 032	**2,7**
Toulouse	46,5	12,0	40,4	1,1	-	-	100,0	8 825	**4,2**
Paris	53,7	17,1	12,8	3,2	13,3	-	100,0	5 137	**3,3**
Créteil	66,7	25,3	4,0	1,4	2,6	-	100,0	4 768	**1,3**
Versailles	63,2	20,3	15,2	0,3	0,5	0,5	100,0	11 434	**2,4**
Martinique	91,9	-	8,1	-	-	-	100,0	260	**0,5**
La Réunion	52,1	25,9	18,8	-	3,2	-	100,0	4 255	**4,3**
France métro. + DOM (2)	**60,5**	**19,7**	**13,8**	**5,0**	**0,8**	**0,2**	**100,0**	**143 732**	**2,6**

(1) Y compris portugais.
(2) Les académies de la Guadeloupe et de la Guyane n'ont pas développé de sections européennes.

PRÉSENTATION

Dans le premier cycle, l'option latin est offerte depuis la rentrée 1996 aux élèves à partir de la cinquième. En métropole et dans les DOM, 23 % des élèves de cette classe ont choisi cette option à la rentrée 2003. Ce pourcentage s'est stabilisé depuis 2001, faisant suite à une baisse continue sur la période 1997-2000. L'apprentissage de cette langue ancienne est toujours plus développé dans les établissements privés (27 % des élèves de cinquième) que dans ceux du secteur public (21 %).
Après une augmentation sensible à la rentrée 1997, rentrée suivant celle de la généralisation de l'offre d'étude du latin en cinquième, la part des élèves de quatrième générale qui optent pour un enseignement de latin a chuté, passant de 27 % en 1997 à seulement 19 % depuis 2002. De même en troisième générale, avec un décalage d'un an, se produit une baisse importante de l'apprentissage du latin (24 % en 1998, 16 % depuis 2002). Ainsi, depuis 2000, l'étude du latin semble se stabiliser dans l'ensemble du collège autour de 20 %.
L'option de grec ancien ne peut être étudiée qu'à partir de la classe de troisième. Elle reste toujours très faiblement suivie, par environ 2 % des élèves des établissements publics et privés.
L'étude des langues anciennes est peu suivie dans le second cycle général et technologique : 5 % d'élèves étudiant le latin en seconde générale et technologique contre 16 % en troisième à la rentrée précédente. En effet, en classe de seconde, certains élèves abandonnent toute option facultative et d'autres, se destinant à un enseignement technologique en cycle terminal, choisissent des enseignements optionnels en dehors des langues anciennes. Sur l'ensemble du second cycle général et technologique, l'option latin est en régression : elle n'attire plus que 4 % des élèves, contre 5 % à la rentrée 1999. Néanmoins, la réforme du lycée, qui a atteint la classe de première à la rentrée 2000, semble avoir eu un effet positif sur l'apprentissage du latin dans certaines séries : en première S, les élèves ne peuvent plus choisir la deuxième langue vivante comme option facultative, puisqu'elle fait désormais partie des enseignements obligatoires de tronc commun ; la part de ceux qui suivent une option de latin a donc un peu augmenté (7 % contre 6 % en 1999).

DÉFINITIONS

Étude du latin et du grec ancien.
L'enseignement du latin débute désormais en classe de cinquième. L'étude du grec ancien ne commence qu'en classe de troisième. Les élèves ont alors la possibilité d'étudier à la fois le latin et le grec ancien.
En classe de seconde de détermination, de première ou de terminale générales, le latin et le grec ancien sont, selon les programmes, des enseignements obligatoires ou optionnels (obligatoires ou facultatifs). En terminale littéraire, une langue ancienne peut être choisie comme enseignement de spécialité. Les élèves préparant un baccalauréat technologique ne peuvent pas être formés aux langues anciennes, à l'exception de ceux engagés dans la série Techniques de la musique et de la danse (TMD).
Pour des raisons d'homogénéisation des séries historiques, les classes technologiques Hôtellerie, BT, les secondes spéciales et les premières d'adaptation ont été exclues des effectifs retenus pour calculer la part des élèves qui étudient le latin ou le grec ancien dans les effectifs du second cycle général et technologique.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources
Base centrale de pilotage (BCP).

1 Répartition des élèves étudiant le latin et le grec ancien dans le second degré (hors EREA) à la rentrée 2003 (France métropolitaine + DOM)

		Latin		Grec ancien	
	Effectif total	Effectif	%	Effectif	%
Public :					
Cinquième	636 229	135 756	21,3		
Quatrième	648 830	119 221	18,4		
dont quatrième générale	635 578	119 221	18,8		
Troisième	629 557	97 396	15,5	14 570	2,3
dont troisième générale	582 436	97 396	16,7	14 570	2,5
Total premier cycle	**1 914 616**	**352 373**	**18,4**	**14 570**	**2,3**
Seconde générale et technologique (1)	426 808	18 130	4,2	5 017	1,2
Première générale et technologique (1)	362 694	12 026	3,3	3 015	0,8
dont première S	128 195	7 082	5,5	1 615	1,3
première L	45 519	3 672	8,1	1 111	2,4
première ES	73 017	1 272	1,7	289	0,4
Terminale générale et technologique (1)	386 808	10 488	2,7	2 343	0,6
dont terminale S	121 697	6 045	5,0	1 171	1,0
terminale L	47 689	3 481	7,3	1 015	2,1
terminale ES	76 091	962	1,3	157	0,2
Total second cycle général et technologique (1)	**1 176 310**	**40 644**	**3,5**	**10 375**	**0,9**
Total Public	**3 090 926**	**393 017**	**12,7**	**24 945**	**1,4 (2)**
Privé :					
Cinquième	165 267	45 027	27,2		
Quatrième	169 756	39 979	23,6		
dont quatrième générale	163 221	39 979	24,5		
Troisième	166 076	33 551	20,2	3 236	1,9
dont troisième générale	150 128	33 551	22,3	3 236	2,2
Total premier cycle	**501 099**	**118 557**	**23,7**	**3 236**	**1,9 (2)**
Seconde générale et technologique (1)	103 747	9 521	9,2	1 736	1,7
Première générale et technologique (1)	94 267	6 134	6,5	1 121	1,2
dont première S	34 757	3 797	10,9	644	1,9
première L	10 922	1 383	12,7	349	3,2
première ES	22 128	954	4,3	128	0,6
Terminale générale et technologique (1)	97 389	5 260	5,4	890	0,9
dont terminale S	31 485	3 073	9,8	447	1,4
terminale L	11 136	1 420	12,8	308	2,8
terminale ES	21 922	767	3,5	135	0,6
Total second cycle général et technologique (1)	**295 403**	**20 915**	**7,1**	**3 747**	**1,3**
Total Privé	**796 502**	**139 472**	**17,5**	**6 983**	**1,5 (2)**
Public + Privé :					
Cinquième	801 496	180 783	22,6		
Quatrième	818 586	159 200	19,4		
dont quatrième générale	798 799	159 200	19,9		
Troisième	795 633	130 947	16,5	17 806	2,2
dont troisième générale	732 564	130 947	17,9	17 806	2,4
Total premier cycle	**2 415 715**	**470 930**	**19,5**	**17 806**	**2,2 (2)**
Seconde générale et technologique (1)	530 555	27 651	5,2	6 753	1,3
Première générale et technologique (1)	456 961	18 160	4,0	4 136	0,9
dont première S	162 952	10 879	6,7	2 259	1,4
première L	56 441	5 055	9,0	1 460	2,6
première ES	95 145	2 226	2,3	417	0,4
Terminale générale et technologique (1)	484 197	15 748	3,3	3 233	0,7
dont terminale S	153 182	9 118	6,0	1 618	1,1
terminale L	58 825	4 901	8,3	1 323	2,2
terminale ES	98 013	1 729	1,8	292	0,3
Total second cycle général et technologique (1)	**1 471 713**	**61 559**	**4,2**	**14 122**	**1,0**
Total Public + Privé	**3 887 428**	**532 489**	**13,7**	**31 928**	**1,4 (2)**

(1) Voir rubrique « Définitions » ci-contre.
(2) Ces pourcentages sont calculés hors classes de 5e et de 4e puisque le grec ancien n'y est pas proposé.

PRÉSENTATION

En 2003-2004, un peu plus de 111 000 élèves sont scolarisés dans des établissements ou des classes d'enseignement adapté du second degré dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (France métropolitaine, secteurs public et privé). Les effectifs ont connu une croissance importante jusqu'en 1980-1981 puis se sont stabilisés. Les effectifs des SEGPA demeurent entre 104 000 et 107 000 élèves entre 1995 et 2001 ; ils décroissent légèrement depuis quatre ans, notamment en filière professionnelle suite à une orientation accentuée des élèves de troisième de SEGPA en première année de CAP hors section d'enseignement adapté. 96,1 % des élèves de SEGPA sont scolarisés dans le secteur public. Il existe 80 EREA, relevant tous du secteur public. Leurs effectifs, voisins de 12 000 entre 1985 et 1997, ont diminué depuis la rentrée 1998 (en raison notamment, à cette date, de la fermeture d'un EREA dans l'académie de Strasbourg); en tout, ils ont perdu 1 300 élèves entre 1995 et 2002 et se stabilisent à la rentrée 2003 **1**.

La circulaire du 20 juin 1996 (voir ci contre) concerne également les SEGPA, pour l'organisation pédagogique (cycles et leur durée) comme pour l'origine scolaire des élèves orientés par les commissions spéciales. L'enseignement dispensé en EREA couvre l'ensemble du second degré ; il consiste principalement en un enseignement professionnel, adapté ou non.

Les unités pédagogiques d'intégration (UPI), de statut différent, sont spécifiquement destinées aux enfants en situation de handicap. Ceux-ci ont ainsi des difficultés rendant malaisée leur intégration individuelle dans une classe ordinaire, sans pour autant nécessiter une prise en charge globale dans un établissement spécialisé. Plus de 75 % des UPI recensées (1) accueillent des élèves présentant des troubles importants des fonctions cognitives. Parmi les 71 UPI restantes, 32 reçoivent des élèves souffrant d'une déficience auditive, 13 des jeunes ayant une déficience visuelle et 26 des élèves atteints d'une déficience motrice. L'ensemble des UPI (secteur public et privé) accueillent 2 898 élèves en France métropolitaine et 333 dans les DOM **2**.

DÉFINITIONS

■ **Enseignements adaptés du second degré.** Ils sont en partie sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dans des établissements adaptés (SEGPA, EREA). Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a la tutelle des autres établissements : « hospitaliers », « médico-éducatifs » et « médico-sociaux ».

■ **Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).** Les SES/SEGPA (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes-ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966. Ils sont intégrés généralement dans des collèges et scolarisent des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 relative à l'organisation de la formation au collège, et donc à celle des SES/SEGPA et GCA, il n'existe plus que des SEGPA rénovées ou non ; les élèves accueillis sont dans leur grande majorité en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

■ **Établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).** Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes normales d'enseignement général ou professionnel. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré. 72 EREA sur 80 accueillent des élèves de même profil que ceux des SEGPA ; 5 EREA scolarisent de jeunes handicapés moteurs et 3 EREA des jeunes présentant des déficiences visuelles.

■ **Unités pédagogiques d'intégration (UPI).** Les UPI ont été créées dans certains collèges par la circulaire n° 95-125 du 17 mai 1995, abrogée par la circulaire n° 2001-035 du 21 février 2001. Cette dernière a confirmé le principe de la création de dispositifs collectifs d'intégration scolaire et, d'une part, a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices, d'autre part a encouragé leur création non seulement en collège mais également en lycée.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP). (1) Enquête DESCO-DGAS.
Notes d'Information, 00.44, 03.11.
« La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap », *Données sociales* 2002-2003, INSEE.
Études et Résultats, n° 216, janvier 2003, DREES (ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées).

Les enseignements adaptés dans le second degré (1)

4

1 Évolution des effectifs des enseignements adaptés du second degré (1)

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, France entière)

	1975-1976	1980-1981	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
SEGPA :											
Public	84 755	110 532	103 877	102 200	103 306	103 307	103 127	101 622	100 259	98 466	96 373
Privé		929	3 218	3 260	3 426	3 583	3 594	3 738	3 813	3 910	3 903
Total SEGPA	**84 755**	**111 461**	**107 095**	**105 460**	**106 732**	**106 890**	**106 721**	**105 360**	**104 072**	**102 376**	**100 276**
EREA (2)	**9 629**	**11 612**	**12 073**	**12 070**	**11 947**	**11 736**	**11 526**	**11 142**	**10 952**	**10 669**	**10 746**
Total France métropolitaine	**94 384**	**123 073**	**119 168**	**117 530**	**118 679**	**118 626**	**118 247**	**116 502**	**115 024**	**113 045**	**111 022**
Total France métro. + DOM	95 999	126 535	124 774	123 016	124 069	124 150	123 802	122 159	120 863	118 973	117 145
Total France entière (3)	95 999	126 535	125 632	123 785	124 910	124 394	124 050	122 448	121 116	120 201	118 487

(1) Établissements sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
(2) Hors les élèves scolarisés en BTS (45 en 2003).
(3) Dans le total « France entière » de 2002-2003, les élèves de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna ne sont pas comptabilisés.

2 Répartition des élèves des UPI par sexe et par établissement en 2003-2004

(France métropolitaine, DOM, France métropolitaine + DOM)

	Collèges	LP	LEGT	Ensemble
France métropolitaine :				
Public :				
Filles	1 058	20	-	1 078
Garçons	1 422	27	-	1 449
Total Public	**2 480**	**47**	**-**	**2 527**
Privé :				
Filles	108	39	5	152
Garçons	135	56	28	219
Total Privé	**243**	**95**	**33**	**371**
Public + Privé France métropolitaine	**2 723**	**142**	**33**	**2 89**
DOM :				
Public :				
Filles	101	-	-	101
Garçons	211	-	-	211
Total Public	**312**	**-**	**-**	**312**
Privé :				
Filles	3	6	-	9
Garçons	11	1	-	12
Total Privé	**14**	**7**	**-**	**21**
Public + Privé DOM	**326**	**7**	**-**	**333**
France métropolitaine + DOM :				
Filles + garçons, Public + Privé	**3 049**	**149**	**33**	**3 231**

UPI : unités pédagogiques d'intégration. LP : lycées professionnels. LEGT : lycées d'enseignement général et technologique.

PRÉSENTATION

Dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) et les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA), la part des garçons est de 62 % (SEGPA : 61 % ; EREA : 70 %), en augmentation depuis 1990-1991. Les garçons sont surreprésentés dans les voies générales des SEGPA, alors qu'ils sont aussi nombreux que les filles à suivre un cursus professionnel (certificat d'aptitude professionnelle [CAP]). Dans les EREA, plus de 68 % des élèves de second cycle professionnel sont des garçons, contre 62 % en premier cycle ou second cycle général. Les filles sont nettement sous-représentées dans les filières d'enseignement adapté (moins de 30 %) **1** **2** **3**. Dans les UPI, la répartition selon le sexe est plus uniforme (voir 4.21).
72,3 % des élèves ont entre 13 et 15 ans en 2003. La proportion d'élèves âgés de 12 ans et moins, proche de 19 %, progresse régulièrement depuis plus de dix ans, alors que la part d'élèves âgés de plus de 16 ans diminue (18 % en 1990 et 8,6 % en 2003) **2**.

DÉFINITIONS

■ **Enseignements adaptés du second degré.** Ils sont en partie sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dans des établissements adaptés (SEGPA, EREA). Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a la tutelle des autres établissements : « hospitaliers », « médico-éducatifs » et « médico-sociaux ».

■ **Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).** Les SES/SEGPA (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes-ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966. Ils sont intégrés généralement dans des collèges et scolarisent des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 relative à l'organisation de la formation au collège, et donc à celle des SES/SEGPA et GCA, il n'existe plus que des SEGPA rénovées ou non ; les élèves accueillis sont dans leur grande majorité en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

■ **Établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).** Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes normales d'enseignement général ou professionnel. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré. 72 EREA sur 80 accueillent des élèves de même profil que ceux des SEGPA ; 5 EREA scolarisent de jeunes handicapés moteurs et 3 EREA des jeunes présentant des déficiences visuelles.

■ **Unités pédagogiques d'intégration (UPI).** Les UPI ont été créées dans certains collèges par la circulaire n° 95-125 du 17 mai 1995, abrogée par la circulaire n° 2001-035 du 21 février 2001. Cette dernière a confirmé le principe de la création de dispositifs collectifs d'intégration scolaire et, d'une part, a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices, d'autre part a encouragé leur création non seulement en collège mais également en lycée.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).
Notes d'Information, 00.44, 03.11.
« La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap », *Données sociales 2002-2003*, INSEE.
Études et Résultats, n° 216, janvier 2003, DREES (ministère de la Santé et de la Protection sociale).

Les enseignements adaptés dans le second degré (2) : par sexe et âge

4

1 Évolution de la répartition (en %) des élèves des SEGPA et EREA par sexe et par âge

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM pour 2001-2002 à 2003-2004, Public + Privé)

	France métropolitaine									France métro. + DOM		
	1990-1991	1994-1995	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Garçons	58,9	60,9	61,3	61,4	61,6	61,8	62,0	61,9	61,8	62,3	62,2	62,1
Filles	41,1	39,1	38,7	38,6	38,4	38,2	38,0	38,1	38,2	37,7	37,8	37,9
Total garçons + filles	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
12 ans et moins	15,7	17,4	17,7	18,0	18,8	18,5	18,5	18,4	18,6	18,3	18,6	19,1
13 ans	21,5	22,1	21,1	22,0	22,4	23,2	22,8	22,9	22,9	22,9	22,9	23,2
14 ans	22,8	23,4	24,1	22,5	23,5	24,0	24,8	24,4	24,6	24,4	24,6	24,8
15 ans	22,0	21,6	23,5	23,3	21,7	22,7	23,3	24,2	24,0	24,2	24,0	24,3
16 ans	12,1	9,7	9,1	9,1	8,3	6,8	6,2	5,6	5,4	5,7	5,6	4,9
17 ans	4,6	4,4	3,4	3,9	3,8	3,5	3,1	3,2	3,2	3,1	3,1	2,9
18 ans et plus	1,3	1,4	1,1	1,2	1,5	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	0,8
Total par âge	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

2 Répartition des élèves de SEGPA par cycle et par sexe en 2003-2004

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Formation générale :	**36 556**	**57 319**	**93 875**	**1 466**	**2 411**	**3 877**	**38 022**	**59 730**	**97 752**
Sixième	8 024	12 419	20 443	351	610	961	8 375	13 029	21 404
Cinquième	9 176	14 292	23 468	381	646	1 027	9 557	14 938	24 495
Quatrième	9 552	15 299	24 851	408	632	1 040	9 960	15 931	25 891
Troisième	9 804	15 309	25 113	326	523	849	10 130	15 832	25 962
Formation professionnelle :	**1 279**	**1 219**	**2 498**	**15**	**11**	**26**	**1 294**	**1 230**	**2 524**
Première année de CAP2	657	636	1 293	10	7	17	667	643	1 310
Seconde année de CAP2	622	583	1 205	5	4	9	627	587	1 214
Total France métropolitaine	**37 835**	**58 538**	**96 373**	**1 481**	**2 422**	**3 903**	**39 316**	**60 960**	**100 276**
Total France métropolitaine + DOM	**39 674**	**62 777**	**102 451**	**1 481**	**2 422**	**3 903**	**41 155**	**65 199**	**106 354**

3 Répartition des élèves des EREA par cycle et par sexe en 2003-2004 (1)

	Garçons	Filles	Total
Premier cycle	609	377	**986**
Second cycle professionnel	117	68	**185**
Second cycle général et technologique	2 497	1 171	**3 668**
Enseignement adapté :	**4 289**	**1 618**	**5 907**
- premier cycle adapté	3 328	1 246	4 574
- formation professionnelle adaptée	961	372	1 333
BTS	33	12	**45**
Total France métropolitaine (1)	**7 545**	**3 246**	**10 791**

(1) Les EREA relèvent tous du secteur public et n'existent qu'en France métropolitaine.

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

Lors de la mise en place, à la rentrée 1989, du système SCOLARITÉ qui traite des données individuelles sur les élèves du second degré, la collecte d'information sur leurs handicaps éventuels a cessé, cette information étant jugée trop sensible. L'évaluation des politiques d'intégration ne peut pourtant se faire de manière optimale en l'absence de données.

C'est pourquoi, à partir de 1998-1999, une enquête spécifique a été lancée auprès des rectorats et des inspections académiques afin de connaître, à partir de données agrégées, le développement de la politique de scolarisation en milieu ordinaire d'élèves présentant des handicaps.

Pour l'année scolaire 2003-2004, l'intégration scolaire individuelle ou collective, à temps plein ou à temps partiel, concerne 30 100 élèves en métropole et dans les départements d'outre-mer, soit 0,5 % des effectifs du second degré.

Le nombre des élèves handicapés accueillis dans les établissements du second degré est en nette augmentation par rapport à 2002-2003 : + 8 043, soit + 36 %. Deux tiers d'entre eux sont scolarisés dans une classe ordinaire, et un tiers en sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), dans des établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou en unités pédagogique d'intégration (UPI) 1 à 4.

Près de 72 % fréquentent un collège, 27 % un lycée et 1 % un EREA.

Sur 100 élèves handicapés présents dans une classe ordinaire, 22 ont une déficience viscérale métabolique, 21 une déficience motrice et 18 une déficience auditive.

Sur 100 élèves handicapés présents dans une structure de l'enseignement adapté, 75 ont une déficience intellectuelle et mentale.

DÉFINITIONS

Classification des principales déficiences présentées par les élèves.

Les déficiences motrices sont une limitation plus ou moins grave de la faculté de se mouvoir ; elles peuvent être d'origine cérébrale, spinale, ostéo-articulaire ou musculaire ; elles comprennent, entre autres, les amputations, la quadriplégie, la paraplégie, l'hémiplégie, et les infirmités motrices cérébrales sans déficience intellectuelle.

Les déficiences auditives concernent non seulement l'oreille mais aussi ses structures annexes et leurs fonctions. La subdivision la plus importante des déficiences auditives concerne les déficiences de la fonction de l'ouïe. Le terme « sourd » ne doit être attribué qu'aux individus dont la déficience auditive est d'une sévérité telle qu'elle ne peut se prêter à aucun appareillage.

Les déficiences viscérales métaboliques ou nutritionnelles sont des déficiences des fonctions cardio-respiratoires, digestives, hépatiques, rénales, urinaires, ou de reproduction, déficience métabolique, immuno-hématologique.

Les déficiences du langage et de la parole comprennent le mutisme, l'aphasie, les troubles du langage écrit ou oral, les troubles de la voix et de l'élocution.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête relative au « Bilan départemental de l'intégration des élèves handicapés dans les établissements du second degré sous tutelle du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche au cours de l'année scolaire 2003-2004 » (enquête n° 12).

Voir aussi

Note d'information, 03.11.

Les élèves handicapés intégrés dans les établissements du second degré

4

1 Répartition des élèves handicapés intégrés à temps plein dans les collèges et les lycées en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Collèges (1)		LP		LEGT		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Déficience intellectuelle et mentale	1 087	10,9	320	12,7	322	6,9	1 729	10,1
Déficience du langage et de la parole	1 529	15,3	255	10,1	353	7,5	2 137	12,4
Déficience motrice	2 035	20,4	575	22,8	1 068	22,8	3 678	21,4
Déficience viscérale métabolique	2 024	20,3	512	20,3	1 399	29,9	3 935	22,9
Déficience auditive	1 713	17,2	495	19,7	821	17,5	3 029	17,6
Déficience visuelle	830	8,3	235	9,3	514	11,0	1 579	9,2
Autre déficience	761	7,6	126	5,0	202	4,3	1 089	6,3
Ensemble des déficiences (France métropolitaine)	**9 979**	**100,0**	**2 518**	**100,0**	**4 679**	**100,0**	**17 176**	**100,0**
Ensemble des déficiences (France métro. + DOM)	**10 366**		**2 653**		**4 834**		**17 853**	

(1) Non compris SEGPA et UPI.

2 Répartition des élèves handicapés intégrés à temps partiel dans les collèges et les lycées en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Collèges (1)		LP		LEGT		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Déficience intellectuelle et mentale	226	25,7	51	28,5	43	16,3	320	24,2
Déficience du langage et de la parole	65	7,4	9	5,0	16	6,1	90	6,8
Déficience motrice	176	20,0	15	8,4	78	29,5	269	20,3
Déficience viscérale métabolique	77	8,8	16	8,9	41	15,5	134	10,1
Déficience auditive	166	18,9	43	24,0	33	12,5	242	18,3
Déficience visuelle	70	8,0	23	12,8	30	11,4	123	9,3
Autre déficience	100	11,4	22	12,3	23	8,7	145	11,0
Ensemble des déficiences (France métropolitaine)	**880**	**100,0**	**179**	**100,0**	**264**	**100,0**	**1 323**	**100,0**
Ensemble des déficiences (France métro. + DOM)	**897**		**179**		**264**		**1 340**	

(1) Non compris SEGPA et UPI.

3 Répartition des élèves handicapés intégrés à temps plein dans les collèges, les lycées et les structures de l'enseignement adapté en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Collèges (1)		LP		LEGT		EREA		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Déficience intellectuelle et mentale	7 646	40,8	404	15,3	347	7,3	282	74,0	8 679	32,8
Déficience du langage et de la parole	1 920	10,3	258	9,8	353	7,5	14	3,7	2 545	9,6
Déficience motrice	2 605	13,9	589	22,3	1 069	22,6	21	5,5	4 284	16,2
Déficience viscérale métabolique	2 146	11,5	515	19,5	1 400	29,6	15	3,9	4 076	15,4
Déficience auditive	2 165	11,6	506	19,2	822	17,4	31	8,1	3 524	13,3
Déficience visuelle	997	5,3	238	9,0	532	11,3	6	1,6	1 773	6,7
Autre déficience	1 240	6,6	126	4,8	202	4,3	12	3,1	1 580	6,0
Ensemble des déficiences (France métropolitaine)	**18 719**	**100,0**	**2 636**	**100,0**	**4 725**	**100,0**	**381**	**100,0**	**26 461**	**100,0**
Ensemble des déficiences (France métro. + DOM)	**19 571**		**2 771**		**4 880**		**381**		**27 603**	

(1) Y compris SEGPA et UPI.

4 Répartition des élèves handicapés intégrés à temps partiel dans les collèges, les lycées et les structures de l'enseignement adapté en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Collèges (1)		LP		LEGT		EREA		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Déficience intellectuelle et mentale	1 043	53,2	68	33,2	57	20,4	9	56,3	1 177	47,9
Déficience du langage et de la parole	105	5,4	9	4,4	16	5,7	1	6,3	131	5,3
Déficience motrice	212	10,8	16	7,8	78	28,0	1	6,3	307	12,5
Déficience viscérale métabolique	89	4,5	18	8,8	41	14,7	2	12,5	150	6,1
Déficience auditive	255	13,0	49	23,9	33	11,8	0	0,0	337	13,7
Déficience visuelle	88	4,5	23	11,2	30	10,8	0	0,0	141	5,7
Autre déficience	167	8,5	22	10,7	24	8,6	3	18,8	216	8,8
Ensemble des déficiences (France métropolitaine)	**1 959**	**100,0**	**205**	**100,0**	**279**	**100,0**	**16**	**100,0**	**2 459**	**100,0**
Ensemble des déficiences (France métro. + DOM)	**1 979**		**205**		**279**		**16**		**2 479**	

(1) Y compris SEGPA et UPI.

PRÉSENTATION

L'effectif des élèves du second degré de nationalité étrangère est passé, en France métropolitaine pour les secteurs public et privé, de 254 600 en 1975-1976 à 412 200 en 1990-1991. Depuis 1992, il est en baisse régulière et s'établit à 230 900 en 2003-2004. La proportion de ces élèves a évolué dans le même temps de 5,1 % à 7,5 % pour revenir à 5,1 % en 1999-2000 ; elle est de 4,3 % à cette rentrée **1**.
Les pays d'origine les plus représentés sont, dans l'ordre décroissant, le Maroc, les autres nationalités d'Afrique, l'Algérie, le Portugal, les autres nationalités et la Turquie.
Dans le second degré ordinaire, la proportion des élèves de nationalité étrangère reste en 2003-2004 nettement plus élevée dans le secteur public (4,9 %) que dans le secteur privé (1,9 %). Dans l'enseignement adapté, les élèves étrangers sont surreprésentés : leur proportion atteint 6,7 % **2**.
La proportion d'élèves de nationalité étrangère varie également selon les filières de l'enseignement ordinaire. Elle est en 2003-2004 plus élevée dans le second cycle professionnel (5,9 %) qu'en second cycle général et technologique (3,3 %). Les élèves étrangers bénéficient donc moins fréquemment que les autres de scolarisations longues **3**.
La part des élèves de nationalité étrangère est plus importante dans les académies de Guyane (23,9 %), d'Île-de-France (Paris : 12,4 %, Créteil : 9,5 %, Versailles : 7,2 %), de Corse (11,5 %), de Strasbourg (6,4 %) et de Nice (5,9 %). Ce sont dans les académies de l'Ouest qu'ils sont les moins représentés : Nantes (1,4 %), Poitiers (1,3 %), Caen (1,3 %), Rennes (1 %), ainsi que dans les académies de la Martinique (0,9 %) et de la Réunion (0,2 %).
Les départements d'outre-mer scolarisent environ 7 800 élèves étrangers ; ils y représentent 3,4 % de l'ensemble des élèves du second degré. Ces élèves sont originaires le plus souvent de Chine, de Haïti et du Surinam.

DÉFINITIONS

■ **Élèves de nationalité étrangère.** L'enregistrement de la nationalité peut souffrir d'imprécisions :
– les enfants dont la nationalité est acquise par naturalisation de façon récente peuvent être comptabilisés, à tort, parmi les enfants étrangers ;
– il peut y avoir également confusion entre la nationalité de l'enfant et celle de la personne qui en est responsable. Il est cependant indiqué dans les instructions relatives au recensement des élèves de nationalité étrangère, que c'est la nationalité de l'élève et non celle de ses parents qui doit être prise en compte.
Est français, par filiation, tout enfant dont l'un des parents au moins est français ; autrement dit, les enfants des couples dits « mixtes » sont français.
Est français, par la naissance, tout enfant né en France lorsque l'un au moins de ses parents y est né. Tous les résultats présentés font référence à la population des élèves recensés comme étrangers par les chefs d'établissement : cette population est différente de la population des immigrés (des élèves étrangers peuvent être nés en France par exemple) et de la population d'origine étrangère.

■ **Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).** Voir la rubrique « Définitions » en 4.21.

■ **Établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).** Voir la rubrique « Définitions » en 4.21.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

Voir aussi

Note d'Information, 97.32.
É. de Lacerda, X. Niel, « Collégiens et lycéens étrangers », revue *Éducation & Formations,* n° 49, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, mars 1997.
« Les élèves de nationalité étrangère scolarisés dans les premier et second degrés », *Ville-école-intégration (VEI),* n° 125, CNDP, juin 2001.

Les élèves de nationalité étrangère dans le second degré

4

1 Évolution du nombre d'élèves de nationalité étrangère dans le second degré

(France métropolitaine, Public + Privé)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Élèves de nationalité étrangère	307 417	383 539	412 226	357 194	336 594	315 136	294 097	275 550	257 174	245 052	238 184	230 942
% du nombre d'élèves	6,0	7,0	7,5	6,4	6,1	5,7	5,4	5,1	4,8	4,6	4,4	4,3

2 Répartition des élèves étrangers dans le second degré par nationalité ou origine géographique en 2003-2004 (France métropolitaine, total DOM, Public + Privé)

	2nd degré (hors enseignements adaptés)			Enseignements adaptés			Total 2nd degré	DOM (total) (2)
	Public	Privé	Total	EREA	SEGPA	Total		
Algériens	21 654	1 507	23 161	913	6	919	24 080	6
Marocains	49 856	1 328	51 184	1 746	3	1 749	52 933	1
Tunisiens	14 996	549	15 545	486	4	490	16 035	3
Autres nationalités d'Afrique	29 546	3 874	33 420	1 154	4	1 158	34 578	293
Espagnols	1 861	625	2 486	39	1	40	2 526	5
Portugais	20 510	1 780	22 290	706	13	719	23 009	9
Italiens	2 191	498	2 689	58	1	59	2 748	15
Autres nationalités de l'Union européenne	9 515	3 590	13 105	90	5	95	13 200	188
Autres nationalités d'Europe	9 995	2 367	12 362	323	6	329	12 691	35
Turcs	19 009	582	19 591	1 142	1	1 143	20 734	-
Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens	3 968	355	4 323	58	-	58	4 381	38
Autres nationalités	19 061	4 600	23 661	356	10	366	24 027	7221
Total France métropolitaine	**202 162**	**21 655**	**223 817**	**7 071**	**54**	**7 125**	**230 942**	**7 814**
DOM	**7 182**	**278**	**7 460**	**354**	**-**	**354**	**7 814**	
Total France métro. + DOM	**209 344**	**21 933**	**231 277**	**7 425**	**54**	**7 479**	**238 756**	
% du total d'élèves	4,9	2,0	4,3	6,9	1,4	6,7	4,3	3,4

3 Répartition des élèves étrangers du second degré par cycle et leur part dans les effectifs totaux en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

		Premier cycle	Adaptés (EREA, SEGPA)	2nd cycle professionnel	2nd cycle général et technologique	Total
Public	Effectifs	122 286	7 071	37 018	42 858	209 233
	%	5,0	7,0	7,1	3,8	5,1
Privé	Effectifs	11 806	50	3 605	6 599	22 263
	%	1,8	1,3	2,5	2,2	2,0
Total France métro.		**134 092**	**7 125**	**40 483**	**49 242**	**230 942**
France métro. + DOM		**139 380**	**7 479**	**41 913**	**49 984**	**238 756**
% du nombre d'élèves		4,3	6,7	5,9	3,3	4,3

4 Les élèves du second degré

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, en France métropolitaine et dans les DOM, 171 200 élèves suivent un enseignement agricole, dont près des deux tiers dans un établissement privé. Par rapport à la rentrée 2002, l'effectif global est en légère augmentation (+ 0,3 %), mais les évolutions sont différentes selon le secteur : - 1,4 % dans le secteur public et + 1,5 % dans le secteur privé. La part de ce dernier tend ainsi à se renforcer : de 60,5 points à 61,2 points **1**.

Les deux secteurs présentent une structure par formation très différente. Dans le secteur public, le poids du second cycle professionnel est à peu près équivalent à celui du second cycle général et technologique (40 % et 32 % respectivement) et plus d'un élève sur cinq suit un enseignement en classes supérieures. En revanche, le secteur privé scolarise près de six élèves sur dix en second cycle professionnel et 22 % en classes de premier cycle. En particulier, les formations au CAPA, nettement distancées par les BEPA dans le secteur public (1 % contre 26 %), regroupent encore 13 % des effectifs du secteur privé.

Les établissements agricoles privés sont plus féminisés que ceux du secteur public. Les filles représentent la moitié des effectifs scolaires du secteur privé contre un peu plus d'un tiers de ceux du public. Elles sont en particulier majoritaires dans les formations privées de BEPA ou de BTA.

À la session de 2003, les présents aux examens de CAPA, baccalauréat professionnel et baccalauréat général ont connu un taux de réussite un peu plus élevé que lors de la session précédente. Les taux de succès des candidats aux examens de BTA, baccalauréat technologique et BTSA ont été quant à eux en léger recul. Enfin, le taux de réussite au BEPA est resté quasiment stable **2**.

L'enseignement agricole est dispensé aujourd'hui dans 832 établissements publics et privés **3**. Parmi eux, le secteur public en compte 214 : 81 lycées professionnels agricoles et 134 lycées d'enseignement général et technologique agricole. Les 618 établissements du secteur privé sont gérés par plusieurs associations :

– le Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP) : 202 établissements ;

– l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO) : 365 établissements ;

– l'Union nationale d'éducation et de promotion (UNREP) : 48 établissements.

Trois établissements privés, également, sont administrés par d'autres structures.

Au cours des dix-huit dernières années, le nombre d'établissements n'a cessé de diminuer, avant de commencer à se stabiliser à partir de 1997. Sur l'ensemble de la période, la diminution a été pratiquement équivalente dans le secteur public (19 %) et dans le secteur privé (18 %).

DÉFINITIONS

■ **L'enseignement agricole** est sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Les données de cette page concernent les élèves qui suivent des formations agricoles par voie scolaire (hors apprentissage).

En cours de rénovation et quasiment absentes du secteur public, les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées aux élèves qui souhaitent se diriger vers les métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire après une classe de 5e ou de 4e. À l'issue de la 3e préparatoire, près de 60 % des élèves s'orientent vers un brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), 34 % vers un certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA) 2 ans et 3 % en CAPA 1 an.

■ **Le baccalauréat général** série S concerne la spécialité « Biologie-écologie-agronomie ».

■ **Le baccalauréat technologique** concerne les séries : Sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement (STAE) et Sciences et technologies du produit agroalimentaire (STPA).

■ **Les classes supérieures** comprennent les brevets de techniciens supérieurs agricoles (BTSA) en 1 ou 2 ans et les classes préparatoires : Biologie, Chimie, Physique et Sciences de la Terre (BCPST) et classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (prépas ENV).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (*Annuaire statistique 2003-2004* édité par ce ministère).
Site Internet (www.educagri.fr).

L'enseignement agricole

1 Effectifs des élèves de l'enseignement agricole à la rentrée 2003 (1) (France métropolitaine + DOM)

	Établissements publics			Établissements privés			Total
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Pu + Pr
4e technologique	1 310	332	1 642	6 374	3 401	9 775	11 417
3e technologique	2 022	585	2 607	7 547	5 193	12 740	15 347
CPA, CLIPA	491	110	601	69	48	117	718
Total 1er cycle	**3 823**	**1 027**	**4 850**	**13 990**	**8 642**	**22 632**	**27 482**
4e préparatoire (1re année CAPA en 3 ans)	30	13	43	1 990	1 162	3 152	3 195
3e préparatoire (2e année CAPA en 3 ans)	52	24	76	2 176	1 935	4 111	4 187
CAPA, CAP en 1 an (3e année CAPA en 3 ans)	-	-	-	107	37	144	144
Total CAPA, CAP 3 ans	**82**	**37**	**119**	**4 273**	**3 134**	**7 407**	**7 526**
1re année CAPA, CAP en 2 ans	254	219	473	1 350	2 164	3 514	3 987
2nde année CAPA, CAP en 2 ans	164	119	283	1 121	1 316	2 437	2 720
Total CAPA, CAP 2 ans	**418**	**338**	**756**	**2 471**	**3 480**	**5 951**	**6 707**
Seconde professionnelle	5 532	3 875	9 407	7 533	12 341	19 874	29 281
Terminale BEPA, BEP	4 927	3 148	8 075	6 592	10 628	17 220	25 295
Total BEPA, BEP	**10 459**	**7 023**	**17 482**	**14 125**	**22 969**	**37 094**	**54 576**
Première professionnelle	3 107	1 261	4 368	3 326	1 275	4 601	8 969
Terminale professionnelle	2 998	1 131	4 129	3 078	1 017	4 095	8 224
Total bac professionnel	**6 105**	**2 392**	**8 497**	**6 404**	**2 292**	**8 696**	**17 193**
Total second cycle professionnel	**17 064**	**9 790**	**26 854**	**27 273**	**31 875**	**59 148**	**86 002**
Seconde générale et technologique	3 738	2 290	6 028	1 362	932	2 294	8 322
Première S	706	618	1 324	229	172	401	1 725
Terminale S	735	504	1 239	219	152	371	1 610
Première technologique (y compris BTA)	3 644	2 658	6 302	1 765	5 211	6 976	13 278
Terminale technologique (y compris BTA)	**3 849**	**2 561**	**6 410**	**1 896**	**4 325**	**6 221**	**12 631**
Total 2nd cycle général et technologique	**12 672**	**8 631**	**21 303**	**5 471**	**10 792**	**16 263**	**37 566**
1re année BTSA	4 346	2 298	6 644	2 277	1 136	3 413	10 057
2nde année BTSA	3 958	2 066	6 024	2 113	1 078	3 191	9 215
Total BTSA en 2 ans	**8 304**	**4 364**	**12 668**	**4 390**	**2 214**	**6 604**	**19 272**
BTSA en 1 an	183	69	252	66	18	84	336
1re année CPGE	56	89	145	-	-	-	145
2nde année CPGE	206	181	387	-	-	-	387
Total classes supérieures	**8 749**	**4 703**	**13 452**	**4 456**	**2 232**	**6 688**	**20 140**
Total général	**42 308**	**24 151**	**66 459**	**51 190**	**53 541**	**104 731**	**171 190**
% de filles		36,3			51,1		

(1) Statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

2 Résultats aux examens de l'enseignement agricole en 2003 (1) (France métropolitaine, Public + Privé)

	Diplômes						
	CAPA	BEPA	BTA	Bac pro	Bac S	Bac techno	BTSA
Présentés	5 220	27 615	7 005	10 427	1 649	6 756	14 354
Admis	4 364	22 590	5 070	8 520	1 416	5 158	10 498
% de réussite	83,6	81,8	72,4	81,7	85,9	76,3	73,1

(1) Statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

3 Évolution du nombre d'établissements d'enseignement agricole (1) (France métropolitaine + DOM)

Types d'établissements	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Publics	270	262	224	216	216	217	214
Privés	784	752	644	644	642	642	618
Total	**1 054**	**1 014**	**868**	**860**	**858**	**859**	**832**

(1) Statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

PRÉSENTATION

Les informations présentées ici ont été recueillies en septembre 2003 dans le cadre du dispositif d'évaluation mis en place par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) à l'entrée en sixième.
En moyenne, les élèves ont répondu correctement à deux tiers des items proposés en mathématiques et en français. On constate une hétérogénéité des résultats en mathématiques et en français : l'écart type est de 20,0 en mathématiques et de 15,8 en français.
Au sein des protocoles, certains exercices accordent plus de place à des compétences en cours d'acquisition. Ces exercices, souvent plus difficiles, peuvent être de niveaux différents et leur taux de réussite ne peuvent être comparés à ceux des exercices mesurant des compétences supposées acquises. Notons aussi que les supports utilisés influent sur le niveau de difficulté des exercices.
En début de sixième, en français, la réussite moyenne dans les trois capacités varie de 61,1 % à 70,0 %. La réussite moyenne dans le champ « Savoir lire » est de 68,9 % et dans le champ « Savoir écrire », elle est de 59,9 %.
En mathématiques, la réussite moyenne d'une capacité à l'autre varie de 58,4 % à 71,2 % ; d'un champ à l'autre, elle varie de 59,6 % à 67,2 %.
La réussite d'un champ à l'autre est relativement homogène. On observe des disparités plus grandes entre les capacités. La capacité « Produire une réponse, la justifier » est moins bien réussie que les autres.
L'âge et l'origine sociale des élèves sont les caractéristiques les plus liées aux taux de réussite. Un élève ayant un an de retard du point de vue scolaire enregistre, en moyenne, des performances en mathématiques et en français inférieures d'environ 15 points à celle d'un élève « à l'heure ». Les enfants issus d'un milieu plutôt favorisé (cadres et professions libérales) obtiennent, en mathématiques et en français, des performances moyennes supérieures à celles des enfants de milieux moins favorisés. Les filles obtiennent, en moyenne, de meilleurs résultats que les garçons en français, alors qu'en mathématiques on observe le phénomène inverse.

DÉFINITIONS

■ **Le cadre de l'enquête.** Depuis la rentrée 1989, une évaluation des compétences en français et en mathématiques est proposée aux enseignants pour les aider à repérer les acquis et les éventuelles difficultés des élèves en début de sixième et à adapter ainsi leurs pratiques pédagogiques.

■ **Les items.** Ils ont été répartis en champs et en capacités. Les champs, ancrés dans les programmes, sont des regroupements d'items qui correspondent à un ensemble d'activités spécifiques. Les capacités sont des ensembles de savoir-faire acquis dans les apprentissages. Chacun des items du protocole est inclus dans un champ et dans une capacité.

■ **En français,** l'évaluation en début de sixième vise à apprécier les compétences du savoir lire et du savoir écrire à travers trois capacités : compréhension, outils de la langue pour lire et écrire et production de textes.

■ **En mathématiques,** l'évaluation en début de sixième vise à apprécier les compétences à travers cinq champs d'application : numération, techniques opératoires, problèmes numériques, travaux géométriques et traitement de l'information.

■ **L'échantillon.** Afin de continuer à fournir des références nationales à l'ensemble des acteurs du système éducatif, les résultats nationaux ont été calculés sur un échantillon, tiré aléatoirement, d'environ 3 000 élèves de sixième scolarisés dans des écoles publiques ou privées sous contrat de France métropolitaine.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« L'évaluation des compétences des élèves de sixième en septembre 2003 », *Note Évaluation,* 04.06, mai 2004.

L'évaluation diagnostique en début de sixième

4

1 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques en début de sixième

(France métropolitaine, septembre 2003)

	Moyenne	Médiane	Écart type (1)
Français (sur 100)	65,6	67,1	15,8
Mathématiques (sur 100)	62,3	64,1	20,0

(1) L'écart type est un indicateur de dispersion autour de la moyenne.

2 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en sixième Résultats par champ (France métropolitaine, septembre 2003)

Français		Mathématiques	
Savoir lire	68,9	Numération	60,6
Savoir écrire	59,9	Traitements opératoires	67,2
		Problèmes numériques	62,6
		Travaux géométriques	59,6
		Traitement de l'information	62,1

3 Pourcentages de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en sixième Résultats par capacité (France métropolitaine, septembre 2003)

Français		Mathématiques	
Compréhension	70,0	Rechercher l'information, l'interpréter, la reformuler	61,7
Outils de la langue pour lire et écrire	61,1	Analyser une situation, organiser une démarche	61,4
Production de textes	62,9	Produire une réponse, la justifier	58,4
		Appliquer une technique	71,2
		Utiliser directement une connaissance	62,9

4 Disparités de résultats des élèves de sixième selon l'origine sociale (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	Cadres, professions libérales	Professions intermédiaires	Agriculteurs exploitants	Employés	Artisans, commerçants	Ouvriers	Inactifs
Français	75,2	69,2	66,9	65,6	67,2	60,6	57,3
Mathématiques	72,4	66,7	69,1	61,7	65,0	56,0	53,7

5 Disparités de résultats des élèves de sixième selon le sexe (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	Garçons	Filles
Français	62,9	68,5
Mathématiques	64,1	60,3

6 Disparités de résultats des élèves de sixième selon l'âge (%) (France métropolitaine, septembre 2003)

	10 ans	11 ans	12 ans
Français	78,7	69,5	54,0
Mathématiques	78,5	66,7	49,2

Remarque : les élèves de 11 ans sont nés en 1992 et sont donc « à l'heure ». Les élèves de 10 ans ont un an d'avance et les élèves de 12 ans un an de retard.

PRÉSENTATION

Sept ans après le début de leurs études secondaires, 31 % des élèves entrés en 6e à la rentrée 1995 ont obtenu le baccalauréat général ou technologique. La quasi-totalité d'entre eux sont entrés dans l'enseignement supérieur. Près de la moitié des élèves sont encore scolarisés dans l'enseignement secondaire, dont 21 % dans le second cycle professionnel. La proportion de jeunes ayant quitté le système éducatif s'élève à 19 %. Ces résultats sont proches de ceux relevés pour le panel 1989 mais ils reflètent une légère amélioration des scolarités secondaires : la part des élèves devenus bacheliers sans avoir redoublé dans l'enseignement secondaire s'est légèrement accrue tandis que les sorties sans qualification se sont tassées **1**.

Les trajectoires scolaires continuent à différer selon l'âge d'entrée en 6e, l'origine sociale et le sexe des élèves **2**. Ainsi, parmi les élèves arrivés à 11 ans ou moins au collège, 37 % étudient dans l'enseignement supérieur sept ans après contre seulement 5 % de ceux qui y sont entrés avec deux ans de retard. Près des trois quarts de ces derniers sont sortis du système éducatif. Ces écarts sont proches de ceux observés sur la cohorte recrutée six ans plus tôt. La réussite scolaire est aussi très liée à l'appartenance sociale. Sept ans après l'entrée en 6e, 57 % des enfants de cadres ou d'enseignants sont scolarisés dans l'enseignement supérieur contre seulement 19 % des enfants d'ouvriers. Une analyse plus approfondie montre cependant que, toutes choses égales par ailleurs, l'âge d'entrée en 6e joue davantage sur les parcours scolaires que l'origine sociale. Ce constat n'est bien sûr pas complètement indépendant du précédent : le taux d'accès en 6e avant 12 ans varie sensiblement selon le milieu social. À âge d'entrée en 6e donné, des différences entre milieux sociaux subsistent, mais elles sont moins marquées.

Enfin, l'accès à l'enseignement supérieur est plus élevé chez les filles (38 %) que chez les garçons (25 %). Sept ans après l'arrivée au collège, 23 % d'entre eux ont quitté le système éducatif contre seulement 15 % des filles. Ces écarts reflètent davantage des différences de réussite scolaire que des choix d'orientation différents. Ils sont proches de ceux relevés sur le panel recruté en 1989.

DÉFINITIONS

Les panels utilisés :

– le panel 1989, représentatif au 1/30e de la population scolarisée en sixième et en SES en septembre 1989, a été constitué en retenant tous les élèves nés le 5 de chaque mois et scolarisés en sixième ou en SES dans les établissements publics ou privés de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer ;

– le panel 1995, représentatif au 1/40e de la population scolarisée en sixième et en SES en septembre 1995, a été constitué en retenant tous les élèves nés le 17 de chaque mois (à l'exception des mois de mars, juillet et octobre) et scolarisés en sixième ou en SES dans les établissements publics ou privés de la France métropolitaine.

La population étudiée :

– les entrants en sixième hors SEGPA de ces deux panels. Afin de ne pas fausser la comparaison, les élèves du panel 1989 recrutés dans un département d'outre-mer n'ont pas été retenus.

Le niveau de formation des sortants :

– niveaux VI-Vbis : sorties en cours de 1er cycle (6e à 3e) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale ;

– niveau V : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP, ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (sorties de 2nde ou 1re) ;

– niveau IV : ici, sorties de terminale générale et technologique.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier du panel 1989, fichier du panel 1995, DEP.

Voir aussi

Notes d'Information, 01.32, 01.42.

Dernières publications sur le panel 1995 :

J.-P. Caille, « La famille et le collège : perception de l'établissement et relations avec les enseignants au début des études secondaires », revue *Éducation & Formations*, n° 60, MEN-DPD, juillet-septembre 2001.

J.-P. Caille, « Les collégiens de ZEP à la fin des années quatre-vingt-dix : caractéristiques des élèves et impact de la scolarisation en ZEP sur la réussite », revue *Éducation & Formations*, n° 61, MEN-DPD, octobre-décembre 2001.

J.-P. Caille, S. Lemaire, « Filles et garçons face à l'orientation », revue Éducation & Formations, n° 63, MEN-DPD, avril-juin 2002.

J.-P. Caille, S. O'Prey, « Les familles immigrées et l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France », *Données sociales*, INSEE, 2002.

Devenir des élèves sept ans après leur entrée en sixième

1 Situation scolaire des élèves sept ans après leur entrée en sixième

(France métropolitaine, Public + Privé)

%

	Élèves entrés en sixième en 1995 (année scolaire 2002-2003)	Élèves entrés en sixième en 1989 (année scolaire 1996-1997)
Enseignement supérieur	**31**	**28**
Second cycle général et technologique :	**29**	**31**
Terminale (ont redoublé une classe depuis la 6e)	23	24
Première (ont redoublé deux classes depuis la 6e, ou sont entrés en 1re après un BEP)	6	7
Second cycle professionnel :	**21**	**20**
Terminale professionnelle	5	3
1re professionnelle	8	6
BEP ou CAP	8	10
Autre classe professionnelle	ε	1
Sortis du système éducatif	**19**	**21**
Niveaux VI-V bis	6	8
Niveau V	13	13
Niveau IV	ε	ε
Ensemble	**100**	**100**
dont : ont obtenu le bac général ou technologique au terme de sept ans d'études secondaires	31	28

Lecture : 31 % des élèves entrés en sixième en 1995 sont scolarisés dans l'enseignement supérieur sept ans après.

2 Différences de parcours scolaire des élèves selon divers critères

(France métropolitaine, Public + Privé)

	Parmi les élèves entrés en sixième en 1995, % d'élèves selon leur situation sept ans après				Parmi les élèves entrés en sixième en 1989, % d'élèves selon leur situation sept ans après			
	Sortis du système éducatif	2nd cycle prof.	2nd cycle GT	Entrés dans l'ens. sup	Sortis du système éducatif	2nd cycle prof.	2nd cycle GT	Entrés dans l'ens. sup.
Selon l'âge d'entrée en sixième :								
- 11 ans ou moins	12	19	32	37	9	17	37	37
- 12 ans	51	31	12	6	45	32	17	6
- 13 ans ou plus	74	17	4	5	73	18	6	3
Selon la PCS de la personne de référence du ménage (1) :								
- agriculteur exploitant	11	27	24	37	16	20	31	33
- artisan, commerçant, chef d'entreprise	17	19	31	33	21	20	32	27
- cadre, enseignant	4	6	33	57	5	6	35	54
- profession intermédiaire	10	17	33	39	12	16	37	35
- employé	22	24	28	25	23	23	32	22
- ouvrier	29	28	24	19	29	27	26	17
Selon le sexe de l'élève :								
- garçon	23	24	28	25	25	23	30	23
- fille	15	18	29	38	17	17	32	34

(1) PCS : profession et catégorie sociale.

Lecture : sur 100 élèves entrés en 6e en 1995 à l'âge de 11 ans ou moins, 12 sont sortis du système éducatif sept ans après, 37 sont scolarisés dans l'enseignement supérieur, 32 dans le second cycle général et technologique et 19 dans le second cycle professionnel.

PRÉSENTATION

Cinq ans après leur entrée au cours préparatoire (CP), 84 % des élèves du panel 1997 sont parvenus en sixième. Ce résultat traduit une baisse importante des redoublements à l'école primaire puisque seuls 66 % des écoliers de la cohorte recrutée neuf ans plus tôt sont arrivés au collège dans les mêmes conditions 1.

La réussite scolaire demeure toutefois très liée à l'origine sociale, au sexe des élèves ainsi qu'à leurs conditions de scolarisation à l'école maternelle.

Alors que la quasi-totalité des enfants d'enseignants, de cadres et de chefs d'entreprise ont effectué une scolarité primaire sans redoublement, seuls 62 % des enfants d'inactifs et 68 % de ceux d'ouvriers non qualifiés sont dans ce cas. Les écarts ont diminué en neuf ans.

La grande majorité des élèves entrent aujourd'hui à l'école maternelle à trois ans. Un tiers d'entre eux bénéficient d'une scolarisation maternelle dès deux ans. Au terme de la scolarité élémentaire, l'apport de cette année supplémentaire apparaît bien ténu. Si globalement, on observe toujours un avantage en faveur des écoliers scolarisés quatre ans en maternelle, celui-ci est faible et recouvre presque exclusivement de meilleurs acquis à l'entrée en cours prépatoire. À résultats comparables à ceux-ci, l'avantage associé à une durée de scolarité maternelle de quatre ans n'apparaît pas parmi les élèves les plus faibles 2. En revanche, la minorité d'élèves qui, pour des raisons de santé ou de début de scolarité hors de France, n'a pu bénéficier de trois ans d'école maternelle apparaît toujours plus en difficulté. Les écarts de réussite sont d'autant plus marqués que l'on observe un milieu populaire : enfants d'employés ou d'ouvriers 3.

Enfin, la meilleure réussite des filles est établie dès l'école élémentaire. Au niveau global, l'écart est peu marqué puisque 82 % des garçons accèdent en sixième sans retard scolaire contre 87 % des filles. Mais dans les milieux sociaux défavorisés, la disparité de réussite est plus prononcée. Ainsi, 75 % des écolières dont les parents sont ouvriers non qualifiés effectuent une scolarité primaire sans redoublement contre 62 % seulement des garçons. C'est aussi le cas de respectivement 69 % et 54 % des filles et fils d'inactifs 4.

DÉFINITIONS

■ **Les panels utilisés.** Le *panel 1997* est un échantillon représentatif au niveau national d'élèves entrés pour la première fois au CP à la rentrée scolaire 1997-1998 dans une école publique ou privée de France métropolitaine. Il est issu d'un sondage à deux degrés. Un échantillon représentatif d'écoles a d'abord été constitué en retenant quatre critères de stratification : la taille de l'école – appréciée par le nombre d'élèves scolarisés au CP –, le secteur, l'appartenance ou non à une zone d'éducation prioritaire et la taille de l'unité urbaine. Dans chaque école, les élèves ont été ensuite tirés aléatoirement selon des modalités qui diffèrent selon le nombre de classes de CP et le nombre d'élèves scolarisés à ce niveau. Le taux de sondage est de 1/81e. Le *panel 1978* est un échantillon représentatif des élèves scolarisés au cours préparatoire dans une école publique ou privée de France métropolitaine en septembre 1978.

■ **La population étudiée.** Pour le panel 1997, elle comprend les 7 963 élèves de l'échantillon principal dont la scolarité a pu être observée au cours des six premières années d'études élémentaires. Pour le panel 1978, elle comporte les 16 692 élèves entrant au cours préparatoire en 1978 et dont la scolarité a pu être observée au cours des six premières années d'études élémentaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 Fichier du panel 1978, fichier du panel 1997, DEP. 2 à 4 Fichier du panel 1997, DEP.

Voir aussi

Dernières publications sur le panel 1997 :
J.-P. Caille, « Scolarisation à 2 ans et réussite de la carrière scolaire au début de l'école élémentaire », revue *Éducation & Formations,* n° 60, MEN-DEP, juillet-septembre 2001.
S. O'Prey, « Les activités extrascolaires des écoliers : usages et effets sur la réussite », revue *Éducation & Formations,* n° 69, MEN-DEP, juillet 2004.

Qui parvient en sixième sans avoir redoublé ?

4

1 Proportions d'élèves de CP parvenus en 6e (hors SEGPA) sans avoir redoublé (comparaison des panels 1978 et 1997) (France métropolitaine, Public + Privé)

		1997	1978
Selon la PCS de la personne de référence du ménage :	Agriculteur	88,2	67,5
	Artisan, commerçant	86,9	70,5
	Cadre, chef d'entreprise	95,0	91,1
	Enseignant	98,3	94,1
	Autre profession intermédiaire	91,4	79,6
	Employé	82,9	67,7
	Ouvrier qualifié	79,9	60,8
	Ouvrier non qualifié	68,4	47,6
	Inactif	62,2	50,1
Selon le sexe de l'élève :	Garçon	82,2	62,4
	Fille	86,5	69,1
Ensemble		**84,3**	**65,7**

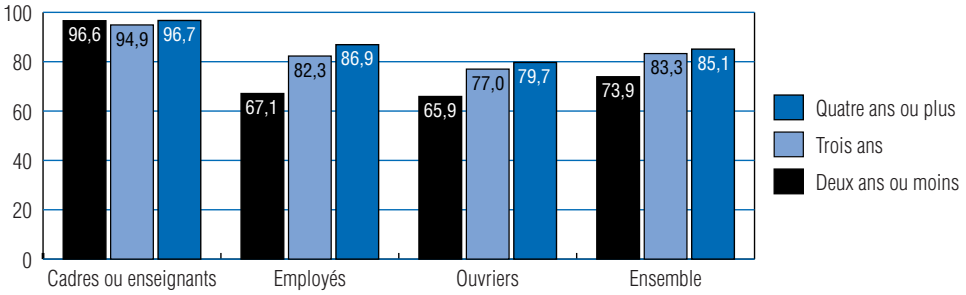
Lecture : 88,2 % des enfants d'agriculteurs entrés au cours préparatoire en 1997 ont atteint la sixième sans avoir redoublé depuis l'entrée au CP.

2 Proportions d'élèves de CP parvenus en 6e (hors SEGPA) sans avoir redoublé selon le niveau à l'entrée au CP et la durée de fréquentation de l'école maternelle (France métropolitaine, 1997)

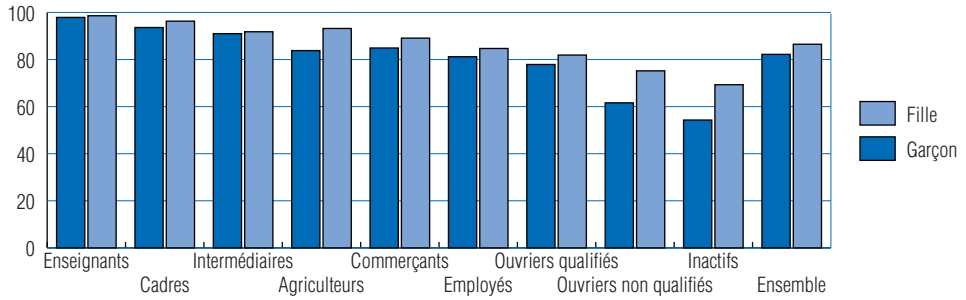
	Quintile inférieur	2e quintile	3e quintile	4e quintile	Quintile supérieur	Ensemble
Deux ans ou moins	43,9	79,5	86,7	97,1	95,6	75,5
Trois ans	50,6	83,9	93,2	96,9	98,3	84,1
Quatre ans	49,0	81,3	92,0	99,1	99,1	86,2
Ensemble	**49,7**	**82,9**	**92,4**	**97,6**	**98,5**	**84,3**

Lecture : lorsqu'ils ont été scolarisés à l'école maternelle pendant deux ans ou moins, 43,9 % des enfants ayant obtenu aux évaluations de CP des résultats les classant dans le quintile inférieur sont parvenus en sixième sans redoubler.

3 Proportions d'élèves de CP parvenus en 6e (hors SEGPA) sans avoir redoublé selon la durée de fréquentation de l'école maternelle et le milieu social (France métropolitaine, 1997)



4 Proportions d'élèves de CP parvenus en 6e (hors SEGPA) sans avoir redoublé selon le sexe de l'élève et la PCS de la personne de référence du ménage (France métropolitaine, 1997)



Les apprentis

Réf.	Titre	Page
5.1	Les effectifs des centres de formation d'apprentis ; évolution	134
5.2	Les apprentis par région et académie	136
5.3	Les origines scolaires des apprentis du second degré	138
5.4	Les apprentis par spécialité de formations et par sexe	140
5.5	L'apprentissage dans le supérieur	142
5.6	Poids des formations par apprentissage sur l'ensemble du second cycle professionnel	144
5.7	Les apprentis en 2003-2004 (résultats provisoires)	146
5.8	L'emploi des sortants d'apprentissage au 1er février 2003	148

5 Les apprentis

PRÉSENTATION

Après une légère baisse observée en 2001-2002, le nombre d'apprentis semble se stabiliser autour des 363 500. Toutefois, les évolutions par niveau de formation sont beaucoup plus différenciées.
Ainsi, cette année encore, seul le niveau V (CAP, BEP) perd des effectifs au profit des formations niveau baccalauréat et post-bac.
Les formations de niveau V restent celles qui attirent le plus grand nombre d'apprentis : près des deux tiers y sont scolarisés (232 200 apprentis). Mais cette année encore leur effectif diminue (- 2,2 %).
Les niveaux de formation supérieurs ou équivalents au baccalauréat continuent d'accueillir de plus en plus de jeunes malgré un ralentissement de la croissance.
Ainsi, les formations de niveau IV, principalement le baccalauréat professionnel et le brevet professionnel, malgré une augmentation plus modérée, augmentent leurs effectifs. Sur l'ensemble du niveau III, le BTS reste la formation la plus choisie et concerne 78,5 % des apprentis de niveau III.
Les niveaux II et I de formation accueillent encore peu d'apprentis, mais leurs effectifs ont été multipliés par plus de 3 en sept ans. Au niveau II, l'augmentation est principalement le fait de la licence avec l'ouverture, en 2000, des licences professionnelles. Au niveau I, les préparations au diplôme d'ingénieur, suivies par le DESS, restent les plus attractives.
Les filles sont toujours largement minoritaires dans l'apprentissage, dont elles ne représentent que 30 % des effectifs. Toutefois, leur part varie en fonction du niveau de diplôme préparé ; elles représentent 25 % des effectifs de niveau V (en baisse de un point par rapport à 2001), mais 38 % aux niveaux IV (plus deux points en un an), II et I (plus un point) et 41 % des apprentis préparent un diplôme de niveau III.
Les centres de formation d'apprentis sont gérés par des organismes privés (51,2 %), des chambres de métiers ou de commerce et d'industrie (32,5 %), des établissements publics d'enseignement (lycées, universités, sections d'apprentissage) (12,9 %), etc.

DÉFINITIONS

■ **Apprentis.** Les apprentis sont des jeunes âgés de 16 à 25 ans qui préparent un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique (ou un titre homologué) dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise – sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage – et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.

■ **CPA.** Classe préparatoire à l'apprentissage.

■ **CLIPA.** Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance.

■ **Centres de formation d'apprentis (CFA).** Les CFA sont des établissements d'enseignement dispensant une formation générale, technologique et pratique qui doit compléter la formation reçue en entreprise et s'articuler avec elle. La tutelle pédagogique est en général exercée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ils sont créés pour la plupart à la suite de la conclusion de conventions entre les régions et des organismes pour une durée de cinq ans renouvelable. Ainsi les CFA peuvent être distingués selon les types d'organismes qui les gèrent : municipalités, chambres de commerce et d'industrie, chambres de métiers, organismes privés, établissements publics d'enseignement. Un petit nombre de CFA, dits « à convention nationale », sont créés à la suite d'une convention passée avec l'État.

■ **Taux de scolarisation en apprentissage.** Pourcentage de jeunes d'un âge donné scolarisés en apprentissage par rapport à la population totale du même âge.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6919.

Voir aussi

Note d'Information, 01.17.

Les effectifs des centres de formation d'apprentis ; évolution

1 Évolution des effectifs dans les centres de formation d'apprentis (France métropolitaine + DOM)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
CAP et autres diplômes niveau V	189 591	191 303	192 063	191 226	187 942	185 843	180 389	176 087
BEP	36 129	42 634	47 100	51 282	53 170	52 974	51 244	50 395
MC	6 432	7 302	7 429	7 576	7 284	6 516	6 345	6 241
BP et autres diplômes niveau IV	25 678	29 023	32 463	34 386	35 326	35 951	36 979	39 198
Bac professionnel	15 632	19 358	24 014	28 002	30 831	33 404	34 317	35 047
BTS	12 539	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	29 639
Autres diplômes d'enseignement supérieur	7 511	9 539	14 041	17 745	20 187	23 386	24 672	26 869
France métropolitaine + DOM	**293 512**	**315 929**	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**362 928**	**363 476**
CPA/CLIPA	10 409	10 823	9 887	9 174	9 640	10 184	10 300	10 052

2 Répartition des apprentis par niveau de formation et par année en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)

	1re année	2e année	3e année	Cursus 1 an	Total	% de filles
Niveau V	111 445	99 128	5 905	15 688	232 166	25
Niveau IV	38 450	34 323	37	1 992	74 802	38
Niveau III	17 771	17 753	308	1 919	37 751	41
Niveaux II et I	9 858	6 161	2 738	-	18 757	38
Total	**177 524**	**157 365**	**8 988**	**Total**	**363 476**	**30**

3 Répartition des apprentis par niveau et selon l'organisme gestionnaire en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)

	V	IV	III	II	I	Total
Association mixte consulaire	3 901	651	698	85	20	**5 355**
Chambre d'agriculture	251	122	69	-	-	**442**
Chambre de commerce et d'industrie	17 995	8 512	6 802	2 457	578	**36 344**
Chambre des métiers	61 618	12 556	1 623	67	10	**75 874**
CFA résultant d'une convention nationale	2 485	792	210	-	-	**3 487**
Association organisation professionnelle entreprise groupement	111 496	39 730	22 137	7 267	5 650	**186 280**
Collectivités locales et territoriales	6 956	1 511	142	-	-	**8 609**
Établissement public local ens. et form. prof. agricole	12 556	5 553	3 297	23	12	**21 441**
Établissement de formation ou recherche	451	419	853	1 119	1 225	**4 067**
Établissement public local d'enseignement	13 538	4 292	1 542	99	-	**19 471**
Établissement scolaire privé sous contrat	717	126	-	-	-	**843**
Section d'apprentissage	202	538	378	126	19	**1 263**
Total	**232 166**	**74 802**	**37 751**	**11 243**	**7 514**	**363 476**

4 Évolution des taux de scolarisation par âge des apprentis (France métropolitaine + DOM)

Âge	Effectifs apprentis 2002	Taux de scolarisation en apprentissage (%) en 1997	en 2002
16	73 430	7,8	9,0
17	79 351	9,1	9,9
18	61 394	7,4	7,7
19	46 104	5,4	5,9
20	35 714	4,1	4,3
21	26 181	3,0	3,1
22	18 271	2,1	2,2
23	10 994	1,4	1,4
24	6 525	0,9	0,9
25	5 512	0,7	0,7

PRÉSENTATION

La répartition géographique de l'apprentissage, qui est liée à l'environnement économique local (notamment à l'existence d'entreprises aptes à accueillir les jeunes), fait apparaître de grandes disparités régionales.
Tous niveaux de formation confondus, l'apprentissage est fortement développé dans les régions du Sud, au Sud-Ouest et en Île-de-France, mais Nantes reste l'académie où il y a le plus d'apprentis. Cette année, les académies d'Île-de-France et celles de Rhône-Alpes et de Nantes augmentent fortement leur nombre d'apprentis. À l'inverse, dans les académies de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Limoges et Rouen, les effectifs diminuent.
L'Île-de-France concentre 16,5 % de l'ensemble des apprentis de France.
Dans cette dernière région, l'essentiel de l'augmentation des effectifs d'apprentis est imputable au développement des formations de niveaux III et surtout II et I. Ce poids des formations du supérieur dans le développement de l'apprentissage est également très visible dans quasiment toutes les régions puisque parmi celles qui ont des formations de niveaux II et I, presque toutes enregistrent une hausse de leurs effectifs.

DÉFINITIONS

- **Niveau V.** Préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel.
- **Niveau IV.** Préparation d'un diplôme type brevet professionnel ou baccalauréat.
- **Niveau III.** Préparation d'un diplôme bac + 2, type BTS ou DUT.
- **Niveaux II et I.** Préparation d'un diplôme de 2e ou 3e cycle universitaire, ou un diplôme de grande école.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6919.

Voir aussi

Note d'Information, 01.17.

Les apprentis par région et académie

1 Effectifs des centres de formation d'apprentis par région, académie et niveau de formation en 2002-2003 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

Régions	Académies	Niveau V	Niveau IV	Niveau III	Niveau II	Niveau I	Total	Rappel 2001-2002
Alsace	Strasbourg	9 387	2 267	958	192	103	**12 907**	12 955
Aquitaine	Bordeaux	11 715	2 723	1 219	187	186	**16 030**	16 581
Auvergne	Clermont-Ferrand	5 437	1 417	258	203	-	**7 315**	7 614
Basse-Normandie	Caen	7 257	1 832	605	111	52	**9 857**	9 729
Bourgogne	Dijon	8 102	2 245	735	94	114	**11 290**	11 375
Bretagne	Rennes	10 726	3 671	1 357	288	190	**16 232**	16 367
Centre	Orléans-Tours	11 571	3 099	1 526	243	51	**16 490**	16 671
Champagne-Ardenne	Reims	5 537	1 348	460	231	126	**7 702**	7 854
Corse	Corse	1 060	130	26	-	-	**1 216**	1 258
Franche-Comté	Besançon	5 092	1 989	1 063	34	-	**8 178**	8 247
Haute-Normandie	Rouen	8 899	2 909	1 542	355	387	**14 092**	14 265
Île-de-France	Créteil	10 984	2 837	2 200	1 124	960	**18 105**	17 160
	Paris	7 306	3 566	4 683	2 265	776	**18 596**	18 373
	Versailles	11 873	4 477	3 110	2 495	1 447	**23 402**	22 434
	Total Île-de-France	*30 163*	*10 880*	*9 993*	*5 884*	*3 183*	*60 103*	*57 967*
Languedoc-Roussillon	Montpellier	8 479	2 032	763	287	211	**11 772**	11 714
Limousin	Limoges	2 255	778	93	68	45	**3 239**	3 430
Lorraine	Nancy-Metz	9 556	3 339	1 562	175	81	**14 713**	14 835
Midi-Pyrénées	Toulouse	9 887	2 953	1 190	283	251	**14 564**	14 465
Nord - Pas-de-Calais	Lille (1)	10 693	4 229	1 465	138	550	**17 075**	17 075
Pays de la Loire	Nantes	17 446	7 152	3 458	212	345	**28 613**	28 238
Picardie	Amiens	7 219	2 051	1 289	237	178	**10 974**	10 891
Poitou-Charentes	Poitiers	8 797	2 715	844	67	181	**12 604**	12 962
Provence - Alpes - Côte d'Azur (PACA)	Aix-Marseille	11 860	4 132	2 196	661	533	**19 382**	19 329
	Nice	8 146	1 793	517	21	12	**10 489**	10 774
	Total PACA	*20 006*	*5 925*	*2 713*	*682*	*545*	*29 871*	*30 103*
Rhône-Alpes	Grenoble	9 261	3 671	1 627	418	155	15 132	14 836
	Lyon	8 865	4 331	2 455	828	580	17 059	16 858
	Total Rhône-Alpes	*18 126*	*8 002*	*4 082*	*1 246*	*735*	*32 191*	*31 694*
Total France métropolitaine		**227 410**	**73 686**	**37 201**	**11 217**	**7 514**	**357 028**	**356 290**
Guadeloupe	Guadeloupe	819	180	232	-	-	1 231	1 224
Guyane	Guyane	213	17	6	-	-	236	255
Martinique	Martinique	1 062	150	177	26	-	1 415	1 484
La Réunion	La Réunion	2 662	769	135	-	-	3 566	3 675
Total DOM		**4 756**	**1 116**	**550**	**26**	**-**	**6 448**	**6 638**
Total France métro. + DOM		**232 166**	**74 802**	**37 751**	**11 243**	**7 514**	**363 476**	**362 928**

(1) Résultats 2001-2002.

5 Les apprentis

PRÉSENTATION

En 2002-2003, 75 % des apprentis inscrits en première année arrivent du système scolaire. Cette quasi-stabilité observée depuis quatre ans, fait suite à plusieurs années de baisse : 77 % en 1998-1999, 78 % en 1997-1998, et 80 % en 1996-1997.
Parmi les apprentis inscrits en première année de formation de niveau V (CAP, BEP, MC …), près de 71,9 % ont au moins le niveau troisième et la majorité d'entre eux sortent d'une troisième (48,4 %). La hausse du niveau scolaire général des nouveaux apprentis, observée depuis plusieurs années, se poursuit lentement.
En ce qui concerne les apprentis inscrits en formation de niveau IV, la plupart arrivent de seconde année de CAP en 2 ans ou de terminale BEP.
La part des anciens apprentis qui continuent leurs études en apprentissage est stable (19,4 %). Cette proportion est relativement élevée pour les apprentis en première année de formation de niveau IV où 49,1 % étaient en apprentissage l'année précédente. Même si cette proportion est en baisse, comparée à l'an passé, son importance montre que l'apprentissage est une filière professionnelle à part entière associant formation et emploi, aux cotés des filières sous statut scolaire.

DÉFINITIONS

- **BEP.** Brevets d'études professionnelles.
- **CAP.** Certificats d'aptitude professionnelle.
- **CFA.** Centres de formations d'apprentis.
- **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage. Les classes préparatoires à l'apprentissage peuvent être implantées dans un collège ou un lycée professionnel, ou être annexées à un CFA.
- **CLIPA.** Classes d'initiation préprofessionnelle par alternance. Ces classes peuvent être implantées dans un collège ou un lycée professionnel, ou être annexées à un CFA.
- **MC.** Mentions complémentaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 *Tableaux statistiques,* n° 6919.

Voir aussi

Note d'Information, 01.17.

Les origines scolaires des apprentis du second degré

1 Situation des apprentis de première année en 2002-2003 (cursus 2 et 3 ans)

(France métropolitaine + DOM)

	Année 2002-2003					
	Niveau V		Niveau IV		Total niveaux V et IV	
Situations en 2001 - 2002	**Eff.**	**%**	**Eff.**	**%**	**Eff.**	**%**
Scolaires, étudiants :						
Cinquième, quatrième, spécial	15 088	13,54	-		15 088	10,07
Troisième	53 961	48,42	-		53 961	36,00
CPA/CLIPA	7 914	7,10	-		7 914	5,28
Second cycle professionnel	10 890	9,77	12 755	33,17	23 645	15,77
Second cycle général et technologique	6 831	6,13	3 533	9,19	10 364	6,91
Autres scolaires	186	0,17	105	0,27	291	0,19
Supérieur	364	0,33	885	2,30	1 249	0,83
Origines scolaires, universitaires	**95 234**	**85,45**	**17 278**	**44,94**	**112 512**	**75,06**
Apprentis :						
Niveau V	9 947	8,93	16 880	43,90	26 827	17,90
Niveau IV	194	0,17	1 958	5,09	2 152	1,44
Niveau III	-		48	0,12	48	0,03
Supérieur	32	0,03	10	0,03	42	0,03
Origines apprentissage	**10 173**	**9,13**	**18 896**	**49,14**	**29 069**	**19,39**
Ni scolaire, ni apprentis	**2 738**	**2,46**	**1 424**	**3,70**	**4 162**	**2,78**
Origine inconnue	**3 300**	**2,96**	**852**	**2,22**	**4 152**	**2,77**
Ensemble	**111 445**	**100,00**	**38 450**	**100,00**	**149 895**	**100,00**

PRÉSENTATION

En 2002-2003, l'apprentissage en France métropolitaine et DOM, tous niveaux de formation confondus, reste orienté vers des domaines technico-professionnels de la production.
Cela est principalement dû aux effectifs importants d'apprentis en niveau V qui préparent, pour plus des deux tiers d'entre eux (70 %), leur diplôme dans ces domaines. Les effectifs les plus importants se concentrent dans les industries mécaniques, de transformation, le génie civil et la construction. Les domaines technico-professionnels de la production sont à dominance fortement masculine puisque plus de 94,3 % de ces apprentis sont des garçons.
Les filles sont majoritaires, en revanche, dans les préparations relevant du domaine des échanges et de la gestion et du domaine des services aux personnes.
Les formations de niveau IV relèvent un peu plus des domaines technico-professionnels de la production (55,3 %), mais la différence avec des domaines technico-professionnels des services s'estompe doucement (56 % en 2001-2002).
Les spécialités de niveau III (BTS) relèvent plus fréquemment du domaine des échanges et de la gestion, plus particulièrement du commerce et de la vente, comptabilité, gestion.
Les formations de niveau II relèvent en grande partie des domaines technico-professionnels des services. À l'inverse, les formations de niveau I (en grande partie des préparations au diplôme d'ingénieur) relèvent principalement des domaines technico-professionnels de la production.

DÉFINITIONS

- **Spécialités de formations.** La nomenclature utilisée est celle des spécialités de formations, établie par le Conseil national de l'Information statistique (CNIS) en décembre 1993. Le niveau de classement retenu est le niveau 17, dit des « domaines de spécialités ».

- **V.** Préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel.

- **IV.** Préparation d'un diplôme type brevet professionnel ou baccalauréat.

- **III.** Préparation d'un diplôme bac + 2, type BTS ou DUT.

- **II et I.** Préparation d'un diplôme de deuxième ou troisième cycle universitaire, ou équivalent.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6919.

Voir aussi

Pages relatives au second cycle professionnel, chapitre 4 (« Les élèves du second degré ») de la présente édition de *Repères et références statistiques.*
Note d'Information, 01.17.

Les apprentis par spécialité de formations et par sexe

1 Effectifs des apprentis par groupe de spécialités, par niveau de formation et par sexe en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)

	Niveau V			Niveau IV			Niveau III		
Domaines de spécialité	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**
11 - Mathématiques et sciences	-			-			224	56,7	0,6
12 - Sciences humaines et droit	-			-			-		
13 - Lettres et arts	-			-			-		
Domaines disciplinaires							**224**	**56,7**	0,6
20 - Spécialités pluritechnologiques de la production	-			929	6,1	1,2	4 289	3,7	11,4
21 - Agriculture, pêche, forêt	15 368	16,1	6,6	6 727	15,2	9,0	3 923	20,6	10,4
22 - Transformations	47 371	11,1	20,4	7 631	11,6	10,2	2 261	33,0	6,0
23 - Génie civil, constructions, bois	48 057	1,1	20,7	7 865	3,1	10,5	724	8,0	1,9
24 - Matériaux souples	1 123	63,7	0,5	275	73,5	0,4	35	65,7	0,1
25 - Mécanique, électricité, électronique	50 538	0,6	21,8	17 946	1,1	24,0	4 028	3,6	10,7
Domaines technico-professionnels de la production	**162 457**	**5,7**	**70,0**	**41 373**	**6,3**	**55,3**	**15 260**	**12,7**	**40,4**
30 - Spécialités plurivalentes des services	-			-			-		
31 - Échanges et gestion	29 244	70,8	12,6	9 600	62,1	12,8	15 596	60,4	41,3
32 - Communication et information	2 712	40,9	1,2	2 099	71,1	2,8	3 830	58,7	10,1
33 - Services aux personnes	37 278	74,5	16,1	21 470	83,5	28,7	2 375	70,6	6,3
34 - Services à la collectivité	475	32,0	0,2	260	28,5	0,3	466	35,2	1,2
Domaines technico-professionnels des services	**69 709**	**71,3**	**30,0**	**33 429**	**76,1**	**44,7**	**22 267**	**60,7**	**59,0**
Total	**232 166**	**25,4**	**100,0**	**74 802**	**37,5**	**100,0**	**37 751**	**41,3**	**100,0**

	Niveau II			Niveau I			Ensemble		
Domaines de spécialité	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**	**Effectifs**	**Dont filles (%)**	**Répartition (%)**
11 - Mathématiques et sciences	78	29,5	0,7	165	52,7	2,2	467	50,7	0,1
12 - Sciences humaines et droit	23	69,6	0,2	163	75,5	2,2	186	74,7	0,1
13 - Lettres et arts	16	100,0	0,1	-		0,0	16	100,0	0,0
Domaines disciplinaires	**117**	**47,0**	**1,0**	**328**	**60,0**	**4,4**	**669**	**58,6**	**0,2**
20 - Spécialités pluritechnologiques de la production	930	22,2	8,3	1 642	15,7	21,9	7 790	8,7	2,1
21 - Agriculture, pêche, forêt	47	29,8	0,4	270	34,1	3,6	26 335	16,8	7,2
22 - Transformations	413	60,3	3,7	493	47,3	6,6	58 169	12,7	16,0
23 - Génie civil, constructions, bois	102	10,8	0,9	311	10,3	4,1	57 059	1,5	15,7
24 - Matériaux souples			0,0	39	35,9	0,5	1 472	64,8	0,4
25 - Mécanique, électricité, électronique	268	12,7	2,4	2 702	9,9	36,0	75 482	1,2	20,8
Domaines technico-professionnels de la production	**1 760**	**29,2**	**15,7**	**5 457**	**16,4**	**72,6**	**226 307**	**6,7**	**62,3**
30 - Spécialités plurivalentes des services	8	25,0	0,1	-			8	25,0	0,0
31 - Échanges et gestion	8 041	54,8	71,5	728	56,9	9,7	63 209	64,7	17,4
32 - Communication et information	1 091	26,8	9,7	867	21,6	11,5	10 599	50,3	2,9
33 - Services aux personnes	74	64,9	0,7	60	55,0	0,8	61 257	77,5	16,9
34 - Services à la collectivité	152	37,5	1,4	74	67,6	1,0	1 427	34,8	0,4
Domaines technico-professionnels des services	**9 366**	**51,3**	**83,3**	**1 729**	**39,6**	**23,0**	**136 500**	**69,0**	**37,6**
Total	**11 243**	**47,8**	**100,0**	**7 514**	**23,8**	**100,0**	**363 476**	**30,2**	**100,0**

5 Les apprentis

PRÉSENTATION

Poursuivant la tendance observée depuis 1993, l'apprentissage continue de se développer dans l'enseignement supérieur, mais à un rythme plus ralenti. En 2002-2003, 56 500 jeunes ont préparé un diplôme d'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage, soit une hausse de 5,3 %. Le BTS occupe toujours une place prépondérante, puisqu'il regroupe 52,5 % des apprentis du supérieur.
5 500 apprentis préparent un diplôme d'ingénieur (contre 5 000 l'an passé), surtout dans les spécialités de la mécanique et la technologie et de l'électricité et de l'électronique, ce qui explique en partie le faible taux de féminisation de ces formations (12,7 % de filles).
Les autres se répartissent entre des diplômes très variés (de la licence au DESS), essentiellement dans le secteur du commerce, vente, comptabilité, gestion… **1**.
61 % des jeunes inscrits en BTS ou en DUT par apprentissage sont issus d'une terminale. Ils sont beaucoup moins nombreux (18,0 %) à intégrer une formation par apprentissage après un parcours dans un autre cursus du supérieur **2**.
Pour 38,7 % des jeunes, préparer un diplôme d'ingénieur par apprentissage reste le moyen de poursuivre des études après l'obtention d'un DUT (baisse de près de 3 points par rapport à l'an passé) **3**.
Le pourcentage d'apprentis en première année de formation d'ingénieur déjà en apprentissage l'année précédente, est de 18,7 % (il n'étaient que 15 % l'an passé), se rapprochant de la proportion d'apprentis en première année d'une autre formation de niveaux II et I, déjà apprentis un an avant (19,5 %).

DÉFINITIONS

- **Structures juridiques des CFA du supérieur.** Pour la plupart des formations autres que le BTS, des CFA ont été créés, avec différents types de structures :
– soit l'université est seul organisme gestionnaire ;
– soit l'organisme gestionnaire est une association-loi 1901 où coopèrent des établissements d'enseignement supérieur et des organismes professionnels ou des entreprises ;
– soit une branche professionnelle, une entreprise ou une chambre consulaire passe une convention avec une université à laquelle elle sous-traite tout ou partie de la formation assurée dans le CFA qu'elle gère.

- **BTS.** Brevets de techniciens supérieurs.

- **DUT.** Diplômes universitaires de technologie.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6919.

Voir aussi

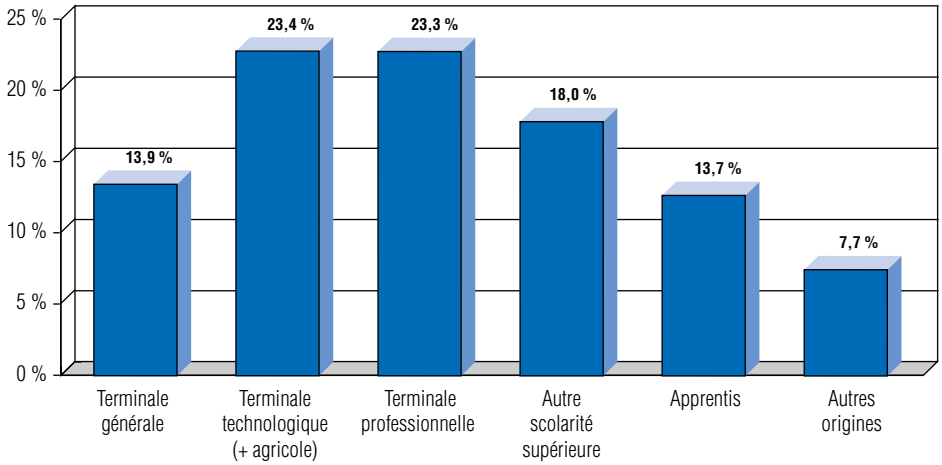
Note d'Information, 01.17.

L'apprentissage dans le supérieur

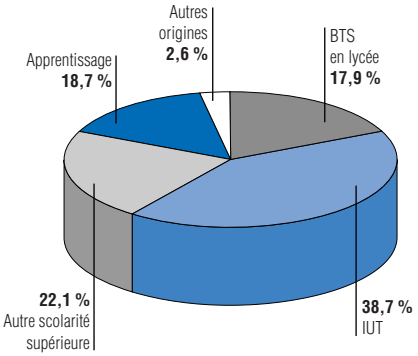
1 Évolution des effectifs d'apprentis préparant un diplôme d'enseignement supérieur
(France métropolitaine + DOM)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
BTS / BTSA	12 539	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	29 639
DUT	2 067	1 917	2 889	3 357	3 702	4 285	4 490	4 397
Autres diplômes et titres homologués de niveau III	667	1 265	2 134	2 809	3 308	3 468	3 762	3 715
Total niveau III	**15 273**	**19 952**	**25 603**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**37 234**	**37 751**
Licence	56	41	184	312	411	692	1 298	2 203
Maîtrise	577	590	1 033	1 334	1 572	1 837	2 031	2 034
Niveau II, non compris licence et maîtrise	2 196	3 285	4 551	5 497	5 797	6 919	6 239	7 006
Total niveau II	**2 829**	**3 916**	**5 768**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**9 568**	**11 243**
Diplômes ingénieurs	1 734	2 044	2 777	3 539	4 171	4 644	5 086	5 514
DESS	193	275	438	603	941	1 162	1 461	1 614
Niveau I, non compris DESS et ingénieurs	21	122	35	294	285	379	305	386
Total niveau I	**1 948**	**2 441**	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**6 852**	**7 514**
Total apprentis dans l'enseignement supérieur	**20 050**	**26 309**	**34 621**	**41 160**	**45 684**	**51 186**	**53 654**	**56 508**

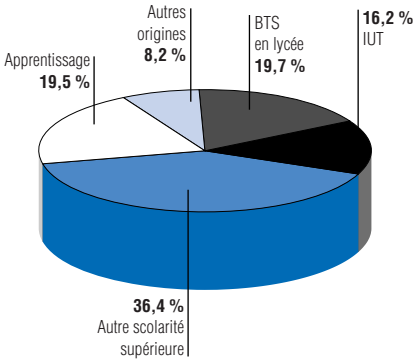
2 Origine des apprentis de première année du niveau III en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)



3 Origine des apprentis ingénieurs en première année en 2002-2003
(France métropolitaine + DOM)



4 Origine des apprentis de niveaux II et I (hors ingénieurs) en première année en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)



5 Les apprentis

PRÉSENTATION

Le poids de l'apprentissage par rapport aux formations scolaires du second degré (niveaux V et IV) est très variable selon les académies et les niveaux de formation.
L'apprentissage représente aujourd'hui près de 28 % de l'ensemble des formations du second degré, mais son poids varie pour le niveau V de 16,1 % dans l'académie de Lille à 39,6 % dans l'académie de Strasbourg, et pour le niveau IV de 18,6 % dans l'académie de Créteil à 44,4 % dans l'académie de Paris.
Ainsi, au niveau V, quinze académies se situent au-dessus de la moyenne nationale qui est de 27,9 %. Au niveau IV, douze académies se situent au-dessus de la moyenne nationale qui est de 28,2 %.
La diversité observée d'une académie à l'autre, pour un niveau de formation donné, traduit des politiques régionales très diverses en matière de développement de l'apprentissage.

DÉFINITIONS

■ **Champ :**
– **second cycle professionnel Éducation nationale :** les élèves dans des établissements du second degré publics et privés sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche préparant un CAP en 1, 2 ou 3 ans, un BEP en 1 ou 2 ans, une mention complémentaire (MC) pour le niveau V. Pour le niveau IV, les élèves préparant un baccalauréat professionnel ou un brevet des métiers d'art (BMA) en 1, 2 ou 3 ans ;
– **second cycle professionnel agricole :** les élèves dans des établissements du second degré publics et privés sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales préparant un CAP en 1, 2 ou 3 ans, un BEP en 1 ou 2 ans, une mention complémentaire pour le niveau V. Pour le niveau IV, les élèves préparent un baccalauréat professionnel ou un brevet des métiers d'art en 1, 2 ou 3 ans ;
– **apprentis :** les apprentis sont des jeunes âgés de 16 à 25 ans préparant un diplôme de niveau V (CAP, BEP, MC ou autres diplômes de niveau V) ou de niveau IV (baccalauréat professionnel, brevet professionnel, brevet de maîtrise ou autres diplômes de niveau IV) dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier associant formation en entreprise et des enseignements dispensés en centre de formation d'apprentis.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6919 (pour l'apprentissage).

Voir aussi

Note d'Information, 01.17.

Poids des formations par apprentissage sur l'ensemble du second cycle professionnel

1 Poids de l'apprentissage sur l'ensemble du second cycle professionnel par région et académie en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)

		Effectifs du second cycle professionnel Établissements sous tutelle de :				Apprentis		Poids de l'apprentissage (apprentis/ ens. 2nd cycle prof.)	
		MENESR (1)		MAAPAR (2)					
Régions	Académies	Niveau V (3)	Niveau IV (4)	Niveau V (3)	Niveau IV (4)	Niveau V	Niveau IV	Niveau V	Niveau IV
France métropolitaine + DOM :									
Alsace	Strasbourg	13 881	4 764	423	190	9 387	2 267	39,6	31,4
Aquitaine	Bordeaux	23 933	7 556	4 228	1 065	11 715	2 723	29,4	24,0
Auvergne	Clermont-Ferrand	9 867	3 515	2 039	794	5 437	1 417	31,3	24,7
Basse-Normandie	Caen	12 920	4 387	3 443	919	7 257	1 832	30,7	25,7
Bourgogne	Dijon	12 659	4 120	2 672	648	8 102	2 245	34,6	32,0
Bretagne	Rennes	22 840	8 239	7 380	1 788	10 726	3 671	26,2	26,8
Centre	Orléans-Tours	19 626	5 927	3 210	713	11 571	3 099	33,6	31,8
Champagne-Ardenne	Reims	13 953	4 272	1 565	549	5 537	1 348	26,3	21,9
Corse	Corse	1 912	519	85	32	1 060	130	34,7	19,1
Franche-Comté	Besançon	10 707	3 438	1 897	413	5 092	1 989	28,8	34,1
Guadeloupe	Guadeloupe	5 998	2 282	523	96	819	180	11,2	7,0
Guyane	Guyane	2 466	620	106	37	213	17	7,6	2,5
Haute-Normandie	Rouen	18 025	5 687	1 122	334	8 899	2 909	31,7	32,6
Île-de-France	Créteil	33 771	12 260	471	184	10 984	2 837	24,3	18,6
	Paris	13 134	4 415	76	43	7 306	3 566	35,6	44,4
	Versailles	38 219	13 128	829	182	11 873	4 477	23,3	25,2
Languedoc-Roussillon	Montpellier	18 925	5 947	3 325	643	8 479	2 032	27,6	23,6
Limousin	Limoges	5 398	1 835	968	337	2 255	778	26,2	26,4
Lorraine	Nancy-Metz	24 320	7 821	1 303	471	9 556	3 339	27,2	28,7
Martinique	Martinique	6 202	1 899	252	52	1 062	150	14,1	7,1
Midi-Pyrénées	Toulouse	19 800	6 628	3 412	1 183	9 887	2 953	29,9	27,4
Nord – Pas-de-Calais	Lille	52 873	15 912	2 824	938	10 693	4 229	16,1	20,1
Pays de la Loire	Nantes	24 886	8 836	7 154	1 709	17 446	7 152	35,3	40,4
Picardie	Amiens	19 892	5 517	2 411	498	7 219	2 051	24,5	25,4
Poitou-Charentes	Poitiers	12 194	3 841	3 330	897	8 797	2 715	36,2	36,4
Provence – Alpes – Côte d'Azur (PACA)	Aix-Marseille	23 579	7 548	2 039	428	11 860	4 132	31,6	34,1
	Nice	12 944	4 689	700	126	8 146	1 793	37,4	27,1
La Réunion	La Réunion	12 271	2 866	844	128	2 662	769	16,9	20,4
Rhône-Alpes	Grenoble	22 678	6 865	5 213	753	9 261	3 671	24,9	32,5
	Lyon	24 370	7 923	3 393	821	8 865	4 331	24,2	33,1
Total France métro. + DOM		**534 243**	**173 256**	**67 237**	**16 971**	**232 166**	**74 802**	**27,85**	**28,22**

(1) MENESR : ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

(2) MAAPAR : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

(3) Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), brevet d'études professionnelles (BEP), mentions complémentaires (MC).

(4) Baccalauréat professionnel, brevet des métiers d'art (BMA).

5 Les apprentis

PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires issus d'enquêtes rapides, au cours de l'année scolaire 2003-2004, 383 100 jeunes sont en formation dans les centres de formation d'apprentis de la métropole et des DOM (apprentis, CPA, CLIPA et jeunes sous contrat de qualification) et 2 800 en section d'apprentissage.
Après la baisse observée l'an passé, les effectifs semblent se stabiliser.
Les CFA sous contrôle pédagogique du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Malgré la baisse, le niveau V continue de concentrer l'essentiel des effectifs : 211 300 apprentis préparent un diplôme CAP/BEP ou un titre homologué. Mais la part, dans l'ensemble des apprentis, de ceux préparant un diplôme de ce niveau, ne cesse de décroître : 63 % des effectifs contre 64,9 % en 2002, 66,6 % en 2001 et 68,0 % en 2000. Cette année, même les préparations aux BEP sont touchées par la baisse d'effectifs à ce niveau.
Cette baisse des effectifs en niveau V est en partie compensée par le développement de l'apprentissage aux niveaux supérieurs ou équivalents au baccalauréat.
Le nombre d'apprentis préparant un diplôme de niveau IV augmente de 5,5 %. Les effectifs d'apprentis préparant un baccalauréat professionnel augmentent faiblement et les formations aux brevets professionnels gagnent quant à elles plus de 9 %.
Pour le niveau III, le nombre d'apprentis augmente de 2,5 % par rapport à l'année précédente, au profit cette année des DUT. Les niveaux II et I gagnent 4,7 %. Cette augmentation est due au développement des préparations aux diplômes d'ingénieurs.
Selon les régions, le développement de l'apprentissage est inégal. Comme l'année précédente, seulement huit académies conservent ou gagnent des effectifs, les autres voient leur nombre d'apprentis baisser **1**.
Les CFA sous contrôle pédagogique du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales maintiennent leur nombre d'apprentis : 29 500.

DÉFINITIONS

- **Les apprentis** sont des jeunes âgés de 16 à 25 ans qui préparent un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique (ou un titre homologué) dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise – sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage – et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.
- **CFA.** Centres de formation d'apprentis.
- **CPA.** Classes préparatoires à l'apprentissage.
- **Champ de l'enquête.** Ensemble des apprentis, y compris les CFA « agriculture ».
- **CAP.** Certificats d'aptitude professionnelle.
- **BEP.** Brevets d'études professionnelles.
- **BPA.** Brevets professionnels agricoles.
- **CAPA.** Certificats d'aptitude professionnelle agricole.
- **BEPA.** Brevet d'études professionnelles agricoles.
- **MC.** Mentions complémentaires.
- **BTS.** Brevets de techniciens supérieurs.
- **BTSA.** Brevets de techniciens supérieurs agricoles.
- **DUT.** Diplômes universitaires de technologie.
- **TH.** Titres homologués.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

CFA « Éducation » : enquête n° 10 (Enquête rapide sur les effectifs en CFA de la Direction de l'évaluation et de la prospective [DEP] du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - résultats provisoires au 31 décembre 2003).
CFA « Agriculture » : prévisions réalisées en septembre 2003.

Voir aussi

Notes d'Information, 98.08, 98.43, 01.17.

Les apprentis en 2003-2004

1 Effectifs des apprentis par région et académie en 2003-2004 (résultats provisoires) (1)

Régions	Académies	Sous contrôle pédagogique de l'Éducation nationale				Apprentis en CFA sous contôle pédagogique de l'Agriculture	Total
		CFA	CPA/CLIPA en CFA	Contrats de qualification en CFA	Sections apprentissage		
Alsace	Strasbourg	11 990	-	536	-	701	13 227
Aquitaine	Bordeaux	13 852	268	779	94	1 994	16 987
Auvergne	Clermont-Ferrand	6 529	-	236	143	976	7 884
Basse-Normandie	Caen	8 592	129	220	52	1 233	10 226
Bourgogne	Dijon	9 647	249	448	-	1 437	11 781
Bretagne	Rennes	14 408	184	796	453	1 366	17 207
Centre	Orléans-Tours	14 769	408	157	433	1 767	17 534
Champagne-Ardenne	Reims	7 024	142	306	-	593	8 065
Corse	Corse	1 130	-	24	-	38	1 192
Franche-Comté	Besançon	7 171	208	93	158	1 231	8 861
Haute-Normandie	Rouen	12 346	359	189	27	1 247	14 168
Île-de-France	Paris	18 533	691	1 758	-	-	20 982
	Créteil	17 565	748	-	-	-	18 313
	Versailles	22 483	1 043	-	-	-	23 526
	Total Île-de-France	*58 581*	*2 482*	*1 758*	*-*	*1 481*	*64 302*
Languedoc-Roussillon	Montpellier	10 912	64	401	222	927	12 526
Limousin	Limoges (2)	2 837	145	100	-	353	3 435
Lorraine	Nancy-Metz	13 380	200	953	48	1 095	15 676
Midi-Pyrénées	Toulouse	12 922	556	608	451	1 303	15 840
Nord - Pas-de-Calais	Lille	14 201	190	441	72	1 722	16 626
Pays de la Loire	Nantes	28 081	507	202	-	2 192	30 982
Picardie	Amiens	9 601	512	174	-	1 215	11 502
Poitou-Charentes	Poitiers	11 121	242	151	269	1 176	12 959
Provence – Alpes –	Aix-Marseille	18 183	557	180	273		19 193
Côte d'Azur (PACA)	Nice	9 398	496	236	25		10 155
	Total PACA	*27 581*	*1 053*	*416*	*298*	*2 429*	*31 777*
Rhône-Alpes	Grenoble	14 505	396	722	-		15 623
	Lyon	16 415	204	1 039	50		17 708
	Total Rhône-Alpes	*30 920*	*600*	*1 761*	*50*	*2 419*	*35 750*
France métropolitaine		**327 595**	**8 498**	**10 749**	**2 770**	**28 895**	**378 507**
Guadeloupe		1 203	-	141	-	100	1 444
Guyane		173	27	6	-		206
Martinique		1 735	-	15	-	95	1 845
La Réunion		3 355	-	132	-	342	3 829
Nouvelle-Calédonie		-	-	-	-	31	31
DOM-TOM		**6 466**	**27**	**294**	**-**	**568**	**7 355**
France entière		**334 061**	**8 525**	**11 043**	**2 770**	**29 463**	**385 862**

(1) Résultats de l'enquête rapide au 31 décembre 2003.
(2) Les résultats pour Limoges sont issus du nouveau système d'information sur la formation des apprentis (SIFA).

2 Effectifs d'apprentis en CFA sous contrôle pédagogique de l'Éducation nationale par niveau et diplôme en 2003-2004 (résultats provisoires) (France métropolitaine + DOM)

	2002-2003	2003-2004	Évolution en %
CAP + titres homologués	165 847	164 028	-1,1
BEP	45 013	42 454	-5,7
Mentions complémentaires	6 410	4 799	-25,1
Total niveau V	**217 270**	**211 281**	**-2,8**
BP + titres homologués	35 714	38 966	9,1
Bac professionnel	30 650	31 024	1,2
Total niveau IV	**66 364**	**69 990**	**5,5**
BTS	24 947	25 137	0,8
DUT + titres homologués	7 545	8 161	8,2
Total niveau III	**32 492**	**33 298**	**2,5**
Ingénieurs	5 550	6 165	11,1
Autres	13 069	13 327	2,0
Total niveaux II et I	**18 619**	**19 492**	**4,7**
Total général	**334 745**	**334 061**	**-0,2**

5 Les apprentis

PRÉSENTATION

Au 1er février 2003, 69,2 % des apprentis ayant terminé leurs études l'année scolaire 2001-2002 sont en emploi, soit une chute de près de 7 points par rapport à l'observation un an plus tôt. Cette chute a pour principale composante celle du nombre de contrats à durée déterminée (CDD), d'intérim et de qualification. La proportion des jeunes apprentis recrutés en contrat à durée indéterminée (CDI) – le plus souvent par leur entreprise d'accueil – ne diminue que de 0,9 point.

L'impact de la dégradation de conjoncture est plus fort pour les sortants faiblement diplômés, de sexe masculin et ayant suivi une formation à dominante production.

Les sortants d'apprentissage non titulaires d'un diplôme de niveau V (BEP ou CAP) voient leur taux d'emploi chuter de plus de 9 points, pour atteindre un niveau proche de 40 %. Les titulaires d'un CAP ou d'un BEP (qui représentent 46 % des sortants), ont vu leur taux d'insertion diminuer de 7 points, mais sont plus de 70 % à trouver un emploi (aidé ou non aidé). Enfin, les titulaires d'un bac professionnel ou d'un BTS ont été les moins touchés par la dégradation de la conjoncture (leur taux d'insertion dans l'emploi n'a chuté que de 5 ou 6 points) et ont dans plus de 80 % des cas un emploi sept mois après la fin de leur formation initiale **1**.

Les apprentis ayant suivi une formation dans le domaine de la production ont vu leur taux d'insertion chuter de près de 8 points, alors que celui des sortants de filières orientées vers les services ne chute que de 3,6 points, réduisant fortement les écarts entre filières **2**. Ceci contribue pour partie à la réduction de l'écart du taux d'emploi entre sexes, la majorité des apprenties suivant une formation relevant du domaine des services. La chute du taux d'emploi des garçons est, en effet, plus rapide (7,3 points) que celle observée pour les filles (5,1 points) **3**.

Certaines filières accusent une chute plus marquée des taux d'insertion de leurs sortants : dans le domaine de la production, ce sont les groupes « forêts, ménagement paysager » (taux d'insertion dans l'emploi non aidé passant de 70 à 60 %), « mécanique générale, aéronautique et spatiale » (de 80,1 à 72,4 %), « structures métalliques » (de 68,1 à 61 %). Les filières « électricité, électronique », « technologies industrielles et de commande », « agroalimentaire » et « bois, ameublement » résistent un peu mieux que l'ensemble de la filière production. Dans le domaine des services, la filière « communication, information » (15 % de l'ensemble des sortants), voit le taux d'emploi non aidé de ses sortants régresser de 5 % (contre 3,5 % dans l'ensemble du domaine). Au contraire, les sortants de la filière « santé », qui s'inséraient déjà facilement en 2002 ont trouvé plus facilement un emploi non aidé que l'an passé (83 % des cas contre 80 % en 2002) **4**.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** France métropolitaine et DOM, sans l'Île-de-France et Limoges (données non disponibles en 2002), ni la Guadeloupe et la Guyane (données non disponibles en 2003).

■ **Sortants d'apprentissage.** Sont considérés comme sortants tous les jeunes inscrits dans un centre de formation d'apprentis (CFA) ou une section d'apprentissage pendant l'année scolaire 2001-2002, mais non inscrits l'année suivante, et déclarant à l'enquête menée au 1er février 2003 ne pas poursuivre d'études, que ce soit sous statut scolaire ou d'apprenti.

■ **Emplois non aidés.** Ils regroupent les contrats à durées déterminée (CDD) et indéterminée (CDI), les fonctionnaires, les intérimaires, les aides familiaux, les personnes installées à leur compte et les engagés dans l'armée.

■ **Emplois aidés.** Ils regroupent les contrats de qualification, d'adaptation, d'orientation, les contrats emploi-solidarité, et les emplois-jeunes.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Voir aussi

« Forte baisse de l'emploi des sortants de lycée et d'apprentissage », *Note d'Information,* à paraître.

L'emploi des sortants d'apprentissage au 1er février 2003

1 Situation des sortants d'apprentissage au 1er février 2003, selon le plus haut diplôme possédé (en %)

Diplôme possédé	En emploi	Total	CDI	CDD	Intérim	Autres	Total	CQ	CA	CEJ	Autres	Chômage	Inactif	Stage
Aucun	40,4	35,7	18,9	9,3	5,5	2,0	4,7	1,9	0,3	1,8	0,7	45,4	5,8	8,4
Brevet, CFG	43,5	37,5	19,2	9,9	6,3	2,0	6,0	2,2	0,2	2,4	1,1	42,4	5,3	8,7
CAP-BEP	72,8	64,6	41,5	14,6	6,0	2,4	8,2	5,5	0,3	2,2	0,2	21,9	2,6	2,6
BP	87,3	83,5	62,2	15,0	3,2	3,1	3,8	2,3	0,2	1,3	0,0	9,1	2,2	1,3
BT	74,2	66,4	43,1	13,2	4,2	5,9	7,8	5,3	0,4	2,2	0,0	17,5	4,1	4,3
Bac techno.	80,3	74,6	51,8	15,7	4,3	2,8	5,7	3,5	0,4	1,5	0,2	13,5	3,0	3,2
Bac pro	82,1	75,3	47,6	15,9	8,5	3,3	6,9	5,4	0,5	0,9	0,1	13,3	2,1	2,4
Bac général	79,7	73,7	49,5	17,7	2,5	4,0	5,9	4,1	0,1	1,5	0,1	14,7	3,1	2,5
BTS	82,8	78,7	50,0	19,2	6,3	3,2	4,1	2,6	0,5	1,0	0,0	13,2	1,9	2,1
Niveaux II et I	73,2	71,7	48,5	17,1	4,4	1,6	1,5	0,9	0,3	0,3	0,0	23,4	2,0	1,4
Total	**69,2**	**62,7**	**40,1**	**14,3**	**5,8**	**2,6**	**6,4**	**4,0**	**0,3**	**1,8**	**0,3**	**23,5**	**3,1**	**3,6**

Source : enquête IVA 2003. Champ : voir « Définitions ».

Taux d'emploi au 1er février 2003 des sortants d'apprentissage par plus haut diplôme possédé

2 Par secteur de formation

	En emploi		dont emploi non aidé		Emploi non aidé 2002	
	P	S	P	S	P	S
Aucun	42,9	34,8	37,9	30,7	45,9	37,4
Brevet, CFG	46,7	37,7	39,8	33,3	50,1	42,3
CAP-BEP	75,6	66,8	67,2	58,8	74,8	63,2
BP	87,9	86,4	83,0	84,2	89,2	86,1
BT	75,4	72,5	69,4	60,3	79,7	86,8
Bac techno.	74,2	83,5	67,8	78,1	72,9	81,1
Bac pro	84,7	78,5	78,4	70,5	83,0	75,0
Bac général	69,0	83,1	59,0	78,2	71,0	76,8
BTS	82,3	82,9	77,6	79,2	80,6	84,5
Niveaux II et I	68,4	76,7	67,5	74,9	75,8	81,3
Total	**70,5**	**68,7**	**63,5**	**63,0**	**70,0**	**66,6**

P : production. S : services.
Champ : voir « Définitions ».

3 Par sexe

	En emploi		dont emploi non audé		Emploi non aidé 2002	
	G	F	G	F	G	F
Aucun	42,7	32,1	37,7	28,1	45,6	33,7
Brevet, CFG	48,0	33,0	41,4	28,5	50,5	38,1
CAP-BEP	75,7	62,4	67,4	54,7	74,6	59,4
BP	88,0	85,7	82,9	83,7	88,6	85,7
BT	74,6	72,6	68,8	60,9	81,1	82,7
Bac techno.	75,9	82,7	69,4	77,5	74,5	79,4
Bac pro	84,3	75,8	77,9	67,6	83,0	70,8
Bac général	72,8	81,9	65,3	76,8	74,9	75,9
BTS	83,1	81,9	79,1	77,6	82,5	82,5
Niveaux II et I	73,5	72,1	72,3	70,2	78,9	77,0
Total	**71,0**	**65,2**	**64,3**	**59,6**	**70,4**	**63,0**

G : garçons. F : filles.

4 Taux d'emploi non aidé par groupe de spécialités et diplôme

Groupe de spécialités	Non diplômé	Brevet, CFG	BEP, CAP	BP	Bac techno	Bac pro	Bac général	BTS	Niv. II	Ensemble	Répartition
Forêts, aménagement paysager	37,5	50,5	58,3	66,1	57,0	69,1	52,9	71,8	77,1	60,3	5,2
Productions végétales, animales et cultures	34,8	37,7	52,9	59,7	70,9	74,3	ns	76,5	ns	55,2	3,9
Chimie, plasturgie, papiers, cartons, énergie	30,9	40,8	71,0	90,7	72,3	87,4	60,1	84,0	59,0	71,5	3,3
Agroalimentaire	35,5	36,2	70,5	86,1	69,6	78,6	73,4	72,9	62,9	60,9	14,1
Mines, carrières, génie civil	ns	ns	78,0	ns	ns	60,3	ns	85,2	ns	74,3	0,8
Bâtiment	36,6	37,0	68,4	85,4	ns	80,8	ns	ns	ns	60,3	10,4
Bois, ameublement	41,8	48,2	64,1	86,6	ns	88,1	ns	80,2	ns	64,2	4,2
Matériaux souples	38,8	ns	49,3	ns	ns	ns	ns	ns	ns	44,2	0,6
Mécanique générale, aéronautique et spatiale	62,5	42,7	66,2	ns	71,2	79,4	ns	74,1	73,1	72,4	3,0
Moteurs, mécanique auto	37,9	40,9	65,2	ns	ns	82,6	ns	93,0	ns	62,0	3,4
Structures métalliques	35,9	38,5	66,9	84,4	ns	81,4	ns	80,3	ns	61,0	5,0
Électricité, électronique	44,7	42,7	68,0	86,4	65,6	76,2	ns	83,9	67,2	68,7	4,7
Technologies industrielles et de commande	ns	ns	64,6	ns	63,9	73,3	39,3	77,7	64,3	71,8	2,3
Production	**37,9**	**39,8**	**67,2**	**83,0**	**67,8**	**78,4**	**59,0**	**77,6**	**67,5**	**63,5**	**60,9**
Transport, finances, comptabilité	55,8	53,7	71,0	61,4	74,5	64,9	73,5	85,0	77,0	76,1	4,9
Commerce, vente	29,5	28,0	56,2	73,8	68,8	72,2	68,9	77,8	74,5	57,8	15,2
Communication, information	31,6	26,2	53,3	ns	59,1	64,9	67,0	72,3	67,3	61,2	2,6
Travail sanitaire et social, animation	43,9	60,0	57,9	ns	51,4	69,4	44,4	ns	ns	59,5	1,1
Santé	ns	ns	63,1	93,3	86,0	78,6	88,7	95,8	ns	83,0	3,8
Accueil, hôtellerie, tourisme	31,4	34,7	66,3	77,0	71,0	77,8	78,3	71,0	ns	57,3	6,4
Coiffure, esthétique	25,9	32,1	47,6	82,3	83,0	ns	69,2	ns	ns	57,0	4,7
Services à la collectivité	ns	ns	41,0	ns	ns	67,0	ns	66,5	59,4	56,6	0,4
Services	**30,7**	**33,3**	**58,8**	**84,2**	**78,1**	**70,5**	**78,2**	**79,2**	**74,9**	**63,0**	**39,1**

ns : non significatif. Champ : voir « Définitions ».

Les étudiants

Réf.	Titre	Page
6.1	Les effectifs du supérieur : évolution	152
6.2	Les effectifs du supérieur par académie	154
6.3	Les étudiants des universités en 2003-2004	156
6.4	La population universitaire par établissement et académie	158
6.5	Les universités : disciplines, cycles, âge et sexe	160
6.6	Les IUT par spécialité ; diplômes, évolution	162
6.7	Les étudiants des filières d'ingénieurs	164
6.8	Les écoles de commerce, gestion et vente	166
6.9	Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	168
6.10	Les sections de techniciens supérieurs (STS)	170
6.11	Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	172
6.12	L'origine socioprofessionnelle des étudiants français	174
6.13 (1)	Les étudiants étrangers dans les universités (1)	176
6.13 (2)	Les étudiants étrangers dans les universités (2)	178
6.14	Les flux de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur	180
6.15	Provenance et devenir un an après des entrants en 1re année de 1er cycle universitaire	182
6.16	L'accès des bacheliers en deuxième cycle universitaire	184
6.17	Le devenir des bacheliers 2002	186

PRÉSENTATION

Après une période de forte croissance, les effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur ont commencé à diminuer à la rentrée 1996 avant de reprendre une lente progression entre les rentrées 1999 et 2001 (+ 1,8 % sur trois ans). Cette croissance s'est accélérée depuis la rentrée 2002 : 90 000 étudiants supplémentaires se sont inscrits dans l'enseignement supérieur en deux ans (+ 2,1 % en rythme annuel), pour atteindre un niveau historique avec 2 255 000 inscriptions à la rentrée 2003.

L'évolution récente n'a pas été la même pour les différents types d'établissements. L'université hors IUT a perdu 100 000 étudiants entre 1995-1996 et 2001-2002 (- 7,2 %). Elle enregistrait en 2002-2003 sa plus forte progression depuis 1995 avec plus de 21 000 étudiants supplémentaires (+ 1,7 %). Cette tendance s'accentue en 2003 avec 35 000 étudiants supplémentaires (+ 2,7 %).

Après une longue période de croissance dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les effectifs des formations technologiques courtes (IUT, STS) marquent le pas depuis avec 10 000 étudiants perdus entre 2000-2001 et 2003-2004 (- 1 % en rythme annuel).

La croissance des inscriptions en CPGE, suscitée par la réforme de 1995, s'est atténuée ensuite. Après trois années de baisse, le nombre d'étudiants en CPGE s'est stabilisé en 2001-2002 (+ 0,6 %) avant de repartir à la hausse à la rentrée 2002 (+ 1,9 %). La réforme des procédures d'inscription mise en place à la rentrée 2003 ne semble pas avoir eu d'impact sur le nombre d'inscriptions qui reste stable (+ 0,1 %).

Le développement des formations d'ingénieurs s'est poursuivi sans interruption depuis le début des années quatre-vingt-dix. Toutefois la progression observée à la rentrée 2003 est la plus faible depuis 1996-1997 (+ 2,5 %).

Après quelques années de baisse, les effectifs des écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité sont entrés à nouveau dans une phase de croissance rapide depuis la rentrée 1998 avec une augmentation de près de 12 % en rythme annuel entre 1997-1998 et 2003-2004 (+ 8 % en 2003-2004).

Après trois année de baisse, les effectifs des écoles paramédicales sont rentrés dans une phase de croissance rapide depuis 1999, conséquence du plan de recrutement d'infirmiers lancé par le ministère de la Santé et de la Protection sociale.

Sur l'ensemble des autres formations supérieures, les effectifs ont aussi progressé de façon sensible depuis la rentrée 1998.

DÉFINITIONS

■ **Le supérieur. D**epuis 2001-2002, le champ du supérieur couvert dans cette publication a été modifié. Ont été ajoutés :
- les formations d'ingénieurs en partenariat, créées à la rentrée 1991 sous le nom de « nouvelles formations d'ingénieurs (NFI) » ;
- les mastères des écoles d'ingénieurs, repérés depuis 1994, que l'on a classés au sein des « autres écoles et formations » ;
- à partir de 1994, certaines formations diverses post-bac ou post-niveau IV dispensées au sein des lycées et des établissements d'enseignement supérieur privés, que l'on a également classées au sein des « autres écoles et formations » ;
- les effectifs des diplômes post-secondaires de niveau IV du secteur social.

Enfin, sur les cinq dernières années, a été effectué un travail de repérage des doubles recensements de certaines formations paramédicales et sociales.

Au total, le changement de définition a augmenté les effectifs de près de 11 000 sur la rentrée 2001.

■ **Universités et assimilés.** Voir définition en 6.2.

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés comprennent les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post BTS et le DSAA sont désormais classés en « autres écoles et formations ».

■ **Formations comptables.** Regroupe le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), le diplôme d'études comptables et financières (DECF) et le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur. On isole les écoles dépendantes des universités : écoles internes ou rattachées aux universités. Les formations d'ingénieurs en partenariat sont incluses dans ce total, contrairement à ce qui est fait en page 6.7.

■ **Autres établissements.** Voir définition en 2.9.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Les effectifs du supérieur : évolution

1 Évolution du nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur
(France métropolitaine + DOM)

	1990-1991	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités et assimilés :	**1 159 937**	**1 396 910**	**1 390 334**	**1 396 760**	**1 374 364**	**1 392 531**	**1 425 665**
Disciplines générales et de santé	1 085 609	1 282 323	1 272 927	1 277 514	1 256 304	1 277 066	1 311 943
Dont : formations d'ingénieurs universitaires (1)	10 545	19 978	21 336	22 504	23 217	25 240	24 855
IUT	74 328	114 587	117 407	119 246	118 060	115 465	113 722
Grands établissements	**15 536**	**16 275**	**16 099**	**16 282**	**15 856**	**16 872**	**18 655**
IUFM		**81 602**	**81 981**	**80 184**	**84 009**	**89 062**	**85 808**
STS (2) :	**199 333**	**236 319**	**238 821**	**238 923**	**236 913**	**235 459**	**234 195**
- Public Éducation nationale	108 262	151 314	152 151	151 992	151 090	151 085	151 023
- Public autres ministères	9 343	14 415	14 597	14 443	14 374	13 556	12 881
- Privé	81 728	70 590	72 073	72 488	71 449	70 818	70 291
CPGE :	**64 427**	**71 373**	**70 855**	**70 263**	**70 703**	**72 015**	**72 053**
- Public Éducation nationale	52 572	58 443	58 224	57 948	58 241	59 431	59 160
- Public autres ministères	1 419	1 737	1 716	1 678	1 689	1 694	1 715
- Privé	10 436	11 193	10 915	10 637	10 773	10 890	11 178
Formations comptables non universitaires :	**5 587**	**8 273**	**8 181**	**7 940**	**7 890**	**7 682**	**7 643**
- Public Éducation nationale	3 951	4 422	4 474	4 594	4 616	4 680	4 875
- Public autres ministères		-	-	-	-	-	-
- Privé	1636	3851	3707	3346	3274	3002	2768
Préparations intégrées	3 965	2 639	2 926	3 571	3 459	3 323	3 271
Universités de technologie :	**3 157**	**4 643**	**5 746**	**6 006**	**6 231**	**6 603**	**6 974**
Dont : formations d'ingénieurs (1)	1 689	2 802	3 460	3 539	3 685	4 075	4 321
INP :	**8 250**	**10 265**	**10 566**	**11 077**	**11 295**	**12 392**	**12 794**
Dont : formations d'ingénieurs (1)	5 091	6 993	7 272	7 556	7 827	9 252	9 600
Autres formations d'ingénieurs non universitaires (1) :	**40 328**	**58 022**	**59 114**	**61 609**	**63 467**	**63 840**	**66 146**
- Public Éducation nationale	15 461	22 165	22 199	23 208	24 128	22 550	24 129
- Public autres ministères	10 865	14 102	14 430	14 866	15 341	16 155	16 362
- Privé	14 002	21 755	22 485	23 535	23 998	25 135	25 655
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	46 128	51 329	56 303	63 905	70 363	74 680	80 619
Établissements d'enseignement universitaire privés (3)	19 971	22 397	22 267	21 739	20 667	19 751	19 751
Écoles normales d'instituteurs	16 500						
Écoles normales supérieures	2 675	3 246	3 209	3 159	2 968	3 044	3 104
Écoles juridiques et administratives	7 328	6 859	7 692	9 669	11 921	11 001	10 858
Écoles supérieures artistiques et culturelles (4)	41 988	51 010	51 695	52 082	55 857	60 366	61 444
Écoles paramédicales et sociales (3)	74 435	83 716	86 795	93 386	102 968	111 191	116 562
Autres écoles et formations (5)	7 515	21 968	24 031	24 550	25 754	28 716	29 322
Total France métropolitaine + DOM	**1 717 060**	**2 126 846**	**2 136 615**	**2 161 105**	**2 164 685**	**2 208 528**	**2 254 864**

((1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.
(2) Y compris post-BTS et DSAA en 1990-1991.
(3) Données estimées en 2003-2004 pour le social et les facultés privées, et pour les données de la santé en 2001-2002.
(4) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication.
(5) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, autres écoles dépendant d'autres ministères, …).

2 Étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur depuis 1960 (France métropolitaine + DOM)

	1960-1961 (2)	1970-1971 (2)	1980-1981	1990-1991	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités et assimilés (hors IUT)	214,7	637,0	804,4	1 085,6	1 272,9	1 277,5	1 256,3	1 277,1	1 311,9
Évolution annuelle moyenne (en %)					-0,7	0,4	-1,7	1,7	2,7
IUT		24,2	53,7	74,3	117,4	119,2	118,1	115,5	113,7
Évolution annuelle moyenne (en %)					2,5	1,6	-1,0	-2,2	- 1,5
STS	(1) 8,0	(1) 26,8	67,9	199,3	238,8	238,9	236,9	235,5	234,2
Évolution annuelle moyenne (en %)					1,1	0,0	-0,8	-0,6	- 0,5
CPGE (3)	(1) 21,0	(1) 32,6	40,1	64,4	70,9	70,3	70,7	72,0	72,1
Évolution annuelle moyenne (en %)					-0,7	-0,8	0,6	1,9	0,1
Autres établissements et formations (3)	(1) 66,0	(1) 130,0	215	293,4	436,6	455,2	482,7	508,5	523,0
Évolution annuelle moyenne (en %)					3,4	4,2	6,1	5,4	2,8
Ensemble	**309,7**	**850,6**	**1 181,1**	**1 717,1**	**2 136,6**	**2 161,1**	**2 164,7**	**2 208,5**	**2 254,9**
Évolution annuelle moyenne (en %)					**0,5**	**1,1**	**0,2**	**2,0**	**2,1**

((1) Estimation.
(2) Données France métropolitaine pour 1960-1961 et 1970-1971.
(3) Les effectifs d'étudiants en diplôme d'études comptables et financières ont été comptés en CPGE avant 1990 et en Autres établissements ensuite.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, en France métropolitaine et dans les DOM, l'enseignement supérieur accueille 2 255 000 étudiants, soit 46 000 de plus qu'en 2002-2003 (+ 2,1 %). 63 % de ces étudiants sont concentrés dans un tiers des académies : Paris, Lille, Versailles, Lyon, Créteil, Toulouse, Rennes, Nantes, Aix-Marseille et Bordeaux. Ces dix académies comportent non seulement de gros pôles universitaires, mais aussi des sites privilégiés d'implantation des autres filières d'enseignement supérieur.

Avec près d'un étudiant sur six, Paris est l'académie dominante pour l'enseignement supérieur. Un certain rééquilibrage s'était toutefois opéré, dans les années 90, au profit des métropoles régionales mais également au sein de l'Île-de-France. Paris est en effet la seule académie à avoir connu une croissance négative (- 4 %) entre les rentrées 1990 et 2000, pendant que les effectifs d'étudiants augmentaient de près d'un tiers dans les autres académies. Mais la tendance semble s'inverser, puisque entre les rentrées 2000 et 2003, parmi les académies de métropole, c'est à Paris que le taux de croissance est le plus élevé après Créteil (+ 7,2 % sur cette période et + 7,4 % pour Créteil). Lyon et Montpellier se distinguent aussi par un fort dynamisme sur la période avec des taux de croissance de près de 7 % (respectivement + 6,9 % et + 6,7 %) alors que le reste de la métropole croît de 3,2 % entre 2000 et 2003. À la rentrée 2003, Versailles (+ 3,8 %), Lyon (+ 3,5 %) et Rennes (+ 3,1 %) connaissent une croissance forte. À l'inverse, les effectifs sont stables à Orléans (+ 0,4 %), Caen (+ 0,2 %) et Toulouse (+ 0,2 %), et la Corse accueille moins d'étudiants (- 1,1 %).

Paris se caractérise par l'ancienneté et le poids de ses universités et plus encore de ses grandes écoles, mais aussi par une plus faible représentation, au regard des autres académies, des IUT et des STS. À l'inverse, ces formations technologiques courtes occupent une place importante dans l'offre de formation supérieure des académies de petite taille. Ainsi, plus de 20 % des étudiants y sont inscrits dans les académies d'Amiens, Limoges, Caen, Reims et Besançon, contre moins de 15 % dans les académies de Lyon, Versailles et Paris (moins de 6 % pour Paris).

DÉFINITIONS

■ **Le supérieur.** Depuis 2001-2002, le champ du supérieur a été modifié (voir 6.1).

■ **Universités et assimilés.** Les universités, établissements publics d'enseignement, sont organisées en unités de formation et de recherche (UFR). Elles regroupent également des instituts et des écoles internes, notamment les instituts universitaires de technologie (IUT) et des écoles d'ingénieurs. Des établissements d'enseignement supérieur publics et privés peuvent leur être rattachés. On y a également assimilé les deux Centres universitaires de formation et de recherche (CUFR) de Nîmes et Albi, appelés à devenir des universités.

■ **Instituts universitaires de technologie (IUT).** Les effectifs recensés comprennent les formations post-DUT et les diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).** Ils rassemblent les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

■ **Sections de techniciens supérieurs (STS).** Le DMA et les classes de mise à niveau pour BTS font partie de cette rubrique. Les formations complémentaires post-BTS et le DSAA sont désormais classés en « autres écoles et formations ».

■ **Formations comptables.** Regroupe le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), le diplôme d'études comptables et financières (DECF) et le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF).

■ **Écoles d'ingénieurs.** Établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur. On isole les écoles dépendantes des universités : écoles internes ou rattachées aux universités. Les formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) sont incluses dans ce total, contrairement à la page 6.7.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Les effectifs du supérieur par académie

1 Effectifs de l'enseignement supérieur par académie en 2003-2004

Académies	Universités et assimilés			IUFM	STS	CPGE	Formations d'ingénieurs (1)	Écoles de commerce, vente, gestion, comptabilité	Autres écoles et formations d'enseignement supérieur (2)	Ensemble (3)	Évolution 2002/2003
	Ensemble	Hors IUT	IUT								
Aix-Marseille	73 924	69 957	3 967	3 767	9 753	2 959	3 009	2 582	8 555	103 510	1,2
Amiens	20 729	18 078	2 651	2 311	6 522	857	3 047	847	8 543	40 825	2,7
Besançon	21 079	18 743	2 336	1 807	4 663	808	1 982	394	4 585	33 336	2,1
Bordeaux	68 889	63 858	5 031	3 827	10 488	2 589	2 866	4 400	9 217	100 602	1,7
Caen	25 107	22 324	2 783	1 915	4 773	1 005	853	603	3 719	37 302	0,2
Clermont-Ferrand	27 858	25 256	2 602	1 721	5 156	1 290	2 046	894	5 153	42 921	2,3
Corse	3 441	3 096	345	422	537	91	-	97	449	5 037	-1,1
Créteil	83 602	76 306	7 296	5 026	11 944	2 505	2 930	1 187	15 932	122 419	2,8
Dijon	24 952	22 557	2 395	2 003	5 709	1 552	1 503	1 282	4 093	40 225	0,9
Grenoble	54 983	47 908	7 075	2 633	10 747	2 378	5 128	3 209	12 023	85 973	1,5
Lille	94 419	86 280	8 139	6 777	18 983	5 014	7 677	5 148	19 085	154 363	1,6
Limoges	14 040	12 313	1 727	1 047	3 410	461	1 074	160	2 514	22 072	2,3
Lyon	89 032	82 348	6 684	4 625	11 832	4 989	10 411	6 130	18 540	144 814	3,5
Montpellier	65 077	61 139	3 938	3 746	9 831	2 073	2 418	2 202	8 153	92 258	1,9
Nancy-Metz	51 696	46 066	5 630	3 641	8 259	2 092	5 819	213	11 041	77 941	2,2
Nantes	56 130	50 872	5 258	3 231	15 160	3 490	6 629	4 062	17 875	105 431	1,9
Nice	36 334	32 326	4 008	2 260	5 132	2 109	1 507	3 902	4 000	54 194	1,2
Orléans-Tours	37 492	32 754	4 738	3 131	8 452	2 232	2 127	1 165	5 941	58 413	0,4
Paris	190 353	188 028	2 325	5 180	16 262	13 607	10 537	18 752	69 139	323 130	2,5
Poitiers	30 927	27 901	3 026	2 268	5 855	1 206	1 478	1 823	3 392	46 135	0,9
Reims	21 269	18 142	3 127	1 757	5 731	1 209	1 665	3 953	4 552	38 897	2,8
Rennes	69 185	62 468	6 717	3 599	13 472	3 351	6 346	1 591	12 004	108 574	3,1
Rouen	30 461	26 567	3 894	2 433	5 445	1 232	2 903	2 513	5 263	50 052	1,4
Strasbourg	48 332	44 377	3 955	2 594	6 240	2 109	2 342	572	6 105	66 971	2,7
Toulouse	73 207	67 184	6 023	4 113	10 362	3 187	7 801	3 224	14 387	113 182	0,2
Versailles	90 897	83 256	7 641	7 195	13 122	6 731	10 824	9 337	13 741	151 099	3,8
France métropolitaine	**1 403 415**	**1 290 104**	**113 311**	**83 029**	**227 795**	**71 126**	**104 922**	**80 242**	**288 001**	**2 219 676**	**2,1**
Guadeloupe	11 286	11 080	206	515	1 765	299	-	-	470	14 335	5,1
Guyane	-	-	-	319	208	-	-	133	182	842	1,8
Martinique	-	-	-	568	1 596	284	-	88	638	3 174	-1,2
La Réunion	10 964	10 759	205	1 377	2 786	344	-	156	1 210	16 837	1,7
France métro. + DOM	**1 425 665**	**1 311 943**	**113 722**	**85 808**	**234 150**	**72 053**	**104 922**	**80 619**	**290 501**	**2 254 864**	**2,1**

(1) Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les NFI. Voir la rubrique « Définitions ».
(2) Grands établissements, INP, universités de technologie, formations comptables, Écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées.
Pour les écoles sociales et les facultés privées, données 2002.
(3) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, des universités de technologie et des INP.

6 Les étudiants

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 1 425 700 étudiants sont inscrits dans les universités françaises en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Le nombre d'inscrits augmente de 2,4 %, il avait augmenté de 1,5 % en 2002-2003 alors qu'il avait diminué de 1,6 % en 2001-2002 et était stable en 2000-2001 et 1999-2000.

La hausse du nombre d'inscrits observée à la rentrée 2003 est générale à tous les cycles universitaires. Le nombre d'étudiants inscrits en troisième cycle augmente de 5,2 % alors que l'accroissement des effectifs est moindre en deuxième cycle (+ 2,5 %) et en premier cycle (+ 1,3 %). L'augmentation du nombre d'inscrits en premier cycle résulte en partie d'une augmentation des nouveaux bacheliers liée elle-même au fort taux de réussite au baccalauréat à la session 2003. La hausse des nouveaux bacheliers contribue à 87 % à l'augmentation des effectifs du premier cycle. Ainsi, à la rentrée 2003, les nouveaux bacheliers sont 243 630 à poursuivre des études à l'université, soit une augmentation de 3,5 %.

À la rentrée 2003, les disciplines scientifiques hors santé attirent moins d'étudiants : tous cycles confondus, les effectifs des sciences fondamentales et applications baissent de 0,7 % et ceux des sciences de la nature et de la vie de 1,1 %. Le premier cycle est le plus touché par cette désaffection : les sciences fondamentales et applications avec une forte baisse de 7,8 %, et de 2,8 % pour les sciences de la nature et de la vie. Cependant, cette baisse est contrebalancée par une hausse importante des effectifs en santé (+ 7,1 % tous cycles confondus).

Le nombre d'inscrits en sciences économiques-gestion augmente de 6,5 %. En IUT, le nombre d'étudiants diminue pour la troisième année consécutive (- 1,5 %).

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 82 universités publiques et les centres universitaires de formation et de recherche (CUFR) de Nîmes et d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.) à l'exception des IUFM.

■ **Premier cycle.** Cycle de formation fondamentale et d'orientation ouvert aux titulaires du baccalauréat et d'une durée de deux ans, sanctionné par un DEUG. Les étudiants préparant une capacité en droit ou un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) sont comptabilisés dans cette rubrique. Les nouveaux entrants sont des étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans une université française en première année de premier cycle. Les nouveaux bacheliers constituent donc un sous-ensemble des nouveaux entrants.

■ **Deuxième cycle.** Cycle d'approfondissement, de formation générale scientifique et technique d'une durée d'un à deux ans après le DEUG, sanctionné par une licence puis une maîtrise.

■ **Troisième cycle.** Cycle conduisant soit à la recherche (DEA, doctorat), soit à une plus grande spécialisation (DESS).

■ **La discipline IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **La discipline Sciences fondamentales et applications** regroupe les anciennes disciplines Sciences et structures de la matière et Sciences et technologie – sciences pour l'ingénieur.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Effectifs universitaires, tableaux divers », *Tableaux statistiques*, à paraître.
« Les étudiants inscrits dans le système universitaire public français en 2003-2004 », *Note d'Information*, à paraître.

Les étudiants des universités en 2003-2004

1 Répartition des effectifs universitaires par cycle et par discipline en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM) (1)

	Premier cycle	Deuxième cycle	Troisième cycle	Total		Nouveaux entrants (2)	
				Effectifs	% variation	Effectifs	% variation
Droit - sciences politiques	78 026	61 421	33 283	172 730	1,0	31 034	5,5
Sciences économiques - gestion (hors AES)	38 636	60 185	31 061	129 882	6,5	15 239	-1,4
AES	31 484	21 763	804	54 051	1,8	13 849	-2,6
Lettres - sciences du langage - arts	67 333	40 341	12 690	120 364	0,5	24 432	3,1
Langues	69 942	47 167	6 509	123 618	1,0	29 248	1,2
Sciences humaines et sociales	102 958	99 638	36 961	239 557	2,8	42 973	3,3
Pluri lettres langues-sciences humaines (3)		1 469	10	1 479			
Sciences fondamentales et applications	66 571	84 181	32 423	183 175	-0,7	27 399	-9,7
Sciences de la nature et de la vie	33 323	28 137	16 831	78 291	-1,1	13 357	0,7
STAPS	28 067	17 989	1 646	47 702	3,7	13 163	11,4
Pluri sciences (3)	4 371	86		4 457		2 347	
Total disciplines générales	**520 711**	**462 377**	**172 218**	**1 155 306**	**15,6**	**213 041**	**11,5**
Médecine - odontologie	47 139	24 211	59 006	130 356	7,8	22 042	21,4
Pharmacie	10 597	5 046	10 638	26 281	3,7	4 472	17,0
Total disciplines de santé	**57 736**	**29 257**	**69 644**	**156 637**	**7,1**	**26 514**	**20,7**
IUT	113 722			113 722	-1,5		
Total France métropolitaine + DOM	**692 169**	**491 634**	**241 862**	**1 425 665**	**2,4**	**288 043**	**3,3**

(1) Données pour les DOM-TOM : voir 12.9.
(2) Nouveaux entrants en première année de premier cycle.
(3) Les disciplines pluridisciplinaires ont été créées à cause des nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD).

2 Évolution des effectifs universitaires depuis 1985-1986 (France métropolitaine)

	Premier cycle	Deuxième cycle	Troisième cycle	Total	Évolution en %
1985-1986	493 885	287 657	159 525	**941 067**	
1990-1991	611 315	364 740	177 701	**1 153 756**	6,3
1995-1996	767 820	473 359	200 701	**1 441 880**	2,2
1996-1997	741 621	477 589	203 573	**1 422 783**	-1,3
1997-1998	720 873	475 760	200 125	**1 396 758**	-1,8
1998-1999	707 956	468 660	200 352	**1 376 968**	-1,4
1999-2000	699 674	463 137	206 439	**1 369 250**	-0,6
2000-2001	694 823	466 065	214 326	**1 375 214**	0,4
2001-2002	671 428	460 963	220 175	**1 352 566**	-1,6
2002-2003	668 897	473 224	228 603	**1 370 724**	1,3
2003-2004	677 505	485 578	240 332	**1 403 415**	2,4

3 Évolution des effectifs universitaires depuis 1985-1986 (France métropolitaine + DOM)

	Premier cycle	Deuxième cycle	Troisième cycle	Total	Évolution en %
1985-1986	497 573	288 579	159 599	**945 751**	
1990-1991	615 751	366 250	177 936	**1 159 937**	6,3
1995-1996	782 071	478 443	201 482	**1 461 996**	2,3
1996-1997	755 161	483 431	204 485	**1 443 077**	-1,3
1997-1998	734 074	481 784	201 137	**1 416 995**	-1,8
1998-1999	720 731	474 767	201 412	**1 396 910**	-1,4
1999-2000	713 232	469 568	207 534	**1 390 334**	-0,5
2000-2001	708 648	472 565	215 547	**1 396 760**	0,5
2001-2002	685 368	467 422	221 574	**1 374 364**	-1,6
2002-2003	683 067	479 521	229 943	**1 392 531**	1,3
2003-2004	692 169	491 634	241 862	**1 425 665**	2,4

PRÉSENTATION

Le nombre d'étudiants dans les universités françaises (IUT et écoles d'ingénieurs inclus) augmente cette année de 2,4 %. La tendance est à la hausse sur l'ensemble du territoire national, excepté en Corse. Dans cinq académies, la hausse des effectifs dépasse 4 %. Ainsi, Strasbourg (+ 4,3 %), Amiens (+ 4,9 %), Versailles (+ 4,2 %), Clermont-Ferrand (+ 4,1 %) et Lyon (+ 4 %) sont les cinq académies où la hausse du nombre d'inscrits est la plus forte à la rentrée 2003. L'augmentation des académies de Versailles, de Clermont-Ferrand et de Lyon s'explique par un taux de réussite au baccalauréat supérieur à celui de la France métropolitaine.

La large majorité des universités compte davantage d'étudiants en 2003 qu'en 2002. Le nombre d'inscrits diminue dans seulement cinq des 84 universités françaises (dont l'université d'Aix III, l'université de Corse, l'université de Paris II et l'université du Havre). À la rentrée 2003, seize universités ont ouvert des formations Licence Master Doctorat (LMD). Comptant parmi les universités où les effectifs augmentent fortement, l'université de Perpignan (+ 7,4 %), l'université de Lyon III (+ 6,9 %) et l'université de Lille II (+ 5,9 %) sont des universités offrant des nouvelles formations LMD.

La part des étudiants de premier cycle dans l'ensemble des effectifs universitaires est très variable selon les établissements : de 25,2 % à l'université Paris IX à 91,5 % dans le CUFR d'Albi. Comme pour l'année 2002-2003, le premier cycle rassemble 48,7 % des étudiants en 2003-2004.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Sont pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.) à l'exception des IUFM.

■ **Premier cycle.** Les étudiants préparant une capacité en droit ou un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) sont comptabilisés dans cette rubrique.

■ **Nouvelles formations Licence-Master-Doctorat (LMD).** À la rentrée 2003, seize universités ont ouvert des formations LMD : Dijon, Toulouse I, Toulouse III, Bordeaux I, Bordeaux II, Grenoble I, Saint-Étienne, Valenciennes, Lille II, Perpignan, Lyon I, Lyon II, Lyon III, Chambéry, Paris VI et le CUFR d'Albi. Les disciplines Pluri-Lettres-Langues-Sciences humaines et Pluri-Sciences ont été créées pour ces nouvelles formations.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6937.

« Les étudiants inscrits dans les 84 universités publiques françaises en 2003-2004» *Note d'information,* à paraître.

La population universitaire par université et académie

1 Population universitaire par établissement et académie en 2003-2004

(France entière)

Universités et académies	Premières inscriptions	Poids du 1er cycle (%)	Effectifs totaux
Aix I	4 550	47,2	24 816
Aix II	4 341	46,3	20 193
Aix III	4 163	46,4	21 544
Avignon	1 901	62,1	7 371
Aix-Marseille	**14 955**	**48,2**	**73 924**
Amiens	4 897	54,2	20 729
Amiens	**4 897**	**54,2**	**20 729**
Besançon	4 785	52,6	21 079
Besançon	**4 785**	**52,6**	**21 079**
Bordeaux I	2 233	46,9	11 271
Bordeaux II	2 772	39,7	16 745
Bordeaux III	3 078	54,7	15 266
Bordeaux IV	2 653	49,4	13 043
Pau	3 163	58,4	12 564
Bordeaux	**13 899**	**49,4**	**68 889**
Caen	5 825	54,6	25 107
Caen	**5 825**	**54,6**	**25 107**
Clermont I	2 528	48,3	12 666
Clermont II	3 205	52,5	15 192
Clermont-Ferrand	**5 733**	**50,6**	**27 858**
Corse	688	50,3	3 441
Corse	**688**	**50,3**	**3 441**
Marne-la-Vallée	2 409	50,2	10 949
Paris VIII	3 902	37,0	26 744
Paris XII	4 692	46,7	25 994
Paris XIII	4 416	55,0	19 915
Créteil	**15 419**	**46,0**	**83 602**
Dijon	5 460	51,1	24 952
Dijon	**5 460**	**51,1**	**24 952**
Chambéry	3 150	56,7	12 314
Grenoble I	3 637	47,0	17 713
Grenoble II	3 987	51,7	18 247
Grenoble III	1 108	42,1	6 709
Grenoble	**11 882**	**50,1**	**54 983**
Artois	3 054	63,2	11 042
Lille I	3 087	42,4	19 716
Lille II	3 934	43,7	20 561
Lille III	4 648	54,6	21 669
Littoral	2 630	57,0	10 930
Valenciennes	2 458	56,6	10 501
Lille	**19 811**	**51,2**	**94 419**
Limoges	2 917	50,4	14 040
Limoges	**2 917**	**50,4**	**14 040**
Lyon I	5 252	46,6	28 034
Lyon II	4 850	41,5	27 201
Lyon III	4 447	48,1	20 572
Saint-Étienne	3 364	55,7	13 225
Lyon	**17 913**	**46,7**	**89 032**
Montpellier I	3 319	39,4	19 995
Montpellier II	2 518	49,0	12 122
Montpellier III	3 924	50,3	19 906
CUFR Nîmes	1 026	69,7	3 269
Perpignan	2 306	52,0	9 785
Montpellier	**13 093**	**48,0**	**65 077**
Metz	3 898	56,9	15 896
Nancy I	3 170	46,2	16 521
Nancy II	4 103	54,9	19 279
Nancy-Metz	**11 171**	**52,7**	**51 696**
Angers	3 495	50,2	16 142
Le Mans	2 180	61,1	7 955
Nantes	6 980	50,7	32 033
Nantes	**12 655**	**52,0**	**56 130**
Nice	5 781	52,8	26 848
Toulon	2 405	61,9	9 486
Nice	**8 186**	**55,2**	**36 334**
Orléans	3 375	53,6	15 458
Tours	5 144	55,3	22 034
Orléans-Tours	**8 519**	**54,6**	**37 492**
Paris I	5 635	38,3	38 473
Paris II	2 145	32,7	17 098
Paris III	3 036	40,9	18 634
Paris IV	3 865	41,1	24 456
Paris V	4 724	36,9	30 732
Paris VI	4 513	38,5	28 238
Paris VII	3 944	37,4	24 810
Paris IX	757	25,2	7 912
Paris	**28 619**	**37,5**	**190 353**
La Rochelle	1 474	56,5	6 779
Poitiers	4 621	45,5	24 148
Poitiers	**6 095**	**47,9**	**30 927**
Reims	5 160	59,1	21 269
Reims	**5 160**	**59,1**	**21 269**
Brest	3 924	52,1	16 626
Bretagne-Sud	1 813	61,6	7 124
Rennes I	4 655	45,4	24 001
Rennes II	4 579	52,3	21 434
Rennes	**14 971**	**50,8**	**69 185**
Le Havre	1 768	64,8	6 421
Rouen	5 279	50,8	24 040
Rouen	**7 047**	**53,8**	**30 461**
Mulhouse	1 806	55,9	7 826
Strasbourg I	3 009	40,0	18 054
Strasbourg II	2 627	51,5	13 373
Strasbourg III	1 662	44,1	9 079
Strasbourg	**9 104**	**46,5**	**48 332**
Albi	1 025	91,5	2 093
Toulouse I	2 438	40,7	16 600
Toulouse II	4 657	51,7	26 724
Toulouse III	5 946	50,7	27 790
Toulouse	**14 066**	**50,0**	**73 207**
Cergy-Pontoise	2 968	56,3	11 258
Évry-Val-d'Essonne	2 252	53,7	10 111
Paris X	5 648	44,8	29 820
Paris XI	4 532	40,8	26 413
Versailles-Saint-Quentin	3 036	49,9	13 295
Versailles	**18 436**	**46,8**	**90 897**
Total France métropolitaine	**281 306**	**47,4**	**1 403 415**
Antilles et Guyane	**3 180**	**65,2**	**11 286**
La Réunion	**3 557**	**66,6**	**10 964**
Total DOM	**6 737**	**65,9**	**22 250**
Total France métro. + DOM	**288 043**	**52,9**	**1 425 665**
Nouvelle-Calédonie	**768**	**88,2**	**2 117**
Polynésie française	**797**	**80,8**	**2 250**
Total TOM	**1 565**	**84,4**	**4 367**
Total France entière	**289 608**	**48,7**	**1 430 032**

6 Les étudiants

PRÉSENTATION

Au 15 janvier 2004, 1 425 700 étudiants sont inscrits dans les universités de France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Le nombre d'inscrits augmente de 2,4 %, il augmentait de 1,5 % en 2002-2003 alors qu'il avait diminué de 1,6 % en 2001-2002 et était stable en 2000-2001 et 1999-2000. 48,6 % des étudiants sont inscrits en premier cycle, 34,5 % en deuxième cycle et 17 % en troisième cycle. La hausse du nombre d'inscrits en premier cycle résulte en partie d'une augmentation des nouveaux bacheliers liée elle-même au fort taux de réussite au baccalauréat à la session 2003.

Le nombre d'étudiants augmente fortement dans les formations de santé (+ 7,1 %) et en sciences économiques-gestion (+ 6,5 %). Le nombre d'étudiants de la filière STAPS augmente pour la deuxième année consécutive (+ 3,4 %) ; les nouveaux entrants sont particulièrement attirés par cette filière (+ 11,4 %). Les disciplines scientifiques attirent moins d'étudiants à la rentrée 2003 : les sciences fondamentales (- 0,7 %) avec une forte baisse des effectifs des nouveaux entrants (- 11,4 %) et les sciences de la nature et de la vie (- 1,1 %). En IUT, le nombre d'étudiants diminue pour la troisième année consécutive (- 1,5 %).

Les femmes représentent 56,4 % de la population universitaire. Alors qu'elles sont majoritairement représentées en premier cycle (57,2 %) et en deuxième cycle (58 %) ; elles ne sont que 51 % en troisième cycle. Cette tendance se confirme année après année depuis la rentrée 2000. Les femmes restent majoritaires en langues (76,1 %), en lettres-sciences du langage et arts (73,1 %). Elles restent minoritaires dans les formations à dominantes scientifiques : 27,8 % en sciences fondamentales et applications et 31,6 % en STAPS.

À la rentrée 2003, parmi les nouveaux entrants à l'université, 53,5 % ont 18 ans ou moins, 24,5 % ont 19 ans, 10,7 % ont 20 ans et 11,3 % ont 21 ans ou plus. Comme pour la rentrée 2002, à leur entrée à l'université les femmes sont plus jeunes que les hommes ; elles représentent 62,6 % des nouveaux entrants âgés de 18 ans ou moins.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 82 universités publiques et les centres universitaires de formation et de recherche (CUFR) de Nîmes et d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.) à l'exception des IUFM.

■ **Premier cycle.** Cycle de formation fondamentale et d'orientation ouvert aux titulaires du baccalauréat et d'une durée de deux ans, sanctionné par un DEUG. Les étudiants préparant une capacité en droit ou un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) sont comptabilisés dans cette rubrique. Les nouveaux bacheliers sont des étudiants inscrits en première année de premier cycle qui ont obtenu leur baccalauréat lors de la précédente session.

■ **Troisième cycle.** Cycle conduisant soit à la recherche (DEA, doctorat), soit à une plus grande spécialisation (DESS).

■ **La discipline IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **La discipline Sciences fondamentales et applications** regroupe les anciennes disciplines Sciences et structures de la matière et Sciences et technologie-sciences pour l'ingénieur.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6937, 6939, 6940, 6941, 6942.

« Les étudiants inscrits dans les 84 universités publiques françaises en 2003-2004 », *Note d'Information*, à paraître.

Les universités : disciplines, cycles, âge et sexe

6

1 Répartition des étudiants en université par sexe, cycle et discipline en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Premier cycle		Deuxième cycle		Troisième cycle		Ensemble	
	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes
Droit - sciences politiques	78 026	66,7	61 421	65,5	33 283	58,5	**172 730**	**64,7**
Sciences économiques - gestion (hors AES)	38 636	47,3	60 185	52,6	31 061	47,2	**129 882**	**49,7**
AES	31 484	59,7	21 763	61,6	804	64,2	**54 051**	**60,5**
Lettres - sciences du langage - arts	67 333	72,8	40 341	75,4	12 690	67,1	**120 364**	**73,1**
Langues	69 942	74,5	47 167	79,3	6 509	70,3	**123 618**	**76,1**
Sciences humaines et sociales	102 958	69,0	99 638	69,0	36 961	58,8	**239 557**	**67,4**
Pluri-lettres-langues-sciences humaines	-	-	1 469	82,5	10	50,0	**1 479**	**82,3**
Sciences fondamentales et applications	66 571	30,0	84 181	26,6	32 423	26,5	**183 175**	**27,8**
Sciences de la nature et de la vie	33 323	60,2	28 137	57,9	16 831	50,2	**78 291**	**57,2**
STAPS	28 067	31,3	17 989	32,0	1 646	33,8	**47 702**	**31,6**
Pluri-sciences	4 371	38,4	86	67,4	-	-	**4 457**	**38,9**
Médecine – odontologie	47 139	68,2	24 211	58,2	59 006	49,9	**130 356**	**58,1**
Pharmacie	10 597	68,9	5 046	68,7	10 638	65,2	**26 281**	**67,4**
IUT	113 722	39,6	-	-	-	-	**113 722**	**39,6**
Total France métropolitaine + DOM	**692 169**	**57,2**	**491 634**	**58,0**	**241 862**	**51,0**	**1 425 665**	**56,4**

2 Répartition des nouveaux entrants à l'université par sexe, âge et discipline en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	18 ans et moins		19 ans		20 ans		21 ans et plus		Ensemble	
	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes	Effectifs	% femmes
Droit - sciences politiques	16 618	73,9	7 618	64,9	3 162	63,2	3 636	57,6	31 034	68,7
Sciences économiques - gestion (hors AES)	8 006	54,4	3 776	39,8	1 595	38,7	1 862	43,3	15 239	47,8
AES	5 188	67,0	3 915	58,3	2 422	57,4	2 324	55,5	13 849	60,9
Lettres - sciences du langage - arts	11 429	83,9	5 242	73,3	3 035	69,4	4 726	65,7	24 432	76,3
Langues	14 951	85,2	6 373	75,3	3 003	67,8	4 921	63,0	29 248	77,5
Sciences humaines et sociales	19 817	77,4	11 217	70,5	5 410	64,4	6 529	60,2	42 973	71,3
Sciences fondamentales et applications	18 325	34,4	5 180	24,3	2 014	21,3	1 880	21,2	27 399	30,6
Sciences de la nature et de la vie	8 385	66,7	3 027	55,7	1 163	51,8	782	48,2	13 357	61,8
STAPS	6 073	38,7	4 098	28,2	1 853	22,5	1 139	19,8	13 163	31,5
Pluri-sciences	1 616	39,2	476	33,0	148	31,8	107	15,0	2 347	36,3
Médecine – odontologie	16 123	68,4	3 740	61,3	1 118	61,1	1 060	60,9	22 041	66,5
Pharmacie	3 200	75,2	753	63,6	240	57,1	279	67,4	4 472	71,8
IUT	24 290	42,4	15 275	35,1	5 603	32,4	3 320	36,3	48 488	38,5
Total France métropolitaine + DOM	**154 021**	**62,6**	**70 690**	**53,3**	**30 766**	**51,2**	**32 566**	**53,4**	**288 043**	**58,0**

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 112 283 étudiants préparent un diplôme universitaire de technologie (DUT) en France métropolitaine et dans les DOM. En tenant compte de la population préparant un diplôme national de technologie spécialisée (DNTS) ou un diplôme post-DUT, les effectifs des IUT atteignent 113 722. Les effectifs baissent pour la troisième année consécutive, y compris dans les préparations au DNTS et les formations post-DUT, suite à la création des licences professionnelles.
La capacité d'accueil des IUT s'est accrue avec la création de 7 départements, dont 5 dans le secteur tertiaire. C'est pour le département « Services et réseaux de communication » que les créations de départements ont été les plus nombreuses (+ 3). Ce mouvement s'accompagne d'une légère hausse du nombre de nouveaux entrants en première année à la rentrée 2003 (+ 0,7 %) ; hausse également, mais minime, des nouveaux bacheliers (+ 0,3 %). Les bacheliers généraux de la session 2003 préparant un DUT en 2003-2004 sont relativement moins nombreux cette année : ils représentent 65,8 % des nouveaux bacheliers en IUT (67,5 % en 2002-2003). En contrepartie, la part des bacheliers technologiques augmente et atteint 32,8 % (31,2 % en 2002-2003). La proportion de bacheliers professionnels reste très faible (1,4 %).
Les femmes représentent 39,5 % de l'ensemble des effectifs préparant un DUT. Globalement, elles sont majoritaires dans le secteur tertiaire (53,1 %). Inversement, elles représentent juste 20,7 % des effectifs du secteur secondaire, même si elles sont majoritaires dans les spécialités Chimie (55 %) et Génie biologique (65,5 %). Globalement, la proportion de femmes dans les spécialités du secteur secondaire s'est accrue de 2 points depuis 1996-1997, une augmentation identique à celle de l'ensemble des spécialités secondaires et tertiaires.
Hors formation continue, les IUT de France métropolitaine et des DOM ont délivré 48 877 diplômes universitaires de technologie en 2002.

DÉFINITIONS

■ **DUT.** Diplôme universitaire de technologie.

■ **IUT.** Les instituts universitaires de technologie, rattachés aux universités, ont été créés en 1965. 114 IUT fonctionnent à la rentrée 2003.
Contrairement aux informations de la page 6.1, les enseignements post-DUT dispensés par certains établissements (DNTS et diplômes post-DUT) ne sont pas dénombrés dans les tableaux 1 et 2 . Les effectifs comprennent l'ensemble des formations diplômantes (initiales, permanentes, continues et par apprentissage).

■ **Année spéciale post-premier cycle.** Les étudiants ayant déjà suivi un enseignement supérieur de deux ans sont admis en année spéciale post-premier cycle et reçoivent une formation d'un an à temps plein.

■ **Spécialités.** L'enseignement dispensé est assuré dans 25 spécialités. En seconde année, le choix est encore plus large : 34 options sont proposées aux étudiants. Un IUT est divisé en autant de départements qu'il prépare de spécialités.

■ **Diplôme national de technologie spécialisée (DNTS).** Créé en 1995 et dispensé au sein des IUT, le DNTS délivre une formation favorisant l'insertion professionnelle par la réalisation d'un projet d'entreprise. À la rentrée 2003, les IUT préparant à ce diplôme sont au nombre de sept.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Les résultats, observés à la date du 15 janvier 2004, sont issus du système SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant).
« Les effectifs dans les instituts universitaires de technologie – Année 2003-2004 », *Note d'Information*, à paraître.
Tableaux statistiques, n° 6251, 6345, 6417, 6649, 6720, 6845, 6893.
Notes d'information, 93.23, 94.27, 95.24, 96.23, 99.24. 00.42, 01 .54, 02.46, 03.53.

Les IUT par spécialité : diplômes, évolution

1 Répartition des effectifs préparant un DUT en 2003-2004 et des diplômés au DUT en 2002

(France métropolitaine + DOM)

	Étudiants en formation en 2003-2004			Rappel effectifs 2002-2003	Départements d'enseignement en 2003-2004	Diplômes délivrés	
	Hommes	Femmes	Total			en 2002 (1)	en 2001 (2)[rappel]
Chimie	1 554	1 896	3 450	3 565	19	1 471	1 481
Génie biologique	2 078	3 954	6 032	6 048	36	2 727	2 719
Génie chimique - génie des procédés	580	360	940	949	10	424	406
Génie civil	3 585	425	4 010	3 842	20	1 597	1 504
Génie électrique et informatique industrielle	9 363	513	9 876	10 295	54	4 149	4 149
Génie industriel et maintenance	2 004	121	2 125	2 351	24	932	979
Génie mécanique et productique	6 869	378	7 247	7 412	46	3 068	3 204
Génie des télécommunications et réseaux	3 021	211	3 232	3 072	24	1 209	1 116
Génie thermique et énergie	1 330	101	1 431	1 411	16	596	628
Génie du conditionnement et de l'emballage	102	88	190	158	4	48	…
Hygiène, sécurité et environnement	998	437	1 435	1 431	11	617	564
Mesures physiques	3 656	847	4 503	4 662	30	2 054	2 162
Organisation et génie de la production	1 496	305	1 801	1 891	21	841	828
Science et génie des matériaux	670	94	764	735	12	326	342
Métrologie contrôle qualité	63	21	84	80	1	42	29
Ensemble du secteur de la production	**37 369**	**9 751**	**47 120**	**47 902**	**328**	**20 101**	**20 111**
Carrières juridiques	338	1 846	2 184	2 187	8	963	891
Carrières sociales	586	1 951	2 537	2 466	13	1 148	913
Gestion des entreprises et des administrations	7 836	12 292	20 128	20 389	76	8 773	8 671
Gestion administrative et commerciale	457	861	1 318	1 215	10	524	383
Gestion, logistique et transport	1 846	1 154	3 000	3 091	22	1 363	1 410
Information - communication	929	3 103	4 032	4 036	18	2 052	2 093
Informatique	7 799	1 003	8 802	9 149	41	4 029	4 017
Services et réseaux de communications	2 135	764	2 899	2 716	29	809	663
Statistique et traitement informatique des données	776	599	1 375	1 505	11	634	635
Techniques de commercialisation	7 891	10 997	18 888	18 893	75	8 481	8 210
Ensemble du secteur des services	**30 593**	**34 570**	**65 163**	**65 647**	**303**	**28 776**	**27 886**
Total France métropolitaine + DOM	**67 962**	**44 321**	**112 283**	**113 549**	**631**	**48 877**	**47 997**

(1) Diplômes délivrés à l'issue de l'année 2001-2002.
(2) Diplômes délivrés à l'issue de l'année 2000-2001.

2 Évolution des effectifs préparant un DUT et des nombres de DUT délivrés

(France métropolitaine + DOM)

	Étudiants en formation			Diplômes délivrés à l'issue de l'année scolaire	Nombre de départements d'enseignement (4)
	Secteur de la production	Secteur des services	Total		
1975-1976 (1)	21 246	22 090	**43 336**	15 415	...
1980-1981 (1)	25 445	28 164	**53 609**	19 097	269
1985-1986 (1)	28 166	32 548	**60 714**	23 898	302
1990-1991 (1)	34 957	37 387	**72 344**	28 977	350
1991-1992 (1)	37 178	40 067	**77 245**	31 204	373
1992-1993 (1)	39 506	43 477	**82 983**	32 847	416
1993-1994 (1)	42 588	47 075	**89 663**	35 838	468
1994-1995 (1)	44 535	49 270	**93 805**	37 380	498
1995-1996 (2)	45 321	50 837	**96 158**	39 503	518
1996-1997 (2) (3)	48 370	57 251	**105 621**	39 837	546
1997-1998 (2) (3)	49 149	60 482	**109 628**	44 256	551
1998-1999 (2)	49 244	62 297	**111 541**	46 701	562
1999-2000 (2)	50 143	63 762	**113 905**	47 478	579
2000-2001 (2)	50 465	65 630	**116 095**	47 997	582
2001-2002 (2)	49 680	66 022	**115 702**	48 877	607
2002-2003 (2)	47 902	65 647	**113 549**		624
2003-2004 (2)	**47 120**	**65 163**	**112 283**		**630**

(1) Hors formation continue mais y compris année spéciale.
(2) Toutes formations confondues pour les effectifs et le nombre de départements.
(3) Répartition par secteur au prorata des effectifs en France métropolitaine.
(4) France métropolitaine jusqu'en 2000-2001.

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 226 écoles d'ingénieurs accueillent 98 000 élèves, soit 2,7 % de plus qu'à la rentrée précédente. Cette progression touche à la fois les secteurs public et privé avec une croissance des effectifs plus importante toutefois dans les écoles privées (+ 4,4 %). Ces écoles forment ainsi en 2003-2004 le quart des élèves ingénieurs. Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche forme néanmoins toujours la majorité des futurs ingénieurs (près de six sur dix), un peu plus du tiers de ces élèves étant inscrit dans une école interne ou rattachée à une université.

Le taux de féminisation de l'ensemble des écoles progresse à nouveau, atteignant 25 % en 2003-2004. Cette hausse touche l'ensemble des écoles mais plus particulièrement les écoles privées et les écoles publiques sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (+ 6,1 et + 5,8 points respectivement). La part de filles reste néanmoins très variable selon le type d'école. Bien qu'en légère hausse depuis ces cinq dernières années, l'ENSAM reste l'école la moins féminisée avec 11.3 % de filles à l'inverse des écoles d'ingénieurs sous tutelle des ministères en charge de l'Agriculture ou de la Santé, qui accueillent davantage de filles que de garçons.

Après deux années de relative stabilisation, le flux d'entrée progresse en 2003-2004 avec 33 400 nouveaux inscrits, soit 4,8 % de plus que l'an passé. Cette hausse touche principalement le secteur privé dont l'effectif de nouveaux inscrits a progressé de 8,1 % après deux années de moindre recrutement. À noter néanmoins cette année la présence d'une école de plus dans le champ des écoles privées.

La voie d'intégration la plus fréquente reste les classes préparatoires aux grandes écoles (46,3 % des élèves ingénieurs en sont issus), et particulièrement dans le secteur public relevant d'un autre ministère que l'Éducation nationale (66,3 %). Depuis plusieurs années cependant, les admissions à la suite d'un IUT ou d'une STS ne cessent de progresser, en particulier dans le secteur privé. Les admissions parallèles après un parcours universitaire sont quant à elles en léger recul.

DÉFINITIONS

■ **Écoles d'ingénieurs.** Ensemble des établissements publics et privés, quel que soit le ministère de rattachement, habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la Commission des titres d'ingénieurs. Toutes les écoles d'ingénieurs sont situées en France métropolitaine à l'exception de l'École nationale du génie rural, des eaux et forêts de Paris, qui possède une antenne à Kourou (Guyane), recensée cependant par l'intermédiaire de l'établissement-mère situé à Paris.

■ **Champ.** Les élèves inscrits en formation continue ne sont pas comptabilisés (les diplômes décernés à ce titre non plus), à l'exception des Centres d'études supérieures industrielles (CESI). Quelques écoles, majoritairement privées, possèdent un cycle préparatoire intégré mais les élèves ne sont pas ici comptabilisés comme élèves ingénieurs. À noter : cette année, les écoles d'ingénieurs internes ou rattachées aux universités et aux INP, les universités de technologie et l'École nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois ont été enquêtés par l'intermédiaire du Système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE). À terme, l'ensemble des écoles le seront.

■ **Les formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI).** Les élèves inscrits dans ces formations ne figurent pas dans les tableaux.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les écoles d'ingénieurs publiques et privées, année 2003-2004 », *Note d'Information*, à paraître.
« Les écoles d'ingénieurs, effectifs des élèves en 2003-2004, diplômes délivrés en 2002 à l'issue de l'année scolaire 2002-2003 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Voir aussi

Notes d'Information, 00.32, 02.03, 03.24, 03.25, 03.51.
Tableaux statistiques, n° 6714, 6787, 6850, 6898.

Les étudiants des filières d'ingénieurs 6

1 Répartition des effectifs des filières d'ingénieurs en 2003-2004 (1) (France métropolitaine + DOM) (2)

	Nombre d'écoles	Effectifs	Répartition (en %)	Progression/ 2002-2003	dont filles	Taux de fé-minisation	Progression filles/ 2003-2003
Écoles publiques sous tutelle du MENESR :							
Écoles internes ou rattachées aux universités	**65**	**21 996**	**22,4**	**1,7**	**5 854**	**26,6 %**	**0,3**
Écoles externes aux universités :	**49**	**35 308**	**36,0**	**3,0**	**8 500**	**24,1 %**	**10,0**
Instituts nationaux polytechniques	23	9 098	9,3	5,8	2 866	31,5 %	23,1
Universités de technologie	3	4 271	4,4	7,0	979	22,9 %	11,4
Instituts nationaux des sciences appliquées (INSA)	5	9 429	9,6	1,8	2 666	28,3 %	1,8
École nationale des arts et métiers (ENSAM) et assimilées (3)	3	4 189	4,3	3,4	473	11,3 %	2,6
Écoles centrales	4	4 310	4,4	3,0	871	20,2 %	7,4
Autres écoles	11	4 011	4,1	-4,3	645	16,1 %	2,2
Ensemble	**114**	**57 304**	**58,5**	**2,5**	**14 354**	**25,0 %**	**5,8**
Écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une autre collectivité, dont secteur :							
- de l'agriculture et de la pêche	15	4 296	4,4	-1,2	2 511	58,4 %	- 0,9
- de la Défense	11	3 930	4,0	2,0	591	15,0 %	4,6
- de l'industrie	8	3 526	3,6	2,3	881	25,0 %	4,3
- des télécommunications	3	1 953	2,0	-0,4	298	15,3 %	2,4
- de l'équipement, du transport, du logement	5	1 779	1,8	-0,9	439	24,7 %	1,4
- de la santé	1	29	0,0	20,8	22	75,9 %	37,5
- de l'économie et des finances	1	228	0,2	10,1	103	45,2 %	- 2,8
- Ville de Paris	2	415	0,4	7,2	153	36,9 %	14,2
Ensemble	**46**	**16 156**	**16,5**	**0,8**	**4 998**	**30,9 %**	**1,5**
Écoles privées	**66**	**24 534**	**25,0**	**4,4**	**5 141**	**21,0 %**	**6,1**
Ensemble des écoles d'ingénieurs	**226**	**97 994**	**100,0**	**2,7**	**24 493**	**25,0 %**	**5,0**

(1) Hors formation continue et formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI). (2) Voir rubrique « Définitions ». (3) L'ENSAM est considérée en 2003-2004 comme étant une seule école.

2 Évolution des effectifs des filières d'ingénieurs en formation initiale (1) (France métropolitaine + DOM)

	Étudiants en formation pendant l'année scolaire					Progression/ 2003-2002 (2)	
Types d'écoles	**1980-1981**	**1990-1991**	**2001-2002**	**2002-2003**	**2003-2004**	**Relative**	**Absolue**
Ensemble des écoles publiques relevant du MENESR :	**20 650**	**34 475**	**54 396**	**55 905**	**57 304**	**2,5**	**1 399**
Écoles internes aux universités	ND	12 234	20 421	22 330	21 996	1,7	371
Écoles externes aux universités	ND	22 241	33 975	33 575	35 308	3,0	1 028
Ensemble des écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale, dont secteur :	**8 127**	**10 865**	**15 147**	**15 953**	**16 156**	**0,8**	**135**
- de l'agriculture et de la pêche	2 506	3 078	4 129	4 348	4 296	- 1,2	-52
- de la Défense	2 347	3 238	3 833	3 852	3 930	2,0	78
- de l'industrie	1 083	1 571	3 292	3 380	3 526	2,3	78
- des télécommunications	666	1 302	1 888	1 960	1 953	- 0,4	- 7
- de l'équipement, du transport, du tourisme	1 246	1 338	1 619	1 795	1 779	- 0,9	- 16
- de la santé	25	18	21	24	29	20,8	5
- de l'économie et et des finances				207	228	10,1	21
- Ville de Paris	254	320	365	387	415	7,2	28
Écoles privées	**8 490**	**14 002**	**22 459**	**23 572**	**24 534**	**4,4**	**1 030**
Ensemble des écoles d'ingénieurs	**37 267**	**59 342**	**92 002**	**95 430**	**97 994**	**2,7**	**2 564**

(1) Hors formation continue et formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI). (2) Progression tenant compte des changements de type intervenus en 2003-2004.

3 Origine scolaire des nouveaux inscrits dans les filières d'ingénieurs (%)
(France métropolitaine + DOM)

	Bac	CPGE	DEUG	DUT, BTS	Licence, maîtrise	Ingénieur, 3° cycle	Autres	Total	Effectif
Écoles publiques sous tutelle du MENESR	20,5	42,9	6,3	15,1	5,1	1,5	8,5	100,0	19 441
Ensemble des écoles publiques sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale	1,5	66,3	2,7	2,6	8,5	9,3	9,1	100,0	5 697
Écoles privées	30,1	40,4	3,7	17,2	2,6	0,7	5,3	100,0	8 277
Total	**19,6**	**46,3**	**5,1**	**13,5**	**5,1**	**2,6**	**7,8**	**100,0**	**33 415**

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 228 écoles au total forment près de 80 600 personnes aux métiers du commerce, de la gestion et de la vente. Leur nombre a augmenté par rapport à 2002 : + 3 écoles entre les rentrées 2002 et 2003, résultant de 8 ouvertures et de 5 fermetures. Il s'agit également de la cinquième année consécutive de hausse pour l'effectif global des étudiants qui y sont scolarisés (+ 8,0 % entre 2002 et 2003). Mais si ces écoles ont la particularité commune de préparer aux professions du commerce, il existe néanmoins une grande hétérogénéité en ce qui concerne les formations qu'elles dispensent, les diplômes qu'elles préparent et le type d'étudiants qu'elles attirent. Avec 55 900 étudiants, les écoles du groupe I regroupant 71 établissements, constituent le contingent le plus important en termes d'effectifs. Ces derniers ont augmenté de + 16,3 % par rapport à l'an passé mais cette hausse est essentiellement due à l'entrée dans ce groupe de 16 écoles : sur le champ des 71 écoles concernées, les effectifs se sont accrus de + 5,6 % (soit + 5,2 % pour les écoles déjà dans le groupe I en 2002-2003 et + 9,6 % pour les écoles nouvellement intégrées). Ces écoles recrutent leurs élèves en premier lieu dans les classes préparatoires aux grandes écoles (28,5 %) puis chez les simples détenteurs du baccalauréat (20,4 %). Au nombre de 9, les écoles du groupe II comptent 3 900 étudiants. Elles recrutent principalement des titulaires du baccalauréat (14,8 %) ou d'un titre de niveau bac + 2 (15,0 %). Elles accueillent particulièrement de nombreux étudiants étrangers : 31,7 % de leur effectif total répartis pour les trois quarts dans seulement 2 écoles Alors qu'il inclut la plus grande quantité d'écoles, le groupe III forme seulement 20 593 étudiants (soit une densité moyenne de 147 étudiants pour une école contre 787 pour le groupe I). Ses écoles intègrent peu d'élèves issus de CPGE (0,8 %) mais de nombreux détenteurs de baccalauréats et de BTS ou DUT (respectivement 32,4 % et 33,4 %).

La féminisation progressive des effectifs, amorcée il y a plusieurs années se poursuit. Aujourd'hui, quel que soit leur groupe d'appartenance, les écoles de commerce forment presque autant de femmes que d'hommes : sur l'ensemble des effectifs, 47,2 % des étudiants sont des étudiantes contre 45,5 % en 2000.

DÉFINITIONS

■ **Les écoles de commerce et de gestion** sont des établissements privés ou consulaires. Elles sont au nombre de 220 en 2003-2004 et sont classées en trois groupes (I, II et III) :

– les écoles du groupe I (71 établissements) sont reconnues par l'État et leur diplôme est visé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;

– les écoles du groupe II (9 établissements) sont également reconnues par l'État, mais leur diplôme n'est pas visé par le ministère ;

– les écoles du groupe III (140 établissements) ne sont pas reconnues par l'État et leur diplôme n'est pas visé par le ministère.

■ **Les écoles de vente** (8 établissements) offrent des formations particulièrement axées sur les métiers de l'achat et de la vente.

■ **BTS, DUT.** Brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie.

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **DEUG, DEUST.** Diplômes d'études universitaires générales, diplômes d'études universitaires en sciences et techniques.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les écoles de commerce et gestion en 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Voir aussi

Tableaux statistiques, n° 6312, 6373, 6443, 6597, 6658, 6725, 6789, 6847, 6902.
Note d'Information, 01.12.

Les écoles de commerce, gestion et vente 6

1 Évolution des effectifs inscrits en commerce, gestion et vente
(France métropolitaine + DOM)

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Écoles de commerce, gestion et vente	46 128	50 668	47 293	46 987	51 329	56 303	63 905	70 363	74 680	80 619
Variation annuelle (en %)	-	9,8	- 6,7	- 0,6	9,2	9,7	13,5	10,1	6,1	8,0
Nombre d'écoles	193	257	233	227	217	224	230	234	225	228

2 Effectifs selon la catégorie d'établissement en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Effectifs 2003-2004						
Type d'établissement	Hommes	Femmes	Total	dont % femmes	dont % étrangers	Rappel effectifs 2002-2003	Évolution annuelle en %
Écoles de commerce et gestion :							
- groupe I	29 606	26 288	55 894	47,0	10,9	48 040	16,3
- groupe II	2 272	1 578	3 850	41,0	31,7	6 786	-43,3
- groupe III	10 495	10 098	20 593	49,0	12,9	19 570	5,2
Ensemble écoles de commerce et gestion	42 373	37 964	80 337	47,3	12,4	74 396	8,0
Écoles de vente	184	98	282	34,8	7,1	284	-0,7
Total général	**42 557**	**38 062**	**80 619**	**47,2**	**12,4**	**74 680**	**8,0**

(1) Sur les variations du champ concernant les groupes, voir « Présentation » ci-contre.

3 Niveau de formation des étudiants à leur entrée dans une école de commerce et gestion en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Groupe I		Groupe II		Groupe III		Ensemble commerce, gestion			
Origine	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%	Rappel 2001-2002	Évolution annuelle en %
Niveau terminale					12	0,1	12	0,0	51	-76,5
Baccalauréat	4 300	20,4	303	14,8	3 167	32,4	7 770	23,6	7 122	9,1
CPGE	6 020	28,5	52	2,5	81	0,8	6 153	18,7	5 612	9,6
BTS-DUT	2 865	13,6	199	9,7	3 262	33,4	6 326	19,2	5 831	8,5
DEUG-DEUST	647	3,1	108	5,3	424	4,3	1 179	3,6	1 123	5,0
2e cycle universitaire	1 894	9,0	194	9,5	1 179	12,1	3 267	9,9	2 906	12,4
3e cycle universitaire	539	2,6	69	3,4	114	1,2	722	2,2	791	-8,7
École d'ingénieurs	843	4,0	85	4,2	120	1,2	1 048	3,2	902	16,2
École de commerce	563	2,7	86	4,2	318	3,3	967	2,9	814	18,8
Autre origine	3 419	16,2	951	46,5	1 094	11,2	5 464	16,6	5 933	-7,9
Ensemble	**21 090**	**100,0**	**2 047**	**100,0**	**9 771**	**100,0**	**32 908**	**100,0**	**31 085**	**5,9**

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 72 100 étudiants sont inscrits en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). L'ensemble des effectifs est stable par rapport à 2002-2003 (+ 0,1 %).
Néanmoins, les filières connaissent des évolutions différenciées. Après quatre années de baisse (de 1997 à 2001), les effectifs des classes scientifiques croissent légèrement (+ 0,7 %) pour la troisième année consécutive. Avec plus de 45 000 étudiants, la filière scientifique rassemble 63,0 % des inscrits en classes préparatoires. À l'opposé, les effectifs des classes économiques et commerciales (16 100 étudiants), qui avaient augmenté le plus l'an passé, diminuent sensiblement cette année (- 1,5 %). Les effectifs des classes littéraires (10 500 étudiants) baissent très légèrement (- 0,4 %). L'enseignement public assure la formation de 84,5 % des étudiants inscrits en CPGE **1**.
En 2003-2004, 30 000 femmes, soit deux élèves sur cinq, sont inscrites en classes préparatoires. Depuis plusieurs années, les effectifs féminins augmentent (+ 13,8 % entre 1991 et 2003) alors que le nombre de garçons est en baisse (- 9,1 % sur la même période). En classes littéraires, la prépondérance des filles semble bien implantée : avec trois inscrits sur quatre, elles y sont largement majoritaires et leur proportion y est stable. Inversement, dans les préparations scientifiques, les filles sont peu nombreuses alors qu'on est proche de la situation de parité dans les classes économiques et commerciales. Néanmoins, ces deux filières se féminisent de plus en plus : la part de filles qui y sont inscrites est passée respectivement de 26,5 % et 53 % en 2000 à 28,5 % et 56,3 % en 2003 **2**.
En 2003-2004, sur 36 600 nouveaux étudiants inscrits en première année de CPGE, 95,4 % viennent d'obtenir un baccalauréat général, 4,0 % un baccalauréat technologique et 0,6 % proviennent d'autres filières de l'enseignement supérieur. Les bacheliers S sont les plus présents (trois entrants sur quatre). Ils remplissent la presque totalité des classes scientifiques et un peu plus de la moitié des classes économiques. Le nombre de bacheliers L entrant en CPGE est en baisse depuis cinq ans (10,1 % des entrants en 2003-2004 contre 13 % en 1997-1998). En revanche, les effectifs des bacheliers ES et de bacheliers technologiques qui jusqu'à présent s'accroissaient, manifestent cette année un léger fléchissement par rapport à 2002-2003 **3**.

DÉFINITIONS

■ **CPGE.** Les classes préparatoires aux grandes écoles constituent des formations de premier cycle de l'enseignement supérieur. Elles sont réparties en trois catégories :
– les classes scientifiques conduisent aux écoles d'ingénieurs, aux Écoles normales supérieures et aux Écoles nationales vétérinaires ;
– les classes économiques et commerciales préparent aux Écoles supérieures de commerce et de gestion, aux Écoles normales supérieures et au groupe des écoles nationales d'économie et de statistiques ;
– les classes littéraires préparent aux Écoles normales supérieures, à l'École nationale des chartes, aux Instituts d'études politiques et au groupe des écoles nationales d'économie et de statistiques.

■ **Champ.** Les élèves des établissements publics ou privés, en France métropolitaine + DOM.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Note d'Information, 04.16.
Tableaux statistiques, n° 6929.

Voir aussi

Notes d'Information, 98.19, 99.39, 00.18, 01.13, 03.29.
Tableaux statistiques, n° 6880, 6881, 6882.

6 Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

1 Évolution des effectifs d'élèves en CPGE (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Classes scientifiques	47 964	45 874	44 975	44 373	44 690	45 051	**45 385**
Évolution annuelle en %	- 1,1	- 4,4	- 2,0	- 1,3	0,7	0,8	**0,7**
Classes économiques et commerciales	14 443	15 076	15 506	15 778	15 738	16 376	**16 127**
Évolution annuelle en %	6,7	4,4	2,9	1,8	- 0,3	4,1	**- 1,5**
Classes littéraires	10 695	10 423	10 374	10 112	10 275	10 588	**10 541**
Évolution annuelle en %	0,9	- 2,5	- 0,5	- 2,5	1,6	3,0	**- 0,4**
Total CPGE	**73 102**	**71 373**	**70 855**	**70 263**	**70 703**	**72 015**	**72 053**
Évolution annuelle en %	0,6	- 2,4	- 0,7	- 0,8	0,6	1,9	**0,1**

2 Effectifs d'élèves en CPGE par année et par sexe en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Public			Privé			Public + Privé			
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	dont filles (%)
Éducation nationale :	**33 412**	**25 748**	**59 160**	**7 339**	**3 801**	**11 140**	**40 751**	**29 549**	**70 300**	**42,0**
Préparations scientifiques	26 562	11 289	37 851	4 939	1 247	6 186	31 501	12 536	44 037	28,5
Première année	12 976	6 256	19 232	2 453	678	3 131	15 429	6 934	22 363	31,0
Seconde année	13 586	5 033	18 619	2 486	569	3 055	16 072	5 602	21 674	25,8
Préparations économiques	4 747	7 020	11 767	2 127	1 978	4 105	6 874	8 998	15 872	**56,7**
Première année	2 485	3 650	6 135	1 042	1 029	2 071	3 527	4 679	8 206	57,0
Seconde année	2 262	3 370	5 632	1 085	949	2 034	3 347	4 319	7 666	56,3
Préparations littéraires	2 103	7 439	9 542	273	576	849	2 376	8 015	10 391	77,1
Première année	1 159	4 519	5 678	181	405	586	1 340	4 924	6 264	78,6
Seconde année	944	2 920	3 864	92	171	263	1 036	3 091	4 127	74,9
Autres ministères (1) :	**1 215**	**500**	**1 715**	**13**	**25**	**38**	**1 228**	**525**	**1 753**	**29,9**
Préparations scientifiques	951	397	1 348	-	-	-	951	397	1 348	29,5
Première année	427	162	589	-	-	-	427	162	589	27,5
Seconde année	524	235	759	-	-	-	524	235	759	31,0
Préparations économiques	162	55	217	13	25	38	175	80	255	31,4
Première année	90	36	126	7	11	18	97	47	144	32,6
Seconde année	72	19	91	6	14	20	78	33	111	29,7
Préparations littéraires	102	48	150	-	-	-	102	48	150	32,0
Première année	51	32	83	-	-	-	51	32	83	38,6
Seconde année	51	16	67	-	-	-	51	16	67	23,9
Total CPGE	**34 627**	**26 248**	**60 875**	**7 352**	**3 826**	**11 178**	**41 979**	**30 074**	**72 053**	**41,7**

(1) Tous ministères, y compris le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

3 Origine scolaire (en %) des élèves entrant en première année de CPGE en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Bacs généraux			Bacs techno.	Autres origines (1)	Total en %	Entrants 2002-2003	Progression annuelle
	Term. S	Term. ES	Term. L					
Préparations scientifiques	95,4	ns	ns	4,1	0,4	100,0	22 129	+ 1,3
Préparations économiques	51,2	39,9	1,0	6,7	0,9	100,0	8 228	- 4,4
Préparations littéraires	23,1	19,1	56,9	ns	0,9	100,0	6 310	- 0,8
Total CPGE	**73,0**	**12,3**	**10,1**	**4,0**	**0,6**	**100,0**	**36 667**	**- 0,4**

(1) Bac professionnel, université, IUT, vie active et autres.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, 234 200 élèves sont inscrits en sections de techniciens supérieurs (STS), DMA et classes de mises à niveau.
L'effectif de ces classes baisse légèrement pour la troisième année consécutive (- 0,5 %) avec chaque année, un fléchissement plus sensible pour les établissements privés (- 0,7 % en 2003-2004).
Les établissements publics relevant du ministère de l'Éducation nationale accueillent 151 000 élèves et forment plus de six étudiants sur dix inscrits en STS. Le ministère de l'Agriculture (19 600 élèves) forme près de 8 % des étudiants.
Ce secteur concourt particulièrement à la baisse générale des effectifs constatée ces dernières années : le nombre d'élèves inscrits en STS relevant du ministère de l'Agriculture a diminué de 5 % entre les rentrées 2002 et 2003 et de 4,8 % entre 2001 et 2002.
Depuis plusieurs années déjà, on dénombre à peu près autant de femmes que d'hommes en STS et assimilés. Les écoles de l'enseignement public sont significativement moins féminisées que celles du privé (48 % contre 5 %), car elles offrent plus souvent des formations industrielles, davantage suivies par les garçons. Les formations dépendant du ministère de l'Agriculture (BTS agricoles) ont le taux de féminisation le moins élevé (34,0 %).
Les STS et assimilés sont particulièrement fréquentées par les bacheliers technologiques : en première année, ils représentent 55,7 % des effectifs totaux alors qu'ils constituent seulement 28,4 % des admis au baccalauréat 2003 (toutes séries). Parmi ces bacheliers technologiques, se dégagent plus précisément deux viviers principaux. Avec 57,4 % des effectifs, les STI représentent le contingent le plus important au sein des STS du domaine de la production. Parallèlement, ce sont les STT qui sont les plus nombreux dans les STS du domaine des services (44,3 %). À peine deux élèves sur dix en STS sont des bacheliers généraux alors qu'ils sont un peu plus de la moitié des admis au baccalauréat. Parmi eux, ce sont les bacheliers ES qui intègrent le plus les STS, essentiellement dans les filières du domaine des services : 10,1 % des bacheliers ES de la session 2003 se sont inscrits en STS contre 5,5 % des bacheliers S et 9,2 % des bacheliers L. Le nombre des bacheliers professionnels progresse très sensiblement chaque année : 12,1 % d'entre eux de la session du baccalauréat 2003 se sont orientés en STS contre 10,5 % de la session 2002.

DÉFINITIONS

■ **STS.** Sections de techniciens supérieurs. Ce sont des classes de lycée qui préparent après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS).

■ **Classes de mise à niveau.** Ces classes s'adressent aux élèves des BTS « Arts appliqués » et « Hôtellerie-restauration »

■ **DMA.** Diplômes des métiers d'art préparés en deux ans après le baccalauréat. Ils forment des professionnels spécialistes de la conception.

■ **Champ**. Les élèves des établissements publics ou privés sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, ou dépendant d'autres ministères, en France métropolitaine + DOM.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6930.

Voir aussi

Notes d'Information, 96.25, 97.20, 98.10, 99.21, 01.03, 01.17, 02.47.

Les sections de techniciens supérieurs (STS)

1 Évolution des effectifs d'élèves dans les STS, classes de mise à niveau et DMA
(France métropolitaine + DOM)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Sections de techniciens supérieurs						
Public (1) :						
Effectifs	165 729	166 748	166 435	165 464	164 641	163 904
Variation annuelle en %	-	0,6	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,4
% par rapport à l'effectif total	70,1	69,8	69,7	69,8	69,9	70,0
Privé :						
Effectifs	70 590	72 073	72 488	71 449	70 818	70 291
Variation annuelle en %	-	2,1	0,6	- 1,4	-0,9	- 0,7
% par rapport à l'effectif total	29,9	30,2	30,3	30,2	30,1	30,0
Public + Privé :						
Effectifs	236 319	238 821	238 923	236 913	235 459	234 195
Variation annuelle en %	-	1,1	0,0	- 0,8	- 0,6	- 0,5
% par rapport à l'effectif total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris EREA, qui comptent 45 inscrits en STS en 2003-2004.

2 Effectifs d'élèves (STS, classes de mise à niveau et DMA) par année et par sexe en 2003-2004
(France métropolitaine + DOM)

	Public			Privé			Public + Privé			
Types de préparation	**Garçons**	**Filles**	**Total**	**Garçons**	**Filles**	**Total**	**Garçons**	**Filles**	**Total**	**dont filles (%)**
Éducation nationale										
Éducation nationale :										
Classes de mise à niveau	496	1 324	1 820	660	1 053	1 713	1 156	2 377	3 533	67,3
STS en 1, 2 et 3 ans	75 874	72 582	148 456	25 023	34 425	59 448	100 897	107 007	207 904	51,5
DMA en 2 ans	258	489	747	53	29	82	311	518	829	62,5
Total Éducation nationale	**76 628**	**74 395**	**151 023**	**25 736**	**35 507**	**61 243**	**102 364**	**109 902**	**212 266**	**51,8**
Agriculture :										
STS en 1 et 2 ans	8 458	4 423	12 881	4 457	2 233	6 690	12 915	6 656	19 571	34,0
Total Agriculture	**8 458**	**4 423**	**12 881**	**4 457**	**2 233**	**6 690**	**12 915**	**6 656**	**19 571**	**34,0**
Autres :										
Classes de mise à niveau	-	-	-	84	190	274	84	190	274	69,3
STS en 2 et 3 ans	-	-	-	857	1 171	2 028	857	1 171	2 028	57,7
DMA en 1 et 2 ans	-	-	-	32	24	56	32	24	56	42,9
Total effectif Autres	**-**	**-**	**-**	**973**	**1 385**	**2 358**	**973**	**1 385**	**2 358**	**58,7**
Ensemble effectif STS	**85 086**	**78 818**	**163 904**	**31 166**	**39 125**	**70 291**	**116 252**	**117 943**	**234 195**	**50,4**

3 Origine scolaire des élèves entrant en première année de STS, classes de mise à niveau et DMA en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Bacs généraux			Bacs technologiques			Bac	Autres	Total	Entrants
	Term. S	Term. ES	Term. L	Term. STI	Term. STT	Autres	pro.	origines (2)	en %	2003-2004
Domaines technicoprofessionnels (1) :										
- disciplinaires (lettres et arts)				46,7				53,3	100,0	15
- de la production	7,5	1,2	2,2	57,4	1,3	4,9	13,5	12,1	100,0	33 343
- des services	6,1	10,1	5,3	2,1	44,3	5,7	8,8	17,5	100,0	74 710
Total	**6,6**	**7,4**	**4,3**	**19,2**	**31,0**	**5,5**	**10,2**	**15,8**	**100,0**	**108 068**

(1) Hors ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales ; hors DECF.
(2) Brevet de technicien, université, IUT, vie active et autres.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, les effectifs des IUFM sont en baisse (- 3 % hors formations spécialisées par rapport à l'année précédente), après deux années de croissance (+ 5 % en 2001 et + 6 % en 2002). Ce recul résulte d'une diminution dans le premier degré (- 8 %) et d'une quasi-stabilité des effectifs dans le second degré (+ 0,2 %).

Dans le premier degré, le nombre d'étudiants (année préparatoire) et de stagiaires (seconde année ou année de formation) diminue sensiblement. Le recul du nombre de stagiaires du premier degré marque un coup d'arrêt à quatre années de croissance consécutives.

C'est la première fois depuis 1997 que l'évolution dans le premier degré du nombre d'étudiants (- 7 %) est moins favorable que celle dans le second degré (+ 6 %). Après deux années de croissance, le nombre de stagiaires du second degré diminue à la rentrée 2003 (- 9 %). Cette année, une baisse analogue affecte les stagiaires du premier degré. Sept étudiants ou stagiaires sur dix sont des femmes. Elles représentent 82 % des étudiants et stagiaires du premier degré et 60 % du second degré.

La répartition des effectifs au sein des IUFM met en évidence un engouement un peu plus grand pour le professorat du second degré (65 % de l'effectif de première année), avec une prédilection pour les CAPES : 43 % contre 35 % pour le professorat des écoles. Dans huit IUFM sur trente et un, plus de sept étudiants de première année sur dix préparent un concours du second degré. Plus de 58 % des IUFM privilégient les préparations au CAPES. En Île-de-France, à l'IUFM de Paris, celles-ci représentent 78 % des effectifs de première année alors que dans les IUFM de Créteil et de Versailles, ce sont les préparations au professorat des écoles qui concernent le plus d'étudiants. Dans les DOM-TOM, ces dernières sont également importantes à l'exception de La Réunion où elles s'équilibrent.

DÉFINITIONS

■ **IUFM.** Instituts universitaires de formation des maîtres. Voir la rubrique « Définitions » en 6.2.

■ **Types de préparation.**

Concours du premier degré :

– CAPE : certificat d'aptitude au professorat des écoles ;
– CAPSAIS : certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaire ;
– diplôme de psychologue scolaire.

Concours du second degré :

– CAPES : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré ;
– CAPEPS : certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;
– CAPET : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique ;
– CAPLP : certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel ;
– CAFEP : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement privé ;
– CPE : conseiller principal d'éducation.

■ **Niveaux de scolarité. Sont comptabilisés en :**

première année (année préparatoire) :

– les étudiants de première année préparant un concours d'enseignement ;
– les étudiants de seconde année du cycle préparatoire au CAPLP ;
– les étudiants du cycle préparatoire au second concours interne de professeur des écoles ;

seconde année (année de formation) :

– les professeurs stagiaires ayant réussi les concours : CAPE, CAPES, CAPEPS, CAPET, CAPLP, CAFEP, et CPE ;
– les formations spécialisées des professeurs des écoles titulaires : CAPSAIS et diplôme de psychologue scolaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Année universitaire 2003-2004 :

« Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) - les effectifs en 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

« Les instituts universitaires de formation des maîtres », *Note d'Information*, à paraître.

Voir aussi

Tableaux statistiques, n° 6790, 6853, 6900. *Notes d'Information,* 01.45, 02.56, 03.54.

Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)

6

1 Évolution des effectifs des IUFM (France entière)

	1991-1992 (1)	1996-1996 (2)	2001-2002 (3)	2002-2003 (3)	2003-2004 (3)	(4) dont hommes	(4) dont femmes
1re année 1er degré (année préparatoire)	6 973	14 415	17 302	18 933	17 524	3 220	14 304
Évolution (%)		107 %	5 %	9 %	- 7 %		
2nde année 1er degré hors formation spécialisée des PE	15 168	13 028	17 631	19 472	17 806	3 099	14 707
Évolution (%)		- 14 %	19 %	10 %	- 9 %		
2nde année 1er degré y compris formation spécialisée des PE			19 140	21 039	19 097	3 479	15 618
Total 1er degré hors formation spécialisée PE	**22 141**	**27 443**	**34 933**	**38 405**	**35 330**	**6 319**	**29 011**
Évolution (%)		24 %	12 %	10 %	- 8 %	18 %	82 %
1re année du 2nd degré	21 553	44 232	31 923	31 419	33 182	13 352	19 830
Évolution (%)		105 %	- 7 %	- 2 %	6 %		
2nde année du 2nd degré	12 087	14 512	15 856	17 886	16 224	6 492	9 732
Évolution (%)		20 %	18 %	13 %	- 9 %		
Total 2nd degré	**33 640**	**58 744**	**47 779**	**49 305**	**49 406**	**19 844**	**29 562**
Évolution (%)		75 %	0 %	3 %	0,2 %	40 %	60 %
Total 1re année	**28 526**	**58 647**	**49 225**	**50 352**	**50 706**	**16 572**	**34 134**
Évolution (%)		106 %	- 3 %	2 %	1 %	33 %	67 %
Total 2nde année hors formation spécialisée PE	**27 255**	**27 540**	**33 487**	**37 358**	**34 030**	**9 591**	**24 439**
Évolution (%)		1 %	19 %	12 %	- 9 %	28 %	72 %
Total hors formation spécialisée PE	**55 781**	**86 187**	**82 712**	**87 710**	**84 736**	**26 163**	**58 573**
Évolution (%)		55 %	5 %	6 %	- 3 %	31 %	69 %
Total y compris formation spécialisée PE			**84 221**	**89 277**	**86 027**	**26 543**	**59 484**
Évolution (%)			5 %	6 %	- 4 %	31 %	69 %

(1) Source : enquête DGES à laquelle ont été retranchés les élèves-instituteurs en formation professionnelle spécifique à temps partiel. (2) Source : enquête DEP SISE. (3) Source : enquête DEP-SISE. (4) % : hommes (ou femmes) par rapport à l'effectif total en 2003-2004. PE : professeurs des écoles.

2 Répartition des effectifs des IUFM en 2003-2004 (y compris spécialisation des professeurs des écoles titulaires)

	Première année (préparatoire)						Seconde année (de formation)				
	1er degré	2nd degré	dont CAPES	dont CAPET	Total 1re année	dont CAFEP	1er degré	2nd degré	dont CAFEP	Total 2e année	Effectifs totaux
Aix-Marseille	740	1 561	988	158	2 301	110	650	816	-	1 466	3 767
Amiens	658	552	395	20	1 210	25	648	453	15	1 101	2 311
Besançon	491	604	346	94	1 095	13	364	348	-	712	1 807
Bordeaux	567	1 718	1 233	103	2 285	159	650	892	-	1 542	3 827
Caen	366	599	366	8	965	29	564	386	21	950	1 915
Clermont-Ferrand	339	696	423	49	1 035	51	273	413	18	686	1 721
Corse	124	194	129	-	318	-	63	41	-	104	422
Dijon	348	800	487	113	1 148	29	481	374	17	855	2 003
Grenoble	522	856	614	78	1 378	82	685	570	45	1 255	2 633
Lille	1 584	2 593	1 649	223	4 177	154	1 495	1 105	90	2 600	6 777
Limoges	219	514	321	13	733	4	137	177	-	314	1 047
Lyon	584	2 301	1 362	99	2 885	241	942	798	94	1 740	4 625
Montpellier	929	1 487	962	90	2 416	105	595	735	-	1 330	3 746
Nancy-Metz	881	1 162	684	130	2 043	23	886	712	13	1 598	3 641
Nantes	583	1 243	804	64	1 826	240	705	700	139	1 405	3 231
Nice	610	832	605	54	1 442	47	457	361	30	818	2 260
Orléans-Tours	668	1 011	726	53	1 679	50	871	581	26	1 452	3 131
Poitiers	460	846	559	52	1 306	24	523	439	16	962	2 268
Reims	498	507	317	51	1 005	21	381	371	8	752	1 757
Rennes	575	1 696	1 211	124	2 271	230	470	858	147	1 328	3 599
Rouen	573	899	561	61	1 472	37	520	441	9	961	2 433
Strasbourg	456	1 009	702	83	1 465	53	526	603	-	1 129	2 594
Toulouse	583	1 830	968	262	2 413	90	673	1 027	79	1 700	4 113
Total province	**13 358**	**25 510**	**16 412**	**1 982**	**38 868**	**1 817**	**13 559**	**13 201**	**767**	**26 760**	**65 628**
Paris	421	3 533	3 083	151	3 954	194	675	551	36	1 226	5 180
Créteil	937	1 253	604	128	2 190	19	1 848	988	33	2 836	5 026
Versailles	2 038	1 796	913	167	3 834	106	2 221	1 140	65	3 361	7 195
Total Île-de-France	**3 396**	**6 582**	**4 600**	**446**	**9 978**	**319**	**4 744**	**2 679**	**134**	**7 423**	**17 401**
Total France métro.	**16 754**	**32 092**	**21 012**	**2 428**	**48 846**	**2 136**	**18 303**	**15 880**	**901**	**34 183**	**83 029**
Guadeloupe	171	125	38	-	296	-	170	49	1	219	515
Guyane	109	36	10	26	145	-	167	7	-	174	319
Martinique	177	196	124	-	373	-	146	49	-	195	568
La Réunion	313	542	304	54	855	2	311	211	1	522	1 377
Total DOM	**770**	**899**	**476**	**80**	**1 669**	**2**	**794**	**316**	**2**	**1 110**	**2 779**
Total France métro. + DOM	**17 524**	**32 991**	**21 488**	**2 508**	**50 515**	**2 138**	**19 097**	**16 196**	**903**	**35 293**	**85 808**
Pacifique		191	150	-	191	-	-	28	-	28	219
Total France entière	**17 524**	**33 182**	**21 638**	**2 508**	**50 706**	**2 138**	**19 097**	**16 224**	**903**	**35 321**	**86 027**

PRÉSENTATION

En France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, l'origine sociale des étudiants français évolue très peu d'une année sur l'autre : les étudiants des catégories sociales les plus favorisées continuent à être fortement surreprésentés au détriment des jeunes de catégories sociales plus modestes : toutes formations confondues, 31,3 % des étudiants ont des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale, 10,8 % sont enfants d'ouvriers et seulement 2,4 % fils ou filles d'agriculteurs **1**.

À partir de la rentrée 2001, les statistiques des CPGE et STS prennent en compte les formations de l'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Dans ces filières, les enfants d'agriculteurs sont bien mieux représentés : en 2003-2004, 15,2 % des jeunes inscrits en CPGE et 24,5 % des étudiants en STS sont enfants d'agriculteurs, contre, respectivement, 2,0 % et 2,7 % en CPGE et STS sous tutelle des autres ministères. Plus d'un tiers des étudiants inscrits dans une formation longue (université hors IUT et CPGE) ont des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale ; ce phénomène est toujours plus accentué dans les CPGE et les disciplines de santé, où respectivement 45,3 % et 52,3 % des étudiants sont issus de cette catégorie sociale.

En revanche, les filières technologiques courtes, IUT et surtout STS, recrutent davantage parmi les enfants d'ouvriers et d'employés : ceux-ci représentent 31,4 % des inscrits en IUT et 37,9 % des effectifs en STS.

La poursuite d'études longues à l'université est plus encore le fait de jeunes dont les parents sont cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale : leur part passe de 32,3 % en 1er cycle et IUT à 37,4 % en 3e cycle. Inversement, alors que les enfants d'ouvriers représentent 13,6 % des étudiants inscrits à l'université les deux premières années d'études, cette part est inférieure à 4,9 % en 3e cycle **2**. Depuis dix ans, à l'université, sont moins bien représentés les enfants d'agriculteurs (- 1 point), d'artisans (- 2 points), d'ouvriers (- 2 points) et surtout de parents exerçant une profession intermédiaire (- 3 points). Les enfants dont les parents sont cadres supérieurs ou exercent une profession libérale sont un peu plus présents (+ 1 point), de même que ceux dont les parents sont employés (+ 2 points). Par contre, le nombre d'étudiants ayant des parents inactifs ou retraités a relativement progressé (+ 5 points).

DÉFINITIONS

■ **Professions et catégories sociales (PCS).** Nomenclature des professions et catégories sociales de l'INSEE de 1989.

■ **Universités.** Ensemble des UFR, écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, Instituts nationaux polytechniques (INP), l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), l'Observatoire de Paris et l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

■ **STS et CPGE.** Sont incluses dans le tableau **1** les sections de techniciens supérieurs (STS) et les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) publiques, quel que soit le ministère de tutelle, les CPGE et STS privées sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, ainsi que les effectifs des STS et des CPGE privées sous contrat, sous tutelle d'un autre ministère.

■ **Autres enseignements.** Ensemble des IUFM, des facultés privées et des écoles supérieures publiques et privées regroupant : les écoles d'ingénieurs dont les diplômes sont reconnus par la commission des titres, y compris les formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI), les écoles de commerce et de gestion, les écoles juridiques et administratives (écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration [IRA], etc.), les écoles artistiques et culturelles et les écoles à spécialisations diverses (vétérinaire, marine, journalisme, agriculture, etc.). Pour ces formations, la répartition par origine sociale est celle de 2000, sauf pour les IUFM. On ne connaît pas l'origine sociale des élèves des écoles paramédicales et sociales.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Universités

Tableaux statistiques, n° 6937, 6939, 6940, 6941, 6942, 6943.

« Les instituts universitaires de formation des maîtres en 2003-2004 », « Les étudiants inscrits dans les 84 universités publiques françaises en 2003-2004 », *Notes d'Information,* à paraître.

Non universitaire

Tableaux statistiques, n° 6929, 6930. « Statistiques sur les étudiants dans les écoles d'ingénieurs en 2003-2004 », « Statistiques sur les étudiants dans les écoles de commerce en 2003-2004 », à paraître.

Note d'Information, 04.16. « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Effectifs en 2003-2004 », « Les sections de techniciens supérieurs - 2003-2004 », à paraître.

L'origine socioprofessionnelle des étudiants français

6

1 Origine socioprofessionnelle des étudiants français dans les principales filières de l'enseignement supérieur en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

(%)

	Droit	Économie	Lettres	Sciences et STAPS	Santé	IUT	Université	CPGE (1)	STS (1)	Autres enseign. (2)	Ensemble
Agriculteurs	1,6	2,1	1,7	2,3	1,6	3,0	2,0	2,1	4,7	2,4	2,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,0	8,2	6,2	6,4	5,4	8,0	6,8	7,6	8,2	8,6	7,3
Professions libérales, cadres supérieurs	37,5	29,3	27,6	34,4	45,3	26,7	32,4	52,3	14,4	34,0	31,3
Professions intermédiaires	12,5	13,3	16,2	17,2	14,9	19,2	15,8	14,5	16,4	13,0	15,3
Employés	13,3	13,4	13,9	12,9	7,2	15,7	13,0	8,7	16,5	8,8	12,5
Ouvriers	8,8	12,4	11,0	10,7	5,2	15,7	10,6	5,1	21,4	5,9	10,8
Retraités, inactifs	12,1	13,2	13,3	9,3	6,8	7,8	11,1	6,4	13,2	7,3	10,5
Indéterminé	6,2	8,0	10,1	6,7	13,5	3,8	8,4	3,4	5,2	20,1	9,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs	**154 232**	**146 447**	**426 457**	**289 261**	**136 005**	**107 130**	**1 259 532**	**67 216**	**215 015**	**328 410**	**1 870 173**

(1) CPGE et STS publiques tous ministères, CPGE et STS privées du ministère en charge de l'agriculture et STS et CPGE privées sous contrat, sous tutelle des autres ministères.
(2) Répartition observée en 2000-2001 pour ces formations, sauf les IUFM.

2 Origine socioprofessionnelle des étudiants français dans les universités par sexe et par cycle en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

A – Répartition en effectifs

	Premier cycle et niveau premier cycle			Deuxième cycle et niveau deuxième cycle			Troisième cycle et niveau troisième cycle			Ensemble	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Agriculteurs	4 344	8 530	12 874	3 359	5 982	9 341	1 054	1 652	2 706	8 757	16 164
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	19 153	26 293	45 446	12 257	17 753	30 010	4 296	5 416	9 712	35 706	49 462
Professions libérales, cadres supérieurs	87 288	103 721	191 009	64 576	83 407	147 983	32 575	36 828	69 403	184 439	223 956
Professions intermédiaires	44 448	59 447	103 895	29 391	41 033	70 424	10 935	13 203	24 138	84 774	113 683
Employés	38 494	56 648	95 142	22 171	33 041	55 212	5 910	7 239	13 149	66 575	96 928
Ouvriers	31 510	48 783	80 293	17 778	26 207	43 985	4 189	4 928	9 117	53 477	79 918
Retraités, inactifs	25 974	38 560	64 534	21 430	30 776	52 206	11 013	11 742	22 755	58 417	81 078
Indéterminé	17 644	23 508	41 152	12 015	18 305	30 320	16 334	18 392	34 726	45 993	60 205
Ensemble	**268 855**	**365 490**	**634 345**	**182 977**	**256 504**	**439 481**	**86 306**	**99 400**	**185 706**	**538 138**	**721 394**

B – Répartition en pourcentages

	Premier cycle niveau premier cycle			Deuxième cycle niveau deuxième cycle			Troisième cycle niveau troisième cycle			Ensemble	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Agriculteurs	1,6	2,3	2,2	1,8	2,3	2,3	1,2	1,7	1,5	1,6	2,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,1	7,2	7,7	6,7	6,9	7,5	5,0	5,4	5,2	6,6	6,9
Professions libérales, cadres supérieurs	32,5	28,4	32,3	35,3	32,5	37,1	37,7	37,1	37,4	34,3	31,0
Professions intermédiaires	16,5	16,3	17,6	16,1	16,0	17,6	12,7	13,3	13,0	15,8	15,8
Employés	14,3	15,5	16,1	12,1	12,9	13,8	6,8	7,3	7,1	12,4	13,4
Ouvriers	11,7	13,3	13,6	9,7	10,2	11,0	4,9	5,0	4,9	9,9	11,1
Retraités, inactifs	9,7	10,6	3,6	11,7	12,0	2,9	12,8	11,8	12,3	10,9	11,2
Indéterminé	6,6	6,4	7,0	6,6	7,1	7,6	18,9	18,5	18,7	8,5	8,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

6 Les étudiants

PRÉSENTATION

La croissance de la population étrangère, amorcée à la rentrée 1999, se poursuit à un rythme de plus en plus soutenu dans les universités publiques françaises.
À la rentrée 2003, plus de 194 000 étudiants sont étrangers dans les universités de France métropolitaine et des DOM ; ils étaient 128 000 à la rentrée de 1985. À la rentrée 2003, les étudiants étrangers représentent 13,6 % des étudiants universitaires en France métropolitaine et DOM, soit une hausse de 1 point par rapport à 2002. Parmi ces étudiants étrangers, 71,8 % ne sont pas titulaires d'un baccalauréat. Rapportée à la hausse globale de 2,4 % des étudiants universitaires en 2003-2004, la hausse des étudiants étrangers non bacheliers contribue pour plus de la moitié à la hausse globale des effectifs.
Les étudiants africains sont majoritairement représentés parmi les étudiants étrangers, soit 51,7 %. Ces étudiants se dirigent de manière équivalente vers les disciplines scientifiques, littéraires et économiques. Parmi les étudiants africains, 65,4 % d'entre eux sont non bacheliers.
Les étudiants européens représentent 24,2 % des étudiants étrangers et sont davantage attirés par les études de lettres, arts et sciences humaines. 77,3 % des étudiants européens sont non bacheliers.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.
Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage). Entrent dans le champ les 82 universités publiques et les centres universitaires de formation et de recherche (CUFR) de Nîmes et d'Albi. Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.) à l'exception des IUFM.

■ **La discipline IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6938.
« Les étudiants étrangers en France », *Les Dossiers*, n° 153, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, juin 2004.

Les étudiants étrangers dans les universités (1)

1 Évolution des effectifs d'étudiants de nationalité étrangère dans les universités

(France métropolitaine + DOM)

	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Effectifs	128 141	131 901	126 366	121 298	118 470	118 433	125 688	137 505	154 749	174 864	**194 194**
dont non-bacheliers	79 487	84 990	74 746	71 157	68 592	67 704	71 428	83 987	100 371	120 192	**139 569**
Variation annuelle (%)		4,0	-3,5	-4,0	-2,3	0,0	6,1	9,4	12,5	13,0	**11,1**
Proportion d'étudiants étrangers (%)	13,5	11,4	8,7	8,4	8,4	8,5	9,0	9,8	11,3	12,6	**13,6**

2 Répartition des étudiants de nationalité étrangère dans les universités par origine et par discipline en 2003-2004 (rentrée 2003) (France métropolitaine + DOM)

	Droit	Sciences éco., AES	Lettres, sciences humaines	Sciences et STAPS	Médecine, pharmacie, dentaire	IUT	Total	% par nationalité	Dont femmes (en %)	Dont non-bacheliers (en %)
Europe	**6 884**	**7 651**	**22 043**	**5 813**	**3 745**	**945**	**47 081**	**24,2**	**68,0**	**77,3**
- Union européenne	**4 141**	**3 555**	**13 546**	**3 585**	**2 081**	**625**	**27 533**	**14,2**	**63,9**	**74,2**
dont :										
Allemagne	975	889	2 839	885	464	146	**6 198**	3,2	65,8	79,1
Italie	549	415	2 354	539	340	68	**4 265**	2,2	62,6	81,2
Espagne	388	445	1 797	580	264	94	**3 568**	1,8	64,8	77,3
Belgique	346	445	888	356	385	83	**2 503**	1,3	54,9	60,5
Grande-Bretagne	482	194	1 365	213	78	43	**2 375**	1,2	66,7	71,3
Grèce	429	161	1 255	196	83	6	**2 130**	1,1	71,7	86,5
Portugal	316	321	941	301	145	102	**2 126**	1,1	65,0	35,7
Luxembourg	234	289	701	289	221	2	**1 736**	0,9	47,1	80,9
- hors Union européenne	**2 743**	**4 096**	**8 497**	**2 228**	**1 664**	**320**	**19 548**	**10,1**	**73,8**	**81,7**
dont :										
Roumanie	517	899	1 300	657	823	44	**4 240**	2,2	72,8	87,2
Pologne	445	516	1 614	281	115	47	**3 018**	1,6	81,0	81,7
Bulgarie	460	756	1 140	322	99	8	**2 785**	1,4	71,2	87,3
Russie	274	537	1 234	215	109	30	**2 399**	1,2	80,5	86,4
Afrique	**10 891**	**22 091**	**23 714**	**27 056**	**12 209**	**4 447**	**100 408**	**51,7**	**37,3**	**65,4**
dont :										
Maroc	2 556	6 686	5 879	8 372	2 549	2 110	**28 152**	14,5	35,2	61,4
Algérie	1 582	2 511	5 527	6 596	4 571	383	**21 170**	10,9	35,3	72,6
Tunisie	671	1 804	2 096	2 699	1 324	173	**8 767**	4,5	38,2	70,2
Sénégal	1 047	2 164	2 198	1 800	273	441	**7 923**	4,1	35,2	68,1
Cameroun	706	905	783	1 207	668	199	**4 468**	2,3	47,4	55,1
Côte-d'Ivoire	706	1 182	691	684	325	95	**3 683**	1,9	42,6	52,5
Madagascar	286	1 077	547	640	619	132	**3 301**	1,7	53,8	56,6
Congo	511	616	646	527	303	236	**2 839**	1,5	36,7	60,1
Gabon	402	526	806	689	131	80	**2 634**	1,4	47,5	62,9
Bénin	332	698	261	448	177	112	**2 028**	1,0	32,6	68,6
Maurice	209	476	572	409	219	90	**1 975**	1,0	49,1	66,2
Asie	**2 494**	**7 144**	**12 711**	**6 318**	**3 800**	**1 018**	**33 485**	**17,2**	**51,7**	**80,7**
dont :										
Chine	421	4 150	4 238	2 149	164	377	**11 499**	5,9	56,4	92,8
Liban	413	653	745	1 361	1 047	40	**4 259**	2,2	37,1	66,7
Viêt Nam	167	754	684	708	241	192	**2 746**	1,4	53,1	80,6
Syrie	66	104	309	319	1 344	7	**2 149**	1,1	22,0	84,7
Turquie	338	426	762	278	96	87	**1 987**	1,0	54,1	54,0
Corée du Sud	106	106	1 522	110	36	26	**1 906**	1,0	68,9	79,3
Japon	121	107	1 374	76	29	4	**1 711**	0,9	70,7	91,6
Amériques	**1 455**	**1 238**	**7 447**	**1 656**	**855**	**172**	**12 823**	**6,6**	**61,4**	**79,2**
dont :										
États-Unis d'Amérique (USA)	203	129	2 071	117	22	20	**2 562**	1,3	72,0	90,1
Brésil	204	167	916	218	157	23	**1 685**	0,9	63,1	81,5
Colombie	202	182	989	207	74	12	**1 666**	0,9	63,0	80,0
Océanie	**26**	**28**	**161**	**25**	**11**	**1**	**252**	**0,1**	**63,5**	**79,8**
Apatrides ou non déclaré	**21**	**20**	**55**	**22**	**18**	**9**	**145**	**0,1**	**50,3**	**46,9**
Toutes nationalités	**21 771**	**38 172**	**66 131**	**40 890**	**20 638**	**6 592**	**194 194**	**100,0**	**48,8**	**71,9**
Proportion d'étrangers	12,6	20,8	13,6	13,0	13,2	5,8	**13,6**			

6 Les étudiants

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 245 000 étudiants étrangers sont inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les DOM, soit 10,7 % de plus qu'en 2002-2003. Alors que le nombre d'étudiants étrangers avait baissé entre les rentrées 1990 et 1998, les effectifs étrangers sont depuis en forte augmentation (+ 96 000 entre 1998 et 2003), bien supérieure à celle des étudiants français. La proportion d'étudiants étrangers est en effet passée sur la période de 7,0 % à 10,9 % dans l'enseignement supérieur français. Leur croissance explique ainsi les trois quarts de la hausse du nombre d'étudiants observée sur la période et plus de la moitié de celle observée à la rentrée 2003 dans l'ensemble du supérieur. Les filières courtes (sections de techniciens supérieurs [STS], IUT, formations paramédicales) et les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) accueillent relativement peu d'étudiants étrangers. À l'inverse, les étudiants étrangers représentent 13,6 % des étudiants à l'universités. Et si cette proportion n'est que de 9,6 % en premier cycle, elle atteint ensuite respectivement 13,9 % et 24,5 % des étudiants en deuxième et troisième cycles. Parallèlement, la part des étudiants étrangers qui ne sont pas titulaires d'un baccalauréat français augmente avec le degré d'études de la formation à l'université. L'origine géographique varie aussi avec celui-ci. Ainsi, on constate une plus forte représentation des étudiants originaires d'Asie en troisième cycle, où ils représentent 20,8 % des étudiants étrangers (inscrits), contre respectivement 17,4 % et 14,1 % en premier et deuxième cycles. De même, les étudiants originaires de l'Union européenne représentent 18,7 % des étudiants étrangers inscrits en deuxième cycle contre respectivement 12,8 % et 10,6 % de ceux en premier et troisième cycles.

DÉFINITIONS

■ **Filière de l'enseignement supérieur.** Voir définitions en 6.1 et 6.2.

■ **Étudiants étrangers.** Sont pris en compte dans les différentes enquêtes de recensement des étudiants inscrits en France ceux se déclarant de nationalité étrangère, ce qui inclut ceux ayant effectué leur scolarité du secondaire dans le système scolaire français. Il est possible de distinguer ceux n'étant pas titulaires d'un baccalauréat à l'université, mais pas dans les autres filières du supérieur.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.
Tableaux statistiques, n° 6938.
« Les étudiants étrangers en France », *Les Dossiers,* n° 153, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, juin 2004.

Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur (2)

1 Répartition des étudiants de nationalité étrangère dans les universités par origine et par cycle en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	1er cycle	dont non bacheliers (%)	2e cycle	dont non bacheliers (%)	3e cycle	dont non bacheliers (%)	Total
Union européenne (UE)	8 535	61,4	12 734	79,8	6 264	80,3	27 533
Europe hors UE	6 551	75,0	7 156	83,7	5 841	86,8	19 548
Afrique	35 134	55,7	34 942	66,9	30 332	74,9	100 408
Amériques	4 755	72,3	3 640	79,2	4 428	86,5	12 823
Asie	11 583	76,6	9 605	80,5	12 297	84,8	33 485
Océanie	110	81,8	90	77,8	52	78,8	252
Apatrides ou non déclaré	73	43,8	45	37,8	27	70,4	145
Total	**66 741**	**63,2**	**68 212**	**73,7**	**59 241**	**79,6**	**194 194**
En % du nombre total d'étudiants	9,6		13,9		24,5		13,6

2 Évolution du nombre d'étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur (France métropolitaine + DOM)

	1990-1991	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2003-2004 (6)
Universités et assimilés :	**131 901**	**118 435**	**125 706**	**137 559**	**154 749**	**174 864**	**194 194**	**13,6**
Disciplines générales et de santé	128 843	114 340	121 152	132 340	148 722	168 420	187 602	14,3
dont : formations d'ingénieurs universitaires (1)	490	708	798	1 010	1 268	1 782	2 142	8,6
IUT	**3 058**	**4 095**	**4 554**	**5 219**	**6 027**	**6 444**	**6 592**	**5,8**
IUFM				**477**	**408**	**408**	**510**	**0,6**
STS (2)	**5 969**	**7 463**	**8 249**	**8 292**	**8 782**	**9 716**	**9 657**	**4,1**
CPGE	**1 310**	**1 662**	**1 868**	**2 168**	**2 589**	**2 955**	**2 806**	**3,9**
Formations comptables non universitaires	234	361	356	385	415	435	457	6,0
Universités de technologie	**477**	**282**	**316**	**410**	**586**	**841**	**1 043**	**15,0**
dont : formations d'ingénieurs (1)	98	98	135	113	161	285	422	9,8
INP	**1 661**	**1 476**	**1 511**	**1 683**	**1 896**	**2 040**	**2 311**	**18,1**
dont : formations d'ingénieurs (1)	372	447	520	576	667	902	1 095	11,4
Autres formations d'ingénieurs non universitaires (1)	**1 789**	**2 495**	**2 907**	**3 342**	**4 072**	**4 503**	**5 409**	**8,2**
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	2 519	4 864	5 424	6 300	7 476	8 408	9 983	12,4
Écoles supérieures artistiques et culturelles (3)	5 328	3 516	5 317	5 303	6 146	6 721	7 457	12,1
Écoles paramédicales et sociales (4)	1 289	732	681	678	1 238	1 518	1 395	1,2
Autres écoles et formations (5)	8 671	8 014	8 107	8 011	8 352	9 161	10 078	11,9
France métropolitaine + DOM	**161 148**	**149 300**	**160 442**	**174 608**	**196 709**	**221 570**	**245 300**	**10,9**
En % du nombre total d'étudiants	**9,4**	**7,0**	**7,5**	**8,1**	**9,1**	**10,0**	**10,9**	

(1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.
(2) Y compris post-BTS et DSAA en 1990-1991.
(3) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication.
(4) Données estimées en 2003-2004 pour le social, estimation pour les données de la santé en 2001-2002.
(5) Groupe non homogène.
(6) En % du nombre total d'étudiants.

PRÉSENTATION

Si la quasi-totalité des bacheliers généraux poursuit des études supérieures l'année suivant l'obtention du baccalauréat, ils ne sont que quatre lauréats sur cinq des séries technologiques à entreprendre un tel cursus. Le taux d'accueil des bacheliers technologiques est stable cette année et se situe à 78,5 %.

L'université demeure la filière privilégiée des nouveaux bacheliers généraux. En 2003, le taux d'accueil des bacheliers généraux à l'université poursuit la hausse amorcée en 2002 après cinq années de baisse. Ce taux d'accueil à l'université (hors IUT) s'établit à 62,8 %. Dans les filières courtes, il baisse et atteint 10,6 % en IUT et 8 % en STS. L'orientation en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) concerne 13 % des bacheliers généraux, soit une diminution de 0,6 point par rapport à l'année précédente. Presque un bachelier technologique sur deux s'inscrit en STS. Le taux d'accueil des bacheliers technologiques augmente surtout en filière universitaire. Cette légère croissance se retrouve en disciplines générales, où s'orientent 18,1 % des bacheliers technologiques (17,8 % en 2002-2003).

Les bacheliers professionnels sont peu nombreux à poursuivre leurs études l'année suivant l'obtention du baccalauréat. Leur effectif progresse (20 100 en 2003), mais ils ne représentent que 21,9 % du nombre total de lauréats de la voie professionnelle. Les STS sont la filière qui accueille le plus grand nombre de bacheliers professionnels (14,4 %) avant les disciplines générales de l'université (6,3 %).

DÉFINITIONS

■ **Nouveaux bacheliers.** Il s'agit des bacheliers inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur l'année suivant l'obtention du baccalauréat.

■ **Accès à l'enseignement supérieur.** Un bachelier peut s'inscrire en même temps dans plusieurs formations, par exemple en CPGE et à l'université, ce qui explique que le total « baccalauréat général » soit supérieur au nombre de bacheliers 2003.

■ **Le champ « universités »** ne prend en compte que les 82 universités et les 2 centres universitaires de formation et de recherche. Il ne prend plus en compte :
- les 3 universités de technologies, les 3 instituts nationaux polytechniques et l'École nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois, comptabilisés avec les effectifs des écoles d'ingénieurs non universitaires (cycle prépa ou formation ingénieurs) ;
- les 3 établissements parisiens (IEP, INALCO, l'Observatoire et l'Institut de physique du globe de Paris) comptabilisés avec les effectifs des « formations et autres écoles de spécialités diverses ».

■ **Formations et autres écoles de spécialités diverses.** Cette rubrique regroupe des établissements, essentiellement privés, qui recrutent au niveau du baccalauréat.

■ **STS. Sections de techniciens supérieurs.** Cette filière n'intègre plus les préparations au diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF). Elles sont répertoriées dans les « formations et autres écoles de spécialités diverses ».

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **Formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI).** Effectifs pris en compte depuis 2002-2003.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6937, 6942.
« Les effectifs inscrits dans les écoles d'ingénieurs – 2003-2004 » , « Les effectifs inscrits dans les formations d'ingénieurs en partenariat – 2003-2004 », « Les effectifs inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel – 2003-2004 », « Les effectifs inscrits dans les écoles de commerce et de gestion – 2003-2004 », « Les effectifs inscrits dans les écoles d'enseignement supérieur non universitaire – 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

1 Taux de poursuite (%) des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur en 2003-2004

(France métropolitaine + DOM)

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL	Séries				Rappel
Établissements	L	ES	S	Total	2002-2003
Universités (1) :	77,4	72,4	72,6	73,5	73,7
Disciplines générales, de santé et formations ingénieurs	75,7	60,7	59,1	62,8	62,4
IUT production	0,0	0,1	9,0	4,5	4,9
IUT services	1,7	11,6	4,6	6,1	6,5
STS :	9,1	10,1	6,3	8,0	8,4
- production (2)	1,6	0,7	2,9	2,0	2,0
- services (hors DECF)	7,6	9,4	3,4	6,0	6,4
CPGE :	7,1	5,5	19,8	13,0	13,6
- économie	0,2	4,0	3,1	2,8	3,1
- lettres	6,9	1,5	1,1	2,3	2,4
- sciences (2)	0,0	0,0	15,6	7,9	8,1
Autres formations :	8,4	9,3	10,4	9,7	9,7
Écoles d'ingénieurs non universitaires (4)	0,0	0,0	4,0	2,0	1,9
- cycle prépa intégré	0,0	0,0	1,7	0,9	0,8
- formation ingénieurs	0,0	0,0	2,2	1,1	1,1
Formations d'ingénieurs en partenariat	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Écoles de commerce, gestion, vente, comptabilité	0,6	3,8	1,4	2,0	1,9
Facultés privées (5)	1,5	1,2	0,6	1,0	1,0
Écoles de notariat	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Écoles d'architecture	0,3	0,3	0,9	0,6	0,6
Écoles supérieures artistiques et culturelles	3,9	1,0	0,8	1,5	1,5
Écoles paramédicales (5)	0,7	1,3	1,3	1,2	1,2
Écoles préparant aux fonctions sociales (5)	0,2	0,3	0,0	0,2	0,2
Formations et autres écoles de spécialités diverses (6)	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3
Total baccalauréat général	**102,0**	**97,3**	**109,1**	**104,2**	**105,4**
Effectifs bacheliers 2003	51 893	81 068	135 374	268 335	258 192

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE	Séries				Rappel	Séries	Rappel
Établissements	STI	STT	Autres (3)	Total	2001-2002	prof.	2002-2003
Universités (1) :	25,4	32,2	21,2	28,1	27,3	7,0	6,6
Disciplines générales, de santé et formations ingénieurs	8,2	22,8	17,7	18,1	17,8	6,3	6,0
IUT production	15,6	0,1	3,0	4,6	4,3	0,2	0,2
IUT services	1,6	9,3	0,5	5,5	5,2	0,5	0,4
STS :	60,6	44,1	30,3	45,1	45,8	14,4	12,8
- production (2)	56,0	0,6	16,7	17,8	18,3	7,2	6,6
- services (hors DECF)	4,6	43,5	13,6	27,3	27,5	7,2	6,2
CPGE :	2,1	0,7	0,5	1,0	1,1	0,0	0,0
- économie	0,0	0,7	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0
- lettres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- sciences (2)	2,1	0,0	0,5	0,6	0,7	0,0	0,0
Autres formations :	2,2	3,0	9,5	4,2	4,2	0,6	0,6
Écoles d'ingénieurs non universitaires (4)	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
- cycle prépa intégré	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- formation ingénieurs	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Formations d'ingénieurs en partenariat	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Écoles de commerce, gestion, vente, comptabilité	0,2	0,8	0,2	0,5	0,5	0,1	0,0
Facultés privées (5)	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Écoles de notariat	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Écoles d'architecture	0,4	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Écoles supérieures artistiques et culturelles	0,8	0,4	0,5	0,5	0,5	0,2	0,3
Écoles paramédicales (5)	0,1	0,3	7,7	1,9	1,9	0,0	0,0
Écoles préparant aux fonctions sociales (5)	0,0	0,1	0,4	0,1	0,2	0,0	0,0
Formations et autres écoles de spécialités diverses (6)	0,5	1,1	0,5	0,8	0,8	0,1	0,2
Total baccalauréat technologique	**90,3**	**80,0**	**61,5**	**78,5**	**78,4**	**21,9**	**20,0**
Bacheliers 2003	35 271	76 098	31 430	142 799	141983	91 537	93 580

(1) Voir rubrique « Définitions ». (2) Y compris les CPGE ou les STS dépendant du ministère de l'Agriculture (ventilation des nouveaux bacheliers L/ES ou STI/STT en 2 séries pour ces STS, au prorata de la répartition sur le champ total). (3) STL, SMS, Hôtellerie, STAE, STPA, F11, F11', F12. (4) y compris les 3 universités de technologies, les 3 INP et l'ENS nature et paysage de Blois. (5) Résultats de l'année 2002-2003. (6) Y compris les 4 établissements parisiens (IEP, INALCO, Observatoire et Institut de physique du globe) et les diplômes préparatoires aux études comptables et financières (DPECF).

PRÉSENTATION

Les bacheliers généraux constituent la grande majorité des entrants de 2002-2003 en première année de premier cycle universitaire (74,0 %). Si la part des bacheliers technologiques parmi les entrants est nettement plus modérée (16,9 %), celle des lauréats d'une série professionnelle est très faible (2,3 %). Les étudiants bénéficiant d'une dispense du baccalauréat représentent 6,3 % des entrants **1**.

C'est dans la filière ingénieurs que la part des entrants titulaires d'un baccalauréat général est la plus forte (93,5 %). Majoritaires en médecine et en pharmacie (92,2 % et 90,1 %), ils sont également très nombreux en Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers et en Sciences fondamentales et applications (88,5 % et 85,5 %). En AES par contre, leur part est moins importante (52,1 %).

L'AES est aussi la discipline qui accueille le plus de bacheliers technologiques (31,8 %) parmi les entrants. De même, les titulaires d'un baccalauréat professionnel qui s'engagent dans un cursus universitaire se dirigent plus vers l'AES, où ils représentent 10,2 % des inscrits, que vers les autres disciplines.

Près des deux tiers des entrants de 2002-2003 en première année de premier cycle poursuivent dans la même discipline l'année suivante, qu'il s'agisse d'un redoublement ou d'un passage en deuxième année. À peine un entrant sur dix se réoriente vers une autre filière universitaire, tandis qu'un quart des entrants quitte, provisoirement ou définitivement, le système universitaire **2**.

C'est en IUT que le taux de poursuite dans la même discipline est le plus important (80,9 %). Il est très élevé dans la filière ingénieurs (76,3 %), mais également en pharmacie (79,2 %) et en médecine (73,0 %), disciplines dans lesquelles le passage en deuxième année est limité par le *numerus clausus*.

Dans les disciplines universitaires générales, le taux de poursuite dans la même filière varie fortement. Très élevé en STAPS (76,2 %), il reste important en Droit - Sciences politiques (64,7 %) et en Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers (64,4 %). Par contre, il est nettement moins fort en AES (52,3 %) et dans une moindre mesure en Langues (55,8 %) et en Lettres-sciences du langage-arts (57,9 %).

La réorientation vers une autre discipline universitaire est plus fréquente pour les entrants inscrits dans la filière ingénieurs (18,6 %), en Sciences fondamentales et applications (14,4 %) et en Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers (13,1 %). Par contre, en IUT et en STAPS, la part des réorientations est faible (5,1 % et 5,9 %).

Dans les disciplines universitaires générales, les étudiants sont plus nombreux à quitter l'université après un an en premier cycle en AES (34,3 %), Langues (32,5 %), qu'en STAPS (17,9 %) ou en sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers (22,5 %).

Les taux de sortie restent très faibles en filières ingénieurs (5,1 %) malgré une légère progression par rapport à l'an passé. Ils demeurent modérés en IUT, en médecine et pharmacie (entre 12,5 % et 15,7 %).

DÉFINITIONS

■ **Entrant.** Étudiant s'inscrivant pour la première fois en première année de premier cycle à l'université (y compris en IUT, écoles d'ingénieurs universitaires internes ou rattachées, diplômes d'université).

■ **Taux de poursuite dans la discipline.** Proportion d'entrants de 2002-2003 inscrits dans la même discipline l'année suivante, en 2003-2004. Il peut s'agir soit d'un passage en deuxième année, soit d'un redoublement en première année de premier cycle.

■ **Taux de réorientation.** Proportion d'entrants de 2002-2003 inscrits l'année suivante, en 2003-2004, dans une discipline universitaire différente de celle choisie initialement.

■ **Taux de sortie.** Proportion d'entrants de 2002-2003 non réinscrits à l'université l'année suivante.

■ **AES.** Filière administrative, économique et sociale des universités.

■ **STAPS.** Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

■ **Nouveaux cursus Licence – Master – Doctorat (LMD).** Afin de permettre le classement des nouveaux cursus LMD, la nomenclature des disciplines a changé pour l'année 2003-2004. Ainsi, la discipline Sciences fondamentales regroupe les disciplines Sciences et structures de la matière et Sciences et technologie – Sciences pour l'ingénieur. La pluridisciplinarité des formations a été prise en compte par la création de nouvelles disciplines. Les formations pluridisciplinaires scientifiques sont intégrées aux sciences fondamentales et applications. Les formations pluridisciplinaires de lettres, langues et sciences humaines et sociales ont été intégrées aux sciences humaines et sociales.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes SISE, Direction de l'évaluation et de la prospective.

Provenance et devenir un an après des entrants en 1re année de 1er cycle universitaire

6

1 Répartition (en %) des entrants de 2002-2003 en première année de premier cycle par filière et série de baccalauréat (France entière)

	Bacs généraux				Bacs technologiques			Autres		
	Littéraire	Économique	Scientifique	Total	STT	Autres bacs techno	Total	Bacs pro.	Dispensé sur titre	Total général
Droit - Sciences politiques	20,5	39,3	14,0	73,8	14,9	2,0	16,9	4,2	5,0	**100,0**
Sciences économiques - Gestion (hors AES)	1,6	44,5	29,4	75,5	8,0	1,2	9,2	3,0	12,3	**100,0**
AES	2,9	45,8	3,4	52,1	27,9	3,9	31,8	10,2	5,8	**100,0**
Lettres - Sciences du langage - Arts	51,2	11,5	10,2	72,9	5,7	4,5	10,2	2,7	14,1	**100,0**
Langues	42,5	20,8	9,2	72,5	12,0	2,1	14,1	2,8	10,6	**100,0**
Sciences humaines et sociales	25,6	32,8	12,2	70,6	12,2	8,6	20,8	4,2	4,4	**100,0**
Sciences fondamentales et applications	0,5	2,3	82,7	85,5	0,8	5,3	6,1	0,8	7,5	**100,0**
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers	0,3	0,5	87,7	88,5	0,3	7,5	7,8	0,6	3,1	**100,0**
STAPS	4,8	23,2	44,5	72,5	13,6	8,5	22,1	3,8	1,6	**100,0**
Médecine	0,8	1,5	89,9	92,2	0,5	3,6	4,1	0,2	3,5	**100,0**
Pharmacie	1,0	0,6	88,5	90,1	0,5	3,7	4,2	0,2	5,4	**100,0**
IUT	2,4	20,7	42,1	65,2	15,3	15,0	30,3	1,5	3,0	**100,0**
Ingénieurs	0,1	0,8	92,6	93,5	0,0	4,1	4,1	0,0	2,3	**100,0**
Total	**15,8**	**21,9**	**36,4**	**74,0**	**10,4**	**6,5**	**16,9**	**2,8**	**6,3**	**100,0**

2 Devenir un an après des entrants de 2002-2003 en première année de premier cycle universitaire (France entière)

	Poursuite dans la même discipline	Réorientation vers une autre filière universitaire	Non-réinscription à l'université	Total
Droit - Sciences politiques	64,7	9,6	25,8	**100,0**
Sciences économiques - Gestion (hors AES)	62,4	10,0	27,6	**100,0**
AES	52,3	13,4	34,3	**100,0**
Lettres - Sciences du langage - Arts	57,9	10,2	31,9	**100,0**
Langues	55,8	11,8	32,5	**100,0**
Sciences humaines et sociales	62,7	8,6	28,7	**100,0**
Sciences fondamentales et applications	62,1	14,4	23,6	**100,0**
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'univers	64,4	13,1	22,5	**100,0**
STAPS	76,2	5,9	17,9	**100,0**
Médecine	73,0	11,3	15,7	**100,0**
Pharmacie	79,2	8,3	12,5	**100,0**
IUT	80,9	5,1	14,0	**99,9**
Ingénieurs	76,3	18,6	5,1	**100,0**
Ensemble	**65,8**	**9,8**	**24,3**	**100,0**

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, le taux d'accès en deuxième cycle des inscrits en première année à l'université entre les années 1998-1999 et 2001-2002 est de 58,2 %, soit une progression de 2,1 points par rapport à l'année 2002. Lorsqu'on prend seulement en compte les bacheliers, l'augmentation est encore plus forte, le taux d'accès passant à 59,1 % (+ 2,3 points).
Entre 1992 et 1996, le taux d'accès au deuxième cycle des bacheliers est resté stable à 59 %. Il a connu ensuite un fléchissement jusqu'en 2002, interrompu seulement en 1998 et 1999 où il était remonté d'un point. Il retrouve donc en 2003 un niveau élevé, proche de celui du début des années quatre-vingt-dix **1**.
Les taux d'accès en deuxième cycle diffèrent selon les caractéristiques des étudiants lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur et la discipline. Il est ainsi de 72,3 % pour un bachelier ayant obtenu son baccalauréat « à l'heure » contre 48,5 % lorsqu'il a un an de retard et 29,4 % pour un retard de plus de un an **2**.
L'accès en deux ans des bacheliers passe en 2003 à 34 % (+ 2,1 points), reprenant ainsi sa progression interrompue depuis 2001, année à partir de laquelle il a légèrement diminué (- 1,4 point en 2001, - 0,4 point en 2002).
L'accès en deuxième cycle est bien moins fréquent pour les bacheliers technologiques ou professionnels que pour les bacheliers généraux, quel que soit l'âge auquel ils ont obtenu le baccalauréat. Le taux d'accès en deux ans des bacheliers professionnels augmente de près de un point par rapport à 2002, celui des bacheliers technologiques progresse de 2,2 points.
Le taux d'accès en cinq ans des non-bacheliers (47 %), nettement moins élevé que celui des bacheliers généraux, est cependant supérieur à celui des bacheliers technologiques et des bacheliers professionnels.
Le taux d'accès en deuxième cycle des bacheliers et non-bacheliers est meilleur en STAPS (65,5 %), Sciences (63,9 %) ou Économie - AES (62,2 %) qu'en Droit (53,2 %). Après seulement deux ans de premier cycle, c'est toujours en STAPS que l'accès au deuxième cycle est le plus élevé (42,4 %), bien avant les Sciences (31,6 %) et le Droit (26,6 %).

DÉFINITIONS

■ **Taux d'accès en deuxième cycle.** Probabilité pour un étudiant étant entré dans une discipline générale en 1re année de 1er cycle, d'accéder en 2e cycle. Les entrées directes en 2e année, les entrants en IUT ou en santé ne sont pas pris en compte.

■ **Méthodologie.** Le taux d'accès est un taux transversal, par opposition à un taux longitudinal ; il est obtenu par sommation de quatre taux (rapport de flux d'accédants à des flux d'entrants) qui décrivent l'accès en 2e cycle en deux, trois, quatre ou cinq années exactement. Les réorientations entre les disciplines générales universitaires sont prises en compte de la manière suivante : un étudiant qui s'est orienté d'une discipline « A » vers une discipline « B » n'est plus comptabilisé dans les entrants de la discipline « A » mais uniquement dans ceux de la discipline « B ».
Pour le taux de réussite au DEUG, qui complète l'information apportée par les résultats du taux d'accès en deuxième cycle, voir 8.7.

Avertissement : des changements dans les modalités d'identification et du suivi des étudiants induisent pour les années 1995-1996 à 1998-1999 des marges d'incertitude plus importantes que pour les autres années.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources
Enquêtes SISE, Direction de l'évaluation et de la prospective.

L'accès des bacheliers en deuxième cycle universitaire

6

1 Évolution du taux d'accès en deuxième cycle universitaire par série de baccalauréat (%)

(France entière)

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996(1)	1996-1997(1)	1997-1998(1)	1998-1999(1)	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Bac général	65,0	65,8	65,4	65,6	66,3	66,3	64,3	66,5	68,1	67,1	66,3	66,3	68,5
Bac technologique	25,8	26,3	27,2	26,7	25,4	24,4	21,0	21,2	22,5	21,9	22,7	23,4	25,2
Bac professionnel	0,0	4,8	11,5	13,7	12,4	12,3	9,5	9,1	8,5	7,7	8,5	8,4	8,9
Ensemble des bacheliers	**58,1**	**59,3**	**59,6**	**59,7**	**59,7**	**59,0**	**56,6**	**58,2**	**59,2**	**58,0**	**56,9**	**56,8**	**59,1**
Non-bacheliers	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	44,5	47,0
Ensemble des étudiants	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**56,1**	**58,2**

(1) *Cf.* **Avertissement** ci-contre.

2 Taux d'accès en deuxième cycle par discipline, filière de baccalauréat et âge au baccalauréat pour l'année universitaire 2003-2004 (1) (France entière)

Série de baccalauréat	Âge d'obtention du baccalauréat	Droit Taux d'accès en 5 ans	Droit Taux d'accès en 2 ans	Économie, AES Taux d'accès en 5 ans	Économie, AES Taux d'accès en 2 ans	Lettres, langues, sc. humaines Taux d'accès en 5 ans	Lettres, langues, sc. humaines Taux d'accès en 2 ans	Sciences Taux d'accès en 5 ans	Sciences Taux d'accès en 2 ans	STAPS Taux d'accès en 5 ans	STAPS Taux d'accès en 2 ans	Toutes filières Taux d'accès en 5 ans	Toutes filières Taux d'accès en 2 ans
Littéraire	« À l'heure » ou en avance	69,1	37,4	nc	49,9	72,4	50,8	nc	32,3	73,2	46,9	72,9	48,6
	En retard d'un an	40,0	15,0	84,1	32,6	51,7	29,2	79,8	19,1	52,2	28,2	50,9	27,2
	En retard de plus d'un an	28,7	7,0	56,3	23,0	40,7	22,4	41,8	17,6	34,7	9,3	39,5	20,0
	Ensemble	**58,2**	**29,1**	**97,7**	**38,6**	**63,8**	**42,4**	**85,8**	**24,1**	**60,1**	**34,7**	**63,7**	**40,1**
Économique	« À l'heure » ou en avance	69,1	41,7	75,1	44,5	74,3	48,8	70,2	28,6	73,8	47,7	73,1	45,5
	En retard d'un an	46,4	18,2	60,5	29,2	56,6	33,4	48,1	18,2	67,6	37,6	56,0	29,0
	En retard de plus d'un an	30,1	9,9	44,8	20,8	42,7	25,1	42,9	8,3	47,3	24,8	41,0	20,6
	Ensemble	60,9	33,8	68,0	37,9	66,3	42,3	59,9	23,2	68,3	41,5	65,5	38,7
Scientifique	« À l'heure » ou en avance	nc	67,3	nc	59,9	91,1	57,9	69,4	38,6	96,3	73,2	79,4	47,1
	En retard d'un an	71,0	32,3	nc	48,9	74,7	40,3	59,7	22,3	77,0	52,5	68,7	31,2
	En retard de plus d'un an	43,4	13,3	74,8	32,4	54,4	30,8	43,7	14,2	63,9	38,9	50,6	21,7
	Ensemble	**94,0**	**57,4**	**nc**	**54,5**	**83,5**	**51,3**	**65,5**	**33,6**	**86,0**	**62,1**	**74,6**	**41,6**
Technologique STT	« À l'heure » ou en avance	76,0	45,5	85,8	48,9	75,6	51,2	70,6	38,6	87,5	63,2	75,7	47,1
	En retard d'un an	47,7	19,0	72,4	33,6	56,1	31,8	60,3	21,3	71,4	45,2	58,7	29,2
	En retard de plus d'un an	32,0	9,4	53,6	23,9	43,2	24,3	43,0	12,6	56,1	31,9	44,1	20,8
	Ensemble	**66,1**	**36,6**	**78,8**	**42,2**	**67,2**	**43,6**	**65,5**	**33,3**	**78,1**	**53,2**	**68,5**	**40,3**
Autres technos	« À l'heure » ou en avance	19,5	6,0	42,7	13,4	29,2	11,6	57,1	10,8	36,1	15,2	31,5	11,0
	En retard d'un an	14,5	3,5	27,2	8,7	22,2	9,3	41,0	12,1	31,4	13,2	22,7	8,3
	En retard de plus d'un an	9,8	3,0	17,3	5,6	16,4	7,0	28,8	7,8	27,0	9,9	16,1	6,0
	Ensemble	**14,0**	**4,0**	**27,0**	**8,7**	**21,4**	**9,0**	**39,8**	**10,3**	**30,8**	**12,5**	**22,1**	**8,1**
Professionnel	« À l'heure » ou en avance	15,7	5,4	44,9	16,5	36,3	21,8	71,4	23,1	45,8	21,3	46,6	20,9
	En retard d'un an	13,0	4,1	33,5	12,7	24,6	14,2	44,3	13,2	46,7	19,9	31,7	13,8
	En retard de plus d'un an	7,5	2,7	22,0	9,8	18,2	9,4	24,3	8,6	30,8	11,5	20,3	9,0
	Ensemble	**11,3**	**3,8**	**31,5**	**12,4**	**25,6**	**14,7**	**45,6**	**14,7**	**39,9**	**16,9**	**31,5**	**14,1**
Tous bacs	« À l'heure » ou en avance	19,0	5,9	43,0	13,8	32,0	15,7	70,3	22,1	39,9	17,6	37,0	14,6
	En retard d'un an	14,3	3,6	28,0	9,2	23,0	10,9	44,0	13,1	36,5	15,5	25,4	10,0
	En retard de plus d'un an	9,5	3,0	17,9	6,2	17,0	7,8	24,7	8,5	28,5	10,6	17,5	7,0
	Tous âgesau bac	13,6	3,9	27,6	9,2	22,9	11,0	45,0	14,3	34,2	14,2	25,2	10,1
Non-bacheliers		24,9	3,2	79,9	2,9	50,0	9,1	74,4	10,8	88,9	13,5	54,8	6,6
Toutes populations		**4,8**	**2,2**	**7,7**	**2,4**	**14,9**	**5,4**	**16,8**	**8,4**	**27,6**	**5,9**	**11,8**	**4,1**

(1) Les taux d'accès en cinq ans peuvent être supérieurs à 100 %, étant la somme de quatre taux (*cf.* **Méthodologie** ci-contre). Dans ce cas, ils ne sont pas communiqués (nc).

PRÉSENTATION

À la rentrée qui suit l'obtention de leur baccalauréat, près de neuf nouveaux bacheliers interrogés sur dix dans le cadre du panel 1995 poursuivent leurs études : 84,6 % rejoignent l'enseignement supérieur, mais certains (3 %) s'inscrivent dans des formations professionnelles de niveau IV ou V, partent à l'étranger, voire refont une terminale.
L'évolution des orientations prises par les bacheliers, entre 1996 et 2002, se caractérise par une baisse des inscriptions en DEUG des bacheliers généraux au profit des IUT et des écoles recrutant directement après le baccalauréat. Les bacheliers S âgés de 18 ans ou moins sont les plus nombreux à se détourner du premier cycle universitaire, mais la désaffection touche exclusivement les disciplines scientifiques du DEUG. Cette baisse est particulièrement sévère parmi les filles, pour qui les DEUG scientifiques constituaient en 1996 la principale structure d'accueil.
Les bacheliers technologiques sont un peu moins souvent accueillis en STS, particulièrement lorsqu'ils sont en retard : ils se retrouvent alors plus souvent à l'université (près de un bachelier technologique âgé de 19 ans ou plus sur cinq). L'orientation des bacheliers technologiques s'améliore cependant : 83 % d'entre déclarent avoir pu s'orienter dans la filière de leur choix en 2002 (+ 6 points par rapport à 1996).
Les poursuites d'études des bacheliers professionnels sont en hausse sensible, mais plus de la moitié d'entre eux n'entament pas des études supérieures. Un sur quatre prépare un BTS à la rentrée suivant le baccalauréat : près de la moitié d'entre eux le fait par la voie de l'alternance, avec un contrat de qualification (31 %) ou d'apprentissage (17 %).
Les différences dans les choix d'orientation faits par les filles et les garçons restent aussi fortes en 2002 qu'en 1996 : les filles s'orientent moins souvent que les garçons dans une filière sélective, que ce soit en CPGE ou en IUT. Les intentions de poursuite d'études jusqu'à bac + 3 sont plus nombreuses en 2002 qu'en 1996 (+ 5 points). La moitié des élèves inscrits en STS a l'intention de poursuivre au-delà du BTS. Les inscrits en DEUG sont toujours nombreux à s'arrêter à bac + 4 (28 %). Par contre, les souhaits de poursuite jusqu'à bac + 5 stagnent (un nouvel étudiant sur quatre) et à peine un nouvel étudiant sur dix a le projet d'aller jusqu'à bac + 6 et plus.

DÉFINITIONS

■ **Sources.** Panel 1989 : un premier suivi de cohorte dans l'enseignement supérieur a été initié en 1996-1997 dans le cadre de la prolongation du panel de collégiens recruté en 1989 par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : les premiers d'entre eux étaient arrivés au baccalauréat en 1996 sans redoubler au cours de leur scolarité secondaire et l'échantillon avait été complété par des bacheliers en retard afin de reconstituer une cohorte représentative de l'ensemble des bacheliers 1996.
Panel 1995 : un nouveau panel de bacheliers a été mis en place par le ministère de l'Éducation nationale à la rentrée 2002. Il prolonge le panel de collégiens entrés en sixième à la rentrée 1995 et suivis par la DEP depuis cette date. Sur les 17 830 collégiens interrogés à partir de 1995, 4 783 élèves ont obtenu leur baccalauréat en 2002, sept ans après leur entrée en sixième, sans avoir jamais redoublé. Un échantillon complémentaire de 2 000 bacheliers généraux et technologiques arrivés au baccalauréat avec au moins un an de retard, ainsi que de bacheliers professionnels, a été constitué à partir des fichiers du baccalauréat afin de reconstituer une cohorte représentative de l'ensemble des bacheliers 2002.
Ces bacheliers ont été interrogés sur leur situation à la rentrée 2002, la formation suivie, leur orientation, leurs motivations, la façon dont ils vivent leur première année d'études, les difficultés qu'ils ont pu rencontrer, leurs projets, leur situation personnelle en termes de logement et de ressources. 5 648 questionnaires ont pu être exploités.

■ **Population étudiée.** Ces échantillons sont représentatifs de l'ensemble des bacheliers scolarisés en France métropolitaine (hors ministère en charge de l'Agriculture) ; les candidats individuels, ceux qui ont préparé leur baccalauréat en 1996 et en 2002 par correspondance ou par la formation continue ne sont pas représentés.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Note d'Information, 04.14.

Voir aussi

S. Lemaire, « Les bacheliers technologiques dans l'enseignement supérieur », revue *Éducation & formations,* n° 67, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective, mars 2004, pp. 33-49.

Le devenir des bacheliers 2002

1 Poursuite d'études des bacheliers 2002 selon le type de baccalauréat et l'âge (%)

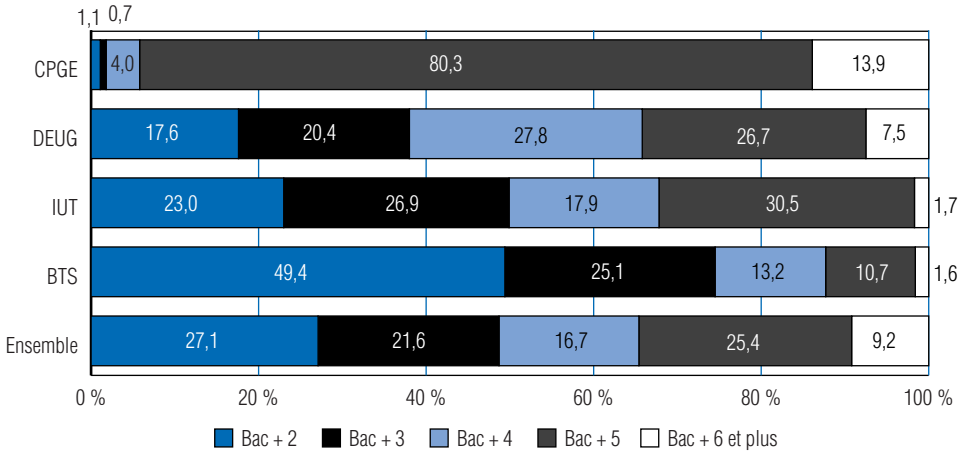
		CPGE (1)	DEUG/ PCEM	IUT	STS	Autre formations (y compris non supérieures)	Total poursuites d'études	Formation en alternance
Bacheliers généraux	« À l'heure »	20,5	51,4	11,5	5,7	9,9	99,0	0,9
	En retard	5,9	54,8	12,2	8,8	13,1	94,8	3,4
	Ensemble 2002	**16,0**	**52,4**	**11,8**	**6,6**	**10,9**	**97,7**	**1,7**
	Rappel 1996	15,2	57,4	10,2	7,5	7,9	98,2	0,8
Bacheliers technologiques	« À l'heure »	2,8	12,9	13,1	54,7	10,4	93,9	5,6
	En retard	1,0	18,5	9,0	47,9	12,9	89,3	8,2
	Ensemble 2002	**1,6**	**16,7**	**10,3**	**50,1**	**12,1**	**90,8**	**7,4**
	Rappel 1996	0,7	18,5	9,3	52,6	10,0	91,1	4,9
Bacheliers professionnels	**Ensemble 2002**	**-**	**8,4**	**0,5**	**24,9**	**10,6**	**44,4**	**15,9**
	Rappel 1996	-	4,2	1,3	17,5	8,3	31,3	9,9
Ensemble bacheliers	**Ensemble 2002**	**9,3**	**35,0**	**9,6**	**22,5**	**11,2**	**87,6**	**5,5**
	Rappel 1996	8,8	38,4	8,6	21,9	8,6	86,3	3,3

(1) Y compris les préparations intégrées des écoles d'ingénieurs.

2 Choix d'orientation des bacheliers S « à l'heure » ou en avance (%)

	Ensemble		Garçons		Filles	
	2002	1996	2002	1996	2002	1996
CPGE	31,0	32,0	38,8	40,1	22,9	22,5
DEUG	26,9	35,5	24,8	31,2	29,1	40,7
dont :						
DEUG sciences	15,1	24,9	14,7	22,0	15,5	28,4
DEUG non scientifiques	11,8	10,6	10,1	9,2	13,6	12,3
PCEM	16,2	14,5	8,7	9,4	24,1	20,5
IUT	13,9	9,1	18,9	12,5	8,6	5,1
Autres formations	12,0	8,9	8,8	6,8	15,3	11,2

3 Niveau d'études souhaité par les nouveaux bacheliers 2002 à l'entrée des principales filières



La formation continue

Réf.	Titre	Page
7.1	La formation continue : bilan global, évolution	190
7.2	La formation continue de l'Éducation nationale ; évolution	192
7.3	La formation continue de l'Éducation nationale par académie	194
7.4	La formation continue dans l'enseignement supérieur : bilan global	196

7 La formation continue

PRÉSENTATION

En 2001, la dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage s'élève à 21,9 milliards d'euros. Elle s'accroît de 1,8 % par rapport à 2000, et retrouve un rythme de croissance légèrement supérieur à celui qu'elle avait connu en 1998 et 1999 et qui était en moyenne de 1,6 % par an.

Ce redémarrage est dû pour l'essentiel à des dépenses de formation des régions en direction des jeunes de nouveau à la hausse, comme celles de l'UNEDIC en direction des chômeurs. En revanche, les dépenses de formation des entreprises en direction de leurs salariés, elles, augmentent moins vite qu'en 2000 (de 3,4 % au lieu de 4 %). Elles représentent toutefois 43,1 % de la dépense globale de formation continue. L'État, l'autre grand financeur final, a encore réduit légèrement ses dépenses en 2001, de 0,1 %. Les dépenses supportées par les ménages pour financer leur formation continue sont faibles (2,5 % de la dépense globale). Elles retrouvent cependant en 2001 le rythme moyen de croissance de plus de 10 % par an qu'elles avaient connu de 1997 à 1999 **1**.

Les jeunes représentent, à eux seuls, 26 % des bénéficiaires de la dépense de formation continue. Les demandeurs d'emploi ont également un poids plus important dans la population bénéficiaire de la formation continue (15 % de la dépense globale) que dans l'ensemble de la population. Il en est de même des agents de la fonction publique, même si la différence avec les autres actifs occupés est moins flagrante **2**.

L'ensemble des établissements de l'Éducation nationale réalisait, en 1999, 10 % du chiffre d'affaires du marché de la formation professionnelle, mais 25 % du chiffre d'affaires global réalisé par les établissements dont la formation professionnelle continue est l'activité principale. Entre 1999 et 2002, le chiffre d'affaires des GRETA s'est accru de 5,7 % malgré une baisse du nombre d'heures de formation effectuées par les stagiaires. Celui réalisé par les universités, les grandes écoles et les écoles d'ingénieurs connaît une hausse deux fois plus importante (12,7 %) et supérieure à celle du nombre de stagiaires qu'elles ont accueillis (7,6 %). Entre 1999 et 2002, le nombre moyen d'heures de formation effectué par les stagiaires diminue dans les GRETA (passant de 137,5 à 131,3). Il s'accroît en revanche dans les universités et les grandes écoles (de 123,2 à 129,2). Il reste donc beaucoup plus élevé dans l'Éducation nationale que dans l'ensemble des organismes dont la formation continue est l'activité principale **3**.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

DÉFINITIONS

■ **Formation continue.** La formation continue est une obligation légale depuis 1971. Elle a pour but d'assurer aux salarié, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles.

■ **Marché de la formation professionnelle.** Il est constitué par l'ensemble des organismes remettant chaque année à l'Administration, un Bilan pédagogique et financier. Il recouvre non seulement les organismes dont la formation des adultes et la formation continue est l'activité principale (NAF 804C), mais tous les organismes d'enseignement, les écoles de conduite et d'autres organismes dispensateurs de formation continue mais dont ce n'est pas l'activité principale. ***Pour 2000, l'activité de formation continue des universités n'a pu être recensée de façon exhaustive et nous ne disposons pas de données sur l'activité de formation continue du CNAM. Pour 2001, nous ne disposons pas non plus de données sur l'activité de formation continue du CNAM.***

■ **Financement de l'État.** Fonds provenant surtout du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ; y contribuent le Fonds national pour l'emploi (FNE), l'ANPE, le Fonds social européen (FSE), le budget de formation des agents de la fonction publique.

■ **Financement des collectivités territoriales.** La décentralisation des fonds publics est intervenue au 1er juin 1983 et a été confortée par la Loi quinquennale de décembre 1993, relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Les régions ont par ailleurs pris en charge, depuis le 1er janvier 1999, les formations qualifiantes et préqualifiantes des jeunes de moins de 26 ans.

■ **Financement des entreprises.** Prélèvement sur la masse salariale de 1,5 % au titre de la formation continue. On distingue le secteur « 1,5 % strict » : les entreprises participent soit directement, soit indirectement par les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), nationaux ou régionaux ; et le secteur « 1,5 % extensions » : formation pour les collectivités locales, les personnels hospitaliers, les artisans et les agriculteurs.

■ **Stagiaires en formation.** Le nombre des stagiaires pour une année donnée comptabilise toutes les personnes qui ont suivi un stage dont une partie s'est déroulée durant cette année (civile). Une partie des stagiaires suit, au cours de l'année, plusieurs stages et se trouve donc comptée plusieurs fois.

■ **Heures stagiaires, GRETA.** Voir 7.2, 7.3.

Sources

Comptes économiques de la formation professionnelle, ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale.
Premières synthèses, 03.05, n° 18.1, n° 18.2, DARES.

La formation continue : bilan global, évolution

1 Évolution de la dépense globale de formation continue (1) par financeur final

(millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001	Évolution 2001/2000	Structure (en %) en 2001
État	7 795	7 957	8 135	8 094	8 087	- 0,1 %	37,6
Régions	1 990	2 084	2 105	2 071	2 088	0,8 %	9,6
Autres collectivités territoriales	21,2	22,1	22,9	23,5	23,7	0,9 %	0,1
Autres administrations (y compris UNEDIC)	2 140	1 747	1 702	1 536	1 542	0,4 %	7,1
Entreprises	8 266	8 533	8 934	9 289	9 605	3,4 %	43,1
Ménages	436	498	535	531	599	**12,8 %**	2,5
Total	**20 642**	**20 841**	**21 434**	**21 543**	**21 944**	**1,8 %**	**100,0**

(1) Y compris formation des apprentis.
Source : DARES, comptes économiques de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Les séries 1996 à 1999 ont été révisées.

2 La dépense globale par public bénéficiaire (millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001	Structure en 2001
Jeunes (1)	4 648	5 089	5 361	5 520	5 666	26
Demandeurs d'emploi	4 226	3 836	3 656	3 352	3 248	15
Agents de la Fonction publique	3 571	3 557	3 694	3 743	3 787	17
Autres actifs occupés	7 947	8 108	8 452	8 693	8 959	41
Total	**20 393**	**20 589**	**21 163**	**21 309**	**21 660**	**100**

(1) Âgés de moins de 26 ans pris en charge par les Conseils régionaux.
Source : DARES, données provisoires pour 2001.

3 L'activité de formation continue de l'Éducation nationale en 1999, 2001 et 2002

	Chiffre d'affaires (millions d'euros)			Nombre de stagiaires			Nombre d'heures-stagiaires (en milliers)		
	1999	2001	2002	1999	2001	2002	1999	2001	2002
GRETA (et CAFOC)	396,8	410,0	419,3	508 800	506 000	503 400	70 000	66 100	66 100
Enseignement supérieur	248,7		244,4	410 500		400 600	49 700		56 200
-dont universités et grandes écoles	172,6	178,1	194,5	301 400	312 020	324 200	37 150	37 870	41 900
Total Éducation nationale	**645,5**		**663,7**	**919 300**		**904 000**	**119 700**		**122 300**

Source : Direction de l'évaluation et de la prospective.

La formation continue

PRÉSENTATION

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche tient traditionnellement une place importante dans les actions de formation continue et notamment dans la promotion sociale. À la suite des lois de 1971, s'est mis en place progressivement un réseau chargé d'organiser et de gérer les actions de formation continue pour les divers publics.

Après que leur effectif a fortement augmenté jusqu'en 2000, les stagiaires financés par les entreprises ou par eux-mêmes voient leur nombre diminuer de - 7,5 % entre 2001 et 2002. Ils représentent toutefois près de la moitié du total des effectifs (48,7 %). Le nombre de stagiaires financés par l'État augmente, lui, de 17 100 en 2002, soit beaucoup plus fortement que les actions financées par les collectivités territoriales **1** **2** . Malgré la perte de 3 000 stagiaires, le volume d'heures-stagiaires global reste pratiquement le même en 2002 qu'en 2001. La diminution du nombre d'heures-stagiaires financées par les collectivités territoriales (essentiellement les régions) de 2,8 % en 2002 est en effet compensée par une hausse de 6,2 % des heures-stagiaires financées par l'État. **3** .

Comme pour l'ensemble des organismes de formation, cette absence de concordance entre l'analyse des heures-stagiaires et celle des stagiaires est due à la différence des durées moyennes des stages ; ceux financés par les fonds publics des collectivités territoriales ont une durée nettement supérieure à ceux financés par les entreprises assujetties (150 heures en moyenne) mais ont, contrairement à ces derniers, vu leur durée moyenne diminuer fortement, passant de 212 heures en 2001 à 208 en 2002.

DÉFINITIONS

■ **Le réseau « Formation continue » des établissements du second degré du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**

Au niveau de l'administration centrale :

– le service de formation continue, rattaché à la Direction de l'enseignement scolaire (DESCO), qui s'occupe des actions menées dans les établissements du second degré.

Au niveau académique :

– la Délégation académique à la formation continue (DAFCO), qui est responsable de l'activité de formation continue dans l'académie sous l'autorité du recteur ;

– le Centre académique de formation continue (CAFOC) qui forme les conseillers en formation continue (CFC) et participe à la formation continue du réseau en faisant essentiellement de la formation de formateurs. Ceux-ci ont été regroupés avec d'autres organismes au sein d'un groupement d'intérêt public (GIP) académique.

■ **Les établissements publics d'enseignement.** Peu d'établissements du premier degré organisent des actions de formation continue. Les établissements du second degré sont essentiellement regroupés en groupements d'établissements (GRETA). Au sein des GRETA, ce sont les CFC qui assurent la mise en place des actions.

■ **Heures-stagiaires.** (Stagiaires) X (Durée en heures des stages). Certaines actions réalisées dans les établissements d'enseignement secondaire, étant cofinancées par deux ou trois types de financeurs, l'effectif d'ensemble peut comprendre des doubles comptes.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

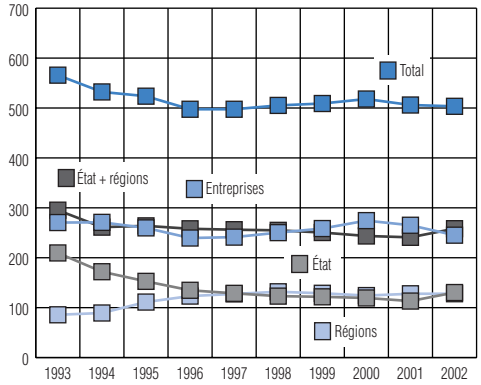
Sources

Note d'Information, 04.11.

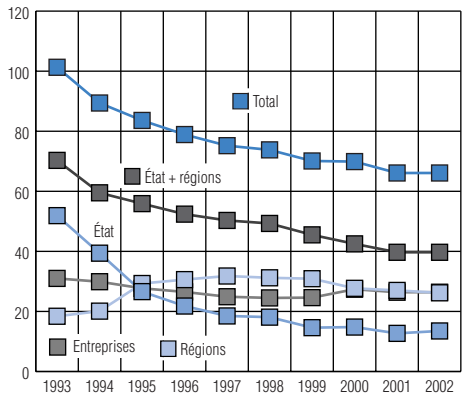
1 Bilan de la formation continue dans les établissements secondaires (GRETA)
(France métropolitaine + DOM)

	1976	% du total	2001	% du total	2002	% du total
Stagiaires (milliers) :						
État	141,0	62,9 %	113,2	22,4 %	130,3	25,9 %
Régions			127,8	25,2 %	127,9	25,4 %
Entreprises et individus	83,0	37,1 %	265,1	52,4 %	245,2	48,7 %
Total	**224,0**	**100,0 %**	**506,0**	**100,0 %**	**503,4**	**100,0 %**
Heures-stagiaires (millions) :						
État	37,2	85,1 %	12,7	19,2 %	13,5	20,4 %
Régions			27,0	40,8 %	26,2	39,6 %
Entreprises et individus	6,5	14,9 %	26,4	40,0 %	26,4	40,0 %
Total	**43,7**	**100,0 %**	**66,1**	**100,0 %**	**66,1**	**100,0 %**
Volume financier (millions d'euros) :						
État	25,8	66,8 %	70,8	17,3 %	78,1	18,6 %
Régions			123,9	30,2 %	123,4	29,4 %
Entreprises et individus	12,8	33,2 %	215,3	52,5 %	217,8	51,9 %
Total	**38,6**	**100,0 %**	**410,0**	**100,0 %**	**419,3**	**100,0 %**

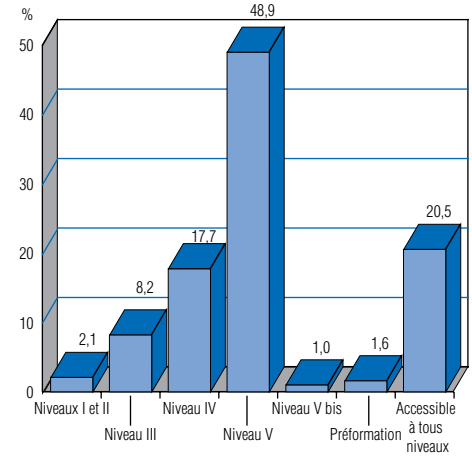
2 Stagiaires du réseau des GRETA (en milliers)



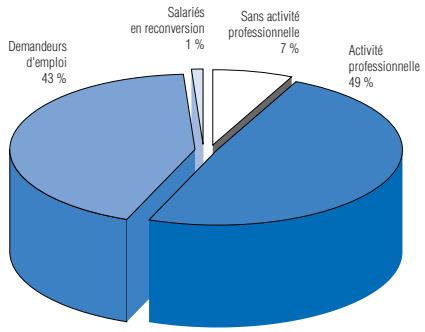
3 Heures-stagiaires du réseau des GRETA (en millions)



4 Répartition des stagiaires selon le niveau de leur formation en 2002



5 Répartition des stagiaires selon leur situation face à l'emploi en 2002



7 La formation continue

PRÉSENTATION

En 2002, les établissements secondaires publics regroupés au sein de 273 groupements d'établissements (GRETA) complétés par 19 centres académiques de formation continue (CAFOC) (sur 28) ont mis en commun leurs moyens en personnels, en locaux et en équipement pour répondre aux besoins de formation continue. Ils ont accueilli 503 400 stagiaires, qui ont suivi une action de formation continue dont la durée et le coût moyens ont été respectivement de 131 heures et de 6,34 € par heure et par individu.

Le nombre d'heures-stagiaires (France métropolitaine + DOM) s'est maintenu autour de 66 120-66 130 milliers d'heures-stagiaires au cours de l'année après avoir décru les années précédentes de 5 % par an **1**.

Par rapport à 2001, la part de financement par les entreprises ou les individus a diminué légèrement (passant de 52,5 % à 51,9 % %), celle de l'État a crû d'un peu plus de 1 % (18,6 %, contre 17,3 % en 2000) et celle des collectivités territoriales s'est réduite de 30,2 % en 2001 à 29,4 % en 2002 **2**. Le total du chiffre d'affaires s'élève à 419,3 millions d'euros et progresse de 2,3 % par rapport à l'année 2001.

DÉFINITIONS

■ **GRETA.** Groupement d'établissements. Voir 7.2, rubrique « Définitions ».

■ **CAFOC.** Centre académique de formation continue. Voir 7.2, rubrique « Définitions ».

■ **Champ.** Tous les établissements publics du premier degré et du second degré sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche font partie du champ d'étude.

■ **Heures-stagiaires.** (Stagiaires) X (Durée en heures de stage). Certaines actions réalisées dans les établissements d'enseignement secondaires étant cofinancées par deux des trois types de financeurs (fonds publics, entreprises, individus), l'effectif d'ensemble peut comprendre des doubles comptes.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

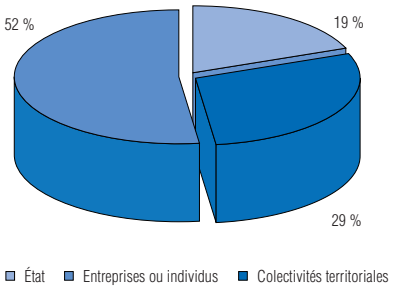
Note d'Information, 04.11.

La formation continue de l'Éducation nationale par académie

1 Répartition des heures-stagiaires par académie selon l'origine du financement en 2002
(milliers d'heures-stagiaires)

	Financement par les entreprises ou les individus				Financement par les fonds publics			
Académies	1,5 % strict	1,5 % extension	Individus	Total	État	Collectivités locales	Total	Total général
Aix-Marseille	806	277	228	**1 311**	1 429	1 108	**2 537**	**3 848**
Amiens	374	77	39	**490**	375	673	**1 048**	**1 538**
Besançon	381	128	77	**586**	174	342	**516**	**1 102**
Bordeaux	1 074	379	278	**1 731**	559	876	**1 435**	**3 166**
Caen	277	85	35	**397**	371	800	**1 171**	**1 568**
Clermont-Ferrand	341	326	42	**709**	659	399	**1 058**	**1 767**
Corse	2	28	0	**30**	40	375	**415**	**445**
Créteil	975	632	187	**1 794**	934	2 759	**3 693**	**5 487**
Dijon	369	236	34	**639**	287	827	**1 114**	**1 753**
Grenoble	1 144	346	245	**1 735**	894	1 386	**2 280**	**4 015**
Lille	833	287	19	**1 139**	1 078	2 346	**3 424**	**4 563**
Limoges	100	66	6	**172**	150	377	**527**	**699**
Lyon	694	448	116	**1 258**	400	588	**988**	**2 246**
Montpellier	493	313	148	**954**	463	1 114	**1 577**	**2 531**
Nancy-Metz	482	216	76	**774**	482	1 276	**1 758**	**2 532**
Nantes	406	288	121	**815**	457	907	**1 364**	**2 179**
Nice	368	85	174	**627**	420	711	**1 131**	**1 758**
Orléans-Tours	314	151	539	**1 004**	429	1 254	**1 683**	**2 687**
Paris	1 316	149	272	**1 737**	221	708	**929**	**2 666**
Poitiers	234	232	39	**505**	425	729	**1 154**	**1 659**
Reims	623	173	32	**828**	328	697	**1 025**	**1 853**
Rennes	512	286	221	**1 019**	475	929	**1 404**	**2 423**
Rouen	977	145	72	**1 194**	360	1 600	**1 960**	**3 154**
Strasbourg	582	111	258	**951**	80	63	**143**	**1 094**
Toulouse	796	371	253	**1 420**	516	744	**1 260**	**2 680**
Versailles	1 299	471	432	**2 202**	803	1 906	**2 709**	**4 911**
Total France métropolitaine	**15 772**	**6 306**	**3 943**	**26 021**	**12 809**	**25 494**	**38 303**	**64 324**
Guadeloupe	2	9	2	**13**	169	106	**275**	**288**
Guyane	0	1	0	**1**	109	0	**109**	**110**
Martinique	36	95	19	**150**	132	483	**615**	**765**
La Réunion	90	134	4	**228**	277	140	**417**	**645**
Total DOM	**128**	**239**	**25**	**392**	**687**	**729**	**1 416**	**1 808**
Total France métro. + DOM	**15 900**	**6 545**	**3 968**	**26 413**	**13 496**	**26 223**	**39 719**	**66 132**

2 Ventilation des financements de la formation continue en 2002 (France métropolitaine + DOM)



La formation continue

PRÉSENTATION

Les universités ont commencé à investir le champ de la formation continue au début des années 1950 avec la création progressive des instituts de promotion sociale du travail qui, aujourd'hui, leur sont intégrés.
Avec la création en 1957 de l'ESEU, devenu depuis le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires), qui permet à des personnes issues du système scolaire d'entrer à l'université sans posséder le baccalauréat, et la mise en place dès 1985 de la validation des acquis professionnels pour l'entrée à l'université, complétée par le décret de 1993 autorisant la délivrance de modules ou d'unités de formation sur la base des acquis professionnels, la formation continue dans l'enseignement supérieur accueille dès le début des années 2000 plus de 300 000 stagiaires
La mise en place en 2002 de la validation des acquis de l'expérience autorisant la délivrance de tout ou partie d'un diplôme universitaire à ceux dont l'expérience professionnelle a permis d'acquérir les compétences requises, n'a pas ralenti le rythme de croissance de la formation continue dans les universités.
Ces dernières ont accueilli en 2002 plus de 314 000 stagiaires, soit + 4 % par rapport à l'année précédente. La durée des formations suivies s'est, elle aussi, accrue, passant de 123 à 130 heures en moyenne et plus de 350 heures pour les demandeurs d'emploi. Ceux-ci sont cependant peu nombreux parmi les stagiaires (7 %), dont un sur deux est un salarié qui s'est inscrit « de sa propre initiative », et un sur trois, un salarié dont la formation continue est financée par son entreprise, le plus souvent dans le cadre du plan de formation.
Le chiffre d'affaires de la formation continue dans l'enseignement supérieur dépasse 237 millions d'euros en 2002 dont 181,5 millions pour les universités. Celles-ci ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 10,3 % en un an, au détriment, semble-t-il, de celui des écoles d'ingénieurs qui voient le leur diminuer de plus de 10 % en moyenne. Les ressources de la formation continue dans l'enseignement supérieur proviennent pour un peu plus d'un tiers des entreprises et des OPCA, pour une part équivalente, de fonds publics (régions et État) et pour près d'un quart des contributions des stagiaires.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Tous les établissements supérieurs sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et dont la mission est de faire de l'enseignement supérieur. Ces établissements sont classés en fonction de leur catégorie juridique telle que définie par la loi du 26 janvier 1984, qui distingue : les universités et les INP, les écoles et les instituts extérieurs aux universités, les Écoles normales supérieures et les grands établissements, et les établissements publics rattachés aux EPCSCP (notamment les EPA rattachés). Entrent également dans le champ de l'enquête les EPA autonomes.
Pour l'année 2002, sept EPCSCP et EPA sur trente-deux n'ont pas communiqué leurs résultats. Il en est de même de six centres régionaux associés au CNAM. Les données figurant dans les deux tableaux, concernant l'ensemble des établissements, sont donc inférieures à celles du chapitre 7.1 pour lesquelles des estimations prenant en compte ces six centres ont été effectuées.

■ **La loi d'orientation sur l'enseignement supérieur** introduit, pour la première fois en 1968, la formation continue comme une mission fondamentale des universités, laquelle sera placée par la loi de 1984 au même rang que la formation initiale.

■ **EPA.** Établissement public à caractère administratif.

■ **EPCSCP.** Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

■ **INP.** Institut national polytechnique.

■ **OPCA.** Organismes paritaires agréés qui collectent les fonds des entreprises pour la formation continue des salariés des PME.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« La formation continue dans les établissements d'enseignement supérieur » *Note d'Information,* à paraître.

La formation continue dans l'enseignement supérieur : bilan global

7

1 Les ressources de la formation continue dans l'enseignement supérieur en 2002 (millions d'€)

(France métropolitaine + DOM)

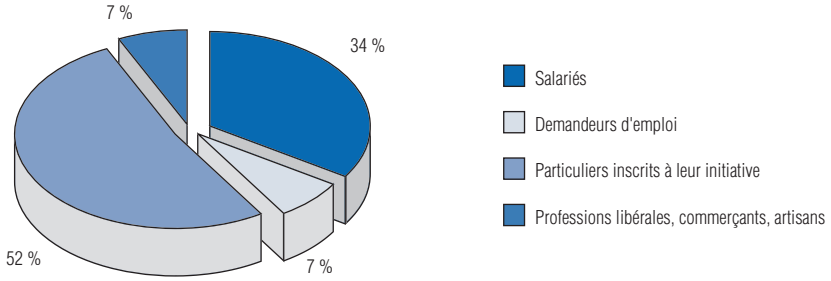
	Universités et INP	Autres APCSCP et EPA (1)	Ensemble	CNAM 2002 (2)	Ensemble avec CNAM
Entreprises :					
- pour la formation de leurs salariés	44,78	5,89	50,67	5,71	56,38
- pour la formation des travailleurs privés d'emploi	0,61	0,49	1,10	0,11	1,21
Total entreprises	**45,39**	**6,38**	**51,77**	**5,82**	**57,59**
Organismes collecteurs des fonds de la formation professionnelle	**21,31**	**0,69**	**22,00**	**1,09**	**23,09**
Particuliers et contribution des stagiaires :					**0,00**
- contrats avec les particuliers	29,70	0,93	30,63	10,77	41,40
- contrats avec les stagiaires	10,59	0,12	10,70	3,58	14,28
Total particuliers	**40,29**	**1,05**	**41,34**	**14,35**	**55,69**
Ensemble des fonds privés	**106,98**	**8,12**	**115,10**	**21,26**	**136,36**
Pouvoirs publics : État et collectivités territoriales					**0,00**
- pour la formation de leurs agents	10,31	2,04	12,35	0,12	12,47
- pour la formation de publics spécifiques					0,00
des instances européennes	2,98		2,98	0,33	3,31
de l'État	9,69	0,31	10,00	3,60	13,61
des régions	30,68	0,47	31,15	12,19	43,33
Autres ressources publiques	7,46	0,52	7,99	0,95	8,93
Total fonds publics	**61,12**	**3,34**	**64,46**	**17,19**	**81,65**
Autres organismes de formation	**5,67**	**0,95**	**6,62**	**1,16**	**7,78**
Autres ressources	**7,78**	**0,50**	**8,28**	**2,65**	**10,93**
Total général	**181,56**	**12,91**	**194,47**	**42,26**	**236,73**

Tableaux 1 et 2 : (1) 7 établissements sur 32 n'ont pas communiqué leurs résultats en 2002 alors que 2 établissements qui n'avaient pas répondu en 2001 ont envoyé leur bilan 2002. (2) Voir « Définitions ».

2 Répartition des stagiaires (milliers) et heures-stagiaires (millions) (année civile 2002)

Type de dispositif et type d'établissement	Plan de formation	Crédit individuel de formation	Sous contrat en alternance	Total salariés financés par leur entreprise	Demandeurs d'emploi	Particuliers inscrits à leur initiative	Professions libérales commerçants, artisants	Total général
Universités, INP et EPA rattachés :								
- stagiaires	100,2	9,9	4,4	**114,5**	24,2	149,8	25,6	**314,1**
- heures-stagiaires	9,6	3,3	1,7	**14,6**	8,5	14,7	3,0	**40,8**
- durée moyenne de formation (h.)	96,1	326,9	383,3	127,0	350,9	98,0	118,6	129,7
Autres EPSCP et EPA autonomes (1) :								
- stagiaires	6,9	0,2	0,4	**7,4**	0,3	2,0	0,3	**10,0**
- heures-stagiaires	0,4	0,1	0,0	**0,6**	0,3	0,2	0,0	**1,1**
- durée moyenne de formation (h.)	64,3	821,3	129,6	84,1	949,4	87,9	150,5	113,2
CNAM 2002 (2) :								
- stagiaires	9,2	0,4	0,6	**10,2**	3,3	52,3	0,4	**66,1**
- heures-stagiaires	1,3	0,2	0,4	**1,9**	1,0	11,3	0,0	**14,3**
- durée moyenne de formation (h.)	137,9	429,1	690,2	183,4	320,5	216,8	127,9	216,3
Total tous types d'établissements :								
- stagiaires	116,3	10,5	5,4	**132,1**	27,8	204,1	26,3	**390,3**
- heures-stagiaires	11,3	3,5	2,2	**17,0**	9,8	26,2	3,1	**56,2**
- durée moyenne de formation (h.)	97,5	338,2	403,4	129,0	353,9	128,3	119,1	144,0

3 Répartition des stagiaires selon leur statut face à l'emploi en 2001



Examens et sorties

Réf.	Titre	Page
8.1	Le diplôme national du brevet	200
8.2	Le baccalauréat : nombre de bacheliers par série	202
8.3	La réussite au baccalauréat par sexe, âge, catégorie sociale	204
8.4	La proportion de bacheliers dans une génération	206
8.5	Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel	208
8.6	Les diplômes universitaires	210
8.7	La réussite (bacheliers et non bacheliers) au DEUG et au DUT	212
8.8	Les diplômés des écoles d'ingénieurs et de commerce	214
8.9	Les sorties du système éducatif	216
8.10	L'emploi à la sortie du lycée au 1er février 2003	218
8.11	La situation professionnelle cinq ans après la fin de la formation initiale	220
8.12	La validation des acquis de l'expérience (enseignement professionnel et technologique)	222
8.13	La validation des acquis professionnels et de l'expérience (enseignement supérieur)	224

PRÉSENTATION

Toutes séries confondues, 791 100 candidats se sont présentés à la session 2004 de l'examen du diplôme national du brevet en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer ; parmi eux, 623 900 ont été admis. Le taux de réussite global s'établit ainsi à 78,9 %, en augmentation sensible par rapport à la session 2003 (+ 0,9 point). La série collège, très largement majoritaire, représente 89 % des élèves présentés, la série technologique 6 % et la série professionnelle seulement 5 %.

Le taux de succès diffère selon les séries : la série collège enregistre toujours le taux le plus élevé (79,4 %), devant la série technologique (76,4 %) et la série professionnelle (72,2 %). La série collège gagne encore quelques points (+ 0,9), et le taux de la série professionnelle retrouve son niveau du début des années 2000 en augmentant de 3,7 points. Seul le taux de la série technologique connaît un recul de 1,8 point. Ainsi, les écarts entre les différentes séries se resserrent entre les sessions 2003 et 2004.

Les filles sont un peu plus nombreuses que les garçons dans la série collège (52 %), tandis que les garçons sont davantage représentés dans la série professionnelle (51 %) et surtout technologique (65,4 %). Dans la série collège, 82,8 % des filles et 75,8 % des garçons ont obtenu leur brevet lors de la session 2004. Cet écart en faveur des filles existe également dans les deux autres séries mais d'ampleur moindre : 3,6 points dans la série technologique, 2 points environ dans la série professionnelle. Pour l'ensemble des séries, l'écart est de près de 7 points.

Les résultats restent également hétérogènes selon les académies puisque le taux de réussite, toutes séries confondues, varie de 65,8 % dans l'académie de la Réunion à 86,3 % dans l'académie de Rennes.

Résultats des DOM.

Dans les DOM, comme pour la France métropolitaine, la série collège est la plus représentée avec 98 % des présentés. Toutefois, les taux de réussite de chaque série restent inférieurs à ceux observés en métropole. Le taux de réussite de la série collège atteint 70 % alors que les taux des séries technologique et professionnelle sont respectivement de 61 % et 43 %. Les résultats varient également selon les académies d'outre-mer ; ainsi, toutes séries confondues, le taux de réussite va de 65,8 % pour la Réunion à 76,9 % pour la Guyane. Le taux de réussite pour l'ensemble des DOM atteint 69 %, et est quasiment stable par rapport à la session 2003 (- 0,2 point).

DÉFINITIONS

■ **Diplôme national du brevet.** Diplôme national sanctionnant la formation secondaire au terme des classes de troisième. Il est attribué sur la base des notes obtenues à un examen et des résultats issus du contrôle continu en classes de quatrième et de troisième. Il comporte trois séries : la série collège, accessible aux élèves des classes de troisième des collèges ; les séries technologique et professionnelle, accessibles notamment aux élèves des lycées professionnels.

■ **Le taux de réussite** est calculé en rapportant le nombre d'admis à l'effectif des candidats présents à l'examen.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes télématiques sur les résultats au diplôme national du brevet, DEP, juillet 2004.

Le diplôme national du brevet

1 Les résultats du diplôme national du brevet par académie – Session 2004

	Collège		Technologique		Professionnel		Ensemble :
Académies	**Présents**	**Admis**	**Présents**	**Admis**	**Présents**	**Admis**	**% d'admis**
Aix-Marseille	31 706	24 334	1 362	958	1 194	622	75,6
Amiens	22 174	16 678	1 260	1 000	461	363	75,5
Besançon	12 443	9 851	1 669	1 305	430	352	79,1
Bordeaux	30 630	25 348	2 254	1 674	3 412	2 548	81,5
Caen	15 593	13 080	1 829	1 345	526	368	82,4
Clermont-Ferrand	13 088	10 381	1 386	755	1 532	1 075	76,3
Corse	2 970	2 332	2	2	29	20	78,4
Créteil	49 105	35 878	451	322	3 433	2 607	73,2
Dijon	17 136	13 469	1 602	1 294	648	547	79,0
Grenoble	34 285	28 356	1 912	1 587	3 370	2 634	82,3
Lille	49 645	38 722	2 569	1 941	6 349	4 191	76,6
Limoges	6 488	5 483	784	576	566	370	82,0
Lyon	33 373	27 747	1 984	1 685	498	409	83,2
Montpellier	26 349	20 767	1 625	1 206	1 012	684	78,2
Nancy-Metz	25 515	20 594	3 386	2 818	1 208	938	80,9
Nantes	37 024	32 214	4 842	3 482	1 916	1 459	84,9
Nice	22 510	18 087	416	295	379	252	80,0
Orléans-Tours	27 023	21 748	2 288	1 655	1 745	1 377	79,8
Paris	19 548	14 753	614	408	1 095	694	74,6
Poitiers	16 716	13 579	2 183	1 711	1 626	1 257	80,6
Reims	14 445	11 187	2 725	2 134	1 199	971	77,8
Rennes	32 656	28 715	4 132	3 274	2 464	1 893	86,3
Rouen	21 743	17 037	1 914	1 550	779	526	78,2
Strasbourg	20 728	15 911	820	669	139	125	77,0
Toulouse	26 096	21 781	2 868	2 223	1 563	1 124	82,3
Versailles	64 046	49 320	1 530	1 148	3 425	2 317	76,5
France métropolitaine	**673 035**	**537 352**	**48 407**	**37 017**	**40 998**	**29 723**	**79,2**
Guadeloupe	6 778	4 925	113	59	6	5	72,3
Guyane	2 430	1 916	76	59	114	41	76,9
Martinique	6 180	4 288	28	15	73	42	69,2
La Réunion	12 659	8 386	-	-	214	87	65,8
DOM	**28 047**	**19 515**	**217**	**133**	**407**	**175**	**69,1**
France métro. + DOM	**701 082**	**556 867**	**48 624**	**37 150**	**41 405**	**29 898**	**78,9**

2 Évolution du taux de réussite au diplôme national du brevet par académie

Académies	1998	Variation	1999	Variation	2000	Variation	2001	Variation	2002	Variation	2003	Variation	2004
Aix-Marseille	73,2	0,3	73,5	1,9	75,4	0,8	76,2	- 1,9	74,3	1,9	76,2	- 0,6	75,6
Amiens	80,2	- 4,8	75,4	1,0	76,4	- 2,4	74,0	0,5	74,5	0,8	75,3	0,2	75,5
Besançon	70,8	2,2	73,0	3,3	76,3	0,6	76,9	1,6	78,5	- 2,2	76,3	2,8	79,1
Bordeaux	71,8	1,5	73,3	4,1	77,4	0,9	78,3	0,8	79,1	- 0,2	78,9	2,6	81,5
Caen	75,0	- 2,1	72,9	6,5	79,4	- 1,9	77,5	2,8	80,3	- 0,9	79,5	2,9	82,4
Clermont-Ferrand	72,9	- 2,0	70,9	4,1	75,0	3,8	78,8	- 2,1	76,7	- 1,9	74,8	1,5	76,3
Corse	67,6	4,0	71,6	5,0	76,6	0,1	76,7	0,2	76,9	1,0	77,9	0,5	78,4
Créteil	69,3	0,6	69,9	4,9	74,8	- 1,1	73,7	2,2	75,9	- 0,5	75,5	- 2,3	73,2
Dijon	73,0	3,3	76,3	2,2	78,5	- 0,1	78,4	0,5	78,9	- 2,1	76,8	2,2	79,0
Grenoble	79,5	2,4	81,9	-0,8	81,1	0,0	81,1	- 0,2	80,9	- 1,1	79,9	2,4	82,3
Lille	69,2	4,6	73,8	1,8	75,6	- 0,1	75,5	0,1	75,6	- 0,2	75,4	1,2	76,6
Limoges	76,4	2,1	78,5	0,3	78,8	4,4	83,2	- 1,4	81,8	- 0,7	81,1	0,9	82,0
Lyon	71,5	1,9	73,4	3,9	77,3	1,9	79,2	1,4	80,6	0,1	80,7	2,5	83,2
Montpellier	75,2	1,4	76,6	2,9	79,5	0,0	79,5	- 0,9	78,6	- 0,2	78,4	- 0,2	78,2
Nancy-Metz	74,7	0,8	75,5	2,1	77,6	0,7	78,3	0,9	79,2	0,7	79,9	1,0	80,9
Nantes	80,4	0,7	81,1	-0,1	81,0	0,8	81,8	1,8	83,6	- 0,9	82,7	2,2	84,9
Nice	76,0	1,1	77,1	4,6	81,7	- 0,4	81,3	- 0,7	80,6	1,0	81,6	- 1,6	80,0
Orléans-Tours	72,2	- 1,2	71,0	3,1	74,1	3,8	77,9	0,0	77,9	- 2,0	75,9	3,9	79,8
Paris	72,7	0,2	72,9	6,6	79,5	- 3,8	75,7	- 1,6	74,1	1,8	76,0	- 1,4	74,6
Poitiers	77,1	1,4	78,5	1,2	79,7	1,1	80,8	- 0,7	80,1	- 0,6	79,5	1,1	80,6
Reims	71,3	3,8	75,1	2,9	78,0	- 1,0	77,0	0,3	77,3	- 2,4	74,9	2,9	77,8
Rennes	79,9	3,4	83,3	-0,3	83,0	1,7	84,7	0,8	85,5	- 0,6	84,9	1,4	86,3
Rouen	73,7	2,0	75,7	4,4	80,1	- 1,7	78,4	- 0,1	78,3	- 0,6	77,7	0,5	78,2
Strasbourg	70,1	1,5	71,6	5,3	76,9	- 0,2	76,7	2,1	78,8	- 3,4	75,4	1,6	77,0
Toulouse	77,9	2,5	80,4	1,5	81,9	- 0,7	81,2	- 1,3	79,9	3,3	83,2	- 0,9	82,3
Versailles	73,6	- 2,6	71,0	7,4	78,4	- 3,0	75,4	1,7	77,1	- 0,2	77,0	- 0,5	76,5
France métropolitaine	**74,1**	**1,1**	**75,2**	**3,0**	**78,2**	**0,0**	**78,2**	**0,4**	**78,6**	**- 0,3**	**78,3**	**0,9**	**79,2**
Guadeloupe	60,4	- 0,8	59,6	4,8	64,4	0,5	64,9	0,7	65,6	2,2	67,7	4,6	72,3
Guyane	65,2	- 0,5	64,7	9,9	74,6	- 1,7	72,9	0,4	73,3	- 2,5	70,8	6,1	76,9
Martinique	54,7	0,4	55,1	14,2	69,3	- 2,3	67,0	- 0,9	66,1	- 0,7	65,4	3,8	69,2
La Réunion	69,7	- 3,6	66,1	6,6	72,7	- 5,4	67,3	0,2	67,5	4,2	71,8	- 6,0	65,8
DOM	**63,6**	**- 1,6**	**62,0**	**8,1**	**70,1**	**- 3,0**	**67,1**	**0,1**	**67,2**	**2,0**	**69,3**	**- 0,2**	**69,1**
France métro. + DOM	**73,8**	**0,9**	**74,7**	**3,2**	**77,9**	**- 0,1**	**77,8**	**0,4**	**78,2**	**- 0,2**	**78,0**	**0,9**	**78,9**

PRÉSENTATION

Le nombre des lauréats au baccalauréat de la session 2003 s'élève à 502 700 en France métropolitaine et dans les DOM. Il augmente de 1,8 % (+ 8 900) par rapport à l'année précédente, après deux années de baisse. C'est dans la filière générale que la hausse du nombre de nouveaux bacheliers est la plus forte (+ 3,9 %), et plus particulièrement dans la série S (+ 5 %). L'augmentation du nombre des diplômés de la filière technologique est plus modérée (+ 0,6 %), et concerne seulement les séries STI (+ 4 %) et STT dans une moindre mesure. Les effectifs du baccalauréat professionnel se contractent quant à eux de 2,2 %. Entre les sessions 2002 et 2003, le taux de réussite est en hausse (80,1 % contre 78,6 % en 2002), surtout dans les séries générales (83,7 % contre 80,3 %), tandis qu'il recule dans les séries professionnelles (75,9 % contre 76,6 %) et se maintient dans les séries technologiques (76,7 % contre 76,8 %). Ainsi, le nombre des bacheliers augmente en 2003, alors que les effectifs de candidats au baccalauréat à la session 2003 ont continué de diminuer par rapport à ceux observés en 2002 (- 0,2 %, dont - 0,5 % dans les seules séries générales).

De 1995 à 2000, année où le nombre total de nouveaux bacheliers a atteint son maximum, les effectifs ont augmenté dans la plupart des séries du baccalauréat technologique et plus encore les séries professionnelles, tandis qu'une baisse affectait déjà les séries générales. En tout, sur les huit dernières années, le nombre de nouveaux bacheliers a augmenté de 2 %. Dans le même intervalle, les effectifs des séries générales ont globalement diminué de 6,5 %, cette baisse se répartissant inégalement : si le nombre des lauréats de la série ES a augmenté de 5,9 %, les lauréats des séries S et L sont eux moins nombreux (respectivement, - 2,6 % et - 27,4 %). En L, la hausse de 2003 succède ainsi à une baisse continue depuis 1995. Sur la même période, le nombre des bacheliers technologiques a par contre augmenté de 3,3 %, grâce notamment aux séries agricoles et SMS (+ 7 400). Enfin, les séries professionnelles sont celles qui ont connu la plus forte augmentation en 8 huit ans (+ 24 441 soit 36,4 %).

À la session 2003, les bacheliers généraux représentent 53,4 % de l'ensemble des bacheliers, contre 58,5 % huit ans auparavant. La part des bacheliers professionnels a augmenté de 4,6 points sur la même période, passant de 13,6 % à 18,2 %, tandis que celle des bacheliers technologiques est restée stable.

DÉFINITIONS

■ **Le baccalauréat général** sanctionne une formation générale à dominante scientifique, économique et sociale ou littéraire. La dernière grande réforme du baccalauréat général a été définie en 1993 par le décret n° 93-1092 du 15 septembre 1993, qui a institué à partir de la session 1995, à la place des anciennes séries (A, B, C, D, E), les nouvelles séries ES (économique et sociale), L (littéraire) et S (scientifique) organisées autour d'un noyau cohérent de disciplines dominantes dans le cadre d'une formation générale.

■ **Le baccalauréat technologique** associe une formation générale à une formation couvrant un champ technologique d'ensemble. Créé en 1968, avec des bacheliers technologiques à partir de la session 1969, ce baccalauréat devait avoir une double finalité : principalement l'insertion professionnelle immédiate et secondairement la poursuite d'études supérieures. De même que pour le baccalauréat général, une importante rénovation des filières a été définie en 1993 et les anciennes séries (F, G et H) ont été réformées (sauf F11 et F11'). Les premiers bacheliers des nouvelles séries sont apparus à la session 1995. La série Hôtellerie a été créée en 1994 et fait partie du secteur tertiaire du baccalauréat technologique. Avant cette date, cette spécialité était sanctionnée par un diplôme de brevet de technicien.

■ **Le baccalauréat professionnel** sanctionne une formation plus concrète débouchant sur un métier. La finalité principale de ce diplôme est l'entrée dans la vie active même si, comme tout baccalauréat, il donne le droit de poursuivre des études supérieures. Sa création en 1985 a répondu à un besoin croissant, exprimé par les entreprises, d'emplois qualifiés à ce niveau en même temps qu'il constituait une filière de poursuite d'études positive pour les jeunes titulaires d'un brevet d'études professionnelles ou d'un certificat d'aptitude professionnelle. Le diplôme est généralement préparé en deux ans dans les lycées professionnels par des élèves déjà titulaires du BEP. Il peut être préparé soit par la voie scolaire, soit par la voie de l'apprentissage, soit par la voie de la formation professionnelle continue. Pour s'y présenter, il faut soit avoir suivi la formation y conduisant, soit justifier de trois ans d'activité professionnelle dans un emploi de niveau niveau V, en rapport avec la finalité de la spécialité postulée. Les premiers bacheliers professionnels sont apparus à la session 1987. Les séries agricoles du baccalauréat professionnel ont été créées en 1998 à partir d'anciens brevets de techniciens délivrés par le ministère en charge de l'Agriculture et de la Pêche, tout comme les séries STAE et STPA du baccalauréat technologique l'avaient été en 1995.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Notes d'Information, 98.22, 99.22, 00.14, 01.24, 02.14, 02.22, 02.37, 03.34, 04.0707.

Tableaux statistiques, n° 6671, 6682, 6773, 6832, 6878, 6932 (général), 6672, 6683, 6774, 6833, 6879, 6933 (technologique), 6641, 6690, 6796, 6834, 6869, 6934 (professionnel).

Le baccalauréat : nombre de bacheliers par série

1 Évolution du nombre d'admis au baccalauréat de 1960 à 1990 (France métropolitaine)

Séries	1960	1970	1980	1985	1990
A (Philosophie - Lettres) (1)	23 344	64 502	40 391	46 704	63 727
B (Économique et sociale)	191	11 304	31 521	40 381	60 092
C (Mathématiques et sciences physiques)	17 061	21 443	32 658	33 516	56 812
D (Mathématiques et sciences de la nature) et D'(sciences agronomiques et techniques)	15 443	36 011	48 545	44 536	58 672
E (Mathématiques et techniques)	3 248	5 447	5 823	5 427	7 910
Expérimentale	-	-	831	-	-
Total baccalauréat général	**59 287**	**138 707**	**159 769**	**170 564**	**247 213**
F (2)	-	11 081	26 612	33 179	41 948
G (3)	-	17 465	35 605	48 025	70 249
H (Techniques informatiques)	-	54	443	1 282	424
Total baccalauréat technologique	**-**	**28 600**	**62 660**	**82 486**	**112 621**
Baccalauréat professionnel	**-**	**-**	**-**	**-**	**24 116**
Ensemble	**59 287**	**167 307**	**222 429**	**253 050**	**383 950**

(1) La série **A** regroupe A1 (Lettres - Mathématiques), A2 (Lettres - Langues) et A3 (Lettres - Arts).
(2) Les séries **F** sont : F1A (Génie mécanique, option Productique mécanique), F1B (option Systèmes motorisés), F1C (option Structures métalliques, F1D (option Bois et matériaux associés), F1E (option Matériaux souples), F2 (Électronique), F3 (Électrotechnique), F4 (Génie civil, Bâtiments et travaux publics), F5 (Physique), F6 (Chimie), F7 (Sciences biologiques, option Biochimie), F7' (Sciences biologiques, option Biologie), F8 (Sciences médico-sociales), F9 (Énergie et équipement), F10A (Microtechniques, option Appareillage), F10B (Microtechniques, option Optique), F11 (Musique, option Instrument), F11' (Musique, option Danse), F12 (Arts appliqués).
(3) La série **G** regroupe G1 (Techniques administratives), G2 (Techniques quantitatives de gestion) et G3 (Techniques commerciales).

2 Évolution du nombre d'admis au baccalauréat de 1995 à 2003 (France métropolitaine en 1995, France métropolitaine + DOM à partir de 1995)

		France métropolitaine + DOM							
	France métro.							2003	
Séries 1995	1995	1995	1998	1999	2000	2001	2002	Effectifs	% filles
L (Littéraire)	69 490	71 460	69 017	62 363	59 642	56 673	50 320	51 893	83,3%
ES (Économique et sociale)	74 961	76 555	74 794	75 756	75 299	75 459	78 967	81 068	65,6%
S (Scientifique)	136 553	139 031	131 302	128 166	136 214	126 653	128 905	135 374	46,2%
Total baccalauréat général (1)	**281 004**	**287 046**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**	**258 192**	**268 335**	**59,2%**
STI (Sciences et technologies industrielles)	34 429	35 217	34 597	36 196	36 940	35 737	33 906	35 271	8,3%
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	4 802	4 840	6 222	6 262	6 327	6 080	5 950	5 794	57,1%
F10B (Génie optique)	32	32	78						
STT (Sciences et technologies tertiaires)	76 373	78 894	76 986	79 441	82 221	78 369	75 837	76 098	63,7%
SMS (Sciences médico-sociales)	12 969	13 337	18 019	18 974	18 469	19 164	18 042	17 836	96,4%
Hôtellerie	2 269	2 284	2 530	2 749	2 623	2 666	2 509	2 417	44,1%
Séries agricoles STAE et STPA	2 229	2 247	4 752	5 127	5 828	5 529	5 388	5 146	29,0%
Autres séries technologiques	1 395	1 416	1 646	354	370	399	351	237	54,4%
Total baccalauréat technologique (2)	**134 498**	**138 267**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**	**141 983**	**142 799**	**52,2%**
Secteur de la production	25 592	26 218	35 702	39 298	42 029	42 034	42 460	42 469	10,8%
Secteur des services	39 560	40 878	45 871	48 998	50 588	50 465	51 119	49 068	70,2%
Baccalauréat professionnel	**65 152**	**67 096**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**	**93 579**	**91 537**	**42,6%**
Ensemble	**480 654**	**492 409**	**501 516**	**503 684**	**516 550**	**499 228**	**493 754**	**502 671**	**54,2%**

(1) La correspondance avec les anciennes séries du baccalauréat général est la suivante : **L** (Littéraire) : A1, A2, A3. **ES** (Économique et sociale) : B. **S** (Scientifique) : C, D, D', E.
(2) La correspondance avec les anciennes séries du baccalauréat technologique est la suivante : **STI** (Sciences et technologies industrielles) : F1A à F1E, F2 à F4, F9, F10A, ainsi que F10B et F12 à partir de 1999. **STL** (Sciences et technologies de laboratoire) : F5, F6, F7, F7', F10B (Génie optique, série comptée en STI à partir de 1999), F11 (Musique, option Danse), F11' (Musique, option Instrument), F12 (Arts appliqués). STT (Sciences et technologies tertiaires) : G, H. **SMS** (Sciences médico-sociales) : F8. **STAE** (Sciences et techniques de l'agriculture et de l'environnement). STPA (Sciences et techniques du produit agroalimentaire). La ligne **Autres séries technologiques** regroupe F11, F11' et, jusqu'en 1998, F12 (comptée en STI à partir de 1999).

PRÉSENTATION

En France métropolitaine et dans les DOM, avec 627 500 candidats présents et 502 700 admis, le taux de réussite au baccalauréat 2003 est de 80,1 % **1**. Après un léger repli lors des sessions 2001 et 2002, le taux de réussite est à nouveau en nette progression en 2003 et se situe à un niveau jamais atteint précédemment.
La réussite au baccalauréat général atteint elle aussi un maximum historique de 83,7 % en 2003. Par contre, les taux de réussite dans les filières technologiques et professionnelles diminuent constamment depuis 2000. Ils s'élèvent respectivement à 76,7 % et 75,9 % à la session 2003. Plus encore qu'en 2001 et 2002, la réussite au baccalauréat général est supérieure à celle des séries technologiques et professionnelles, ce qui n'était pas le cas entre 1995 et 1999.
Même si l'écart s'est un peu réduit en 2003, les filles continuent de réussir mieux que les garçons (82,3 % contre 77,6 %). Cet écart en faveur des filles existe dans toutes les séries, excepté les séries agricoles de la filière technologique. Dans les séries générales, il est maximal dans les séries S et ES (5,4 et 5,5 points respectivement). Dans les séries technologiques, alors que l'écart moyen est plus faible et tend un peu à se réduire, il continue d'atteindre 7,7 points en série STI et 6,3 points en série STT. Sur l'ensemble du baccalauréat professionnel, si le taux de réussite des filles ne dépasse plus que de 1,6 point celui des garçons (3,4 points en 2002), il demeure supérieur de 2,9 points dans le domaine des services et de 2,5 points dans le domaine de la production. Avec le recul des cinq dernières années, l'écart entre le taux de réussite des filles et celui des garçons ne semble cependant vraiment se réduire que dans les séries technologiques (où l'écart s'étale de 8 points en 1999 à 4,4 points en 2003).
En raison de la durée de leur formation, les bacheliers professionnels sont plus âgés que les autres bacheliers **2**. L'âge le plus fréquent est 18 ans pour un bachelier général, 19 ans pour un bachelier technologique et 20 ans pour un bachelier professionnel. Au sein de chaque série, les candidats les plus jeunes réussissent le mieux.
Le taux de réussite des enfants issus des milieux de cadres et professions intellectuelles supérieures est le plus élevé, suivi de près par celui des enfants d'agriculteurs exploitants, qui est même en tête pour le baccalauréat technologique **3**. Le taux de réussite est sensiblement moins élevé, quelle que soit la série du baccalauréat, parmi les élèves des milieux ouvriers, retraités et autres personnes sans activité professionnelle. Au sein de la catégorie des cadres, et plus encore au sein de celle des professions intermédiaires, les candidats dont les parents appartiennent au milieu enseignant ont des taux de réussite souvent plus élevés que la moyenne de leur groupe, la différence étant maximale pour ceux qui passent le baccalauréat général.

DÉFINITIONS

■ **Taux de réussite.** Il est calculé en rapportant le nombre d'admis au nombre de candidats présents.

■ **Présents.** Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve.

■ **Âge.** L'âge est défini par la différence de millésime entre l'année d'observation et l'année de naissance, quelle que soit la date d'anniversaire. Pour la session 2003, un candidat âgé de 18 ans est, par définition, un candidat né en 1985. Son âge réel à la session de juin peut aller de 17 ans et demi, s'il est né en décembre 1985, à 18 ans et demi, s'il est né en janvier 1985.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Notes d'Information, 98.22, 99.22, 00.14, 01.24, 02.22, 03.34, 04.07 (le baccalauréat, résultats définitifs), 02.14, 02.37 (le baccalauréat professionnel).
Tableaux statistiques, n° 6671, 6682, 6773, 6832, 6878, 6932 (général), 6672, 6683, 6774, 6833, 6879, 6933 (technologique), 6641, 6690, 6796, 6834, 6869, 6934 (professionnel).

La réussite au baccalauréat par sexe, âge, catégorie sociale

1 Évolution du taux de réussite au baccalauréat par sexe (France métropolitaine + DOM)

		1970	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Baccalauréat général	Garçons	…	64,5	66,2	73,9	73,9	75,6	77,4	76,4	77,5	81,0
	Filles	…	66,9	68,9	76,6	76,0	80,5	81,8	81,6	82,3	85,6
	Ensemble	**69,0**	**65,9**	**67,8**	**75,4**	**75,1**	**78,4**	**79,9**	**79,4**	**80,3**	**83,7**
Baccalauréat technologique	Garçons	…	57,9	65,0	68,5	71,8	74,5	76,2	75,2	73,8	74,5
	Filles	…	60,2	65,8	68,3	79,3	82,5	81,9	80,8	79,8	78,9
	Ensemble	**57,7**	**59,2**	**65,4**	**68,4**	**75,5**	**78,5**	**79,1**	**78,1**	**76,8**	**76,7**
Baccalauréat professionnel	Garçons				73,6	70,4	76,6	78,2	76,7	75,2	75,2
	Filles				75,3	75,3	79,3	80,5	78,5	78,6	76,8
	Ensemble				**74,3**	**72,7**	**77,7**	**79,1**	**77,5**	**76,6**	**75,9**
Total	**Garçons**	**…**	**62,5**	**65,6**	**72,1**	**72,7**	**75,5**	**77,2**	**76,1**	**75,8**	**77,6**
	Filles	**…**	**64,9**	**68,2**	**73,9**	**76,8**	**80,9**	**81,6**	**80,9**	**81,0**	**82,3**
	Ensemble	**67,2**	**63,9**	**67,2**	**73,1**	**74,9**	**78,3**	**79,5**	**78,6**	**78,6**	**80,1**

2 Répartition des bacheliers et taux de réussite par âge en 2003 (France métropolitaine + DOM)

	Baccalauréat général		Baccalauréat technologique		Baccalauréat professionnel		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
16 ans ou moins	291	95,1	20	90,9	1	25,0	312	94,0
17 ans	16 180	95,1	1 090	90,8	1	50,0	17 271	94,8
18 ans	166 684	89,8	45 982	85,6	145	87,9	212 811	88,9
19 ans	61 965	75,9	54 054	77,1	18 849	86,7	134 868	77,7
20 ans	18 502	67,7	28 846	71,2	35 362	78,9	82 710	73,4
21 ans	3 676	58,3	9 635	65,4	21 292	72,4	34 603	68,6
22 ans	661	46,2	2 243	57,9	7 671	65,7	10 575	62,2
23 ans	190	38,7	533	50,6	2 681	60,6	3 404	57,0
24 ans	69	33,8	148	42,8	1 045	59,0	1 262	54,4
25-29 ans	71	28,7	137	40,2	1 857	64,0	2 065	59,2
30 ans ou plus	46	28,2	111	42,2	2 633	71,5	2 790	67,9
Ensemble	**268 335**	**83,7**	**142 799**	**76,7**	**91 537**	**75,9**	**502 671**	**80,1**

3 Répartition des bacheliers et taux de réussite par catégorie socioprofessionnelle en 2003 (France métropolitaine + DOM)

	Baccalauréat général		Baccalauréat technologique		Baccalauréat professionnel		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
Agriculteurs exploitants	6 986	87,8	4 770	84,8	4 611	83,4	16 367	85,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	23 553	82,9	13 103	78,7	8 321	79,8	44 977	81,1
Cadres, professions intellectuelles supérieures	91 819	88,6	20 339	80,6	7 536	80,2	119 694	86,5
dont professeurs et assimilés (1)	14 424	90,2	2 191	80,1	665	80,8	17 280	88,4
Professions intermédiaires	50 801	84,6	25 080	78,7	11 375	78,6	87 256	82,0
dont instituteurs et assimilés (2)	6 178	88,6	1 312	80,0	551	80,4	8 041	86,5
Employés	39 379	81,2	27 413	77,1	16 080	77,9	82 872	79,1
Ouvriers	33 764	78,2	33 882	74,8	23 198	75,2	90 844	76,2
Retraités	4 832	79,7	3 753	69,6	3 657	70,8	12 242	73,6
Autres personnes sans activité professionnelle	11 932	75,9	10 496	71,4	6 179	67,6	28 607	72,3
Indéterminé	5 269	73,7	3 963	67,6	10 580	70,4	19 812	70,7
Ensemble	**268 335**	**83,7**	**142 799**	**76,7**	**91 537**	**75,9**	**502 671**	**80,1**

(1) PCS : 34. (2) PCS : 42.

8 Examens et sorties

PRÉSENTATION

Compte tenu de la structure par âge de la population, les résultats de la session 2003 correspondent, pour la France métropolitaine, à une proportion de 62,9 % de bacheliers dans une génération : 33,7 % dans une série générale, 17,9 % dans une série technologique et 11,4 % dans une série professionnelle 1 2.

Depuis 1985, en même temps que le nombre annuel de diplômés du baccalauréat a doublé, la proportion de bacheliers dans une génération a gagné 33,5 points. Cette forte progression résulte surtout de la croissance des séries technologiques et de l'important essor du baccalauréat professionnel, mis en place à partir de 1987. Au cours des dernières années, en contraste avec la longue période de croissance qui a précédé 1995, la proportion de bacheliers dans une génération atteint un palier et oscille autour de 62 %. Sur ces cinq dernières années, l'écart entre filles et garçons reste élevé : voisin de 12 points entre 1998 et 2000, il atteint 13,2 points en 2002 et 12,7 points en 2003 1.

Par ailleurs, les disparités géographiques d'obtention du baccalauréat ont évolué. L'opposition Nord-Sud, sensible en 1975, prévalait encore au milieu des années quatre-vingt. Depuis, si l'on répartit par exemple les candidats selon leur lieu de résidence (*cf. infra*), la Bretagne s'est progressivement installée en tête des régions les plus diplômées, avec plus de 70 % de jeunes bacheliers dans l'académie de Rennes, devant les académies de Versailles, Grenoble, Clermont-Ferrand 3. À l'opposé, les académies d'Amiens, Strasbourg, Rouen figurent en deçà de la moyenne nationale, même si l'ampleur des disparités académiques a eu tendance à se réduire.

En termes de taux de réussite, c'est l'académie de Rennes qui obtient le meilleur résultat en 2003, à la fois globalement (86,8 %), mais aussi pour chaque baccalauréat, avec 89,4 % pour les séries générales, 84,9 % pour les séries technologiques et 83,0 % pour les séries professionnelles.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Notes d'Information, 98.22, 99.22, 00.14, 01.24, 02.22, 03.34, 04.07 (baccalauréat, résultats définitifs), 02.14, 02.37 (baccalauréat professionnel).
Tableaux statistiques, n° 6671, 6682, 6773, 6832, 6878, 6932 (général), 6672, 6683, 6774, 6833, 6879, 6933 (technologique), 6641, 6690, 6796, 6834, 6869, 6934 (professionnel).
Géographie de l'Ecole, n° 8, avril 2003 (indicateurs n° 28 et 29, p. 82 à 87).

DÉFINITIONS

■ **Taux de réussite.** Il est calculé en rapportant le nombre d'admis au nombre de candidats présents. Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve.

■ **Âge.** L'âge est défini par la différence de millésime entre l'année d'observation et l'année de naissance, quelle que soit la date d'anniversaire. Pour la session 2003, un candidat âgé de 18 ans est, par définition, un candidat né en 1985. Son âge réel à la session de juin peut aller de 17 ans et demi, s'il est né en décembre 1985, à 18 ans et demi, s'il est né en janvier 1985.

■ **Proportion d'une génération titulaire du baccalauréat.** Il s'agit de la proportion de bacheliers d'une génération fictive d'individus qui auraient, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge. Les âges pris en compte dans le calcul ne sont pas les mêmes pour les séries générales et technologiques que pour les séries professionnelles, compte tenu pour ces dernières d'une scolarité décalée d'un an et d'une répartition par âge assez différente, notamment aux âges élevés. Les calculs ont été faits à partir des données démographiques de l'INSEE. Pour les années 1998 à 2003, on a pris en compte les données calées sur le recensement de la population de 1999 et figurant dans la base en vigueur en mars 2004.

Pour les résultats par académie, on rapporte habituellement les candidats scolarisés dans une académie aux jeunes résidant dans cette académie (colonnes (2) du tableau 3). Ce mode de calcul est généralement retenu en l'absence de données fiables sur le lieu de résidence des parents. On peut aussi procéder autrement, en rapportant les candidats résidant dans une académie aux jeunes résidant dans cette même académie (colonnes (1) du tableau 3). Ceci permet d'éviter d'introduire un biais pour les académies qui accueillent beaucoup de candidats résidant dans une autre académie, ou inversement, ce qui est le cas notamment pour les académies d'Île-de-France. Toutefois, les données sur l'académie de résidence des candidats sont moins fiables que celles sur l'académie de scolarisation. De plus, lorsque le département de résidence du candidat n'a pas été déclaré, on l'a redressé automatiquement en le remplaçant par le département de scolarisation.

La proportion de bacheliers dans une génération

1 Proportion de bacheliers dans une génération par sexe (en %) (France métropolitaine)

	1970	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Garçons	…	…	…	…	…	56,7	55,9	56,9	55,6	55,3	56,7
Filles	…	…	…	…	…	68,8	67,6	69,1	68,6	68,5	69,4
Ensemble	**20,1**	**25,9**	**29,4**	**43,5**	**61,4**	**62,6**	**61,6**	**62,8**	**62,0**	**61,8**	**62,9**

2 Proportion de bacheliers dans une génération par type de baccalauréat (en %) (France métropolitaine)

	1970	1980	1985	1990	1995(1)	1998(2)	1999	2000	2001	2002	2003
Baccalauréat général	16,7	18,6	19,8	27,9	37,2	33,8	32,2	32,9	32,6	32,6	33,7
Baccalauréat technologique	3,4	7,3	9,6	12,8	17,6	18,3	18,3	18,5	18,2	17,8	17,9
Baccalauréat professionnel	-	-	-	2,8	7,9	10,5	11,1	11,4	11,2	11,5	11,4
Ensemble	**20,1**	**25,9**	**29,4**	**43,5**	**61,4**	**62,6**	**61,6**	**62,8**	**62,0**	**61,8**	**62,9**

(1) 1995 et années antérieures : ancienne série, avec pour 1990 et 1995 les données démographiques calées sur le recensement de 1990.

(2) 1998 et années suivantes : nouvelle série, avec les données démographiques calées sur le recensement de 1999.

3 Résultats du baccalauréat par académie – Session 2003 (France métropolitaine + DOM)

	Baccalauréat général		Baccalauréat technologique		Baccalauréat professionnel		Ensemble		Bacheliers en proportion d'une génération (%)			
Académies	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	2003 (1)	Rappel 2002 (1)	2003 (2)	Rappel 2002 (2)
Aix-Marseille	11 950	83,5	5 995	76,4	3 821	74,7	21 766	79,8	60,2	60,2	62,6	63,1
Amiens	7 398	79,6	4 243	68,1	2 775	76,1	14 416	75,2	58,2	56,8	57,0	55,9
Besançon	4 908	85,4	2 691	76,9	1 850	77,9	9 449	81,3	62,5	62,2	62,5	62,0
Bordeaux	12 315	85,4	6 056	80,5	4 184	77,3	22 555	82,4	62,9	61,2	62,7	60,9
Caen	5 996	80,9	3 133	80,0	2 574	79,1	11 703	80,3	61,6	61,0	61,8	61,2
Clermont-Ferrand	5 382	85,4	2 740	79,1	2 072	81,5	10 194	82,8	66,4	65,9	65,7	65,4
Corse	1 087	83,9	517	72,0	211	70,6	1 815	78,5	60,7	59,1	59,9	58,1
Créteil	15 314	76,5	9 433	67,3	4 728	62,9	29 475	71,0	61,2	59,3	57,0	55,0
Dijon	6 478	85,8	3 627	79,4	2 430	79,5	12 535	82,6	62,3	62,2	63,7	63,5
Grenoble	13 965	88,1	7 193	84,5	4 115	81,0	25 273	85,9	66,5	65,9	67,3	66,3
Lille	17 863	80,2	11 599	74,0	7 145	73,6	36 607	76,8	59,5	59,1	59,7	59,3
Limoges	2 655	81,9	1 566	77,2	1 076	79,2	5 297	79,9	65,5	63,6	67,6	66,4
Lyon	13 575	86,0	6 428	79,4	4 675	78,0	24 678	82,6	63,1	61,5	62,5	61,2
Montpellier	9 692	82,9	4 980	79,1	2 979	75,6	17 651	80,5	60,7	59,6	58,8	57,7
Nancy-Metz	9 887	84,7	5 942	76,0	4 002	79,3	19 831	80,8	62,3	60,9	62,5	61,1
Nantes	15 161	88,0	7 725	82,9	5 599	77,9	28 485	84,4	64,4	63,1	64,3	62,9
Nice	8 092	82,7	3 410	76,9	2 207	77,8	13 709	80,4	62,2	60,8	60,8	59,2
Orléans-Tours	10 065	82,3	5 446	77,5	3 172	76,5	18 683	79,9	62,2	62,0	61,1	60,6
Paris	12 369	82,3	3 407	71,1	2 480	66,8	18 256	77,6	64,1	62,4	80,9	79,5
Poitiers	6 422	84,0	3 729	80,5	2 562	80,4	12 713	82,2	64,4	63,1	63,7	62,4
Reims	5 564	82,0	3 177	78,7	2 235	77,3	10 976	80,0	61,2	59,0	61,1	58,8
Rennes	13 773	89,4	8 419	84,9	5 031	83,0	27 223	86,8	70,6	68,2	71,4	69,1
Rouen	7 523	79,0	4 387	68,3	3 197	76,2%	15 107	75,0	59,4	60,5	59,6	60,6
Strasbourg	7 147	87,6	3 820	81,8	2 752	80,0	13 719	84,3	59,4	57,2	59,4	57,2
Toulouse	10 799	86,7	6 044	81,7	3 870	82,1	20 713	84,3	65,7	64,0	65,8	64,1
Versailles	24 739	83,8	12 184	73,4	6 298	68,5	43 221	78,1	67,1	65,7	64,2	62,8
France métro.	**260 119**	**83,7**	**137 891**	**76,8**	**88 040**	**76,0**	**486 050**	**80,2**	**62,9**	**61,8**	**62,9**	**61,8**
Guadeloupe	1 925	76,7	1 154	68,9	1 056	72,4	4 135	73,3	61,0	59,5	61,0	59,4
Guyane	436	67,7	292	62,5	257	68,4	985	66,2	31,7	31,6	31,6	31,7
Martinique	1 984	80,7	1 238	69,4	846	67,8	4 068	74,1	68,8	63,1	69,0	63,2
La Réunion	3 871	86,9	2 224	78,9	1 338	80,2	7 433	83,1	54,4	49,6	54,4	49,6
DOM	**8 216**	**81,6**	**4 908**	**72,8**	**3 497**	**73,6**	**16 621**	**77,1**	**56,5**	**52,8**	**56,5**	**52,8**
France métro. + DOM	**268 335**	**83,7**	**142 799**	**76,7**	**91 537**	**75,9**	**502 671**	**80,1**	**62,7**	**61,5**	**62,7**	**61,5**

(1) Candidats classés par académie selon le lieu de résidence (voir ci-contre, rubrique « Définitions »). (2) Candidats classés par académie selon le lieu de scolarisation.

Dans les deux cas, les calculs ont été faits en utilisant les séries démographiques de l'INSEE calées ici à la fin mars 2004 sur le recensement de 1999, y compris pour le rappel des résultats de l'année 2002. Pour cette raison, les données publiées précédemment pour 2002 dans l'édition 2003 du présent ouvrage, peuvent légèrement différer de celles présentées ici.

PRÉSENTATION

L'allongement de la durée de la scolarité a entraîné une forte augmentation, depuis les années 70, du nombre de diplômes délivrés dans l'enseignement technologique et professionnel. Mais il existe de grandes disparités selon la nature des diplômes. La création, en 1987, des 4e et 3e technologiques avait considérablement modifié l'orientation et le recrutement des lycées professionnels. La fermeture progressive du CAP post-5e a fortement profité au BEP et donc, ensuite, au baccalauréat professionnel. Actuellement, la fermeture des classes technologiques a tendance à favoriser, à la fin du premier cycle, une orientation vers le second cycle général et technologique au détriment du professionnel. Ceci peut expliquer en partie que le nombre de diplômés de BEP et de CAP diminue ces trois dernières sessions. Le facteur démographique vient renforcer la tendance, les générations concernées étant creuses. Mais la chute du nombre de CAP délivrés, de 35 000 en 2002 et de 9 000 en 2003, s'explique par la suppression de certains CAP associés au BEP. Ainsi, les terminales BEP n'ont plus la possibilité de passer les CAP « Petite enfance », « Cuisine », « Restauration » ni les nouveaux CAP remplaçant le CAP « Vente, relation clientèle » qui a été supprimé. De même, la chute de 1996 était liée à la fermeture du CAP d'employés des services administratifs et commerciaux dont les candidats étaient presque exclusivement des terminales BEP.

Ainsi, au niveau V, le nombre de diplômes diminue sensiblement au CAP (- 5,3 %) pour les raisons précisées ci-dessus. Par contre, il augmente au BEP (+ 1,4 %). Au niveau IV (baccalauréats technologiques ou professionnels, y compris agricoles, brevets de technicien, brevets professionnels), le nombre de diplômes délivrés baisse sauf pour le baccalauréat technologique. Au niveau III, le nombre de BTS se stabilise. Il avait progressé depuis sa création, avec juste un palier en 1995, 1996 **1**.

Sauf pour le CAP depuis la session 1996, les spécialités du domaine des services prédominent : elles rassemblent 58,8 % des admis en BEP, 70,6 % en BP et 74,5 % en BTS, mais seulement 31,2 % en CAP **2**.

Les filles sont minoritaires dans la plupart des niveaux d'enseignement, sauf en BP et en BTS. Le taux de réussite des filles est meilleur que celui des garçons au CAP et surtout au BEP, mais plutôt moins bon au BP et au BTS. Les différences se réduisent toutes choses égales par ailleurs, par exemple à type de formation égale.

DÉFINITIONS

Taux d'admission. Nombre de diplômes délivrés par rapport au nombre de candidats présentés. Une même personne peut être candidate à plusieurs examens la même année : à différentes spécialités de CAP ou bien à un BEP et un CAP. Un même élève peut obtenir plusieurs diplômes au cours de sa scolarité (un BEP, puis un baccalauréat par exemple).

- **Diplômes de niveau V.** Ouvriers ou employés qualifiés.
- **Diplômes de niveaux IV et III.** Respectivement techniciens et cadres moyens ou techniciens supérieurs.
- **MOREA.** Modules de repréparation d'examens en alternance.
- **CNED.** Centre national d'enseignement à distance.
- **CFA.** Centres de formations d'apprentis.
- **SEGPA.** Sections d'enseignement général et professionnel adapté.
- **CAP.** Certificats d'aptitude professionnelle.
- **BEP.** Brevets d'études professionnelles.
- **MC5.** Mentions complémentaires de niveau V.
- **BP. Brevets professionnels. BT. Brevets de technicien.**
- **BMA.** Brevets des métiers d'art.
- **MC4.** Mentions complémentaires de niveau IV.
- **BTS.** Brevets de technicien supérieur.
- **DNTS.** Diplômes nationaux de technologie spécialisée.
- **DMA.** Diplômes des métiers d'art.
- **DUT.** Diplômes universitaires de technologie.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. Public, Privé. Session 2003 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Voir aussi

Notes d'Information, 02.50, 03.46.

Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel

1 Évolution du nombre des diplômes par niveau (France métropolitaine + DOM, Public + Privé)

	Niveau V			Niveau IV				Niveau III		
	CAP et MC5	BEP	Total	BT et BMA	Bac techno.	Bac pro	Total	BTS et ass., DNTS, DMA	DUT	Total
1990	282 758	161 140	**443 898**	8 348	115 808	24 602	**148 758**	53 113	27 815	**80 928**
1995	277 261	188 531	**465 792**	2 963	138 267	67 096	**208 326**	78 235	37 362	**115 597**
2000	226 694	208 559	**435 253**	2 027	152 778	92 617	**247 422**	95 530	47 478	**143 008**
2001	212 750	193 626	**406 376**	1 724	147 944	92 499	**242 167**	99 273	47 997	**147 270**
2002	177 279	186 966	**364 245**	2 022	141 983	93 579	**237 584**	103 629	48 877	**152 506**
2003	**167 939**	**189 652**	**357 591**	**1 848**	**142 799**	**91 537**	**236 184**	**103 455**	**...**	

2 Nombre de diplômes de l'enseignement technologique et professionnel délivrés par origine d'établissement et par secteur d'activité – Session 2003 (France métropolitaine + DOM)

	CAP	BEP	MC5	BP	BT et BMA	MC4	BTS et ass., DNTS, DMA
Établissements publics :							
admis	51 958	122 043	3 254	-	1 560	736	50 253
taux d'admission	76,0	72,9	86,7		76,5	89,3	73,2
Établissements privés :							
admis	15 306	35 039	861	-	189	351	20 068
taux d'admission	80,4	85,2	84,1		64,5	82,2	68,7
CNED :							
admis	1 117	185	1	393	-	-	1 224
taux d'admission	72,6	51,7		69,4			31,2
CFA :							
admis	60 986	18 917	4 043	10 338	57	100	7 853
taux d'admission	73,6	70,9	74,6	71,2	67,9	81,3	63,0
Formation continue :							
admis	9 585	4 247	236	4 966	27	118	17 346
taux d'admission	75,9	66,1	78,9	66,3	58,7	77,9	49,5
Autres (candidats libres, SES, MOREA) :							
admis	20 325	9 221	267	1 361	15	13	6 711
taux d'admission	67,2	57,2	58,3	47,8	26,3	61,9	36,7
Total :							
présentés	**214 670**	**258 155**	**10 955**	**25 415**	**2 520**	**1 544**	**167 568**
admis	**159 277**	**189 652**	**8 662**	**17 058**	**1 848**	**1 316**	**103 455**
taux d'admission	**74,2**	**73,5**	**79,1**	**67,1**	**73,3**	**85,2**	**61,7**
dont garçons :							
admis	110 717	103 227	5 077	6 197	1 032	462	46 915
taux d'admission	73,9	70,0	79,2	70,3	71,1	84,9	62,9
dont filles :							
admises	48 560	86 425	3 585	10 861	816	854	56 540
taux d'admission	75,0	78,1	78,9	65,4	76,4	85,4	60,8
Diplômes :							
du domaine de la production	109 624	78 181	5 208	5 019	1 598	187	26 345
du domaine des services	49 653	111 471	3 454	12 039	250	1 129	77 100
Part du domaine des services (%)	**31,2**	**58,8**	**39,9**	**70,6**	**13,5**	**85,8**	**74,5**

PRÉSENTATION

En 2001-2002, le nombre de diplômes d'études universitaires générales (DEUG) délivrés continue de décroître (- 1 %), il avait baissé de 3,5 % en 2000-2001. En revanche, le nombre de diplômés de DEUST (sciences et techniques) augmente pour la troisième année consécutive ; cette hausse s'élève à 21,8 % en 2001. Le nombre de licenciés augmente de 3,9 % en 2001-2002, alors que le nombre de maîtres se stabilise (+ 0,3 %).
Cependant, le nombre de diplômés des formations offertes par les instituts universitaires professionnalisés (IUP) augmente. En effet, les DEUG IUP délivrés augmentent de 11,5 %, les licences IUP de 15,6 % et les maîtrises de 13,9 % en 2001-2002.
Enfin, le nombre de diplômes d'études approfondies (DEA) délivrés croît de 8,3 %, hausse toujours moins marquante que celle des diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), de + 15,4 %. À la rentrée 2001, le nombre d'inscriptions en troisième cycle avait augmenté de 2,8 %.
En France métropolitaine et dans les DOM, parmi les étudiants ayant obtenu un DEUG en 2001, 44 % étaient inscrits en lettres-sciences humaines et seulement 21,7 % en sciences. Parmis les diplômés de DESS, 31,4 % étaient inscrits en sciences économiques et 24,4 % en sciences alors que parmi les diplômés de DEA, 40,3 % étaient inscrits en sciences.

DÉFINITIONS

■ **Champ de l'enquête.** L'enquête est effectuée dans les universités publiques, les universités de technologie, les instituts nationaux polytechniques, l'Institut d'études politiques de Paris, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du globe, et l'École du paysage de Blois. Elle recense les diplômes nationalement habilités.

■ **Diplômes 2002 non mentionnés dans le tableau 1 :** la capacité en droit (611 diplômés), le DAEU (5 079 diplômés), les magistères (1 286 diplômés) et les habilitations à diriger des recherches (1 275 diplômés). Les diplômes d'IUP sont comptés avec les DEUG, licences et maîtrises. Les DUT apparaissent dans la page 8.5.

■ **Tableau 3, Évolution des diplômes de l'enseignement supérieur universitaire.** Une évolution du mode de collecte de l'information sur les diplômes a eu lieu en 2001, entraînant des écarts sur certains diplômes dans certaines disciplines.

■ **DUT.** Voir en 6.6 la page concernant les IUT et en 8.7 celle concernant les diplômes de l'enseignement technique.

■ **Diplômes d'ingénieurs et des écoles de commerce.** Voir en 8.8.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Recensement des diplômes délivrés par les universités – session 2002 », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Les diplômes universitaires

1 Principaux diplômes d'État délivrés par les universités dans les disciplines non médicales en 2002 (France métropolitaine + DOM, France métropolitaine)

	DEUG	DEUST	Licences	Maîtrises	DESS	DEA	Doctorats	Ensemble
Droit	15 512	256	17 300	17 173	7 705	5 269	697	63 912
Sciences économiques	11 173	230	14 226	15 706	13 907	1 904	430	57 576
AES	6 673	1	6 790	5 63	457	-	2	18 986
Ensemble droit, sciences économiques et AES	**33 358**	**487**	**38 316**	**37 942**	**22 069**	**7 173**	**1 129**	**140 474**
Lettres, sciences humaines	52 126	606	60 255	31 333	9 915	8 553	2 101	164 889
Sciences	25 739	970	32 746	24 354	10 744	10 687	4 976	110 216
STAPS	7 200	449	6 884	2 405	528	116	37	17 619
Total France métropolitaine + DOM	**118 423**	**2 726**	**138 201**	**96 034**	**43 975**	**26 529**	**8 612**	**434 500**
Total France métropolitaine	**116 250**	**2 726**	**136 037**	**95 223**	**43 747**	**26 395**	**8 586**	**428 982**

2 Principaux diplômes d'État délivrés par les universités dans les disciplines médicales en 2002 (France métropolitaine + DOM, France métropolitaine)

	Diplôme de docteur	Capacité en médecine	DES, DIS, DESC (1)	AFS, AFSA (1)	DEUST (1)	DESS (1)	Doctorat
Médecine	3 232	1 900	2 568	769	184	179	218
Pharmacie	1 860		210	6	30	540	145
Odontologie	663		7				6
Total France métropolitaine + DOM	**5 755**	**1 900**	**2 785**	**775**	**214**	**719**	**369**
Total France métropolitaine	**5 753**	**1 900**	**2 779**	**775**	**227**	**719**	**369**

(1) Voir table des sigles en fin d'ouvrage.

3 Évolution du nombre de diplômes de l'enseignement supérieur universitaire (France métropolitaine + DOM)

		Droit, sciences politiques	Sciences économiques	AES	Lettres	Sciences	STAPS	Ensemble
DEUG-DEUST	1982 (1)	9 764	4 959	2 597	22 361	10 384	1 076	**51 141**
	1990	12 355	7 747	6 080	39 127	21 096	1 948	**88 353**
	2000	16 606	10 720	6 601	54 550	28 960	7 263	**124 700**
	2001	16 354	11 191	6 580	53 064	27 502	7 142	**121 833**
	2002	15 768	11 403	6 674	52 732	26 709	7 649	**121 149**
Licences	1982	8 912	4 029	1 908	19 191	8 587	1 125	**43 752**
	1990	11 424	5 400	4 502	31 703	16 729	1 567	**71 325**
	2000	18 213	11 381	6 393	61 937	30 435	6 658	**135 017**
	2001	17 136	12 477	6 608	58 511	31 217	6 862	**132 811**
	2002	17 300	14 226	6 790	60 255	32 746	6 884	**138 201**
Maîtrises	1982	6 978	3 704	967	10 357	8 180	34	**30 220**
	1990	9 710	7 060	3 397	16 308	14 325	369	**51 169**
	2000	16 563	14 369	4 661	29 423	26 433	1 855	**93 304**
	2001	17 550	15 093	4 930	30 444	25 426	2 309	**95 752**
	2002	17 173	15 706	5 063	31 333	24 354	2 405	**96 034**
DESS	1982	1 393	2 874	-	1 819	293	-	**6 379**
	1990	2 794	4 773	-	2 562	2 495	-	**12 624**
	2000	5 900	10 479	444	7 742	7 805	242	**32 612**
	2001	6 901	12 149	483	8 907	9 253	401	**38 094**
	2002	7 705	13 907	457	9 915	10 744	528	**43 975**
DEA	1982	2 162	1 292	-	5 058	6 304	-	**14 816**
	1990	3 047	1 557	-	5 843	9 466	111	**20 024**
	2000	5 042	1 588	-	7 459	9 227	112	**23 428**
	2001	4 754	1 694	-	7 999	9 925	131	**24 503**
	2002	5 269	1 904	-	8 553	10 687	116	**26 529**
Doctorats	1982	478	559	-	2 099	3 916	-	**7 052**
	1990	521	411	-	1 513	4 705	11	**7 161**
	2000	1 254	637	-	2 449	5 621	30	**9 991**
	2001	1 034	532	2	2 201	5 195	47	**9 011**
	2002	697	430	2	2 101	4 976	37	**8 612**

(1) Les 4 554 DEUG enseignement du 1er degré sont comptabilisés en lettres.

PRÉSENTATION

À la session 2002, le taux de réussite au DEUG calculé pour l'ensemble des étudiants entrés en première année de premier cycle et ayant confirmé leur inscription l'année suivante est de 75,7 %. La durée retenue pour la réussite au DEUG est de 2 à 5 ans, pour tenir compte des possibles réorientations ou des interruptions provisoires de cursus des étudiants. Les taux en 2 et 3 ans sont respectivement de 45 % et 20,7 %. Le taux de réussite global est de 75,5 % si on considère seulement l'ensemble des bacheliers et de 76,8 % si on se limite aux bacheliers généraux et technologiques.

Plus d'un étudiant sur deux ayant obtenu son baccalauréat « à l'heure ou en avance » obtient son DEUG en deux ans. Cette proportion est de un sur trois pour les bacheliers en retard d'un an et de un sur cinq pour les bacheliers dont le retard est supérieur à un an.

Les étudiants issus de la série scientifique du baccalauréat général sont ceux qui réussissent le mieux en premier cycle. Les bacheliers technologiques ont un parcours dans le supérieur universitaire plus difficile. Les bacheliers professionnels, très peu représentés à l'université, sont également peu nombreux à obtenir le DEUG. Les étudiants ayant bénéficié d'une dispense du baccalauréat ont un taux de réussite élevé en trois ans ainsi qu'en cinq ans.

C'est en Lettres que les étudiants obtiennent les résultats les plus élevés au DEUG en deux ans (58,4 %). Ces résultats sont également élevés en Sciences humaines et en STAPS. Les taux de réussite en deux ans les plus faibles sont enregistrés en Sciences et surtout en Droit.

En cinq ans, les Lettres confirment les résultats élevés obtenus en deux ans. Les étudiants inscrits en Sciences réussissent nettement mieux en cinq ans qu'en deux ans. Le Droit reste la filière où le taux de réussite est le moins élevé, en deux comme en cinq ans (66,2 %) **2**.

La réussite au DUT en deux ans est plus fréquente pour les bacheliers généraux d'une série économique (80,2 %) ou scientifique (74,5 %) que pour les bacheliers technologiques (57,6 %) ou professionnels (38,3 %). L'écart est de 7,2 points entre le secteur des services et celui de la production. Parmi les spécialités proposées, l'informatique industrielle est celle où la réussite en deux ans est la moins élevée (56,4 %). Inversement, en agroalimentaire ou en communication, les taux de réussite en deux ans sont les plus élevés (respectivement 85,4 % et 80,4 %) **3**.

DÉFINITIONS

■ **Taux de réussite au diplôme d'études universitaires générales (DEUG).** Probabilité pour un étudiant étant entré en DEUG dans une discipline générale en 1re année de DEUG, et ayant poursuivi en 2e année à l'université, d'obtenir le DEUG. Les entrants en IUT ou en santé ne sont pas pris en compte. Voir 6.16, « L'accès des bacheliers en deuxième cycle universitaire ».

■ **Âge d'obtention du baccalauréat.** Les bacheliers « à l'heure ou en avance » sont les étudiants qui ont obtenu le baccalauréat avant 19 ans pour les bacheliers généraux et technologiques et à 19 ans pour les bacheliers professionnels.

■ **Méthodologie.** Les taux de réussite sont des taux transversaux, par opposition à des taux longitudinaux ; ils sont obtenus par sommation de quatre taux (rapport de diplômés à des flux d'entrants) décrivant l'obtention du DEUG en deux, trois, quatre ou cinq années exactement. Les réorientations entre les disciplines générales universitaires sont prises en compte de la manière suivante : un étudiant qui s'est orienté d'une discipline « A » vers une discipline « B » n'est plus comptabilisé dans les entrants de la discipline « A » mais uniquement dans ceux de la discipline « B ».

■ **Taux de réussite au diplôme universitaire de technologie (DUT).** Probabilité pour un étudiant, bachelier ou non bachelier, entré en 1re année de diplôme universitaire de technologie (DUT), d'obtenir son diplôme. C'est aussi un taux transversal, mais il correspond cette fois à la somme des taux observés en deux et trois ans exactement, car les réorientations et les sorties momentanées dans cette filière y sont moins nombreuses qu'en DEUG ; la durée y est donc plus courte. De plus, les taux sont calculés sur la somme totale des entrants en première année de DUT.

L'historique des effectifs des diplômés est présenté en page 6.6.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête SISE, Direction de l'évaluation et de la prospective.
Notes d'Information, 01.11, 01.47, 03.32.

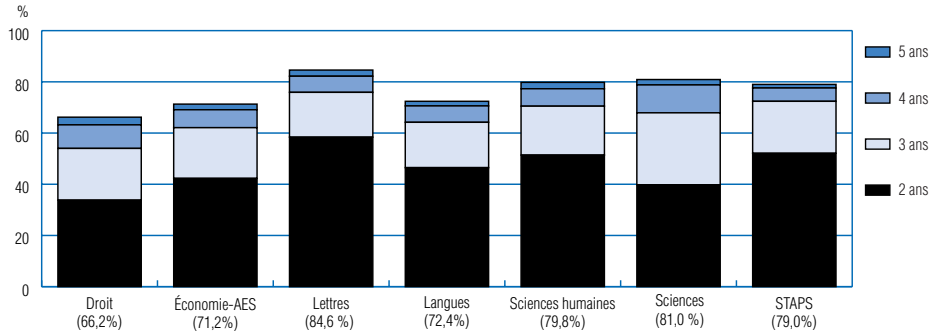
La réussite (bacheliers et non-bacheliers) au DEUG et au DUT

8

1 Taux de réussite au DEUG selon l'origine des étudiants et leur âge au baccalauréat – Session 2002
(France entière)

Séries de baccalauréat	Âge d'obtention du baccalauréat	Taux de réussite au DEUG : global	en 2 ans	en 3 ans	en 4 ans	Total des entrants
Littéraire	« À l'heure » ou en avance	85,0	58,4	18,8	5,9	101 952
	En retard de un an	67,1	37,5	19,7	7,6	37 703
	En retard de plus de un an	55,1	29,9	15,6	6,9	17 076
	Ensemble	**77,6**	**50,4**	**18,7**	**6,4**	**156 731**
Économique	« À l'heure » ou en avance	84,1	55,6	21,0	5,9	93 522
	En retard de un an	71,4	39,5	22,1	7,6	39 534
	En retard de plus de un an	57,4	29,4	17,0	8,5	15 316
	Ensemble	**78,6**	**49,2**	**20,9**	**6,6**	**148 372**
Scientifique	« À l'heure » ou en avance	97,5	58,4	26,6	10,3	108 015
	En retard de un an	78,7	38,6	26,2	11,1	36 946
	En retard de plus de un an	60,4	28,6	19,1	9,6	17 524
	Ensemble	**89,2**	**50,6**	**25,7**	**10,4**	**162 485**
Technologique	« À l'heure » ou en avance	50,1	23,9	16,2	7,2	14 036
	En retard de un an	41,7	17,5	14,7	6,8	22 768
	En retard de plus de un an	30,2	12,8	10,6	4,7	24 387
	Ensemble	**39,3**	**17,4**	**13,4**	**6,0**	**61 191**
Ensemble bacheliers généraux et technologiques		**76,8**	**46,2**	**20,8**	**7,6**	**528 779**
Professionnel	« À l'heure » ou en avance	30,4	10,1	12,3	3,8	1 314
	En retard de un an	15,9	5,4	6,1	2,8	3 154
	En retard de plus de un an	14,1	5,4	4,3	2,5	5 479
	Ensemble	**16,8**	**6,2**	**5,8**	**2,8**	**9 948**
Tous bacs	« À l'heure » ou en avance	86,9	55,6	21,9	7,4	318 839
	En retard de un an	65,6	34,1	20,8	8,3	140 105
	En retard de plus de un an	45,8	22,4	14,0	6,8	79 782
Ensemble	**Tous bacs et tous âges**	**75,5**	**45,3**	**20,5**	**7,5**	**538 727**
Dispensés		89,0	37,7	28,3	15,8	14 272
Ensemble étudiants bacheliers et non bacheliers		**75,7**	**45,0**	**20,7**	**7,7**	**552 998**

2 Taux de réussite au DEUG par discipline selon le délai d'obtention – Session 2002 (bacheliers et non-bacheliers)



3 La réussite au DUT par secteur et spécialité – Session 2002 (France entière)

Secteurs et spécialités	Effectifs des diplômés	Taux de réussite en 2 ans : Tous étudiants (1)	Bacheliers (2)	Taux de réussite en 3 ans : Tous étudiants (1)	Bacheliers (2)	Taux de réussite cumulé : Tous étudiants (1)	Bacheliers (2)
Ensemble	**48 877**	**69,1**	**70,2**	**20,0**	**20,1**	**89,1**	**90,3**
IUT secteur de la production	**20 101**	**65,3**	**66,1**	**19,9**	**19,9**	**85,2**	**86,0**
Informatique industrielle	4 149	56,4	56,7	17,9	17,7	74,3	74,4
Productique - mécanique	3 068	63,0	64,2	18,2	18,0	81,2	82,3
Agroalimentaire	2 727	85,4	85,5	20,5	20,5	(3) nc	(3) nc
Physique - chimie	3 949	66,2	66,5	22,9	22,8	89,1	89,3
Génie civil	1 597	66,3	67,1	22,7	22,9	89,0	90,0
Autre spécialité	4 611	65,6	67,5	19,4	19,6	85,0	87,1
IUT secteur des services	**28 776**	**72,3**	**73,6**	**20,1**	**20,3**	**92,4**	**93,9**
GEA	8 773	71,2	73,1	16,7	16,8	87,9	89,9
Commerce	9 005	76,6	77,6	18,4	18,5	95,0	96,1
Informatique	4 663	63,8	64,9	25,9	26,2	89,7	91,1
Communication	2 861	80,4	81,1	27,9	28,3	(3) nc	(3) nc
Logistique et transport	1 363	61,9	63,5	20,4	20,5	82,3	84,0
Juridique et social	2 111	77,7	78,8	24,7	25,0	(3) nc	(3) nc

(1) Bacheliers et dispensés. (2) Généraux et technologiques.
(3) Le taux de réussite cumulé peut dépasser 100 % (*cf.* **Méthodologie**). Dans ce cas, il n'est pas communiqué (nc).

PRÉSENTATION

À la session 2002, 26 155 diplômes d'ingénieurs ont été délivrés contre 22 828 en 1997, soit une hausse de 15 % en cinq ans. La progression a été constante de 1997 à 2001, et en 2002 le nombre de diplômes délivrés a peu varié (+ 0,5 %). Cette stagnation est essentiellement due aux écoles universitaires sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pourtant en constante progression jusqu'alors, et dont le nombre de diplômes délivrés a diminué de 1,2 % en 2002. Plus de la moitié des diplômes ont été délivrés par des établissements relevant de ce ministère (57 %), près d'un cinquième par des écoles sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale, et près d'un quart par des établissements privés. La part de femmes diplômées, qui avait fortement progressé entre 1985 et 1997, est restée constante en 2002. Les femmes ne représentent que moins d'un quart des diplômés (23,3 %). Les écoles universitaires et les écoles publiques des autres ministères sont les écoles délivrant le plus de titres à des femmes **1**.

Avec 1 713 diplômés en 2002, le nombre de lauréats des formations d'ingénieurs en partenariat est en constante progression (+ 7 % par rapport à 2001 et + 81 % par rapport à 1996). De plus en plus de diplômes sont obtenus à l'issue d'une formation initiale par apprentissage (+ 13 %). En revanche, la baisse du nombre de diplômés de formation continue, observée depuis 1996, se poursuit en 2002 (- 6 % par rapport à 2001 et - 19 % par rapport à 1996). Bien que toujours très faible (11 %), la part des femmes diplômées a fortement augmenté entre 2001 et 2002 (+ 2,4 points). La formation initiale reste le type de formation où le taux de féminisation des diplômés est le plus élevé (un diplômé sur cinq) **2**.

En 2002, 21 400 diplômes et titres ont été délivrés par les écoles de commerce et de gestion. Ce nombre a presque triplé depuis 1985. Après une baisse assez sensible entre 1997 et 1999, l'année 2002 confirme la reprise observée depuis deux ans. En 2002, la moitié des diplômés ont obtenu un titre visé par le ministère émanant d'une école reconnue par l'État (groupe I). Dans ce groupe I, un peu moins d'un diplôme sur deux est décerné à une femme. Sur l'année 2002, les neuf dixièmes des mastères ont été délivrés par les écoles du groupe I, tandis que la moitié des MBA est décernée par des écoles du groupe II (avec 31 % de diplômées). Les trois quarts des MBA sont obtenus par des étudiants étrangers **3**.

DÉFINITIONS

■ **Diplômes d'ingénieurs.** Ensemble des diplômes des établissements publics et privés, relevant de tous les ministères, habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la Commission des titres d'ingénieurs (CTI). Ne sont pas comptabilisés les diplômes décernés au titre de la formation continue, à l'exception de ceux des Centres d'études supérieures industrielles (CESI) et de l'Institut national de promotion supérieure agricole (INPSA). Les diplômes obtenus par les élèves du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ne sont pas comptabilisés **1**.

■ **Diplômes des formations d'ingénieurs en partenariat.** Anciennement intitulées « nouvelles formations d'ingénieurs » (NFI), ces formations ont été mises en place à la rentrée 1990. En 2002-2003, 68 établissements, situés en France métropolitaine, assurent la formation conjointement avec une entreprise. Le diplôme d'ingénieur est reconnu par la CTI **2**.

■ **Diplômes des écoles de commerce et de gestion.** Les diplômes des écoles de commerce et de gestion sont classés en trois groupes. Les écoles du « groupe I » sont reconnues par l'État et à diplôme visé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les écoles du « groupe II » sont reconnues par l'État, mais leur diplôme n'est pas visé par le ministère. Les écoles du groupe III ne sont pas reconnues par l'État et leur diplôme n'est pas visé par le ministère.

■ **Mastère.** Ce label, mis en place à la rentrée 1986 par la Conférence des grandes écoles, est attribué à une formation de haut niveau dans une grande école. Le candidat doit justifier d'un diplôme de niveau bac + 5 (école d'ingénieurs, école de gestion, DEA ou équivalent) ou éventuellement d'une maîtrise avec 3 ans d'expérience professionnelle dans un poste à responsabilité. La durée des études est généralement de 12 mois dont 5 ou 6 mois de stage.

■ **MBA.** *Master of business administration*. Il s'agit d'un diplôme de spécialisation préparé conjointement avec un établissement d'enseignement supérieur à l'étranger **3**.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6898, 6899.

« Les écoles de commerce et gestion en 2002-2003 », *Tableaux statistiques*, à paraître (**3**).

Les diplômés des écoles d'ingénieurs et de commerce

1 Évolution du nombre de diplômés des écoles d'ingénieurs de 1985 à 2002 (France métropolitaine) (1)

	1985	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Écoles universitaires **(2)**	3 551	5 044	7 702	7 847	8 395	8 881	9 571	9 455
% femmes	-	-	26,0	26,5	25,6	25,7	28,0	26,3
Écoles indépendantes des universités	3 314	3 891	5 095	5 262	5 098	5 237	5 467	5 589
% femmes	-	-	16,7	17,6	17,0	17,6	19,2	18,2
Total Public ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	**6 865**	**8 935**	**12 797**	**13 109**	**13 493**	**14 118**	**15 038**	**15 044**
% femmes	15,1	18,3	22,3	23,0	22,4	22,7	24,8	23,3
Écoles publiques autres ministères	3 250	3 624	4 317	4 333	4 553	4 621	4 749	4 800
% femmes	16,9	20,2	26,7	24,4	28,4	27,6	27,3	29,0
Écoles privées	2 888	3 521	5 714	5 626	5 612	5 885	6 236	6 311
% femmes	16,0	17,9	21,4	19,8	19,3	19,5	19,1	19,1
Ensemble	**13 003**	**16 080**	**22 828**	**23 068**	**23 658**	**24 624**	**26 023**	**26 155**
% femmes	**15,7**	**18,7**	**22,9**	**22,5**	**22,8**	**22,8**	**23,9**	**23,3**

(1) Toutes les écoles d'ingénieurs décernant des diplômes sont situées en France métropolitaine.
(2) Par souci de cohérence des séries statistiques, les universités de technologie ont été classées parmi les écoles universitaires.

2 Évolution du nombre de diplômés des formations d'ingénieurs en partenariat de 1996 à 2002 (France métropolitaine) (1)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Formation initiale	170	188	208	206	169	199	219
% femmes	15,9	17,0	14,4	16,5	20,1	15,1	20,5
Formation initiale par apprentissage	258	311	515	660	890	957	1077
% femmes	6,2	8,0	8,2	8,2	8,0	8,5	11,0
Formation continue	518	495	475	453	393	444	417
% femmes	5,8	5,7	5,5	5,5	4,8	4,5	4,3
Ensemble	**946**	**994**	**1 198**	**1 319**	**1 452**	**1 600**	**1 713**
% femmes	**7,7**	**8,6**	**8,2**	**8,6**	**8,5**	**8,2**	**10,6**

(1) Il n'y a pas de formations d'ingénieurs en partenariat dans les DOM.

3 Évolution du nombre de diplômés des écoles de commerce de 1985 à 2002 (France métropolitaine + DOM)

	1985	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Diplôme de l'école :								
Groupe I	4 071	5 580	8 470	8 600	8 124	9 148	10 698	10684
% femmes	40,2	45,2	48,1	48,3	46,3	46,4	47,7	48,1
Groupe II	781	2 052	1 252	709	594	685	836	936
% femmes	31,9	41,0	37,8	38,5	38,6	44,1	40,2	40,8
Groupe III	1 446	2 424	3 411	3 253	3 212	3 737	4 003	4461
% femmes	35,8	45,0	46,8	47,6	50,7	49,5	48,7	53,4
Attestation de l'école	**429**	**791**	**433**	**409**	**179**	**425**	**538**	**504**
% femmes	31,2	44,1	46,9	52,3	43,6	43,5	53,9	50,0
Certificat de l'école	**598**	**1 304**	**1 477**	**1 272**	**1 582**	**1 314**	**1 269**	**1080**
% femmes	42,5	43,9	52,8	51,3	46,8	53,1	50,7	53,5
Mastère	**-**	**-**	**758**	**1 223**	**1 211**	**1 730**	**1 961**	**2294**
% femmes	-	-	36,0	38,3	33,1	38,9	40,3	36,1
MBA	**-**	**-**	**868**	**958**	**1 091**	**1 303**	**1 379**	**1 481**
% femmes	-	-	25,9	24,8	22,0	28,5	21,3	31,1
Ensemble	**7 325**	**12 151**	**16 669**	**16 424**	**15 993**	**18 342**	**20 684**	**21 440**
% femmes	**38,1**	**44,2**	**45,7**	**46,0**	**44,3**	**45,4**	**45,5**	**46,8**

PRÉSENTATION

Les sortants de formation initiale de 2002 sont moins nombreux que leurs aînés qui ont achevé leurs études de 1997 à 2001. Cette réduction du flux de sortants de 2002 est due au fait que les jeunes étudient un peu plus longtemps, et qu'ils arrêteront leurs études ultérieurement.
Près de 170 000 jeunes déclarent posséder un diplôme sanctionnant la réussite d'un cursus long de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle, ou d'un diplôme d'école supérieure, de commerce ou d'ingénieur notamment. Près de 120 000 jeunes mentionnent un diplôme sanctionnant des études supérieures courtes. Parmi ces derniers, un peu plus de 90 000 ont pour diplôme le plus élevé un BTS ou un DUT, et près de 20 000 un diplôme paramédical et social accessible après le baccalauréat 1. Ces flux de diplômés de l'enseignement supérieur sont, dans l'ensemble, stables depuis 1996. Le meilleur accueil des étudiants étrangers, et des poursuites d'études croissantes en fin de BTS et DUT à destination notamment de la licence professionnelle, peuvent contribuer à une légère progression des flux de sortants des cycles longs et au repli des BTS et DUT.
La nouvelle enquête sur l'emploi fournit un éclairage plus juste sur les baccalauréats. Les bacheliers et titulaires des brevets technologiques et professionnels (14 % des sortants) sont mieux séparés des bacheliers généraux (10 % des sortants). Les jeunes déclarant un CAP ou un BEP sont moins nombreux, sans que l'on ne sache encore au juste dans quelle mesure cette baisse est réelle, et dans quelle mesure elle tient à la localisation plus difficile des fins d'apprentissage.
Depuis 1995, de l'ordre de 150 000 à 160 000 jeunes par an interrompent pour la première fois leur formation initiale diplômés d'un brevet ou sans aucun diplôme, alors qu'ils étaient deux fois plus nombreux en 1980 1. Cette population comprend une majorité de jeunes qui a terminé un second cycle de l'enseignement secondaire, mais a échoué au diplôme (CAP, BEP ou baccalauréat), et une minorité de jeunes qui ont abandonné son second cycle avant la fin. Parmi les derniers, 60 000 sortaient « sans qualification » des niveaux de formation VI et V bis et 10 000 jeunes abandonnaient après une seconde ou une première générale ou technologique en 2001, selon l'enquête emploi de mars 2002 2. Le problème de localisation des fins d'études d'apprentis rend difficiles à interpréter les résultats de l'enquête de 2003 (sur les sortants de 2002). On préférera se reporter aux estimations effectuées à partir des inscriptions dans l'enseignement secondaire, qui fournissaient jusque là des résultats semblables aux enquêtes emploi 3.

DÉFINITIONS

■ **Les flux de sortants de formation initiale** présentés ici sont fondés sur les enquêtes sur l'emploi de l'INSEE 1 et 2 ainsi que sur les statistiques scolaires 3.
La fin de leur formation initiale est la première interruption d'un parcours initié en général à la maternelle.
Les échantillons des enquêtes sur l'emploi étant de petite taille, les fluctuations de moins de 10 000 ne sont pas significatives. Par ailleurs, l'enquête emploi de 2003 est la première d'une nouvelle série, très différente des précédentes (recueil différent des diplômes et de l'année de sortie)

■ **Les diplômes obtenus,** dans les tableaux 1 et 2 sont ceux que déclarent les individus aux enquêtes sur l'emploi.

■ **Le « niveau de formation » des sortants,** dans le tableau 3, est estimé à partir des origines scolaires des jeunes inscrits dans l'ensemble des établissements de l'enseignement secondaire (avec les apprentis et lycéens agricoles). Ces statistiques tiennent compte également des mouvements migratoires. En revanche, elles ne tiennent pas compte des jeunes qui ne sont pas scolarisés dans l'enseignement secondaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Note d'Information, 04.17.

Les sorties du système éducatif

1 Évolution du nombre de sortants de formation initiale selon le plus haut niveau de diplôme obtenu

(France métropolitaine, Public + Privé, tous modes de formation initiale) (Milliers)

Diplôme obtenu :	1980	1990	1995	2000	2002
Licence et plus	45	87	135	151	167
DEUG	12	19	16	15	9
Diplôme paramédical ou social	24	17	15	17	16
BTS, DUT et équivalents	29	61	102	91	92
Total diplômés de l'enseignement supérieur	**110**	**184**	**268**	**274**	**284**
Baccalauréat général	81	50	73	89	72
Baccalauréats technologique, professionnel et assimilés	32	65	89	88	104
CAP-BEP ou équivalent	220	144	132	148	134
Diplôme national du brevet (DNB) seul	80	62	52	67	54
Aucun diplôme ou certificat d'études	202	137	109	94	97
Total diplôme national du brevet et moins	**282**	**199**	**161**	**161**	**151**
Total sortants de formation initiale	**725**	**642**	**723**	**760**	**745**
Estimation des flux de sortants à partir des inscrits		663	729	784	714

Source : INSEE, Enquêtes emploi (la dernière ligne est cependant basée sur les statistiques scolaires).
Champ : ces statistiques portent sur l'ensemble des jeunes (y compris ceux des institutions médico-éducatives).
Remarque : l'enquête Emploi a été profondément modifiée en 2003. Certains aspects sont en cours d'approfondissement, et les estimations pourront être un peu reprécisées ultérieurement.

2 Jeunes sortant de formation initiale sans aucun diplôme, ou seulement avec le diplôme national du brevet, en fonction de leur niveau de formation (France métropolitaine)

(Milliers)

	Niveau de Formation	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Classe atteinte :									
1er cycle ou début d'un CAP ou BEP	VI-V bis	82	57	57	57	58	60	56	60
2nde ou 1re générale ou technologique	V	21	17	15	9	13	14	14	13
Total abandons avant la fin d'un second cycle du secondaire		**103**	**74**	**72**	**66**	**71**	**74**	**70**	**73**
Ont fini leur CAP ou BEP sans obtenir le diplôme	V	65	59	50	59	60	63	66	53
Ont atteint la terminale sans avoir le bac	IV	31	28	29	24	25	21	25	26
Ont terminé un second cycle du secondaire mais ont échoué au CAP, BEP ou au bac		**96**	**87**	**79**	**83**	**85**	**84**	**91**	**79**
Total DNB (1) ou aucun diplôme		**199**	**161**	**151**	**149**	**156**	**158**	**161**	**152**
Ensemble des sortants de formation initiale (rappel)		642	723	728	752	749	767	760	763

(1) DNB : diplôme national du brevet.
Source : INSEE, Enquêtes emploi.

3 Répartition des élèves finissant l'enseignement secondaire par classe et niveau de formation (%)

(France métropolitaine)

	Niveau de Formation	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Classe atteinte :								
1er cycle, 1re année CAP/BEP (sans qualification)	VI-V bis	9	8	7	7	7	7	7
Fin de 2nde ou 1res générales ou technologiques	V	2	2	2	2	2	2	2
Total sorties avant la fin du second cycle du secondaire		**11**	**10**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**
Fin de CAP ou BEP	V	20	21	22	22	22	21	21
1re année bac pro et BP	V	2	2	2	2	2	3	2
Terminales professionnelles (bac pro et équivalents)	IV	11	11	12	13	13	13	14
Terminales générales et technologiques	IV	56	56	55	54	54	54	54
Total niveau du baccalauréat	**IV**	**67**	**67**	**67**	**67**	**67**	**67**	**68**
Total des élèves finissant l'enseignement secondaire		**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : statistiques scolaires, MEN-DEP.

PRÉSENTATION

Au 1er février 2003, 57,8 % des lycéens ne poursuivant pas d'études ont trouvé un emploi, soit une chute de 12 points par rapport à l'an passé. 47,6 % sont en emploi non aidé, les autres ayant le plus souvent signé un contrat de qualification (7,9 %). Ces parts ont diminué respectivement de 8,0 et 3,2 points depuis un an. Tous les types de contrats de travail (CDI, CDD, intérim) sont concernés, mais c'est le taux d'emploi en CDD qui diminue le plus fortement, passant de 19,9 % à 15,6 %. La part des sortants en recherche d'emploi a augmenté de 9 points, passant de 22 à 31 % **1**.
La poursuite de la dégradation de la conjoncture pendant l'année 2002 affecte les sortants de façon différenciée selon le diplôme, le secteur de formation et le sexe. L'écart absolu de taux d'insertion entre niveaux de diplômes est en expansion : les non-diplômés voient leur taux d'emploi diminuer de près de 14 points, passant de 40,8 à 27,5 %, alors que le taux d'emploi des détenteurs d'un BTS diminue de moins de 10 points, passant de 83 à 73,8 %.
Cette année encore, les filles trouvent moins facilement un emploi que les garçons, malgré un niveau de formation plus élevé et un taux d'emploi aidé supérieur quel que soit le niveau de diplôme. Sept mois après avoir quitté le système éducatif, 56 % d'entre elles occupent un emploi contre 59,7 % des garçons. L'écart des taux d'emploi entre sexes s'est resserré, du fait d'une plus forte chute de celui des garçons (14 points contre 11 pour les filles). Mais cet écart reste très important pour les détenteurs du brevet des collèges, du CFG, du BEP ou du CAP, comme pour les détenteurs d'un bac professionnel **2**.
Parmi ceux qui ont au plus un diplôme de niveau V, les sortants d'une spécialité orientée vers la production voient leur taux d'insertion diminuer de 2 à 3 points de plus que les sortants des formations orientées vers les services. La part de l'emploi aidé parmi les jeunes ayant suivi une formation orientée vers la production, qui était déjà inférieure à celle des sortants des formations de services (11,9 % contre 15,5 %), devient encore plus faible (7,3 % contre 12,2 %) début 2003 **3**.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** France métropolitaine et DOM, hors non-réponses et diplômes de niveau II, sur les spécialités retenues en 2003.

■ **Les sortants de lycée.** Sont considérés comme sortants les jeunes inscrits dans un lycée l'année scolaire 2001-2002, mais non inscrits l'année suivante, et déclarant à l'enquête menée au 1er février 2003 ne pas poursuivre d'études, que ce soit sous statut scolaire ou d'apprenti. Cette année, la moitié seulement des spécialités de formation a été interrogée (à l'exception de Strasbourg qui a interrogé tous les sortants) afin de réduire le coût de l'enquête IVA, avec quelques ajustements afin d'interroger environ la moitié de l'effectif 2002 dans toutes les académies et tous les niveaux de formation. Les données concernant l'année 2002 ont été calculées sur ce champ. Les terminales générales n'ont pas été enquêtées, car dans plus de 9 cas sur 10 les élèves de ces classes poursuivent leurs études à l'université s'ils ont obtenu le baccalauréat.

■ **Les emplois non aidés** regroupent les contrats à durées déterminée (CDD) et indéterminée (CDI), les fonctionnaires, les intérimaires, les aides familiaux, les personnes installées à leur compte et les engagés dans l'armée.

■ **Les emplois aidés** regroupent les contrats de qualification, d'adaptation, d'orientation, les contrats emploi-solidarité, et les emplois-jeunes.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Forte baisse de l'emploi des sortants de lycées d'apprentissage », *Note d'Information,* à paraître.

L'emploi à la sortie du lycée au 1er février 2003

1 Évolution de la situation des sortants de lycée par diplôme (en %)

(France métropolitaine + DOM)

Diplômes	En emploi	Emploi non aidé					Emploi aidé					Stages	Chômage	Inactifs	répartition des sortants
		CDI	CDD	Intérim	Autre	Total	CQ	CA	CEJ	Autres	Total				
2003 :															
Non diplômé	27,5	9,0	6,1	4,8	2,6	22,5	2,5	0,3	1,4	0,8	5,0	13,3	49,3	10,0	9,5
BEPC, CFG	38,8	12,4	8,7	4,9	5,2	31,2	4,9	0,1	1,9	0,7	7,6	11,8	38,4	11,0	12,3
BEP ou CAP	55,4	18,3	14,3	8,4	4,3	45,3	7,6	0,2	1,4	0,8	10,0	5,5	33,4	5,7	31,3
BT	66,3	21,9	20,7	7,2	4,9	54,7	9,0	0,4	0,8	1,5	11,7	3,6	26,9	3,1	1,1
Bac techno	71,1	19,6	16,0	7,8	5,6	49,0	19,9	0,3	1,5	0,4	22,1	3,7	20,5	4,8	8,9
Bac pro	67,9	23,4	18,6	11,1	2,8	55,9	10,2	0,5	1,0	0,3	12,0	2,2	27,0	3,0	19,4
Bac général	68,9	26,6	18,9	4,2	5,3	55,0	11,0	0,2	2,5	0,1	13,9	5,6	20,6	4,8	1,0
BTS	73,8	30,5	24,3	9,9	2,3	66,9	4,3	0,5	2,0	0,1	6,9	2,2	21,7	2,3	16,5
Total	**57,8**	**19,9**	**15,6**	**8,3**	**3,8**	**47,6**	**7,9**	**0,3**	**1,5**	**0,5**	**10,2**	**5,7**	**31,0**	**5,6**	**100,0**
2002 :															
Non diplômé	40,8	11,4	9,6	6,3	3,3	30,6	6,7	0,2	1,5	1,9	10,2	8,1	40,6	10,5	8,1
BEPC, CFG	53,7	13,5	11,7	6,8	6,4	38,3	11,2	0,3	2,1	1,8	15,4	6,6	28,9	10,8	11,4
BEP ou CAP	68,1	19,2	18,6	9,0	5,4	52,1	12,8	0,6	1,3	1,3	16,0	3,0	24,0	4,9	32,4
BT	77,9	24,7	25,6	8,7	1,6	60,6	15,2	0,3	1,5	0,3	17,3	4,1	13,7	4,3	0,5
Bac techno	78,3	20,2	18,4	8,9	7,1	54,6	20,4	0,5	2,2	0,7	23,7	2,3	15,1	4,3	8,6
Bac pro	77,5	25,0	23,9	11,9	2,9	63,8	11,1	0,6	1,6	0,4	13,7	1,3	18,4	2,8	20,6
Bac général	81,2	26,3	21,1	6,4	5,5	59,4	15,9	0,7	4,7	0,5	21,8	1,2	11,8	5,8	1,3
BTS	83,0	33,3	28,3	11,8	2,2	75,6	4,6	0,7	2,0	0,1	7,4	1,4	13,7	1,9	17,0
Total	**69,8**	**21,7**	**19,9**	**9,6**	**4,4**	**55,5**	**11,1**	**0,5**	**1,7**	**0,9**	**14,3**	**3,1**	**22,0**	**5,1**	**100,0**

Source : enquête IVA 2003 et 2002.

2 Évolution des taux d'emploi des lycéens sortants selon le diplôme et le sexe (France métropolitaine + DOM)

	En emploi		Emploi non aidé		Emploi aidé		Répartitions 2003 des sortants
	2002	2003	2002	2003	2002	2003	
Garçons :							
Non diplômé	43,0	29,3	33,3	24,6	9,7	4,8	12,0
BEPC, CFG	59,3	43,9	45,7	36,3	13,7	7,6	12,7
BEP ou CAP	74,7	59,4	57,4	50,4	17,3	9,0	32,4
BT	76,3	69,8	59,0	61,4	17,3	8,3	1,1
Bac techno	80,0	70,8	62,1	53,9	17,9	16,9	8,3
Bac pro	84,2	74,9	73,2	66,6	11,0	8,3	17,6
Bac général	81,3	64,6	60,5	56,4	20,9	8,2	0,6
BTS	83,5	73,2	76,6	67,1	6,8	6,1	15,3
Total	**73,7**	**59,7**	**60,4**	**51,3**	**13,2**	**8,4**	**100,0**
Filles :							
Non diplômée	34,7	24,5	24,6	19,1	10,2	5,3	7,0
BEPC, CFG	43,6	33,7	31,0	25,9	12,6	7,7	11,9
BEP ou CAP	61,6	51,2	46,9	40,2	14,7	11,1	30,3
BT	80,5	63,2	63,1	48,4	17,5	14,8	1,1
Bac techno	77,0	71,3	48,1	44,9	28,9	26,4	9,5
Bac pro	72,6	62,3	56,8	47,5	15,7	14,8	21,1
Bac général	81,7	70,7	58,5	54,5	23,2	16,1	1,4
BTS	82,6	74,3	74,6	66,8	8,0	7,5	17,6
Total	**67,3**	**56,0**	**52,5**	**44,0**	**14,8**	**12,0**	**100,0**

3 Évolution des taux d'emploi des lycéens sortants par diplôme et par secteur de formation (France métropolitaine + DOM)

	En emploi		Emploi non aidé		Emploi aidé		Répartitions 2003 des sortants
	2002	2003	2002	2003	2002	2003	
Production :							
Non diplômé	42,1	28,3	32,2	24,0	9,9	4,3	11,7
BEPC, CFG	54,9	38,5	42,1	31,3	12,8	7,2	9,5
BEP ou CAP	73,1	58,7	57,1	50,2	16,0	8,5	35,4
BT	77,8	73,4	62,6	60,7	15,2	12,8	1,4
Bac techno	77,8	69,5	63,9	59,2	13,9	10,3	6,0
Bac pro	83,4	75,3	74,1	68,3	9,2	7,0	19,6
Bac général	86,0	65,9	65,9	57,7	20,1	8,2	0,5
BTS	82,1	72,4	76,5	66,7	5,6	5,7	15,8
Total	**72,1**	**59,5**	**60,2**	**52,2**	**11,9**	**7,3**	**100,0**
Services :							
Non diplômé	37,7	26,0	27,9	20,7	9,9	5,2	7,9
BEPC, CFG	50,8	38,1	37,2	31,0	13,6	7,1	10,1
BEP ou CAP	64,2	52,8	48,3	41,5	15,9	11,3	30,2
BT	79,6	60,0	58,0	49,5	21,6	10,5	0,9
Bac techno	78,6	71,8	51,1	45,5	27,4	26,3	11,3
Bac pro	73,9	63,0	57,5	47,9	16,5	15,1	20,4
Bac général	80,9	69,9	58,0	54,6	22,9	15,3	1,4
BTS	83,5	74,6	75,0	67,0	8,5	7,6	17,9
Total	**69,3**	**57,7**	**53,8**	**45,4**	**15,5**	**12,2**	**100,0**

8 Examens et sorties

PRÉSENTATION

L'emploi des jeunes surréagit à la conjoncture de l'économie et à l'évolution de l'emploi. Les jeunes qui viennent de terminer l'école, en particulier, sont plus exposés que les autres aux fluctuations de l'embauche, la plupart recherchant alors un premier emploi régulier. Ainsi, le taux de chômage des jeunes sortis de formation l'année d'avant avait progressé de plus de 2 points entre mars 2001 et mars 2002 (26 %), après une chute de 11 points entre mars 1997 et mars 2001. Il dépasse 31 % de janvier à mars 2003, en moyenne, sept mois après la sortie de formation initiale, et diminue ensuite avec la durée écoulée depuis la sortie : 24 % au deuxième trimestre (dix mois après) puis 21 % aux troisième et quatrième. Le taux de chômage des diplômes de l'enseignement supérieur a augmenté plus rapidement que les autres.
Le niveau de diplôme surdétermine les conditions d'emploi. 88 % des diplômés du supérieur et 76 % des bacheliers et diplômés des CAP et BEP avaient un emploi en moyenne, sur l'ensemble de l'année 2003, cinq ans environ après la fin de leurs études, contre 62 % des titulaires du diplôme national du brevet et 53 % des jeunes sans aucun diplôme **2**. Le fort taux de chômage des moins diplômés (33 % sans aucun diplôme et 23 % avec le brevet) révèle de réelles difficultés d'insertion professionnelle, contrairement à celui des diplômés des formations paramédicales et sociales (moins de 2 %), plutôt inférieur au taux attendu de difficultés « normales » d'ajustement entre propositions d'emplois et candidats **1**. À cette même échéance de cinq ans environ de la sortie d'école, les professions libérales et les postes de cadres, d'enseignants et de chefs d'entreprise sont surtout accessibles aux diplômés des formations les plus longues (48 % des diplômés des cycles supérieurs longs), les professions dites intermédiaires (responsables sans statut de cadre, techniciens, infirmières, etc.) aux diplômés des cycles courts du supérieur (52 %). Les bacheliers et titulaires des CAP et BEP sont, pour leur part, majoritairement ouvriers et employés, plus souvent qualifiés que non qualifiés.

DÉFINITIONS

■ **La fin de la formation initiale** est la première interruption du parcours scolaire depuis la maternelle (première interruption d'un an). Lorsque l'apprentissage est effectué dans la foulée de l'école, la fin de formation initiale d'un apprenti est la fin de son apprentissage.

■ **La situation professionnelle.** Le tableau **1** porte sur les personnes qui ont terminé leur formation initiale depuis environ 5 ans en 2003, soit depuis trois à sept ans (jeunes sortis de formation de 1996 à 2000).
Les données sont issues de l'Enquête sur l'emploi de l'INSEE de 2003. Celle-ci amorce une nouvelle série, assez différente des précédentes. Les données sont recueillies sur l'ensemble de l'année, et le questionnaire a été revu sur de nombreux points (emploi, catégories socioprofessionnelles, sortie de formation, diplômes). Ces données sont de ce fait peu comparables à celles issues de l'enquête de mars 2002.
Les catégories de professions sont inspirées de la classification socioprofessionnelle de l'INSEE ; cependant, les enseignants ont été regroupés (au lieu d'être partagés entre professions supérieures et intermédiaires), et les employés et ouvriers sont distingués en fonction de la qualification de leur poste. Les professions « supérieures » désignent ainsi les cadres et les professions libérales, tandis que les professions « intermédiaires » regroupent les responsables « non-cadres » (techniciens, infirmières, représentants de commerce). La qualification des ouvriers est celle de la classification socioprofessionnelle. Les employés « qualifiés » sont définis, ici, comme les employés civils (sans les agents de service de la fonction publique), les policiers et militaires, et les employés administratifs d'entreprise (sans les agents de sécurité).

■ **Un « taux de chômage »** rapporte les chômeurs à la seule « population active », qui est composée des personnes en emploi, des chômeurs (et autrefois des jeunes du contingent), conformément aux recommandations du Bureau international du Travail (BIT).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 *Note d'Information,* 03.05.
2 « Enquête sur l'emploi 2003 – L'emploi diminue et le chômage augmente fortement », *INSEE Première,* n° 958, avril 2004.

Voir aussi

« Bilan Formation Emploi Résultats 1996 », INSEE, DPD, CEREQ, *Synthèses,* n° 17, INSEE, avril 1998.

La situation professionnelle cinq ans après la fin de la formation initiale

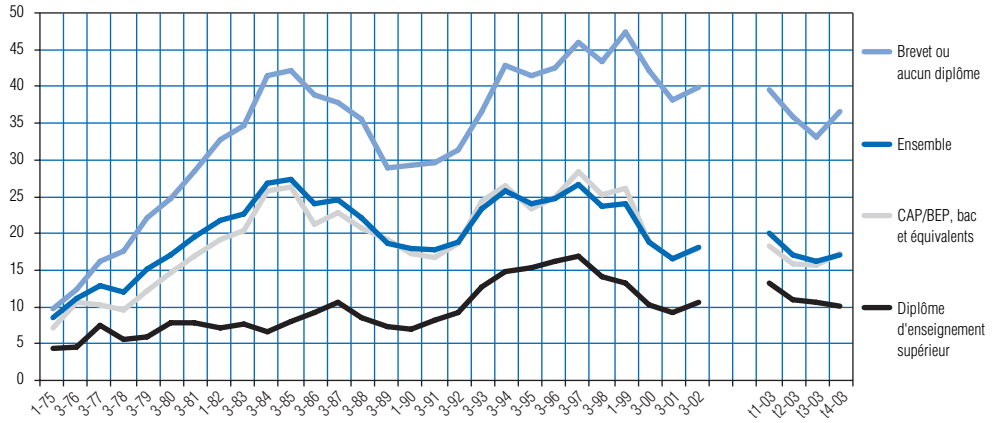
8

1 Situation professionnelle en mars 2003 des jeunes sortis de formation initiale depuis environ cinq ans (en %) (France métropolitaine)

	Professions supérieures et chefs d'entreprise	Enseignants	Professions intermédiaires, artisans, commerçants, agriculteurs	Employés, et ouvriers qualifiés	Employés, et ouvriers non qualifiés	Au chômage	Sans activité d'ordre professionnel	Total
Écoles	69	1	15	5	2	5	3	**100**
Doctorat, DEA, DESS	66	5	12	4	1	6	6	**100**
Maîtrise	26	10	31	12	3	10	8	**100**
Licence	13	20	35	14	5	7	6	**100**
BTS	6	0	45	28	10	6	5	**100**
DUT, DEUST, bac + 2 (1)	10	1	61	17	4	3	4	**100**
Paramédical et social (1)	1	0	90	0	1	1	7	**100**
Diplômés du supérieur	**26**	**5**	**38**	**14**	**5**	**6**	**6**	**100**
Bac général	5	0	22	28	19	11	15	**100**
Bac technologique	1	0	21	36	20	10	12	**100**
Bac professionnel	2	0	19	39	24	8	8	**100**
Bac et équivalents	**3**	**0**	**22**	**33**	**21**	**10**	**11**	**100**
CAP/BEP (scolaires)	1	0	10	31	30	17	11	**100**
CAP/BEP (apprentis)	0	0	9	40	32	12	7	**100**
Total CAP et BEP	**0**	**0**	**8**	**35**	**31**	**15**	**11**	**100**
DNB (2)	1	0	11	22	29	18	19	**100**
Aucun diplôme (ou CFG)	1	0	7	17	28	26	21	**100**
Total DNB et moins	**1**	**0**	**8**	**19**	**28**	**23**	**21**	**100**
Ensemble	**12**	**2**	**24**	**23**	**17**	**12**	**10**	**100**

(1) Échantillons limités.

2 Taux de chômage de un à quatre ans après la fin des études, en fonction du diplôme le plus élevé déclaré (1975 à 2002) (France métropolitaine)



Source : Enquêtes emploi, INSEE.
Champ : jeunes sortis de formation initiale depuis un à quatre ans.
Lecture : au premier trimestre 2003, le taux de chômage des jeunes qui ont achevé leur formation initiale depuis un à quatre ans et sont diplômés de l'enseignement supérieur atteint 13 %, contre 18 % pour les titulaires d'un baccalauréat (16 %) ou d'un CAP ou BEP (21 %), et 40 % pour ceux qui ne possèdent aucun diplôme ou seulement un diplôme national du brevet.

PRÉSENTATION

La validation des acquis de l'expérience, généralisée dans le courant du second semestre de 2002, permet à ses candidats d'obtenir intégralement un diplôme ou une partie de celui-ci.
Il existe dans chaque rectorat au moins un centre de validation des acquis ainsi qu'une structure responsable du Dispositif académique de validation des acquis (DAVA). Outre l'information générale du public, les missions des DAVA sont l'accueil, l'accompagnement et le traitement des dossiers de candidatures.
Le nombre de personnes ayant assisté à des séances d'information est de 71 000 en 2003.
Plus de 51 000 dossiers de candidature ont été retirés auprès des services académiques de validation des acquis. Un accompagnement a été proposé à chaque candidat dans le but de lui fournir une aide méthodologique pour constituer son dossier ainsi que pour le choix du diplôme et pour préparer l'entretien avec le jury. 15 162 personnes ont effectivement bénéficié de cette aide en 2003, soit une hausse de 18 % par rapport à 2002 (12 830 en 2002)
En augmentation de 87,3 % par rapport à 2002, le nombre de candidats dont la demande de validation déclarée recevable a été examinée par un jury et ayant obtenu au moins une partie de diplôme (unité) est de 12 666 **1** sur 14 274 candidatures, le nombre de diplômes complets obtenus dépassant les 7 000. Ces candidats sont majoritairement des femmes (59,6 %) et à 75 % des actifs ayant un emploi **3**.
Le BTS est le diplôme le plus recherché par les candidats à la VAE pour l'obtention de diplômes professionnels, suivi par le baccalauréat professionnel et le CAP **2**. La tranche d'âge de 30 à 45 ans regroupe plus de 67 % des candidats **4**.

DÉFINITIONS

■ **La validation des acquis de l'expérience (VAE)** inscrite dans l'article L 335-5 du code de l'Éducation se substitue à la validation des acquis professionnels. Elle constitue une voie d'obtention des diplômes au même titre que la voie scolaire, l'apprentissage ou la formation continue des adultes. Elle concerne tous les diplômes à finalité professionnelle de l'Éducation nationale classés aux niveaux V, IV et III de la nomenclature des niveaux de formation.
Sont exclus du champ d'application de la présente circulaire les diplômes nationaux délivrés au nom de l'État par les établissements publics d'enseignement supérieur. Les diplômes à caractère interministériel feront l'objet d'une instruction complémentaire.
La validation des acquis de l'expérience est effectuée au regard de l'ensemble des connaissances, aptitudes et compétences acquises par le candidat dans l'exercice d'activités salariées, non salariées ou bénévoles, en rapport avec le champ du diplôme pour lequel la demande est déposée. Tous les acquis issus de l'expérience du candidat doivent être pris en compte au titre de la validation, qu'ils relèvent du domaine professionnel ou des domaines généraux du diplôme.
Quel que soit son statut (scolaire, apprenti ou stagiaire de la formation professionnelle continue), une personne en formation ne peut postuler à la validation des acquis de l'expérience en substitution des modalités réglementaires prévues pour sanctionner cette formation.
La demande de validation des acquis de l'expérience relève d'une démarche individuelle telle qu'elle est précisée notamment par les articles L 900-1, L 900-2 et L 900-4-2 du code du Travail.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

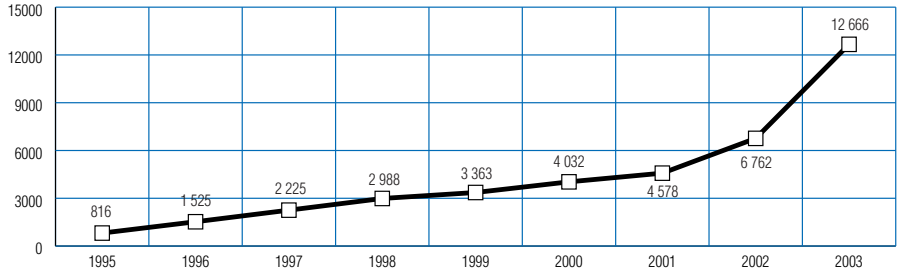
Sources

Note d'Information, 04.13.

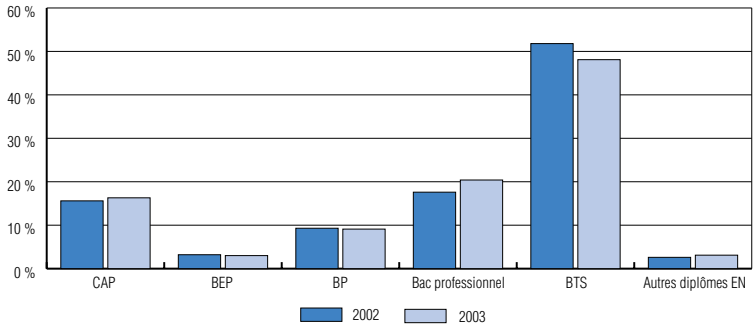
La validation des acquis professionnels (enseignement professionnel et technologique)

8

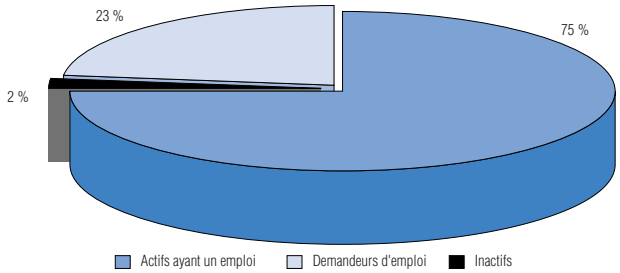
1 Évolution du nombre de candidats à la validation ayant obtenu au moins une dispense (VAP) ou une unité de diplôme (VAE)



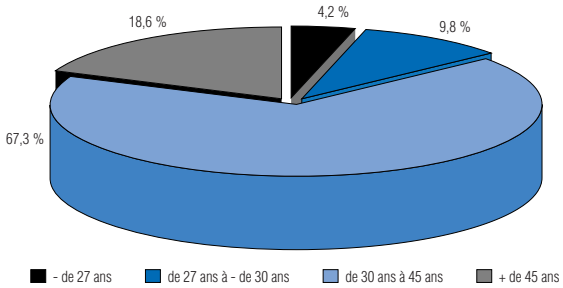
2 Répartition des candidats à la validation des acquis selon le diplôme désiré



3 Répartition des candidats à la VAE selon leur statut professionnel



4 Répartition des candidats à la validation des acquis de l'expérience en 2003 par tranches d'âge



PRÉSENTATION

En 2002, 18 600 validations des acquis professionnels (VAP) ou de l'expérience (VAE) ont été délivrées à l'université et au CNAM. Créé en janvier 2002, le dispositif de la VAE a été mis en place dans plus d'un établissement d'enseignement supérieur sur deux et 1 140 validations ont été délivrées (dont 17 % sont des diplômes octroyés dans leur totalité).

La progression du nombre de validations accordées par les universités depuis plusieurs années consécutives, se poursuit en 2002, au titre des différentes procédures : + 16,4 % par rapport à 2001 **1**. Le démarrage de la VAE ne contrarie en rien la progression des demandes de la dispense de diplôme pour accéder à une formation (près de neuf cas de validation sur dix relèvent du dispositif de 1985). La dispense d'une partie des épreuves aux examens pour obtenir un diplôme (dispositif de 1993) ne représente plus que 6,2 % des validations, du fait du passage à la VAE, qui permet éventuellement de se voir accorder une certification par la seule reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle sans suivre une formation complémentaire.

29 % des bénéficiaires d'une dispense de diplôme pour accéder à une formation suivent une formation en licence classique. Mais les formations spécialisées sont aussi très recherchées : 23 % de ceux qui ont bénéficié de dispense de diplôme préparent un DESS ou un DEA. Les bénéficiaires de la VAE sont aussi 22 % à avoir obtenu tout ou partie du DESS ou du DEA. Les validations délivrées dans le cadre de la dispense d'épreuves pour suivre une formation spécialisée poursuivent leur développement dans les préparations aux DUT, DEUST ou DNTS : 17,4 % des bénéficiaires en 2002 (16 % en 2001 et 12 % en 2000) **4**.

On observe des différences selon l'âge dans les formations suivies ou les diplômes demandés. C'est notamment le cas pour les bénéficiaires de la dispense de diplôme (VAP 1985) : parmi les moins de 30 ans, 36 % préparent une licence classique alors que ce n'est le cas que de 26 % des plus de 30 ans. Ces derniers en revanche ont obtenu une dispense pour préparer un DESS ou un DEA, dans plus de un cas sur quatre. Parmi les bénéficiaires de la VAE, 27 % parmi les moins de 30 ans ont obtenu tout ou partie d'un DESS ou DEA, contre 22 % des 30-45 ans et 18 % des 46 ans et plus **3**.

La part des actifs en emploi, plus de trois bénéficiaires sur quatre, se renforce avec la VAE (ils étaient plus de deux sur trois en 2001) **2**. Quatre bénéficiaires sur cinq font partie des professions intermédiaires et des cadres.

DÉFINITIONS

■ **L'enquête 2002 porte sur le dispositif actuel de la VAP** prévu par les articles L613-3 à L613-6 du nouveau Code de l'éducation ainsi que sur le dispositif de la VAE inscrit au livre IX du Code du travail.

■ **Le dispositif réglementaire du décret n° 85-906 du 23 août 1985** autorise la poursuite d'études aux différents niveaux post-baccalauréat. Des dispenses de titres ou de diplômes qui s'appuient sur un ensemble d'acquis personnels et professionnels et toutes les formations suivies par le candidat peuvent ainsi être accordées pour accéder directement à une formation mais sans qu'il y ait délivrance d'unités de valeurs ou de partie de diplôme. Ces dispenses sont accordées par des commissions pédagogiques.

■ **La loi n° 92-678 du 20 juillet 1992 et le décret n° 93-538 du 27 mars 1993**, en revanche, introduisent la possibilité de prendre en compte les acquis du candidat pour justifier des connaissances et aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme. Ils permettent ainsi de dispenser par la VAP, d'une partie qui peut être significative, des épreuves conduisant à la délivrance du diplôme postulé. La dispense accordée ne peut cependant pas porter sur la totalité des épreuves ou unités de valeur des diplômes. Cette mesure concerne tous les titres et diplômes nationaux de l'enseignement supérieur et s'applique aux personnes qui peuvent justifier d'au moins cinq années d'activité professionnelle continue ou non, en rapport avec l'objet de la demande. La dispense est délivrée par un jury de validation au vu d'un dossier déposé par le candidat.

■ **Le dispositif de VAE de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002**. Avec la VAE, il n'est plus nécessaire de passer par la formation pour obtenir une certification : toute personne engagée dans la vie active depuis au moins trois ans (et non plus cinq) peut voir reconnaître officiellement ses compétences professionnelles par un diplôme, titre ou certificat. Délivrées par l'État, les branches professionnelles ou des organismes privés, ces certifications doivent obligatoirement avoir été recensées dans un Répertoire (RNCP). La CNCP a pour mission la constitution et l'actualisation de ce répertoire et d'en assurer la cohérence. Outre son extension à l'ensemble des diplômes inscrits dans le répertoire, la VAE prend en compte les compétences professionnelles acquises dans le cadre d'une activité salariée, non salariée ou bénévole. Un jury de validation peut accorder la totalité de la certification, ou, à défaut, des validations partielles.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Note d'information, 03.56.

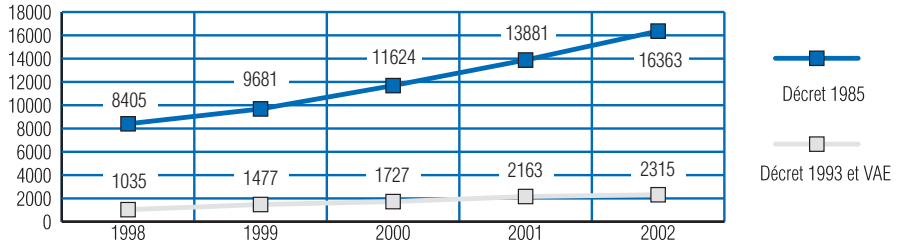
Voir aussi

Notes d'information, 01.33, 02.05, 03.01.

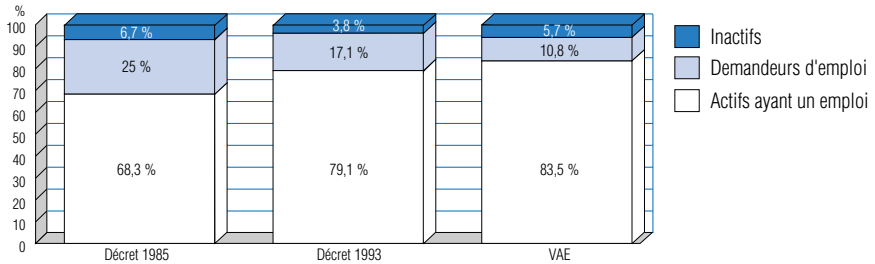
La validation des acquis professionnels (enseignement supérieur)

8

1 Évolution de la validation des acquis



2 La répartition des bénéficiaires selon leur statut vis-à-vis du marché de l'emploi en 2002



3 Répartition des bénéficiaires dans les différentes formations ou diplômes selon l'âge en 2002 (%)

	Décret 1985			Décret 1993			VAE		
	Moins de 30 ans	30-45 ans	46 ans et plus	Moins de 30 ans	30-45 ans	46 ans et plus	Moins de 30 ans	30-45 ans	46 ans et plus
DEUG	22,1	15,4	16,8	25,0	16,4	17,1	10,7	16,4	17,4
DUT-DEUST-DNTS	6,9	5,3	2,2	14,5	12,5	7,0	10,7	9,0	5,2
Licence	36,0	24,4	27,3	13,5	30,4	38,0	11,2	28,1	29,1
Licence professionnelle	3,3	4,7	3,2	3,0	2,8	2,3	14,5	7,1	5,2
Licence IUP	3,9	2,6	2,5	1,5	1,2	1,6	0,9	1,8	2,2
Maîtrise	8,8	8,1	11,9	24,0	20,3	20,9	15,0	9,7	11,7
MST-MIAGE-MSG	2,8	3,1	1,7	5,0	2,7	0,8	1,9	1,7	0,4
Maîtrise IUP	0,8	1,2	1,2	6,5	2,8	3,1	0,9	2,1	1,7
Formations d'ingénieurs	0,2	0,2	0,4	1,0	1,7	0,8	0,5	0,2	0,9
DESS-DEA	12,8	30,8	28,4	5,0	7,7	7,0	26,6	21,9	17,8
Autres	2,6	4,5	4,8	1,0	1,5	1,6	7,0	2,0	8,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Ensemble	31,3	56,6	12,7	18,5	69,5	12,0	19,5	59,5	21,0

Remarque – Toutes les universités n'ont pas été en mesure de répondre sur l'âge des candidats dans les différentes formations ou diplômes : les résultats établis sur la base des répondants donnent des ordres de grandeurs.

4 Répartition des bénéficiaires dans les différentes formations ou diplômes en 2002 (%)

	Décret 1985	Décret 1993	VAE
DEUG	17,4	17,5	14,4
DUT-DEUST-DNTS	5,4	17,4	9,9
Licence	29,0	24,7	23,8
Licence professionnelle	4,0	3,5	8,2
Licence IUP	3,3	1,2	3,1
Maîtrise	8,6	19,2	10,6
Maîtrise IUP	1,1	4,4	0,9
Formations d'ingénieurs	1,7	1,4	0,2
DESS-DEA	22,9	7,5	22,2
Autres	3,6	0,9	4,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Total effectifs universités et CNAM	**15 575**	**1 131**	**1 140**

Pour 2002, dans ce tableau, les universités de Nantes et Paris VIII ne font pas partie de la ventilation. Dans le graphique 1 où le total est de 18 678, ces universités sont incluses.

Les personnels

Réf.	Titre	Page
9.1	Éducation nationale : les personnels du secteur public	228
9.2	Structure par âge du personnel enseignant du secteur public	230
9.3	Les enseignants du premier degré public ; évolution	232
9.4	Les enseignants du premier degré public par département	234
9.5	Les enseignants du premier degré privé sous contrat	236
9.6	Enseignants du second degré public devant élèves : évolution	238
9.7	Enseignants du second degré public devant élèves par académie	240
9.8	Enseignants du second degré public devant élèves par corps	242
9.9	Enseignants du second degré public devant élèves par discipline	244
9.10	Le service des enseignants devant élèves dans le second degré public	246
9.11	Le temps de travail des enseignants du second degré public en 2002	248
9.12	Les enseignants du second degré privé sous contrat	250
9.13	Les enseignants du supérieur par discipline	252
9.14	Personnel administratif, technique, d'éducation, d'encadrement et de surveillance (2nd degré public)	254
9.15	Personnel administratif, technique, d'éducation et d'encadrement (supérieur et formation)	256
9.16	Personnel administratif, technique et d'encadrement	258
9.17	Les concours de recrutement d'enseignants (1)	260
9.18	Les concours de recrutement d'enseignants (2)	262
9.19	Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et CASU	264
9.20	Les concours de recrutement des personnels ATOSS	266
9.21	Les concours de recrutement des personnels ITRF et de bibliothèque	268

9 Les personnels

PRÉSENTATION

Avec un effectif de 1 127 593 agents titulaires, stagiaires et non-titulaires au 31 janvier 2004, pour la France métropolitaine et 1 172 089 pour la France y compris les DOM, le personnel rémunéré au titre du secteur public du ministère de l'Éducation nationale (enseignement scolaire et enseignement supérieur) représente 4,5 % de la population active **1**.

Plus de sept personnes sur dix (868 342) sont enseignantes, dont une sur deux (49,5 %) dans un établissement du second degré dont les seuls effectifs appartenant aux principaux corps de titulaires sont en augmentation. 36,7 % des enseignants exercent dans une école du premier degré, 8,7 % dans un établissement du supérieur. Les établissements de formation rassemblent 5,0 % des enseignants et connaissent en janvier 2004 une diminution de leurs effectifs proche de 4 % (dont plus des quatre cinquièmes sont des élèves stagiaires rémunérés en deuxième année).

Les personnels administratifs, techniques, d'éducation, d'encadrement et de surveillance représentent 25,9 % de l'ensemble du personnel du secteur public. Cette diminution apparente est essentiellement due au mode de rémunération des assistants d'éducation, qui pour nombre d'entre eux sont rémunérés par l'intermédiaire de crédits d'établissements et non sur les chapitres budgétaires précédemment utilisés par les trésoriers académiques. Ils ont pour vocation de remplacer les aides-éducateurs dont la rémunération n'était que partiellement à la charge du ministère, mais également les maîtres d'internat et les surveillants d'externat. 68,8 % de ces personnels non enseignants exercent le plus souvent dans un établissement scolaire du second degré et 16,5 % d'entre eux sont dans les établissements du supérieur. 39 773 personnes sont affectées dans les services académiques et à l'administration centrale (13,1 %).

Pour l'ensemble de la France et des DOM, comme pour les années antérieures, le personnel féminin reste majoritaire (64 %), et 9,5 % des agents travaillent à temps partiel ou incomplet **1**.

88 385 personnes ne sont pas titulaires (7,5 %), elles exercent soit des fonctions d'enseignement dans les établissements du second degré et du supérieur, soit des fonctions non enseignantes dont pratiquement une sur deux est une fonction de surveillance ou d'assistance éducative.

DÉFINITIONS

■ **Les personnels.** Personnels titulaires, stagiaires et non-titulaires rémunérés au titre du secteur public du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'après les données des fichiers de paye des Trésoriers-Payeurs généraux au 31 janvier 2004.
Les données contenues dans cette note résultent de l'exploitation statistique d'un extrait de l'enquête académique masse indiciaire (EMI) destinée à la Direction des affaires financières. Les fichiers de paye pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer remontent directement des académies. Ne sont pas inclus les personnels de la Recherche et les enseignants du secteur privé.

■ **Les enseignants.** Instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, y compris les documentalistes et enseignants affectés aux remplacements et à la suppléance, mais non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants ou stagiaires des établissements de formation (y compris IUFM).

■ **Les personnels administratifs, techniques, d'éducation, d'encadrement et de surveillance.** Quel que soit le corps d'origine, ces personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation et ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé).

■ **Les établissements.** Le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté sous la rubrique « Établissements de formation ».

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 00.23, 02 24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6754, 6824, 6851, 6906, 6945.

Éducation nationale : les personnels du secteur public

1 Personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur en 2003-2004

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	Enseignants			PATE			Total général		
	Titulaires (1)	Non-titulaires (2)	Total	Titulaires (1)	Non-titulaires (2)	Total	Titulaires (1)	Non-titulaires (2)	Total
France métropolitaine :									
Effectif total	799 841	33 555	833 396	243 613	50 584	294 197	1 043 454	84 139	**1 127 593**
% femmes	64,3	52,4	63,8	65,9	66,9	66,1	64,7	61,1	**64,4**
% temps partiel	6,6	21,0	7,2	11,8	35,6	15,9	7,8	29,7	**9,5**
France métro. + DOM :									
Effectif total	832 688	35 654	868 342	251 016	52 731	303 747	1 083 704	88 385	**1 172 089**
% femmes	64,1	52,6	63,6	65,6	67,0	65,9	64,4	61,2	**64,2**
% temps partiel	6,4	20,7	7,0	11,6	36,2	15,8	7,6	30,0	**9,3**

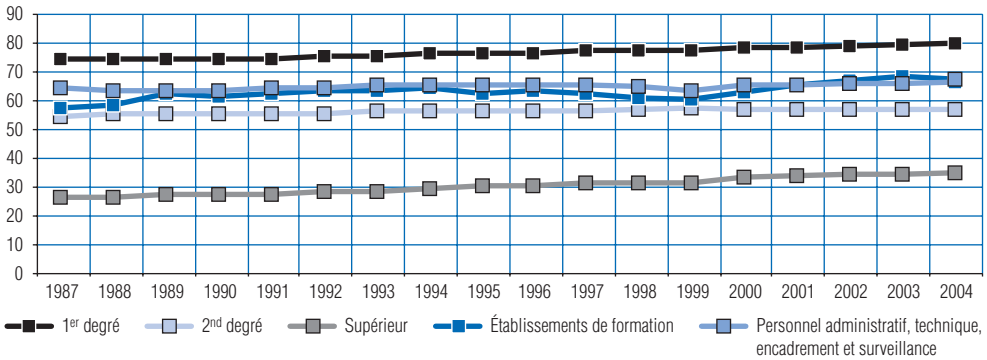
(1) Y compris stagiaires. (2) Le décompte des non-titulaires à une date fixe de l'année entraîne des fluctuations d'effectifs, liées aux délais de prise en compte des débuts et fins de contrats. L'effectif n'est donc pas directement comparable à ceux publiés les années antérieures.

2 Personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur par type d'établissement en 2003-2004 (France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

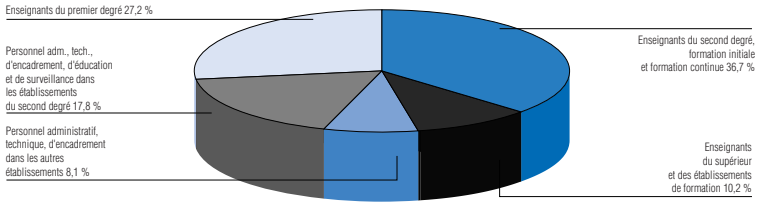
	France métropolitaine			France métro. + DOM		
	Enseignants	Personnel administratif technique, d'éducation d'encadrement et de surveillance	Total	Enseignants	Personnel administratif technique, d'éducation d'encadrement et de surveillance	Total
Écoles du 1er degré (1)	304 889		304 889	318 381		318 381
Établissements du 2nd degré (2)	411 609	202 003	613 612	430 263	208 982	639 245
Établissements du supérieur	74 995	49 574	124 569	75 853	50 132	125 985
Établissements de formation (3)	41 903	4 705	46 608	43 845	4 860	48 705
Administration centrale et services académiques	37 915	37 915		39 773	39 773	
Total	**833 396**	**294 197**	**1 127 593**	**868 342**	**303 747**	**1 172 089**

(1) Y compris les enseignants autres que les instituteurs et les professeurs des écoles. (2) Y compris formation continue. (3) Dont plus des quatre cinquièmes sont des élèves-enseignants ou stagiaires.

3 Personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur : évolution de la proportion de femmes par type d'établissement (France métropolitaine + DOM, Public)



4 Ensemble des personnels du secteur public en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)



PRÉSENTATION

Les enseignants du secteur public de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur pour la France métropolitaine et les DOM ont en moyenne 41,5 ans. Les moins de 30 ans représentent 16,4 % des personnels et les 50 ans et plus, 29,2 %.

L'âge moyen le plus faible (29,6 ans), concerne les enseignants des établissements de formation où se côtoient formateurs et stagiaires et le plus élevé (45 ans) ceux du supérieur.

Pour les enseignants dans les écoles du premier degré, l'âge moyen est de 40,6 ans. Les femmes, 79,3 % de l'effectif, ont en moyenne 40 ans contre 42,7 ans pour leurs collègues masculins. La présence des enseignantes jeunes est importante, 32 % d'entre elles ont de 26 à 35 ans, contre 22 % d'hommes au même âge. Par contre, plus d'un sur deux (51 %) a de 43 à 54 ans alors que 38,7 % des femmes sont dans cette tranche d'âge **1**.

Les enseignants dans les établissements du second degré ont en moyenne 42,8 ans (respectivement 43,1 pour les hommes et 42,5 ans pour les femmes) ; 6 mois séparent les hommes des femmes. Les proportions d'hommes et de femmes par tranches d'âge sont très proches : 31,7 % des hommes et 32,3 % des femmes ont de 29 à 39 ans, 28,8 % des hommes et 27,6 % des femmes ont de 52 à 61 ans **2**.

Les enseignants dans les établissements du supérieur sont plus âgés, 45 ans en moyenne, 42,8 ans pour les femmes et 46,2 ans pour les hommes. Mais la répartition par âge diffère selon les sexes, 35,8 % des femmes et 26,9 % des hommes ont de 29 à 39 ans, à l'inverse 33,1 % des enseignants et 24,4 % des enseignantes ont de 51 à 60 ans **3**.

DÉFINITIONS

■ **Enseignants dans les écoles du premier degré.** Ce sont les instituteurs et professeurs des écoles chargés de classe dans les écoles préélémentaires, élémentaires et spéciales, y compris les directeurs d'école et certains directeurs d'établissement d'enseignement relevant de l'AIS, qui peuvent être partiellement ou totalement déchargés de classe.

■ **Enseignants dans les établissements du second degré.** Enseignants titulaires et non titulaires y compris les documentalistes (9 100) et les enseignants titulaires affectés au remplacement et à la suppléance (16 100 personnes) exerçant dans les établissements publics du second degré, formation initiale et formation continue, recensés à partir du fichier de paye au 31 janvier 2004 (voir « Définitions » page 9.1).

■ **Enseignants dans les établissements du supérieur.** Enseignants titulaires et non titulaires exerçant dans les établissements publics du supérieur, universités et IUT, autres établissements d'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, grandes écoles, ENSI…) non compris les établissements de formation.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

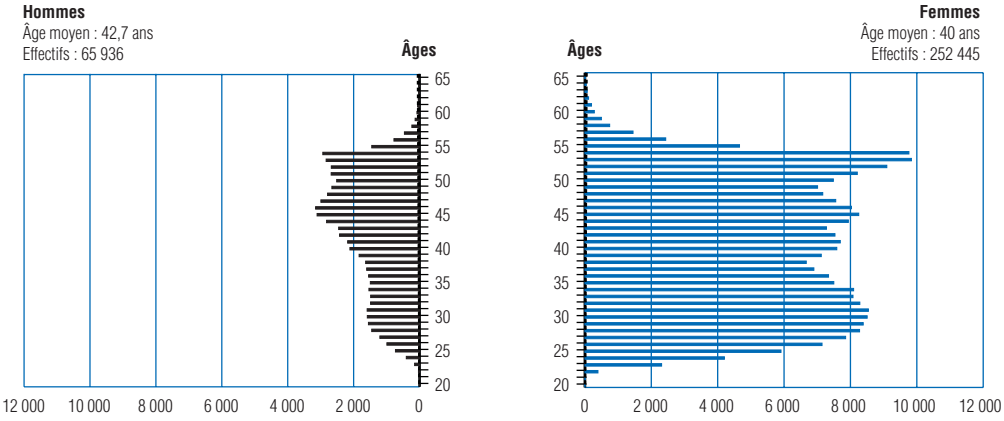
Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

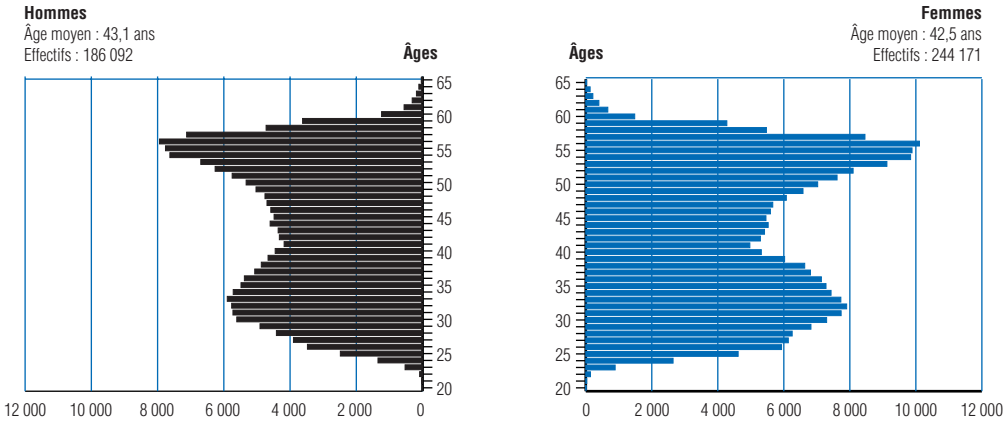
Notes d'Information, 00.23, 02.24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6617, 6754, 6824, 6851, 6906.

Structure par âge du personnel enseignant du secteur public

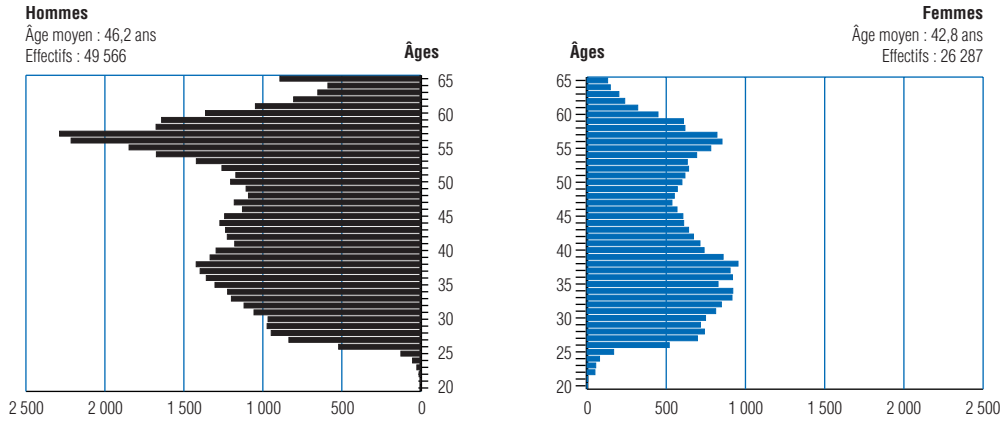
1 Enseignants dans les écoles du premier degré public au 31 janvier 2004 (France métro. + DOM)



2 Enseignants dans les établissements du second degré public au 31 janvier 2004 (France métro. + DOM)



3 Enseignants dans les établissements du supérieur public au 31 janvier 2004 (France métro. + DOM)



9 Les personnels

PRÉSENTATION

Au 31 janvier 2004 pour la France métropolitaine et les DOM, 338 860 instituteurs et professeurs des écoles sont rémunérés au titre de l'enseignement primaire. 302 048 exercent dans les écoles publiques du premier degré et 16 333 dans l'enseignement relevant de l'AIS. L'effectif de titulaires ou stagiaires en formation initiale est en légère baisse : ils sont 20 041 agents (soit 5 % de moins qu'en janvier 2003). 438 enseignants sont affectés au Centre national d'enseignement à distance (CNED) **1**.

Avec l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles, créé en 1990, ce dernier représente, au 31 janvier 2004, 72,4 % de l'effectif dans l'enseignement préélémentaire et élémentaire et 81,7 % dans l'enseignement relevant de l'AIS **2**.

Dans les écoles publiques, le nombre d'instituteurs et professeurs des écoles est en légère hausse par rapport à l'année précédente (+ 0,5 %). L'effectif d'enseignants rémunérés au titre de l'enseignement relevant de l'AIS continue pour sa part à baisser **1**.

En raison d'un recrutement important, le nombre d'enseignants dans les écoles du premier degré a connu une période de forte croissance allant de 1959-1960 à 1984-1985 (+ 38 %), suivie d'une baisse jusqu'en 1987-1988 (- 1 %). Après une période de stabilité des effectifs, ceux-ci sont en augmentation depuis la rentrée 1999 **3**.

Le taux de temps partiel est de 7,1 % pour l'ensemble des enseignants du premier degré mais révèle des disparités suivant le corps (5,8 % pour les professeurs des écoles 10,6 % pour les instituteurs) et le type d'enseignement (7,3 % pour le préélémentaire et l'élémentaire et 2,9 % pour l'enseignement relevant de l'AIS).

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Les personnels recensés ici sont les enseignants du premier degré (instituteurs et professeurs des écoles et quelques autres enseignants titulaires et non titulaires) en activité et rémunérés sur le chapitre de l'enseignement primaire public (formation initiale – titulaires et stagiaires en formation – y compris le CNED). Les personnels affectés dans l'administration, dans l'enseignement secondaire ou privé sous contrat, ou rémunérés au titre de l'enseignement supérieur (IUFM et établissements de formation) ou du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, ne sont pas compris. Il en est de même pour les personnels hors poste (détachement, hors cadre, disponibilité, congé de longue durée, congé parental, congé de mobilité).

Les données présentées ici diffèrent de celles des éditions antérieures à 1997, qui pour la formation initiale ne comportaient pas les stagiaires.

■ **Directeurs d'établissement.** Il s'agit des instituteurs ou professeurs des écoles assurant la fonction de directeur d'école préélémentaire, élémentaire et d'établissement d'éducation spécialisée et adaptée du premier degré, qui peuvent être totalement ou seulement partiellement déchargés de classe. Les directeurs d'ERPD, totalement déchargés de classe, ne sont pas comptabilisés.

■ **Les maîtres formateurs.** Le certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur maître formateur (CAFIMF) (présentant différentes options), est le titre de spécialisation (en plus du CAP, du DI ou du DPPE) des personnels enseignants du premier degré maîtres formateurs des écoles annexes et des classes d'application ainsi que des conseillers pédagogiques.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 9.4.

■ **AIS.** Voir la rubrique « Définitions » en 9.4.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers de paie de janvier, de 1992 à 2004.
Les effectifs au 1er janvier 1999 étant très sous-estimés dans certaines académies, ils ont été redressés à l'aide des fichiers de paye exploités par l'INSEE, en tenant compte de l'évolution de la masse indiciaire.

Voir aussi

« Recensement des instituteurs et professeurs des écoles au 31 janvier 2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Les enseignants du premier degré public : évolution

1 Évolution des effectifs d'instituteurs et professeurs des écoles dans le premier degré public

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM à partir de 2001)

	France métropolitaine							France métropolitaine + DOM			
	Janvier 1998	Janvier 1999	Janvier 2000	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003	Janvier 2004	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003	Janvier 2004
Affectation :											
Enseignement préélémentaire et élémentaire	282 506	282 888	282 527	284 649	286 002	287440	289 397	296 821	298 531	300 111	302 048
AIS	20 245	19 788	19 164	18 447	17 924	17 269	15 492	19 317	18 762	18 125	16 333
Sous-total	**302 751**	**302 676**	**301 691**	**303 096**	**303 926**	**304 709**	**304 889**	**316 138**	**317 293**	**318 236**	**318 381**
Formation initiale (1)	10 608	10 597	12 250	14 684	18 359	19 647	18 595	15 949	19 526	20 948	20 041
CNED	340	366	367	357	389	399	438	357	389	399	438
Total	**313 699**	**313 639**	**314 308**	**318 137**	**322 674**	**324 755**	**323 922**	**332 444**	**337 208**	**339 583**	**338 860**

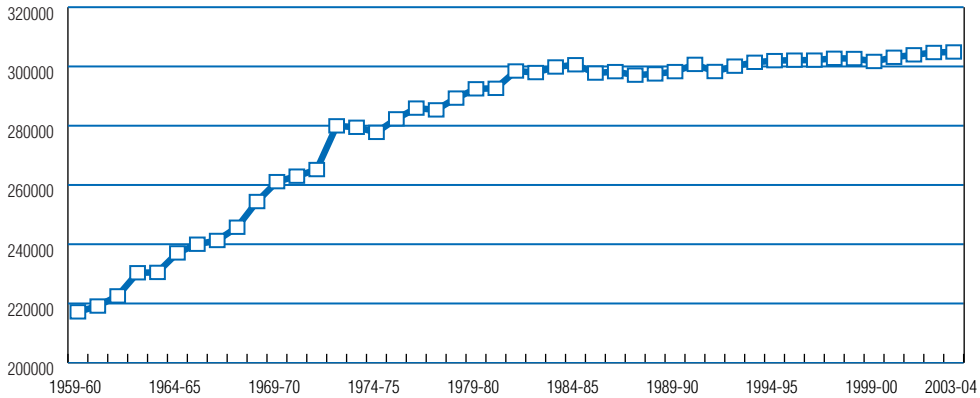
(1) Ces effectifs sont composés de formateurs et, très majoritairement, de personnels en formation.

Remarques : en 1991 ont eu lieu les derniers concours de recrutement d'instituteurs et en 1992 les premiers de professeurs des écoles. La période 1992-1994 est celle de transition entre les deux modes de formation (ENI et IUFM).

2 Les instituteurs et professeurs des écoles enseignant dans le préélémentaire, l'élémentaire et l'AIS au 31 janvier 2004 (France métropolitaine + DOM)

	Corps				Ensemble		
	Instituteurs	Professeurs des écoles	Autres titulaires	Non-titulaires	Effectif	% femmes	% temps partiel
Affectation :							
Enseignement préélémentaire et élémentaire	83 326	218 641	51	30	302 048	80,0 %	7,3 %
AIS	2 939	13 375	19	-	16 333	66,9 %	2,8 %
Effectif	**86 265**	**232 016**	**70**	**30**	**318 381**	**79,3 %**	**7,1 %**
% femmes	79,4 %	79,3 %	51,4 %	83,3 %			
% temps partiel	10,6 %	5,8 %	4,3 %	20,0 %			

3 Évolution des effectifs d'enseignants dans les écoles publiques du 1er janvier 1960 au 31 janvier 2004 (France métropolitaine)



Depuis 1991-1992, l'effectif est celui des instituteurs et professeurs des écoles enseignant dans le premier degré (préélémentaire, élémentaire et AIS). Les titulaires en formation initiale ne sont pas compris, contrairement aux années précédentes.

PRÉSENTATION

Les 318 381 enseignants du premier degré public appartiennent en quasi-totalité aux corps des professeurs des écoles et des instituteurs, corps à gestion départementale **1**.

Les effectifs d'enseignants du premier degré par département sont très différents. Ainsi, trois départements ont des effectifs inférieurs à 700 (la Lozère, la Creuse et la Corse du Sud) alors que ceux-ci sont d'environ 9 500 dans les Bouches-du-Rhône et en Seine-Saint-Denis. L'effectif le plus important est observé dans le département du Nord (13 276) et dépasse largement celui de la plupart des académies.

La proportion d'enseignants âgés de moins de 30 ans au 1er janvier 2004 est de 16 % pour la France métropolitaine et les DOM. Cette valeur est de 5 % en Martinique, de 7,2 % en Guadeloupe, et inférieure à 10 % dans les départements des Alpes-de-Haute-Provence et de la Corse du Sud. Elle dépasse les 21 % dans le Pas-de-Calais (21,9 %), dans la Meuse (22,6 %), dans la Vienne (21,02 %), en Lozère (21,48 %) et en Mayenne (22,7 %) **2**.

À l'opposé, 22,6 % des enseignants ont au moins 50 ans, les valeurs les plus élevées se situant en Guadeloupe (41,5 %) et en Martinique (42,1 %). En métropole, les pourcentages les plus importants se rencontrent en Corrèze et dans le Lot (plus de 28 %), mais également à Paris (27,4 %).

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Même définition que celle donnée en 9.3, à l'exception des enseignants rémunérés au titre de la formation initiale ou affectés au CNED, qui ne sont pas compris ici.

■ **Le corps des professeurs des écoles.** Créé en 1990, ce corps était à l'origine intégré par d'anciens instituteurs sur liste d'aptitude. Les premiers concours de recrutement ont eu lieu en 1992, date à laquelle ont cessé les recrutements d'instituteurs.

L'accès au corps se fait :

– au niveau départemental par les premiers concours internes (ouverts aux instituteurs titulaires ayant trois ans de services effectifs) ou par l'inscription sur les listes d'aptitude ;

– au niveau académique par les concours externes (ouverts aux titulaires d'une licence ou équivalent) ou les seconds concours internes (ouverts aux agents de l'État titulaires d'une licence ou équivalent et ayant trois ans de service effectifs, et aux élèves du cycle préparatoire des IUFM).

■ **L'éducation relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (AIS).** Le certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires (CAPSAIS) (présentant différentes options) est le titre de spécialisation des personnels enseignants du premier degré de l'éducation relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires.

■ **RASED.** Réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, animés par des maîtres chargés de rééducation (ex-rééducateurs en psychopédagogie et psychomotricité).

■ **Le psychologue scolaire.** Le diplôme d'État de psychologue scolaire (DEPS), est le titre de spécialisation requis pour cet emploi.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 9.3.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

« Recensement des instituteurs et professeurs des écoles au 31 janvier 2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Les enseignants du premier degré public par département

1 Répartition géographique des instituteurs et professeurs des écoles enseignant dans le premier degré public au 31 janvier 2004 (1) (préélementaire, élémentaire, spécialisé et adapté)

Départements/ académies	Effectifs
Alpes-de-Haute-Provence	849
Hautes-Alpes	779
Bouches-du-Rhône	9 484
Vaucluse	2 808
Aix-Marseille	**13 920**
Aisne	3 189
Oise	4 652
Somme	2 998
Amiens	**10 839**
Doubs	2 897
Jura	1 442
Haute-Saône	1 358
Territoire de Belfort	762
Besançon	**6 459**
Dordogne	1 808
Gironde	6 347
Landes	1 570
Lot-et-Garonne	1 486
Pyrénées-Atlantiques	2 704
Bordeaux	**13 915**
Calvados	3 323
Manche	2 348
Orne	1 402
Caen	**7 073**
Allier	1 730
Cantal	805
Haute-Loire	974
Puy-de-Dôme	2 906
Clermont-Ferrand	**6 415**
Corse-du-Sud	685
Haute-Corse	774
Corse	**1 459**
Seine-et-Marne	7 614
Seine-Saint-Denis	9 695
Val-de-Marne	6 860
Créteil	**24 169**
Côte-d'Or	2 766
Nièvre	1 135
Saône-et-Loire	2 773
Yonne	1 804
Dijon	**8 478**

Départements/ académies	Effectifs
Ardèche	1 307
Drôme	2 426
Isère	6 060
Savoie	2 064
Haute-Savoie	3 506
Grenoble	**15 363**
Nord	13 276
Pas-de-Calais	8 140
Lille	**21 416**
Corrèze	1 097
Creuse	657
Haute-Vienne	1 559
Limoges	**3 313**
Ain	3 041
Loire	3 338
Rhône	8 010
Lyon	**14 389**
Aude	1 675
Gard	3 302
Hérault	4 840
Lozère	447
Pyrénées-Orientales	2 235
Montpellier	**12 499**
Meurthe-et-Moselle	3 818
Meuse	1 227
Moselle	5 758
Vosges	2 227
Nancy-Metz	**13 030**
Loire-Atlantique	4 677
Maine-et-Loire	2 833
Mayenne	1 207
Sarthe	2 668
Vendée	1 552
Nantes	**12 937**
Alpes-Maritimes	4 878
Var	4 757
Nice	**9 635**
Cher	1 602
Eure-et-Loir	2 328
Indre	1 164
Indre-et-Loire	2 682
Loir-et-Cher	1 623
Loiret	3 226
Orléans-Tours	**12 625**

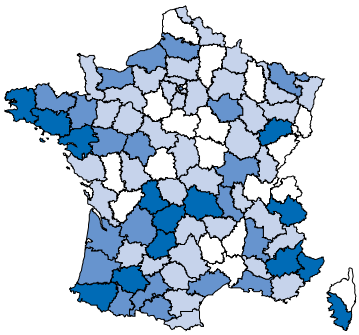
Départements/ académies	Effectifs
Paris	**7 829**
Charente	1 670
Charente-Maritime	2 775
Deux-Sèvres	1 594
Vienne	1 935
Poitiers	**7 974**
Ardennes	1 828
Aube	1 642
Marne	3 104
Haute-Marne	1 230
Reims	**7 804**
Côtes-d'Armor	2 240
Finistère	3 072
Ille-et-Vilaine	3 402
Morbihan	2 034
Rennes	**10 748**
Eure	3 186
Seine-Maritime	6 754
Rouen	**9 940**
Bas-Rhin	5 605
Haut-Rhin	4 040
Strasbourg	**9 645**
Ariège	766
Aveyron	1 196
Haute-Garonne	5 761
Gers	895
Lot	844
Hautes-Pyrénées	1 117
Tarn	1 633
Tarn-et-Garonne	1 155
Toulouse	**13 367**
Yvelines	8 186
Essonne	6 862
Hauts-de-Seine	7 382
Val-d'Oise	7 218
Versailles	**29 648**
France métropolitaine	**304 889**
Guadeloupe	**3 007**
Guyane	**1 910**
Martinique	**2 393**
La Réunion	**6 182**
Total DOM	**13 492**
France métropolitaine + DOM	**318 381**

2 Enseignants du premier degré public : ratio des 50 ans et plus/moins de 30 ans au 1er janvier 2004

Moyenne France métro. et DOM : 1,4

Guadeloupe : 5,75
Martique : 8,47
La Réunion : 1,48
Guyane : 0,55

- 0,75 - 1,20
- 1,20 - 1,50
- 1,50 - 1,80
- 1,80 - 3,00



Source : fichier de paye au 31/01/2004

PRÉSENTATION

Au 31 janvier 2004, 45 999 maîtres rémunérés dans une échelle d'instituteur ou de professeur des écoles enseignent dans les classes sous contrat des écoles privées de France métropolitaine et des DOM (y compris celles des établissements d'enseignement spécialisé et adapté). Cet effectif continue d'augmenter mais plus légèrement que les années précédentes (+ 0,8 % de 2003 à 2004) **1** **2**.
La proportion d'enseignants rémunérés dans une échelle de professeurs des écoles augmente encore (66,3 %). Corrélativement, la part des instituteurs diminue fortement, elle est de 32,8 % (contre 39,3 % en 2003) dont la moitié est composée d'instituteurs suppléants. Les instituteurs spécialisés ne représentent plus que 0,4 % des enseignants dans les écoles privées. Les femmes, largement majoritaires, représentent plus de neuf enseignants sur dix **1**.
Le travail à temps partiel ou incomplet est pratiqué par 13,9 % des enseignants. Il est beaucoup plus fréquent chez les instituteurs que chez les professeurs des écoles (18,9 % contre 8,8 %), et concerne par nature plus d'un instituteur suppléant sur trois **1**.
En dix ans, l'effectif d'enseignants a connu des oscillations mais l'accroissement est sensible à partir de 1998-1999 avec une augmentation supérieure à 4 % de 1999 à 2004 **3**.

DÉFINITIONS

■ **Contrat de l'établissement.** Le contrat d'association implique la prise en charge par l'État des heures effectuées par le personnel enseignant des classes sous contrat et des charges de fonctionnement de l'externat, tandis que seules les heures d'enseignement sont payées par l'État dans le cas du contrat simple. Les personnels des classes hors contrat ne sont pas rémunérés par l'État. Seuls figurent dans ce document les personnels enseignants des classes sous contrat.

■ **Contrat de l'enseignant, contrat de l'établissement.** Les maîtres exerçant dans les classes préélémentaires et élémentaires possédant le diplôme exigé pour la titularisation dans le corps des instituteurs ou le certificat d'aptitude au professorat des écoles, bénéficient d'un contrat ou d'un agrément dès leur entrée en fonction dans une classe sous contrat.
Lorsqu'il exerce dans un établissement sous contrat simple, l'enseignant est maître agréé et relève du droit privé, tout en étant rémunéré par l'État. S'il s'agit d'un établissement sous contrat d'association, il est maître contractuel et bénéficie d'un contrat de droit public.

■ **Les enseignants.** Il s'agit ici des maîtres rémunérés dans une échelle d'instituteur ou de professeur des écoles et sur poste dans les classes sous contrat des établissements privés du premier degré (enseignement préélémentaire, AIS). Sont rémunérés comme enseignants, les personnels enseignants en activité, à temps plein ou à temps partiel, y compris les directeurs d'écoles, quand ils sont chargés d'enseignement et au prorata de leurs heures d'enseignement. De plus, depuis le 1er janvier 1993, sont rémunérées comme heures d'enseignement effectivement assurées, des décharges de service à certains maîtres exerçant les fonctions de directeur d'établissement privé sous contrat du premier degré.
Les personnels du 1er degré enseignant dans le 2nd degré ne sont pas pris en compte ici, par contre sont comptabilisés les enseignants exerçant dans ces classes et appartenant à des corps du second degré.

■ **Échelle de rémunération.** Les personnels des classes sous contrat des établissements privés sont assimilés pour leur rémunération aux grades des personnels titulaires ou auxiliaires de l'enseignement public.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

« Recensement des maîtres rémunérés dans une échelle d'instituteur ou de professeur des écoles au 31 janvier 2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Les enseignants du premier degré sous contrat

9

1 Les enseignants des classes sous contrat des établissements du premier degré privé au 31 janvier 2004 (France métropolitaine + DOM)

	Enseignement préélémentaire et élémentaire	AIS	Total	% de femmes	% temps partiel
Instituteurs	9 792	246	**10 038**	94,5 %	18,9 %
Instituteurs spécialisés	93	85	**178**	84,3 %	12,4 %
Instituteurs suppléants	4 602	262	**4 864**	90,3 %	35,3 %
Professeurs des écoles	29 795	706	**30 501**	90,2 %	8,8 %
Autres enseignants	273	145	**418**	74,9 %	12,0 %
Total	**44 555**	**1 444**	**45 999**	**91,0 %**	**13,9 %**

2 Répartition géographique des enseignants des classes sous contrat du premier degré privé au 31 janvier 2004 (enseignement préélémentaire, élémentaire, AIS)

Départements/ académies	Effectifs
Alpes-de-Haute-Provence	46
Hautes-Alpes	57
Bouches-du-Rhône	1 037
Vaucluse	281
Aix-Marseille	**1 421**
Aisne	241
Oise	262
Somme	412
Amiens	**915**
Doubs	237
Jura	141
Haute-Saône	82
Territoire de Belfort	73
Besançon	**533**
Dordogne	100
Gironde	664
Landes	156
Lot-et-Garonne	149
Pyrénées-Atlantiques	726
Bordeaux	**1 795**
Calvados	538
Manche	491
Orne	361
Caen	**1 390**
Allier	143
Cantal	112
Haute-Loire	455
Puy-de-Dôme	418
Clermont-Ferrand	**1 128**
Corse-du-Sud	36
Haute-Corse	16
Corse	**52**

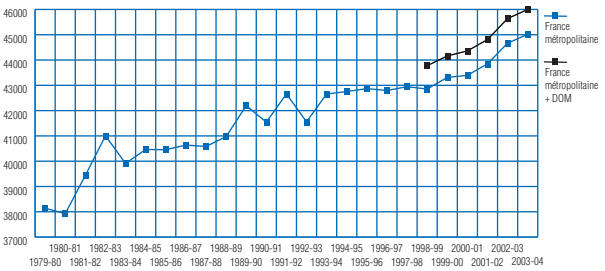
Départements/ académies	Effectifs
Seine-et-Marne	352
Seine-Saint-Denis	409
Val-de-Marne	475
Créteil	**1 236**
Côte-d'Or	220
Nièvre	76
Saône-et-Loire	218
Yonne	136
Dijon	**650**
Ardèche	516
Drôme	327
Isère	614
Savoie	208
Haute-Savoie	520
Grenoble	**2 185**
Nord	3 404
Pas-de-Calais	1 042
Lille	**4 446**
Corrèze	70
Creuse	9
Haute-Vienne	103
Limoges	**182**
Ain	373
Loire	941
Rhône	**1 579**
Lyon	**2 893**
Aude	106
Gard	426
Hérault	593
Lozère	167
Pyrénées-Orientales	193
Montpellier	**1 485**

Départements/ académies	Effectifs
Meurthe-et-Moselle	288
Meuse	90
Moselle	304
Vosges	170
Nancy-Metz	**852**
Loire-Atlantique	2 380
Maine-et-Loire	1 783
Mayenne	612
Sarthe	520
Vendée	1 512
Nantes	**6 807**
Alpes-Maritimes	387
Var	319
Nice	**706**
Cher	103
Eure-et-Loir	218
Indre	73
Indre-et-Loire	331
Loir-et-Cher	182
Loiret	283
Orléans-Tours	**1 190**
Ville de Paris	1 810
Paris	**1 810**
Charente	180
Charente-Maritime	211
Deux-Sèvres	391
Vienne	258
Poitiers	**1 040**
Ardennes	113
Aube	152
Marne	402
Haute-Marne	51
Reims	**718**

Départements/ académies	Effectifs
Côtes-d'Armor	920
Finistère	1 794
Ille-et-Vilaine	1 944
Morbihan	1 748
Rennes	**6 406**
Eure	260
Seine-Maritime	635
Rouen	**895**
Bas-Rhin	269
Haut-Rhin	222
Strasbourg	**491**
Ariège	61
Aveyron	349
Haute-Garonne	499
Gers	116
Lot	86
Hautes-Pyrénées	155
Tarn	320
Tarn-et-Garonne	141
Toulouse	**1 727**
Yvelines	679
Essonne	356
Hauts-de-Seine	716
Val-d'Oise	308
Versailles	**2 059**
France métropolitaine	**45 012**
Guadeloupe	**239**
Guyane	**113**
Martinique	**246**
La Réunion	**389**
Total DOM	**987**
France métropolitaine + DOM	**45 999**

3 Évolution des effectifs d'enseignants du premier degré privé de 1979-1980 à 2003-2004

(France métropolitaine et France métropolitaine + DOM)



9 Les personnels

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 399 500 enseignants exercent dans les lycées et collèges publics, dont 382 300 en métropole. Ce nombre baisse de 2 500 unités par rapport à 2002-2003, inversant la tendance des années précédentes. En dix ans, le nombre d'enseignants devant élèves a crû toutefois de 10,0 % **1**.

De la rentrée 1991 à la rentrée 1998, le nombre total d'enseignants devant élèves – titulaires, stagiaires ou non-titulaires – a connu une croissance régulière. Pendant cette même période, les effectifs d'enseignants non titulaires ont connu une forte décroissance (- 57 %) compensée par une augmentation des effectifs de titulaires et stagiaires. Depuis la rentrée 1999, les effectifs de titulaires ou stagiaires et de non-titulaires ont connu une augmentation d'abord légère puis plus importante lors des rentrées scolaires 2001 et 2002 (respectivement + 3 800 et + 6 000 pour les titulaires ou stagiaires, et + 2 100 et + 2 150 pour les non-titulaires aux rentrées 2001 et 2002). Le nombre d'enseignants non titulaires à la rentrée 2003 (18 000) est en forte diminution par rapport à l'année précédente (21 700) **1**.

Parmi les titulaires, l'augmentation du nombre des certifiés s'est accru depuis la fin des années quatre-vingt. Les effectifs des agrégés et chaires supérieures sont en progression constante depuis 1992. Les effectifs des PEGC, d'adjoints et chargés d'enseignement baissent en raison de l'arrêt du recrutement en 1986 et de l'intégration d'une partie d'entre eux au sein du corps des certifiés. Le nombre de PLP, qui a stagné de 1996-1997 à 2000-2001, connaît également une augmentation depuis la rentrée scolaire 2001 **2**.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête sur le service des enseignants (bases-relais académiques, à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels »), DEP, 2003-2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 73.31, 78.20, 83.30, 84.22, 85.43, 87.08, 87.33, 88.56, 90.01, 90.35, 92.03, 92.46, 93.47, 94.49, 96.02, 97.11, 97.51, 99.11, 00.15, 00.52, 02.32, 03.09, 03.49.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Les enseignants recensés ici sont ceux qui exercent une activité de formation initiale à l'année dans les collèges, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et les lycées professionnels (LP) hors enseignement religieux.
Les personnels de remplacement – titulaires ou non – et de documentation ne sont pas compris, les enseignants du premier degré affectés dans les SEGPA non plus.
La notion de type d'établissement se confond de moins en moins avec celle de cycle d'enseignement. Les lycées polyvalents sont des LEGT accueillant des formations du second cycle professionnel (en particulier des préparations aux baccalauréats professionnels). Les lycées professionnels peuvent être dotés de sections d'enseignement général et parfois de sections de techniciens supérieurs.
Les enseignants effectuant un service réparti sur plusieurs établissements sont comptabilisés dans leur établissement d'affectation principale.

■ **Professeurs de chaire supérieure.** Enseignants issus du corps des agrégés et destinés plus particulièrement à enseigner dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **Agrégés.** Professeurs agrégés, chefs de travaux lorsqu'ils exercent une activité d'enseignement.

■ **Certifiés et assimilés.** Professeurs certifiés (titulaires d'un CAPES ou CAPET ou enseignants issus d'un autre corps et intégrés dans le corps des certifiés), bi-admissibles à l'agrégation, professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) de classe normale, hors classe et bi-admissibles.

■ **PEGC.** Professeurs d'enseignement général de collège.

■ **PLP.** Professeurs de lycée professionnel.

■ **Adjoints d'enseignement.** Ancien corps d'intégration des maîtres auxiliaires. Ils sont chargés soit de surveillance, de documentation ou d'encadrement éducatif et n'apparaissent alors pas ici, soit d'enseignement.

■ **Chargés d'enseignement.** Ce sont d'anciens adjoints d'enseignement exerçant uniquement des fonctions d'enseignement.

■ **Non-titulaires.** Maîtres auxiliaires et enseignants contractuels.

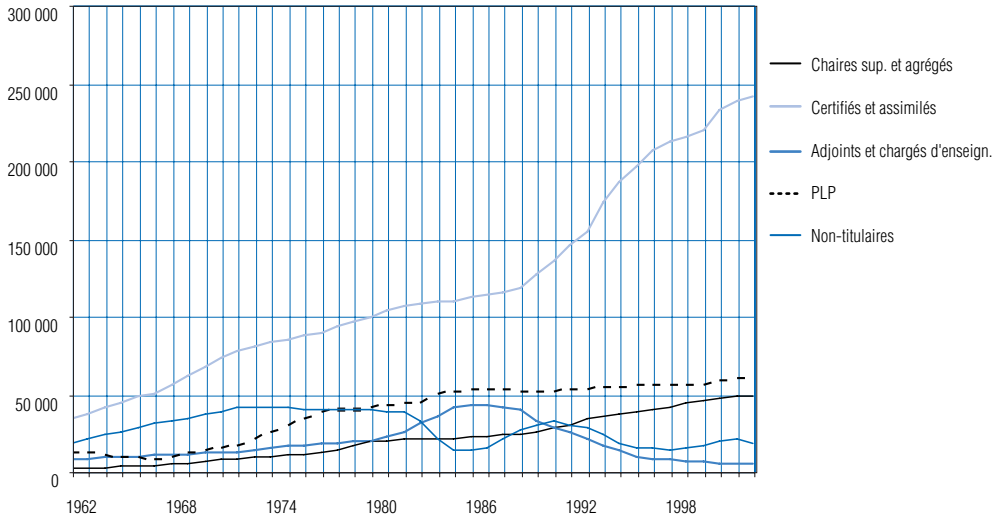
Enseignants du second degré public devant élèves : évolution

1 Évolution du nombre d'enseignants du second degré (1) en lycées et collèges publics de 1996-1997 à 2003-2004 (France métropolitaine, et France métropolitaine + DOM à partir de 1999-2000)

	France Métropolitaine								France métro. + DOM				
	1996-1996	1997-1997	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Agrégés et chaires supérieures	39 578	41 063	42 546	44 748	45 691	46 480	47 229	47 734	45 717	46 723	47 556	48 346	48 868
Certifiés et assimilés	203 790	214 618	219 886	223 995	227 078	231 602	237 869	239 997	232 013	235 697	240 775	247 464	250 010
Adjoints et chargés d'enseignement	9 265	7 798	6 660	5 878	5 265	4 734	4 304	3 677	6 257	5 605	5 053	4 592	3 936
PEGC	39 021	33 101	28 209	24 380	21 375	18 906	16 619	14 750	26 317	23 091	20 509	18 047	16 054
PLP	56 114	56 133	56 218	56 566	56 473	57 396	59 013	59 440	59 462	59 396	60 436	61 877	62 619
Total titulaires	**347 771**	**352 713**	**353 519**	**355 567**	**355 882**	**359 118**	**365 034**	**365 598**	**369 766**	**370 512**	**374 329**	**380 326**	**381 487**
Non-titulaires	**14 066**	**14 367**	**13 506**	**13 935**	**16 355**	**18 305**	**20 283**	**16 732**	**15 087**	**17 483**	**19 538**	**21 692**	**17 983**
Total général	**361 837**	**367 080**	**367 025**	**369 502**	**372 237**	**377 423**	**385 317**	**382 330**	**384 953**	**387 995**	**393 867**	**402 018**	**399 470**

(1) Y compris les stagiaires.

2 Évolution du nombre d'enseignants (hors stagiaires) des établissements publics du second degré depuis 1962 (France métropolitaine)



9 Les personnels

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 399 500 enseignants du second degré effectuent un service annuel devant des élèves dans les lycées et collèges publics de France métropolitaine et des DOM, dont 17 100 dans les DOM.
En métropole, trois académies concentrent presque un quart des enseignants. Il s'agit de Versailles, Lille et Créteil, avec respectivement 34 500, 28 700 et 28 100 enseignants. À l'autre extrémité de la distribution, on recense 4 700 enseignants dans l'académie de Limoges et 1 900 dans celle de Corse.
Les autres académies de la métropole comptent entre 7 800 et 18 000 enseignants.
En métropole, le corps enseignant est majoritairement féminin (57 %). Le pourcentage de femmes varie toutefois de 52,2 à 62,6 % selon les académies. La proportion de non-titulaires est de 4,5 %. Elle est également très variable d'une académie à l'autre (de 2,3 à 6,9 %).
Les DOM se caractérisent par un taux de féminisation plus faible que la moyenne métropolitaine (de 42,8 % en Guyane à 54,5 % en Martinique) et par un pourcentage de non-titulaires plus élevé que la moyenne métropolitaine dans les académies de Martinique (7,0 %), de Guadeloupe (8,4 %) et surtout de Guyane (20,3 %), alors que celui de la Réunion (3,6 %) est plus faible.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Les enseignants recensés ici sont ceux qui exercent une activité de formation initiale à l'année dans les collèges, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et les lycées professionnels (LP) hors enseignement religieux.
Les personnels de remplacement – titulaires ou non – et de documentation ne sont pas compris, les enseignants du premier degré affectés dans les SEGPA non plus.
La notion de type d'établissement se confond de moins en moins avec celle de cycle d'enseignement. Les lycées polyvalents sont des LEGT accueillant des formations du second cycle professionnel (en particulier des préparations aux baccalauréats professionnels). Les lycées professionnels peuvent être dotés de sections d'enseignement général et parfois de sections de techniciens supérieurs.
Les enseignants effectuant un service réparti sur plusieurs établissements sont comptabilisés dans leur établissement d'affectation principale.

■ **Non-titulaires.** Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels.

■ **Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).** Dans les collèges, des enseignements adaptés sont mis en œuvre au sein des sections d'enseignement général et professionnel adapté pour permettre à des collégiens d'accéder à une formation professionnelle qualifiante et diplômante de niveau V. Ces structures ont définitivement succédé en 1996 aux anciennes sections d'éducation spécialisée (SES) créées en 1965 et mises en œuvre à partir de 1967.
Les SEGPA scolarisent des élèves dont les difficultés d'apprentissage graves et persistantes nécessitent une prise en charge globale. Orientés et affectés par les commissions de l'éducation spéciale, leur scolarité adaptée se déroule en référence aux cycles et aux contenus d'enseignement du collège. À partir de la classe de quatrième, une première approche professionnelle est engagée. Au-delà de la classe de troisième, les parcours des élèves se diversifient. Pour la majorité d'entre eux, ils prennent la voie du lycée professionnel ou d'un centre de formation d'apprentis.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur le service des enseignants » (bases-relais académiques, à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels »), DEP, 2003-2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 02.32, 03.09, 03.49.
Géographie de l'École, n°8, avril 2003.

9 Enseignants du second degré public devant élèves par académie

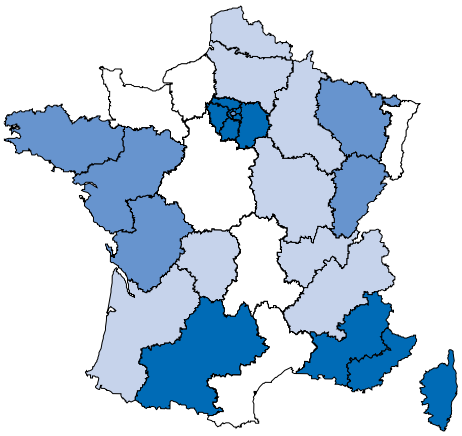
1 Répartition des enseignants du second degré public par académie et type d'établissement en 2003-2004 (1)

Académies	Collèges et SEGPA	Lycées professionnels	LEGT	Total (1)	Taux de féminisation
Aix-Marseille	8 877	2 556	6 399	17 832	58,5
Amiens	6 563	2 499	4 451	13 513	55,5
Besançon	3 810	1 335	3 218	8 363	55,3
Bordeaux	8 618	2 797	6 517	17 932	57,6
Caen	4 446	1 330	3 237	9 013	53,0
Clermont-Ferrand	3 748	1 127	2 857	7 732	55,8
Corse	1 031	304	628	1 963	57,9
Créteil	14 092	2 321	11 717	28 130	57,7
Dijon	5 324	926	4 470	10 720	56,1
Grenoble	9 201	2 159	7 147	18 507	59,0
Lille	13 207	5 907	9 577	28 691	52,2
Limoges	2 204	702	1 808	4 714	55,8
Lyon	8 489	2 443	6 616	17 548	59,8
Montpellier	7 733	1 988	5 302	15 023	55,9
Nancy-Metz	8 175	2 958	6 125	17 258	54,5
Nantes	7 676	2 613	5 683	15 972	53,7
Nice	6 447	1 467	4 316	12 230	58,0
Orléans-Tours	8 033	2 115	5 568	15 716	57,5
Paris	4 174	1 174	5 910	11 258	61,8
Poitiers	5 048	1 656	3 694	10 398	55,6
Reims	4 672	1 696	3 246	9 614	55,0
Rennes	6 793	2 128	5 628	14 549	54,1
Rouen	6 467	1 484	4 900	12 851	57,0
Strasbourg	5 991	1 012	5 024	12 027	55,7
Toulouse	7 899	2 777	5 593	16 269	58,8
Versailles	17 235	2 749	14 523	34 507	62,6
Total France métropolitaine	**185 953**	**52 223**	**144 154**	**382 330**	**57,0**
Guadeloupe	2 103	513	1 366	3 982	50,2
Guyane	1 046	158	544	1 748	42,8
Martinique	1 919	630	1 311	3 860	54,5
La Réunion	3 936	1 287	2 327	7 550	46,5
Total DOM	**9 004**	**2 588**	**5 548**	**17 140**	**48,8**
Total France métropolitaine + DOM	**194 957**	**54 811**	**149 702**	**399 470**	**56,7**

(1) Ne sont pas comptabilisés les enseignants d'un corps du premier degré.

2 Enseignants du second degré public : part des non-titulaires en 2003-2004

Guadeloupe : 8,4 %
Guyane : 20,3 %
Martinique : 7 %
La Réunion : 3,6 %
Paris : 4,3 %



- 4,0 - 5,3 %
- 5,3 - 5,9 %
- 5,9 - 7,1 %
- 7,1 % et plus

9 Les personnels

PRÉSENTATION

En 2003, en France métropolitaine et DOM, 195 000 enseignants effectuent leur service principal dans un collège, soit 49 % de l'ensemble des professeurs. Les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) regroupent 149 700 professeurs (37 %) tandis que 54 800 enseignants (14 %) sont affectés dans un lycée professionnel (LP) **1**.
Dans les collèges et les LEGT, les certifiés ou professeurs d'EPS sont majoritaires (respectivement 79 % et 61 % du corps enseignant). Dans les collèges, les PEGC ne représentent plus que 8 % du corps enseignant et les non-titulaires 4,5 %. Dans les LEGT, les agrégés représentent 25 % du corps enseignant et les non-titulaires 3 %.
84 % des enseignants des LP sont des professeurs de lycée professionnel (PLP). C'est dans ces établissements que la part de non-titulaires est la plus élevée (8,3 %) **2**.
La proportion de femmes, 56,7 % en moyenne, est plus importante dans les collèges (62,8 %), que dans les LEGT (52,3 %) et surtout, que dans les LP (47,5 %) **1**.
13 % des enseignants titulaires choisissent de travailler à temps partiel. Ce mode de service est plus répandu chez les femmes que chez les hommes et il est donc corrélativement plus fréquent dans les collèges (15,5 %) que dans les LEGT et les LP (respectivement 11,1 % et 9,5 %).
À partir de 55 ans, un enseignant sur trois n'exerce pas à temps complet en raison, en particulier, de la possibilité de bénéficier de la cessation progressive d'activité.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Les enseignants recensés ici sont ceux qui exercent une activité de formation initiale à l'année dans les collèges, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et les lycées professionnels (LP) hors enseignement religieux.
Les personnels de remplacement – titulaires ou non – et de documentation ne sont pas compris, les enseignants du premier degré affectés dans les SEGPA non plus.
La notion de type d'établissement se confond de moins en moins avec celle de cycle d'enseignement. Les lycées polyvalents sont des LEGT accueillant des formations du second cycle professionnel (en particulier des préparations aux baccalauréats professionnels). Les lycées professionnels peuvent être dotés de sections d'enseignement général et parfois de sections de techniciens supérieurs.

■ **Professeurs de chaire supérieure.** Enseignants issus du corps des agrégés et destinés plus particulièrement à enseigner dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **PEGC.** Professeurs d'enseignement général de collège.

■ **PLP.** Professeurs de lycée professionnel.

■ **Autres non-titulaires.** Professeurs contractuels essentiellement.

■ **EPS.** Éducation physique et sportive.

■ **Temps partiel.** Sont comptés à temps partiel, les enseignants (hors non-titulaires et stagiaires IUFM assujettis à un service réduit) accomplissant un service inférieur au nombre d'heures réglementaire de leur corps d'appartenance (« obligation réglementaire de service » [ORS]).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur le service des enseignants » (bases-relais académiques, à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels »), DEP, 2003-2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 02.32, 03.09, 03.49.

Enseignants du second degré public devant élèves par corps

9

1 Répartition des enseignants du second degré public par corps (1) et par type d'établissement en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Collèges (2)	LP	LEGT	Total	% femmes	% temps partiel
Professeurs de chaire supérieure	-	-	2 097	2 097	29,8	1,0
Agrégés	9 113	299	37 359	46 771	50,9	8,7
Certifiés, professeurs EPS	154 797	3 383	91 830	250 010	59,8	13,6
Adjoints et chargés d'enseignement	2 676	427	833	3 936	48,8	17,9
PEGC	16 008	26	20	16 054	56,8	28,6
PLP	3 503	46 111	13 005	62 619	47,5	9,4
Total titulaires et stagiaires	**186 097**	**50 246**	**145 144**	**381 487**	**57,0**	**13,0**
Maîtres auxiliaires	1 689	502	578	2 769	52,8	
Autres non-titulaires	7 162	4 062	3 990	15 214	47,9	
Total général France métro. + DOM	**194 948**	**54 810**	**149 712**	**399 470**	**56,7**	
% femmes	62,8	47,5	52,3	56,7		
% temps partiel des titulaires	15,5	9,5	11,1	13,0		

(1) Les stagiaires sont compris dans les corps correspondants.
(2) À l'exclusion des enseignants d'un corps du premier degré en SEGPA.

Lecture - 2 097 professeurs de chaire supérieure exercent en LEGT, dont 29,8 % sont des femmes et 1,0 % travaillent à temps partiel. 62,8 % des enseignants en collège sont des femmes et 15,5 % d'entre eux travaillent à temps partiel.

2 Pourcentages d'enseignants du second degré public par corps et par type d'établissement en 2003-2004 (1) (France métropolitaine + DOM)

	Collèges (1)	LP	LEGT	Total
Professeurs de chaire supérieure			1,4	0,5
Agrégés	4,7	0,5	25,0	11,7
Certifiés, professeurs EPS	79,4	6,2	61,3	62,6
Adjoints et chargés d'enseignement	1,4	0,8	0,6	1,0
PEGC	8,2	0,0	0,0	4,0
PLP	1,8	84,1	8,7	15,7
Total titulaires et stagiaires	**95,5**	**91,7**	**96,9**	**95,5**
Non-titulaires	**4,5**	**8,3**	**3,1**	**4,5**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Ne sont pas comptabilisés les enseignants d'un corps du premier degré.

PRÉSENTATION

69,2 % des enseignants du second degré en lycées et collèges publics exercent dans un domaine « disciplinaire » pour la rentrée scolaire 2003. Parmi eux, près des deux tiers enseignent en lettres, mathématiques ou langues vivantes. 14,3 % des enseignants exercent dans les domaines technico-professionnels de la production, dont 27 % en génie mécanique et 25 % en technologie.
Les domaines technico-professionnels des services regroupent quant à eux 8,2 % des enseignants, principalement en économie et gestion.
Le nombre de professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) est équivalent à celui du domaine technico-professionnel.
Dans les collèges, ce sont les enseignants du groupe de disciplines « lettres » qui sont le plus nombreux (environ 40 000 enseignants), de même qu'en lycée professionnel (environ 11 300 enseignants), alors qu'en lycée général et technologique, les enseignants de langues vivantes sont les plus nombreux (environ 24 500 enseignants).
La proportion de non-titulaires est très variable d'une discipline à l'autre. Elle est plus importante dans les domaines technico-professionnels (8,8 % contre 4,5 % pour l'ensemble) et plus faible en éducation physique et sportive (1,0 %).
Les femmes sont majoritaires dans les domaines relatifs aux services (69,1 %) ainsi que dans les domaines disciplinaires (63,3 %), où l'on observe néanmoins de fortes disparités avec des taux allant de 39,6 % de femmes en philosophie à 81,0 % en langues vivantes.

DÉFINITIONS

■ **Groupe de disciplines « lettres ».** Il intègre également les disciplines bivalentes lettres-histoire-géographie et lettres-langues (disciplines de type collège, lycée professionnel ou lycée), ainsi que lettres-EPS, lettres-éducation musicale et lettres-arts plastiques (disciplines de type collège).

■ **Groupe de disciplines « mathématiques ».** Il intègre également les disciplines bivalentes mathématiques-sciences physiques (discipline de type collège, lycée professionnel ou lycée), mathématiques-éducation musicale ou musique (disciplines de type collège ou lycée), ainsi que mathématiques-arts plastiques et mathématiques-EPS (disciplines de type collège).

■ **Groupe de disciplines « biologie-géologie ».** Ce groupe comprend, outre les sciences naturelles, les disciplines bivalentes sciences naturelles-EPS, sciences naturelles-physique-technologie (de type collège), ainsi que sciences naturelles-sciences physiques et sciences naturelles-mathématiques (disciplines de type lycée).

■ **Enseignement non spécialisé.** Ce groupe englobe les disciplines généralistes dispensées en sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) par des enseignants du premier degré ou des maîtres auxiliaires, ainsi que l'enseignement du braille ou du langage des signes.

■ **Non-titulaires.** Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur le service des enseignants » (bases-relais académiques, à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels »), DEP, 2003-2004.

Enseignants du second degré public devant élèves par discipline

1 Répartition des enseignants du second degré public devant élèves par groupe de disciplines en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Collèges et SEGPA	LP	LEGT	Total	% femmes	% non-titulaires
Domaines disciplinaires :						
Philosophie	1	15	4 275	4 291	39,6	2,1
Lettres	39 671	11 295	16 808	67 774	76,1	2,6
Langues	34 296	126	24 361	58 783	81,0	3,1
Histoire-géographie	19 485	31	10 801	30 317	53,2	3,2
Sciences économiques et sociales	-	8	4 173	4 181	45,1	6,7
Mathématiques	26 429	6 006	18 082	50 517	46,0	2,9
Physique-chimie	8 065	56	14 285	22 406	41,6	4,3
Biologie-géologie	12 565	13	6 767	19 345	64,2	4,9
Éducation musicale	6 437	-	184	6 621	58,0	7,5
Arts plastiques	6 489	6	520	7 015	61,8	13,2
Métiers des arts appliqués	-	1 962	1 469	3 431	56,9	13,1
Biotechnologie-génie biologique et biochimie	197	59	1 435	1 691	63,3	9,9
Total domaines disciplinaires	**153 637**	**19 577**	**103 158**	**276 372**	**63,3**	**3,7**
Domaines technico-professionnels de la production :						
Technologie	14 196	18	8	14 222	33,6	3,9
Encadrement des ateliers : industrie (1)	-	3	1	4	25,0	0,0
Génie industriel	1 398	3 993	1 544	6 935	32,1	18,6
Génie chimique	-	128	64	192	28,1	13,0
Génie civil	774	1 722	1 326	3 822	7,4	14,2
Génie thermique	282	662	406	1 350	4,1	17,6
Génie mécanique	143	5 987	9 165	15 295	3,2	8,6
Génie électrique	15	3 448	5 064	8 527	4,3	3,4
Biotechnologie-santé-environnement-génie biologique	878	3 293	1 032	5 203	91,9	12,8
Hôtellerie : techniques culinaires	70	832	608	1 510	8,8	7,9
Total domaines technico-professionnels de la production	**17 756**	**20 086**	**19 218**	**57 060**	**23,1**	**8,8**
Domaines technico-professionnels des services :						
Informatique-télématique	-	1	204	205	6,3	1,5
Industries graphiques	7	148	130	285	26,3	31,9
Autres activités : conduite, navigation	.	501	44	545	5,0	23,7
Métiers d'arts, de l'artisanat et spécifiques	22	321	129	472	27,8	35,8
EFS-Employé technique des collectivités	508	130	33	671	96,0	21,3
Paramédical et social-soins personnels	.	1 177	1 532	2 709	88,8	13,9
Économie et gestion	88	9 207	17 490	26 785	70,9	4,8
Hôtellerie : services, tourisme	32	678	728	1 438	41,9	4,9
Total domaines technico-professionnels des services	**657**	**12 163**	**20 290**	**33 110**	**69,1**	**6,9**
Enseignement non spécialisé	34	11	8	53	64,2	81,1
Éducation physique et sportive	22 856	2 974	7 037	32 867	46,0	1,0
Total France métropolitaine + DOM	**194 957**	**54 811**	**149 702**	**399 470**	**56,7**	**4,5**

(1) Encadrement des ateliers : seuls les chefs de travaux effectuant au moins 1 heure d'enseignement sont comptabilisés.

Lecture - Les regroupements de disciplines correspondent en général à la nomenclature des « pivots » du système d'information Emplois-Postes-Personnels des personnels enseignants du second degré, à l'exception des pivots : activités non spécialisées, encadrement des ateliers, biotechnologie - santé - environnement – collectivité, et hôtellerie-tourisme, dont les disciplines ont été rattachées à des domaines de spécialités différents, en cohérence avec la nomenclature des spécialités de formation en vigueur depuis septembre 1994.

9 Les personnels

PRÉSENTATION

En 2003-2004, le service moyen hebdomadaire d'un enseignant du second degré public est de 17,4 heures, dont 16,3 heures d'enseignement. Sur ces 17,4 heures, en moyenne, une heure est rémunérée en heure supplémentaire **1**.
Ce sont les professeurs agrégés et de chaire supérieure qui font le plus d'heures supplémentaires (1,7 en moyenne) notamment lorsqu'ils enseignent en classes post-baccalauréat (CPGE et STS).
6 500 000 heures d'enseignement, dont la moitié en collèges, ont été dispensées en 2003-2004. Ce nombre est en légère baisse (- 50 000) par rapport à la rentrée précédente **2**.
Le ratio global d'heures par élève est de 1,43. Il est de 2,11 en lycée professionnel où les formations sont plus lourdes (atelier, etc.), de 1,40 en lycée d'enseignement général et technologique et de 1,23 en collège **3**.
Le nombre moyen d'élèves devant un professeur (« E/S ») est de 22,7 en premier cycle (hors SEGPA), 15,8 en second cycle professionnel et 23,1 en second cycle général et technologique.
Il faut noter que le service décrit dans ce chapitre n'est pas tout le travail des enseignants puisque ne sont pas comptés les corrections des copies, préparations des cours, réunions pédagogiques, entretiens avec les parents, etc.

DÉFINITIONS

■ **Service total des enseignants.** Établi sur une base hebdomadaire, il peut se décomposer en trois parties : 1) des heures d'enseignement, 2) des heures consacrées à des activités complémentaires de l'enseignement (participation à des comités ou commissions culturels, décharge syndicale, Union nationale du sport scolaire [UNSS]), des majorations de service (pour classe à faible effectif…), des réductions de service (heures de première chaire…), heures d'encadrement d'atelier des chefs de travaux faisant de l'enseignement, 3) les pondérations pour l'enseignement post-baccalauréat. Le service total ainsi constitué peut, dans les cas où il dépasse l'obligation de service, être rémunéré sous forme d'heures supplémentaires.

■ **Heures d'enseignement.** Heures réellement dispensées aux élèves, incluant les heures supplémentaires.

■ **Heures supplémentaires.** Ce sont les heures correspondant au dépassement régulier durant l'année scolaire de l'obligation de service de l'enseignant, déterminée en fonction de son corps d'appartenance, sa modalité de service, sa discipline de poste. On parle alors d'heures supplémentaires années (HSA). Il y a par ailleurs des heures supplémentaires occasionnelles, dues à un dépassement exceptionnel du service hebdomadaire, qui ne peuvent être prises en compte ici.

■ **Heures d'enseignement par élève.** Rapport des heures d'enseignement sur le nombre d'élèves. Il dépend notamment des horaires des programmes et des tailles des divisions.

■ **E/S.** C'est le nombre moyen d'élèves devant un professeur pendant une heure de cours, qu'il s'agisse d'un cours en groupe ou en classe entière.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur le service des enseignants » (bases-relais académiques à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels »), DEP, 2002-2003
3 Enquête détaillée sur les effectifs d'élèves dans les établissements publics du second degré, DEP, 2003-2004.

Voir aussi

Notes d'information, 02.32, 02.43.
G. Bonnet, S. Murcia, « Temps et charge de travail estimés par les enseignants du second degré dans les établissements publics », revue *Éducation & formations*, n° 46, MEN-DEP juillet 1996.

Le service des enseignants devant élèves dans le second degré public

9

1 Service hebdomadaire moyen dans le second degré public en 2003-2004 (1)

(France métropolitaine + DOM)

		Heures rémunérées			
	Effectifs	Enseignement	Autres activités (1)	Service total (2)	Dont heures supplémentaires
Agrégés et chaires supérieures	48 868	13,9	1,2	15,5	1,7
Certifiés et assimilés	250 010	16,5	1,1	17,8	1,0
Adjoints et chargés d'enseignement	3 936	16,2	2,9	19,1	0,8
PEGC	16 054	16,0	0,5	16,4	0,7
PLP	62 619	17,5	0,5	18,0	1,1
Titulaires	381 487	16,3	1,0	17,5	1,1
Non-titulaires	17 983	15,7	0,2	15,9	0,8
Ensemble (3)	**399 470**	**16,3**	**1,0**	**17,4**	**1,1**

(1) Heures de réduction et majoration de service ainsi que les heures consacrées à des activités complémentaires à l'enseignement.
(2) Y compris les pondérations pour enseignement en post-bac.
(3) Y compris les temps partiels.
Lecture - Toutes disciplines et toutes modalités de service confondues, les agrégés et professeurs de chaire supérieure ont un service moyen de 15,5 heures qui se décompose en 13,9 heures devant élèves, 1,2 heure dans une autre activité et 0,4 heure résultant des pondérations appliquées pour l'enseignement dispensé en classe post-bac. Sur ce service moyen, 1,7 heure est rémunérée en heures supplémentaires.

2 Répartition des heures enseignées par type d'établissement et par corps ou groupe de corps dans le second degré en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Collèges et SEGPA	LP	LEGT	Total
Agrégés et chaires supérieures	132 835	4 525	541 253	**678 613**
Certifiés et assimilés	2 594 949	57 095	1 471 739	**4 123 783**
Adjoints et chargés d'enseignement	43 327	7 079	13 350	**63 756**
PEGC	255 586	430	365	**256 381**
PLP	64 023	800 291	229 838	**1 094 152**
Total titulaires et stagiaires	**3 090 720**	**869 420**	**2 256 545**	**6 216 685**
Maîtres auxiliaires	27 787	8 561	9 135	**45 483**
Autres non-titulaires	108 245	69 403	60 411	**238 059**
Total général	**3 226 752**	**947 384**	**2 326 091**	**6 500 227**

Lecture - Les PLP dispensent 800 291 heures d'enseignement dans les lycées professionnels. Au total, l'ensemble des enseignants assure 3 226 752 heures d'enseignement dans les collèges et SEGPA.

3 Effectifs d'élèves, heures/élève et élèves/enseignant dans le second degré public en 2003-2004

(France métropolitaine + DOM)

	Collèges (1)	LP	LEGT	Total
Effectifs élèves	2 519 725	429 936	1 490 976	**4 440 637**
Heures/élève	1,23	2,11	1,40	**1,43**

(1) L'enseignement général dispensé par les enseignants du premier degré en SEGPA est pris en compte.

Nombre moyen d'élèves devant un enseignant par niveau de formation (E/S) :

	1er cycle (hors SEGPA)	2nd cycle professionnel	2nd cycle général et techno.	Ensemble
E/S	22,7	15,8	23,1	**21,0**

PRÉSENTATION

Pendant l'année scolaire, un enseignant à temps complet effectue, en moyenne, 39 h 47 de travail par semaine, dont 20 h 27 hors de la présence d'élèves. Hors enseignement, les enseignants sont occupés essentiellement à la préparation des cours et aux corrections de devoirs, pour respectivement, 7 h 40 et 6 h 10 par semaine. Ils consacrent en moyenne près d'une heure par semaine aux parents d'élèves et une heure au suivi des élèves. La documentation semble être aussi une part importante puisqu'ils y consacrent en moyenne 2 h 12 par semaine. Ils passent en moyenne 1 h 17 à travailler avec d'autres enseignants. En dehors des heures de cours, 65,6 % du temps de travail est effectué au domicile des enseignants, soit 13 h 25 par semaine, alors qu'ils passent en moyenne 26 h 22 à travailler dans l'établissement.

Un enseignant à temps complet donne, en moyenne, 19 h 20 de cours. Ces heures de cours dépendent fortement des Obligations réglementaires de service (ORS) ; elles sont complétées par des heures supplémentaires. 58,8 % des enseignants effectuent, en moyenne, 1 h 26 supplémentaire par semaine, dont 1 h 07 en HSA et 0 h 19 en HSE, et bénéficient en moyenne de 0 h 34 de décharge. En moyenne, les enseignants déclarent travailler 5 jours pendant les congés d'été et 2 jours par semaine pour les autres congés. Soit, pour une journée moyenne de 6 heures, 116 h de travail pendant les congés **1** **2** **3**.

Selon la discipline d'enseignement, le nombre d'heures travaillées passe de 42 h 55 pour les disciplines littéraires, à une moyenne comprise entre 38 et 40 h pour les disciplines scientifiques, technologiques et de langues vivantes, puis à 35 h 30 pour les autres disciplines (EPS, arts, musique…). Les conditions de travail de ces enseignants ont été appréhendées par des questions sur la fatigue et l'intérêt d'une heure de cours par rapport à une heure de préparation. Pour 83,4 %, l'heure de cours est plus fatigante, et parallèlement plus intéressante, pour 53,7 % des enseignants, qu'une heure passée à la préparation des cours **4**.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Un panel représentatif de la population globale des enseignants du second degré public a été interrogé en face-à-face. Cette interrogation de 806 enseignants a été réalisée en février-mars 2002 et s'intéressait en particulier au temps de travail et conditions de travail. Il a été demandé aux enseignants le nombre d'heures qu'ils avaient effectué la dernière semaine complète.

■ **HSA.** Heures supplémentaires années. Ce sont les heures correspondant au dépassement régulier durant l'année scolaire de l'obligation de service de l'enseignant, déterminées en fonction de son corps d'appartenance, sa modalité de service et sa discipline de poste.

■ **HSE.** Heures supplémentaires effectives. Ce sont des heures supplémentaires occasionnelles, dues à un dépassement exceptionnel du service hebdomadaire (par exemple, remplacement d'un collègue malade).

■ **Heures rémunérées.** Correspond à l'ensemble des heures payées, comprenant les HSA et HSE, soit les heures d'enseignement et les décharges.

■ **Heures travaillées.** Correspond au nombre d'heures rémunérées auxquelles s'ajoutent les heures hors enseignement.

■ **Heures de décharge.** Ce sont les heures consacrées aux Activités à responsabilité établissement (ARE) et académiques (ARA). Pour les ARE, il s'agit par exemple des activités de coordination pédagogique ou d'assistance informatique, et pour les ARA, des missions académiques ou des décharges syndicales.

■ **PEGC.** Professeurs d'enseignement général de collège.

■ **PLP.** Professeurs de lycée professionnel.

■ **ORS.** Obligation règlementaire de service : il s'agit généralement de 15 h pour un professeur agrégé et 18 h pour un certifié.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquête sur le panel enseignant, vague 2, DPD, 2002.

Le temps de travail des enseignants du second degré public

9

1 Répartition des heures de travail hebdomadaire par corps

Moyennes d'heures	Agrégés	Certifiés	PLP	PEGC	Total
Effectifs	86	376	106	33	601
%	14,3	62,6	17,6	5,5	100,0
Heures rémunérées	**16 h 52**	**19 h 40**	**20 h 12**	**19 h 11**	**19 h 20**
dont HSA	1 h 38	0 h 59	1 h 13	0 h 56	1 h 07
dont HSE	0 h 10	0 h 20	0 h 26	0 h 08	0 h 19
Heures d'enseignement	15 h 48	19 h 04	20 h 01	19 h 05	18 h 46
Heures de décharge	1 h 04	0 h 35	0 h 12	0 h 05	0 h 34
Heures hors enseignement	**24 h 10**	**19 h 49**	**19 h 52**	**19 h 51**	**20 h 27**
Heures de préparation des cours	8 h 33	7 h 19	8 h 20	7 h 09	7 h 40
Heures de correction des copies	8 h 44	5 h 59	4 h 11	7 h 39	6 h 10
Heures de suivi des élèves	0 h 37	0 h 53	1 h 49	0 h 32	1 h 00
Heures passées avec les parents	0 h 35	1 h 08	0 h 44	1 h 02	0 h 59
Heures pour d'autres tâches	1 h 27	1 h 05	1 h 16	0 h 59	1 h 10
Heures de documentation	3 h 04	2 h 10	1 h 55	1 h 23	2 h 12
Heures de travail avec d'autres enseignants	1 h 09	1 h 16	1 h 37	1 h 08	1 h 17
Dont heures de travail à la maison	*17 h 55*	*12 h 55*	*11 h 32*	*13 h 31*	*13 h 25*
Total heures travaillées	**41 h 02**	**39 h 29**	**40 h 04**	**39 h 02**	**39 h 47**
Jours de congés travaillés sur l'année	**21,1 j.**	**18,9 j.**	**20,2 j.**	**17,4 j.**	**19,4 j.**

2 Répartition des heures de travail hebdomadaires par discipline

Moyennes d'heures	Littéraires	Scientifiques	Technologiques	Langues vivantes	Autres (1)	Total
Effectifs	161	152	123	101	64	601
%	26,8	25,3	20,5	16,8	10,6	100,0
Heures rémunérées	**18 h 52**	**19 h 01**	**19 h 56**	**18 h 47**	**20 h 59**	**19 h 20**
dont HSA	1 h 05	1 h 01	1 h 27	1 h 04	0 h 54	1 h 07
dont HSE	0 h 19	0 h 23	0 h 22	0 h 16	0 h 11	0 h 19
Heures d'enseignement	18 h 20	18 h 30	19 h 31	18 h 19	19 h 46	18 h 46
Heures de décharge	0 h 31	0 h 31	0 h 25	0 h 28	1 h 12	0 h 34
Heures hors enseignement	**24 h 04**	**19 h 14**	**19 h 59**	**20 h 50**	**14 h 31**	**20 h 27**
Heures de préparation des cours	8 h 59	6 h 56	7 h 59	7 h 35	5 h 33	7 h 40
Heures de correction des copies	7 h 56	6 h 42	4 h 52	6 h 15	2 h 45	6 h 10
Heures de suivi des élèves	1 h 01	0 h 46	1 h 27	0 h 57	0 h 43	1 h 00
Heures passées avec les parents	1 h 06	1 h 07	0 h 32	1 h 09	0 h 54	0 h 59
Heures pour d'autres tâches	1 h 11	1 h 01	1 h 15	1 h 11	1 h 16	1 h 10
Heures de documentation	2 h 29	1 h 43	2 h 08	2 h 44	1 h 55	2 h 12
Heures de travail avec d'autres enseignants	1 h 21	0 h 59	1 h 46	1 h 01	1 h 26	1 h 17
Dont heures de travail à la maison	*17 h 10*	*13 h 28*	*11 h 08*	*13 h 38*	*7 h 58*	*13 h 25*
Total heures travaillées	**42 h 55**	**38 h 15**	**39 h 55**	**39 h 37**	**35 h 30**	**39 h 47**
Jours de congés travaillés sur l'année	**24,4 j.**	**17,0 j.**	**19,3 j.**	**19,7 j.**	**12,0 j.**	**19,4 j.**

(1) EPS, arts, musique, etc.

3 Répartition des heures de travail hebdomadaire par sexe

Moyennes d'heures	Hommes	Femmes	Ensemble
Effectifs	278	323	601
%	46,3	53,7	100,0
Heures rémunérées	**19 h 37**	**19 h 05**	**19 h 20**
HSA	1 h 18	0 h 58	1 h 07
HSE	0 h 25	0 h 14	0 h 19
Heures d'enseignement	18 h 53	18 h 40	18 h 46
Heures de décharge	0 h 44	0 h 24	0 h 34
Heures hors enseignement	**20 h 04**	**20 h 47**	**20 h 27**
Heures de préparation des cours	7 h 52	7 h 29	7 h 40
Heures de correction des copies	5 h 29	6 h 44	6 h 10
Heures de suivi des élèves	0 h 59	1 h 01	1 h 00
Heures passées avec les parents	0 h 49	1 h 07	0 h 59
Heures pour d'autres tâches	1 h 08	1 h 11	1 h 10
Heures de documentation	2 h 26	1 h 59	2 h 12
Heures de travail avec d'autres enseignants	1 h 20	1 h 15	1 h 17
Dont heures de travail à la maison	*13 h 13*	*13 h 37*	*13 h 25*
Total heures travaillées	**39 h 41**	**39 h 52**	**39 h 47**
Jours de congés travaillés sur l'année	**17,6 j.**	**20,9 j.**	**19,4 j.**

4 Répartition des agents à temps complet selon l'intérêt et la fatigue d'une heure de cours par rapport à une heure de préparation

Fatigue : 1 h de cours est (…) fatigante qu'1 h de préparation	Intérêt : 1 h de cours est (…) intéressante qu'1 h de préparation				
	plus	ni plus ni moins	moins	ne sait pas	Total
plus fatigante	44,5	29,9	5,1	4,0	83,4
ni plus ni moins fatigante	6,2	4,7	0,5	0,1	11,5
moins fatigante	2,6	1,1	0,4	0,4	4,5
ne sait pas	0,4	0,0	0,0	0,1	0,5
Total	**53,7**	**35,6**	**6,0**	**4,7**	**100,0**

9 Les personnels

PRÉSENTATION

Au 31 janvier 2004, 99 395 enseignants exerçaient dans les classes des établissements privés sous contrat. Ces effectifs d'enseignants sont plus nombreux en lycée (51 %) qu'en collège, moins féminisés en lycée qu'en collège (62,3 % contre 69 %) et ont en moyenne 43,6 ans **1**.

Quatre enseignants sur cinq sont rémunérés sur une échelle de titulaires, dont 60,9 % sont rémunérés sur une échelle de certifiés ou appartiennent à un corps assimilé. La quasi-totalité des personnels contractuels est représentée par des enseignants rémunérés dans une échelle de maîtres auxiliaires dont l'effectif continue à diminuer au profil des effectifs de professeurs certifiés. On constate une augmentation identique à celle de l'année précédente : + 6,7 % de janvier 2003 à janvier 2004 (soit 3 081 enseignants), elle compense également la baisse des effectifs d'adjoints et de chargés d'enseignement. Mais ces derniers représentent encore 15,8 % de l'ensemble des enseignants En progression de 2,9 % par rapport à 2003, les enseignants rémunérés dans une échelle de professeurs de lycée professionnel (PLP) représentent 21,8 % de l'ensemble des enseignants.

L'enseignement du second degré privé est plus féminisé que celui du secteur public (65,6 % contre 56,7 %). Les femmes représentent presque les trois quarts des enseignants rémunérés dans une échelle d'adjoints et de chargés d'enseignement et sont majoritaires parmi les PLP, contrairement à l'enseignement public (61,8 % contre 48,7 %).

On enregistre une légère diminution de la proportion d'enseignants rémunérés dans une échelle de titulaires exerçant à temps partiel ou incomplet, mais ce taux est plus élevé que dans le secteur public : 14,9 % contre 8,6 % et une proportion importante chez les non-titulaires, atteignant 42,7 % **1**.

DÉFINITIONS

■ **Contrat de l'établissement.** Les divisions des établissements privés sous contrat du second degré sont presque exclusivement sous contrat d'association, ce qui implique la prise en charge par l'État des heures effectuées par les enseignants devant ces divisions, ainsi que des charges de fonctionnement d'externat correspondant aux élèves de ces divisions. De plus, depuis le 1er janvier 1993, l'État rémunère les documentalistes.

■ **Statut de l'enseignant.** Les enseignants exerçant dans les divisions sous contrat d'association peuvent être :
- maîtres ou documentalistes contractuels (ayant un contrat provisoire ou définitif après réussite à un concours) à condition d'exercer au moins à mi-temps. Ils sont alors rémunérés dans une échelle de titulaires de l'enseignement public ;
- maîtres contractuels recrutés avant 1994 (ayant un contrat définitif après inspection favorable) rémunérés dans une échelle d'auxiliaires de l'enseignement public lors de leur contractualisation ;
- maîtres délégués auxiliaires (par délégation rectorale) affectés provisoirement sur des emplois non pourvus par des contractuels ou des contractuels en congé ou effectuant un service inférieur au mi-temps.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

Tableaux statistiques, n° 6946.

Les enseignants du second degré privé sous contrat

1 Les enseignants des classes sous contrat du second degré privé par affectation principale et grade – Année 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

Grade ou grade assimilé (1)	Collège	Lycée	Total	% temps partiel	% femmes	Âge moyen
Titulaires ou assimilés :						
Agrégés et chaires supérieures	499	2 535	**3 034**	5,9	43,9	46,5
Certifiés, bi-admissibles, PEPS, CE-EPS (2)	25 764	23 153	**48 917**	14,5	65,8	44,4
AE-CE (hors EPS) (2)	9 050	6 516	**15 566**	20,2	73,1	45,9
PEGC, professeurs des écoles, instituteurs et instituteurs spécialisés	3 523	39	**3 562**	17,3	63,8	53,6
PLP	258	8 999	**9 257**	10,2	61,8	44,4
Échelle de titulaires (3)	**39 094**	**41 242**	**80 336**	**14,9**	**65,9**	**45,2**
Maîtres contractuels (4)	7 634	7 755	**15 389**	43,3	64,4	36,3
Maîtres délégués auxiliaires	1 870	1 726	**3 596**	40,0	64,6	38,7
Autres non-titulaires	53	21	**74**	50,0	85,1	37,1
Non-titulaires	**9 557**	**9 502**	**19 059**	**42,7**	**64,5**	**36,7**
Tous grades	**48 651**	**50 744**	**99 395**	**20,3**	**65,6**	**43,6**
% temps partiel ou incomplet	22,2	18,4	**20,3**			
% femmes	69,0	62,3	**65,6**			
Âge moyen	43,6	43,6	**43,6**			

(1) Enseignants rémunérés dans une échelle de titulaires.
(2) AE : adjoint d'enseignement. CE : chargé d'enseignement. PEPS : professeur d'éducation physique et sportive.
(3) Dans chacun des corps sont inclus les enseignants appartenant à des corps du secteur public et exerçant dans un établissement privé.
(4) Maîtres contractuels (MA I MA II MA III MA IV) rémunérés sur une échelle de titulaires.

2 Les enseignants des classes sous contrat du second degré privé par affectation principale et académie – Année 2003-2004

Académies	Collège	Lycée	Total	% femmes
Aix-Marseille	1 780	2 432	4 212	67,8
Amiens	1 182	1 136	2 318	69,2
Besançon	819	680	1 499	63,9
Bordeaux	1 949	1 945	3 894	66,9
Caen	1 314	1 397	2 711	63,3
Clermont-Ferrand	1 307	1 233	2 540	66,5
Corse	76	50	126	69,8
Créteil	2 006	1 744	3 750	68,2
Dijon	723	1 046	1 769	66,3
Grenoble	2 353	2 581	4 934	66,7
Lille	4 072	4 477	8 549	62,1
Limoges	250	321	571	72,0
Lyon	3 329	3 259	6 588	65,7
Montpellier	1 444	1 566	3 010	64,0
Nancy-Metz	1 308	1 702	3 010	63,4
Nantes	5 559	5 413	10 972	61,8
Nice	875	838	1 713	66,4
Orléans-Tours	1 417	1 370	2 787	69,0
Paris	1 827	2 660	4 487	69,6
Poitiers	1 005	984	1 989	65,4
Reims	800	898	1 698	64,3
Rennes	5 214	5 380	10 594	61,5
Rouen	1 148	1 243	2 391	68,9
Strasbourg	971	804	1 775	68,1
Toulouse	1 838	2 152	3 990	69,4
Versailles	3 476	2 659	6 135	72,7
Total France métropolitaine	**48 042**	**49 970**	**98 012**	**65,7**
Guadeloupe	169	254	423	58,4
Guyane	73	68	141	63,8
Martinique	124	249	373	63,0
La Réunion	243	203	446	56,5
Total DOM	**609**	**774**	**1 383**	**59,6**
Total France métropolitaine + DOM	**48 651**	**50 744**	**99 395**	**65,6**

9 Les personnels

PRÉSENTATION

En 2002-2003, 86 986 personnes enseignent dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la France métropolitaine et les DOM, dont plus des neuf dixièmes exercent en université (y compris en IUT). L'effectif global des enseignants du supérieur reste en constante progression, soit 1 475 personnes de plus de 2002 à 2003 (+ 1,7 %).
Parmi ces enseignants, 55 132 appartiennent au corps des enseignants-chercheurs, dont la proportion a augmenté de 1,3 % de 2002 à 2003 et qui représentent 63,4 % des enseignants du supérieur. Ils se composent des professeurs d'université (22,3 % du total des enseignants), des maîtres de conférences (39,9 %) et d'assistants titulaires. Les deux autres catégories de personnel sont constituées par 14 341 enseignants de type « second degré » (16,5 %) et 13 308 personnels non titulaires (ATER et moniteurs, 15,3 %), 4 205 chefs de clinique, AHU, PHU (4,8 %).
Dans la répartition par discipline, les sciences rassemblent 41,4 % des enseignants et presque un maître de conférences sur deux, mais dans cette discipline leur effectif reste stable. Ils continuent à progresser en droit et en lettres (+ 2,0 %) où exercent 30 % des enseignants. Le domaine de la « santé » rassemble 14,2 % des enseignants du supérieur dont 38 % sont des professeurs et 33,9 % sont chefs de clinique, AHU et PHU **1**.
Globalement, les enseignantes sont toujours minoritaires (34,2 %) **2**. Elles progressent en droit et occupent presque la moitié des postes de maîtres de conférences en lettres (49,4 %) et dans les disciplines de la santé (48,3 %).

DÉFINITIONS

■ **Personnels enseignants du supérieur.** Personnel enseignant dans les universités y compris les instituts universitaires de technologie (IUT), les écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), les écoles normales supérieures et les grands établissements.

■ **La discipline.** La discipline est issue des rattachements aux sections du Conseil national des universités (CNU). La discipline « Droit » regroupe les sciences les sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion ; la discipline « Lettres », les lettres et les sciences humaines ; la discipline « Sciences », les sciences et techniques. La discipline « Santé » regroupe médecine, pharmacie, et odontologie .

■ **ATER et moniteurs.** Attachés temporaires d'enseignement et de recherche, et moniteurs.

■ **AHU.** Assistants hospitalo-universitaires.

■ **PHU.** Praticiens hospitalo-universitaires.

■ **Personnels enseignants de type « second degré ».** Enseignants du second degré exerçant des fonctions d'enseignement dans l'enseignement supérieur. Il s'agit en particulier de professeurs agrégés (PRAG), de professeurs certifiés (PRCE) et de professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrgae)

Sources

1 Fichier GESUP et enquête sur les personnels non titulaires, de la Direction des personnels enseignants (DPE A6), année universitaire 2002-2003.

2 Fichier de paye au 31 janvier 2003 (DEP).

Voir aussi

Notes d'Information, 00.43, 02.06, 03.36, 04 03.

Les enseignants du supérieur par discipline

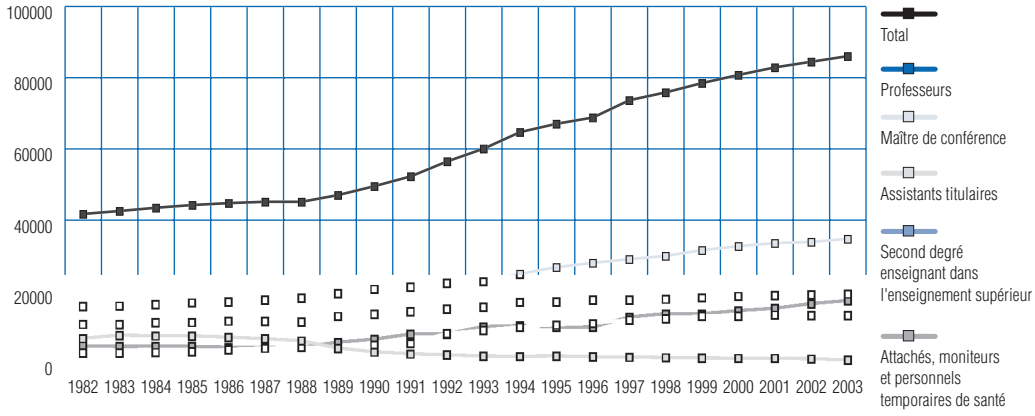
9

1 Répartition des enseignants du supérieur par discipline, fonction et type d'établissement en 2002-2003 (France métropolitaine + DOM)

Disciplines	Fonctions	Universités (y compris IUT)	ENSI	Sous-total universités et rattachement	Autres établisse-ments (1)	Total	Part des femmes (%)
Droit	Professeurs	2 421	71	2 492	75	2 567	17,6
	Maîtres de conférences	4 866	89	4 955	71	5 026	37,6
	Assistants titulaires	399	8	407	1	408	
	Attachés et moniteurs	2 965		2 965	-	2 965	
	Autres (2)	1 380	14	1 394	131	1 525	
	Total	**12 031**	**182**	**12 213**	**278**	**12 491**	
Lettres	Professeurs	4 132	15	4 147	260	4 407	28,3
	Maîtres de conférences	9 249	41	9 290	791	10 081	49,4
	Assistants titulaires	171	-	171	31	202	
	Attachés et moniteurs	3 426	-	3 426	-	3 426	
	Autres (2)	5 962	88	6 050	1 917	7 967	
	Total	**22 940**	**144**	**23 084**	**2 999**	**26 083**	
Sciences	Professeurs	6 720	305	7 025	703	7 728	10,9
	Maîtres de conférences	14 421	466	14 887	1 464	16 351	30,1
	Assistants titulaires	255	-	255	6	261	
	Attachés et moniteurs	6 817	-	6 817		6 817	
	Autres (2)	3 283	104	3 387	1 462	4 849	
	Total	**31 496**	**875**	**32 371**	**3 635**	**36 006**	
Santé	Professeurs	4 714	-	4 714	2	4 716	11,8
	Maîtres de conférences	3 283	-	3 283	2	3 285	48,3
	Assistants titulaires	100	-	100	-	100	
	Chefs de clinique, AHU, PHU	4 205	-	4 205	-	4 205	
	Attachés et moniteurs	100	-	100	-	100	
	Autres (2)	-	-	-	-		
	Total	**12 402**		**12 402**	**4**	**12 406**	
Toutes disciplines	Professeurs	17 987	391	18 378	1 040	19 418	16,0
	Maîtres de conférences	31 819	596	32 415	2 328	34 743	38,5
	Assistants titulaires	925	8	933	38	971	
	Chefs de clinique, AHU, PHU	4 205		4 205		4 205	
	Attachés et moniteurs	13 308		13 308		13 308	
	Autres (2)	10 625	206	10 831	3 510	14 341	
	Total (3)	**78 869**	**1 201**	**80 070**	**6 916**	**86 986**	

(1) ENI, INSA, ENS, grands établissements, écoles françaises à l'étranger, IUFM, etc.
(2) Enseignants de type « second degré » et ENSAM, fonctions spécifiques des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger, lecteurs et maîtres de langue étrangère.
(3) Ces effectifs ne sont pas directement comparables à ceux indiqués en 9.1, en raison des différences de champ et de date d'observation.
Source : DPE A 6.

2 Évolution des effectifs des personnels de l'enseignement supérieur de 1982 à 2003 (France métropolitaine, Public)



9 Les personnels

PRÉSENTATION

Pour la France métropolitaine et les DOM, 208 982 personnes composent le personnel administratif, technique, d'éducation, d'encadrement et de surveillance dans les établissements du second degré public, dont les quatre cinquièmes sont des titulaires.
68 % de ces personnels (142 281) sont des personnels ATOSS dont 81 % sont des agents de catégorie C majoritairement maîtres ouvriers, OP, OEA, AST. Parmi les autres personnels, presque un sur deux est titulaire et appartient à la catégorie A comme personnel de direction d'établissement ou conseiller principal d'éducation. Les non-titulaires sont essentiellement les 36 118 surveillants d'externat, maîtres d'internat ou assistants de vie scolaire 1. Cet effectif est en nette diminution par rapport aux 50 743 MI-SE de janvier 2003, mais il est compensé au sein même des établissements par la présence des 22 000 assistants d'éducation qui, rémunérés sur des crédits d'établissement, ne sont pas intégrés dans les fichiers des trésoreries académiques 2.
On constate un vieillissement des personnels ATOSS, avec un âge moyen supérieur à 44 ans. Plus de 10 ans les séparent des autres personnels (34,7 ans) où la présence des surveillants est déterminante. Parmi les titulaires, les personnels de direction d'établissement sont parmi les plus âgés, presque 51 ans en moyenne et les techniciens de l'Éducation nationale parmi les plus jeunes avec un âge moyen de 38,5 ans.
Moins des deux tiers de ces agents sont des femmes (64,5 %), mais elles occupent la plupart des postes d'infirmiers (96,4 %), d'assistants de service social (94,3 %), d'agents et d'adjoints administratifs (94,9 %) et de secrétaire d'administration scolaire et universitaire (85,3 %). Par contre, elles sont peu nombreuses dans le corps des conseillers ASU (33,8 %) ou des personnels de direction d'établissement (40,5 %).
Parmi les personnels de santé, titulaires, le travail à temps partiel est supérieur à 32 %. Il atteint 46 % pour les personnels non titulaires de surveillance ou les contractuels. Sur la période 1990-2004, l'évolution du nombre de ces agents dans les établissements du second degré public est croissante jusqu'en 1995, diminue de 1995 à 1999 et après une augmentation de 2000 à 2003 diminue lors de la dernière rentrée 3.

DÉFINITIONS

- **Établissements du second degré.** Lycées d'enseignement général et technologique (LEGT), lycées professionnels (LP), écoles régionales d'enseignement adapté (EREA), collèges y compris les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), centres d'information et d'orientation (CIO).
- **ATOSS.** Personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service, de santé et sociaux.
- **MI-SE.** Maîtres d'internat – surveillants d'externat.
- **SASU.** Secrétaires d'administration scolaire et universitaire.
- **OP.** Ouvriers professionnels.
- **OEA.** Ouvriers d'entretien et d'accueil.
- **AST.** Agents des services techniques.
- **Personnels de direction d'établissement du second degré.** Proviseurs et proviseurs adjoints, principaux et principaux adjoints de collège ont été regroupés.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 Fichier de paye au 31 janvier 2004.
2 EPP : emploi poste personnel, avril 2004.
3 Effectifs diffusés dans les RERS antérieurs à partir des données des fichiers de paye.

Voir aussi

Notes d'Information, 00.23, 01.40, 02.24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6617, 6754, 6824, 6851, 6906.

Personnel administratif, technique, d'éducation d'encadrement et de surveillance (2nd degré public)

1 Personnel administratif, d'éducation, d'encadrement et de surveillance dans les établissements du second degré public en 2003-2004 (1) (France métropolitaine + DOM)

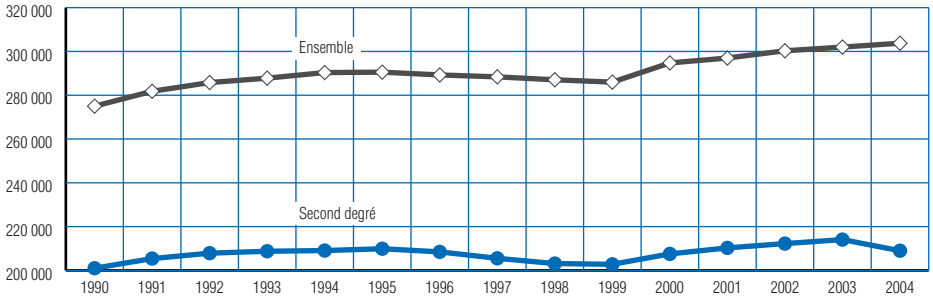
		Effectifs	Âge moyen	% femmes	% temps partiel
Catégorie A	Personnel de direction d'établissement du second degré	13 192	50,8	40,5	0,0
	Conseillers d'éducation et conseillers principaux d'éducation	11 561	41,2	64,9	5,1
	Directeurs de CIO et conseillers d'orientation-psychologues	4 740	45,5	77,2	13,7
	Autres personnels de catégorie A	295	46,4	56,6	11,9
	Total catégorie A	**29 788**	**46,2**	**56,0**	**4,3**
Catégorie B	Secrétaires d'administration (ITRF)	193	47,6	92,2	31,1
	Techniciens (ITRF)	92	42,3	59,8	9,8
	Total catégorie B	**285**	**45,9**	**81,8**	**24,2**
Catégorie C	Agents et adjoints administratifs (ITRF)	254	44,6	79,1	20,1
Total titulaires		30 327	46,1	56,4	4,6
	Surveillants d'externat	27 963	25,2	67,3	45,2
	Maîtres d'internat	8 011	24,8	45,5	29,2
	Assistants de vie scolaire	144	27,3	81,3	18,1
	Contractuels et autres non-titulaires (1)	256	35,4	84,8	33,6
Total non-titulaires		**36 374**	**24,5**	**62,2**	**46,3**
Total		**66 701**	**34,7**	**59,8**	**24,7**

(1) Autres non-titulaires : conseillers d'orientation intérimaires, vacataires, apprentis.

2 Personnels ATOSS dans les établissements du second degré public en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

		Effectifs	Âge moyen	% femmes	% temps partiel
Catégorie A	Attachés et attachés principaux	5 147	44,9	61,5	2,8
	Conseillers d'administration scolaire et universitaire	594	49,0	33,8	0,2
	Autres personnels de catégorie A	26	49,1	80,8	19,2
	Total catégorie A	**5767**	**45,3**	**58,7**	**2,6**
Catégorie B	Secrétaires d'administration scolaire et universitaire	8 913	46,0	85,1	9,8
	Infirmiers	5 861	44,9	96,4	32,2
	Techniciens de laboratoire	303	41,9	45,5	12,5
	Assistants de service social	244	40,4	94,3	35,2
	Techniciens de l'Éducation nationale	107	38,5	1,9	1,9
	Total catégorie B	**15 428**	**45,3**	**88,2**	**18,7**
Catégorie C	Maîtres ouvriers, OP, OEA, AST	90 990	44,1	57,0	8,6
	Agents et adjoints administratifs	18 151	45,4	94,8	15,8
	Agents, aides et aides techniques de laboratoire	5 724	41,7	70,9	15,9
	Total catégorie C	**114 865**	**44,2**	**63,7**	**10,1**
Total titulaires		**136 060**	**44,3**	**66,2**	**10,7**
	Personnel de santé	499	44,2	97,6	56,5
	Auxiliaires de bureau et de service	134	38,0	93,3	17,2
	Contractuels	5 588	38,8	73,0	13,8
Total non-titulaires		**6 221**	**39,2**	**75,5**	**17,3**
Total		**142 281**	**44,1**	**66,6**	**11,0**

3 Évolution des effectifs du personnel administratif, technique, d'éducation, d'encadrement et de surveillance dans le secteur public (France métropolitaine)



9 Les personnels

PRÉSENTATION

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche rémunère dans les établissements d'enseignement supérieur 50 132 personnes pour la France métropolitaine et les DOM qui assument des fonctions administratives, techniques et d'encadrement et 4 860 dans les établissements de formation **2**.

Dans les établissements d'enseignement supérieur, les ITARF représentent 54,7 % des agents et leur effectif a progressé de plus de 3 % par rapport à janvier 2003. Dans ce type de personnel, trois corps dominent et progressent : les ingénieurs de recherche et d'études (+ 8 %), les techniciens de recherche (+ 13 %) les agents et adjoints techniques (+ 6 %) qui représentent plus d'un agent sur quatre. Les personnels ATOSS (36,5 %) pour la moitié d'entre eux, sont des agents ou des adjoints administratifs de catégorie C (46,4 %), mais aussi des secrétaires d'administration (19 %) de catégorie B, des attachés (9,5 %) de catégorie A et 18 % ne sont pas titulaires. Dans la filière des personnels de bibliothèque, 4 393 agents sont conservateurs, bibliothécaires, assistants et magasiniers.

Dans les établissements du supérieur, l'âge moyen des agents est élevé (44 ans) ; les personnels les plus jeunes étant les contractuels ATOSS (35 ans), les plus âgés les conseillers de service social (53 ans) et les ingénieurs de recherche et d'études (presque 51 ans). Les femmes occupent 64 % des postes. De plus, elles assument également la quasi-totalité des fonctions médicales, des postes d'agents et d'adjoints administratifs de catégorie C mais à peine le tiers des postes d'ingénieurs de recherche et d'études.

Dans les établissements de formation, 4 860 agents exercent, hormis les conseillers principaux d'éducation en formation dans les IUFM, des fonctions administratives, techniques, d'orientation et d'encadrement dont 51,8 % sont des ATOSS. Pratiquement un sur trois est agent ou adjoint administratif, un sur quatre est maître ouvrier, OP ou OEA. Plus de 70 % des personnels administratifs, des ATOSS et des personnels de bibliothèque sont des femmes.

Selon les corps, les proportions de travail à temps partiel varient du tiers (pour le personnel médical) à l'inexistant parmi les secrétaires généraux, les inspecteurs ou les conseillers d'éducation.

DÉFINITIONS

■ **Établissements du supérieur.** Les personnels administratifs, techniques et d'encadrement du tableau **1** sont les personnels des universités, instituts universitaires de technologie (IUT).

■ **Autres établissements.** Écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) compris et autres écoles : Conservatoire national des arts et métiers, École nationale supérieure des arts et métiers, Institut national des sciences appliquées…

Les personnels non comptabilisés ici sont des personnels ne relevant pas de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les personnels spécifiques de grands établissements comme le Muséum, le Collège de France, l'Observatoire…

■ **Établissements de formation.** Les personnels des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), des Écoles normales supérieures (ENS), de l'École nationale des chartes, de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

■ **ATOSS.** Personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service, de santé et sociaux.

■ **ITARF.** Personnels ingénieurs, techniciens, administratifs de recherche et formation.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 00.23, 01.40, 02.24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6617, 6754, 6824, 6851, 6906.

1 Personnel administratif, technique et d'encadrement dans les établissements publics de l'enseignement supérieur en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

			Universités (et IUT)	Autres établissements (1)	Effectifs	Âge moyen	% femmes	% temps partiel
ITARF	**Catégorie A**	Ingénieurs de recherche et d'études	3 898	872	4 770	46,8	42,9	8,7
		Assistants ingénieurs	1 443	290	1 733	42,6	35,7	7,9
		Attachés d'administration	21	4	25	44,4	68,0	20,0
	Catégorie B	Techniciens de recherche	4 848	1 002	5 850	45,5	45,9	9,0
		Secrétaires d'administration	240	62	302	45,5	91,1	21,9
	Catégorie C	Agents et adjoints techniques	11 947	2 123	14 070	43,9	53,2	9,3
		Agents et adjoints administratifs	506	65	571	43,4	93,0	24,2
	Non-titulaires	Contractuels	67	14	81	50,6	79,0	46,9
		Total ITARF	**22 970**	**4 432**	**27 402**	**44,7**	**50,1**	**9,6**
ATOSS	**Catégorie A**	Secrétaires généraux et administrateurs civils	99	30	129	51,6	38,8	0.0
		Attachés ASU	1 532	216	1 748	46,9	70,1	10,4
		Conseillers ASU	79	9	88	46,7	50,0	3,4
		Conseillers techniques de service social	17	1	18	54,6	100,0	11,1
		Agents comptables université	72	19	91	50,7	30,8	0,0
		Ingénieurs de recherche et d'études (CNRS)	55	17	72	53,1	31,9	1,4
		Assistants ingénieurs (CNRS)	49	3	52	38,4	38,5	9,6
	Catégorie B	Secrétaires d'administration	3 089	399	3 488	46,1	87,5	19,5
		Infirmiers	291	18	309	48,6	99,0	35,0
		Assistants de service social	76	1	77	46,7	94,8	29,9
	Catégorie C	Agents et adjoints administratifs	7 667	824	8 491	44,2	91,6	23,8
		AST, agents et adjoints techniques	116	44	160	44,3	68,1	8,1
		Maîtres ouvriers, OP, OEA	118	124	242	42,8	50,4	9,5
		Conducteurs auto et chefs de garage	15	11	26	48,5	0,0	7,7
	Non-titulaires	Contractuels ATOSS	2 573	703	3 276	35,2	69,9	20,0
		Auxiliaires de bureau et de service	33	8	41	39,3	82,9	26,8
		Total ATOSS	**15 881**	**2 427**	**18 308**	**43,4**	**82,8**	**20,4**
Bibliothèques et musées	**Catégorie A**	Conservateurs des bibliothèques	8	932	940	45,7	70,9	8,3
	Catégorie B	Bibliothécaires et bibliothécaires adjoints	19	1 234	1 253	43,8	84,3	18,4
		Assistants de bibliothèque	3	304	307	44,3	64,5	15,6
	Catégorie C	Magasiniers	31	1 862	1 893	41,0	61,5	15,6
		Total	**61**	**4 332**	**4 393**	**43,1**	**70,2**	**14,8**
Autre	**Catégorie A**		7	22	29	54,9	24,1	6,9
		Ensemble du personnel	**38 919**	**11 213**	**50 132**	**44,1**	**63,8**	**14,0**

(1) Écoles d'ingénieurs (y compris ENSI) et autres établissements d'enseignement supérieur.

2 Personnel administratif, éducatif, technique, d'orientation et d'encadrement dans les établissements publics de l'enseignement de formation en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

			Effectifs	Âge moyen	% femmes	% temps partiel
Personnel administratif	**Catégorie A**	Directeurs CIO et COP	238	33,4	81,1	0,4
		CPE et conseillers d'éducation	731	30,2	72,2	0,5
		Inspecteurs (IEN, IA-IPR)	59	53,2	35,6	0,0
		Directeurs d'établissement	12	52,1	25,0	0,0
		Total personnel administratif	**1 040**	**32,9**	**71,7**	**0,8**
ATOSS	**Catégorie A**	Secrétaires généraux	34	51,0	20,6	0,0
		Attachés ASU	233	45,6	71,7	4,7
		Conseillers ASU	13	47,5	38,5	0,0
		Ingénieurs et assistants (CNRS)	10	45,5	20,0	0.0
	Catégorie B	Secrétaires d'administration	385	44,5	83,9	14,0
		Infirmiers	6	48,3	83,3	33,3
		Aides et aides techniques de laboratoire	37	41,0	62,2	10,8
	Catégorie C	Agents et adjoints administratifs	804	42,4	91,3	21,0
		Agents des services techniques (AST)	33	41,6	57,6	0,0
		Maîtres ouvriers, OP, OEA	652	43,6	54,0	9,0
	Non-titulaires	Auxiliaires de bureau et de service	13	37,5	100,0	23,1
		Contractuels ATOSS	296	36,8	65,9	15,9
		Total ATOSS	**2 516**	**42,8**	**73,3**	**13,9**
ITARF	**Catégorie A**	Ingénieurs de recherche et d'études, assistants	224	40,8	32,6	5,8
		Attachés et secrétaires d'administration	8	40,6	87,5	50,0
	Catégorie B	Techniciens de recherche	142	39,9	28,9	2,1
	Catégorie C	Agents et adjoints administratifs	8	41,0	100,0	25,0
		Agents et adjoints techniques	876	43,9	46,6	7,1
		Total ITARF	**1 258**	**42,9**	**42,7**	**6,7**
Bibliothèques		Conservateurs et bibliothécaires	46	36,9	76,1	19,6
		Ensemble du personnel	**4 860**	**40,1**	**65,5**	**9,1**

9 Les personnels

PRÉSENTATION

Au 31 janvier 2004, 39 773 personnes assument des fonctions administratives, techniques et d'encadrement en services académiques de la France métropolitaine et des DOM et en administration centrale. Elles représentent 13 % des personnels non enseignants. La quasi-totalité de ces personnels est titulaire et les trois quarts sont des personnels ATOSS **1**.

En services académiques, 35 998 personnes sont affectées, dont une sur deux assume des tâches administratives. Les personnels de catégorie C occupent 43,6 % des postes ATOSS en étant le plus souvent agents ou adjoints administratifs. En catégorie B, deux agents sur trois sont secrétaires. Au personnel social (2 239), s'ajoutent les infirmiers et les médecins, soient 4 200 personnes qui assument des fonctions médicales et sociales en étant rattachées aux services académiques, les autres personnels médicaux étant intégrés dans les établissements scolaires. On enregistre une stabilité des personnels d'inspection et une prise en charge partielle des assistants d'éducation dont 3 802 sont rattachés aux inspections académiques sur des fonctions d'auxiliaires de vie scolaire, en intervenant successivement dans plusieurs types d'établissement, alors que 22 000 personnes sont assistants d'éducation en écoles, collèges ou lycées (leur rémunération ne dépendant pas directement des trésoreries générales, ils ne sont pas comptabilisés dans les fichiers de paye) **2**.

3 775 agents sont en fonction dans les services de l'administration centrale. Les personnels administratifs sont majoritaires dans chacune des catégories et les ATOSS représentent 87,2 % des personnels.

Les personnels d'encadrement supérieur gérés par la Direction de l'encadrement sont pour les trois quart des personnels de direction d'établissement **2**. Plus de 3 100 personnes appartiennent aux corps d'inspection dont deux sur trois sont des IEN. L'ensemble de ces personnels a en moyenne presque 51 ans et moins de deux fonctions sur cinq sont exercées par des femmes.

DÉFINITIONS

- **Établissements du second degré.** Lycées d'enseignement général et technologique (LEGT), lycées professionnels (LP), écoles régionales d'enseignement adapté (EREA), collèges y compris les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), centres d'information et d'orientation (CIO).
- **ATOSS.** Personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service, de santé et sociaux.
- **OP.** Ouvriers professionnels.
- **OEA.** Ouvriers d'entretien et d'accueil.
- **AST.** Agents des services techniques.
- **Les personnels de direction.** Proviseurs et proviseurs adjoints, principaux et principaux adjoints de collège ont été ici regroupés.
- **ITARF.** Personnels ingénieurs, techniciens, administratifs de recherche et formation.
- **Personnels des bibliothèques et musées.** Conservateurs, bibliothécaires, magasiniers, gardiens de bibliothèque…
- **IEM.** Inspecteurs de l'Éducation nationale.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 Fichier de paye au 31 janvier 2004.
2 EPP : emploi poste personnel, avril 2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 00.23, 01.40, 02.24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6754, 6824, 6851, 6906, 6945.

Personnel administratif, technique et d'encadrement

1 Personnel administratif, technique, d'orientation et d'encadrement dans les services académiques et à l'administration centrale en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM) (1)

		Administration centrale	Services académiques	Total	Âge moyen	Part des femmes (%)	Temps partiel (%)
ATOSS	Recteurs et secrétaires généraux	7	198	205	51,6	35,6	0,0
	Directeurs et administrateurs civils	165	1	166	50,3	28,9	0,6
	Inspecteurs généraux	254	1	255	56,0	22,4	0,0
	Conseillers ASU	23	255	278	45,1	45,7	1,8
	Attachés (AC, ASU)	766	2 013	2 779	46,3	69,2	11,1
	Ingénieurs (CNRS)	25	4	29	51,2	65,5	10,3
	Médecins	2	1 341	1 343	48,7	93,8	37,3
	Conseillers techniques services sociaux	4	363	367	49,7	94,6	19,3
	Total catégorie A	**1 246**	**4 176**	**5 422**	**47,9**	**71,1**	**16,4**
	Secrétaires d'administration	730	5 749	6 479	44,7	84,7	20,3
	Infirmiers	8	368	376	47,5	96,5	18,1
	Assistants de service social	1	2 239	2 240	41,0	97,0	43,1
	Techniciens de l'Éducation nationale	1	123	124	40,6	2,4	0,8
	Total catégorie B	**740**	**8 479**	**9 219**	**43,8**	**87,0**	**25,5**
	AST, agents et adjoints techniques	96	142	238	46,9	31,9	7,6
	Agents et adjoints administratifs	828	10 162	10 990	44,2	92,5	23,5
	Maîtres ouvriers, OP, OEA	71	1 222	1 293	43,8	39,0	5,0
	Conducteurs auto et chefs de garage	45	106	151	46,7	0,7	0.0
	Total catégorie C	**1 040**	**11 632**	**12 672**	**44,2**	**84,8**	**21,1**
	Personnels de santé	.	252	252	36,2	93,3	36,5
	Auxiliaires de bureau et de service	1	74	75	34,8	82,7	10,7
	Contractuels	266	2 055	2 321	36,7	73,8	10,8
	Total non-titulaires	**267**	**2 381**	**2 648**	**36,6**	**75,9**	**13,2**
	Total	**3 293**	**26 668**	**29 961**	**44,1**	**82,2**	**20,9**
Autre personnel administratif et d'encadrement	Inspecteurs IA-IPR	19	1 126	1 145	53,4	31,4	0.0
	Inspecteurs de l'Éducation nationale (IEN)	19	1 858	1 877	51,2	37,8	0,1
	Directeurs CIO et COP	5	55	60	48,7	73,3	11,7
	Personnels de direction d'établissement	5	9	14	52,9	28,6	7,1
	Enseignants	91	209	300	50,5	51,7	7,0
	Assistants d'éducation (1)	-	3 802	3 802	27,2	85,8	48,1
	Contractuels	-	26	26	40,8	80,8	50,0
	Total autre personnel	**139**	**7 085**	**7 224**	**38,9**	**63,1**	**25,9**
ITARF	Ingénieurs de recherche et d'études	227	931	1 158	44,9	42,4	14,9
	Secrétaires d'administration	10	1	11	48,2	90,9	0,0
	Assistants ingénieurs	14	126	140	40,7	28,6	5,7
	Techniciens de recherche	43	628	671	41,0	36,5	14,2
	Agents et adjoints techniques	5	7	12	42,9	83,3	16,7
	Agents et adjoints administratifs	27	552	579	45,9	32,1	8,6
	Total ITARF	**326**	**2 245**	**2 571**	**43,9**	**38,2**	**12,7**
Bibliothèques	Bibliothécaires et magasiniers	17	-	17	52,1	70,6	0,0
	Total	**3 775**	**35 998**	**39 773**	**43,1**	**75,9**	**21,3**

(1) Assistants d'éducation, auxiliaires de vie scolaire.

2 Le personnel d'encadrement supérieur en 2003-2004 (1)

		Effectifs	Âge moyen	(%) 50 ans et plus	(%) Part des femmes
Administration centrale	Administrateurs civils	93	48,0	48,4	30,1
	Directeurs de l'administration centrale	14	53,0	78,6	35,7
	Sous-directeurs de l'administration centrale	41	52,1	73,2	36,6
	Chefs de service de l'administration centrale	18	51,0	66,7	16,7
Services académiques et EPLE	Conseillers d'administration scolaire et universitaire	969	47,6	49,6	38,8
	Personnels de direction d'établissement	13 223	50,8	64,3	40,4
	Recteurs	31	55,9	83,9	25,8
	Secrétaires généraux d'académie	26	51,2	65,4	19,2
	Secrétaires généraux d'administration scolaire et universitaire	251	51,0	64,5	39,4
Corps d'inspection	Inspecteurs d'académie – Inspecteurs pédagogiques régionaux	1 042	53,3	77,9	34,3
	Inspecteurs de l'Éducation nationale	1 935	51,3	64,9	37,2
	Inspecteurs d'académie – Directeurs des services départementaux	97	55,4	93,8	9,3
	Inspecteurs d'académie adjoints	34	52,1	76,5	17,6
Enseignement supérieur	Secrétaires généraux d'établissements publics d'enseignement supérieur	58	51,8	70,7	29,3
	Agents comptables	95	50,6	56,8	30,5
Total		**17 927**	**50,8**	**64,5**	**39,2**

(1) Personnel géré par la Direction de l'encadrement. Une partie est également recensée dans le tableau 1

PRÉSENTATION

À la session 2003, 21 095 postes ont été ouverts aux différents concours externes et internes de recrutement d'enseignants du second degré public, y compris les troisièmes concours et les concours réservés. On compte ainsi 3 000 postes pour l'agrégation, 10 745 pour le CAPES, 1 610 pour le CAPEPS, 1 340 pour le CAPET et 4 400 pour le CAPLP **1**.

20 348 candidats ont été reçus sur les listes principales (20 303) et complémentaires (45) aux concours externes, internes et réservés, contre 23 252 en 2002, soit une baisse de 12,5 %, qui doit être rapprochée de celle de 3,8 % des postes offerts. 81,1 % des admissions résultent des concours externes (dont 1,7 % de troisièmes concours), 11,6 % des concours internes et 7,3 % des concours réservés. Le taux de couverture global progresse légèrement : 96,2 % des postes ont été pourvus contre 95,7 % en 2002.

Les examens professionnels, ouverts depuis la session 2001, comptent 953 lauréats (- 24,7 %). Pour la deuxième session, 351 lauréats sont recensés aux troisièmes concours (+ 26,7 %).

En 2003, comme en 2002, 5 145 postes ont été ouverts aux concours du second degré de l'enseignement privé, respectivement 2 220 au CAFEP, dont 200 aux troisièmes concours, et 2 925 au CAER. En raison d'une baisse du nombre d'admis (- 5,7 %) associée à une stabilité du nombre de postes, 63,3 % des postes ont été pourvus contre 67,1 % en 2002, tous concours confondus. Le rendement se révèle toujours contrasté selon le concours : 67,3 % pour le CAER contre 58,1 % pour le CAFEP **2**.

Dans le premier degré public, 15 339 postes ont été ouverts en vue de recruter des professeurs des écoles : 11 080 pour les concours externes, 800 pour les troisièmes concours, 120 pour les concours externes spéciaux (langues régionales), 250 pour les seconds concours internes et 3 089 pour les premiers concours internes (réservés aux instituteurs titulaires) **3**.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Depuis la session 2001, les résultats aux différents concours (hors examens professionnels) proviennent du système de gestion OCEAN et sont exploités par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Les données comparatives portant sur les sessions antérieures à 2000, ou concernant les examens professionnels, sont issues de la Direction des personnels enseignants. « Les concours de recrutement des enseignants du second degré, session 2003 », *Note d'Information,* à paraître.

Voir aussi

Notes d'Information, 75.43, 77.44, 80.44, 82.05, 83.11, 84.14, 85.24, 88.32, 91.32, 92.30, 93.18, 94.19, 95.26, 95.37, 96.38, 97.28, 97.41, 98.30, 98.37, 99.41, 00.49, 01.04, 02.19, 02.41, 03.17, 03.43, 04.08.

DÉFINITIONS

■ **CAPES et CAPET internes.** Voir arrêté du 20 mai 1986 (*BO* spécial n° 5 du 26 juin 1986).

■ **Les concours internes statutaires** permettent aux fonctionnaires titulaires et aux maîtres auxiliaires d'accéder aux différents corps d'enseignants du second degré, sous certaines conditions de titre et d'ancienneté de services. **Des concours spécifiques** (quatre sessions, de 1995 à 1998) ont permis aux maîtres auxiliaires et aux enseignants titulaires (lorsqu'il n'y a plus de recrutement pour le corps auquel ils appartiennent) d'accéder sous certaines conditions aux corps des professeurs certifiés, PEPS et PLP (protocole relatif à la résorption de l'auxiliariat de juillet 1993). **Des concours réservés et examens professionnels** (cinq sessions, de 2001 à 2005) sont organisés afin de permettre à certains agents non titulaires d'être recrutés sous certaines conditions dans les corps des professeurs certifiés, PEPS et PLP (loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire dite « loi Sapin », décret 2001-369 du 27 avril 2001). Quatre sessions, de 1997 à 2000, avaient été organisées dans le cadre de la loi « Perben » n° 96-1093 du 16 décembre 1996. Ces examens professionnels sont ouverts aux maîtres auxiliaires des établissements d'enseignement ou services publics relevant du ministre chargé de l'éducation.

■ **Les troisièmes concours,** organisés à partir de 2002, sont comptabilisés avec les concours externes. Ils s'adressent aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée de quatre ans au moins au cours des cinq années précédant la date de clôture des registres d'inscription audit concours, d'une ou de plusieurs activités professionnelles dans le domaine de l'éducation ou de la formation. Ils concernent notamment les aides-éducateurs. Ces activités doivent avoir été accomplies dans le cadre d'un contrat de droit privé (décret 2002-436 du 29 mars 2002).

■ **Présents.** Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours. Leur nombre est toujours inférieur ou égal à celui des candidats inscrits.

■ **Taux de remplissage, de couverture ou de rendement.** Rapport du nombre d'admis sur listes principales au nombre de postes, en %. **Taux de réussite**. Rapport du nombre d'admis (listes principales et complémentaires) au nombre de présents, en %.

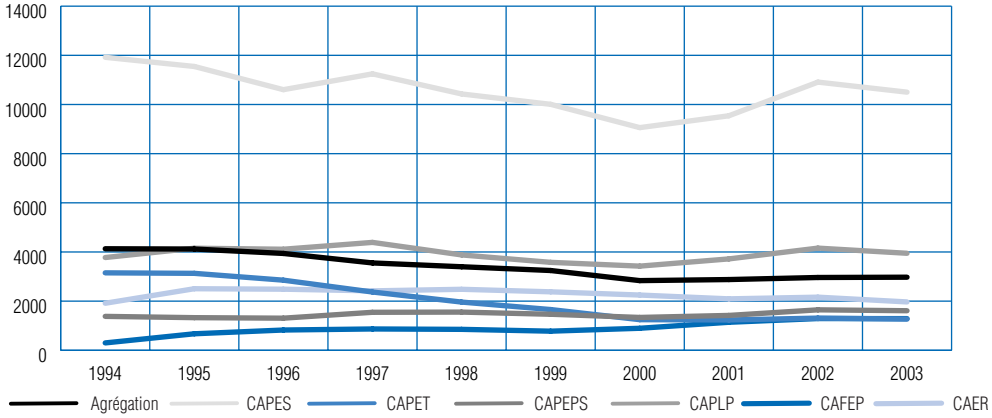
Les concours de recrutement d'enseignants (1)

1 Évolution du nombre de postes et d'admis sur les listes principales aux concours d'enseignants
(France métropolitaine + DOM)

		1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Enseignement public :											
Agrégation (externe + interne)	*postes*	5 000	5 000	5 000	4 100	3 710	3 364	2 850	2 900	2 980	3 000
	admis	4 131	4 120	3 940	3 554	3 399	3 246	2 835	2 878	2 962	2 974
CAPES (externe + 3e concours + interne	*postes*	18 800	18 040	16 200	13 774	12 409	10 755	9 265	9 550	11 171	10 745
+ réservé + spécifique) (1) (5)	*admis*	11 920	11 547	10 603	11 246	10 429	10 007	9 059	9 541	10 911	10 502
CAPEPS (externe + 3e concours	*postes*	1 380	1 400	1 330	1 668	1 675	1 545	1 370	1 425	1 671	1 610
+ interne + réservé) (1) (2) (5)	*admis*	1 380	1 328	1 307	1 546	1 554	1 466	1 337	1 419	1 646	1 610
CAPET (externe + 3e concours	*postes*	3 820	3 960	3 530	2 857	2 147	1 828	1 325	1 250	1 443	1 340
+ interne + réservé) (1) (5)	*admis*	3 151	3 131	2 853	2 371	1 962	1 658	1 246	1 234	1 310	1 270
CAPLP (externe + 3e concours	*postes*	4 000	4 600	4 600	4 903	4 409	3 957	3 960	3 875	4 665	4 400
+ interne + réservé) (1) (5)	*admis*	3 774	4 153	4 112	4 390	3 880	3 578	3 424	3 718	4 157	3 947
Professeurs des écoles	*postes*	10 077	10 430	9 813	9 195	9 214	10 050	10 324	11 245	11 309	12 250
(externe + 2nd concours interne) (3)	*admis*	10 091	10 426	9 727	9 195	9 214	10 044	10 324	11 229	11 299	12 250
Liste complémentaire : inscrits		6 187	4 958	3 075	1 078	953	3 577	6 579	7 394	7 387	6 299
Enseignement privé :											
CAFEP (CAFEP + 3e concours)	*postes*	700	1 400	2 100	1 920	1 920	1 850	1 850	1 850	2 220	2 220
(4) (5)	*admis*	300	672	825	868	852	778	896	1 140	1 291	1 289
CAER + spécifique	*postes*	3 047	3 252	3 252	2 666	2 650	2 650	2 500	2 500	2 925	2 925
	admis	1 914	2 505	2 486	2 418	2 482	2 379	2 248	2 093	2 162	1 968

(1) Concours réservés dans le cadre de la loi Perben (de 1997 à 2000) puis du plan Sapin à partir de 2001 jusqu'en 2005. (2) Concours interne ouvert à partir de 1989. (3) Professeurs des écoles à partir de 1992 : licence. (4) Concours organisé à partir de 1994. (5) Troisièmes concours organisés à partir de 2002. **CAPES** : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré. **CAPET** : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique. **CAPEPS** : certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive. **CAPLP** : concours d'accès au professorat de lycée professionnel. **CAFEP** : concours d'accès à une liste d'aptitude en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'enseignement dans les classes du second degré sous contrat, correspondant aux concours externes du CAPES, du CAPEPS, du CAPET ou du CAPLP. **CAER** : concours d'accès à une échelle de rémunération correspondant aux concours internes de l'Agrégation, du CAPES, du CAPEPS, du CAPET ou du CAPLP.

2 Évolution du nombre d'admis sur les listes principales aux différents concours du second degré (France métropolitaine + DOM)



3 Professeurs des écoles : nombre de postes, d'inscrits, de présents et d'admis en 2003
(France métropolitaine + DOM)

	Postes	Inscrits	Présents	Admis sur liste principale	% admis/ présents	Inscrits sur liste complémentaire
Concours externes	12 000	98 964	65 981	12 000	18,2	6 179
Seconds concours internes	250	1 897	1 094	250	22,9	120
Total	**12 250**	**100 861**	**67 075**	**12 250**	**18,3**	**6 299**

PRÉSENTATION

Globalement, 31,7 % de postes en moins ont été offerts aux différents concours réservés et 4,2 % aux concours internes. Le nombre de postes ouverts aux concours externes reste stable. La baisse générale du nombre d'admis, respectivement - 9,3 % aux concours externes, - 12,5 % aux concours internes et - 36,9 % aux concours réservés, combinée aux évolutions contrastées du nombre de présents, engendre des taux de réussite plus faibles, en particulier aux concours réservés (- 10,9 %).

2 091 candidats ont été admis à l'agrégation externe et 897 à l'agrégation interne, soit près d'un admis pour neuf présents pour ces deux concours, comme en 2002. Le taux de réussite demeure stable à l'agrégation externe (13,6 %) et celui de l'agrégation interne est en légère baisse (8,5 % en 2003 contre 8,7 % en 2002). Les taux de couverture, toujours comparables pour les deux concours et légèrement en baisse, s'établissent à 98,9 % pour l'agrégation externe et 99,7 % pour l'interne **1**

9 017 candidats ont été admis au CAPES externe (dont 162 au troisième concours), soit un lauréat pour quatre présents comme en 2002. Le CAPES interne est le seul concours interne à enregistrer une hausse du nombre de postes (+ 4 %), mais le nombre de lauréats diminue toutefois de 7,1 %. Au CAPET externe (1 021 lauréats, dont 11 au troisième concours), un candidat est admis pour cinq présents contre près d'un pour quinze au CAPET interne (85 lauréats) et un pour deux au CAPET réservé (174 lauréats). Les disciplines technologiques du CAPLP externe n'affichent pas un taux de couverture de 100 %, notamment dans les sections du génie civil ou de mécanique. Globalement, tous les postes n'ont pu être pourvus au CAPLP réservé dans les disciplines d'enseignement général ou technologique **2** Pour la troisième des cinq sessions, la répartition des lauréats aux examens professionnels est respectivement de 468 pour le CAPES, 55 pour le CAPEPS, 68 pour le CAPET et 362 pour le CAPLP. Pour la deuxième session, 162 candidats ont été admis au troisième concours du CAPES, 65 à celui du CAPEPS, 11 à celui du CAPET et 113 à celui du CAPLP.

DÉFINITIONS

■ **Admis ou lauréats.** Les inscrits sur listes complémentaires ayant tous été admis, soit 45 (2 266 en 2002), le nombre de lauréats correspond ainsi aux admis sur listes principales et complémentaires.

■ **Définition de concours, des présents, des taux.** Voir 9.17.

■ **Disciplines littéraires et sciences humaines.** Philosophie, lettres classiques et modernes, histoire-géographie, sciences économiques et sociales (agrégation et CAPES) ; grammaire (agrégation) ; tahitien-français, documentation (CAPES).

■ **Langues.** Allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, hébreu, italien, néerlandais, portugais, russe (agrégation et CAPES) ; polonais (agrégation) ; arabe, grec, japonais, vietnamien, turc, suédois, basque, breton, catalan, corse, occitan-langue d'oc, créole (CAPES).

■ **Disciplines scientifiques.** Mathématiques, physique-chimie, physique-électricité appliquée, sciences vie-sciences Terre et univers (agrégation), sciences de la vie et de la Terre (CAPES).

■ **Disciplines artistiques.** Éducation musicale, arts plastiques.

■ **EPS.** Éducation physique et sportive (agrégation et CAPES).

■ **Disciplines bivalentes.** Lettres-histoire, mathématiques-sciences physiques, allemand-lettres, anglais-lettres, arabe-lettres, espagnol-lettres (CAPLP).

■ **Disciplines technologiques.** Génie civil, mécanique, génie mécanique, génie électrique électronique, génie électrique électrotechnique, biotechnologie-génie biologique, économie et gestion (agrégation, CAPET, et CAPLP) ; génie industriel du bois, du textile et cuir, du verre et céramique, des structures métalliques, des plastiques/composites, génie chimique, génie thermique, génie mécanique de la maintenance, génie électrique informatique/télématique, industries graphiques, arts appliqués, biotechnologie-santé environnement, paramédical et social, soins personnels, hôtellerie-tourisme (CAPET et CAPLP) ; métiers d'art, de l'artisanat (CAPLP) ; technologie (CAPET).

■ **Enseignement religieux.** Catholique, protestant (CAPES).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Depuis la session 2001, les résultats aux différents concours (hors examens professionnels) proviennent du système de gestion OCEAN et sont exploités par la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Les données comparatives portant sur les sessions antérieures à 2000, ou concernant les examens professionnels, sont issues de la Direction des personnels enseignants. « Les concours de recrutement des enseignants du second degré, session 2003 », *Note d'Information,* à paraître.

Notes d'Information, 75.43, 77.44, 80.44, 82.05, 83.11, 84.14, 85.24, 88.32, 91.32, 92.30, 93.18, 94.19, 95.26, 95.37, 96.38, 97.28, 97.41, 98.30, 98.37, 99.41, 00.49, 01.04, 02.19, 02.41, 03.17, 03.43, 04.08.

Les concours de recrutement d'enseignants (2)

1 Agrégation : nombre de postes, d'inscrits, de présents et d'admis par groupe de disciplines en 2003

Sur listes principales et complémentaires	Concours externe					Concours interne				
	Postes	Inscrits	Présents	Admis	% admis/ présents	Postes	Inscrits	Présents	Admis	% admis/ présents
Disciplines scientifiques	**845**	**6 999**	**4 515**	**840**	**18,6**	**240**	**3 618**	**2 876**	**240**	**8,3**
dont : Mathématiques	360	2 217	1 417	355	25,1	130	1 842	1 484	130	8,8
Sciences physiques, chimie	287	2 342	1 367	287	21,0	63	1 139	898	63	7,0
Sciences vie et Terre, univers	198	2 440	1 731	198	11,4	47	637	494	47	9,5
Disciplines littéraires et sc. humaines	**512**	**7 921**	**5 244**	**512**	**9,8**	**287**	**3 921**	**2 879**	**287**	**10,0**
dont : Lettres modernes	150	1 844	1 258	150	11,9	120	1 570	1 128	120	10,6
Histoire (externe)	134	3 061	2 025	134	6,6					
Histoire-géographie (interne)						100	1 268	937	100	10,7
Philosophie	82	1 436	950	82	8,6	19	527	398	19	4,8
Langues	**326**	**3 514**	**2 294**	**322**	**14,0**	**137**	**2 164**	**1 661**	**134**	**8,1**
dont : Anglais	158	1 809	1 190	158	13,3	64	1 207	929	64	6,9
Espagnol	83	864	588	83	14,1	36	643	482	36	7,5
Allemand	53	391	263	53	20,2	31	284	226	31	13,7
Disciplines technologiques	**297**	**4 094**	**1 857**	**297**	**16,0**	**87**	**2 141**	**1 499**	**87**	**5,8**
dont : Économie et gestion	128	2 101	856	128	15,0	44	1 161	751	44	5,9
Mécanique	49	491	303	49	16,2	10	218	173	10	5,8
Génie électrique	40	334	187	40	21,4	13	231	175	13	7,4
Disciplines artistiques	**80**	**1 143**	**776**	**80**	**10,3**	**36**	**587**	**473**	**36**	**7,6**
Éducation physique et sportive	**40**	**1 454**	**638**	**40**	**6,3**	**113**	**1 659**	**1 205**	**113**	**9,4**
Total	**2 100**	**25 125**	**15 324**	**2 091**	**13,6**	**900**	**14 090**	**10 593**	**897**	**8,5**

2 CAPES, CAPET, CAPEPS, CAPLP : nombre de postes, d'inscrits, de présents et d'admis par groupe de disciplines en 2003

Sur liste principales et complémentaires	Concours externes					Concours internes					Concours réservés				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
CAPES :															
Disc. scientifiques	**2 920**	**14 231**	**11 009**	**2 909**	**26,4**	**243**	**2 427**	**1 867**	**240**	**12,9**	**113**	**866**	**592**	**112**	**18,9**
dont : Mathématiques	1 195	5 755	4 616	1 195	25,9	119	877	678	119	17,6	36	249	144	36	25,0
Phys.-chimie, phys.-élect.	855	4 191	3 000	855	28,5	34	718	521	31	6,0	27	224	176	26	14,8
Sciences vie et Terre	870	4 285	3 393	859	25,3	90	832	668	90	13,5	50	393	272	50	18,4
Disc. littéraires et sciences humaines	**3 398**	**21 320**	**16 222**	**3 232**	**19,9**	**404**	**3 330**	**2 569**	**401**	**15,6**	**121**	**872**	**504**	**117**	**23,2**
dont : Lettres modernes	1 400	5 606	4 411	1 398	31,7	217	1 167	963	220	22,8	50	364	199	50	25,1
Histoire-géographie	1 065	7 639	6 039	1 046	17,3	76	836	607	77	12,7	29	215	139	29	20,9
Documentation	455	3 391	2 437	326	13,4	52	836	632	52	8,2	20	160	89	20	22,5
Langues	**2 457**	**12 131**	**9 464**	**2 446**	**25,8**	**335**	**2 021**	**1 701**	**334**	**19,6**	**135**	**969**	**613**	**127**	**20,7**
dont : Anglais	1 421	5 644	4 405	1 411	32,0	205	976	811	205	25,3	61	473	299	61	20,4
Espagnol	733	3 759	3 050	733	24,0	84	731	629	84	13,4	39	296	197	39	19,8
Allemand	175	994	800	175	21,9	25	128	100	25	25,0	10	77	35	10	28,6
Disc. artistiques	**445**	**2 994**	**2 381**	**430**	**18,1**	**48**	**402**	**309**	**48**	**15,5**	**20**	**170**	**100**	**20**	**20,0**
Ens. religieux											**16**	**79**	**71**	**16**	**22,5**
Coord. ingénierie form.											**90**	**611**	**407**	**90**	**22,1**
Total CAPES	**9 220**	**50 676**	**39 076**	**9 017**	**23,1**	**1 030**	**8 180**	**6 446**	**1 023**	**15,9**	**495**	**3 567**	**2 287**	**482**	**21,1**
CAPET	**1 055**	**9 069**	**5 426**	**1 021**	**18,8**	**85**	**1 744**	**1 251**	**85**	**6,8**	**200**	**702**	**399**	**174**	**43,6**
CAPEPS	**1 395**	**8 934**	**7 992**	**1 395**	**17,5**	**120**	**1 254**	**1 109**	**120**	**10,8**	**95**	**253**	**153**	**96**	**62,7**
CAPLP :															
Disciplines d'ens. général	**1 445**	**10 193**	**7 069**	**1 401**	**19,8**	**51**	**1 171**	**727**	**51**	**7,0**	**121**	**471**	**263**	**110**	**41,8**
dont : Math-sc. phys.	536	2 803	1 981	510	25,7	19	428	272	19	7,0	40	155	94	40	42,6
Lettres-histoire	500	3 707	2 421	500	20,7	17	376	230	17	7,4	40	183	105	40	38,1
Anglais-lettres	335	2 317	1 700	324	19,1	10	242	151	10	6,6	30	92	43	20	46,5
Disc. d'ens. techno. et professionnel	**1 925**	**10 356**	**6 774**	**1 589**	**23,5**	**199**	**2 478**	**1 919**	**181**	**9,4**	**572**	**2 258**	**1 500**	**528**	**35,2**
dont : Éco. et gestion	572	4 857	3 049	451	14,8	33	585	400	31	7,8	105	397	223	100	44,8
Mécanique	145	361	255	112	43,9	6	94	79	5	6,3	13	62	36	13	36,1
Génie civil	135	394	280	76	27,1	24	125	98	10	10,2	44	156	117	34	29,1
Coord. ingénierie form.											**87**	**661**	**464**	**87**	**18,8**
Total CAPLP	**3 370**	**20 549**	**13 843**	**2 990**	**21,6**	**250**	**3 649**	**2 646**	**232**	**8,8**	**780**	**3 390**	**2 227**	**725**	**32,6**

1 : Postes. 2 : Inscrits. 3 : Présents. 4 : Admis. 5 : % d'admis/présents.

PRÉSENTATION

La session 2003 enregistre une diminution de 5,4 % du nombre de candidats aux concours des personnels de direction, alors que le nombre de postes offerts est en progression (+ 2,2 %) comme celui des admis (+ 2 %). Le taux de réussite (rapport du nombre d'admis au nombre de dossiers présentés) s'améliore donc, passant de 35,6 % en 2002 à 38,4 % en 2003. Tous les postes ont pu être pourvus pour le concours de deuxième classe (840) et pratiquement tous pour le concours de première classe (78 sur 80) **1**.
Après une baisse lors des deux dernières sessions, le nombre de candidats (352) au concours de recrutement des IA-IPR est en légère augmentation (+ 4,4 %). Le nombre de postes offerts est également en sensible augmentation par rapport à celui de la précédente session (69 au lieu de 59). Le taux de couverture faiblit, 92,8 % contre 98,3 % en 2002. Le nombre de candidats par poste (5,1) diminue légèrement (5,7 en 2002) et présente des disparités importantes selon les disciplines **2**.
Globalement, le nombre de postes offerts au concours de recrutement d'IEN est de 132 (120 en 2002). Cette augmentation est proportionnellement plus importante pour les postes en « information et orientation » (14 postes contre 9 en 2002). Seul le nombre de postes de l'« enseignement général » diminue, de 14,3 %. La baisse sensible du nombre de candidats (– 44) ne doit pas masquer les inégalités entre les spécialités. La sélectivité du concours est en léger retrait, passant de 7,6 candidats pour un poste offert en 2002 à 6,5 en 2003 **3**.
Les 66 postes offerts au concours de CASU ont tous été pourvus alors que 61 l'ont été sur les 65 en 2002. L'augmentation du nombre de présents (+ 45,5 %), supérieure à celle des admis (+ 8,2 %), contribue au recul du taux de réussite (16,9 % contre 22,8 %) **4**.

DÉFINITIONS

■ **Les emplois de direction** des établissements d'enseignement ou de formation relevant de l'Éducation nationale sont occupés par des personnels appartenant au corps des personnels de direction. Il existe deux concours : **le concours de première classe (C1)** et **le concours de deuxième classe (C2).** Les dispositions relatives au recrutement sont précisées dans le *Bulletin Officiel* n° 1 du 3 janvier 2002.

■ **Inspecteurs d'académie-Inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR).** Le concours ouvert pour le recrutement est organisé suivant les dispositions fixées par le décret n° 90-675 du 18 juillet 1990 :
– le jury procède à une première sélection des candidats sur examen de leur dossier ;
– l'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le candidat admissible, le jury prononce ou non l'admission.

■ **Inspecteurs de l'Éducation nationale (IEN).** Le recrutement se fait par concours organisé selon les mêmes modalités que celui des IA-IPR.

■ **Conseillers d'administration scolaire et universitaire (CASU).** Depuis 2003, ils sont recrutés par la voie d'un seul concours. Le décret n° 2002-1140 du 4 septembre 2002 a modifié les articles n° 46 à 49 du décret n° 83-1033 du 3 décembre 1983. L'arrêté du 9 octobre 2002 a fixé les nouvelles épreuves.

■ **Présents.** Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours. Leur nombre est toujours inférieur ou égal à celui des candidats inscrits.

■ **Taux de remplissage, de couverture ou de rendement.** Rapport du nombre d'admis sur listes principales au nombre de postes, en %.

■ **Taux de réussite.** Rapport du nombre d'admis au nombre de présents, en %.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Direction de l'encadrement du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Rapports de M. J-P. Obin, président du jury de concours de recrutement des personnels de direction d'établissements d'enseignement et de formation, de Mme J. Becquelin, présidente du jury de concours des IA-IPR, et de M. Y. Guérin, président du jury de concours des IEN (session 2003).
« Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire – Sessions 2003 et 2002 », *Note d'Information,* à paraître.

Voir aussi

Notes d'Information, 96.04, 96.53, 97.44, 98.35, 01.10, 02.45.

Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et CASU

9

1 Concours des personnels de direction

	2001				2002				2003			
Concours	Postes	Dossiers présentés	Admis (1)	% admis/ dossiers	Postes	Dossiers présentés	Admis (1)	% admis/ dossiers	Postes	Dossiers présentés	Admis (1)	% admis/ dossiers
C1	60	158	60	38,0	60	152	60	39,5	80	150	78	52,0
C2	800	2 284	800	35,0	840	2 373	840	35,4	840	2 239	840	37,5
Total	**860**	**2 442**	**860**	**35,2**	**900**	**2 525**	**900**	**35,6**	**920**	**2 389**	**918**	**38,4**

(1) Sur liste principale.

2 Concours des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (session 2003)

Spécialités	Postes	Inscrits (1)	Admissibles (1)	Admis (2)	% admis/postes	% admis/inscrits
Anglais	8	11	7	4	50,0	36,4
Arts plastiques	1	4	2	1	100,0	25,0
Économie et gestion	2	23	5	2	100,0	8,7
Éducation musicale	2	5	3	2	100,0	40,0
Éducation physique et sportive	5	21	10	5	100,0	23,8
Espagnol	3	6	4	3	100,0	50,0
Administration et vie scolaires	12	122	32	12	100,0	9,8
Histoire et géographie	8	27	14	8	100,0	29,6
Lettres	5	28	11	5	100,0	17,9
Mathématiques	5	29	10	5	100,0	17,2
Philosophie	1	1	1	1	100,0	100,0
Portugais	1	5	2	1	100,0	20,0
Sciences de la vie et de la Terre	4	13	8	4	100,0	30,8
Sciences économiques et sociales	2	8	5	2	100,0	25,0
STI - secteur industriel	3	33	9	3	100,0	9,1
STI - secteur arts appliqués	1	1	1	0	0,0	0,0
STI - secteur médico-social	1	2	1	1	100,0	50,0
Sciences physiques	5	13	10	5	100,0	38,5
Total 2003	**69**	**352**	**135**	**64**	**92,8**	**18,2**
Rappel 2002	59	(3) 345	132	58	98,3	16,8
Rappel 2001	100	(4) 435	210	99	99,0	22,8

(1) Les inscrits sont les candidats dont les dossiers sont examinés, les admissibles ceux dont le dossier a été retenu et qui sont autorisés à passer l'épreuve d'entretien (tableaux 2 et 3). (2) Sur liste principale. (3) 337 candidats - 345 candidatures (doubles inscriptions). (4) 411 candidats - 435 candidatures dont 22 doubles inscriptions et 1 triple.

3 Concours des inspecteurs de l'Éducation nationale (session 2003)

Spécialités	Postes	Inscrits	Admissibles	Admis (1)	% admis/ postes	% admis/ inscrits
Enseignement du premier degré	81	549	208	81	100,0	14,8
Information et orientation	14	51	26	14	100,0	27,5
Enseignement technique :	25	193	70	25	100,0	13,0
Économie et gestion	8	67	23	8	100,0	11,9
Sciences et techniques industrielles	12	101	34	12	100,0	11,9
Sciences biologiques et sciences sociales appliquées	5	25	13	5	100,0	20,0
Enseignement général :	12	72	32	12	100,0	16,7
Lettres	3	26	10	3	100,0	11,5
Mathématiques	3	18	8	3	100,0	16,7
Histoire-géographie	3	16	8	3	100,0	18,8
Anglais	3	12	6	3	100,0	25,0
Total 2003	**132**	**865**	**336**	**132**	**100,0**	**15,3**
Rappel 2002	120	909	326	120	100,0	13,2
Rappel 2001	99	752	277	99	100,0	13,2

(1) Sur liste principale.

4 Concours des conseillers d'administration scolaire et universitaire (CASU)

Année	Postes	Inscrits	Présents	Admis (1)	Taux de réussite
2003	**66**	**489**	**390**	**66**	**16,9**
Rappel 2002	65	604	268	61	22,8
dont : Premier concours	22	305	120	22	18,3
Second concours	43	299	148	39	26,4
Rappel 2001	60	447	258	59	22,9
dont : Premier concours	20	159	100	20	20,0
Second concours	40	288	158	39	24,7

(1) Sur liste principale.
Remarque : les deux concours de CASU ont été unifiés en 2003.

PRÉSENTATION

À la session 2003, 6 360 postes ont été ouverts à l'ensemble des concours externes et internes de recrutement des personnels administratifs, techniques et ouvriers, sociaux et de santé (ATOSS), y compris les concours réservés (1). Ces postes sont principalement affectés dans la filière administrative (41,8 %) et dans la filière ouvrière (40,4 %) ; les filières médico-sociale et laboratoire ne totalisant respectivement que 12,2 % et 5,5 % des postes.

Les concours externes de personnels administratifs se caractérisent par un grand nombre de candidats inscrits (55 565) et présents (38 390) au regard des 1 011 postes ouverts, ce qui implique que le taux de réussite est extrêmement faible (2,6 %). Le taux de couverture de ces concours est de 100 %. Aux concours internes et réservés, qui comprennent les examens professionnels réservés mais pas le recrutement d'agent administratif réservé, le taux de réussite est plus élevé (7,9 %) et le taux de rendement supérieur à 100 %. Le nombre de candidats inscrits (26 600) et présents (21 465) est aussi deux fois plus faible.

Les concours de personnels ouvriers, y compris le recrutement sans concours externe d'ouvrier d'entretien et d'accueil (OEA), se caractérisent également par un grand nombre de candidats inscrits (29 848) par rapport au nombre de postes offerts (2 568). Le taux de couverture des concours externes, internes et réservés concernant les personnels ouvriers, hors OEA, est égal à 75,2 % et leur taux de réussite est de 9,5 %. En ce qui concerne le corps d'OEA (voir définition des admis), le taux de couverture est très supérieur à 100 %. Ceci s'explique par le fait que les listes de lauréats peuvent comporter un nombre d'admis supérieur au nombre de postes à pourvoir : en cas de renoncement d'un candidat ou en cas de vacance de postes, il peut être fait appel, dans l'ordre de celles-ci, aux candidats figurant sur ces listes, à l'instar de ce qui peut se pratiquer avec les listes complémentaires des concours.

Les recrutements de personnels médico-sociaux et de laboratoire sont moindres. On dénombre 779 postes médico-sociaux pour lesquels 2 927 personnes se sont inscrites et 2 386 présentées aux épreuves. À ces concours, seulement 625 candidats ont été admis sur liste principale : le taux de couverture des personnels médico-sociaux, le moins élevé des différents personnels, s'établit à 80,2 % (il était de 70,2 % à la session 2002) mais le taux de réussite s'élève à 26,2 %. Quant à la filière laboratoire, 353 postes sont offerts pour 5 901 candidats. Sur dix candidats inscrits aux concours de personnels de laboratoire, entre six et sept se sont présentés, en moyenne, à au moins une épreuve. Le taux de couverture des personnels de laboratoire s'établit à 86,7 % et le taux de réussite à 8,1 %.

(1) Ne sont pas pris en compte les recrutements par liste classée par ordre d'aptitude des agents et OEA.

DÉFINITIONS

■ **Le recrutement des personnels administratifs, techniques et ouvriers, sociaux et de santé (ATOSS)** s'opère selon deux modalités : les concours sont organisés au niveau national pour les corps de catégorie A (AASU, médecins, conseillers techniques de service social), ainsi que pour les techniciens de l'Éducation nationale et les techniciens de laboratoire ; pour les autres corps, les concours sont organisés par les services déconcentrés.

■ **AASU, SASU, CASU.** Respectivement attaché, secrétaire et chargé d'administration scolaire et universitaire.

■ **Inscrits.** Candidats remplissant les conditions de recevabilité des concours de recrutement concernés.

■ **Présents.** Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours.

■ **Admissibles.** Candidats inscrits autorisés à passer l'(les) épreuve(s) orales(s).

■ **Admis.** Candidats admis sur liste principale. En ce qui concerne les corps d'agents et d'OEA, le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C, prévoit que les listes classées par ordre d'aptitude (recrutement réservé) ou les listes des candidats déclarés aptes par les commissions de sélection (recrutement externe), peuvent comporter un nombre de noms supérieur à celui des postes à pourvoir.

■ **Taux de couverture.** Rapport en pourcentage du nombre d'admis au nombre de postes.

■ **Taux de réussite.** Rapport en pourcentage du nombre d'admis au nombre de présents.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Direction des personnels, de la modernisation et de l'administration du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les concours de recrutement des personnels ATOSS

1 Concours des personnels ATOSS (session 2003) (France métropolitaine + DOM)

	Concours externes					Concours internes et réservés (1)				
	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis
AASU	155	3 826	1 834	336	155	205	3 790	1 935	358	178
SASU	300	21 415	14 777	1 194	300	601	9 475	7 618	1 760	558
CASU	-	-	-	-	-	66	489	406	134	66
Adjoints administratifs :	556	30 324	21 779	1 950	556	777	12 846	11 506	2 204	891
dont adm. et dactylographie	147	13 373	9 568	567	147	155	4 366	3 881	547	155
dont administration générale	409	16 951	12 211	1 383	409	622	8 480	7 625	1 657	736
Total personnels administratifs	**1 011**	**55 565**	**38 390**	**3 480**	**1 011**	**1 649**	**26 600**	**21 465**	**4 456**	**1 693**
Médecins de l'EN :	42	137	89	63	40	21	86	49	49	21
dont sur titres et travaux	4	4	3	3	2	21	86	49	49	21
dont sur épreuves	38	133	86	60	38	-	-	-	-	-
Conseillers techniques de service social	-	-	-	-	-	37	90	74	36	28
Assistant(e)s de service social	132	329	329	329	89	56	41	41	41	16
Infirmier(e)s	271	1 636	1 288	641	269	220	608	516	298	162
Total personnels médico-sociaux	445	2 102	1 706	1 033	398	334	825	680	424	227
Techniciens de laboratoire :	9	2 424	1 256	48	9	9	277	158	39	9
dont sec. A, biologie-géologie	1	606	292	5	1	1	85	47	4	1
dont sec. B, sc. physique et industrielle	7	947	503	33	7	7	146	85	31	7
dont sec. C, biotechnologie	1	871	461	10	1	1	46	26	4	1
Aides de laboratoire	162	1 433	982	331	136	101	704	599	226	85
Aides technique de laboratoire :	45	866	613	146	42	27	197	179	68	25
dont Spé. A, sc. naturelles	17	439	309	52	14	7	54	51	25	7
dont Spé. B, sc. physiques	26	405	290	83	26	20	143	128	43	18
dont Spé. C, biotechnologie	2	22	14	11	2	-	-	-	-	-
Total personnels de laboratoire	**216**	**4 723**	**2 851**	**525**	**187**	**137**	**1 178**	**936**	**333**	**119**
Techniciens de l'EN :	36	3 423	1 736	96	34	13	623	476	30	13
dont restauration collective	8	409	216	22	6	3	185	139	9	3
dont informatique bureautique	20	2 581	1 386	58	20	6	233	168	13	6
dont équipements techniques	8	433	134	16	8	4	205	169	8	4
Maîtres-ouvriers :	**287**	**2 490**	**1 952**	**501**	**190**	**172**	**1 785**	**1 585**	**450**	**149**
dont agencement et revêtement	43	341	267	102	40	22	377	345	75	25
dont cuisine	142	1 319	1 060	229	76	94	772	698	226	69
dont équip. bureautique et audio. (3)	20	198	132	43	21	7	57	40	17	5
dont install. élect., sanitaires et therm.	82	632	493	127	53	46	573	496	127	47
dont chefs de garage	-	-	-	-	-	3	6	6	5	3
Ouvriers professionnels :	**902**	**7 137**	**5 369**	**1 530**	**679**	**533**	**4 877**	**4 314**	**952**	**396**
dont accueil	12	530	395	34	12	51	2 398	2 173	168	51
dont agencement intérieur	70	415	329	138	65	39	167	148	64	25
dont cuisine	372	2 918	2 289	694	292	188	882	778	321	142
dont équipement bureautique et audio.	12	354	251	31	12	4	30	21	9	4
dont espaces verts et install. sportives	13	263	163	42	13	4	48	37	12	4
dont installations électriques	167	879	663	210	114	95	201	161	82	50
dont install. sanitaires et thermiques	96	346	257	138	61	43	107	91	40	16
dont lingerie	18	512	359	43	17	22	281	249	64	22
dont magasinage (ateliers)	22	472	335	70	22	13	303	253	47	15
dont revêtement et finitions	120	448	328	130	71	72	454	397	141	65
dont conducteurs automobiles	-	-	-	-	-	2	6	6	4	2
Ouvriers d'entretien et d'accueil (4)	625	9 513	16 961	1 742	1 328	-	-	-	-	-
Total personnels ouvriers	**1 850**	**22 563**	**26 018**	**3 869**	**2 231**	**718**	**7 285**	**6 375**	**1 432**	**558**
Total	**3 522**	**84 953**	**68 965**	**8 907**	**3 827**	**2 838**	**35 888**	**29 456**	**6 645**	**2 597**

(1) Les concours réservés ne comprennent pas les recrutements par liste classée par ordre d'aptitude des agents et OEA.
(2) Le nombre d'admis peut être supérieur au nombre de postes pour certains concours réservés, du fait que l'on ait comptabilisé les données des examens professionnels réservés pour lesquels le nombre de postes n'est pas défini *a priori*.
(3) Dans l'académie de Lille, des postes offerts aux concours internes n'ayant pas été pourvus ont été reportés à l'offre de postes des concours externes (le nombre d'admis est donc supérieur au nombre de postes).
(4) Dans ce tableau, ne sont pas comptabilisés les nombres de postes offerts ainsi que les statistiques sur les candidats pour les recrutements sans concours d'ouvriers d'entretien et d'accueil (externe) des académies de Bordeaux, Caen, Grenoble, Lyon, Nancy-Metz, Rennes, Toulouse, Rouen, Limoges et la Martinique.

9 Les personnels

PRÉSENTATION

À la session 2003, 2 890 postes ont été ouverts à l'ensemble des concours externes, internes et réservés de recrutement des personnels ITRF. On recense 1 193 postes pour la catégorie A qui regroupe les ingénieurs de recherche (IGR), ingénieurs d'études (IGE) et assistants ingénieurs (ASI), 924 pour la catégorie C (adjoints et agents techniques) et 773 pour les techniciens, seul corps de catégorie B.
Globalement, il y a autant de postes ouverts aux concours externes qu'aux concours internes et réservés. Cependant, le concours externe d'IGR offre deux fois plus de postes que l'interne ; par ailleurs, ce corps a été exclu du champ d'application de la loi dite « Sapin » de résorption de l'emploi précaire. On compte 35,6 candidats inscrits par poste pour les concours externes avec de fortes variations selon le corps : ce ratio est plus élevé pour les concours de catégorie A, avec 82,3 candidats inscrits par poste au concours externe d'IGE, 55,1 à celui d'IGR et 52,1 pour celui d'ASI. En catégories B et C, on retrouve des ratios plus classiques avec 8,6 candidats par poste au concours externe de technicien, et 9,7 en catégorie C. Pour les concours internes et réservés, ce rapport est globalement de 6,6 candidats par poste. Il est plutôt plus élevé pour les catégories A : 10,5 candidats par poste au concours d'ASI, et plus faible pour les catégories B et C (5,3 candidats par poste au concours d'adjoint et agent techniques).
2 542 candidats ont été reçus sur liste principale à l'ensemble des concours, soit un taux de couverture global de 88 %. Si 94,9 % des postes offerts au concours de technicien ont été pourvus, seulement 78,5 % des postes le sont pour les concours d'IGR. Globalement, les taux sont comparables selon les types de concours, excepté pour le concours d'IGE, pourvu à 91,9 % en externe et seulement à 80,7 % pour les concours interne et réservé. Ces derniers chiffres doivent cependant être relativisés dans la mesure où, d'une part, pour un grand nombre de concours, l'existence de listes complémentaires permet de couvrir le besoin en recrutement, et, d'autre part, les désistements, souvent liés à une réussite à plusieurs concours, restent nombreux. Le taux de réussite varie également selon les concours : en catégories B et C, les taux sont les plus élevés avec 17,2 % de réussite au concours de technicien et 15 % aux concours d'adjoint et agent techniques. Par contre, ce taux est inférieur à 5 % pour les concours de catégorie A et même seulement de 1,8 % pour ceux d'IGE **1** .
En ce qui concerne les personnels de bibliothèque, globalement 23,3 candidats sont inscrits pour un poste aux concours externes et seulement 3,3 aux concours internes et réservés. Le taux de réussite global est de 12,2 %, et même 33,6 % pour les concours internes et réservés, et le taux de couverture est de 100 % quel que soit le concours **2** .

DÉFINITIONS

■ **Les concours de personnels de bibliothèque** sont des concours nationaux organisés par l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) de Villeurbanne.

■ **Les concours de recrutement des personnels ingénieurs, et personnels techniques de recherche et formation (ITRF)** s'effectuent par branches d'activité professionnelle (BAP) et emploi type. Les modalités d'organisation des concours de catégorie A ont été modifiées en 2002 : ces concours comportent désormais une phase d'admissibilité nationale (un même jury pour tous les postes offerts dans le même corps, la même BAP et le même emploi type) et une phase d'admission locale (organisée au niveau de chaque établissement dans lequel un poste au moins est à pourvoir dans cet emploi type).
La nomenclature des BAP, également rénovée, est la suivante : **A :** Sciences du vivant (SV) ; **B :** Sciences chimiques sciences des matériaux (SCSM) ; **C :** Sciences de l'ingénieur et instrumentation scientifique (SIIS) ; **D :** Sciences humaines et sociales (SHS) ; **E :** Informatique et calcul scientifique (ICS) ; **F :** Documentation, édition et communication (DEC) ; **G :** Patrimoine, logistique et prévention (PLP) ; **I :** Gestion scientifique et technique des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (GST/EPCSCP).

■ **IGR, IGE, ASI.** Ingénieur de recherche, ingénieur d'études, assistant ingénieur.

■ **Inscrits.** Candidats ayant retourné leur(s) dossier(s) complété(s) dans les délais impartis. En catégorie A, un concours est identifié par affectataire d'emploi (phase locale d'admission). Une même personne peut donc s'inscrire à plusieurs concours dans le même emploi type et être déclarée admissible par un même jury pour l'ensemble de ces concours. Il est donc nécessaire, pour ce type de concours, de raisonner en termes de candidatures et non de candidats physiques.

■ **Présents.** Candidats qui se sont présentés à la première épreuve écrite des concours, lorsqu'elle existe, ou dont le dossier a été jugé recevable.

■ **Admissibles.** Candidats inscrits autorisés à passer l'(es) épreuve(s) orale(s). Un même candidat peut être admissible à plusieurs concours.

■ **Admis.** Candidats admis sur liste principale.

■ **Taux de couverture/de réussite.** Rapports (en %) du nombre des admis au nombre de postes/de présents.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Direction des personnels, de la modernisation et de l'administration du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les concours de recrutement des personnels ITRF et de bibliothèque

9

1 Concours des personnels ITRF – Session 2003 (France métropolitaine + DOM)

		Concours externes					Concours internes et réservés				
	BAP	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis
IGR	A	9	816	774	171	9	1	2	2	2	1
	B	9	525	506	273	7	-	-	-	-	-
	C	14	1 147	1 113	370	13	4	9	8	7	3
	D	4	298	290	103	2	5	31	30	18	4
	E	63	3 491	3 291	687	46	24	322	297	83	18
	F	3	88	86	13	1	4	16	16	9	4
	G	15	310	303	136	13	6	24	22	20	6
	I	8	208	204	28	6	17	133	125	50	13
	Total	**125**	**6 883**	**6 567**	**1 781**	**97**	**61**	**537**	**500**	**189**	**49**
IGE	A	12	1 682	1 681	1 012	12	6	27	23	12	5
	B	9	1 055	1 036	379	9	4	12	12	10	4
	C	16	981	970	500	15	11	59	59	44	11
	D	17	1 556	1 543	877	17	9	12	12	11	9
	E	141	14 320	14 023	3 821	135	86	910	876	370	70
	F	41	3 715	3 675	838	37	51	239	226	180	43
	G	41	886	868	439	30	10	107	107	73	8
	I	56	3 206	3 181	787	51	88	449	438	219	64
	Total	**333**	**27 401**	**26 977**	**8 653**	**306**	**265**	**1 815**	**1 753**	**919**	**214**
ASI	A	11	892	475	174	10	7	50	48	45	7
	B	11	427	278	112	10	7	37	37	27	7
	C	24	620	346	189	19	14	107	107	72	13
	D	3	83	23	9	2	-	-	-	-	-
	E	79	6 187	3 570	858	74	64	757	697	295	50
	F	23	1 344	664	242	23	26	111	104	73	20
	G	40	479	308	93	25	28	199	172	89	24
	I	14	640	298	94	11	58	875	866	275	44
	Total	**205**	**10 672**	**5 962**	**1 771**	**174**	**204**	**2 136**	**2 031**	**876**	**165**
Technicien RF	A	40	330	160	94	39	17	59	54	50	16
	B	19	184	112	60	19	13	41	40	22	13
	C	70	281	150	101	66	16	60	56	38	16
	D	1	31	10	4	1	-	-	-	-	-
	E	167	1 429	1 102	362	167	55	220	206	92	54
	F	53	547	288	105	51	50	199	184	73	41
	G	41	182	123	74	28	45	273	261	112	43
	I	46	773	445	156	46	140	1 099	1 066	278	134
	Total	**437**	**3 757**	**2 390**	**956**	**417**	**336**	**1 951**	**1 867**	**665**	**317**
Adjoint technique RF, Agent technique RF	A	66	313	236	175	65	39	137	133	98	36
	B	18	103	63	50	16	19	64	59	41	19
	C	31	153	95	55	21	19	33	31	27	17
	D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	E	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	F	20	393	244	80	19	47	171	166	91	44
	G	159	1 038	733	363	129	189	854	813	407	160
	I	76	1 595	1 100	334	76	241	1 669	1 682	564	201
	Total	**370**	**3 595**	**2 471**	**1 057**	**326**	**554**	**2 928**	**2 884**	**1 228**	**477**
Ensemble		**1 470**	**52 308**	**44 367**	**14 218**	**1 320**	**1 420**	**9 367**	**9 035**	**3 877**	**1 222**

Remarque : des concours réservés (sessions possibles : 2002 à 2006) sont organisés afin de permettre à des agents non titulaires d'être recrutés, sous certaines conditions, dans les différents corps ITRF (loi dite « Sapin » n° 2001-2 du 3 janvier 2001). Les IGR ont été exclus du champ d'application de cette loi.

2 Concours des personnels de bibliothèque – Session 2003 (France métropolitaine + DOM)

	Concours externes					Concours internes et réservés				
	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis	Postes	Inscrits	Présents	Admis-sibles	Admis
Conservateur (1)	36	1 188	807	165	36	31	182	145	42	31
Bibliothécaire	-	-	-	-	-	9	33	33	18	9
Bibliothécaire adjoint spécialisé	95	479	349	190	95	126	166	166	166	126
Assistant des bibliothèques	-	-	-	-	-	10	36	31	17	10
Magasinier en chef	13	1 681	1 214	91	13	53	346	307	124	53
Total	**144**	**3 348**	**2 370**	**446**	**144**	**229**	**763**	**682**	**367**	**229**

(1) Dont le concours de conservateur chartiste (comptabilisé dans les concours internes et réservés – Source : ENSSIB).

Budget, coûts et financements

10

Réf.	Titre	Page
10.1	Le financement de la dépense intérieure d'éducation	272
10.2	Le budget : analyse et évolution	274
10.3	L'évolution de la dépense intérieure d'éducation	276
10.4	Le financement des producteurs d'éducation	278
10.5	Les dépenses par élève et par étudiant	280
10.6	La taxe d'apprentissage	282
10.7	Les bourses nationales du second degré	284
10.8	L'aide aux étudiants	286
10.9	L'action sociale en faveur des étudiants	288

10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

L'éducation au sens du compte économique comprend les activités d'enseignement sous toutes leurs formes, scolaires de tous niveaux ou extrascolaires, les activités annexes (administration générale de l'éducation, cantines et internats, orientation, médecine scolaire, recherche sur l'éducation, bibliothèques universitaires), les achats de biens et services liés à l'éducation (transport scolaire, fournitures et livres scolaires, habillement et loisirs liés à la fréquentation scolaire), la rémunération du personnel d'éducation en formation.

L'évaluation provisoire du compte de l'éducation 2002 a estimé à 103,6 milliards d'euros l'effort de la collectivité nationale pour les activités d'éducation, ce qui représente 6,9 % du produit intérieur brut (PIB).

L'État assure 60,7 % du financement final total, les collectivités territoriales 22,3 %, les entreprises 6,4 %, les ménages 10,0 % et les autres administrations 0,6 %.

En financement initial (avant transferts), la structure devient : État 64,5 %, collectivités territoriales 20,9 %, entreprises 6,4 %, ménages 6,4 %, autres administrations 0,6 %, CAF 1,2 %.

Les postes de dépenses les plus importants sont l'enseignement du second degré (33,5 % de la dépense totale), du premier degré (22,3 %), l'enseignement supérieur (13,5 %), les formations de type extrascolaire (10,5 %) et les cantines et internats (7,5 %).

Avertissement : les données concernant la dépense intérieure d'éducation pour 2003 ne sont pas encore disponibles. Elles paraîtront dans une *Note d'Information* qui sera publiée en novembre 2004.

DÉFINITIONS

■ **Compte économique de l'éducation.** Compte satellite de la comptabilité nationale décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation.

■ **Enseignement de type scolaire.** Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

■ **Enseignement de type extrascolaire.** Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

■ **Financeur final.** Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité territoriale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités territoriales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, l'État ou les collectivités territoriales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

■ **Dépense intérieure d'enseignement.** Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

■ **Dépense intérieure d'éducation.** Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

■ **Produit intérieur brut (PIB).** Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douanes.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Le coût de l'éducation en 2002. Évaluation provisoire du compte », *Note d'information,* 03.57, novembre 2003.

Voir aussi

Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51.

Le compte de l'éducation, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 8, octobre 1990 (Années 1974 à 1988) ; n° 13, octobre 1991 (Années 1985 à 1990) ; n° 19, novembre 1992 (Années 1987 à 1991) ; n° 34, janvier 1994 (Années 1988 à 1992) ; n° 49, décembre 1994 (Années 1989 à 1993) ; n° 60, décembre 1995 (Années 1990 à 1994) ; n° 76, décembre 1996 (Années 1992 à 1995) ; n° 93, octobre 1997 (Années 1993 à 1996) ; n° 105, décembre 1998 (Années 1994 à 1997) ; n° 113, décembre 1999 (Années 1995 à 1998) ; n° 118, décembre 2000 (Années 1996 à 1999) ; n° 125, novembre 2001 (Années 1997 à 2000), n° 140, décembre 2002 (Années 1998 à 2001) MJENR-Direction de l'évaluation et de la prospective.

Le compte de l'éducation. Principes et méthodes, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 7, octobre 1990, MJENR-Direction de l'évaluation et de la prospective.

Le financement de la dépense intérieure d'éducation

1 Financement des activités d'éducation et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2002

Dépenses totales (courantes + capital) des financeurs finals – évaluations provisoires (France métropolitaine)

(Millions d'euros)

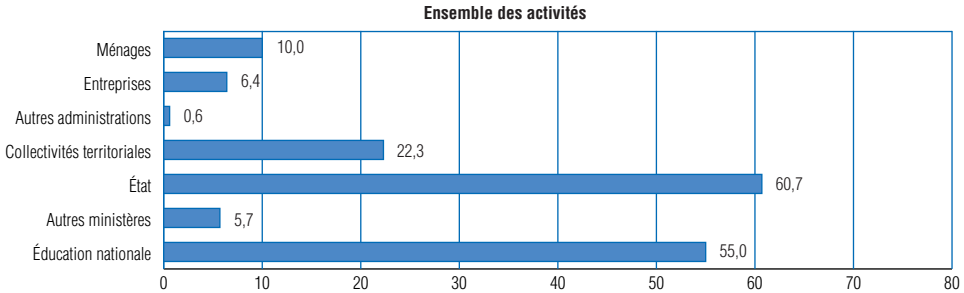
	Enseignement de type scolaire					Ens. de type extra-scolaire	Total activités d'ens.
	1er degré	2nd degré	Ens. supérieur	Ens. artistique	Apprentissage		
Éducation nationale	13 545	26 415	9 746	-	4	554	50 264
Autres ministères	-	1 703	1 266	185	1	2 473	5 628
Total État	**13 545**	**28 118**	**11 012**	**185**	**5**	**3 027**	**55 892**
Collectivités territoriales	9 288	5 671	850	973	836	1 063	18 681
Autres administrations	-	46	391	-	41	123	601
Entreprises	5	324	659	6	571	5 059	6 624
Ménages	233	689	1 034	7	28	1 578	3 569
Total général	**23 071**	**34 848**	**13 946**	**1 171**	**1 481**	**10 850**	**85 367**

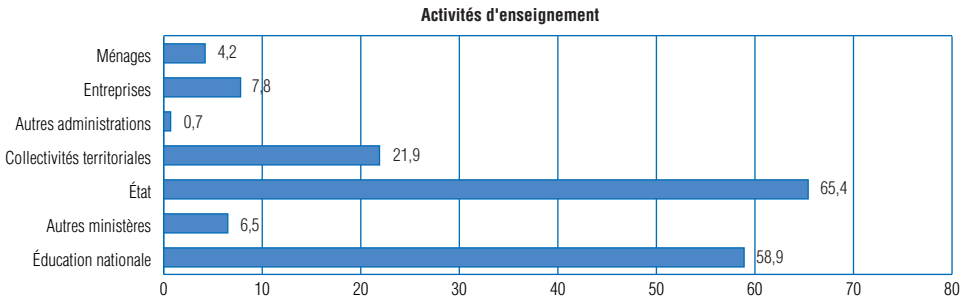
Dépense intérieure d'enseignement : 85,4 milliards d'euros

	Activités annexes			Achats de biens et services liés			Rémunération du personnel d'éducation en formation	Total de la dépense intérieure d'éducation
(suite)	Administration générale	Cantines, internats	Autres	Transports scolaires	Fournitures et livres scolaires	Habillement, loisirs scolaires		
Éducation nationale	1 580	2 175	879	93	69	-	1 911	**56 971**
Autres ministères	103	183	2	-	-	-	-	**5 916**
Total État	**1 683**	**2 358**	**881**	**93**	**69**	**-**	**1 911**	**62 887**
Collectivités territoriales	40	2 048	261	1 800	245	-	-	**23 075**
Autres administrations	8	6	19	-	-	-	-	**634**
Entreprises	-	11	31	-	-	-	-	**6 666**
Ménages	-	3 312	27	54	2 486	885	-	**10 333**
Total général	**1 731**	**7 735**	**1 219**	**1 947**	**2 800**	**885**	**1 911**	**103 595**

Dépense intérieure d'éducation : 103,6 milliards d'euros
Part du PIB consacrée à l'éducation : 6,9 % (à partir d'un PIB estimé base 80)

2 Structures du financement final en 2002 (%)





10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

Les dotations de crédits inscrites au budget du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au seul titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur se sont élevées en 2004 à 64,6 milliards d'euros (55,5 milliards pour la section budgétaire consacrée à l'enseignement scolaire et 9 milliards pour celle de l'enseignement supérieur [hors les crédits inscrits au budget civil de recherche et développement]).
Par rapport à la Loi de finances initiale pour 2003, les crédits ouverts sur ces deux sections budgétaires en 2004 ont progressé de 2,85 % en euros courants.
Cette évolution correspond principalement, s'agissant de l'enseignement scolaire, à la création de 1 500 emplois de personnel enseignant du premier degré à la rentrée 2004 (11 millions d'euros [M€]), à la consolidation du dispositif relatif aux assistants d'éducation (492 M€). Le budget 2004 comporte également une mesure récurrente d'ajustement des crédits de pensions de 678 M€ ainsi qu'une mesure liée à l'évolution de la valeur du point de 219 M€.
Les crédits pédagogiques (+ 23 M€) sont centrés sur l'intégration scolaire des élèves handicapés, les structures adaptées aux élèves en rupture scolaire, l'accueil des élèves hors du temps scolaire.
En matière d'interventions, les mesures nouvelles concernent le relèvement des taux de bourses de collèges, la majoration de la contribution de l'État aux dépenses de transports scolaires ainsi que des mesures d'action sociale.
Enfin, le budget 2004 prévoit l'expérimentation de trois programmes, au sens de la Loi organique du 1er août 2001 (LOLF), qui représentent une masse salariale de 1 076 M€, soit 44 888 emplois et 84 M€ de crédits de fonctionnement.
Les moyens supplémentaires inscrits au Projet de Loi de finances (PLF) 2004 au titre de l'enseignement supérieur se concentrent sur des priorités telles que le renforcement du taux d'encadrement, par la création de 125 emplois IATOS supplémentaires et 250 emplois prévus au titre de la résorption de l'emploi précaire. L'augmentation des crédits de fonctionnement et d'interventions (50 M€) doivent permettre de consolider la politique contractuelle avec les établissements d'enseignement supérieur.

Le budget 2004 améliore l'accompagnement social des étudiants, avec le relèvement des taux de bourses de 1,5 %.
De 1999 à 2004, la part du budget du ministère (hors Recherche) dans le budget général de l'État est passée de 20,91 % à 23,25 %. Cette même part s'est quant à elle stabilisée autour de 4 % du PIB pendant la même période.
Le budget du ministère est constitué à plus de 90 % par des crédits de personnels, les lois de Décentralisation de 1983 et 1985 ont transféré les charges de fonctionnement et d'investissement des collèges et des lycées aux collectivités territoriales, l'État ayant conservé la charge de ces dépenses en qui concerne les établissements d'enseignement supérieur.

DÉFINITIONS

- **Budget voté.** Il s'agit ici de la Loi de finances votée initialement, y compris, quand il y a lieu, la Loi de finances rectificative votée ultérieurement.

- **Budget général de l'État.** Ensemble des budgets civils et du budget du ministère de la Défense.

- **Produit intérieur brut (PIB).** Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

- **Projet de Loi de finances (PLF).** Document soumis au vote du Parlement entre le 1er octobre et le 31 décembre de l'année n-1 (hors éventuels amendements parlementaires).

- **Dépenses ordinaires.** Ces dépenses recouvrent les dépenses de personnel, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses d'action sociale.

- **Dépenses de capital.** Dépenses de maintenance et d'investissement (crédits de paiement des titres v et vI).

- **LOLF.** Loi organique du 1er août 2001 relative aux Lois de finances. Cette réforme de l'ordonnance du 2 janvier 1959 qui régissait depuis lors les finances de l'État, modifie les règles budgétaires et comptables de l'État.

- **AP.** Autorisations de programme.

- **CP.** Crédits de paiement des dépenses en capital.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : *PLF 2004, Budget voté de 2004, I - enseignement scolaire et II - enseignement supérieur* (DAF, avril 2004), Notes bleues de Bercy.

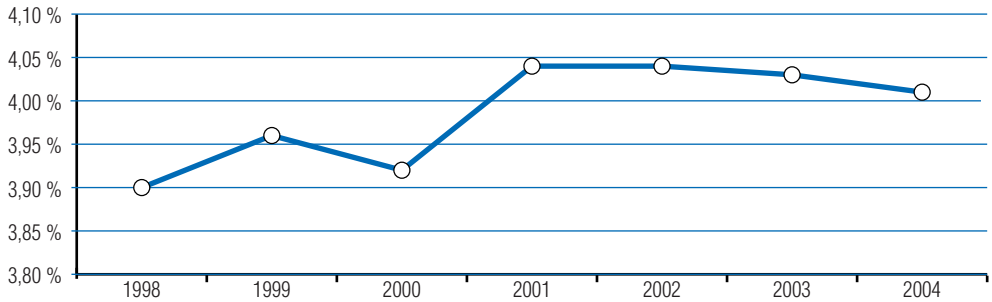
Le budget : analyse et évolution

1 Évolution du budget (1) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du budget de l'État et du PIB de 1999 à 2004 (hors Recherche) (% et milliards d'euros)

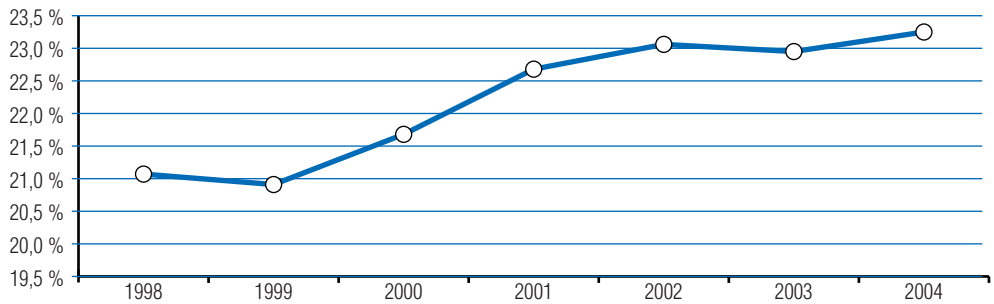
	1999 Budget voté	% (2)	2000 Budget voté	% (2)	2001(3) Budget voté	% (2)	2002 Budget voté	% (2)	2003 Budget voté	% (2)	2004(4)
Section enseignement scolaire :											
Dépenses ordinaires	45,34		46,90		50,50		52,58		53,92		55,48
Dépenses en capital	0,12		0,10		0,10		0,11		0,08		0,06
Total	**45,5**		**47,0**		**50,6**		**52,7**		**54,0**		**55,54**
Accroissement en %		3,39%		7,66%		4,13%		2,49%		2,84%	
Section supérieure :											
Dépenses ordinaires	6,92		7,18		7,71		8,02		8,16		8,31
Dépenses en capital	0,87		0,82		0,84		0,72		0,67		0,77
Total	**7,8**		**8,0**		**8,6**		**8,7**		**8,83**		**9,09**
Accroissement en %		2,70%		6,88%		2,22%		1,03%		2,91%	
Total budget de l'Éducation nationale :											
Dépenses ordinaires	52,26		54,1		58,22		60,6		62,08		63,79
Dépenses en capital	0,99		0,93		1,0		0,82		0,75		0,83
Total ministère	**53,3**		**55,0**		**59,2**		**61,4**		**62,83**		**64,62**
Accroissement en %		3,34%		7,52%		3,77%		2,33%		2,85%	
Budget de l'État	**254,68**		**253,81**		**260,90**		**266,3**		**273,8**		**277,9**
Accroissement en %		0,90%		2,79%		2,07%		2,82%		1,50%	
Budget ministère/budget État	20,91%		21,68%		22,68%		23,06%		22,95%		23,25%
Produit intérieur brut (PIB)	1 344,50		1 405,0		1 464,0		1 521,0		1 559,0		1 612,0
Accroissement en %		4,00%		4,20%		3,89%		2,50%		3,40%	
Budget ministère/PIB	3,96%		3,92%		4,04%		4,04%		4,03%		4,01%

(1) Scolaire et supérieur.
(2) Pourcentages d'accroissement.
(3) En 2001, transfert du budget des Charges communes vers le budget du ministère des crédits de cotisations patronales.
(4) Budget 2004 à structure constante *(Notes bleues de Bercy).*

2 Évolution du budget de l'Éducation nationale par rapport au PIB



3 Évolution du budget de l'Éducation nationale par rapport au budget de l'État



10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

La dépense intérieure d'éducation s'élève en 2002 à 103,6 milliards d'euros. Elle a plus que doublé depuis 1974 (évolution à prix constants), ce qui représente une évolution annuelle d'environ 2,5 %. Sur la même période, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 84 %, soit 2,2 % par an **1** **2** **3**.

En 1974, la dépense intérieure d'éducation représentait 6,3 % du PIB ; elle représente, en 2002, 6,9 % de cet agrégat. De 1986 à 1989, la dépense d'éducation a augmenté moins vite que le PIB. Cette tendance s'est inversée de 1990 à 1993. Depuis 1995, la dépense intérieure d'éducation et celle du PIB progressent de façon assez proche **1** si ce n'est entre 1998 et 2001 où le PIB a progressé très fortement en raison d'une activité économique très soutenue. En 2002, le PIB croît de 1,2 % pour une hausse de 1 % de la DIE **3**. De 1974 à 2002, la dépense d'éducation a connu un taux de croissance annuel moyen de 2,5 %, supérieur à celui du PIB, en hausse de 2,1 % par an sur la période. Le tableau **1** donne l'évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement. Entre 1974 et 2002, la part du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche diminue de 57,5 % à 55,0 %. Parmi les autres financeurs, les collectivités territoriales, suite aux lois de décentralisation, ont sensiblement accru leur part (15,7 % en 1974, 22,3 % en 2002). La part des activités d'enseignement dans la dépense d'éducation est prépondérante sur toute la période 1974-2002 (79,5 % en 1974, 82,3 % en 2002) **2**. Toutefois, parmi ces activités d'enseignement, on note une diminution de la part du premier degré (de 33,2 % à 27 %) et une augmentation du second degré (de 38,6 % à 40,9 %) et du supérieur (de 13,6 % à 16,3 %).

DÉFINITIONS

■ **Financeur final.** Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité territoriale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités territoriales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.
Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités territoriales et le financeur ménages. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

■ **Évaluation aux prix de 2002.** Estimations utilisées afin de corriger l'effet de l'inflation, permettant ainsi de comparer l'évolution « en volume » des dépenses d'éducation.

Avertissement : les données concernant la dépense intérieure d'éducation pour 2003 ne sont pas encore disponibles. Elles paraîtront dans une *Note d'Information* qui sera publiée en novembre 2004.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Le coût de l'éducation en 2002. Évaluation provisoire du compte », *Note d'Information,* 03.57, novembre 2003.

Voir aussi

Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51.
Le compte de l'éducation, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 8, octobre 1990 (Années 1974 à 1988) ; n° 13, octobre 1991 (Années 1985 à 1990) ; n° 19, novembre 1992 (Années 1987 à 1991) ; n° 34, janvier 1994 (Années 1988 à 1992) ; n° 49, décembre 1994 (Années 1989 à 1993) ; n° 60, décembre 1995 (Années 1990 à 1994) ; n° 76, décembre 1996 (Années 1992 à 1995) ; n° 93, octobre 1997 (Années 1993 à 1996) ; n° 105, décembre 1998 (Années 1994 à 1997) ; n° 113, décembre 1999 (Années 1995 à 1998) ; n° 118, décembre 2000 (Années 1996 à 1999) ; n° 125, novembre 2001 (Années 1997 à 2000) ; n° 140, décembre 2002 (Années 1998 à 2001) - MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
Le compte de l'éducation. Principes et méthodes, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 7, octobre 1990, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.

L'évolution de la dépense intérieure d'éducation

1 Évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement de 1974 à 2002 (1)

Dépenses totales par financeurs finals (Millions d'euros prix courants) (France métropolitaine)

	1974	1980	1986	1996	2000	2001	2002
Éducation nationale	7 166	16 194	29 485	48 059	54 048	55 397	56 971
Autres ministères	1 049	2 375	3 552	5 400	5 563	5 826	5 916
Collectivités territoriales	1 954	4 161	8 833	18 815	22 017	22 283	23 075
Autres administrations publiques	36	104	404	596	605	625	634
Entreprises	609	1 352	2 702	5 035	6 021	6 466	6 666
Ménages	1 640	3 375	6 190	9 549	9 994	10 129	10 333
Total général	**12 454**	**27 561**	**51 166**	**87 454**	**98 248**	**100 726**	**103 595**
% du PIB	6,3	6,4	6,6	7,3	7,0	6,9	6,9

(1) Évaluations provisoires à partir de 1997.

2 Évolution de la dépense intérieure d'éducation par activité de 1974 à 2002 (1)

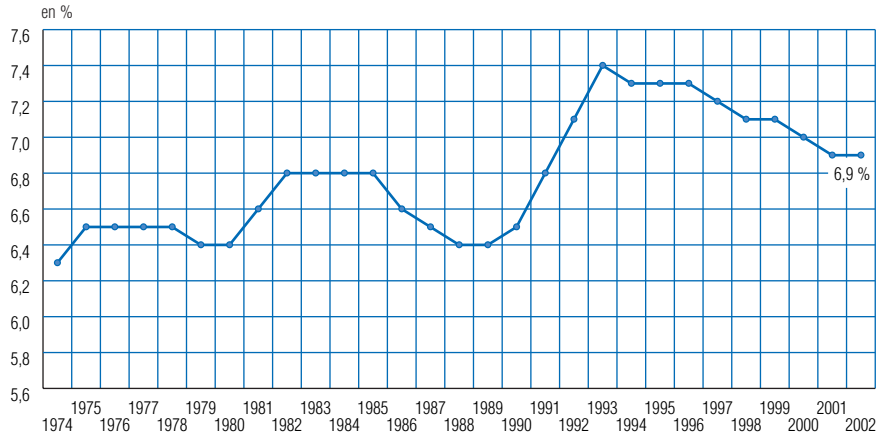
(Millions d'euros prix courants) (France métropolitaine)

	1974	1980	1986	1996	2001	2002
Activités d'enseignement :						
Premier degré	3 292	7 206	12 213	18 790	22 312	23 071
Second degré	3 816	8 904	16 796	29 476	33 889	34 848
Apprentissage	78	215	396	1 156	1 456	1 481
Supérieur	1 342	2 847	5 581	11 847	13 545	13 946
Artistique	94	225	550	980	1 133	1 171
Non ventilé	51	124	410	-	-	-
Extra-scolaire	1 231	2 623	5 443	9 095	10 651	10 850
Total activités d'enseignement	**9 904**	**22 144**	**41 389**	**71 344**	**82 986**	**85 367**
Activités annexes :	**1 538**	**3 602**	**6 096**	**9 167**	**10 383**	**10 685**
Administration générale	249	569	986	1 384	1 657	1 731
Cantines internats	1 166	2 700	4 486	6 768	7 539	7 735
Autres activités	123	333	624	1 015	1 187	1 219
Biens et services connexes :	**773**	**1 486**	**3 141**	**5 043**	**5 503**	**5 632**
Transport scolaire	161	390	1 035	1 691	1 901	1 947
Fournitures, livres scolaires	407	732	1 504	2 545	2 737	2 800
Habillement, loisirs scolaires	205	364	602	807	865	885
Rémunérations des personnels d'éducation en formation	**238**	**330**	**537**	**1 899**	**1 854**	**1 911**
Total général	**12 453**	**27 562**	**51 163**	**87 453**	**100 726**	**103 595**

(1) Évaluations provisoires à partir de 1997.

3 Évolution de la part de la dépense intérieure d'éducation dans le PIB de 1974 à 2002

(France métropolitaine)



10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

Les unités de production du compte économique de l'éducation sont les agents économiques qui produisent les activités caractéristiques, activités d'enseignement et activités annexes, grâce aux ressources mises à leur disposition par les unités de financement (voir en 10.1 et 10.3).
Le montant total des ressources des unités de production est donc égal au montant total des dépenses des unités de financement pour ces activités, soit 96,1 milliards d'euros en 2002.
L'État et les administrations publiques locales utilisent 2,2 milliards d'euros pour les activités d'administration générale, d'orientation et autres. Les grands établissements publics ont reçu 1,0 milliard d'euros. Les producteurs d'activités d'enseignement, établissements publics ou privés, centres de formation, associations, etc., ont reçu 92,9 milliards d'euros.
Le tableau 1 indique le total des ressources des unités de production selon l'origine du financement.
Ainsi, par exemple, en 2002, les établissements publics du second degré ont reçu 35,2 milliards d'euros dont 25,8 milliards d'euros provenaient du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, soit 73,3 % de leurs ressources totales.
Ces ressources correspondent à l'ensemble des activités des établissements : enseignement scolaire, formation continue, cantines et internats, orientation, etc. Les dépenses de personnel effectuées directement par l'État ainsi que les dépenses en capital sont comptabilisées. Il s'agit de la totalité des dépenses des unités de financement pour les activités produites par les établissements.

DÉFINITIONS

■ **Établissements privés à financement public prédominant.** Établissements pour lesquels au moins 50 % du financement provient des administrations publiques. Ce sont les établissements privés du premier degré et du second degré sous contrat, certaines écoles d'enseignement supérieur, les établissements privés de l'éducation surveillée, l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

■ **Autres producteurs d'enseignement privés.** Ce sont les établissements hors contrat, les établissements déclarant des bénéfices industriels et commerciaux, les professions libérales déclarant des bénéfices non commerciaux, et les individus donnant des leçons particulières.

■ **Grands établissements publics.** CNDP, INRP, CNOUS et CROUS, ONISEP, CEREQ (voir table des sigles). Ces établissements sont producteurs d'activités caractéristiques : orientation, recherche, cantines et internats… Mais ils ne sont pas des établissements d'enseignement.

■ **Voir rubriques « Définitions » en 10.1 et 10.3.**

Avertissement : les données concernant la dépense intérieure d'éducation pour 2003 ne sont pas encore disponibles. Elles paraîtront dans une *Note d'Information* qui sera publiée en novembre 2004.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique de même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Le coût de l'éducation en 2002. Évaluation provisoire du compte », *Note d'Information,* 03.57, novembre 2003.

Voir aussi

Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51.
Le compte de l'éducation, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 8, octobre 1990 (Années 1974 à 1988) ; n° 13, octobre 1991 (Années 1985 à 1990) ; n° 19, novembre 1992 (Années 1987 à 1991) ; n° 34, janvier 1994 (Années 1988 à 1992) ; n° 49, décembre 1994 (Années 1989 à 1993) ; n° 60, décembre 1995 (Années 1990 à 1994) ; n° 76, décembre 1996 (Années 1992 à 1995) ; n° 93, octobre 1997 (Années 1993 à 1996) ; n° 105, décembre 1998 (Années 1994 à 1997) ; n° 113, décembre 1999 (Années 1995 à 1998) ; n° 118, décembre 2000 (Années 1996 à 1999) ; n° 125, novembre 2001 (Années 1997 à 2000) ; n° 140, décembre 2002 (Années 1998 à 2001) - MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
Le compte de l'éducation. Principes et méthodes, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 7, octobre 1990, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.

Le financement des producteurs d'éducation

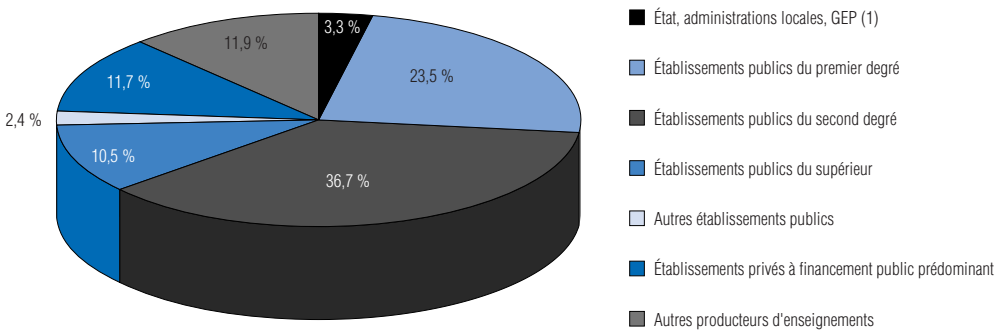
1 Financement des producteurs d'enseignement et de formation en 2002

Dépenses totales (courantes + capital) des financeurs finals (France métropolitaine)

(Millions d'euros)

	Éducation nationale	Autres ministères	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	Total
Établissements publics d'enseignement :	**46 131**	**1 978**	**18 207**	**53**	**901**	**2 877**	**70 147**
Du premier degré	11 929	-	9 969	-	-	663	22 561
Du second degré	25 787	1 165	6 246	-	496	1 467	35 161
D'apprentissage	-	-	154	-	25	6	185
D'enseignement supérieur	7 961	490	619	52	337	633	10 092
D'enseignement artistique	0	185	973	-	6	7	1 171
D'enseignement spécial	290	136	51	-	3	11	491
De formation extra-scolaire	164	2	195	1	34	90	486
Établissements privés à financement public prédominant :	**6 226**	**1 430**	**1 386**	**8**	**527**	**1 700**	**11 277**
Du premier degré	1 512	-	824	-	-	436	2 772
Du second degré	4 630	401	516	8	280	1 096	6 931
D'enseignement supérieur	84	19	4	-	183	159	449
D'enseignement spécial	-	90	-	-	-	3	93
De formation extra-scolaire	-	920	42	-	64	6	1 032
Écoles gérées par les organismes consulaires	**64**	**26**	**500**	**208**	**380**	**125**	**1 303**
Centres de formation interne :	**221**	**2 058**	**345**	**336**	**2 199**	**101**	**5 260**
Des administrations publiques	216	1 966	27	336	69	56	2 670
Des administrations privées	-	81	-	-	-	-	81
Des entreprises	5	11	318	-	2 130	45	2 509
Autres producteurs d'enseignement privés	2	266	274	-	2 629	1 723	4 894
Total producteurs d'enseignement	**52 644**	**5 758**	**20 712**	**605**	**6 636**	**6 526**	**92 881**
Administrations publiques	1 819	103	279	8	-	-	2 209
Grands établissements publics	438	57	41	19	31	384	970
Total général	**54 901**	**5 918**	**21 032**	**632**	**6 667**	**6 910**	**96 060**

2 Répartition du financement selon l'unité de production destinataire en 2002 (France métropolitaine)



(1) GEP : grands établissements publics.

10 Budget, coûts et financements

PRÉSENTATION

Les dépenses moyennes par élève varient beaucoup selon le niveau d'enseignement : de 4 160 euros pour un élève du préélémentaire à 11 910 euros pour un élève des formations d'ingénieurs des universités. La dépense moyenne, tous niveaux scolaires confondus est de 6 470 euros.
Ces dépenses correspondent surtout à des dépenses de personnel.
Les écarts résultent des différences de taux d'encadrement, de statut des enseignants (rémunérations et obligations de service), des caractéristiques de chaque type d'enseignement (matériel pour l'enseignement technique et professionnel) et de l'importance relative des investissements réalisés.
Les écarts dus aux différences de statut et de rémunération des enseignants sont en partie compensés par un nombre d'élèves par classe plus faible dans les collèges et le second cycle professionnel que dans le second cycle long.
Les dépenses de fonctionnement matériel sont plus importantes pour les formations techniques.

Avertissement : les données concernant la dépense intérieure d'éducation pour 2003 ne sont pas encore disponibles. Elles paraîtront dans une *Note d'Information* qui sera publiée en novembre 2004.

DÉFINITIONS

■ **Dépense moyenne par élève.** La dépense moyenne par élève prend en compte la totalité des dépenses, à savoir les dépenses courantes et les dépenses en capital ainsi que l'intégralité des activités dans les établissements publics et privés, à l'exclusion des activités extrascolaires et de formation continue.
Pour chaque niveau d'enseignement, la dépense moyenne par élève est égale à la somme des dépenses totales des unités de financement du compte de l'éducation, divisée par le nombre d'élèves.

■ **Prix.** Les dépenses et les coûts moyens sont exprimés en euros par élève et par an.
On parle de « prix courants » par opposition aux « prix constants » utilisés dans certaines études pour lesquelles on élimine l'effet de l'inflation.

■ **Indice moyen (indice nouveau majoré).** Réellement perçu en moyenne au 1er janvier 2002 ; il tient compte de la répartition par échelon des effectifs dans chaque catégorie mais ne donne qu'une vision très approximative des salaires, puisque les diverses primes, indemnités, heures supplémentaires ne sont pas incluses, pas plus que l'indemnité de résidence, ni l'éventuel supplément familial de traitement.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

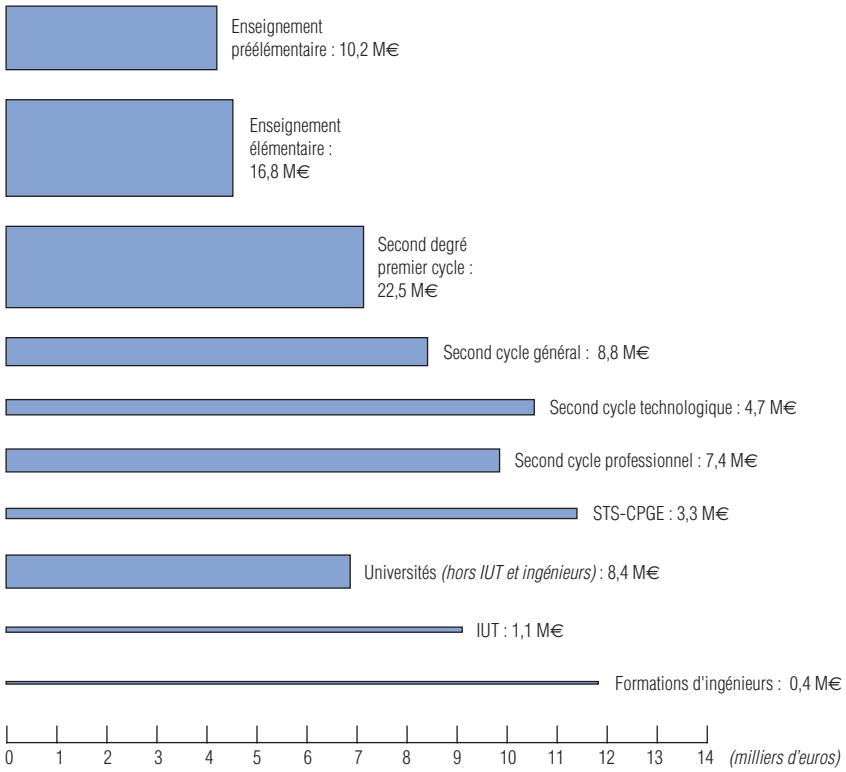
« Le coût de l'éducation en 2002. Évaluation provisoire du compte », *Note d'Information*, 03.57, novembre 2003.

Voir aussi

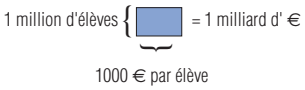
Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51.
Le compte de l'éducation, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 8, octobre 1990 (Années 1974 à 1988) ; n° 13, octobre 1991 (Années 1985 à 1990) ; n° 19, novembre 1992 (Années 1987 à 1991) ; n° 34, janvier 1994 (Années 1988 à 1992) ; n° 49, décembre 1994 (Années 1989 à 1993) ; n° 60, décembre 1995 (Années 1990 à 1994) ; n° 76, décembre 1996 (Années 1992 à 1995) ; n° 93, octobre 1997 (Années 1993 à 1996) ; n° 105, décembre 1998 (Années 1994 à 1997) ; n° 113, décembre 1999 (Années 1995 à 1998) ; n° 118, décembre 2000 (Années 1996 à 1999) ; n° 125, novembre 2001 (Années 1997 à 2000) ; n° 140, décembre 2002 (Années 1998 à 2001) – MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
Le compte de l'éducation. Principes et méthodes, Les dossiers d'Éducation et Formations, n° 7, octobre 1990, MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.

Les dépenses par élève et par étudiant

1 Dépense globale et dépense moyenne par élève et par étudiant en 2002



Pour lire le graphique :
Chaque rectangle représente un niveau d'enseignement. La base horizontale d'un rectangle est égale à la dépense moyenne par élève ou par étudiant, et la hauteur au nombre d'élèves ou d'étudiants. La surface représente donc **la dépense totale pour le niveau d'enseignement considéré**.
M€ = milliard d'euros.



Année 2002 Activités	Effectifs (milliers)	Dépense moyenne par élève (milliers d'euros)	Dépense globale (milliards d'euros)
Enseignement préélémentaire	2 462,2	4,16	10,2
Enseignement élémentaire	3 748,1	4,48	16,8
Second degré, premier cycle	3 169,0	7,10	22,5
Second degré, second cycle général	1 049,3	8,40	8,8
Second degré, second cycle technologique	446,1	10,58	4,7
Second degré, second cycle professionnel	751,4	9,86	7,4
STS-CPGE	288,7	11,45	3,3
Universités (hors IUT et ingénieurs)	1 225,9	6,84	8,4
IUT	117,5	9,10	1,1
Formation d'ingénieurs	31,5	11,91	0,4

PRÉSENTATION

Les établissements publics et privés relevant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont reçu 963,6 millions d'euros en 2002 au titre de la taxe d'apprentissage due par les entreprises sur les salaires versés en 2001.
Les centres de formation d'apprentis (CFA) ont reçu la partie la plus importante du financement total (46 %), les établissements publics et privés (sous contrat et hors contrat) du second degré et les établissements d'enseignement supérieur se partagent l'autre moitié de façon sensiblement égale (26,7 % et 27,2 %).
Plus des quatre cinquièmes de la taxe (84,7 %) ont été reçus par l'intermédiaire des organismes collecteurs. L'examen sur les années précédentes de cette donnée fait apparaître une augmentation régulière en faveur des organismes collecteurs, ce qui confirme leur importance dans le recueil de la taxe d'apprentissage.
En moyenne, pour chaque élève des sections ouvrant droit à la taxe d'apprentissage, un établissement public du second degré a reçu 105 € (179 € pour un lycée professionnel, 93 € pour un lycée et 130 € pour un collège), un établissement privé sous contrat du second degré a reçu 3,1 fois plus et un établissement du second degré privé hors contrat plus de 17 fois plus. Au niveau de l'enseignement supérieur, un établissement privé a perçu, en moyenne, environ 2 100 € par étudiant, son homologue du secteur public près de 183 €.

DÉFINITIONS

■ **La taxe d'apprentissage** est une taxe d'État due par les entreprises. Elle est calculée en multipliant le montant des salaires bruts versés par l'entreprise l'année précédente par le taux de 0,5 % (0,1 % pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). Le produit de la taxe d'apprentissage est inscrit au budget de l'État. Toutefois, une faible partie de la taxe est versée au Trésor public, les entreprises pouvant déduire du montant dû certaines dépenses, dont notamment les subventions aux établissements d'enseignement dispensant des premières formations technologiques et professionnelles. L'enquête de la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) recense les subventions des entreprises venant en exonération de la taxe d'apprentissage.

■ **Organismes collecteurs.** Chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers, organismes agréés. Les organismes collecteurs peuvent recevoir les subventions des entreprises et les reversent aux établissements d'enseignement éventuellement désignés par les entreprises.

■ **Élèves ouvrant droit à la taxe d'apprentissage.** Élèves des sections qui préparent à la vie active (premières formations technologiques ou professionnelles). Pour les collèges : CPA, CPPN, SEGPA, 4e et 3e technologiques. Pour les lycées : classes menant au baccalauréat technologique, STS. Pour le deuxième cycle professionnel (lycées professionnels), toutes les sections.
Dans l'enseignement supérieur, les sections ouvrant droit à la taxe comprennent les filières d'ingénieurs, les filières économiques et commerciales, les laboratoires, le secteur paramédical, les maîtrises de sciences et techniques (MST), les maîtrises informatiques appliquées à la gestion (MIAGE), les maîtrises de sciences de gestion, les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), les diplômes de docteur-ingénieur et toutes les filières à caractère professionnel.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Taxe d'apprentissage reçue en 2002 par les établissements relevant du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (année de salaires 2001) », *Tableaux statistiques*, à paraître.

Voir aussi

Notes d'Information, 87.45, 88.34, 89.49, 91.15, 92.09, 93.45, 94.41, 95.45, 97.52.
Tableaux statistiques, n° 5670, 5738, 5843, 5973, 6042, 6228, 6308, 6394, 6487, 6532.

La taxe d'apprentissage

1 Taxe d'apprentissage reçue en 2002 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (année de salaires 2001)

(France métropolitaine + DOM)

	Taxe d'apprentissage reçue (milliers d'€)				Taxe moyenne par élève	
			Total			
Établissements	Directement des entreprises	Par organisme collecteur	(milliers d'€)	(milliers de F. pour mémoire)	Euros	Francs (pour mémoire)
CFA et CPA annexés	**71 872**	**371 523**	**443 394,4**	**2 908 477**	**1 386**	**9 092**
Second degré public						
Collèges	3 227	12 359	15 585,7	102 235	130	853
EREA	228	740	968,4	6 352	137	899
Lycées professionnels	10 271	64 957	75 228,4	493 466	179	1 174
LEGT publics	10 583	43 808	54 390,9	356 781	93	610
Section d'apprentissage	283	3 113	3 395,7	22 274	1 896	12 437
Total second degré public	**24 593**	**124 976**	**149 569,1**	**981 109**	**105**	**689**
Second degré privé sous contrat						
de type collège (1er cycle)	822	3 666	4 487,1	29 433	429	2 814
de type LP (2nd degré professionnel)	4 904	29 607	34 511,6	226 381	328	2 152
de type LEGT (2nd cycle long)	9 899	32 828	42 726,8	280 269	293	1 922
Section d'apprentissage	155	5 572	5 726,9	37 566	2 834	18 590
Total second degré privé sous contrat	**15 780**	**71 672**	**87 452,4**	**573 650**	**332**	**2 178**
Total second degré privé hors contrat	**2 764**	**14 850**	**17 614,5**	**115 544**	**1 790**	**11 742**
Total second degré	**43 137**	**211 499**	**254 636,0**	**1 670 303**	**181**	**1 187**
Supérieur public	16 739	71 341	88 079,6	577 764	183	1 200
Supérieur privé	15 018	159 301	174 319,2	1 143 459	2 093	13 729
Total supérieur	**31 756**	**230 643**	**262 398,8**	**1 721 223**	**466**	**3 057**
Total autres bénéficiaires	**596**	**2 616**	**3 212,1**	**21 070**	**-**	**-**
Total général	**147 362**	**816 280**	**963 641,3**	**6 321 073**	**420**	**2 755**

2 Taxe d'apprentissage moyenne par académie reçue par élève en 2002 (Public + Privé) (Euros)

Académies	Par élève (second degré)	Par apprenti (CFA)	Par étudiant (supérieur)
Aix-Marseille	156	1 335	144
Amiens	127	1 409	369
Besançon	193	1 068	189
Bordeaux	155	1 002	234
Caen	151	1 002	296
Clermont-Ferrand	152	1 001	276
Corse	109	1 001	190
Créteil	206	1 592	500
Dijon	204	1 427	488
Grenoble	223	1 328	244
Lille	119	1 302	519
Limoges	167	1 297	250
Lyon	262	1 418	506
Montpellier	112	1 198	269
Nancy-Metz	106	1 180	107
Nantes	161	769	308
Nice	71	671	225
Orléans-Tours	175	1 074	281
Paris	358	3 861	1 282
Poitiers	151	765	217
Reims	138	1 419	228
Rennes	132	834	305
Rouen	115	1 241	594
Strasbourg	121	1 066	368
Toulouse	195	1 201	240
Versailles	589	2 462	992
Total	**187**	**1 401**	**466**

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 1 338 900 jeunes de France métropolitaine et des DOM, soit 24,7 % des élèves du second degré (y compris les EREA) ont bénéficié d'une bourse nationale : 27 % dans les établissements publics et 13,4 % dans les établissements privés. Avec respectivement plus de 56,6 % dans le secteur public et plus de 23,0 % dans le secteur privé, les DOM ont, en proportion, plus du double d'élèves boursiers que la France métropolitaine.
Le pourcentage de boursiers varie sensiblement d'un cycle d'enseignement à l'autre : nettement plus élevé en second cycle professionnel (35,3 %) qu'en second cycle général (15,9 %).
Les bourses nationales de collège, devenues en 1994-1995 et jusqu'en 1997-1998 des aides à la scolarité versées par les caisses d'allocations familiales, ont été rétablies à la rentrée 1998. En 2001, elles concernent près de 779 000 jeunes de France métropolitaine et des DOM, soit 23,5 % des collégiens : 26,6 % dans les collèges publics et 11,2 % dans les collèges privés **1**.
Une bourse nationale de lycée a été attribuée en 2003-2004 à 559 900 jeunes, soit 25,0 % des élèves des lycées et EREA de France métropolitaine et des DOM : 27,2 % pour l'enseignement public et 15,9 % pour l'enseignement privé. Depuis 1983, la bourse attribuée aux élèves de lycée professionnel a été scindée en deux parties : la bourse proprement dite, variable en fonction des ressources des familles, et la prime de qualification, fixe, d'un montant de 428,55 euros pour les élèves de troisième année de CAP, l'ensemble des élèves de BEP ou CAP en deux ans, et ceux qui suivent une mention ou une formation complémentaire à l'un de ces diplômes.
Une prime d'équipement, dont le montant a été doublé à la rentrée 2001-2002, égal à 336 euros est attribuée aux élèves pour certaines formations. D'autre part, une prime est attribuée depuis 1986 à l'entrée en seconde, depuis 1990 à l'entrée en première et depuis 1993 à l'entrée en terminale **2**. En 2003-2004, le montant de cette prime est de 213,43 euros.

DÉFINITIONS

■ **Bourses nationales.** Bourses payées sur des crédits du budget du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il existe des bourses départementales, non comptabilisées ici, prises en charge par les crédits des conseils généraux.

■ **Bourses du second degré.** Le montant d'une bourse d'études du second degré est évalué selon un barème national de détermination. Ce barème est établi en fonction de la valeur du rapport calculé entre les ressources et les charges de la famille, rapport appelé « quotient familial », ainsi que de l'établissement de scolarisation et du cycle d'enseignement suivi.

■ **Bourses de collège.** Les bourses de collège, devenues en 1994-1995 des aides à la scolarité versées par les caisses d'allocations familiales, sont rétablies à partir de la rentrée 1998. Elles comportent trois taux annuels différents : 57,03 euros, 182,79 euros et 293,58 euros.

■ **Bourses de lycées.** Elles concernent les élèves scolarisés en lycée et en EREA, y compris ceux de premier cycle, et de CPA de CFA. La part est l'unité d'attribution d'une bourse. Depuis 1994-1995, il n'y a plus qu'un seul montant de part pour les élèves de second cycle. En 2003-2004, pour tous les élèves boursiers de lycée, ce montant est de 40,02 euros et le nombre de parts accordées est fonction du cycle d'enseignement suivi.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Boursiers du second degré en 2003-2004 », document de la Direction de l'enseignement scolaire (DESCO) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous-direction de la prévision et des moyens, bureau du budget, des crédits et des aides à la scolarité.

1 Nombre et pourcentage de boursiers nationaux dans le second degré en 2003-2004

(France métropolitaine, France métropolitaine + DOM)

	Public		Privé		Public + Privé	
	Boursiers	(1) %	Boursiers	(1) %	Boursiers	(1) %
En collèges						
Taux : 57,03 euros	299 513		39 269		338 782	
Taux : 182,79 euros	167 081		18 186		185 267	
Taux : 293,58 euros	161 592		15 010		176 602	
Total France métropolitaine	**628 186**	**25,0**	**72 465**	**11,1**	**700 651**	**22,1**
Total France métropolitaine + DOM	**704 819**	**26,6**	**74 159**	**11,2**	**778 978**	**23,5**
En lycées (2)						
Premier cycle :	11 377	37,7	5 486	31,9	16 863	35,6
Sixième à troisième (y compris EREA)	2 207		126		2 333	
Classes technologiques (y compris CPA de CFA)	9 170		5 360		14 530	
Nombre de parts/élève	7,7		7,6		7,7	
Montant/élève (euros)	307		305		306	
Second cycle :						
Second cycle professionnel :	202 953	38,0	32 898	24,5	235 851	35,3
Nombre de parts/élève	9,9		9,6		9,8	
Montant/élève (euros)	394		383		393	
Primes d'équipement (3)	37 896		3 773		41 669	
Primes à la qualification (4)	153 800		24 039		177 839	
Primes d'entrée en seconde (5)	-		-		-	
Primes d'entrée en première (5)	23 536		4 296		27 832	
Primes d'entrée en terminale (5)	23 038		4 063		27 101	
Second cycle général et technologique :						
Enseignement général	157 156	17,7	19 739	8,7	176 895	15,9
Nombre de parts/élève	7,5		7,3		7,5	
Montant/élève (euros)	299		294		298	
Primes d'équipement (3)	-		-		-	
Primes d'entrée en seconde (5)	62 686		7 470		70 156	
Primes d'entrée en première (5)	37 283		4 999		42 282	
Primes d'entrée en terminale (5)	36 643		4 987		41 630	
Enseignement technologique	75 147	27,3	10 601	16,1	85 748	25,1
Nombre de parts/élève	9,5		9,2		9,5	
Montant/élève (euros)	380		369		379	
Primes d'équipement (3)	6 680		669		7 349	
Primes d'entrée en seconde (5)	342		43		385	
Primes d'entrée en première (5)	26 125		3 444		29 569	
Primes d'entrée en terminale (5)	35 152		4 904		40 056	
Total second cycle général et technologique	**232 303**	**20,0**	**30 340**	**10,4**	**262 643**	**18,1**
Total général lycées (France métropolitaine)	**446 633**	**26,0**	**68 724**	**15,7**	**515 357**	**23,9**
dont : bourses nouvelles	144 690		21 054		165 744	
Nombre de parts/élève	8,9		8,7		8,9	
Total général lycées (France métropolitaine + DOM)	**489 009**	**27,2**	**70 894**	**15,9**	**559 903**	**25,0**
dont : bourses nouvelles	158 327		21 487		179 814	
Nombre de parts/élève	9,0		8,8		9,0	

(1) Pourcentage de boursiers dans l'ensemble des élèves.
(2) Valeur d'une part en lycée : 40,02 euros.
(3) Prime d'équipement : 336 euros.
(4) Prime à la qualification : 428,55 euros.
(5) Prime d'entrée en seconde, première ou terminale : 213,43 euros.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, l'ensemble des principales aides financières accordées dans l'enseignement supérieur concerne sur la France métropolitaine et les DOM plus de 510 000 étudiants, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à la rentrée précédente. Après un recul important à la rentrée 1996 et une stagnation en 1997, la progression est nette depuis six ans, avec 111 000 aides supplémentaires allouées. Dans le même temps, les effectifs du supérieur se stabilisant, la proportion d'étudiants aidés est passée de 23,6 % à la rentrée 1997 à 29,5 % à la rentrée 2001. elle atteint 29,9 % en 2003 dans un contexte de hausse du nombre d'étudiants.

À l'université, cette part continue d'augmenter. Sur l'ensemble des étudiants inscrits dans une formation universitaire ouvrant droit aux aides du ministère, 27,8 % sont aidés, soit 0,2 point de plus qu'à la rentrée 2002. Dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et les sections de techniciens supérieurs (STS) habilitées à recevoir des boursiers, ce sont 37,7 % des élèves qui sont aidés en 2003-2004.

Les attributions de bourses sur critères sociaux, qui représentent 95 % des aides aux étudiants, concernent (hors allocations d'études) près de 485 000 étudiants, effectif en hausse de 2,7 % par rapport à 2002-2003. Contrairement à la période 1997-2001, cette hausse est principalement liée à la progression de la population étudiante observée depuis deux ans, et à l'élargissement du droit à bourse aux étudiants en DEA, le barème n'ayant pas évolué. À la rentrée 2002, les montants de ces bourses s'échelonnent de 1 296 € à 3 501 €, hors échelon zéro qui ne donne droit qu'à une exonération des droits d'inscription et de sécurité sociale. Ces montants n'ont pas augmenté depuis 2002. Cependant, le montant moyen de l'aide reçue par un étudiant boursier sur critères sociaux (hors allocations d'études) a baissé : il est de 2 407 € en 2003-2004, contre 2 441 € en 2002-2003.

Après une forte baisse en 2001-2002, qui s'explique par le droit accordé aux étudiants en DESS de postuler à une bourse sur critères sociaux, le nombre de bourses sur critères universitaires accordées se stabilise depuis la rentrée 2002 autour de 12 000. Pourtant, le droit à bourse sur critères sociaux a été élargi en 2003-2004 aux étudiants en DEA. Les montants des bourses sur critères universitaires s'échelonnent de 3 456 € à 4 077 €.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Statistiques des boursiers de l'enseignement supérieur – 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.
Note d'Information, 04.02.

DÉFINITIONS

■ **Aides financières.** Sont comptabilisées, chaque année, les principales aides destinées aux étudiants : bourses sur critères sociaux, bourses sur critères universitaires, bourses de mérite (enquête de la DEP au 15 février), allocations d'études et prêts d'honneur (source DES).

■ **Les bourses sur critères sociaux** sont accordées en fonction des ressources (revenus déclarés bruts, avant abattement) et des charges de la famille appréciées selon un barème national qui détermine le montant annuel de la bourse, de l'échelon zéro à l'échelon 5. Ces bourses sur critères sociaux sont réservées aux étudiants en 1er et 2e cycles, en DESS, en DEA ou dans les nouveaux cursus licence et master, avec des conditions sur l'âge, la nationalité et les études suivies. Dans cette catégorie ont été également incluses, jusqu'en 1999-2000, les aides individuelles exceptionnelles (AIE). Les AIE ont été supprimées à la rentrée 2000, avec la généralisation du principe de la bourse de cycle (possibilité de maintien de la bourse pendant la durée du cycle).

■ **Les bourses sur critères universitaires** comprennent les bourses de service public, les bourses de diplôme d'études approfondies (DEA) et de diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) et les bourses d'agrégation.

■ **Les bourses de mérite,** mises en place à la rentrée 1998, sont attribuées à des étudiants remplissant les critères sociaux d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur, aux ressources familiales limitées, titulaires du baccalauréat mention « très bien », et qui s'engagent à préparer le concours d'entrée à l'ENA, l'ENM ou une grande école scientifique, ou à faire des études de médecine. Ces bourses sont contingentées (nombre de bourses limité par académie). L'aide accordée est de 6 102 €.

■ **Les allocations d'études.** Le dispositif d'allocations d'études, mis en place en 1999, répond aux difficultés que peuvent rencontrer les étudiants confrontés à des situations personnelles ne leur permettant pas de se voir attribuer une bourse dans le cadre du droit commun. Il concerne aussi les étudiants inscrits pour la première fois en 1re année de 3e cycle, non bénéficiaires d'une bourse sur critères universitaires et qui ont précédemment obtenu une aide directe de l'État. Les candidats doivent remplir, par ailleurs, les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux. Ces bourses sont contingentées.

■ **Proportion d'étudiants aidés.** Le nombre d'étudiants aidés est rapporté à la population concernée, estimée en prenant en compte les étudiants des universités inscrits dans une formation ouvrant le droit aux aides (principalement les diplômes nationaux des 1er et 2e cycles, les DEA, les DESS et jusqu'à la 6e année des études de santé), les étudiants inscrits en première année d'IUFM, les élèves des STS et CPGE public MEN ou sous tutelle du MEN et les étudiants inscrits en préparations intégrées, en écoles d'ingénieurs (public MEN ou sous tutelle du MEN) ou en écoles de commerce reconnues par l'État (groupes I et II).

L'aide aux étudiants

1 Évolution du nombre d'étudiants bénéficiant d'une aide financière (France métropolitaine + DOM)

	1990-1991	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Ensemble des aides (1)	**272 088**	**398 723**	**399 645**	**413 964**	**456 714**	**478 600**	**488 059**	**497 721**	**510 249**
En % du nombre d'étudiants concernés (2)	**19,7**	**23,3**	**23,6**	**24,7**	**27,4**	**28,6**	**29,5**	**29,7**	**29,9**
Dont :									
Université :									
Étudiants aidés (3)	185 526	266 335	272 897	283 906	319 870	335 187	339 038	345 148	354 954
En % du nombre d'étudiants concernés (2)	17,5	20,4	21,3	22,5	25,5	26,6	27,4	27,6	27,8
CPGE et STS :									
Étudiants aidés (3)	63 521	85 616	85 029	86 484	92 106	97 989	100 089	103 773	103 420
En % du nombre d'étudiants concernés (2)	25,5	31,5	30,9	31,5	33,5	35,7	36,7	37,8	37,7

(1) Champ : bourses sur critères sociaux (y compris les AIE jusqu'en 1999), bourses sur critères universitaires, bourses de mérite, allocations d'études, prêts d'honneur, allocations d'IUFM (supprimées en 1998).
(2) Donnée estimée en 1990-1991.
(3) Hors allocations d'études, prêts d'honneur, allocations d'IUFM.

2 Répartition des bénéficiaires par type d'aide et par nature de l'établissement fréquenté en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

	Bourses sur critères sociaux (1)	Bourses sur critères universitaires	Bourses de mérite	Total bourses France métro. + DOM (1)	Allocations d'études (2)	Prêts d'honneur (2)
Total université	**332 454**	**12 310**	**384**	**345 148**		
Dont :						
Cursus licence	23 598		4	**23 602**		
Cursus master	3 014	523	1	**3 538**		
Droit, sciences économiques	69 316	3 912	227	**73 455**		
Lettres, arts, sciences humaines	110 884	3 936	16	**114 836**		
Sciences	38 703	3 226	2	**41 931**		
Disciplines médicales	19 786	213	77	**20 076**		
STAPS	11 272	116		**11 388**		
IUT	42 648		5	**42 653**		
IUP	13 044			**13 044**		
Filière ingénieurs	10 107	298	26	**10 431**		
CPGE	12 771		178	**12 949**		
STS	90 467		4	**90 471**		
Écoles d'ingénieurs	10 086	189	68	**10 343**		
Autres écoles	12 703	33	1	**12 737**		
Facultés privées	2 412	28	1	**2 441**		
IUFM-CFPP	13 734			**13 734**		
Total France métropolitaine + DOM	**484 545**	**12 474**	**610**	**497 629**	**9 934**	**2 686**

(1) Sans allocations d'études.
(2) Source DES. Le détail par nature de l'établissement n'est pas disponible.

3 Répartition des boursiers par montant annuel des bourses en 2003-2004 (France métropolitaine + DOM)

Bourses sur critères sociaux (1)

	Montant annuel (€)	Boursiers (%)
Échelon 0	(2)	10,1
Premier échelon	1 296	19,3
Deuxième échelon	1 953	10,5
Troisième échelon	2 502	10,4
Quatrième échelon	3 051	10,4
Cinquième échelon	3 501	39,3
Ensemble		**100,0**
Effectif		**471 710**

Bourses sur critères universitaires

	Montant annuel (€)	Boursiers (%)
DEA	3 780	49,2
DESS	3 780	32,3
Agrégation	4 077	12,8
Service public	3 456	5,7
Ensemble		**100,0**
Effectif		**12 554**

(1) Sans allocations d'études.
(2) Exonération des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

PRÉSENTATION

Les aides aux étudiants peuvent se décomposer en aides directes et aides indirectes : les aides directes sont constituées par les bourses, secours d'études et prêts d'honneur, le fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE, ex-FAVE), les aides aux transports (carte « Imagine R »), l'allocation de logement social (ALS), l'aide personnalisée au logement (APL), auxquelles s'ajoutent divers avantages fiscaux tels que la réduction d'impôt pour étudiant à charge et l'octroi d'une demi-part supplémentaire pour rattachement au foyer fiscal. Les aides indirectes sont les œuvres sociales des CROUS, les aides aux associations, l'exonération des droits d'inscription pour les boursiers, les personnels médicaux et sociaux des universités ainsi que la charge due au déficit de sécurité sociale étudiante (écart entre les prestations et les cotisations versées par les étudiants) et imputée sur d'autres régimes. Les avantages fiscaux pour déduction de pensions alimentaires ne sont pas pris en compte en 2003, car nous ne disposons pas de données sur leur montant. En 1995, ces aides aux étudiants s'élevaient à 3 510,8 millions d'euros, elles atteignent 4 466,8 millions d'euros en 2003, ce qui correspond à un taux d'évolution de 27,2 % en prix courants et de 14,5 % en prix constants.

Les œuvres universitaires.

Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) gèrent maintenant l'ensemble du dispositif dépendant de l'enseignement supérieur, à savoir les bourses, les restaurants et les résidences universitaires. Les restaurants universitaires ont offert, pendant l'année scolaire 2003-2004, 189 900 places et ont servi près de 55 millions de repas par an. Le prix du ticket-restaurant était fixé à 2,6 euros. Pour l'année scolaire 2003-2004, les résidences universitaires ont accueilli près de 150 000 étudiants ; le tarif de la redevance mensuelle était en moyenne de 118 euros (sans ALS).

DÉFINITIONS

■ **Allocation de logement à caractère social (ALS).** Elle a été créée par la loi du 16 juillet 1971 afin de venir en aide à des catégories de personnes autres que les familles, caractérisées par le niveau modeste de leurs ressources (personnes âgées, handicapés, travailleurs de moins de 25 ans). Depuis 1991, toute personne ayant des ressources modestes et une charge de logement peut prétendre à une aide au logement et ce quels que soient son âge et sa situation familiale ou professionnelle. L'octroi de cette prestation étant lié aux ressources personnelles du demandeur, ce sont de fait les étudiants qui en ont été les principaux bénéficiaires. Elle est financée par le fonds national d'aide au logement (FNAL) qui est alimenté par l'État et par une cotisation des employeurs.

■ **Aide personnalisée au logement (APL).** L'APL a été créée par la loi du 3 janvier 1977 et relève du code de la construction et de l'habitation (CCH). Elle s'applique à un parc de logements déterminé, quelles que soient les caractéristiques familiales des occupants. Son financement est assuré par le fonds national de l'habitation (FNH).

■ **CNAF.** Caisse nationale des allocations familiales.

■ **Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).** Les CROUS gèrent l'ensemble du dispositif d'action sociales en faveur des étudiants dépendant de l'enseignement supérieur, à savoir les bourses, les restaurants et les résidences universitaires.

■ **FAVE.** Fonds d'amélioration de la vie étudiante, maintenant : fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; CNAF ; CNOUS ; ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

L'action sociale en faveur des étudiants

1 Moyens pour l'action sociale en faveur des étudiants (millions d'€, %)

Nature des aides	1995	2003	Évolution 2003/1995 aux prix courants	Évolution 2003/1995 aux prix constants
AIDES DE L'ÉTAT				
Aides budgétaires :				
Aides directes				
- Bourses (43-71)	927,7	1 291,3	39,2 %	25,3 %
- Allocation de logement social (ALS)	672,6	896,6	33,3 %	20,0 %
- Aide personnalisée au logement (APL) - Part de l'État	187,5	190,2	1,4 %	- 8,7 %
- Aide au transport (carte " Imagine R ")		11,4		
Total Aides directes				
Aides indirectes	1 787,8	2 389,5	33,7 %	20,3 %
- Œuvres universitaires	253,4	295,0	16,4 %	4,8 %
- Aides aux associations et médecine universitaire	12,8	15,9	24,2 %	11,8 %
- Compensation de l'exonération des droits d'inscription dont bénéficient les étudiants boursiers	8,4	46,0	447,6 %	392,8 %
Total Aides indirectes	**274,6**	**356,9**	**30,0 %**	**17,0 %**
Total Aides budgétaires	**2 062,4**	**2 746,4**	**33,2 %**	**19,8 %**
Aides fiscales (1) :				
- Majoration du quotient familial pour enfants étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents	942,1	1 100,0	16,8 %	5,1 %
- Réduction d'impôt pour frais de scolarité des enfants poursuivant des études supérieures	125,0	172,0	37,6 %	23,8 %
Total Aides fiscales	**1 067,1**	**1 272,0**	**19,2 %**	**7,3 %**
Total des aides de l'État (budgétaires et fiscales)	**3 129,5**	**4 018,4**	**28,4 %**	**15,5 %**
AUTRES AIDES				
Versements des régimes sociaux :				
- Contribution des différents régimes au financement des assurances sociales des étudiants	375,1	436,2	16,3 %	4,6 %
Versements des universités (FSDIE)	6,1	12,2	100,0 %	80,0 %
Total Autres aides	**381,2**	**448,4**	**17,6 %**	**5,8 %**
Total général	**3 510,7**	**4 466,8**	**27,2 %**	**14,5 %**

(1) Hors avantage fiscal pour déduction des pensions alimentaires, évaluée en 1995 à 0,3 milliard d'euros.

2 Évolution de divers indicateurs (France métropolitaine + DOM)

	1995-1996	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
NNombre de lits gérés par les CROUS	146 712	149 723	149 549	149 162	149 189	149 525	149 443	150 000
Nombre de places dans les restaurants universitaires	172 930	184 305	186 700	186 910	187 165	187 421	189 862	189 900
Nombre de repas servis aux étudiants	67 990 000	64 800 000	63 325 000	62 110 000	60 755 000	57 060 000	55 800 000	54 900 000

(1) Estimations.

Recherche et développement

Réf.	Titre	Page
11.1	Recherche et développement : vision d'ensemble	292
11.2	Les travaux de recherche et développement menés par les entreprises	294
11.3	Le financement de la recherche et du développement dans les entreprises	296
11.4	Les acteurs de la R&D publique	298
11.5	Recherche et développement : les effectifs	300
11.6	La recherche et le développement dans les régions	302

Recherche et développement

PRÉSENTATION

En 2003, la dépense nationale de recherche et développement (DNRD) est estimée à 34,6 milliards d'euros (Md€). Dans un contexte de faible croissance économique, la progression de la DNRD serait négative : - 2,0 % en volume, inférieure à celle du PIB (0,5 %). L'évolution des financements résulterait d'une forte baisse du financement des entreprises (- 4,5 %) et d'une hausse du financement des administrations de 1,0 %. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) est estimée à 34,1 Md€, elle diminuerait de 2,7 % en volume. Ce résultat serait dû conjointement à la baisse en volume de la dépense intérieure des entreprises (- 4,2 %) et à la stagnation de celle des administrations. Le ratio DIRD/PIB s'établirait donc à 2,19. Ce résultat s'inscrit en rupture avec l'évolution observée depuis 1998.

En 2002, la dépense intérieure de recherche développement (DIRD) est de 34,5 Md€. Elle progresse de 2,7 % en volume avec 2,8 % pour les entreprises et 2,5 % pour les administrations. Le ratio DIRD/PIB s'établit à 2,26 % contre 2,23 % en 2001.

Sur le long terme, la R&D exécutée en France a présenté de 1979 à 1993 une croissance plus rapide que celle du PIB. Le ratio DIRD/PIB est passé de 1,68 % en 1978 à 2,40 % en 1993 ; de 1993 à 1998 il décroît. À partir de 1999, il amorce une remontée et atteint 2,26 % du PIB en 2002. Cette évolution se vérifie tant pour la R&D dans les administrations que dans les entreprises. De 0,68 % du PIB en 1978, ce ratio atteint, pour les administrations, 0,92 % en 1993 et s'établit à 0,83 % en 2002. Dans les entreprises, de 1,0 % en 1978, il progresse jusqu'à 1,48 % en 1993 et s'élève à 1,43 % en 2002.

Sur plus de 20 ans, les structures d'exécution et de financement de la recherche se sont profondément modifiées avec un poids de plus en plus important du secteur des entreprises. La part des administrations dans la DNRD qui s'est stabilisée depuis quelques années, n'est plus que de 45,1 % en 2002. La diminution de l'effort de R&D du ministère de la Défense depuis le début de la décennie 1 990 contribue à cette évolution, en dépit d'une situation plus favorable depuis 2000. La contribution des entreprises au financement de la R&D a enregistré un net accroissement et dépasse celui des administrations depuis 1995. Toutefois, l'année 2002 est en rupture, avec une baisse de la part des entreprises dans la DNRD. La participation des entreprises à la réalisation des travaux de R&D est structurellement supérieure à celle des administrations. Elle s'établit en 2002 à 63,3 %.

DÉFINITIONS

■ **Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD).** Elle correspond aux travaux de R&D exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds. Une partie est exécutée par les administrations (DIRDA) l'autre par les entreprises (DIRDE). Elle comprend les dépenses courantes (masse salariale des personnels de R&D et dépenses de fonctionnement) et les dépenses en capital (achats d'équipements nécessaires à la réalisation des travaux internes à la R&D et opérations immobilières réalisées dans l'année).

■ **Dépense nationale de recherche et développement (DNRD).** Cet agrégat mesure, sans double compte, l'effort financier des acteurs économiques nationaux quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD représente le solde des échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger, y compris les organisations internationales.

■ **Méthodologie.** L'enquête auprès des entreprises est réalisée auprès de 10 500 entreprises environ et 50 centres techniques de recherche. L'enquête est exhaustive pour les entreprises importantes et échantillonnée pour une partie des petites et moyennes entreprises (sondage au taux de 1 sur 2). Dans les administrations, l'enquête est réalisée auprès des organismes et services ministériels qui financent et/ou exécutent des travaux de recherche, des grandes écoles d'ingénieurs hors tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur, ainsi que des associations sans but lucratif qui contribuent à l'effort national de R&D.

L'enquête a enregistré plusieurs ruptures de série : en 1992, voir *Repères et références statistiques*, édition 1999, page 276 ; en 1997, révision de la méthode d'évaluation des effectifs et des dépenses de R&D des universités ; en 1998, révision de la méthode d'évaluation des dépenses de R&D de la Défense et du contour de R&D de quelques grandes entreprises (voir *op. cit.*, édition 2000, page 284) ; en 2000, amélioration de l'évaluation de la dépense des universités (modification du traitement des charges sociales et des pensions) et calage des réponses de certains organismes sur le contrat de plan pluriannuel. Sans ces nouveaux traitements la DIRD des administrations n'aurait pas progressé ; en 2001, amélioration de la couverture du champ de l'enquête auprès des entreprises et modification de la dépense intérieure du ministère de la Défense avec l'intégration des dépenses de simulation de la direction des applications militaires du CEA. Ces modifications amèneraient une révision à la hausse des chiffres 2000. Ainsi la DIRD des entreprises en 2000 serait de 19,800 Md€ au lieu des 19,348 Md€ publiés.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées auprès des entreprises et des administrations par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).
« Recherche et développement en France. Résultats 2001, estimations 2002 », *Les Dossiers,* n° 148, MEN-DEP, février 2004.

Recherche et développement : vision d'ensemble

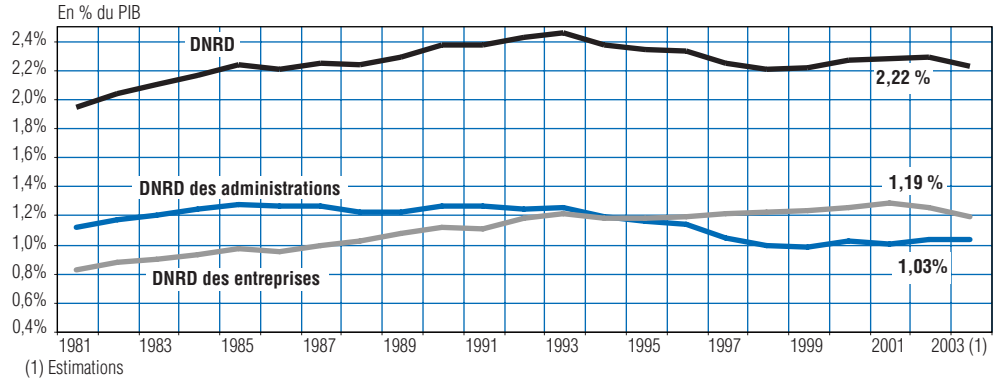
1 Financement de la DNRD et exécution de la DIRD en France

(millions d'euros, %)

	1978	1992 (2)	1993	1994	1995	1996	1997 (2)	1998 (2)	1999	2000 (2)	2001	2002	2003 (3)
DNRD :	**5 744**	**26 229**	**27 003**	**26 995**	**27 563**	**28 091**	**28 005**	**28 724**	**29 885**	**31 438**	**33 570**	**34 759**	**34 577**
DNRD par les administrations (1)	3 305	13 460	13 695	13 527	13 647	13 718	12 980	12 859	13 267	14 272	14 673	15 677	16 071
DNRD par les entreprises	2 438	12 769	13 307	13 468	13 916	14 373	15 025	15 865	16 618	17 166	18 897	19 082	18 506
Part des administrations	57,5%	51,3%	50,7%	50,1%	49,5%	48,8%	46,3%	44,8%	44,4%	45,4%	43,7%	45,1%	46,5 %
DIRD :	**5 743**	**25 821**	**26 484**	**26 764**	**27 302**	**27 836**	**27 756**	**28 319**	**29 529**	**30 954**	**32 887**	**34 527**	**34 122**
DIRD par les administrations (1)	2 313	9 687	10 144	10 213	10 653	10 704	10 399	10 687	10 873	11 605	12 105	12 689	12 881
DIRD par les entreprises	3 430	16 134	16 340	16 551	16 649	17 131	17 357	17 632	18 655	19 348	20 782	21 839	21 241
Part des entreprises	59,7 %	62,5 %	61,7 %	61,8 %	61,0 %	61,5 %	62,5 %	62,3 %	63,2 %	62,5 %	63,2 %	63,3 %	62,2 %
Part de la DIRD dans le PIB	1,68 %	2,38 %	2,40 %	2,34 %	2,31 %	2,30 %	2,22 %	2,17 %	2,18 %	2,18 %	2,23 %	2,20 %	2,19 %

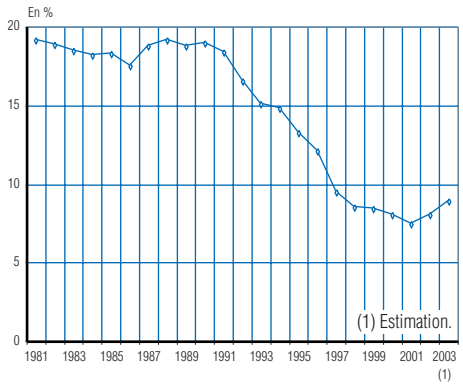
(1) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif). (2) Changements méthodologiques. (3) Estimations.

2 Évolution du financement par rapport au PIB

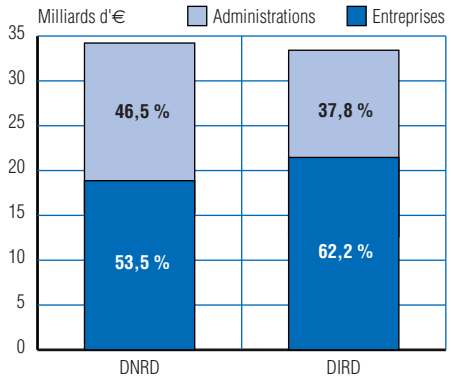


(1) Estimations

3 Évolution de la part de la Défense dans le financement de la DNRD



4 Estimation de la répartition de la DNRD et de la DIRD en 2003



Recherche et développement

PRÉSENTATION

En 2002, malgré le ralentissement de l'activité économique, les entreprises ont maintenu la croissance de leur dépense intérieure de recherche et développement (DIRDE) initiée en 1999. Elle s'établit à 21,8 milliards d'euros (Md€) en 2002, en progression de 2,8 % en volume par rapport à 2001. Cependant la dépense extérieure de R&D des entreprises (DERDE) ou sous-traitance diminue (4,9 % en volume) pour la première fois depuis 1997.
Les effectifs de R&D augmentent de 3,1 %.
D'après les premières estimations, cette tendance s'inverserait en 2003, la DIRDE baisserait de 4,2 % en volume. Les dépenses de recherche sont très concentrées, à la fois dans les grandes entreprises et dans quelques branches d'activité. Les six premières branches de recherche réalisent 64 % des dépenses de R&D et emploient 59 % du personnel de R&D. L'automobile, première branche de R&D depuis 1999, voit sa croissance ralentir avec 1,7 % d'augmentation en volume. Son poids dans la recherche (15 % de la DIRDE) reflète l'importance de cette industrie en France, qu'il s'agisse des constructeurs ou des équipementiers. Les équipements de communication qui incluent la téléphonie et les composants électroniques, sont passés en deuxième position, devançant ainsi la pharmacie en 2000 : ils progressent de 4,4 % en volume en 2002. La troisième branche de recherche, la pharmacie, enregistre une hausse de 8,7 % en volume. La construction aéronautique et spatiale, première branche de recherche jusqu'en 1995, reste en quatrième position avec une hausse de R&D de 6,0 % en 2002. Cette augmentation s'explique pour partie par l'augmentation des programmes militaires et civils. Sur plus long terme, l'aéronautique a été très touchée par la baisse des financements publics à la R&D. Viennent ensuite les instruments de précision et l'industrie chimique, assez loin derrière l'aéronautique (6,8 % et 6,0 % de la DIRDE) avec respectivement 8,6 % et - 1,0 % d'évolution en volume.
La recherche se concentre dans les grandes entreprises, qui effectuent près de 78 % de la DIRDE et reçoivent près de 90 % des financements publics. Parmi ces grandes entreprises, celles qui comptent plus de 2 000 salariés réalisent 58 % de la DIRDE, bénéficient de plus de 75 % des financements publics et représentent 3 % de la population.

DÉFINITIONS

■ **Branche de recherche.** Il s'agit de la branche d'activité économique bénéficiaire des travaux de R&D, regroupée ici en 25 postes construits à partir de la nomenclature d'activités française (NAF).

■ **Dépense extérieure de recherche et développement des entreprises (DERDE).** Elle correspond aux coûts des travaux de R&D achetés ou financés par les entreprises et exécutés en dehors d'elles. Elle comprend les sous-traitances de recherche effectuées sur le territoire national ou à l'étranger ainsi que les contributions à des organismes internationaux.

■ **Effectifs de R&D.** Ils correspondent à l'ensemble des personnels – chercheurs et personnels de soutien technique ou administratif – qui effectuent les travaux de recherche et développement en équivalent temps plein recherche (ETP).

■ **Financement public de la R&D.** Il comprend les contrats et les subventions en provenance des administrations pour la R&D dans les entreprises. Il n'inclut pas le crédit d'impôt recherche.

■ **Petites et moyennes entreprises (PME).** Entreprises dont l'effectif salarié est strictement inférieur à 500 personnes.

■ **Grandes entreprises.** Entreprises dont l'effectif est supérieur ou égal à 500 personnes.

■ **Entreprises filiales ou indépendantes.** Une entreprise est considérée comme filiale d'un groupe (français ou étranger) lorsque son capital social est contrôlé à plus de 50 % par une entité économique répertoriée comme grand groupe. La nationalité du groupe est celle de la tête de groupe. Dans le cas contraire, l'entreprise est considérée comme indépendante.

■ **Estimations 2003.** Une enquête de conjoncture a été réalisée par TMO à la fin du premier trimestre de l'année 2004 auprès d'un échantillon représentatif de plus de 750 entreprises.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 11.1.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées auprès des entreprises par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).

Les travaux de recherche et développement menés par les entreprises

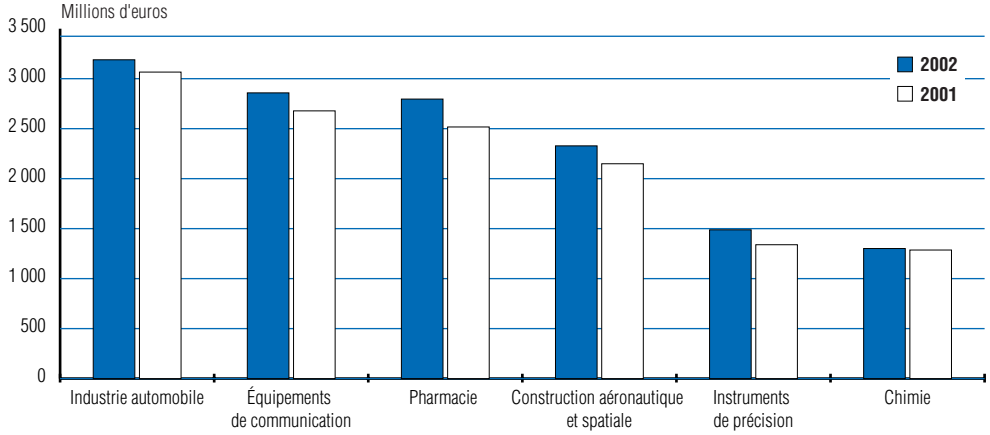
1 Évolution des dépenses intérieures de recherche et développement dans les principales branches de recherche de 1992 à 2002

(millions d'euros)

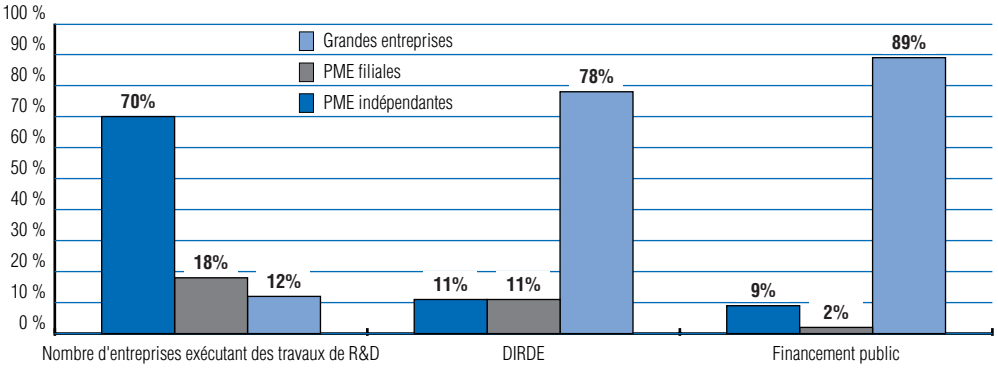
	1992	1996	1997 (5)	1998	1999	2000	2001 (5)	2002	2002/ 1997 (6)
Industrie automobile	1 763	2 030	2 045	2 100	2 491	2 671	3 066	3 189	9 %
Équipements de communication (1)	1 591	1 973	2 006	2 270	2 335	2 653	2 678	2 858	7 %
Pharmacie (2)	1 527	2 100	2 179	2 250	2 458	2 401	2 517	2 796	5 %
Construction aéronautique et spatiale	2 740	2 344	1 950	2 047	2 194	1 965	2 149	2 328	4 %
Instruments de précision	1 880	1 619	1 672	1 249	1 256	1 320	1 339	1 488	- 2 %
Chimie (3)	1 118	1 080	1 075	1 113	1 136	1 189	1 286	1 301	4 %
Services de transport et communications	417	499	865	778	674	995	1 237	1 267	8 %
Machines et équipements (4)	920	795	766	810	831	921	969	991	5 %
Services informatiques	397	394	405	376	464	496	702	825	15 %
Machines et appareils électriques	519	582	614	645	690	678	681	755	4 %
Autres branches	3 260	3 714	3 780	3 994	4 126	4 057	4 160	4 041	1 %
Total dépenses intérieures de R&D	**16 134**	**17 131**	**17 357**	**17 632**	**18 655**	**19 348**	**20 782**	**21 839**	**4,7 %**

(1) Y compris composants. (2) Y compris la fabrication des principes actifs. (3) Y compris fibres artificielles et synthétiques. (4) Y compris armement et appareils domestiques. (5) Changement méthodologique (voir en 11.1). (6) Évolution moyenne annuelle sur la période en volume.

2 Poids de la DIRD des six plus grandes branches de recherche



3 Répartition par taille et nature des entreprises en 2002



PRÉSENTATION

En 2002, les entreprises ont financé près de 78,6 % de leurs travaux de recherche, une part inférieure à 2001 (1,0 % de baisse en volume). Les administrations y ont participé pour 11,2 % sous forme de contrats ou de subventions. Ces financements s'effectuent dans le cadre de contrats liés aux grands programmes technologiques, de crédits de R&D militaire et de crédits incitatifs. Le complément, soit 10,2 %, est apporté par des entreprises et organismes à l'étranger.

La part des administrations dans le financement des travaux de R&D des entreprises connaît une forte reprise en 2002, en raison de la hausse des programmes à la fois civils et militaires. Le financement public augmente de 17,7 % en volume. Le secteur de la construction aéronautique et spatiale en est le principal bénéficiaire.

Les financements en provenance de l'étranger progressent de 21,5 % en volume, ces flux proviennent principalement des entreprises (pour plus de 71 %) et le poids des flux intra-groupe est prépondérant, les fonds reçus des autres filiales du groupe constituant l'essentiel des financements en provenance de l'étranger pour les filiales de groupes étrangers. Ces mouvements sont en relation avec l'internationalisation de la R&D. Les variations des ressources en provenance des organisations internationales sont largement déterminées par les contrats de l'Agence spatiale européenne (ESA). Les programmes spatiaux pilotés par la France sont en recul depuis 1993 et sont stables depuis 1999 (0,8 Md€ en 1993 contre 0,4 Md€ en 2002).

Sur le long terme, les entreprises contribuent de plus en plus au financement de leurs activités de recherche.

Par sa nature d'avantage fiscal, le crédit d'impôt recherche (CIR) n'est pas comptabilisé dans le financement public de R&D : 2 760 entreprises ont bénéficié d'un CIR pour un montant total de 489 millions d'euros en 2002, en recul par rapport à 2001. Le CIR a progressé très rapidement jusqu'en 1991 puis a diminué jusqu'en 1994. Après une hausse sensible en 1999, les montants déclarés du CIR diminuent par la suite.

DÉFINITIONS

■ **Financement public total.** Il correspond aux versements directs effectués par les administrations, qu'il s'agisse d'organismes, de services ministériels ou d'associations sans but lucratif, pour des travaux de R&D effectués par des entreprises. Ces travaux peuvent correspondre à des commandes des administrations, notamment de la Défense, ou à des travaux de recherche menés par les entreprises mais soutenus par des organismes tels l'ANVAR, ou par le ministère en charge de la Recherche (*via* le Fonds de la recherche technologique ou les programmes de soutien à la recherche). Sont exclus de ce financement public les aides fiscales à la R&D comme le crédit d'impôt recherche (CIR).

■ **Financement public de la dépense intérieure.** Les financements publics de la sous-traitance en sont exclus.

■ **Financement étranger.** Il s'agit des fonds en provenance de l'étranger, qu'il s'agisse des organisations internationales, dont l'Union européenne, ou des fonds en provenance d'entreprises situées hors du territoire national.

■ **Le financement par les entreprises de la dépense intérieure.** Il est obtenu par solde entre la dépense intérieure de R&D et les ressources en provenance des administrations ou de l'étranger. Il mesure la contribution directe des entreprises à la réalisation de leurs travaux de R&D.

■ **Crédit d'impôt recherche.** Mesure d'incitation fiscale mise en place en 1983 pour répondre aux besoins des PME, assise sur la progression des dépenses de R&D.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 11.1.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées auprès des entreprises par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).

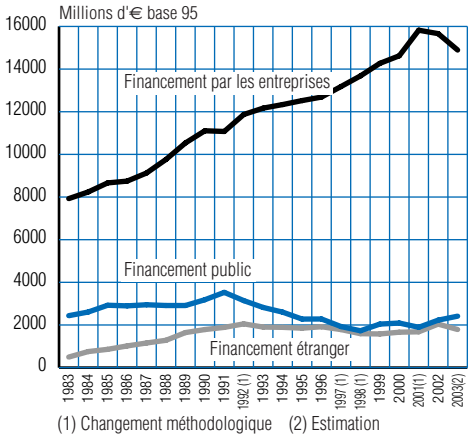
Le financement de la recherche et du développement dans les entreprises

1 Évolution du financement de la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises

	1975	1992	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)	1999	2000	2001 (2)	2002	2003 (3)
Origine des financements (%) :												
- entreprises	63,8	69,6	73,3	75,2	75,1	78,0	80,5	79,8	79,6	81,6	78,6	78,0
- financement public	28,0	18,4	15,5	13,7	13,5	11,4	10,2	11,4	11,4	9,8	11,2	12,6
- financement étranger	8,2	12,0	11,2	11,1	11,4	10,6	9,3	8,8	9,0	8,7	10,2	9,4
DIRD des entreprises (millions d'€)	**2 381**	**16 134**	**16 551**	**16 649**	**17 131**	**17 357**	**17 632**	**18 655**	**19 348**	**20 782**	**21 839**	**21 241**

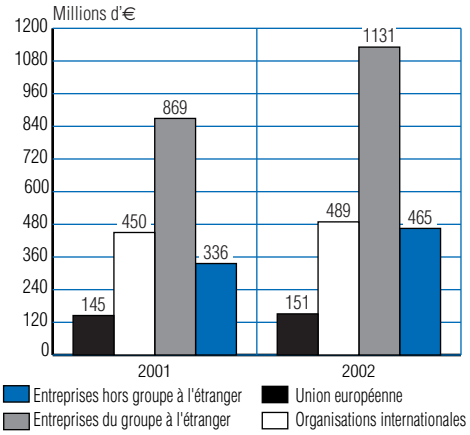
(1) Les années 1997 et 1998 ne sont pas directement comparables à 1996 et 1997, en raison de changements méthodologiques. (2) En raison d'une amélioration de la couverture du champ de l'enquête, les résultats 2001 ne sont pas directement comparables à ceux de 2000. (3) Estimation.

2 Évolution du mode de financement de la DIRD des entreprises

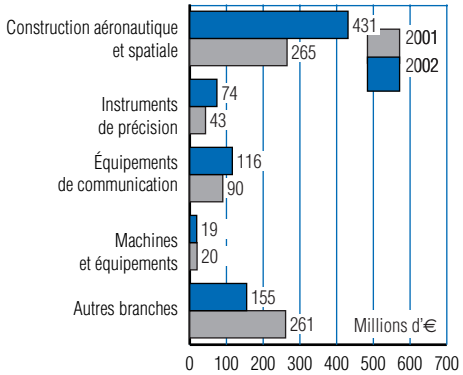


(1) Changement méthodologique (2) Estimation

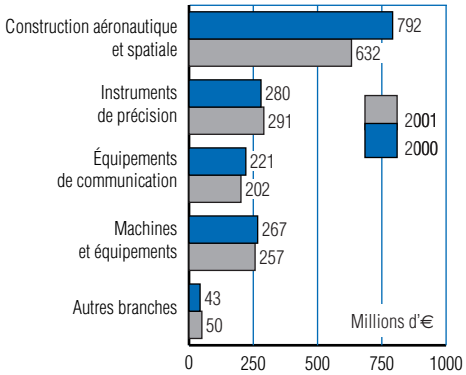
3 Financements étrangers pour le secteur des entreprises en 2001 et 2002



4 Programmes civils en 2001 et 2002



5 Programmes militaires en 2001 et 2002



Recherche et développement

PRÉSENTATION

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et le soutien apporté à la recherche universitaire. L'équilibre entre ces différents pôles est en forte évolution au profit notamment des universités. La dépense intérieure de R&D des administrations (DIRDA) s'élève à 12,7 milliards d'euros en 2002, soit une évolution en volume de 2,5 %, progression supérieure à celle du PIB (1,2 %).

EPST (y compris le CNRS) et EPIC sont les principaux organismes publics de recherche. En 2002, leurs dépenses intérieures ont atteint un montant de 6 715 M€, soit 52,9 % de la DIRDA avec une hausse de 3,9 % en volume. L'enseignement supérieur (hors CNRS) a une dépense intérieure de 4 377 M€, en progression de 1,4 % en volume par rapport à 2001, il réalise 34,5 % de la DIRDA.

En 2002 la dépense intérieure du ministère de la Défense progresse légèrement (0,7 % de hausse en volume). Entre 1993 et 2002, la part de la DIRDA de Défense est passée de 20 % à 9 %. En 2003, on prévoit une forte augmentation des dépenses de la Défense et une baisse de celles des EPIC et des EPST. Les administrations ont aussi un rôle de financeur *via* leurs dépenses extérieures (4 711 M€ en 2002) dont plus de 53 % à destination des entreprises. L'année 2002 enregistre une forte hausse des paiements versés aux entreprises par la Défense et la DPAC.

Plus des quatre cinquièmes des ressources de la recherche publique sont de nature budgétaire. Celles-ci sont issues à hauteur de 56 % du budget civil de recherche et développement (BCRD), auxquelles il convient d'ajouter la partie du budget de l'enseignement supérieur qui finance des activités de R&D, notamment les salaires des enseignants-chercheurs pris à 50 %, soit 21 % des ressources budgétaires et le budget de R&D de la Défense (20 % des ressources budgétaires totales). Les ressources contractuelles et les autres ressources propres complètent le financement de la recherche publique.

Depuis 1992, la part des subventions dans le financement de la DIRDA est en recul (86 % en 1992, 81 % en 2002) au profit des ressources contractuelles et des autres ressources propres (14 % en 1992, 19 % en 2002). La diminution de l'effort de R&D propre au ministère de la Défense explique la baisse du rôle des subventions ; l'évolution du BCRD y contribue aussi. Celui-ci s'élève à 8 720 M€ en 2002 (DO + CP), il décroît de 0,09 % en volume en 2002 et sa part dans le PIB ne cesse de baisser depuis 1993 : 0,57 % en 2002 contre 0,67 % en 1993.

DÉFINITIONS

■ **Les secteurs institutionnels.** Dans les statistiques de R&D, on appelle secteur institutionnel un ensemble d'unités qui ont un comportement économique équivalent. Les cinq secteurs institutionnels retenus sont : l'État (y compris la Défense), l'enseignement supérieur, les institutions sans but lucratif (ISBL), les entreprises et l'étranger. L'État comprend les services ministériels et établissements publics administratifs, civils et militaires ; les organismes publics de recherche (EPST, EPIC, EPA) à l'exception du CNRS et de ses instituts classés dans le secteur de l'enseignement supérieur ; les administrations territoriales (régions, départements, etc.). L'enseignement supérieur comprend les universités et les établissements publics d'enseignement sous tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur ou d'autres départements ministériels ; le CNRS et ses instituts ; les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer. Le secteur des associations comprend les fondations et associations ou institutions sans but lucratif. Sont cependant exclues de ce secteur les associations rattachées à d'autres secteurs du fait principalement de l'origine de leurs ressources. L'ensemble des administrations comprend l'État, l'enseignement supérieur et les associations.

■ **Statuts juridiques.** Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) ; établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ; établissement public à caractère administratif (EPA) ; institution ou association sans but lucratif (ISBL).

■ **Dépenses extérieures de R&D.** Elles correspondent aux travaux de R&D financés par chaque entité interrogée et exécutés en dehors d'elle. Elles comprennent les sous-traitances de recherche exécutées sur le territoire national ou à l'étranger. Elles incluent également les différentes contributions aux organisations internationales. Les dépenses extérieures peuvent avoir lieu entre agents d'un même secteur.

■ **Dépense totale ou budget total.** Somme des dépenses intérieures et extérieures.

■ **DO, CP.** Dépense ordinaire, crédit de paiement.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 11.1.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées auprès des administrations par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).

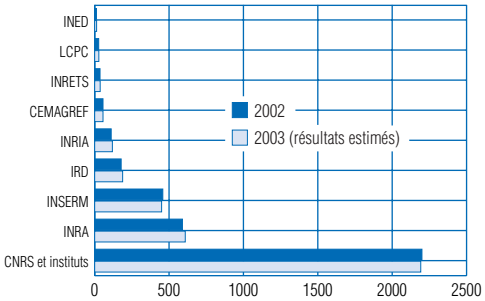
Les acteurs de la R&D publique

1 Dépenses intérieures de R&D de 1993 à 2003 par secteur institutionnel (millions d'euros)

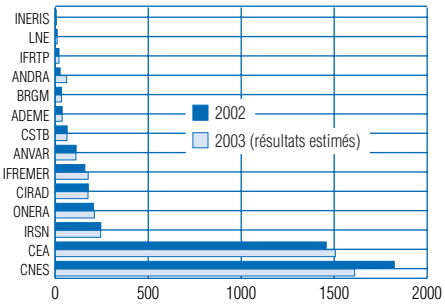
	1993	1996	1997 (1)	1998 (1)	1999	2000 (1)	2001	2002	2003 (2)
État et collectivités territoriales :	**5 594**	**5 642**	**5 181**	**5 279**	**5 357**	**5 361**	**5 432**	**5 709**	**5 833**
Civil	**3 589**	**4 057**	**4 167**	**4 505**	**4 580**	**4 584**	**4 584**	**4 835**	**4 840**
- EPST hors CNRS et instituts (3)	1 008	1 103	1 107	1 160	1 168	1 198	1 266	1 363	1 386
- EPIC	2 299	2 653	2 776	3 086	3 159	3 106	3 060	3 217	3 197
- EPA hors grandes écoles hors MEN (4)	185	180	156	130	136	142	150	153	156
- Services ministériels	97	121	128	130	117	138	108	101	102
Défense	**2 005**	**1 585**	**1 013**	**774**	**777**	**777**	**848**	**874**	**993**
Enseignement supérieur :	**4 192**	**4 687**	**4 834**	**4 986**	**5 068**	**5 804**	**6 217**	**6 512**	**6 573**
EPST/CNRS et instituts	1 714	1 836	1 843	1 843	1 888	1 877	1 997	2 135	2 118
EPA/grandes écoles hors MEN	116	114	147	147	155	152	195	193	198
Universités et établissements d'ens. supérieur	2 361	2 738	2 843	2 996	3 025	3 775	4 026	4 184	4 258
Associations	**358**	**375**	**385**	**422**	**448**	**439**	**456**	**465**	**475**
Total administrations	**10 144**	**10 704**	**10 399**	**10 687**	**10 873**	**11 605**	**12 105**	**12 689**	**12 881**

(1) Changement méthodologique. (2) Estimation. (4) En 1998, le LCPC est passé des EPA aux EPST.

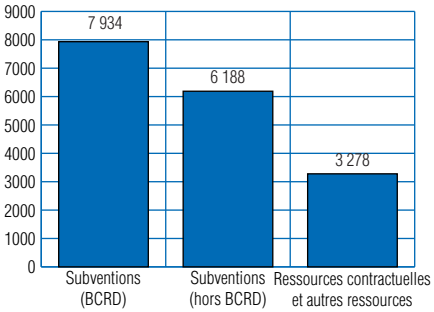
2 Classement des EPST d'après leurs dépenses totales en 2002 et 2003 (millions d'€)



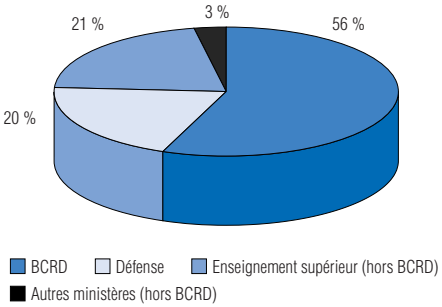
3 Classement des EPIC d'après leurs dépenses totales en 2002 et 2003 (millions d'€)



4 Nature des ressources de la recherche publique en 2002 (en millions d'€)



5 Ressources budgétaires de la dépense totale de R&D des administrations en 2002



PRÉSENTATION

Le personnel total rémunéré pour les activités de R&D hors Défense en 2002 est évalué à 339 800 personnes en équivalent temps plein recherche (ETP), dont 44 % sont rémunérées par les administrations et 56 % par les entreprises. Les effectifs progressent de 3,1 % par rapport à l'année 2001 avec une croissance plus forte pour les chercheurs (5,0 %).

Dans le secteur des entreprises, la progression est de 3,1 % pour l'effectif total et 7,7 % pour les chercheurs. Depuis 1992, la croissance de l'emploi du personnel de R&D s'accompagne d'une qualification des emplois au profit de la catégorie des chercheurs. Sur dix ans, pour 30 600 chercheurs supplémentaires, le personnel de soutien diminue de 3 800 ETP. Les chercheurs représentent près de la moitié de l'effectif de R&D en 2002, mais il existe une grande disparité selon la branche d'activité : 70 % pour le secteur des équipements de communication, 52 % l'industrie aéronautique et spatiale, seulement 42 % pour l'industrie pharmaceutique et 38 % pour l'industrie automobile. Les femmes représentent 21 % des chercheurs dans les entreprises, avec d'importantes différences selon les branches d'activité. Les chercheuses sont majoritaires dans l'industrie pharmaceutique (55 %), bien représentées dans l'industrie chimique (37 %) mais leur part tombe à 15 % dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des équipements de communication et des instruments de précision.

L'effectif des administrations, avec près de 148 600 ETP, augmente de 3,0 %, dont 2,5 % pour les chercheurs. Les chercheurs ou enseignants-chercheurs représentent 49 % de l'effectif total, les boursiers de thèse 12 % et le personnel de soutien de la recherche 39 %.

L'employeur le plus important est l'université avec 59 800 ETP dont 32 600 enseignants-chercheurs, soit une évolution de 1,4 % pour le personnel total et de 0,8 % pour les enseignants-chercheurs. Le CNRS rémunère 29 700 ETP et les autres EPST 20 000 avec 8 700 pour l'INRA et 6 600 pour l'INSERM. Dans les EPIC (22 500 ETP), les plus importants par le nombre d'ETP rémunérés sont le CEA (11 200), le CNES (2 600), l'ONERA (1 900), l'IFREMER (1 500) et l'IRSN (1 400).

La part des femmes parmi les chercheurs est plus élevée d'environ 10 points dans la recherche publique que dans les entreprises. En 2002, 32 % des chercheurs de la recherche publique sont des femmes, avec des différences sensibles selon les organismes, en raison des spécialisations disciplinaires. La présence des femmes diminue dans les postes les plus élevés. Dans les universités et les EPST, un directeur de recherche ou professeur d'université sur cinq est une femme, alors que parmi les chargés de recherche ou maîtres de conférences on dénombre deux femmes sur cinq. Le taux de féminisation des boursiers de thèse atteint 40 %.

DÉFINITIONS

■ **Les effectifs de R&D** correspondent à l'ensemble des personnels, chercheurs et personnels de soutien technique ou administratif, qui effectuent les travaux de R&D. Les chercheurs et assimilés sont des spécialistes travaillant à la conception ou à la création de connaissances, de produits, de procédés, de méthodes et de systèmes nouveaux et à la gestion des projets concernés. Qualifications concernées : enseignants-chercheurs pris à 50 % de leur temps, catégories de chercheurs et d'ingénieurs de recherche pour autant que ceux-ci réalisent effectivement des travaux de R&D dans les EPST, ingénieurs et administratifs de haut niveau participant à des travaux de R&D dans les EPIC et dans les entreprises. Les boursiers en cours de thèse font également partie de la catégorie des chercheurs. Le personnel de soutien participe à la R&D en exécutant des tâches scientifiques ou techniques sous le contrôle de chercheurs. Il intègre aussi des travailleurs qualifiés ou non et le personnel de bureau qui participent à l'exécution des projets de R&D.

■ **Équivalent temps plein recherche.** Afin de tenir compte de la pluralité des activités exercées, les effectifs en personnes physiques sont pondérés en fonction du temps consacré aux activités de R&D.

■ **Révision 1997-1998.** Les nouvelles estimations de 1998 ont donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des administrations.

■ **Modification de l'évaluation du personnel en 2000.** Plusieurs changements sont intervenus, suite à la rénovation de l'enquête publique en 2000 : meilleure appréciation des emplois à durée déterminée, questionnement plus fin, harmonisé avec les statuts du personnel des organismes, qui a entraîné des modifications de frontière entre catégories ; et prise en compte des boursiers rémunérés par le ministère des affaires étrangères.

■ **En 2001,** l'amélioration de la couverture du champ de l'enquête auprès des entreprises affecte aussi les effectifs. Ces modifications amèneraient une révision à la hausse des chiffres 2000. Ainsi les effectifs des entreprises seraient de 180 986 au lieu des 177 688 publiés.

■ **DR, PR, CR, MCF, IR.** Directeur de recherche, professeur des universités, chargé de recherche, maître de conférences, ingénieur de recherche.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).

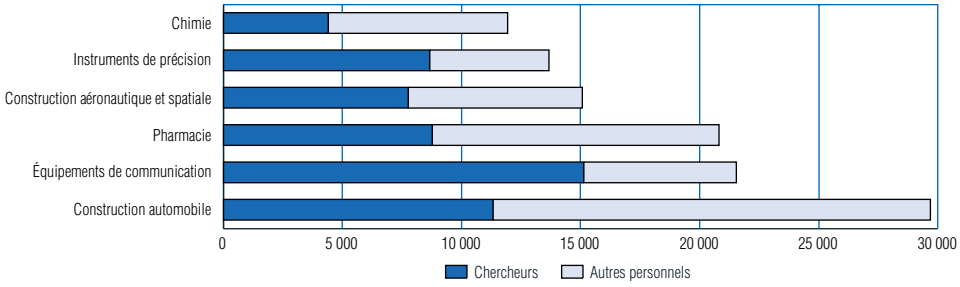
Recherche et développement : les effectifs

1 Évolution du personnel de recherche et développement hors Défense (en ETP)

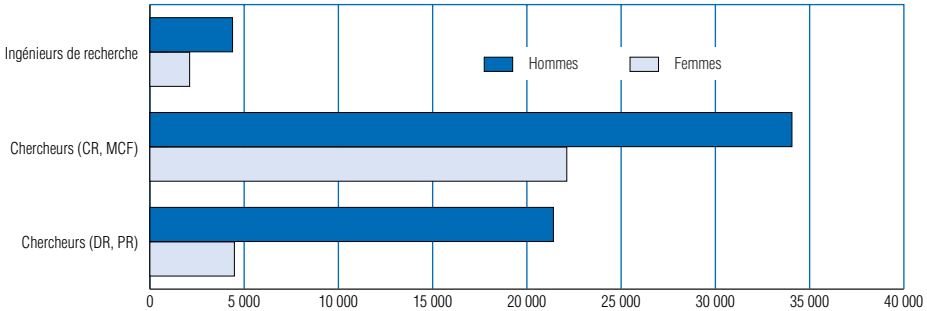
	1992	1996	1997	1998	1999	2000 (1)	2001	2002
Chercheurs des entreprises	64 688	68 487	72 023	71 717	75 390	81 012	88 479	95 294
Chercheurs des administrations	74 462	81 004	80 716	82 158	82 446	87 620	88 893	91 126
Personnel total de R&D des entreprises	164 378	162 590	166 311	167 765	171 564	177 688	185 468	191 217
Personnel total de R&D des administrations	127 137	134 668	133 090	135 423	136 397	141 696	144 279	148 630
Nombre total de chercheurs	**139 150**	**149 491**	**152 739**	**153 875**	**157 836**	**168 632**	**177 372**	**186 420**
Personnel total de R&D	**291 515**	**297 258**	**299 401**	**303 188**	**307 960**	**319 384**	**329 747**	**339 847**

(1) Changement méthodologique.

2 Répartition des effectifs de R&D selon les branches d'activité en 2002 (en ETP)

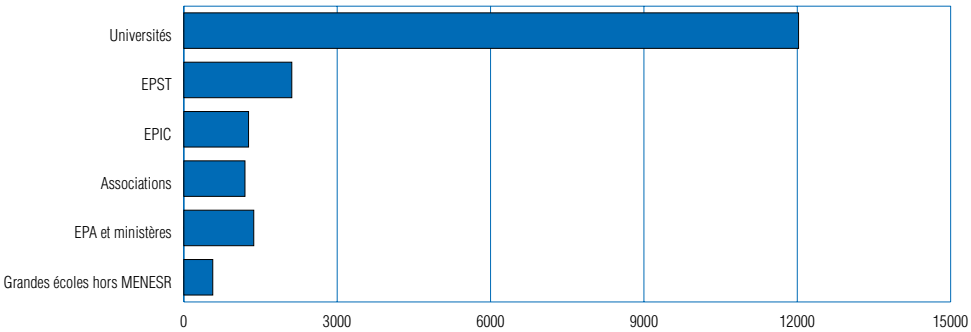


3 Répartition des hommes et des femmes parmi les chercheurs dans les EPST et les universités selon le grade en 2002 (en personne physiques)



CR : chargé de recherche. MCF : maître de conférences.
DR : directeur de recherche. PR : professeur des universités.

4 Financeurs des bourses de thèse en 2002 (en ETP)



PRÉSENTATION

Le potentiel de R&D est concentré en Île-de-France (40,4 % des effectifs de R&D et 41,2 % des chercheurs) et dans quelques régions. Le classement entre les régions évolue peu.

En 2002, 135 200 personnes (en ETP) dont 75 600 chercheurs travaillent en Île-de-France. Les entreprises y rémunèrent 42,9 % de leurs effectifs de R&D et 46,0 % de leurs chercheurs. La recherche publique pèse un peu moins avec seulement 37,2 % des effectifs.

Pour la recherche publique, la répartition entre les organismes et les universités est assez différente, les universités présentes sur tout le territoire contribuent à une moindre concentration de la recherche : 29,9 % des personnels de R&D des universités sont localisés en Île-de-France contre 40,3 % dans les EPST (41,7 % au CNRS) et 40,6 % dans les EPIC en 2002.

Trois régions en 2002 totalisent 23,6 % de l'ensemble du personnel de R&D, soit 79 000 ETP dont 46 700 chercheurs : Rhône-Alpes, 37 500 ETP (11,2 %), suivie de Provence – Alpes – Côte d'Azur (PACA), 21 200 ETP (6,3 %) et Midi-Pyrénées, 20 200 ETP (6,0 %).

Cinq autres régions rassemblent 16,2 % du personnel, (54 300 ETP dont 28 200 chercheurs) : la Bretagne, l'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon, les Pays de la Loire et le Centre. Les treize autres régions et les DOM-TOM totalisent 66 100 ETP dont 32 900 chercheurs, soit 19,7 % du personnel de R&D.

Le poids du personnel de R&D des entreprises n'est pas réparti de manière identique selon les régions ; globalement supérieur à celui des administrations, il est inférieur dans certaines régions (le Languedoc-Roussillon, PACA, Nord – Pas-de-Calais, Lorraine, Alsace, Basse-Normandie et Poitou-Charentes). Pour les deux premières, la forte implantation des organismes publics contribue à ce phénomène

La répartition régionale de la DIRD présente des caractéristiques similaires. C'est encore en Île-de-France que la DIRD se concentre. Pour les entreprises, 46 % de la DIRDE y est localisée, même si on constate une diminution de sept points depuis 1992. La recherche en entreprises en Île-de-France est plus concentrée que dans les autres régions, les quatre plus importantes branches d'activité représentent 54 % de la DIRDE contre 51 % de la DIRDE totale. Dans de nombreuses branches d'activité, la concentration est plus forte que celle de la moyenne nationale, notamment pour l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, les instruments de précision et les industries de service.

DÉFINITIONS

■ **R&D, DIRD, DIRDE, ETP.** Recherche et développement, dépense intérieure de R&D, dépense intérieure de R&D des entreprises, équivalent temps plein recherche (ETP).

■ **La répartition régionale de la recherche et développement** s'entend ici au sens de la localisation des travaux de R&D exécutés. Ces informations sont obtenues par voie d'enquêtes statistiques.

Les travaux de R&D dans les entreprises sont intégralement répartis dans les régions par les entreprises elles-mêmes. Pour les administrations, les travaux de R&D de la Défense et des associations ne peuvent pas être répartis dans les régions. En 2002, 91 % de la DIRDA, 94 % des effectifs totaux et 97 % des chercheurs sont répartis.

■ **Voir également** la rubrique « Définitions » en 11.5.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Enquêtes réalisées dans les entreprises et les administrations par le bureau des études statistiques sur la recherche (DEP).

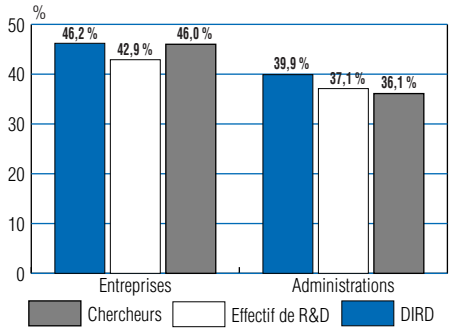
La recherche et le développement dans les régions

1 R&D des entreprises et des administrations (hors Défense)

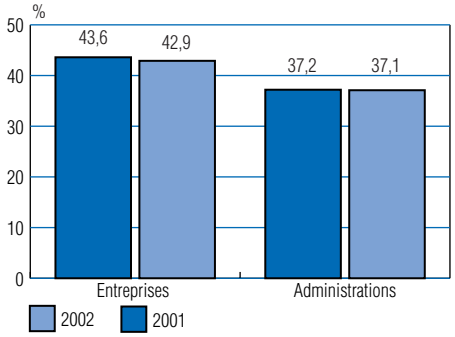
	2000 (3)			2001			2002		
	Entre-prises	Adminis-trations	Total	Entre-prises	Adminis-trations	Total	Entre-prises	Adminis-trations	Total
Île-de-France :									
DIRD (1)	9 237	4 238	13 474	9 798	4 334	14 132	10 085	4 586	14 671
Effectifs de R&D (2)	76 121	50 325	126 446	80 914	51 444	132 358	82 027	53 204	135 231
Dont chercheurs (2)	37 537	30 551	68 088	42 832	31 012	73 844	43 810	31 806	75 615
Autres régions :									
DIRD	10 112	6 296	16 407	10 985	6 620	17 604	11 754	6 921	18 675
Effectifs de R&D	101 566	83 728	185 294	104 554	86 793	191 347	109 190	90 165	199 355
Dont chercheurs	43 475	52 967	96 442	45 647	54 627	100 274	51 484	56 242	107 726
Total réparti :									
DIRD	19 348	10 533	29 882	20 782	10 954	31 736	21 839	11 507	33 345
Effectifs de R&D	177 688	134 053	311 741	185 468	138 237	323 705	191 217	143 369	334 586
Dont chercheurs	81 012	83 518	164 530	88 479	85 639	174 118	95 294	88 048	183 341
Total non réparti :									
DIRD		1 072	1 072		1 151	1 151		1 182	1 182
Effectifs de R&D		11 375	11 375		9 948	9 948		9 032	9 032
Dont chercheurs		4 080	4 080		3 368	3 368		3 081	3 081
Total									
DIRD	19 348	11 605	30 954	20 782	12 105	32 887	21 839	12 689	34 527
Effectifs de R&D	177 688	145 428	323 116	185 468	148 185	333 653	191 217	152 401	343 618
Dont chercheurs	81 012	87 598	168 610	88 479	89 007	177 486	95 294	91 128	186 422

(1) DIRD en millions d'euros. (2) Effectif de R&D en ETP recherche. (3) Changement méthodologique.

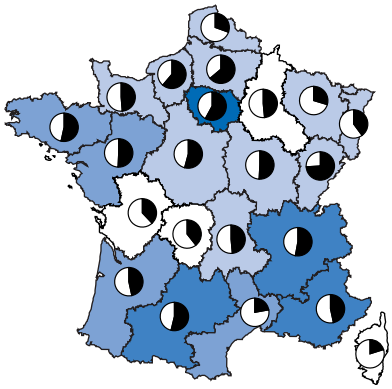
2 Part de l'Île-de-France en 2002



3 Évolution de la part du personnel de R&D en Île-de-France



4 Répartition régionale des chercheurs des administrations et des entreprises en 2002



Chercheurs en ETP

- 0 - 2 000
- 2 000 - 5 000
- 5 000 - 10 000
- 10 000 - 21 000
- 21 000 - 75 700

Par secteur en %

- Administrations
- Entreprises

DOM-TOM

Administrations : 1 100 ETP

Les DOM - TOM

Réf.	Titre	Page
12.1	La population scolaire et universitaire des DOM ; évolution	306
12.2	Le premier degré dans les DOM	308
12.3	Le second degré dans les DOM	310
12.4	Les flux d'élèves dans le second degré dans les DOM	312
12.5	L'accès au niveau du baccalauréat dans les DOM	314
12.6	Les spécialités de formation dans le second cycle professionnel dans les DOM (CAP, BEP, bac professionnel)	316
12.7	L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré dans les DOM	318
12.8	Les étudiants du supérieur dans les DOM-TOM	320
12.9	Les étudiants des universités dans les DOM-TOM	322
12.10	Les diplômes dans les DOM	324
12.11	Enseignants du second degré public devant élèves par corps dans les DOM	326
12.12	Les personnels dans les DOM	328
12.13	La population scolaire et universitaire des TOM	330

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

En 2003-2004, l'ensemble du secteur public et du secteur privé des DOM compte près de 544 000 élèves et étudiants. La hausse des effectifs en un an est de 0,5 %.
Dans les DOM, à la différence de la France métropolitaine, les effectifs du premier degré baissent de 1 400 élèves (- 0,5 %) : le préélémentaire poursuit toujours sa progression mais moins fortement que les années précédentes, et l'élémentaire continue sa baisse amorcée en 2000 (- 1,6 %). Dans le second degré, l'effectif dans les DOM augmente de près de 2 700 élèves. Les effectifs du premier cycle du second degré sont encore en hausse (1,3 %) à la différence de l'évolution en France métropolitaine. Le second cycle général et technologique connaît une hausse (0,3 %), contrairement à l'an passé. Le second cycle professionnel, comme aux deux rentrées précédentes, augmente (+ 2 %). Le nombre des apprentis est en hausse, comme celui des élèves suivant un enseignement agricole.
Les effectifs de l'enseignement supérieur dans les DOM, tous enseignements confondus, en hausse depuis 1998, connaissent cette année une augmentation de 2,8 %.
En près de vingt ans, les effectifs du premier degré sont stables, ceux du second degré ont en revanche augmenté de 33 % avec un doublement du nombre d'élèves en second cycle général et technologique et une augmentation de 37 % du second cycle professionnel. Les effectifs d'apprentis ont été multipliés par 2,7. C'est l'enseignement supérieur qui a connu la plus forte hausse : près de six fois plus d'étudiants entre 1980 et 2003.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Sources des chapitres correspondants pour chaque niveau dans la présente édition et dans les éditions précédentes (1984 à 2004) de *Repères et références statistiques.*
Base centrale de pilotage (BCP).

DÉFINITIONS

■ **Départements d'outre-mer (DOM).** Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion.

■ **Population scolaire et universitaire.** Ensemble des élèves des premier et second degrés (y compris enseignements spécialisé et adaptés), des apprentis, des étudiants en université et hors université, dans le secteur public et le secteur privé en DOM. Les élèves et étudiants sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de Affaires rurales sont comptabilisés. Il est à remarquer qu'en ce qui concerne les étudiants, ce sont les inscriptions qui sont comptées.

■ **CFA.** Centres de formation d'apprentis. Les apprentis ne sont pas comptabilisés avec les élèves du second degré, car nombre d'entre eux relèvent de l'enseignement supérieur (voir ci-contre, « Présentation »).

■ **CP, CM2.** Cours préparatoire, cours moyen deuxième année.

■ **SEGPA.** Sections d'enseignement général et professionnel adapté. S'inscrivant dans le prolongement direct de la loi d'orientation de 1989 et de la rénovation du collège (circulaires des 20 et 27 juin 1996), elles se sont progressivement substituées aux sections d'enseignement spécialisé (SES) et groupes de classes-atelier (GCA). Elles sont implantées en collège et, après la troisième, doivent mener les élèves à une qualification de niveau V, de préférence en LP, sinon au sein de la SEGPA. Les élèves accueillis sont dans leur grande majorité des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

■ **EREA.** Établissements régionaux d'enseignement adapté. Les EREA ont été créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954 pour accueillir les élèves qui ne pouvaient fréquenter utilement les classes ordinaires d'enseignement général ou professionnel. Ils scolarisaient des enfants déficients profonds ou atteints de handicaps graves. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré.

■ **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **STS.** Sections de techniciens supérieurs.

■ **IUT.** Instituts universitaires de technologie.

La population scolaire et universitaire des DOM ; évolution

1 Effectifs du premier degré, nombre de classes et d'écoles dans les DOM en 2003-2004
(Public + Privé)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Total
Préélémentaire	22 368	12 504	19 388	45 663	99 923
CP-CM2	38 481	22 663	30 349	74 697	166 190
Classes d'initiation, d'adaptation et CLIS	1 448	538	442	1 468	3 896
Total premier degré	**62 297**	**35 705**	**50 179**	**121 828**	**270 009**

2 Effectifs du second degré dans les DOM en 2003-2004 (Public + Privé)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Total
Premier cycle	31 446	15 348	27 729	61 549	136 072
SEGPA	1 323	793	1 566	2 396	6 078
Second cycle général et technologique	12 164	3 658	11 757	22 295	49 874
Second cycle professionnel	8 372	3 399	8 030	15 282	35 083
Total second degré	**53 305**	**23 198**	**49 082**	**101 522**	**227 107**
% Public	90,1 %	92,2 %	92,4 %	94,0 %	92,5 %

3 Évolution des effectifs scolaires et universitaires dans les DOM (Public + Privé) (milliers)

	1980-1981	1990-1991	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Premier degré (1) :								
Préélémentaire	72,6	88,4	96,0	96,2	97,0	98,3	99,7	99,9
CP-CM2	194,9	155,8	169,8	170,5	170,0	168,7	167,8	166,2
Enseignement spécialisé	4,6	4,3	3,6	3,8	4,0	4,1	3,8	3,9
Total premier degré	**272,0**	**248,5**	**269,5**	**270,5**	**271,0**	**271,1**	**271,4**	**270,0**
Second degré :								
Premier cycle secondaire (niveau)	119,8	114,8	126,9	127,8	130,1	132,3	134,4	136,1
Second cycle professionnel	25,6	29,5	33,6	34,1	33,6	34,0	34,4	35,1
Second cycle général et technologique	21,8	36,4	47,6	48,5	50,3	50,4	49,7	49,9
Enseignements adaptés	3,5	5,7	5,5	5,5	5,7	5,8	5,9	6,1
Total second degré	**170,7**	**186,3**	**213,6**	**215,9**	**219,6**	**222,5**	**224,4**	**227,1**
Second degré agriculture	1,3	2,6	2,3	2,4	2,5	2,6	2,8	3,0
CFA (2) :	2,6	5,0	6,6	7,1	7,0	6,6	6,5	7,0
autres (3)	1,5	1,6	1,9	1,8	1,6	1,8	1,7	1,5
Enseignement supérieur :								
CPGE	0,0	0,0	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
STS	0,6	2,7	5,7	5,5	5,7	5,8	6,1	6,4
IUT	0,0	0,0	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Universités (sans IUT ni formations d'ingénieurs	5,3	10,9	19,7	20,7	21,1	21,4	21,4	21,8
Écoles de commerce, gestion, comptabilité et vente	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Écoles paramédicales et sociales	0,0	0,7	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8
Autres établissements d'ens. supérieur (4)	0,3	0,5	2,4	2,4	2,8	2,9	3,4	3,5
Total supérieur	**6,2**	**15,0**	**29,8**	**31,0**	**32,3**	**33,1**	**34,2**	**35,2**
Total général	**454,3**	**459,1**	**523,6**	**528,7**	**534,1**	**537,8**	**540,9**	**543,8**

(1) En 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 : estimations pour l'ensemble du premier degré.
(2) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture depuis 1992-1993.
(3) Autres préparations diverses, formations complémentaires, spécial Santé scolarisés.
(4) Groupe non homogène (formations comptables non universitaires, écoles supérieures artistiques et culturelles…) y compris les effectifs des IUFM à partir de 1991-1992.

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

En 2003-2004, dans les départements d'outre-mer (DOM), le secteur privé scolarisait près de 21 100 élèves dans le premier degré, tandis que le secteur public en scolarisait près de 249 000. Ce partage entre secteurs public et privé était sensiblement identique dans les écoles élémentaires et dans les écoles maternelles. La part de l'enseignement privé reste toujours nettement plus faible dans les DOM (7,8 %) qu'en France métropolitaine **1**.

Entre 2002-2003 et 2003-2004, on constate une très légère augmentation des effectifs du préélémentaire dans les écoles des DOM (+ 0,2 %) et une baisse (- 1 %) des effectifs de l'élémentaire (du cours préparatoire au cours moyen deuxième année) due à une baisse de ces mêmes effectifs dans le secteur public (- 1,2 %) alors qu'ils ont tendance à augmenter dans le secteur privé (+ 1 %).

DÉFINITIONS

■ **Préélémentaire, élémentaire.** L'enseignement préélémentaire est la première étape du cycle scolaire. Il accueille les enfants successivement en petite, moyenne et grande sections, soit dans les écoles maternelles, soit dans des écoles primaires comportant une classe maternelle ou une section maternelle au sein d'une classe à plusieurs niveaux, soit dans des écoles spéciales. L'enseignement élémentaire, qui lui fait suite, se déroule du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2). Préélémentaire et élémentaire constituent le premier degré.

■ **Classes d'initiation (CLIN).** Ces classes ont été créées pour recevoir des élèves non francophones.

■ **Classes d'adaptation (CLAD).** Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

■ **Classes d'intégration scolaire (CLIS).** Ces classes accueillent des élèves présentant un handicap physique, sensoriel, ou mental, mais qui peuvent tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap (circulaire du 18 novembre 1991).

■ **Enseignement relevant de l'adaptation et l'intégration scolaires (AIS).** Regroupe les effectifs scolarisés en CLIN, CLAD et CLIS.

Avertissement : pour les années scolaires 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004, les données du premier degré proviennent d'estimations.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichiers d'enquête du premier degré.

Le premier degré dans les DOM

1 Les effectifs du premier degré par sexe dans les DOM en 2003-2004 (1)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Préélémentaire	47 221	45 551	92 772	3 583	3 568	7 151	50 804	49 119	99 923
Élémentaire (2)	78 703	73 822	152 525	6 532	7 133	13 665	85 235	80 955	166 190
Enseignement relevant de l'AIS (3)	2 233	1 386	3 619	169	108	277	2 402	1 494	3 896
Total 1er degré	**128 157**	**120 759**	**248 916**	**10 284**	**10 809**	**21 093**	**138 441**	**131 568**	**270 009**

(1) Pour cette année scolaire, les données proviennent d'estimations.
(2) Du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2).
(3) Voir rubrique « Définitions ».

2 Les effectifs du premier degré par sexe dans les DOM en 2002-2003 (1)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Préélémentaire	47 204	45 451	92 655	3 553	3 538	7 091	50 757	48 989	99 746
Élémentaire (2)	79 620	74 674	154 294	6 478	7 051	13 529	86 098	81 725	167 823
Enseignement relevant de l'AIS (3)	2 204	1 366	3 570	142	90	232	2 346	1 456	3 802
Total 1er degré	**129 028**	**121 491**	**250 519**	**10 173**	**10 679**	**20 852**	**139 201**	**132 170**	**271 371**

(1) Pour cette année scolaire, les données proviennent d'estimations.
(2) Du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2).
(3) Voir rubrique « Définitions ».

3 Les effectifs du premier degré par sexe dans les DOM en 2001-2002 (1)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Préélémentaire	46 526	44 787	91 313	3 475	3 503	6 978	50 001	48 290	98 291
Élémentaire (2)	79 523	75 644	155 167	6 444	7 040	13 484	85 967	82 684	168 651
Enseignement relevant de l'AIS (3)	2 483	1 527	4 010	101	50	151	2 584	1 577	4 161
Total 1er degré	**128 532**	**121 958**	**250 490**	**10 020**	**10 593**	**20 613**	**138 552**	**132 551**	**271 103**

(1) Pour cette année scolaire, les données proviennent d'estimations.
(2) Du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2).
(3) Voir rubrique « Définitions ».

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

Bénéficiant d'un contexte démographique favorable, les effectifs du second degré dans les DOM progressent dans les trois cycles du second degré ainsi que dans les SEGPA. En particulier, la croissance des effectifs du premier cycle dans les DOM (+ 1,3 %) contraste avec la baisse enregistrée en métropole (- 0,8 %). La réforme du premier cycle avait entraîné dans les DOM la disparition presque totale des classes technologiques. Avec la mise en place de la troisième préparatoire à la voie professionnelle, les effectifs de troisième technologique ont doublé à la rentrée 2003. Leur part dans l'ensemble des classes de troisième, égale à 2 %, reste cependant inférieure à ce qu'elle est en métropole (5 %). À l'inverse, les classes de troisième d'insertion accueillent une proportion d'élèves de troisième plus élevée (7 % contre 3 %) **1**

Après la baisse enregistrée l'année précédente, le second cycle général et technologique voit ses effectifs augmenter à nouveau à la rentrée 2003. La hausse reste toutefois très modérée (+ 0,3 %). Dans les DOM, la part des séries générales dans le cycle terminal, égale à 60 %, est un peu inférieure à ce qu'elle est en métropole (63 %). La différence porte essentiellement sur les séries S et STT, la série S accueillant proportionnellement moins d'élèves qu'en métropole et la série STT proportionnellement plus **3**

Avec 35 000 élèves, le second cycle professionnel voit ses effectifs progresser de 2 % à la rentrée 2003. Par rapport à la situation qui prévaut en métropole, le CAP en 2 ans accueille dans les DOM une proportion plus élevée des élèves qui suivent une formation de niveau V **4**

Avec un peu plus de 6 000 élèves à la rentrée 2003, les sections d'enseignement général et professionnel adapté scolarisent 2,7 % de l'ensemble des élèves du second degré, un pourcentage un peu plus élevé qu'en métropole, où il est de 1,9 % **2**

Le secteur privé est relativement peu implanté dans les DOM : sa part dans l'enseignement du second degré se situe entre 7 et 8 % contre 21 % en métropole.

DÉFINITIONS

■ **CLIPA.** Classes d'initiation préprofessionelle par alternance.

■ **UPI.** Unité pédagogique d'intégration.

■ **Cycle terminal du second cycle général et technologique.** Depuis la rénovation pédagogique des lycées (mise en place à partir de 1992), les classes de première et terminale, qui constituent le cycle terminal du second cycle général et technologique, comportent les séries suivantes :
– L : Littéraire ;
– ES : Économique et sociale ;
– S : Scientifique ;
– STL : Sciences et technologies de laboratoire ;
– STI : Sciences et technologies industrielles ;
– SMS : Sciences médico-sociales ;
– STT : Sciences et technologies tertiaires ;
– TMD : Techniques de la musique et de la danse.
Il existe en outre des classes de première et terminale préparant aux brevets de technicien (BT), au baccalauréat technologique agricole (série STAE) et au baccalauréat hôtellerie.
Les premières d'adaptation accueillent les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

■ **BEP.** Brevet d'études professionnelles. La préparation se fait en 1 ou 2 ans.

■ **CAP.** Certificat d'aptitude professionnelle. La préparation se fait en 1 ou 2 ans. Les CAP en 3 ans sont en voie de fermeture.

■ **Bac pro.** Baccalauréat professionnel. La préparation se fait en 1, 2 ou 3 ans.

■ **BMA.** Brevet des métiers d'art. La préparation se fait en 1 ou 2 ans.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6925.

Le second degré dans les DOM

1 Effectifs du premier cycle du second degré en 2003-2004 dans les DOM

	Public (1)			Privé			Public + Privé	
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Total	% filles
Sixième	17 209	16 239	**33 448**	1 248	1 290	**2 538**	**35 986**	48,7
Cinquième	15 569	15 573	**31 142**	1 143	1 249	**2 392**	**33 534**	50,2
Quatrième d'aide et de soutien	239	155	**394**	-	-	**-**	**394**	39,3
Quatrième hors aide et soutien	15 523	15 415	**30 938**	1 132	1 302	**2 434**	**33 372**	50,1
Troisième générale	12 817	14 417	**27 234**	947	1 286	**2 233**	**29 467**	53,3
Troisième d'insertion	1 344	787	**2 131**	18	10	**28**	**2 159**	36,9
Quatrième technologique	0	0	**0**	85	12	**97**	**97**	12,4
Troisième technologique	226	145	**371**	166	74	**240**	**611**	35,8
CLIPA, UPI, classes-relais	293	136	**429**	14	9	**23**	**452**	32,1
Total	**63 220**	**62 867**	**126 087**	**4 753**	**5 232**	**9 985**	**136 072**	**50,0**

(1) Il n'y a pas d'établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) dans les DOM.

2 Effectifs des SEGPA en 2003-2004 dans les DOM (Public)

	Garçons	Filles	Total	% filles
Sixième	890	438	**1 328**	33,0
Cinquième	979	425	**1 404**	30,3
Quatrième	1 110	448	**1 558**	28,8
Troisième	1 096	421	**1 517**	27,8
Première année de formation qualifiante	92	65	**157**	41,4
Seconde année de formation qualifiante	72	42	**114**	36,8
Total	**4 239**	**1 839**	**6 078**	**30,3**

(1) Il n'y a pas de SEGPA dans le secteur privé dans les DOM.

3 Effectifs du second cycle général et technologique du second degré en 2003-2004 dans les DOM

	Public (1)			Privé			Public + Privé	
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Total	% filles
Seconde	**6 964**	**9 752**	**16 716**	**614**	**690**	**1 304**	**18 020**	**57,9**
Première	**6 225**	**8 242**	**14 467**	**583**	**761**	**1 344**	**15 811**	**56,9**
dont : S	2 046	1 917	3 963	236	196	432	4 395	48,1
L	335	1 632	1 967	30	112	142	2 109	82,7
ES	986	1 676	2 662	98	189	287	2 949	63,2
STI	992	98	1 090	-	-	-	1 090	9,0
STT	1 292	1 875	3 167	127	184	311	3 478	59,2
Autres	574	1 044	1 618	92	80	172	1 790	62,8
Terminale	**6 232**	**8 407**	**14 639**	**582**	**822**	**1 404**	**16 043**	**57,5**
dont : S	1 954	1 794	3 748	207	209	416	4 164	48,1
L	384	1 837	2 221	46	141	187	2 408	82,1
ES	1 015	1 750	2 765	111	206	317	3 082	63,5
STI	1 304	115	1 419	22	2	24	1 443	8,1
STT	1 473	2 165	3 638	186	238	424	4 062	59,2
Autres	102	746	848	10	26	36	884	87,3
Total	**19 421**	**26 401**	**45 822**	**1 779**	**2 273**	**4 052**	**49 874**	**57,5**

(1) Il n'y a pas d'établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) dans les DOM.

4 Effectifs du second cycle professionnel du second degré en 2003-2004 dans les DOM

	Public (1)			Privé			Public + Privé	
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Total	% filles
CAP 1 an	9	1	10		12	12	22	59,1
CAP 2 ans	3 550	2 033	5 583	262	187	449	6 032	36,8
CAP 3 ans	92	93	185	-	-	-	185	50,3
BEP 1 an	23	9	32	5	5	10	42	33,3
BEP 2 ans	10 338	8 801	19 139	811	717	1 528	20 667	46,1
Bac pro 1 an	22	2	24	-	-	-	24	8,3
Bac pro/BMA 2 ans	3 769	3 163	6 932	414	474	888	7 820	46,5
Bac pro 3 ans	48	4	52	-	-	-	52	7,7
Mentions complémentaires	153	86	239	-	-	-	239	36,0
Total	**18 004**	**14 192**	**32 196**	**1 492**	**1 395**	**2 887**	**35 083**	**44,4**

(1) Il n'y a pas d'établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) dans les DOM.

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

Dans toutes les classes du premier cycle, comme en France métropolitaine, les redoublements enregistrent une nouvelle baisse à la rentrée 2003 **1**. En 6e, malgré tout, le taux de redoublement reste sensiblement supérieur à ce qu'il est en métropole : 11 % contre 8 %.

À l'issue de la 3e (générale, technologique ou d'insertion), l'orientation vers le second cycle général et technologique est moins fréquente dans les DOM qu'en métropole : à la rentrée 2003, le taux de passage en seconde générale et technologique est inférieur de 7 points (50 % contre 57 % en métropole). À l'inverse, le taux d'orientation en second cycle professionnel est plus élevé de 10 points (36 % contre 26 % en métropole). Ces différences sont toutefois moins importantes que par le passé. En effet, les conséquences de la réforme du premier cycle mise en place à partir de 1996 ont été beaucoup plus marquées dans les DOM : entre 1999 et 2000, le taux de passage en second cycle général et technologique a bondi de 5 points contre tout juste 2 points en métropole. Dans les DOM, par ailleurs, les sorties en fin de 3e – arrêts d'études mais aussi orientations vers des formations par apprentissage ou hors MEN – sont moins fréquentes.

Comme en métropole, les redoublements diminuent également dans toutes les classes du second cycle général et technologique **2**. Cette baisse est particulièrement prononcée en classe de terminale, où le taux de redoublement, égal à 13 %, devient très proche de celui observé en métropole (12 %). Pour comparaison, en 1995, les taux étaient respectivement de 25 % et 17 %. En fin de 2nde générale et technologique, par ailleurs, les élèves sont plus nombreux qu'en métropole à se réorienter vers le second cycle professionnel (7 % contre 4 %).

Dans le second cycle professionnel, les passages en 1re professionnelle après la terminale BEP, en vue de la préparation d'un baccalauréat professionnel, progressent sensiblement à la rentrée 2003 **3**. La proportion d'élèves concernés passe de 34 % à 39 %. Ce pourcentage est très voisin de celui constaté en métropole (40 %), alors que la différence était beaucoup plus grande en 1995 : seulement 25 % dans les DOM contre 33 % en métropole.

Après la seconde année de CAP en 2 ans, par ailleurs, on observe de plus en plus de passages vers la préparation d'un BEP. Par contre, les orientations après un CAP vers une 1re professionnelle restent toujours marginales (moins de 4 % des élèves).

Dans l'ensemble du second cycle professionnel, la hausse des sorties en première année (de CAP en 2 ans, de BEP, de baccalauréat professionnel) qui avait marqué la rentrée 2000 en métropole avait été beaucoup moins nette dans les DOM. Si ces sorties restent aujourd'hui plus élevées dans les DOM à l'issue de la première année de CAP en 2 ans, elles sont au contraire un peu moins fréquentes qu'en métropole à l'issue de la 2nde ou de la 1re professionnelles.

DÉFINITIONS

- **Taux de redoublement.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui redoublent cette classe l'année *n*.

- **Taux de passage.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui passent dans une classe supérieure l'année *n*.

- **Taux de sortie.** Pourcentage des élèves inscrits l'année *n-1* dans une classe, qui ne se réinscrivent pas l'année *n* dans une classe du second degré dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les sortants incluent donc les élèves qui s'inscrivent dans le supérieur (après une terminale générale et technologique ou professionnelle) et ceux qui s'orientent vers l'apprentissage ou un établissement dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

- **BEP.** Brevet d'études professionnelles.

- **CAP.** Certificat d'aptitude professionnelle.

- **Seconde professionnelle.** Première année de BEP.

- **Terminale BEP.** Seconde année de BEP.

- **Première professionnelle.** Première année de formation au baccalauréat professionnel (en 2 ans).

- **Terminale professionnelle.** Seconde année de formation au baccalauréat professionnel (en 2 ans).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6928.

Les flux d'élèves dans le second degré dans les DOM

1 Évolution des taux de redoublement et de passage en premier cycle dans les DOM (Public + Privé) (1)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Redoublements :									
Sixième	12,2	11,4	13,8	13,6	13,2	12,4	12,0	11,6	**11,2**
Cinquième	9,7	8,8	8,6	5,8	6,0	5,6	5,7	5,3	**5,2**
Quatrième générale	6,5	6,1	6,3	6,0	8,7	8,3	8,4	8,3	**7,3**
Troisième générale	9,0	8,5	9,7	8,8	8,9	6,2	6,4	6,2	**5,5**
Passages :									
Sixième – cinquième	86,5	87,8	85,6	85,4	85,8	86,7	86,8	87,6	**88,6**
Cinquième – quatrième générale (2)	81,5	82,5	84,5	92,8	92,5	92,5	92,3	92,9	**93,2**
Quatrième générale – troisième générale (2)	82,8	83,0	83,1	84,5	82,3	81,9	81,3	82,3	**82,5**
Troisième générale – seconde	54,9	53,4	54,0	54,7	53,0	55,5	54,0	53,5	**54,0**
Ensemble des troisièmes – seconde	46,0	45,6	46,2	46,8	46,4	51,5	49,7	49,2	**49,8**
Troisième générale – BEP/CAP2	32,4	30,6	30,3	30,7	31,6	30,9	32,4	32,3	**32,7**
Ensemble des troisièmes – BEP/CAP2	36,3	35,3	35,0	35,5	35,5	33,1	34,7	34,9	**35,7**

(1) Hors EREA. (2) La quatrième générale inclut la quatrième aménagée.

2 Évolution des taux de redoublement, de passage et de sortie en second cycle général et technologique dans les DOM (Public + Privé)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Redoublements :									
Seconde	16,9	18,2	18,3	18,3	17,8	15,7	17,3	16,1	**14,8**
Première	11,8	11,5	12,3	10,5	10,0	9,4	9,9	10,6	**8,4**
Terminale	24,8	22,8	20,7	17,9	18,0	16,6	17,6	15,9	**12,7**
Passages :									
Seconde vers second cycle professionnel	5,8	6,6	7,4	7,1	6,8	6,6	7,6	7,6	**6,9**
Seconde vers première	74,3	72,4	71,9	72,5	72,5	75,3	71,8	72,8	**75,3**
Première vers terminale	83,9	84,2	83,5	85,2	86,0	86,8	86,2	85,3	**88,0**
Sorties :									
Seconde	3,0	2,9	2,4	2,0	2,9	2,5	3,3	3,5	**2,9**
Première	3,5	3,9	3,8	4,0	3,4	3,3	3,6	3,7	**3,1**
Terminale	75,0	77,1	79,0	82,0	81,8	83,3	82,2	83,9	**87,1**

3 Évolution des taux de redoublement, de passage et de sortie en second cycle professionnel (1) dans les DOM (Public + Privé)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CAP 2 ans première année :	**1 439**	**1 317**	**1 664**	**2 176**	**2 357**	**2 691**	**2 979**	**3 197**	**3 560**
Redoublement	1,8	1,7	3,3	2,3	5,0	8,1	4,6	4,2	3,9
Passage en seconde année	77,8	76,2	78,7	74,6	71,1	69,2	73,1	73,4	72,7
Passage en BEP	3,3	2,0	1,9	1,8	2,3	2,7	3,4	2,8	2,5
Sorties	17,1	19,7	16,2	21,2	21,6	19,9	19,0	19,6	18,0
CAP 2 ans seconde année :	**1 081**	**1 063**	**1 171**	**1 382**	**1 695**	**1 794**	**2 204**	**2 387**	**2 472**
Redoublement	4,0	7,4	8,8	7,2	6,7	5,3	10,4	5,6	4,4
Passage en BEP	8,9	10,1	10,8	11,6	13,5	15,7	14,3	16,0	17,5
Passage en bac professionnel	6,6	6,5	5,5	6,1	5,2	3,8	3,6	4,8	3,7
Sorties	70,2	61,2	69,4	69,0	69,2	69,7	67,6	70,0	69,9
Seconde professionnelle :	**10 928**	**11 205**	**11 479**	**11 391**	**11 390**	**10 488**	**10 526**	**10 564**	**10 599**
Redoublement	5,5	4,9	5,2	4,1	5,0	4,9	3,9	4,6	3,6
Passage	82,1	83,6	84,3	84,8	83,0	82,2	83,3	83,7	85,7
Sorties	12,1	11,0	10,0	10,6	11,5	12,2	12,3	11,0	10,1
Terminale BEP	**10 448**	**10 717**	**10 749**	**10 882**	**10 793**	**10 662**	**10 188**	**10 101**	**10 068**
Redoublement	12,5	13,9	11,1	9,7	10,4	10,4	11,7	9,9	7,0
Passage en bac professionnel	25,4	27,2	30,1	31,7	31,0	32,9	34,1	34,4	38,6
Passage en second cycle générale et technologique	10,0	11,0	11,5	11,0	11,3	10,6	10,4	10,0	11,2
Sorties	50,9	45,9	45,1	44,8	44,5	43,3	41,2	43,3	40,6
Première professionnelle (2) :	**3 130**	**3 275**	**3 587**	**3 775**	**3 793**	**3 896**	**4 014**	**3 901**	**4 234**
Redoublement	3,1	2,7	2,0	2,0	2,4	1,8	2,3	2,0	1,9
Passage	85,1	86,3	86,1	87,8	86,0	86,0	84,0	85,2	85,6
Sorties	11,3	10,9	11,8	10,2	11,3	12,1	13,6	12,3	12,4
Terminale professionnelle (2) :	**2 884**	**2 940**	**2 999**	**3 325**	**3 454**	**3 512**	**3 528**	**3 715**	**3 586**
Redoublement	7,5	7,5	5,6	5,4	5,7	6,5	6,5	7,6	5,1
Passage en second cycle général et technologique	0,3	0,3	0,2	1,0	1,1	0,6	0,8	0,8	0,7
Sorties	91,5	91,1	93,3	93,0	92,8	92,0	91,7	90,2	92,4

(1) Les trois formations mentionnées dans ce tableau (CAP en 2 ans, BEP en 2 ans, bac professionnel/BMA en 2 ans) représentent 98 % de l'effectif du second cycle professionnel.
(2) Y compris les élèves inscrits aux BMA en 2 ans.

PRÉSENTATION

Les départements d'outre-mer avaient accumulé un retard non négligeable par rapport à la métropole en matière de taux d'accès au niveau du baccalauréat. La cause principale en est sans doute une structure socio-économique très différente, moins propice à la formation et à l'emploi sur place.

Cette situation a commencé à changer, en particulier grâce au plan de développement sur quatre ans mis en place en 1998, lequel a permis une notable amélioration de l'accueil et de la scolarisation au lycée. Ainsi, les taux d'accès par les voies scolaires assurées par le ministère de l'Éducation nationale sont-ils plus élevés aujourd'hui en Guadeloupe et en Martinique que la moyenne métropolitaine. Le taux d'accès de la Réunion reste plus bas qu'en métropole, ce qui s'explique en premier lieu par le moindre poids des séries générales, lui-même probablement lié à la proportion élevée de populations socialement défavorisées. Quant à la situation de la Guyane, elle s'explique en partie par sa géographie physique, laquelle entraîne des difficultés particulières de scolarisation, en lien notamment avec les problèmes de développement des infrastructures.

Pour l'ensemble des DOM, l'enseignement professionnel joue un rôle plutôt plus important qu'en France métropolitaine.

Par ailleurs, comme en métropole, les taux d'accès sont plus élevés pour les filles que pour les garçons, avec en particulier un écart de 19 points en faveur des premières en Guadeloupe (par rapport à 14 points en moyenne en métropole).

La prise en compte des voies de formation non scolaires (apprentissage) et hors ministère de l'Éducation nationale (ministère en charge de l'Agriculture) augmente les chiffres sur l'accès au niveau IV de moins de 1 point en Guyane à environ 3 points en Guadeloupe et à la Réunion (contre 6 points en métropole). L'apprentissage est en effet moins présent dans les départements d'outre-mer.

Il est rappelé que les chiffres ci-contre sont des taux d'accès annuels (transversaux) et non des taux d'acccès des générations (longitudinaux).

DÉFINITIONS

■ **Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation).** Il rapporte les entrées en classes de terminale générale, technologique ou professionnelle à l'effectif des générations concernées. Sont également pris en compte les entrants en année finale de formation de niveau baccalauréat, tel le brevet professionnel.

L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 21 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.

■ **Voies de formation.** Outre le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales offre aussi des formations de type scolaire de niveau IV. L'accès à ce niveau de formation est également possible par l'apprentissage.

■ **Taux d'accès d'une génération.** Pour les enfants nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau IV enregistrés au cours de rentrées scolaires successives (analyse longitudinale).

■ **Taux d'accès annuel.** Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau IV à des âges différents (analyse transversale).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

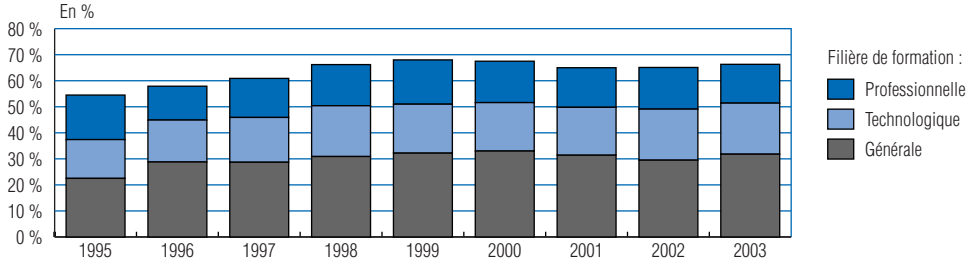
Système d'information SCOLARITÉ. Enquête n° 16 (MEN, Privé). Enquête n° 51 (Apprentissage). Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

L'accès au niveau du baccalauréat dans les DOM

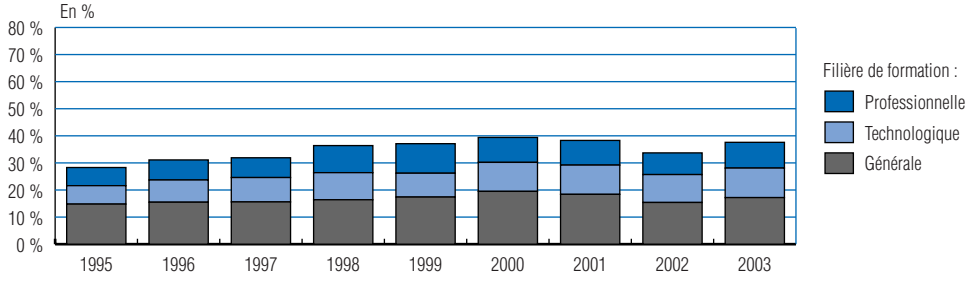
1 Évolution des taux d'accès par académie dans les DOM

(Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - scolaire)

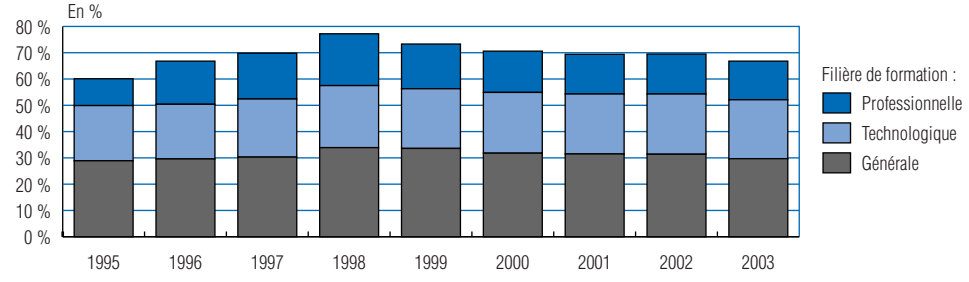
Guadeloupe :



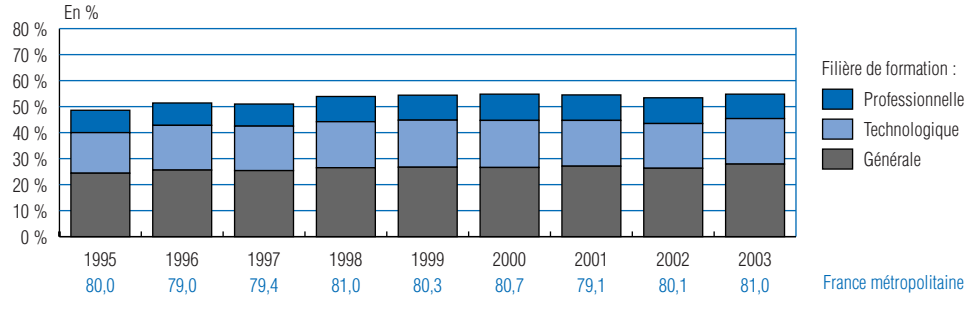
Guyane :



Martinique :



La Réunion :



2 Taux d'accès sexué au niveau IV de formation dans les DOM (rentrée scolaire 2003)

	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - scolaire			Toutes voies de formation (1)
	Filles	Garçons	Ensemble	
Guadeloupe	76,1 %	57,0 %	66,3 %	69,1 %
Guyane	41,4 %	33,9 %	37,6 %	38,1 %
Martinique	73,9 %	59,8 %	66,8 %	68,9 %
La Réunion	61,4 %	48,1 %	54,8 %	58,1 %

(1) Y compris formations offertes par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, et formations par voie d'apprentissage.

PRÉSENTATION

À la rentrée 2003, les lycées des DOM préparent 27 000 élèves à un CAP ou à un BEP. Les établissements publics forment plus de neuf élèves sur dix, à part presque égale dans les spécialités de la production et des services. Les établissements privés, de leur côté, ont une offre de formation beaucoup plus développée dans le secteur des services : plus de deux élèves sur trois y suivent un tel enseignement.

Quatre groupes de spécialités concentrent à eux seuls près de la moitié des élèves formés : trois relèvent du secteur des services (comptabilité-gestion, secrétariat-bureautique, commerce-vente), un du secteur de la production (électricité électronique). Six autres groupes scolarisent chacun environ 5 % des effectifs, dont cinq dans les spécialités de la production (bâtiment : finitions, travail du bois et de l'ameublement, habillement, moteurs et mécanique auto, structures métalliques).

Les filles constituent 44 % des effectifs accueillis en CAP ou BEP. Elles se forment beaucoup plus fréquemment que les garçons dans les métiers du secteur des services où elles représentent 73 % des effectifs. Elles sont très peu présentes dans les spécialités de la production, exception faite de celles qui relèvent du domaine « Matériaux souples » (textile-habillement) dans lesquelles elles sont quasiment en situation d'exclusivité (94 %).

La préparation d'un baccalauréat professionnel s'inscrit dans la suite logique de la poursuite d'études après un CAP ou BEP. Cependant, l'offre de formation y est un peu différente. Près de 60 % des élèves de baccalauréat professionnel sont inscrits dans une spécialité des services, contre 50 % de ceux qui préparent un diplôme de niveau V. Les baccalauréats des métiers des services sont plus développées dans les deux secteurs d'enseignement : ils représentent 55 % des effectifs du public, 78 % de ceux du privé (respectivement 49 % et 68 % en CAP-BEP). La part des établissements privés dans la préparation au baccalauréat professionnel est plus importante (11 %, contre 7 % pour les CAP-BEP), notamment dans les spécialités des services (15 %). Les groupes de spécialités prépondérants en CAP-BEP se retrouvent à l'identique en baccalauréat professionnel, avec un renforcement de la place de la « comptabilité-gestion » et du « secrétariat-bureautique ». L'ensemble de ces observations sont d'une remarquable constance d'une année sur l'autre.

DÉFINITIONS

■ **Les spécialités de formations.** Les spécialités utilisées pour classer les formations font référence à la Nomenclature des spécialités de formation (NSF) approuvée par le décret interministériel n° 94-522 du 21 juin 1994. Cette nomenclature remplace depuis la rentrée 1995 celle en « 47 groupes » du ministère de l'Éducation nationale et a pour objectif de couvrir l'ensemble des formations, professionnelles ou non, de tout niveau. Elle définit un cadre général de classement avec trois niveaux d'agrégats possibles. Elle est utilisée ici dans son niveau d'agrégat le plus détaillé (groupes de formation). La partition entre spécialités de la production et des services fait référence à l'agrégat le plus haut.

À partir de ce cadre général de classement, chaque ministère formateur peut élaborer un niveau de description plus fin en fonction de ses besoins. Ainsi en est-il de la nomenclature des formations-diplômes par spécialités détaillées (plusieurs centaines) du ministère de l'Éducation nationale.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Base centrale de pilotage (BCP).

Les spécialités de formations dans le second cycle professionnel dans les DOM (CAP, BEP, bac pro.)

1 Répartition d'élèves préparant un diplôme professionnel selon la spécialité de formations à la rentrée 2003 dans les DOM

(Public + Privé, hors EREA)

	CAP et BEP				Bac pro et BMA			
	Effectifs	%	% Privé	% filles	Effectifs	%	% Privé	% filles
200 Technologies industrielles fondamentales	-	-	-	-	18	.	-	6
201 Technologies de commandes des transformations industrielles	45	<1	-	2	-	-	-	-
210 Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	32	<1	-	-	-	-	-	-
220 Spécialités pluritechnologiques des transformations	111	<1	-	64	-	-	-	-
221 Agroalimentaire, alimentation, cuisine	657	2	10	48	52	1	-	63
223 Métallurgie	29	<1	-	62	-	-	-	-
225 Plasturgie, matériaux composites	59	<1	49	14	-	-	-	-
227 Énergie, génie climatique	614	2	8	3	259	3	14	2
230 Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	576	2	11	20	250	3	-	12
231 Mines et carrières, génie civil, topographie	378	1	-	16	41	1	-	2
232 Bâtiment : construction et couverture	592	2	-	3	152	2	-	1
233 Bâtiment : finitions	1 080	4	8	7	199	3	-	12
234 Travail du bois et de l'ameublement	1 398	5	1	4	224	3	-	5
240 Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	44	<1	-	86	-	-	-	-
242 Habillement	1 007	4	-	94	137	2	-	96
250 Spécialités pluritechnologiques mécanique, électricité	697	3	2	3	483	6	-	2
251 Mécanique générale et de précision, usinage	466	2	5	7	13	<1	-	8
252 Moteurs et mécanique auto	1 344	5	10	3	449	6	20	3
253 Mécanique aéronautique et spatiale	-	-	-	-	44	1	48	5
254 Structures métalliques	1 280	5	<1	3	208	3	-	2
255 Électricité, électronique	2 941	11	5	4	840	11	5	3
Total des spécialités de la production	**13 350**	**50**	**5**	**15**	**3 369**	**43**	**6**	**9**
311 Transport, manutention, magasinage	193	1	-	27	156	2	-	48
312 Commerce, vente	2 895	11	11	65	942	12	10	66
314 Comptabilité, gestion	3 374	13	15	58	1 426	18	23	60
321 Journalisme et communication	69	<1	-	38	46	1	-	37
322 Techniques de l'imprimerie et de l'édition	90	<1	-	28	-	-	-	-
323 Techniques de l'image, du son, spectacle	15	<1	-	33	-	-	-	-
324 Secrétariat, bureautique	3 349	12	9	95	1 304	17	13	97
330 Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	1 466	5	2	92	366	5	29	91
332 Travail social	253	1	7	98	-	-	-	-
334 Accueil, hôtellerie, tourisme	864	3	4	58	176	2	-	54
335 Animation culturelle, sportive et de loisirs	30	<1	100	3	-	-	-	-
336 Coiffure, esthétique et autres soins	306	1	19	97	-	-	-	-
340 Spécialités plurivalentes des services à la collectivité	40	<1	100	90	-	-	-	-
343 Nettoyage, assainissement, protection de l' environnement	482	2	-	61	111	1	-	77
344 Sécurité des biens et des personnes	172	1	18	23	-	-	-	-
Total des spécialités des services	**13 598**	**50**	**10**	**73**	**4 527**	**57**	**15**	**74**
Ensemble des spécialités	**26 948**	**100**	**7**	**44**	**7 896**	**100**	**11**	**46**

Lecture : 50 % des élèves de CAP ou BEP sont inscrits dans une spécialité des services. Les établissements privés scolarisent 10 % d'entre eux. Les filles représentent 73 % des élèves formés dans ces spécialités.
<1 signifie un pourcentage inférieur à 1 ; un tiret (-) rend compte d'une valeur nulle.

PRÉSENTATION

Dans les départements d'outre-mer, l'origine socioprofessionnelle des élèves est très différente de celle observée en « France métropolitaine et DOM ». Plus d'un élève sur trois appartient à une famille dont la personne responsable est sans activité professionnelle, non retraitée (moins de 10 % en France métropolitaine et DOM). D'autre part, la catégorie des employés est beaucoup plus nombreuse que celle des ouvriers (19,1 % et 13,7 %, respectivement). C'est l'inverse en « France métropolitaine et DOM » où le poids des élèves d'origine ouvrière est de 26,4 %. Enfin, les professions libérales et intermédiaires, les professeurs ou instituteurs exceptés, sont nettement sous-représentées.

Plus le niveau de formation s'élève, plus la proportion d'élèves dont la personne responsable est professeur ou exerce une profession libérale ou d'encadrement est importante. Les enfants d'ouvriers, de chômeurs ou de personnes sans activité sont en revanche proportionnellement plus nombreux dans les classes technologiques ou dans le second cycle professionnel.

Alors que, dans l'ensemble des établissements du second degré publics et privés sous contrat, près d'un enfant sur deux est issu d'une famille dont la personne responsable de l'élève est ouvrier ou sans activité (47,8 %), cette proportion s'élève à trois enfants sur quatre en enseignement adapté (SEGPA, 75 %).

Les élèves de première et terminale générales sont au moins deux fois plus souvent issus de familles socialement favorisées (professions libérales ou cadres) que ceux des classes de première et terminale technologiques (12,9 % et 5,8 % respectivement). Ces dernières formations rassemblent elles-mêmes des élèves provenant deux fois plus souvent de ces classes sociales que les élèves préparant le baccalauréat professionnel (2,4 %).

Les établissements privés sous contrat scolarisent davantage d'élèves appartenant aux catégories sociales favorisées. Pour l'ensemble des formations du second degré, cette surreprésentation atteint 25 points. La structure sociale des établissements privés sous contrat est nettement tirée vers le haut et se démarque de celle des établissements publics, quelle que soit la catégorie considérée. Il convient cependant de rester prudent compte tenu de la faiblesse des effectifs des établissements privés et de l'importance des origines sociales non renseignées (7 % dans le second cycle).

DÉFINITIONS

■ **Les catégories socioprofessionnelles (CS)** sont celles de la personne responsable de l'élève :
– agriculteur : agriculteur exploitant ;
– artisan-commerçant : artisan, commerçant et assimilé, chef d'entreprise de dix salariés ou plus ;
– profession libérale, cadre : profession libérale, cadre de la fonction publique, professeur et assimilé, professions de l'information, des arts et du spectacle, cadre administratif et commercial d'entreprise, ingénieur et cadre technique d'entreprise ;
– profession intermédiaire : instituteur et assimilé, profession intermédiaire de la santé et du travail social, de la fonction publique, commerciale des entreprises, clergé, technicien, contremaître et agent de maîtrise ;
– employé : employé civil, agent de service de la fonction publique, policier et militaire, employé administratif d'entreprise, employé de commerce, personnel de services directs aux particuliers ;
– ouvrier : ouvrier qualifié, non qualifié, agricole ;
– retraité : retraité agriculteur exploitant, artisan, commerçant, chef d'entreprise, cadre, profession intermédiaire, employé ou ouvrier. Les différentes activités anciennement exercées par les retraités ne sont pas suffisamment détaillées pour pouvoir être regroupées avec les professions telles qu'elles sont décrites ci-dessus ;
– chômeur ou sans activité : chômeur n'ayant jamais travaillé, personne sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà travaillé sont regroupés avec les actifs selon leur ancienne occupation.

On notera que, les personnes responsables des élèves étant souvent les pères, les CS très féminisées sont peu visibles dans cette statistique : par exemple, la plupart des enfants dont la mère est enseignante ou employée apparaissent ici sous la catégorie sociale de leur père, qui est souvent différente (cadre, ouvrier …)

■ **Regroupements des catégories socioprofessionnelles en 4 postes :**
– favorisée A : chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, instituteurs ;
– favorisée B : professions intermédiaires (sauf instituteurs), retraités cadres et des professions intermédiaires ;
– moyenne : agriculteurs exploitants, artisans et commerçants (et retraités correspondants), employés ;
– défavorisée : ouvriers, retraités ouvriers et employés, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Système d'information SCOLARITE.

L'origine socioprofessionnelle des élèves du second degré dans les DOM

1 Élèves du second degré dans les DOM selon la catégorie sociale de la personne responsable de l'élève en 2003-2004 (%) (Public + Privé sous contrat)

	Agriculteurs	Artisants, commerçants	Professions libérales, cadres (1)	Professions intermédiaires (2)	Professeurs et instituteurs
1er cycle général	2,4	8,8	6,6	9,6	3,5
1er cycle technologique et préprofessionnel	2,7	6,8	1,9	7,4	0,4
1er cycle	**2,4**	**8,8**	**6,5**	**9,6**	**3,5**
2nde générale et technologique	2,6	10,7	9,9	14,2	6,8
1re et terminale générales	2,4	10,0	12,9	16,4	10,0
1re et terminale technologiques	2,8	9,3	5,8	13,1	3,0
2nd cycle général et technologique	**2,6**	**10,1**	**10,0**	**14,7**	**7,1**
CAP	2,4	4,3	1,4	4,3	0,4
BEP	2,6	7,1	2,5	7,3	1,0
Bac pro, BMA	2,7	7,0	2,4	7,2	1,1
2nd cycle professionnel et assimilé (4)	**2,6**	**6,6**	**2,3**	**6,7**	**0,9**
SEGPA	2,1	4,6	1,2	3,2	0,4
Ensemble	**2,4**	**8,6**	**6,5**	**10,1**	**3,8**

(suite)	Employés	Ouvriers	Retraités	Sans activité, chômeurs n'ayant jamais travaillé	Total	Part des origines sociales connues en % (3)	Effectifs Pu + Pr sous-contrat
1er cycle général	18,6	14,2	1,3	35,1	100,0	93,9	134 740
1er cycle technologique et préprofessionnel	18,4	13,2	2,2	47,0	100,0	92,0	1 160
1er cycle	**18,6**	**14,2**	**1,3**	**35,2**	**100,0**	**94,0**	**135 900**
2nde générale et technologique	20,6	11,5	1,9	21,7	100,0	94,0	18 007
Première et terminale générales	20,3	9,2	2,6	16,4	100,0	94,8	19 083
Première et terminale technologiques	22,6	13,4	2,5	27,6	100,0	92,5	12 743
2nd cycle général et technologique	**21,0**	**11,1**	**2,3**	**21,1**	**100,0**	**93,9**	**49 833**
CAP	14,3	15,0	1,5	56,4	100,0	91,2	6 227
BEP	19,7	15,8	1,9	42,2	100,0	92,1	20 691
Bac pro, BMA	21,1	15,9	3,0	39,4	100,0	92,3	7 881
2nd cycle professionnel et assimilé (4)	**19,0**	**15,7**	**2,1**	**44,1**	**100,0**	**92,0**	**35 038**
SEGPA	12,5	12,6	1,0	62,4	100,0	90,5	6 078
Ensemble	**19,1**	**13,7**	**1,6**	**34,1**	**100,0**	**93,6**	**226 849**

(1) Non compris professeurs.
(2) Non compris instituteurs.
(3) Le complément à 100 % de la part des PCS connues concerne uniquement les élèves dont la PCS du responsable est non renseignée dans le système d'information SCOLARITE.
(4) Y compris divers niveaux IV et V (formations complémentaires et préparations diverses).

2 Répartition des élèves des établissements publics et privés sous contrat (hors EREA) dans les DOM selon l'origine sociale (1) à la rentrée 2003 (%)

	Public						Privé sous contrat					
	Favorisée						Favorisée					
	A(1)	B(1)	Moyenne	Défavorisée	%	Effectifs	A(1)	B(1)	Moyenne	Défavorisée	%	Effectifs
1er cycle	9,2	9,3	28,4	53,0	100,0	126 087	31,8	17,4	36,6	14,3	100,0	9 813
2nd cycle gén. et techno.	17,3	15,2	32,3	35,3	100,0	45 822	33,3	21,9	34,8	10,0	100,0	4 011
2nd cycle prof. et assimilé (2)	3,3	6,9	27,1	62,7	100,0	32 196	6,8	9,1	39,6	44,4	100,0	2 842
Total 2nd degré (hors SEGPA)	**10,1**	**10,3**	**29,1**	**50,5**	**100,0**	**204 105**	**28,1**	**17,1**	**36,6**	**18,1**	**100,0**	**16 666**
SEGPA	1,8	3,3	19,3	75,6	100,0	6 078	-	-	-	-	-	-

(1) Voir rubrique « Définitions » page ci-contre.
(2) Voir définition tableau 1.

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 35 000 étudiants sont inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur des DOM, soit une hausse de 2,8 % des effectifs en un an 1 L'évolution du nombre d'inscriptions à l'université explique près de la moitié de cette progression ; à l'inverse, les effectifs stagnent en IUT. En dehors de l'université, la progression est forte aussi en STS et dans les « autres établissements », notamment les formations paramédicales.
Sur l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur des DOM, la proportion de femmes est stable. Elle est de 62,0 % à l'université et elle dépasse 61 % sur l'ensemble du supérieur, soit près de 6 point au dessus de la moyenne en France (sans TOM).
Dans les TOM, près de 6 000 étudiants sont inscrits en 2003-2004. La progression observée depuis sept ans s'accélère cette année (+ 9,9 %). La proportion de femmes a peu varié au cours des dernières années. Elle est de 64,3 % à l'université et elle dépasse 70 % à l'IUFM du Pacifique.

DÉFINITIONS

■ **DOM.** Départements d'outre-mer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion.

■ **TOM.** Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de statut particulier : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte.

■ **Champ du supérieur.** Depuis 2001-2002, le champ du supérieur a été modifié (voir page 6.1).

■ **Universités.** Les universités, établissements publics d'enseignement, sont organisées en unités de formation et de recherche (UFR). Elles regroupent aussi des instituts et des écoles internes, notamment les instituts universitaires de technologie (IUT). Dans les DOM, l'université des Antilles-Guyane a son siège à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe (elle a aussi des composantes en Martinique et en Guyane) et l'université de La Réunion a son siège à Saint-Denis. Dans les TOM, l'université de Nouvelle-Calédonie et l'université de Polynésie française résultent de la partition en deux établissements de l'université française du Pacifique en 1999.

■ **IUT.** Instituts universitaires de technologie. Dans les DOM, il y a l'IUT de Kourou (Guyane), composante de l'université des Antilles-Guyane, et l'IUT de La Réunion.

■ **IUFM.** Instituts universitaires de formation des maîtres. Dans les DOM, les antennes de Martinique et de Guyane de l'IUFM de Guadeloupe sont devenus des IUFM à part entière à la rentrée 2001, et il y a un IUFM à La Réunion. Dans les TOM, l'IUFM du Pacifique a son siège en Nouvelle-Calédonie et une antenne à Papeete.

■ **CPGE, STS.** Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs. Les formations comptables et les formations post-BTS sont désormais classées à part des STS.

■ **Autres écoles et formations.** Elles forment un groupe non homogène. On y trouve une école d'ingénieurs, des écoles de commerce et de gestion, des écoles d'architecture, des écoles artistiques et des écoles paramédicales et sociales et d'autres formations diverses.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2003-2004 », *Tableaux statistiques,* à paraître.

Les étudiants du supérieur dans les DOM-TOM

1 Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur dans les DOM

Type d'établissement	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités	20 237	19 942	21 084	21 546	21 798	21 807	22 250
% femmes	60,9	60,4	60,8	60,8	61,6	62,0	62,0
- dont IUT	216	285	385	417	387	418	411
% femmes	46,8	40,0	50,6	49,2	47,0	47,8	46,7
IUFM	1 829	1 791	1 861	2 130	2 304	2 774	2 779
% femmes	66,8	68,0	70,6	68,9	68,8	70,9	68,5
STS	6 007	5 663	5 533	5 727	5 843	6 087	6 355
% femmes	58,2	56,2	55,9	54,3	52,4	52,0	52,8
CPGE	426	549	624	735	821	899	927
% femmes	51,6	47,0	44,2	51,0	50,2	48,1	50,7
Autres écoles (1)	1 494	1 835	1 890	2 160	2 361	2 659	2 877
% femmes	69,7	67,7	69,0	70,1	69,9	71,2	72,5
Ensemble	**29 993**	**29 780**	**30 992**	**32 298**	**33 127**	**34 226**	**35 188**
% femmes	61,0	60,2	60,6	60,6	60,8	61,3	61,4

(1) Autres écoles : écoles d'ingénieurs, écoles de commerce et de gestion, d'architecture, artistiques et culturelles, paramédicales et sociales, formations post-BTS et DSAA.

2 Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur dans les TOM

Type d'établissement	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Universités	2 777	2 946	3 371	3 756	3 962	4 367
% femmes	64,1	64,1	64,2	64,8	64,9	64,3
IUFM	189	203	189	212	215	219
% femmes	73,5	66,5	71,4	73,1	76,3	70,3
STS	816	870	882	909	1 024	1 105
% femmes	53,6	50,5	52,6	47,6	47,7	50,0
CPGE	79	75	86	95	108	123
% femmes	29,1	40,0	43,0	48,4	43,5	51,2
Formations comptables non universitaires	116	93	94	77	73	101
% femmes	55,2	60,2	55,3	49,4	58,9	61,4
Ensemble	**3 977**	**4 187**	**4 622**	**5 049**	**5 382**	**5 915**
% femmes	61,4	60,8	61,7	61,5	61,5	61,5

PRÉSENTATION

En 2003-2004, 26 600 étudiants sont inscrits dans l'une des quatre universités françaises d'outre-mer. Les effectifs des DOM croissent de 2 % et ceux des TOM de 10 %. Aux Antilles, la hausse est assez sensible : + 3,3 %, ces effectifs baissaient de 3,4 % l'an passé. À la Réunion, les effectifs sont stables (+ 0,79 %). La forte hausse de 10 % dans les TOM est liée à un changement de la date d'observation. Le nombre d'étudiants en médecine croît fortement à l'université des Antilles-Guyane ; ils étaient 500 en 2002, ils sont 900 en 2003.
À la Réunion, le nombre d'inscrits en sciences diminue toujours (- 5 %), et la croissance des effectifs reste considérable en sciences économiques-AES (56,3 %).
Le premier cycle reste prépondérant, il représente 69 % des effectifs des DOM-TOM, le deuxième cycle 25 % et le troisième cycle seulement 6 %.
Comme en métropole, les femmes sont majoritaires avec 61,7 % des effectifs des DOM-TOM.
Elles sont toujours majoritaires en lettres-langues-sciences humaines (74,6 %) et en droit-sciences politiques (70,1 %), et minoritaires en sciences (28,3 %).

DÉFINITIONS

■ **Universités des territoires d'outre-mer (TOM).** Il s'agit de l'université de Nouvelle-Calédonie et de l'université de Polynésie française, qui résultent de la partition en deux établissements de l'université française du Pacifique en 1999.

■ **Champ de l'enquête.** Est pris en compte l'ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'une durée d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Seules les inscriptions principales sont comptabilisées.
Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (enseignement à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage).
Toutes les unités administratives sont considérées (IUT, écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, etc.) à l'exception des IUFM.

■ **Premier cycle.** Les étudiants préparant une capacité en droit ou un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) sont comptabilisés dans cette rubrique.

■ **Troisième cycle.** Cycle conduisant soit à la recherche (DEA, doctorat), soit à une plus grande spécialisation (DESS).

■ **La discipline IUT** regroupe la préparation aux diplômes universitaires de technologie (DUT), ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

■ **Les nouveaux entrants en première année de premier cycle** sont les étudiants inscrits pour la première fois dans une université publique française en première année de premier cycle (capacité en droit et DAEU non compris).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Tableaux statistiques, n° 6937, 6939, 6940, 6941, 6942.
Note d'information, 4.20.

Les étudiants des universités dans les DOM-TOM

1 Les étudiants en université par discipline dans les DOM-TOM en 2003-2004

		1er cycle	2e cycle	3e cycle	Ensemble	dont femmes Effectifs	dont femmes %
Guadeloupe, Guyane, Martinique	Droit - sciences politiques	1 553	433	142	2 128	1 487	69,9
	Sciences économiques - AES	814	237	105	1 156	663	57,4
	Lettres - sciences humaines - langues	2 434	1 442	238	4 114	3 146	76,5
	Sciences	1 450	700	90	2 240	1 004	44,8
	STAPS	315	195	11	521	187	35,9
	Santé	589	-	332	921	636	69,1
	IUT	206	-	-	206	919	55,8
	Total Guadeloupe, Guyane et Martinique	**7 361**	**3 007**	**918**	**11 286**	**7 219**	**64,0**
La Réunion	Droit - sciences politiques	1 007	237	97	1 341	954	71,1
	Sciences économiques - AES	2 877	906	191	3 974	1 504	57,1
	Lettres - sciences humaines - langues	2 515	1 489	280	4 284	3 181	74,3
	Sciences	1 011	479	141	1 631	172	72,6
	STAPS	458	175	-	633	713	38,2
	Santé	237	-	-	237	136	21,5
	IUT	205	-	-	205	96	46,8
	Total La Réunion	**7 303**	**3 049**	**612**	**10 964**	**6 584**	**60,1**
	Total DOM	**14 664**	**6 056**	**1 530**	**22 250**	**13 803**	**62,0**
Nouvelle-Calédonie	Droit - sciences politiques	364	94	3	461	299	64,9
	Sciences économiques - AES	255	-	-	255	165	64,7
	Lettres - sciences humaines - langues	833	102	9	944	647	68,5
	Sciences	369	27	15	411	125	53,9
	STAPS	15	-	-	15	-	-
	Santé	31	-	-	31	21	67,7
	Total Nouvelle-Calédonie	**1 867**	**223**	**27**	**2 117**	**1 257**	**59,4**
Polynésie française	Droit - sciences politiques	323	68	-	391	290	74,2
	Sciences économiques - AES	411	66	-	477	294	61,6
	Lettres - sciences humaines - langues	777	218	23	1 018	758	75,0
	Sciences	263	48	9	320	-	-
	Santé	44	-	-	44	30	68,2
	Total Polynésie française	**1 818**	**400**	**32**	**2 250**	**1 372**	**61,0**
	Total TOM	**3 685**	**623**	**59**	**4 367**	**2 629**	**60,2**

2 Étudiants et nouveaux entrants en 1re année de 1er cycle à l'université dans les DOM-TOM (2003-2004)

	2002-2003				2003-2004			
	Total	dont % femmes	Nouveaux entrants (1)	dont % femmes	Total	dont % femmes	Nouveaux entrants (1)	dont % femmes
Guadeloupe, Guyane et Martinique :								
Droit - sciences politiques	2 126	70,0	618	73,0	2 128	69,9	721	72,4
Sciences économiques - AES	1 040	57,2	394	55,3	1 156	57,4	426	54,9
Lettres - sciences humaines - langues	4 285	75,8	832	77,5	4 114	76,5	852	75,1
Sciences	2 314	44,9	658	39,8	2 240	44,8	597	46,1
STAPS	485	35,3	125	38,4	521	35,9	137	35,8
Santé	478	58,8	181	72,9	921	69,1	346	74,6
IUT	201	46,3	105	45,7	206	55,8	101	44,6
Total Guadeloupe, Guyane et Martinique	**10 929**	**63,3**	**2 913**	**61,9**	**11 286**	**64,0**	**3 180**	**63,6**
La Réunion :								
Droit - sciences politiques	1 230	71,5	395	74,7	1 341	71,1	493	74,6
Sciences économiques - AES	2 542	59,1	860	60,1	3 974	57,1	979	59,2
Lettres - sciences humaines - langues	4 463	74,5	1 078	76,2	4 284	74,3	1 099	72,2
Sciences	1 718	33,2	513	32,0	1 631	72,6	464	33,2
STAPS	547	19,6	182	18,1	633	38,2	237	21,1
Santé	161	71,4	121	74,4	237	21,5	174	76,4
IUT	217	49,3	109	54,1	205	46,8	111	49,5
Total La Réunion	**10 878**	**60,7**	**3 258**	**60,7**	**10 964**	**60,1**	**3 557**	**60,0**
Total DOM	**21 807**	**62,0**	**6 171**	**61,3**	**22 250**	**62,0**	**6 737**	**61,7**
Nouvelle-Calédonie :								
Droit - sciences politiques	474	69,0	170	72,9	461	64,9	152	65,8
Sciences économiques - AES	216	63,0	136	58,8	255	64,7	137	62,0
Lettres - sciences humaines - langues	765	70,2	301	69,4	944	68,5	277	68,6
Sciences	330	45,8	167	42,5	411	53,9	188	43,6
STAPS	19	26,3	9	44,4	15	-	-	
Santé	15	80,0	15	80,0	31	67,7	14	57,1
Total Nouvelle-Calédonie	**1 819**	**64,2**	**798**	**62,7**	**2 117**	**59,4**	**768**	**60,5**
Polynésie française :								
Droit - sciences politiques	344	69,5	101	76,2	391	74,2	106	79,2
Sciences économiques - AES	432	62,0	201	65,7	477	61,6	216	62,0
Lettres - sciences humaines - langues	1 101	72,2	271	77,5	1 018	75,0	300	79,0
Sciences	266	37,6	122	37,7	320	-	138	39,9
Santé	-	-	-		44	68,0	37	67,6
Total Polynésie française	**2 143**	**65,4**	**695**	**66,9**	**2 250**	**61,0**	**797**	**67,1**
Total TOM	**3 962**	**64,9**	**1 493**	**64,6**	**4 367**	**60,0**	**1 565**	**63,9**

(1) Voir rubrique « Définitions ».

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

À la session 2003, 14 000 diplômes de l'enseignement professionnel de niveau V (CAP, BEP et mentions complémentaires) ont été délivrés dans les départements d'outre-mer. Leur nombre progresse globalement de 15 % après deux années de baisse. Les diplômes de niveau IV hors baccalauréat sont pratiquement inexistants dans les DOM. Le nombre de BTS, de 2 100 en 2003, continue à progresser, mais moins fortement que les années précédentes : moins de 2 % de hausse cette année contre 12 % en moyenne aux trois précédentes sessions.
De manière générale, les taux d'admission sont inférieurs à ceux de la métropole. C'est particulièrement le cas pour les BEP (– 7 points) et surtout les BTS (– 16 points). Toutefois, les écarts tendent à se réduire au fil des sessions. Pour les CAP, l'écart n'est cette année que de 2 points **1**.
16 600 candidats ont été reçus au baccalauréat à la session 2003 dans les DOM, soit une augmentation de 9,1 % par rapport à la session 2002. La place du baccalauréat général diminue en 2003 (49,4 % des bacheliers contre 51,7 % l'an passé), et est moins importante qu'en métropole où 53,5 % des bacheliers sont des bacheliers généraux. Les taux de réussite sont également inférieurs à ceux de la métropole. Cette différence est encore de 2,1 points pour le baccalauréat général, 4 points pour les séries technologiques et 2,4 points pour les séries professionnelles **2**.
En 2001-2002, dans les DOM-TOM, le nombre de diplômés en premier cycle a augmenté de 4,6 % pour les formations DEUG et DEUST par rapport à 2000-2001. En deuxième cycle, le nombre de licences délivrées par les universités augmente de 4,7 %. Alors que le nombre de diplômés en premier et deuxième cycles augmente fortement, en troisième cycle, le nombre de diplômés de DEA est stable (– 0,6 %) et celui de DESS augmente peu (+ 1,3 %) **3**.

DÉFINITIONS

- **Le taux de réussite** est calculé en rapportant le nombre d'admis à l'effectif des présentés.
Une même personne peut être candidate, la même année, à plusieurs examens professionnels (exemple : BEP et CAP) ou dans plusieurs spécialités.
Pour le baccalauréat, le taux de réussite est calculé en rapportant le nombre d'admis à l'effectif des présents. Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve.

- **AES.** Filière administrative, économique et sociale.

- **DEA.** Diplôme d'études approfondies.

- **DESS.** Diplôme d'études supérieures spécialisées.

- **DEUST.** Diplôme d'études universitaires en sciences et techniques.

- **STAPS.** Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels en 2003 », *Tableaux statistiques,* à paraître.
Tableaux statistiques, n° 6869, 6878, 6879. *Note d'Information,* 04.07.
Tableaux statistiques, n° 6936.

Les diplômes dans les DOM

1 Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel en 2003 dans les DOM

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		La Réunion		Total DOM	
	Nombre d'admis	Taux d'admission (%)	Nombre d'admis	Taux d'admission (%)	Nombre d'admis	Taux d'admission (%)	Nombre d'admis	Taux d'admission (%)	Nombre d'admis	Taux d'admission (%)
Niveau V :										
CAP	1 221	70,1	550	71,5	1 262	63,0	2 813	78,9	5 846	72,4
BEP	1 969	67,5	629	56,8	1 898	64,2	3 326	70,3	7 822	66,8
Mentions complémentaires	34	72,3	4	44,4	87	87,9	180	80,4	305	80,5
Niveau IV :										
Brevet professionnel	49	52,1	8	29,6	181	63,7	173	58,1	411	58,5
Niveau III :										
BTS	479	37,7	77	38,3	564	39,7	992	58,7	2 112	46,1

2 Le baccalauréat en 2003 dans les DOM

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		La Réunion		Tota DOM	
	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)
Bac général	1 925	76,7	436	67,7	1 984	80,7	3 871	86,9	8 216	81,6
Bac technologique	1 154	68,9	292	62,5	1 238	69,4	2 224	78,9	4 908	72,8
Bac professionnel	1 056	72,4	257	68,4	846	67,8	1 338	80,2	3 497	73,6
Ensemble des bacs	**4 135**	**73,3**	**985**	**66,2**	**4 068**	**74,1**	**7 433**	**83,1**	**16 621**	**77,1**

3 Les diplômes délivrés par les universités en 2002 dans les DOM-TOM

	DEUG, DEUST	Licences	Maîtrises	DESS	DEA	Doctorats
DOM :						
Droit	277	226	137	44	35	5
Sciences économiques, AES	354	246	141	78	1	-
Lettres, sciences humaines	805	1 102	202	47	77	6
Sciences exactes et naturelles	530	368	220	59	21	15
Éducation physique	183	152	22	-	-	-
Total DOM	**2 149**	**2 094**	**722**	**228**	**134**	**26**
TOM :						
Droit	60	41	15	-	-	-
AES	55	35	-	-	-	-
Lettres, sciences humaines	262	182	10	-	18	-
Sciences exactes et naturelles	98	36	-	-	-	3
Éducation physique	16	-	-	-	-	-
Total TOM	**491**	**294**	**25**	**0**	**18**	**3**
Total DOM-TOM	**2 640**	**2 388**	**747**	**228**	**152**	**29**

12 Les personnels

PRÉSENTATION

Pour la rentrée 2003, 9 000 enseignants des DOM, soit 52 %, effectuent leur service principal dans un collège, 5 600 (32 %) dans un lycée d'enseignement général et technologique (LEGT) et 2 600 (16 %) dans un lycée professionnel (LP) 1.

Les enseignants des collèges sont majoritairement des certifiés ou professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) (70,5 %), mais en plus faible proportion qu'en métropole (79 %), les professeurs d'enseignement général de collège (PEGC) y représentent encore 14,5 % du corps enseignant, contre 8 % en métropole.

85 % des enseignants des lycées professionnels sont des professeurs de lycée professionnel (PLP). Les enseignants des LEGT sont surtout des certifiés (61 %). Les agrégés y représentent 18 % du corps enseignant 2.

Les caractéristiques des professeurs exerçant dans les DOM se différencient essentiellement par rapport à ceux de la métropole par trois points :

– tout d'abord, les femmes ne sont pas majoritaires parmi les enseignants. La proportion de femmes, 48,6 % en moyenne (contre 56,7 % en métropole), est toutefois plus importante dans les collèges (51,6 %), que dans les LEGT (45,8 %) et les LP (45,3 %) 1 ;

– ensuite, le pourcentage de non-titulaires (7,3 %) est plus élevé qu'en métropole (4,5 %) 2;

– enfin, le temps partiel est moins utilisé dans les DOM qu'en métropole, puisque ce taux n'est que de 5,4 % contre 13,0 % 1.

Le ratio global d'heures par élève est de 1,40. Il est de 1,95 en LP où les formations sont plus lourdes (atelier, etc.), de 1,42 en LEGT et de 1,20 en collège 3.

Le nombre moyen d'élèves devant un professeur (« E/S ») est de 23,1 en premier cycle (hors SEGPA), 17,4 en second cycle professionnel et 23,2 en second cycle général et technologique.

DÉFINITIONS

■ **Champ.** Les enseignants recensés ici sont ceux qui exercent une activité de formation initiale à l'année dans les collèges, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et les lycées professionnels (LP) des académies des DOM hors enseignement religieux.

Les personnels de remplacement – titulaires ou non – et de documentation ne sont pas compris, les enseignants du premier degré affectés dans les SEGPA non plus.

La notion de type d'établissement se confond de moins en moins avec celle de cycle d'enseignement. Les lycées polyvalents sont des LEGT accueillant des formations du second cycle professionnel (en particulier des préparations aux baccalauréats professionnels). Les lycées professionnels peuvent être dotés de sections d'enseignement général et parfois de sections de techniciens supérieurs.

■ **Professeurs de chaire supérieure.** Enseignants issus du corps des agrégés et destinés plus particulièrement à enseigner dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

■ **PEGC.** Professeurs d'enseignement général de collège.

■ **PLP.** Professeurs de lycée professionnel.

■ **Autres non-titulaires.** Professeurs contractuels, essentiellement.

■ **EPS.** Éducation physique et sportive.

■ **Temps partiel.** Sont comptés à temps partiel, les enseignants (hors non-titulaires et stagiaires IUFM assujettis à un service réduit) accomplissant un service inférieur au nombre d'heures réglementaire de leur corps d'appartenance (« obligation réglementaire de service »).

■ **Heures d'enseignement par élève.** Rapport des heures d'enseignement sur le nombre d'élèves. Il dépend notamment des horaires des programmes et des tailles des divisions.

■ **E/S.** C'est le nombre moyen d'élèves devant un professeur pendant une heure de cours, qu'il s'agisse d'un cours en groupe ou en classe entière.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

« Enquête sur le service des enseignants » (bases-relais académiques, à partir du module « répartition de service » du logiciel GEP en établissement et du système d'information « Emplois-Postes-Personnels », DEP, 2003-2004.

Voir aussi

Note d'Information, 02.32.

Enseignants du second degré public devant élèves par corps dans les DOM

1 Répartition des enseignants du second degré public par corps et par type d'établissement dans les DOM en 2003-2004 (1) 1)

	Collèges (2)	LP	LEGT	Total	% femmes	% temps partiel
Professeurs de chaire supérieure	-	-	8	8	12,5	0,0
Agrégés	252	18	979	1 249	36,5	4,0
Certifiés, professeurs EPS	6 339	137	3 414	9 890	51,5	5,3
Adjoints et chargés d'enseignement	184	32	43	259	34,4	8,1
PEGC	1 301	-	3	1 304	45,6	12,0
PLP	209	2 195	775	3 179	453	3,4
Total titulaires et stagiaires	**8 285**	**2 382**	**5 222**	**15 889**	**48,4**	**5,4**
Maîtres auxiliaires	136	28	36	200	48,4	
Autres non-titulaires	576	177	298	1 051	53,2	
Total général DOM	**8 997**	**2 587**	**5 556**	**17 140**	**48,6**	
% femmes	51,6	45,3	45,8	48,6		
% temps partiel des titulaires	6,4	4,1	4,4	5,4		

(1) Les stagiaires sont compris dans les corps correspondants.
(2) À l'exclusion des enseignants d'un corps du premier degré en SEGPA.
Lecture : 979 professeurs agrégés exercent en LEGT, dont 36,5 % sont des femmes et 4,0 % travaillent à temps partiel. 51,6 % des enseignants en collège sont des femmes et 6,4 % d'entre eux travaillent à temps partiel.

2 Pourcentages d'enseignants du second degré public par corps et par type d'établissement dans les DOM en 2003-2004

	Collèges (1)	LP	LEGT	Total
Professeurs de chaire supérieure			0,1	0,0
Agrégés	2,8	0,7	17,6	7,3
Certifiés, professeurs EPS	70,5	5,3	61,4	57,4
Adjoints et chargés d'enseignement	2,0	1,2	0,8	1,5
PEGC	14,5		0,1	7,6
PLP	2,3	84,8	13,9	18,5
Total titulaires et stagiaires	**92,1**	**92,0**	**93,9**	**92,7**
Non-titulaires	**7,9**	**8,0**	**6,1**	**7,3**
Total général DOM	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Ne sont pas comptabilisés les enseignants d'un corps du premier degré.

3 Effectifs d'élèves, heures/élève et élèves/enseignant dans le second degré public dans les DOM en 2003-2004

	Collèges (1)	LP	LEGT	Total
Effectifs élèves	141 691	26 401	66 610	234 702
Heures/élève	1,20	1,95	1,42	1,40

(1) L'enseignement général dispensé par les enseignants du premier degré en SEGPA est pris en compte.

Nombre moyen d'élèves devant un enseignant par niveau de formation (E/S)

	1er cycle hors SEGPA	2nd cycle professionnel	2nd cycle général et technologique	Ensemble
E/S	23,1	17,4	23,2	22,0

PRÉSENTATION

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche rémunérait 46 866 personnes au 31 janvier 2004 dans les DOM, 44 496 dans le secteur public et 2 370 enseignants dans les établissements privés sous contrat. Les effectifs du secteur public continuent à augmenter (+ 1,5 %) mais plus fortement dans les établissements du supérieur qu'au niveau du second degré.
Les enseignants représentent 78,7 % des personnels du public soit 34 947 personnes dont plus d'un sur trois enseigne en école, un sur deux enseigne dans un établissement du second degré. Dans cet effectif d'enseignants, presque la moitié exerce en collège. L'enseignement supérieur ne concerne que 2,5 % des enseignants et les établissements de formation 5,6 %, mais il existe de grands écarts entre les départements : de moins de 4 % à La Réunion à 9 % en Martinique.
Dans le secteur privé, plus de deux enseignants sur cinq exercent dans une école. En collège et lycée, les enseignants du second degré se répartissent équitablement, sauf en Martinique où un sur trois est en collège.
L'âge moyen des agents du public, 42,1 ans, est plus élevé qu'en métropole (41,6 ans), mais les écarts sont importants entre les académies. Plus de 5,5 points séparent la Guyane (38,7 ans) de la Martinique (44,2 ans).
La proportion de femmes reste moins importante qu'en métropole, dans le secteur public (59 % contre 64,4 %) et dans des proportions identiques dans le second degré privé (59,6 %).
Le travail à temps partiel est moins pratiqué qu'en métropole dans le secteur public (5,3 % contre 9,5 %). Ces moyennes masquent des écarts conséquents entre les académies de 3,3 % en Guyane à 6,6 % à La Réunion dans le secteur public et de 8,7 % en Guyane à 11,3 % en Martinique dans l'enseignement privé.

DÉFINITIONS

■ **Enseignants du premier degré public.** Ce sont les instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe du premier degré, y compris les directeurs d'écoles et les psychologues déchargés de classes.

■ **Enseignants du second degré.** Enseignants titulaires et non titulaires exerçant dans les établissements du second degré et recensés à partir du fichier de paye. Ils incluent les personnels de remplacement et de documentation.

■ **Enseignants des établissements de formation des enseignants.** Professeurs dispensant des cours dans ces établissements et élèves professeurs ou professeurs stagiaires. Ne sont pas compris les stagiaires rémunérés sur les articles budgétaires des écoles et des établissements du second degré.

■ **Le temps partiel** des personnels enseignants des classes sous contrat des établissements privés n'est pas comparable à celui des personnels enseignants des établissements publics. Dans des classes sous contrat, sont considérés à temps partiel les personnels n'assurant pas un temps complet d'enseignement. (Voir 9.5, rubrique « Définitions »).

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

Fichier de paye au 31 janvier 2004.

Voir aussi

Notes d'Information, 99.19, 00.23, 02.24, 03.38.
Tableaux statistiques, n° 6754, 6761, 6824, 6851, 6906.

Les personnels dans les DOM

1 Le personnel de l'Éducation nationale dans les DOM en 2003-2004

		Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Total DOM
PUBLIC	**Enseignants du premier degré :**	**3 008**	**1 910**	**2 393**	**6 182**	**13 493**
	Âge moyen	45,1	37,3	44,9	40,1	41,7
	% femmes	74,0	74,7	77,4	70,1	72,9
	% temps partiel	1,3	2,5	0,8	3,1	2,2
	Enseignants du second degré :	**4 357**	**1 933**	**4 188**	**8 176**	**18 654**
	Âge moyen	44,5	40,0	45,3	43,0	43,6
	% femmes	51,1	44,4	54,5	46,1	49,0
	% temps partiel	3,6	4,1	3,5	4,7	4,1
	- En collège :	**2 131**	**1 091**	**1 916**	**3 983**	**9 121**
	Âge moyen	44,3	38,6	44,6	42,9	43,0
	% femmes	53,5	46,7	58,8	51,2	52,8
	% temps partiel	3,5	3,0	3,7	5,2	4,2
	- En lycée professionnel :	**803**	**360**	**879**	**1 706**	**3 748**
	Âge moyen	44,5	41,1	45,5	42,3	43,4
	% femmes	48,1	36,1	48,0	41,4	43,9
	% temps partiel	4,7	5,6	3,3	3,7	4,0
	- En LEGT et autre second degré :	**1 423**	**482**	**1 393**	**2 487**	**5 785**
	Âge moyen	44,9	42,3	46,1	43,6	44,4
	% femmes	49,1	45,2	52,6	41,3	46,2
	% temps partiel	3,0	5,4	3,5	4,5	3,9
	Supérieur :	**214**	**61**	**188**	**395**	**858**
	Âge moyen	43,6	40,8	45,1	41,6	42,8
	% femmes	30,4	27,9	37,2	30,9	31,9
	% temps partiel	1,4	6,6	2,1	3,3	2,8
	Établissements de formation :	**462**	**212**	**673**	**595**	**1 942**
	Âge moyen	31,4	32,1	34,5	30,9	32,4
	% femmes	73,2	69,8	79,0	65,5	72,5
	% temps partiel	1,7	0,5	0,7	0,5	0,9
	Personnel administratif, technique, d'encadrement et de surveillance :					
	- Second degré :	**1 491**	**690**	**1 524**	**3 273**	**6 978**
	Âge moyen	43,4	40,2	43,8	40,2	41,7
	% femmes	57,3	50,3	63,1	49,7	54,3
	% temps partiel	11,3	4,1	10,9	18,1	13,7
	- Supérieur :	**162**	**35**	**96**	**265**	**558**
	Âge moyen	44,8	39,7	48,7	40,2	42,9
	% femmes	64,2	60,0	67,7	57,0	61,1
	% temps partiel	2,5	8,6	1,0	10,6	6,5
	- Services académiques :	**502**	**278**	**480**	**598**	**1 858**
	Âge moyen	42,4	40,7	45,1	41,2	42,5
	% femmes	78,5	71,9	80,2	67,7	74,5
	% temps partiel	13,1	2,5	17,7	14,9	13,3
	- Établissements de formation :	**38**	**11**	**30**	**76**	**155**
	Âge moyen	43,3	43,7	44,4	40,7	42,3
	% femmes	55,3	81,8	53,3	56,6	57,4
	% temps partiel	0,0	0,0	6,7	1,3	1,9
	Total Public :	**10 234**	**5 130**	**9 572**	**19 560**	**44 496**
	Âge moyen	43,8	38,7	44,2	41,1	42,1
	% femmes	60,8	59,0	64,4	55,4	59,0
	% temps partiel	4,3	3,3	4,5	6,6	5,3
PRIVÉ	**Enseignants du premier degré :**	**239**	**113**	**246**	**389**	**987**
	Âge moyen	46,0	37,5	47,0	42,9	44,0
	% femmes	90,8	80,5	82,1	92,3	88,0
	% temps partiel	4,6	1,8	4,1	4,9	4,3
	Enseignants du second degré :	**423**	**141**	**373**	**446**	**1 383**
	Âge moyen	42,9	40,2	42,8	41,4	42,1
	% femmes	58,4	63,8	63,0	56,5	59,6
	% temps partiel	14,9	14,2	16,1	13,7	14,8
	- En collège :	**169**	**73**	**124**	**243**	**609**
	Âge moyen	44,7	38,9	42,4	41,5	42,3
	% femmes	66,3	67,1	70,2	60,1	64,7
	% temps partiel	13,0	16,4	19,4	15,2	15,6
	- En LEGT :	**254**	**68**	**249**	**203**	**774**
	Âge moyen	41,7	41,6	42,9	41,3	42,0
	% femmes	53,1	60,3	59,4	52,2	55,6
	% temps partiel	16,1	11,8	14,5	11,8	14,1
	Total Privé :	**662**	**254**	**619**	**835**	**2 370**
	Âge moyen	44,0	39,0	44,4	42,1	42,9
	% femmes	70,1	71,3	70,6	73,2	71,4
	% temps partiel	11,2	8,7	11,3	9,6	10,4

12 Les DOM-TOM

PRÉSENTATION

En 2003-2004, dans les TOM, l'ensemble du secteur public et du secteur privé compte 213 100 élèves et étudiants. La hausse des effectifs en un an est de 0,4 %.
Le premier degré connaît une baisse des effectifs (- 1,1 %) en raison d'une diminution des effectifs de l'élémentaire (- 2,5 %) alors que le préélementaire progresse de 0,7 %. 37 061 élèves ont été scolarisés en 2003-2004 dans les écoles publiques et privées de Nouvelle-Calédonie, 39 905 en Polynésie française, 40 341 à Mayotte, 763 à Saint-Pierre-et-Miquelon et 2 773 à Wallis-et-Futuna 1 2. La scolarisation s'effectue très majoritairement dans les établissements publics, sauf à Wallis-et-Futuna où le premier degré est entièrement privé.
Dans les TOM, on a recensé 84 830 élèves dans le second degré, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2002. Tous les cycles progressent : + 1,3 % pour le premier cycle, + 2,6 % pour le second cycle général et technologique et + 2,1 % pour le second cycle professionnel. Les effectifs de l'enseignement agricole augmentent également (+ 6, %). À Mayotte et à Wallis-et-Futuna, tous les établissements du second degré appartiennent au secteur public, pour 77 % des établissements de Polynésie française, pour 65 % de ceux de Saint-Pierre-et-Miquelon et 67 % pour ceux de la Nouvelle-Calédonie 3.
Les effectifs des TOM scolarisés dans le supérieur s'élèvent à la rentrée 2003 à près de 5 900 étudiants, soit une hausse de près de 10 % par rapport à 2002 4.

DÉFINITIONS

- **Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de statut particulier (TOM).** Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte.
- **CP, CM2.** Cours préparatoire, cours moyen deuxième année. Première et dernière classes du cycle élémentaire.
- **CLIS. Classes d'intégration scolaire.**
- **CPGE.** Classes préparatoires aux grandes écoles.
- **STS.** Sections de techniciens supérieurs.

POUR EN SAVOIR PLUS

(Notes d'Information, Tableaux statistiques : voir rubrique du même nom en fin d'ouvrage)

Sources

1 « Récapitulation des effectifs d'élèves dans les établissements du premier degré par type d'établissement, par cycle et classe, par sexe. Public, Privé. France entière. 2003-2004 », *Tableaux statistiques*, à paraître.
2 Base centrale de pilotage (BCP).
3 Sources des chapitres correspondants pour chaque niveau dans la présente édition et dans les éditions précédentes (1984 à 2004) de *Repères et références statistiques.*

La population scolaire et universitaire des TOM

1 Effectifs du premier degré public, nombres de classes et d'écoles dans les TOM en 2003-2004

	Saint-Pierre-et-Miquelon	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Mayotte	Wallis-et-Futuna
Préélémentaire	143	9 702	12 423	9 974	-
CP-CM2	225	16 888	19 823	28 654	-
Classes d'initiation, d'adaptation, CLIS	-	501	789	1 713	-
Total premier degré	**368**	**27 091**	**33 035**	**40 341**	**-**
Nombre d'écoles maternelles	1	67	40	68	-
Nombre d'écoles élémentaires et spéciales	3	126	132	122	-

2 Effectifs du premier degré privé, nombres de classes et écoles dans les TOM en 2003-2004

	Saint-Pierre-et-Miquelon	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Mayotte	Wallis-et-Futuna
Préélémentaire	150	3 863	2 382	-	939
CP-CM2	245	6 086	4 418	-	1 822
Classes d'initiation, d'adaptation, CLIS	-	21	70	-	12
Total premier degré	**395**	**9 970**	**6 870**	**-**	**2 773**
Nombre d'écoles maternelles	2	14	5	-	3
Nombre d'écoles élémentaires et spéciales	2	78	15	-	14

3 Effectifs du second degré dans les TOM en 2003-2004 (Public + Privé)

	Saint-Pierre-et-Miquelon	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Mayotte	Wallis-et-Futuna
Premier cycle	398	18 526	19 244	12 703	1 537
SEGPA	-	1039	303	-	-
Second cycle professionnel	135	5 801	6 906	1 537	438
Second cycle général et technologique	108	5 749	6 119	3 937	350
Total second degré	**641**	**31 115**	**32 572**	**18 177**	**2 325**
% Public	65 %	67 %	77 %	100 %	100 %

4 Évolution des effectifs d'élèves et d'étudiants dans les TOM (Public + Privé)

	1990-1991	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Premier degré (1) :								
Préélémentaire	29 333	37 999	36 814	37 350	37 026	39 521	39 316	39 576
CP-CM2	67 492	77 378	77 350	78 937	78 328	79 533	80 154	78 161
Classes d'initiation, d'adaptation, CLIS	844	1 928	2 734	2 694	2 775	2 730	2 752	3 106
Total premier degré	**97 669**	**117 305**	**116 898**	**118 981**	**118 129**	**121 784**	**122 222**	**120 843**
Second degré :								
1er cycle secondaire (niveau)	29 060	46 581	48 128	49 188	50 158	51 245	51 714	52 408
2nd cycle professionnel	9 176	12 388	12 730	13 025	13 424	13 720	14 437	14 817
2nd cycle général et technologique	7 692	11 187	12 151	13 057	14 033	15 183	15 933	16 263
Enseignements adaptés	174	789	847	970	1 069	1 129	1 174	1 342
Total second degré	**46 102**	**70 945**	**73 856**	**76 240**	**78 684**	**81 277**	**83 258**	**84 830**
Second degré agriculture	724	1 309	1 362	1 486	1 471	1 465	1 444	1 530
Enseignement supérieur :								
CPGE	50	49	79	75	86	95	108	123
STS	425	761	816	870	882	909	1 024	1 105
Universités	1 418	2 698	2 777	2 946	3 371	3 756	3 962	4 367
Formations comptables	69	72	116	93	94	77	73	101
IUFM	-	158	189	203	189	212	215	219
Total supérieur	**1 962**	**3 738**	**3 977**	**4 187**	**4 622**	**5 049**	**5 382**	**5 915**
Total général	**146 457**	**193 297**	**196 093**	**200 894**	**202 906**	**209 575**	**212 306**	**213 118**

(1) En 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 : estimations pour l'ensemble du premier degré. En 2002-2003 les données de la Polynésie française n'étaient pas disponibles, on a gardé celles de 2001-2002.

Sigles

A

AA Arts appliqués.
AAC Attaché d'administration centrale.
AASU Attaché d'administration scolaire et universitaire.
ADEME Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie.
AE Adjoint d'enseignement.
AES *(Filière universitaire)* administrative, économique et sociale.
AFPA Association pour la formation professionnelle des adultes.
AFS(A) Attestation de formation spécialisée (approfondie).
AFSSE Agence française de sécurité sanitaire environnementale.
AHU Assistant hospitalo-universitaire.
AIE Aides individuelles exceptionnelles.
AIS Adaptation et intégration scolaires.
ALS Allocation de logement social.
ANDRA Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
ANPE Agence nationale pour l'emploi.
ANVAR Agence nationale de la valorisation de la recherche.
AP Autorisations de programme.
APASU Attaché principal d'administration scolaire et universitaire.
APL Aide personnalisée au logement.
ARA Activités à responsabilité académique.
ARE Activités à responsabilité établissement.
ASI Assistant ingénieur.
ASSEDIC Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
AST Agent des services techniques.
ASU Administration scolaire et universitaire.
ATER Attaché temporaire d'enseignement et de recherche.
ATOSS *(Personnels)* administratifs, techniques, ouvriers, de service, de santé et sociaux.

B

Bac pro Baccalauréat professionnel.
Bac techno. Baccalauréat technologique.
BAF Branche d'administration financière *(concours de recrutement des personnels de direction) (globalisée avec la BAG depuis 1997).*
BAG Branche d'administration générale *(concours de recrutement des personnels de direction) (globalisée avec la BAF depuis 1997).*
BAP Branche d'activité professionnelle.
BCE Base centrale des établissements.
BCP Base centrale de pilotage.
BCPST Biologie, chimie, physique et sciences de la Terre.
BCRD Budget civil de recherche et développement.
BE Brevet élémentaire.
BEI Brevet d'enseignement industriel.
BEP Brevet d'études professionnelles.
BEPA Brevet d'études professionnelles agricoles, et classes y préparant.
BIT Bureau international du travail.
Bio labo Biologie de laboratoire et paramédicale *(remplace* STBP*).*
BM Brevet de maîtrise.
BMA Brevet des métiers d'art.
BMS Bulletin mensuel de statistiques *(publication de l'INSEE).*
BO (BOEN) Bulletin officiel (de l'Éducation nationale).

BP Brevet professionnel *(diplôme de formation continue)*.
BPA Brevet professionnel agricole.
BRGM Bureau de recherche géologique et minière.
BT Brevet de technicien, et préparation à ce brevet.
Btn Baccalauréat technologique.
BTA Brevet de technicien agricole, et classes y préparant.
BTS Brevet de technicien supérieur.
BTSA Brevet de technicien supérieur agricole.

C

CA Contrat d'adaptation. *Également :* chiffre d'affaires.
CAAE Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises *(délivré par l'institut d'administration des entreprises)*.
CADIST Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAEI Certificat d'aptitude à l'enseignement des enfants et adolescents déficients ou inadaptés.
CAELEP Certificat d'aptitude à l'enseignement dans les lycées professionnels.
CAER Concours d'accès à une échelle de rémunération.
CAF Caisse d'allocations familiales.
CAFA Centre académique de formation administrative.
CAFEP Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement privé.
CAFIMF Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur maître formateur.
CAFOC Centre académique à la formation continue.
CAP Certificat d'aptitude professionnelle, et préparation en 2 ou 3 ans aux CAP.
CAPA Certificat d'aptitude professionnelle agricole, et classe y préparant.
CAPE Certificat d'aptitude au professorat des écoles.
CAPEPS Certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de l'éducation physique et sportive.
CAPES Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré.
CAPET Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique.
CAPLP Certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel.
CAPSAIS Certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires.
CAQ Contrat d'adaptation et de qualification.
CASU Conseiller d'administration scolaire et universitaire.
CC Cours complémentaire *(secteur privé)*.
CCH Code de la construction et de l'habitation.
CDD Contrat à durée déterminée.
CDDP Centre départemental de documentation pédagogique.
CDES Commission départementale de l'éducation spécialisée.
CDI Centre de documentation et d'information. *Également :* contrat à durée indéterminée.
CE Conseiller d'éducation. *Également :* Communauté européenne (*voir* UE). *Également :* chargé d'enseignement.
CE1 Cours élémentaire première année.
CE2 Cours élémentaire deuxième année.
CEA Commissariat à l'énergie atomique.
CEE Communauté économique européenne (*voir* UE).
CEG Collège d'enseignement général (*maintenant :* collège).
CEMAGREF Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts.
CEJ Contrat emploi-jeune.

CEN Conseil de l'Éducation nationale.
CEP Certificat d'études professionnelles, et classe y préparant *(supprimé en 1992). Également :* Certificat d'études primaires.
CEREQ Centre d'études et de recherches sur les qualifications.
CERI Centre de recherche et d'innovation dans l'enseignement.
CES Collège d'enseignement secondaire *(maintenant :* collège*). Également :* contrat emploi-solidarité.
CESI Centre d'études supérieures industrielles.
CE Spé. Certificat d'études spéciales.
CE Sup. Certificat d'études supérieures.
CET Collège d'enseignement technique.
CFA (A) Centre de formation d'apprentis (d'apprentissage agricole).
CFC Conseiller en formation continue.
CFG Certificat de formation générale.
CFI Crédit formation individualisé.
CFPEG Centre de formation des professeurs d'enseignement général de collège.
CFPET Centre de formation des professeurs de l'enseignement technique.
CFPTA Centre de formation des professeurs techniques adjoints.
CIEP Centre international d'études pédagogiques.
CIO Centre d'information et d'orientation.
CIPAL *Voir* CLIPA.
CIPPA Cycle d'insertion préprofessionnelle par alternance.
CIR Crédit impôt recherche.
CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
CLA Classe d'accueil.
CLIN Classe d'initiation.
CLDP Centre local de documentation pédagogique.
CLIPA (*ex*-CIPAL) Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance.
CLIS Classe d'intégration scolaire.
CLO Contrat local d'orientation.
CLOUS Centre local des œuvres universitaires et scolaires.
CM1 Cours moyen première année.
CM2 Cours moyen deuxième année.
CMPP Centre médico-psychopédagogique.
CNAF Caisse nationale d'allocations familiales.
CNAM Conservatoire national des arts et métiers.
CNASEA Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CNCP Commission nationale de la certification professionnelle.
CNDP Centre national de documentation pédagogique.
CNEAP Conseil national de l'enseignement agricole privé.
CNED Centre national d'enseignement à distance.
CNES Centre national d'études spatiales.
CNEFEI Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée.
CNESPET Centre national d'études et de spécialisation des personnels de l'enseignement technique.
CNIS Conseil national d'information statistique.
CNOUS Centre national des œuvres universitaires et scolaires.
CNP Conseil national des programmes.
CNRS Centre national de la recherche scientifique.
CNU Conseil national des universités.

CO Contrat d'orientation.
COP Conseiller d'orientation-psychologue.
CP Cours préparatoire. *Également :* crédit de paiement.
CPA Classe préparatoire à l'apprentissage.
CPAG Centre de préparation à l'administration générale.
CPE Conseiller principal d'éducation.
CPGE Classe préparatoire aux grandes écoles.
CPPN Classe préprofessionnelle de niveau.
CPR Centre pédagogique régional.
CPRPT Centre pédagogique régional des professeurs de l'enseignement technique.
CQ Contrat de qualification.
CR Classe-relais. *Également :* chargé de recherche.
CRA Centre régional associé au CNAM.
CRDP Centre régional de documentation pédagogique.
CREDOC Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.
Créa-D Création-design.
CRI Cours de rattrapage intégré.
CROUS Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CSAIA Chef du service académique d'inspection de l'apprentissage.
CSAIO Chef du service académique du service d'information et d'orientation.
CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment.
CSP Catégorie socioprofessionnelle.
CTA Chef de travaux adjoint.
CTI Commission des titres d'ingénieurs
CTL Chef de travaux de lycée.
CUFR Centre universitaire de formation et de recherche.
Cult-D Culture-design.

D

DAET Délégué académique à l'enseignement technique.
DAEU Diplôme d'accès aux études universitaires.
DAF Direction des affaires financières *(ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche).*
DAFCO Délégation académique à la formation continue.
DARES Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques *(ministère de la Santé et de la Protection sociale).*
DAVA Dispositif académique de validation des acquis professionnels.
DDEC Dotation départementale d'équipement des collèges.
DDI Diplôme de docteur-ingénieur.
DEA Diplôme d'études approfondies.
DEC Documentation, édition et communication.
DECF Diplôme d'études comptables et financières.
DEP Direction de l'évaluation et de la prospective (*ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*).
DEPS Diplôme d'État de psychologue scolaire (*ex*-DPS).
DES Diplôme d'études spécialisées (*disciplines médicales universitaires*).
DESC Diplôme d'études spécialisées complémentaires.
DESCF Diplôme d'études supérieures comptables et financières.
DESCO Direction de l'enseignement scolaire *(ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche).*
DESI Diplôme d'études supérieures d'instituteur.

DESS Diplôme d'études supérieures spécialisées.
DEUG Diplôme d'études universitaires générales.
DEUP Diplôme d'études universitaires professionnalisées.
DEUST Diplôme d'études universitaires en sciences et techniques.
DEUTEC Diplôme d'études universitaires technologiques *(université de Compiègne)*.
DGAS Direction générale de l'action sociale *(ministère de la Santé et de la Protection sociale).*
DGD Dotation globale de décentralisation.
DGE Dotation globale d'équipement.
DI Diplôme d'instituteur.
DIE (sup) Dépense intérieure d'éducation (supérieure).
DIRD Dépense intérieure de recherche et développement.
DIRDA, DIRDE Dépense intérieure de recherche et développement des administrations/des entreprises.
DIS Diplôme interdisciplinaire de spécialisation *(disciplines médicales universitaires)*.
DMA Diplôme des métiers d'art.
DNRD Dépense nationale de recherche et développement.
DNRDA, DNRDE Dépense nationale de recherche et développement des administrations/des entreprises.
DNTS Diplôme national de technologie spécialisée.
DO Dépense ordinaire.
DOM Départements d'outre-mer *(Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion).*
DPAC Direction des programmes aéronautiques civils.
DP&D (DPD) Direction de la programmation et du développement *(maintenant :* DEP, *voir ce sigle)*.
DPE Direction des personnels enseignants *(ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche)*.
DPECF Diplôme de préparation aux études comptables et financières.
DPPE Diplôme professionnel de professeur des écoles.
DR Directeur de recherche.
DREES Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques *(ministère de la Santé et de la Protection sociale).*
DRES Dotation régionale d'équipement scolaire.
DRONISEP Direction régionale de l'ONISEP *(voir ce sigle)*.
DSAA Diplôme supérieur en arts appliqués.
DUT Diplôme universitaire de technologie.

E

€ Euros.
EHESS École des hautes études en sciences sociales.
EILE Enseignement d'initiation aux langues vivantes étrangères.
EMI Enquête académique masse indiciaire
EMOP Équipe mobile d'ouvriers professionnels.
EMT Enseignement manuel et technique.
EN Éducation nationale. *Également :* École normale (d'instituteurs).
ENA École nationale d'administration.
ENI École nationale d'ingénieurs. *Également :* École normale d'instituteurs.
ENIT École nationale d'ingénieurs de travaux.
ENM École nationale de la magistrature.
ENNA École normale nationale d'apprentissage.
ENP École nationale de perfectionnement *(Maintenant :* EREA, *voir ce sigle)*.

ENPD École nationale du premier degré.
ENS École normale supérieure.
ENSA École nationale supérieure agronomique.
ENSAM École nationale supérieure des arts et métiers.
ENSI École nationale supérieure d'ingénieurs.
ENSSIB École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.
ENV École nationale vétérinaire.
EP Éducation prioritaire.
EPA Établissement public à caractère administratif.
EPCSCP Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.
EPI Enquête sur le parc immobilier.
EPIC Établissement public à caractère industriel et commercial.
EPLE Établissement public local d'enseignement.
EPLV Enseignement précoce des langues vivantes.
EPP *(Système d'information)* Emplois-postes-personnels.
EPS Éducation physique et sportive.
EPST Établissement public à caractère scientifique et technologique.
EREA Établissement régional d'enseignement adapté (ex-ENP).
ERPD École régionale du premier degré.
ES École secondaire. *Également :* Économique et social.
E/S Nombre moyen d'élèves devant un professeur pendant une heure de cours.
ESA Agence spatiale européenne *(european spatial agency).*
ESC École supérieure de commerce (ex-ESCAE).
ESCAE École supérieure de commerce et d'administration des entreprises (*maintenant :* ESC).
ESDI École supérieure de design industriel.
ESEU Examen spécial d'entrée à l'université.
EST École secondaire et technique *(secteur privé).*
ET École technique *(secteur privé).*
ETIC Enquête sur les technologies de l'information et de la communication.
ETP Équivalent temps plein.
Expr. art. Expression artistique.

F

F Francs.
FAF Fonds d'assurance formation.
FARPI Fonds académique de rémunération du personnel d'internat.
FAS Fonds d'action sociale.
FASFID Fédération des associations et sociétés françaises d'ingénieurs diplômés.
FAVE Fonds d'amélioration de la vie étudiante.
FC Formations continues. *Également :* formations complémentaires *(données dans les établissements du second degré).*
FCIL Formation complémentaire d'initiative locale.
FFPPS Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale.
FNAL Fonds national d'aide au logement.
FNE Fonds national pour l'emploi.
FNH Fonds national de l'habitation.
FSDIE Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes.
FSE Fonds social européen.

G

GAPP Groupe d'aide psychopédagogique (*voir :* RASED).
GCA Groupe de classes-ateliers (*voir :* SEGPA).
GEA Gestion des entreprises et administrations *(filière en IUT).*
GEP Grand établissement public.
GHS Groupement d'heures supplémentaires.
GIP Groupement d'intérêt public.
GRETA Groupement d'établissements.
GST/ EPCSCP Gestion scientifique et technique des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.
GT Général et technologique.

H

HEC *(École des)* Hautes études commerciales.
HSA Heures supplémentaires année.
HSE Heures supplémentaires effectives.

I

IA Inspecteur d'académie.
IAA Industries agroalimentaires.
IA-IPR Inspecteur d'académie -inspecteur pédagogique régional.
IADSDEN Inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale.
IATOS Ingénieur administratif, technique, ouvrier, de service et de santé.
ICS Informatique et calcul scientifique.
IDEN Inspecteur départemental de l'Éducation nationale.
IEN Inspecteur de l'Éducation nationale (*intègre depuis 1990 les* IDEN, IET, IIO).
IEP Institut d'études politiques.
IESP Informatique et électronique en sciences physiques (*maintenant :* MPI, *voir ce sigle*).
IET Inspecteur de l'enseignement technique.
IFREMER Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
IFRTP Institut français pour la recherche et la technologie polaires.
IGA Inspecteur général de l'administration.
IGAEN Inspecteur (Inspection) général(e) de l'administration de l'Éducation nationale.
IGC Informatique de gestion et de communication.
IGE Ingénieur d'études.
IGEN Inspecteur (Inspection) général(e) de l'Éducation nationale.
IGR Ingénieur de recherche.
IIO Inspecteur de l'information et de l'orientation.
IME, IMP Institut médico-éducatif, Institut médico-pédagogique.
INALCO Institut national des langues et civilisations orientales.
INED Institut national d'études démographiques.
INERIS Institut national de l'environnement et des risques.
INFFO *(Centre pour le développement de l')* information sur la formation permanente.
INP Institut national polytechnique.
INPSA Institut national de promotion supérieur agricole.
INRA Institut national de la recherche agronomique.
INRETS Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité.
INRIA Institut national de recherche en informatique et en automatique.

INRP Institut national de la recherche pédagogique.
INSA Institut national des sciences appliquées.
INSEE Institut national de la statistique et des études économiques.
INSERM Institut national de la santé et de la recherche médicale.
INTEC Institut national des techniques économiques et comptables.
IP Institut polytechnique.
IPAG Institut de préparation à l'administration générale.
IPES Indicateurs pour le pilotage des établissements du second degré.
IPSN Institut de protection et de sûreté nucléaire.
IRA Institut régional d'administration *(Bastia, Lille, Lyon, Metz, Nantes)*.
IRD Institut de recherche pour le développement (*ex*-ORSTOM).
IREDU Institut de recherche sur l'économie de l'éducation.
IRSN Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
ISBL Institut (ou association) sans but lucratif.
ISI Initiation aux sciences de l'ingénieur.
IS Prod Informatique et systèmes de production.
ITA Ingénieurs, techniciens et administratifs.
ITARF Ingénieurs, techniciens et administratifs de recherche et formation.
ITRF Ingénieurs et personnels techniques de recherche et formation.
IUFM Institut universitaire de formation des maîtres.
IUP Institut universitaire professionnalisé.
IUT Institut universitaire de technologie.

L

L Littéraire.
LCPC Laboratoire central des Ponts et Chaussées.
LEGT Lycée d'enseignement général et technologique.
LEP Lycée d'enseignement professionnel (*maintenant :* LP).
LMD Licence Master Doctorat.
LOLF Loi relative aux Lois de finance.
LP Lycée professionnel (*ex*-LEP).
LPA Lycée professionnel agricole.
LV (1, 2, 3, R) Langue vivante (première, deuxième, troisième, renforcée).

M

MA Maître auxiliaire.
MAAPAR Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.
MAFPEN Mission académique à la formation des personnels de l'Éducation nationale.
MAP Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (*maintenant :* ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales).
MASS Mathématiques appliquées aux sciences sociales.
MAT Module d'accueil temporaire.
MBA *Master of business administration.*
MC Mention complémentaire (*aux* BEP *ou* CAP).
MCF Maître de conférences.
MEN Ministère de l'Éducation nationale *(ancien nom du ministère)*.
MGEN Mutuelle générale de l'Éducation nationale.
MGIEN Mission générale à l'insertion de l'Éducation nationale.
MIAGE Méthodes d'informatique appliquées à la gestion.
MIAS Mathématiques, informatique, applications aux sciences.
MI-SE Maître d'internat-surveillant d'externat.

MOREA Module de repréparation d'examen par alternance.
MPI Mesures physiques et informatique (*ex*-IESP).
MSG Maîtrise en sciences de gestion.
MST Maîtrise de sciences et techniques.

N

NAF Nomenclature d'activités française.
NAP Nomenclature d'activités et de produits *(1973).*
NBI Nouvelle bonification indiciaire.
NFI Nouvelles formations d'ingénieurs (*maintenant :* formations d'ingénieurs en partenariat).
NSF Nomenclature des spécialités de formation.

O

OEA Ouvrier d'entretien et d'accueil.
OMA Organisme de mutualisation agréé (*au titre des formations*).
ONERA Office national d'études et de recherche spatiales.
ONISEP Office national d'information sur les enseignements et les professions.
OP Ouvrier professionnel.
OPCA Organisme paritaire collecteur agréé.
OPCA-CIF Organisme paritaire collecteur agréé au titre du congé individuel de formation.
OPRI Office de protection contre les rayonnements ionisants.
ORS Obligation réglementaire de service.

P

PACA *(Région)* Provence - Alpes - Côte d'Azur.
PAE Projet d'action éducative.
PAIO Permanence d'accueil d'information et d'orientation.
PATE Personnel administratif, technique et d'encadrement
PCEM1 Premier cycle des études médicales - première année.
PCS Professions et catégories socioprofessionnelles.
PE Professeur des écoles.
PEGC Professeur d'enseignement général de collège.
PEPS Professeur d'éducation physique et sportive.
PhCh labo Physique et chimie de laboratoire *(remplace* TSP*).*
PHU Praticien hospitalo-universitaire.
PIB Produit intérieur brut.
PLF Projet de Loi de Finances.
PLP Professeur de lycée professionnel. *Également :* Patrimoine, logistique et prévention *(concours ITRF).*
PME Petites et moyennes entreprises.
PMI Petites et moyennes industries.
Pr Secteur privé.
PRAG Professeur agrégé.
PRCE Professeur certifié.
Prépa ENV Classe préparatoire aux Écoles nationales vétérinaires.
Prod. Productique.
PTL Professeur technique de lycée.
Pu Secteur public.

R

RAIP Relais-assistance informatique de proximité.
RASED Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté.
R&D Recherche et développement.
REP Réseau d'éducation prioritaire.
RF Recherche et formation.
RNCP Répertoire national des certifications professionnelles.
RPM Rééducateur en psychomotricité (*maintenant :* maître chargé de rééducation - option G).
RPP Rééducateur en psychopédagogie (*maintenant :* maître chargé de rééducation - option G).

S

S Scientifique.
SAAC Secrétaire administratif d'administration centrale.
SAIA Service académique d'inspection de l'apprentissage.
SAIO Service académique d'information et d'orientation.
SASU Secrétaire d'administration scolaire et universitaire.
SBM Sciences biologiques et médicales.
SCSM Sciences chimiques sciences des matériaux.
SDHO Surface développée hors œuvre.
SEGPA Section d'enseignement général et professionnel adapté (*ex*-SES *et* GCA).
SES Section d'éducation spécialisée (*maintenant :* SEGPA). *Également :* sciences économiques et sociales.
SHS Sciences humaines et sociales.
SI Sciences de l'ingénieur.
SIFA Système d'information sur la formation des apprentis.
SIIS Sciences de l'ingénieur et instrumentation scientifique.
SIO Session d'information et d'orientation.
SISE Système d'information sur le suivi de l'étudiant.
SIVP Stage d'initiation à la vie professionnelle.
SMS Sciences médico-sociales.
SNV Sciences de la nature et de la vie *(filière universitaire)*.
SSM Sciences des structures et de la matière *(filière universitaire)*.
STAE Sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement.
STAPS Sciences et techniques des activités physiques et sportives *(universités)*.
STBP Sciences et techniques biologiques et paramédicales.
STI Sciences et technologies industrielles.
STL Sciences et technologies de laboratoire *(chimie/biologie)*.
STMS Sciences et techniques médico-sociales.
STPA Sciences et technologies du produit agroalimentaire.
STPI Sciences et technologies pour l'ingénieur.
STQ Statistiques et techniques quantitatives *(IUT)*.
STS Section de techniciens supérieurs.
STT Sciences et technologies tertiaires.
SV Sciences du Vivant.
SVT Sciences de la vie et de la Terre.
Syst. Auto. Systèmes automatisés *(remplace* TSA*)*.

T

TH Titre homologué.
TI' Classe de techniques industrielles.
TICE Technologies d'information et de communication pour l'enseignement.
TMD Techniques de la musique et de la danse.
TOM Territoires d'outre-mer, et collectivités territoriales de statut particulier *(Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna).*
TP Travaux pratiques. *Également :* Travaux publics.
TPG Trésorier payeur général ou Trésorerie paierie générale.
TSA Technologie des systèmes automatisés.
Également : Technicien supérieur agricole.
TSP Techniques des sciences physiques.
TVA Taxe sur la valeur ajoutée.

U

UC Unité capitalisable.
UE Union européenne (ex-CEE *puis* CE).
UER Unité d'enseignement et de recherche (*maintenant :* UFR).
UEREPS Unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive.
UFR Unité de formation et de recherche (*ex*-UER).
UNEDIC Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
UNMFREO Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation.
UNREP Union nationale d'éducation et de promotion.
UNSS Union nationale du sport scolaire.
UPI Unité pédagogique d'intégration.
UT Université technologique.

V

VAE Validation des acquis de l'expérience.
VAP Validation des acquis professionnels.
VS Vie scolaire *(enquête de la DEP).*

Z

ZEP Zone d'éducation prioritaire.

Notes d'Information

71.102 « L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré public et privé, année scolaire 1970-1971 », mai 1971.

73.31 « Le personnel enseignant de l'enseignement public du second degré. Situation en 1972-1973 », septembre 1973.

75.43 « Statistiques des concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré. Session 1975 », décembre 1975.

76.16 « L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré public et privé. Année scolaire 1975-1976 », mai 1976.

77.44 « Statistiques des concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré. Session 1977 », décembre 1977.

78.20 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1977-1978. Premiers résultats », mai 1978.

80.44 « Statistiques des concours de l'agrégation et du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré. Année 1980 », décembre 1980.

81.13 « L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré public et privé. Année scolaire 1980-1981 », mars 1981.

82.05 « Statistiques des concours de l'agrégation, du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) et de l'enseignement technique (CAPET). Année 1981 », février 1982.

83.11 « Statistiques des concours de l'agrégation, du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) et de l'enseignement technique (CAPET). Année 1982 », mars 1983.

83.30 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1982-1983 », septembre 1983.

84.14 « Statistiques des concours de l'agrégation, du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES), de l'enseignement technique (CAPET) et de l'éducation physique et sportive (CAPEPS). Année 1984 », juin 1984.

84.22 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1983-1984 », juin 1984.

85.24 « Statistiques du concours de l'agrégation, des CAPES, CAPET et CAPEPS. Année 1984 », juin 1985.

85.43 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1984-1985 », octobre 1985.

85.44 « Les zones prioritaires en 1982-1983 ; éléments de description », novembre 1985.

86.04 « Effectifs des élèves de l'enseignement public. 1985-1986 », janvier 1986.

86.15 « Effectifs des élèves de l'enseignement privé. 1985-1986 », avril 1986.

86.36 « L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré public et privé. Années scolaires 1984-1985 et 1985-1986 », septembre 1986.

87.08 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1985-1986 », février 1987.

87.33 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1986-1987 », août 1987.

87.45 « La taxe professionnelle reçue en 1985 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », novembre 1987.

88.32 « Statistiques des concours de l'agrégation, du CAPES, du CAPET et du CAPEPS. Année 1986 », août 1988.

88.34 « La taxe professionnelle reçue en 1987 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », août 1988.

88.56 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1987-1988 », janvier 1989.

89.44 « L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré public et privé. Année scolaire 1988-1989 », octobre 1989.

89.49 « La taxe professionnelle reçue en 1988 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », novembre 1989.

90.01 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1988-1989 », janvier 1990.

90.35 « Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1989-1990 », octobre 1990.

90.37 « La taille des classes et des divisions. 1989-1990 », octobre 1990.

90.43 « L'hébergement des élèves dans le second degré en 1989-1990 », décembre 1990.

90.44 « Les zones d'éducation prioritaire ; implantation et structure en 1989-1990 », décembre 1990.

91.04 « Élèves du second degré. Effectifs des établissements publics en 1990-1991 (enseignement spécial et classes supérieures non compris) », janvier 1991.

91.15 « La taxe d'apprentissage reçue en 1989 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », avril 1991.

91.18 « Effectifs d'élèves du second degré. Constat définitif incluant l'enseignement privé (enseignement spécial et post-baccalauréat exclus). 1990-1991 », avril 1991.

91.32 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1990 », août 1991.

91.36 « Les zones d'éducation prioritaire à la rentrée 1990. Évolution depuis 1982 », septembre 1991.

91.39 « Le baccalauréat, statistiques définitives. Session 1990 », septembre 1991.

92.03 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1990-1991 », janvier 1992.

92.05 « Les écoles du premier degré. Effectifs de 1991-1992 », février 1992.

92.09 « Taxe d'apprentissage reçue en 1990 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », mars 1992.

92.14 « Le baccalauréat, statistiques définitives. Session 1991 », avril 1992.

92.30 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré et des personnels de direction. Année 1991 », août 1992.

92.46 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1991-1992 », novembre 1992.

93.09 « Les effectifs du premier degré, année 1992-1993 », mars 1993.

93.13 « Effectifs du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1992 », mars 1993.

93.18 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1992 », mai 1993.

93.22 « Le baccalauréat, statistiques définitives. Session 1992 », mai 1993.

93.23 « Les instituts universitaires de technologie. Année 1992-1993 », mai 1993.

93.26 « Les évolutions de l'enseignement technique et professionnel dans le second degré », juin 1993.

93.45 « La taxe d'apprentissage reçue en 1992 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale », novembre 1993.

93.47 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1992-1993 », décembre 1993.

94.19 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1993 », mars 1994.

94.23 « Le baccalauréat, session 1993. Résultats définitifs », mai 1994.

94.26 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1993 », juin 1994.

94.27 « Les instituts universitaires de technologie. Année 1993-1994 », juin 1994.

94.30 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1993-1994 », juillet 1994.

94.41 « La taxe d'apprentissage reçue en 1993 », octobre 1994.

94.49 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1993-1994 », décembre 1993.

95.11 « Le baccalauréat, session 1994. Résultats définitifs », février 1995.

95.18 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1994 », avril 1995.

95.24 « Les instituts universitaires de technologie. Année 1994-1995 », mai 1995.

95.25 « Les zones d'éducation prioritaire à la rentrée 1994 », mai 1995.

95.26 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1994 », mai 1995.

95.30 « Le coût de l'éducation en 1994 », juillet 1995.

95.34 « Écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1994-1995 », juillet 1995.

95.37 « Concours de recrutement des professeurs des écoles. Session 1994 », septembre 1995.

95.45 « La taxe d'apprentissage reçue en 1994 », novembre 1995.

95.47 « L'enseignement des langues vivantes étrangères à l'école primaire en 1994-1995 », novembre 1995.

96.01 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1995 », janvier 1996.

96.02 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1994-1995 », janvier 1996.

96.04 « Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire », février 1996.

96.06 « Les enseignements spécialisés et adaptés en 1994-1995 », février 1996.

96.08 « Le baccalauréat, session 1995. Résultats définitifs », mars 1996.

96.16 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1995 », avril 1996.

96.23 « Les instituts universitaires de technologie à la rentrée 1995-1996 », mai 1996.

96.25 « Les sections de techniciens supérieurs. Public, Privé. Année 1995-1996 », juin 1996.

96.26 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1995-1996 », juin 1996.

96.30 « Le coût de l'éducation en 1995. Évaluation provisoire du compte », juillet 1996.

96.38 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1995 », septembre 1996.

96.53 « Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire », décembre 1996.

97.10 « Le baccalauréat, résultats définitifs. Session 1996 », mars 1997.

97.11 « Les enseignants des établissements publics du second degré en 1995-1996 », mars 1997.

97.13 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1996 », mars 1997.

97.17 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1996 », avril 1997.

97.18 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 1996-1997 », avril 1997.

97.20 « Les sections de techniciens supérieurs (établissements publics et privés). Année 1996-1997 », avril 1997.

97.28 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1996 », juillet 1997.

97.31 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1996-1997 », juillet 1997.

97.32 « Collégiens et lycéens étrangers », juillet 1997.

97.35 « Le coût de l'éducation en 1996. Évaluation provisoire du compte », août 1997.

97.41 « Concours de recrutement des professeurs des écoles. Session 1996 », octobre 1997.

97.44 « Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire », octobre 1997.

97.46 « L'enseignement adapté du second degré en 1996-1997 », décembre 1997.

97.51 « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 1996-1997 », décembre 1997.

97.52 « La taxe d'apprentissage reçue en 1996 », décembre 1997.

98.03 « Le baccalauréat. Session 1997. Résultats définitifs », février 1998.

98.06 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1997 », avril 1998.

98.08 « L'essor de l'apprentissage entre 1992 et 1996 », avril 1998.

98.10 « Les sections de techniciens supérieurs. Année 1997-1998 », mai 1998.

98.13 « Le personnel du secteur public de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1997 », mai 1998.

98.15 « Les zones d'éducation prioritaire en 1997-1998 », mai 1998.

98.16 « Travailler en ZEP », mai 1998.

98.19 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 1997-1998 », juin 1998.

98.22 « Résultats provisoires du baccalauréat. France métropolitaine. Session de juin 1998 », juillet 1998.

98.29 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1997-1998 », août 1998.

98.30 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Année 1997 », septembre 1998.

98.32 « Le coût de l'éducation en 1997. Évaluation provisoire du compte », octobre 1998.

98.33 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur. 1996-1997 », octobre 1998.

98.35 « Les concours de recrutement des personnels de direction, inspection et CASU », novembre 1998.

98.37 « Concours de recrutement de professeurs des écoles. Session 1997 », novembre 1998.

98.43 « Apprentissage en 1997-1998 : une hausse continue des effectifs », décembre 1998.

99.04 « La première vague d'emplois-jeunes à l'Éducation nationale (septembre 1997 - septembre 1998) », mars 1999.

99.05 « Premier portrait des aides-éducateurs à l'Éducation nationale (septembre 1998) », mars 1999.

99.07 « L'évolution de la scolarité et de l'insertion professionnelle des jeunes (1996-1998). 1 – Les sortants du système éducatif », avril 1999.

99.08 « L'évolution de la scolarité et de l'insertion professionnelle des jeunes (1996-1998). 2 – Les emplois offerts », avril 1999.

99.11 « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 1997-1998 », avril 1999.

99.15 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1998 », juin 1999.

99.19 « Le personnel du secteur public de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1998 », juin 1999.

99.21 « Sections de techniciens supérieurs. 1998-1999 », juin 1999.

99.22 « Le baccalauréat. Session 1998. Résultats définitifs », juin 1999.

99.23 « La fréquentation de la restauration scolaire dans les collèges publics », juin 1999.

99.24 « Les IUT à la rentrée 1998 », juillet 1999.

99.25 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur public. 1997-1998 », juillet 1999.

99.31 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées », août 1999.

99.36 « L'entrée au cours préparatoire à cinq ans », octobre 1999.

99.37 « Le coût de l'éducation en 1998. Évaluation provisoire du compte », octobre 1999.

99.39 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 1998-1999 », octobre 1999.

99.41 « Concours de recrutement de professeurs des écoles. Session 1998 », novembre 1999.

99.42 « L'enseignement des langues vivantes étrangères dans le premier degré en 1998-1999 », novembre 1999.

99.44 « Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel. Session 1998 », décembre 1999.

00.08 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1999 », mars 2000.

00.13 « Les classes d'intégration scolaire et les sections d'enseignement général et professionnel adapté en 1998-1999 », mai 2000.

00.14 « Le baccalauréat. Session 1999. Résultats définitifs », mai 2000.

00.15 « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 1998-1999 », juin 2000.

00.16 « Les aides-éducateurs au 1er janvier 2000 : le dispositif en place », juin 2000.

00.18 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 1999-2000 », juin 2000.

00.23 « Les personnels du secteur public de l'Éducation nationale au 1er janvier 1999 », juillet 2000.

00.32 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Année 1999-2000 », septembre 2000.

00.37 « Les aides-éducateurs au 1er janvier 2000 : les sorties du dispositif », octobre 2000.

00.38 « Le coût de l'éducation en 1999. Évaluation provisoire du compte », octobre 2000.

00.41 « Validation des acquis professionnels par le système éducatif : une nouvelle composante de l'activité de certification », octobre 2000.

00.42 « Les effectifs des Instituts universitaires de technologie en 1999-2000 », octobre 2000.

00.43 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur. 1998-1999 », novembre 2000.

00.44 « Les enseignements généraux et professionnels adaptés du second degré en 1999 », novembre 2000.

00.48 « Les brevets de techniciens supérieurs. Session 1999 », novembre 2000.

00.49 « Concours de recrutement de professeurs des écoles. Session 1999 », décembre 2000.

00.52 « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 1999-2000 », décembre 2000.

00.53 « Les instituts universitaires de formation des maîtres – 1999-2000 », décembre 2000.

00.54 « Les facteurs de réussite au début du collège d'après les panels d'élèves entrés en sixième en 1989 et 1995 », décembre 2000.

01.01 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 2000 », janvier 2001.

01.03 « Les préparations aux brevets de techniciens supérieurs. Étudiants et apprentis. 1999-2000 », janvier 2001.

01.04 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré. Session 1999 », janvier 2001.

01.10 « Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire. Session 1999 », février 2001.

01.11 « La réussite en premier cycle universitaire (DEUG et DUT). Sessions 1998 et 1999 », février 2001.

01.12 « Les écoles de commerce et gestion. Évolution de 1980 à 2000 », mars 2001.

01.13 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 2000-2001 », mars 2001.

01.16 « Les sections de techniciens supérieurs. Les étudiants inscrits en 2000-2001 », mars 2001.

01.17 « Les centres de formation d'apprentis en 1999-2000 », avril 2001.

01.21 « Prévisions nationales d'effectifs d'élèves du second degré pour les rentrées 2001 et 2002 », mai 2001.

01.22 « Les étudiants étrangers à l'université », mai 2001.

01.24 « Le baccalauréat. Session 2000. Résultats définitifs », mai 2001.

01.27 « La formation des adultes réalisée dans les GRETA de l'Éducation nationale. Bilan 1999 », juin 2001.

01.28 « L'évolution récente des scolarités et de l'insertion professionnelle (1998-2000). 1 – Les scolarités », juin 2001.

01.29 « L'évolution récente des scolarités et de l'insertion professionnelle (1998-2000). 2 – L'insertion professionnelle », juin 2001.

01.30 « Les étudiants inscrits dans le système universitaire public français en 2000-2001 », juin 2001.

01.31 « Profils et devenir des élèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles », juin 2001.

01.32 « Les attentes scolaires des parents d'élèves au début des études secondaires. Enquête juin et septembre 1998 », juillet 2001.

01.33 « Validation des acquis professionnels dans les universités et au CNAM en 1999 », juillet 2001.

01.34 « Résultats provisoires du baccalauréat. France métropolitaine. Session de juin 2001 », juillet 2001.

01.35 « Les élèves en début de CE2. Évaluation de septembre 2000 », juillet 2001.

01.36 « Les élèves en début de sixième. Évaluation de septembre 2000 », juillet 2001.

01.40 « Les personnels du secteur public de l'Éducation nationale au 31 janvier 2000 », août 2001.

01.42 « Le choix de l'établissement au début des études secondaires », août 2001.

01.45 « Les instituts universitaires de formation des maîtres. 2000-2001 », octobre 2001.

01.47 « La réussite au DEUG par université. Session 1999 », octobre 2001.

01.49 « Le coût de l'éducation en 2000. Évaluation provisoire du compte », octobre 2001.

01.54 « Les effectifs des instituts universitaires de technologie en 2000-2001 », décembre 2001.

01.57 « Les élèves nouveaux arrivants non francophones et leur scolarisation dans les différents dispositifs d'accueil « décembre 2001.

01.58 « Les réponses des élèves de CE2 à l'évaluation de septembre 2001 », décembre 2001.

01.59 « Les réponses des élèves de sixième à l'évaluation de septembre 2001 », décembre 2001.

02.03 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Les diplômés en 2000. Les effectifs en 2000-2001 », février 2002.

02.04 « La validation des acquis professionnels connaît un succès croissant pour les diplômes professionnels en 2000 », février 2002.

02.05 « Forte croissance de la validation des acquis professionnels dans les universités et au CNAM en 2000 », février 2002.

02.06 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur. 1999-2000 », mars 2002.

02.08 « Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 2001 », mars 2002.

02.10 « L'aide financière au étudiants. 2000-2001 », mars 2002.

02.11 « Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel de niveaux III, IV et V. Session 2000 », mars 2002.

02.14 « Le contrôle en cours de formation au baccalauréat professionnel », avril 2002.

02.19 « Concours de recrutement de professeurs des écoles. Session 2000 », avril 2000.

02.22 « Le baccalauréat. Session 2001. Résultats définitifs », avril 2002.

02.24 « Les personnels du secteur public de l'Éducation nationale au 31 janvier 2001 », mai 2002.

02.25 « Au 1er février 2000, sept mois après leur sortie de CFA, plus d'un apprenti sur deux a un emploi et trois sur dix un CDI », mai 2002.

02.26 « Au 1er février 2000, sept mois après leur sortie du système éducatif, plus d'un lycéen sur deux a un emploi », mai 2002.

02.27 « Le nombre de stagiaires des GRETA s'est accru en 2000 », mai 2002.

02.28 « En 2000, 16 % des aides-éducateurs ont rompu leur contrat avant son terme », juin 2002.

02.29 « Les instituteurs et professeurs des écoles du secteur public à la rentrée 2000 », juin 2002.

02.32 « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2000-2001 », juillet 2002.

02.37 « Le baccalauréat professionnel. Session 2001 », juillet 2002.

02.38 « Résultats provisoires du baccalauréat. France métropolitaine. Session de juin 2002 », juillet 2002.

02.41 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré – Session 2000 », septembre 2002.

02.43 « Temps de travail des enseignants du second degré en 2002 », octobre 2002.

02.45 « « Les concours de recrutement des personnels de direction, d'inspection et des conseillers d'administration scolaire et universitaire – Sessions 2001 et 2000 », octobre 2002.

02.46 « Les effectifs des instituts universitaires de technologie en 2001-2002 », octobre 2002.

02.47 « Les sections de techniciens supérieurs. Les étudiants inscrits en 2001-2002 », octobre 2002.

02.50 « Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel. Session 2001 », novembre 2002.

02.56 « Les instituts universitaires de formation des maîtres. 2001-2002 », décembre 2002.

02.51 « Le coût de l'éducation en 2001. Évaluation provisoire du compte », novembre 2002.

02.57 « Les élèves du second degré dans les établissements publics à la rentrée 2002 », décembre 2002.

02.59 « Les étudiants étrangers à l'université : la reprise de la croissance », décembre 2002.

03.01 « Le développement de la validation des acquis professionnels se poursuit dans l'enseignement supérieur en 2001 », janvier 2003.

03.04 « Le succès croissant de la validation des acquis professionnels dans l'enseignement professionnel s'est confirmé en 2001 », janvier 2003.

03.05 « Coup de frein à l'insertion professionnelle des jeunes en 2002 », janvier 2003.

03.09 « La taille des classes en collège et lycée (secondaire et supérieur) à la rentrée 2001 », février 2003.

03.11 « La scolarisation des enfants et adolescents handicapés », février 2003.

03.15 « Le plan social étudiant a atteint ses objectifs - L'aide financière aux étudiants de la rentrée 1997 à la rentrée 2001 », mars 2003.

03.17 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré – Session 2001 », mars 2003.

03.19 « L'évaluation des compétences des élèves de CE2 en septembre 2002 », avril 2003.

03.20 « L'évaluation des compétences des élèves de sixième en septembre 2002 », avril 2003.

03.24 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées. Les diplômés en 2001. Les effectifs en 2001-2002 », avril 2003.

03.25 « Les formations d'ingénieurs en partenariat. 2001-2002 », avril 2003.

03.29 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Année 2002-2003 », mai 2003.

03.30 « Légère dégradation de l'emploi à la sortie du lycée en 2001-2002 », mai 2003.

03.32 « La réussite au DEUG par discipline – Sessions 1999 à 2001 », mai 2003.

03.34 « Le baccalauréat. Session 2002. Résultats définitifs », juin 2003.

03.35 « Les élèves du second degré dans les établissements publics ou privés à la rentrée 2002 », juin 2003.

03.36 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur. 2001-2002 », juin 2003.

03.38 « Les personnels du secteur public de l'Éducation nationale au 31 janvier 2002 », juillet 2003.

03.39 « En 2002, le repli de l'emploi dans l'industrie affecte l'insertion des apprentis », juillet 2003.

03.43 « Concours de recrutement de professeurs des écoles – Session 2001 », août 2003.

03.46 « Les brevets de techniciens supérieurs. Session 2002 », août 2003.

03.49 « Taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2002 : divisions et groupes », août 2003.

03.51 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées – Effectifs en 2002-2003 – Diplômes délivrés en 2002 », septembre 2003.

03.53 « Les effectifs des instituts universitaires de technologie en 2002-2003 », octobre 2003.

03.54 « Les instituts universitaires de formation des maîtres – 2002-2003 », octobre 2003.

03.56 « La validation des acquis dans l'enseignement supérieur en 2002 : une forte progression », novembre 2003.

04.03 « Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur – 2002-2003 », février 2004.

04.05 « Les élèves du second degré dans les établissements publics ou privés à la rentrée 2003 », mars 2004.

04.07 « Résultats définitifs de la session 2003 du baccalauréat », mars 2004.

04.08 « Les concours de recrutement des enseignants du second degré – Session 2002 », avril 2004.

04.12 « La scolarisation des jeunes de 15 à 29 ans : regard sur la période 1985-2001 », avril 2004.

04.13 « Le succès croissant de la validation des acquis se confirme en 2002 », mai 2004.

04.14 « Que deviennent les bacheliers après leur baccalauréat ? Évolutions 1996-2002 », juin 2004.

04.16 « Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles – 2003-2004 », juin 2004.

04.17 « Les parcours dans le secondaire : des disparités régionales », juin 2004.

04.20 « Les étudiants inscrits dans les 84 universités publiques françaises en 2003-2004 », juillet 2004.

Tableaux statistiques

5503 « Établissements publics du second degré ; répartition des élèves par sexe, selon le mode d'hébergement, le cycle, la classe, la section et l'option ; nombre de divisions en second cycle professionnel. Année 1985-1986 », janvier 1986.

5510 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1985-1986 », janvier 1986.

5530 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1985-1986 », mars 1986.

5537 « Établissements privés du second degré ; répartition des élèves selon le mode d'hébergement, par classe, section et option, par contrat ; nombre de divisions en second cycle professionnel. Année 1985-1986 », avril 1986.

5588 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1986-1987 », novembre 1986.

5596 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1986-1987 », décembre 1986.

5670 « Taxe d'apprentissage reçue en 1985 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1984). Public, Privé », novembre 1987.

5680 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1987-1988 », décembre 1987.

5681 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1987-1988 », décembre 1987.

5738 « Taxe d'apprentissage reçue en 1987 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1986). Public, Privé », septembre 1988.

5766 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1988-1989 », février 1989.

5774 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1988-1989 », février 1989.

5843 « Taxe d'apprentissage reçue en 1988 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1987). Public, Privé », octobre 1989.

5859 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1989-1990 », janvier 1990.

5918 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1989-1990 », juin 1990.

5958 « Établissements publics du second degré. Répartition des élèves par sexe, selon le mode d'hébergement, le cycle, la classe, la série, la section et l'option. Année 1990-1991 », décembre 1990.

5968 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1990-1991 », janvier 1991.

5970 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1990-1991 », janvier 1991.

5973 « Taxe d'apprentissage reçue en 1989 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1988). Public, Privé », mars 1991.

5981 « Établissements privés du second degré. Répartition des élèves selon le mode d'hébergement, par cycle, classe, série, section, par contrat. Année 1990-1991 », février 1991.

6042 « Taxe d'apprentissage reçue en 1990 et 1991 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (années de salaire 1989 et 1990). Public, Privé », novembre 1991.

6064 « Établissements publics du second degré. Répartition des élèves par sexe et selon le mode d'hébergement, le cycle, la classe, la série, la section et l'option. Année 1991-1992 », janvier 1992.

6073 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1991-1992 », février 1992.

6074 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1991-1992 », février 1992.

6078 « Établissements privés du second degré. Répartition des élèves selon le mode d'hébergement, par cycle, classe, série, section, par contrat. Année 1991-1992 », février 1992.

6164 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1992-1993 », février 1993.

6165 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1992-1993 », février 1993.

6228 « Taxe d'apprentissage reçue en 1992 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1991). Public, Privé », novembre 1993.

6234 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1993-1994 », décembre 1993.

6236 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1993-1994 », janvier 1994.

6251 « Les étudiants inscrits dans les IUT en 1993-1994. Diplômes délivrés à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 », mars 1994.

6260 « Établissements publics du second degré. Nombre de divisions et importance des effectifs. Année 1993-1994 », avril 1994.

6261 « Établissements privés du second degré. Nombre de divisions et importance des effectifs. Année 1993-1994 », avril 1994.

6280 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1993-1994. Diplômes délivrés en 1993 à l'issue de l'année scolaire 1992-1993. Public, Privé », juin 1994.

6308 « Taxe d'apprentissage reçue en 1993 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (année de salaires 1992). Public, Privé », octobre 1993.

6312 « Statistiques des élèves des établissements privés d'enseignement supérieur de commerce, gestion, vente et comptabilité. Année 1993-1994 », novembre 1994.

6317 « Le personnel du ministère de l'Éducation nationale au 1er janvier 1994. Public », décembre 1994.

6325 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1994-1995 », janvier 1995.

6326 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1994-1995 », janvier 1995.

6345 « Les étudiants inscrits dans les IUT en 1994-1995. Diplômes délivrés à l'issue de l'année scolaire 1993-1994 », mars 1995.

6368 « Établissements publics du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1994-1995 », juin 1995.

6369 « Établissements privés du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1994-1995 », juin 1995.

6373 « Les établissements privés d'enseignement supérieur non universitaire de commerce et de gestion. Année 1994-1995 », juin 1995.

6385 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1995. Public », septembre 1995.

6394 « Taxe d'apprentissage reçue en 1994 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale (année de salaire 1993). Public, Privé », octobre 1995.

6417 « Les étudiants inscrits dans les IUT en 1995-1996. Diplômes délivrés à l'issue de l'année scolaire 1994-1995 », mars 1996.

6422 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Public. Année 1995-1996 », mars 1996.

6423 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1995-1996 », mars 1996.

6426 « Les sections de techniciens supérieurs. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. Année 1995-1996 », mars 1996.

6431 « Établissements publics du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1995-1996 », mars 1996.

6432 « Établissements privés du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1995-1996 », mars 1996.

6436 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1995-1996. Diplômes délivrés en 1995 à l'issue de l'année scolaire 1994-1995. Public, Privé », avril 1996.

6443 « Les étudiants d'enseignement supérieur non universitaire de commerce et de gestion. Année 1995-1996. Diplômes délivrés en 1995 », juin 1996.

6473 « Répartition des élèves par sexe, cycle, classe, type d'établissement et selon le mode d'hébergement. Public, Privé, Public + Privé. Année 1996-1997 », janvier 1997.

6479 « Les établissements régionaux d'enseignement adapté. Public », février 1997.

6480 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. Année 1996-1997 », janvier 1997.

6484 « Les sections de techniciens supérieurs. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. Année 1996-1997 », février 1997.

6487 « Taxe d'apprentissage reçue en 1995 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (année de salaires 1994). Public, Privé », février 1997.

6488 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1996. Public », février 1997.

6490 « Établissements publics du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1996-1997 », mars 1997.

6491 « Établissements privés du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1996-1997 », mars 1997.

6505 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1996-1997. Diplômes délivrés en 1996 à l'issue de l'année scolaire 1995-1996 », avril 1997.

6523 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. Année 1996-1997 », septembre 1997.

6524 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Répartition des élèves et des classes par niveau. Privé. Année 1996-1997 », septembre 1997.

6532 « Taxe d'apprentissage reçue en 1996 par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (année de salaires 1995). Public, Privé », décembre 1997.

6539 « Récapitulation des effectifs d'élèves dans les établissements du second degré, par type d'établissement, par cycle et classe, par sexe. Public. Année 1997-1998 », janvier 1998.

6540 « Récapitulation des effectifs d'élèves dans les établissements du second degré, par type d'établissement, par cycle et classe, par sexe. Privé. Année 1997-1998 », janvier 1998.

6542 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Tableaux récapitulatifs », janvier 1998.

6545 « Sections de techniciens supérieurs. Tableaux récapitulatifs », janvier 1998.

6555 « Établissements publics du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1997-1998 », février 1998.

6556 « Établissements privés du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année 1997-1998 », février 1998.

6584 « Enquête dans les écoles, maternelles, élémentaires et spéciales. Public. 1997-1998 », juillet 1998.

6586 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Privé. 1997-1998 », juillet 1998.

6596 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1997-1998. Diplômes délivrés en 1997 à l'issue de l'année scolaire 1996-1997. Public, Privé », août 1998.

6597 « Les établissements privés d'enseignement supérieur non universitaires de commerce et de gestion. Année 1997-1998. France métropolitaine + DOM. Diplômes délivrés en 1997 », juillet 1998.

6611 « Classes préparatoires aux grandes écoles - Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 1998-1999 », février 1999.

6614 « Sections de techniciens supérieurs - Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 1998-1999 », février 1999.

6617 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier 1998. Public », février 1999.

6623 « Enquête dans les écoles élémentaires et spéciales. Public. 1998-1999 », mars 1999.
6625 « Enquête dans les écoles élémentaires et spéciales. Privé. 1998-1999 », mars 1999.
6636 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public. France sans TOM. 1998-1999 », mars 1999.
6637 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Privé. France sans TOM. 1998-1999 », mars 1999.
6641 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel - Session 1998. Public, Privé, Public + Privé. France sans TOM », mai 1999.
6649 « Effectifs dans les instituts universitaires de technologie. Public. France sans TOM. 1998-1999 », juin 1999.
6651 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1998-1999. Diplômes délivrés en 1998 à l'issue de l'année scolaire 1997-1998. Public, Privé. France métropolitaine », juin 1999.
6658 « Les effectifs des établissements privés d'enseignement supérieur non universitaire de commerce et gestion. France métropolitaine + DOM. 1998-1999 », juillet 1999.
6671 « Résultats définitifs du baccalauréat d'enseignement général en 1999. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », décembre 2000.
6672 « Résultats définitifs du baccalauréat technologique en 1999. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », décembre 2000.
6676 « Classes préparatoires aux grandes écoles - Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 1999-2000 », décembre 1999.
6684 « Sections de techniciens supérieurs. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 1999-2000 », janvier 2000.
6690 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel. Session 1999. Public, Privé. France sans TOM », février 2000.
6701 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Public. France sans TOM. 1999-2000 », février 2000.
6702 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Privé. France sans TOM. 1999-2000 », février 2000.
6703 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Public + Privé. France sans TOM. 1999-2000 », février 2000.
6705 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public. France métropolitaine + DOM. 1999-2000 », février 2000.
6706 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Privé. France métropolitaine + DOM. 1999-2000 », mars 2000.
6709 « Enquête dans les écoles maternelles, élémentaires et spéciales. Répartition des élèves et des classes par niveau. Académies, départements, DOM, TOM, DEFA, étranger. Public. 1999-2000 », mars 2000.
6714 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 1999-2000. Diplômes délivrés en 1999 à l'issue de l'année scolaire 1998-1999. Public, Privé. France métropolitaine », avril 2000.
6720 « Effectifs dans les Instituts universitaires de technologie. 1999-2000. Public. France métropolitaine, DOM », mai 2000.
6725 « Les effectifs des établissements privés d'enseignement supérieur non universitaires de commerce et de gestion. Les diplômes délivrés en 1999. Privé. France métropolitaine + DOM. 1999-2000 », mai 2000.
6732 « Les instituts universitaires de formation des maîtres. Les effectifs en 1999-2000. Évolution depuis 1991-1992. France métropolitaine, DOM, TOM », juillet 2000.
6739 « Enquête dans les écoles publiques et privées du premier degré. Langues vivantes étrangères à l'école. France métropolitaine, DOM, France métropolitaine + DOM. 1999-2000 », septembre 2000.
6742 « Effectifs des apprentis, des élèves des CPA et des CLIPA dans les centres de formation d'apprentis (y compris les CFA agricoles). 1999-2000. France métropolitaine, DOM, TOM », décembre 2000.

6744 « Recensement des instituteurs et professeurs des écoles au 31 janvier 2000. Public. France métropolitaine + DOM », décembre 2000.

6745 « Recensement des maîtres rémunérés dans une échelle d'instituteur ou de professeur des écoles au 31 janvier 2000. Privé. France métropolitaine + DOM », décembre 2000.

6746 « Classes préparatoires aux grandes écoles - Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 2000-2001 », décembre 2000.

6747 « Classes préparatoires aux grandes écoles - Carte des préparations. Public, Privé. 2000-2001 », décembre 2000.

6748 « Classes préparatoires aux grandes écoles - Carte des établissements. Public, Privé. 2000-2001 », décembre 2000.

6749 « Sections de techniciens supérieurs, préparations diverses post-baccalauréat. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. 2000-2001. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM », janvier 2001.

6750 « Sections de techniciens supérieurs, carte des préparations. Établissements publics (tome 1), privés (tome 2) sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. 2000-2001. Académies, établissements, DOM-TOM », janvier 2001.

6751 « Sections de techniciens supérieurs, carte des établissements. Public, Privé. 2000-2001. Académies, départements, établissements, DOM-TOM », janvier 2001.

6754 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur au 31 janvier 2000. Public. France métropolitaine, DOM », janvier 2001.

6757 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par sexe, cycle, classe, type d'établissement et selon me mode d'hébergement. Public, Privé, Public + Privé. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM », janvier 2001.

6761 « Les enseignants des classes sous contrat des établissements privés du second degré. Situation au 31 janvier 2000. France métropolitaine, DOM », janvier 2001.

6762 « Flux des élèves de l'enseignement du second degré. Orientation de 1999-2000 à 2000-2001. Public, Privé, Public + Privé. France métropolitaine, DOM, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6765 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe, et importance des effectifs. Public. France métropolitaine, DOM, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6766 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe, et importance des effectifs. Privé. France métropolitaine, DOM, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6767 « Établissements publics du second degré : répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6768 « Établissements privés du second degré : répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6769 « Établissements du second degré : répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Public + Privé. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », janvier 2001.

6772 « Établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel. Public, Privé. France métropolitaine, DOM. 1999-2000 », mars 2001.

6773 « Résultats définitifs du baccalauréat d'enseignement général en 2000. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », mars 2001.

6774 « Résultats définitifs du baccalauréat technologique en 2000. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », mars 2001.

6776 « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. CAP. Public, Privé. France métropolitaine, DOM. Session 2000 », avril 2001.

6777 « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. BEP, mentions complémentaires de niveau V. Public, Privé. France métropolitaine, DOM. Session 2000 », avril 2001.

6778 « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. BP, BT, BMA, BTS, DNTS, DMA, DSAA, mentions complémentaires de niveau IV. Public, Privé. France métropolitaine, DOM. Session 2000 », avril 2001.

6779 « Effectifs universitaires : tableaux divers. Public. France métropolitaine, DOM, TOM. 2000-2001 », mai 2001.

6780 « Statistiques des étudiants étrangers inscrits dans les établissements universitaires. Public. France entière. 2000-2001 », mai 2001.

6781 « Effectifs universitaires en premier cycle par discipline, diplôme préparé et année d'études. Public. France entière. 2000-2001 », mai 2001.

6782 « Effectifs universitaires en deuxième cycle par discipline, diplôme préparé et année d'études. Public. France entière. 2000-2001 », mai 2001.

6783 « Effectifs universitaires en troisième cycle. 2000-2001. France métropolitaine, DOM, TOM », mai 2001.

6784 « Les effectifs inscrits dans les IUT. France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », mai 2001.

6785 « Statistiques des boursiers de l'enseignement supérieur. Public, Privé, Public + Privé. 2000-2001 », mai 2001.

6787 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 2000-2001. Diplômes délivrés en 2000 à l'issue de l'année scolaire 1999-2000. Public, Privé. France métropolitaine », juin 2001.

6788 « Recensement des diplômes délivrés par les universités à l'issue de l'année universitaire 1998-1999. Session 1999. Public. France métropolitaine, DOM, TOM », juin 2001.

6789 « Les effectifs des établissements d'enseignement supérieur non universitaires privés de commerce et de gestion. Les diplômes délivrés en 2000. France métropolitaine, DOM, établissements. 2000-2001 », juin 2001.

6790 « Les effectifs inscrits dans les IUFM. France métropolitaine, DOM. 2000-2001 », juin 2001.

6792 « Les effectifs inscrits dans les écoles d'enseignement supérieur non universitaire. Public, Privé. France métropolitaine, France métropolitaine + DOM. 2000-2001 », juin 2001.

6793 « Les effectifs inscrits dans les établissements d'enseignement universitaires privés. 2000-2001 », juin 2001.

6794 « Les nouvelles formations d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 2000-2001. Diplômes délivrés en 2000. Public, Privé. France métropolitaine », juillet 2001.

6796 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel. Session 2000. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », juillet 2001.

6804 « Les apprentis et les élèves des CPA et des CLIPA dans les centres de formation d'apprentis (y compris les CFA agricoles). France métropolitaine, DOM, TOM. 2000-2001 », octobre 2001.

6805 « Recensement des instituteurs et professeurs des écoles au 31 janvier 2001. Public. France métropolitaine, DOM », octobre 2001.

6806 « Recensement des maîtres rémunérés dans une échelle d'instituteur ou de professeur des écoles au 31 janvier 2001. Privé. France métropolitaine, DOM », octobre 2001.

6809 « Récapitulation des effectifs d'élèves dans les établissements du second degré par type d'établissement, par cycle et classe, par sexe. Public. France métropolitaine, DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6810 « Récapitulation des effectifs d'élèves dans les établissements du second degré par type d'établissement, par cycle et classe, par sexe. Privé. France métropolitaine, DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6811 « Flux des élèves de l'enseignement du second degré. Orientation de 2000-2001 à 2001-2002. Public, Privé. France métropolitaine, DOM », janvier 2002.

6818 « Établissements publics du second degré : répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. France métropolitaine, DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6819 « Établissements privés du second degré : répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. France métropolitaine, DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6820 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public. France métropolitaine + DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6821 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Privé. France métropolitaine + DOM. 2001-2002 », janvier 2002.

6822 « Les enseignants des classes sous contrat des établissements privés du second degré. Situation au 31 janvier-2001. France métropolitaine + DOM », janvier 2002.

6824 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur au 31 janvier 2001. France métropolitaine, DOM », janvier 2002.

6825 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. France entière. 2001-2002 », février 2002.

6826 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Carte des préparations. Public, Privé. France entière. 2001-2002 », février 2002.

6827 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Carte des établissements. Public, Privé. France entière. 2001-2002 », février 2002.

6829 « Sections de techniciens supérieurs, préparations diverses post-baccalauréat. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. France entière. 2001-2002 », mars 2002.

6830 « Sections de techniciens supérieurs, carte des préparations. Établissements publics sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. France entière. 2001-2002 », mars 2002.

6831 « Sections de techniciens supérieurs, carte des établissements. Public, Privé. France entière. 2001-2002 », mars 2002.

6832 « Résultats définitifs du baccalauréat d'enseignement général en 2001. Public + Privé, Public, Privé. Session 2001. France métropolitaine + DOM », mars 2002.

6833 « Résultats définitifs du baccalauréat technologique en 2001. Public + Privé, Public, Privé. Session 2001. France métropolitaine + DOM », mars 2002.

6834 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel en 2001. Public + Privé, Public, Privé. Session 2001. France métropolitaine + DOM », mars 2002.

6837 « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. CAP. Session 2001. Public + Privé. France métropolitaine + DOM », avril 2002.

6838 « « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. BEP – mentions complémentaires de niveau V. Session 2001. Public + Privé. France métropolitaine + DOM », avril 2002.

6839 « « Statistiques des examens des enseignements technologiques et professionnels. BP, BT, BMA, BTS, DNTS, DMA, DSAA. Mentions complémentaires de niveau IV. Session 2001. Public + Privé. France métropolitaine + DOM », avril 2002.

6840 « Effectifs universitaires : tableaux divers. Effectifs par académie et université, discipline, origine géographique, origine solaire ; effectifs par âge et par sexe, par PCS. Public. France entière. 2001-2002 », mai 2002.

6845 « Effectifs dans les instituts universitaires de technologie. Public. France métropolitaine + DOM. 2001-2002 », mai 2002.

6847 « Les effectifs des établissements privés d'enseignement supérieur non universitaires de commerce et de gestion. Les diplômes délivrés en 2001. France métropolitaine + DOM. 2001-2002 », juin 2002.

6850 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 2001-2002. Diplômes délivrés en 2001 à l'issue de l'année scolaire 2000-2001. Public, Privé. France métropolitaine », juin 2002.

6851 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur au 31 janvier 2002. Public. France métropolitaine + DOM », juillet 2002.

6853 « Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Les effectifs en 2001-2002. Évolution depuis 1991-1992. Public. France entière », juillet 2002.

6861 « Recensement des instituteurs et professeurs des écoles au 31 janvier 2002. Public. France métropolitaine + DOM », septembre 2002.

6867 « Les apprentis et les élèves des CPA et CLIPA dans les centres de formation d'apprentis. France entière. 2001-2002 », novembre 2002.

6869 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel. Session 2002. Public, Privé, Public + Privé. France métropolitaine + DOM », janvier 2003.

6874. « Établissements du second degré. Répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Public, Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6875 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par sexe, cycle, classe, type d'établissement, et selon le mode d'hébergement. Public, Privé, Public + Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6876 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Public, Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6878 « Résultats définitifs du baccalauréat d'enseignement général en 2002. Public + Privé, Public, Privé. France métropolitaine + DOM », janvier 2003.

6879 « Résultats définitifs du baccalauréat technologique en 2002. Public + Privé, Public, Privé. France métropolitaine + DOM », janvier 2003.

6880 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6881 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Carte des préparations. Académies, établissements. Public, Privé. France métropolitaine + DOM + TOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6882 « Classes préparatoires aux grandes écoles. Carte des établissements. Académies, départements, établissements. Public, Privé. France métropolitaine + DOM + TOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6884 « Flux des élèves de l'enseignement du second degré. Orientation de 2001-2002 à 2002-2003. Public, Privé, Public + Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6885 « Sections de techniciens supérieurs. Préparations diverses post-baccalauréat. Tableaux récapitulatifs. Public, Privé. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », janvier 2003.

6893 « Effectifs dans les instituts universitaires de technologie. Public. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », avril 2003.

6898 « Les écoles d'ingénieurs. Effectifs des élèves en 2002-2003. Diplômes délivrés en 2002, à l'issue de l'année scolaire 2001-2002. Public, Privé. France métropolitaine + DOM », juin 2003.

6899 « Les formations d'ingénieurs en partenariat (ex-NFI). Effectifs des élèves en 2002-2003. Diplômes délivrés en 2002. Public, Privé. France métropolitaine », juin 2003.

6900 « Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Effectifs en 2002-2003. Évolution depuis 1991-1992. Public. France entière », juin 2003.

6902 « Les effectifs des établissements privés d'enseignement supérieur non universitaires de commerce et de gestion. Les diplômes délivrés en 2002. 2002-2003. France métropolitaine + DOM », septembre 2003.

6906 « Le personnel de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur au 31 janvier 2003. Public. France métropolitaine + DOM », juillet 2003.

6919 « Les apprentis et les élèves des CPA et des CLIPA dans les centres de formation d'apprentis. France métropolitaine + DOM. 2002-2003 », décembre 2003.

UNIQUEMENT EN VERSION ÉLECTRONIQUE :
Année 2004

6920 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par nationalité, cycle, classe, type d'établissement. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6921 « Établissements du second degré. Répartition des élèves selon les formations données. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6922 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par langue vivante étudiée, cycle, classe et type d'établissement. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6923 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par matière. Enseignement obligatoire, ou de spécialité, ou options. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6924 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par sexe, cycle, classe, type d'établissement et selon le mode d'hébergement. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6925 « Établissements du second degré. Répartition des élèves par année de naissance, sexe, cycle, classe et série. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6926 « Établissements du second degré. Nombre de divisions par cycle, classe et importance des effectifs. Année scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6927 « Les établissements régionaux d'enseignement adapté. Année scolaire 2003-2004 ».

6928 « Flux des élèves de l'enseignement du second degré, orientation de 2002-2003 à 2003-2004. Public, Privé ».

6929 « Les classes préparatoires aux grandes écoles. Tableaux récapitulatifs. Année scolaire 2003-2004. France entière ».

6930 « Sections de techniciens supérieurs, préparations diverses post-baccalauréat. Tableaux récapitulatifs. Années scolaire 2003-2004. Public, Privé ».

6932 « Résultats définitifs du baccalauréat d'enseignement général en 2003 ».

6933 « Résultats définitifs du baccalauréat technologique en 2003 ».

6934 « Résultats définitifs du baccalauréat professionnel en 2003 ».

6937 « Effectifs universitaires : tableaux divers, effectifs par académie et université, discipline, origine géographique, origine scolaire, par PCS. Public. 2003-2004 ».

6938 « Statistiques des étudiants étrangers inscrits dans les établissements universitaires. Public. 2003-2004 ».

6939 « Effectifs universitaires en premier cycle par discipline, diplôme préparé et année d'études. Public. 2003-2004 ».

6940 « Effectifs universitaires en deuxième cycle par discipline, diplôme préparé et année d'études. Public. 2003-2004 ».

6941 « Effectifs universitaires en troisième cycle par discipline, diplôme préparé et année d'études. Public. 2003-2004 ».

6942 « Effectifs dans les instituts universitaires de technologie. Public. 2003-2004 ».

6943 « Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Effectifs en 2003-2004. Évolution depuis 1991-1992 ».

6946 « Les enseignants et l'enseignement dans les divisions sous contrat des établissements privés du second degré en 2003-2004 ».